

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

LES VENTS DE LA MORT

Numéro spécial 75 FF

Bulletin de liaison et d'information

N° 42

SEPTEMBRE 1988

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

Le numéro de septembre du Bulletin est entièrement consacré aux événements du Kurdistan irakien. L'exode vers le Kurdistan de Turquie de 100.000 Kurdes irakiens fuyant la guerre chimique a , pendant près de deux semaines, placé la tragédie kurde en tête de l'actualité mondiale et donné lieu à un très grand nombre d'articles dans la presse internationale. Quoique fort volumineuse et représentative, notre revue de presse est , de ce fait, loin d'être exhaustive.

SOMMAIRE

- LES FAITS
- LEURS ECHOS DANS LES MEDIAS
- LES REACTIONS DE L'OPINION PUBLIQUE
- L'ATTITUDE DES ETATS ET DE L'O.N.U.
- LES MANŒUVRES DE L'IRAK
- ANNEXES
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LES FAITS

Du 25 août au 15 septembre l'armée irakienne a mené une offensive d'une extrême violence contre les provinces kurdes situées le long de la frontière turque (voir carte en annexe 1) Déclenchée juste au lendemain du cessez-le-feu conclu sous l'égide de l'O.N.U. dans la guerre du Golfe, cette vaste offensive a mobilisé environ 60.000 soldats irakiens soutenus par des bombardiers et des hélicoptères de combat. L'ensemble de cette région de 10.000 km² a été soumis à d'intenses bombardements aériens, visant à détruire toute habitation, toute trace de vie. Mais c'est surtout l'usage massif des gaz chimiques qui a provoqué les plus lourdes pertes au sein de la population civile kurde.

Sans défense, désarmés devant les "vents de la mort chimique", environ 100.000 des 150.000 habitants de la région se sont réfugiés en Turquie. Le sort des autres reste incertain. Une partie d'entre eux, encerclés par les troupes irakiennes lancées à leur poursuite, ont été envoyés vers des camps d'internement où on ignore ce qu'ils sont devenus. D'autres ont été exécutés sur place. Nul n'est encore en mesure d'établir un bilan précis de ces massacres.

Dans ce pays totalement fermé à la presse et aux observateurs étrangers, aucune enquête indépendante n'a pu être effectuée pour évaluer l'ampleur des destructions et de meurtres

collectifs. Tout au plus dispose-t-on d'indications partielles sur quelques uns des 77 villages gazés (voir liste en annexe 2) et des 478 villages réduits à l'état de ruines au cours de cet "assaut final". Le 29 août, dans la localité de Baze Gorge les troupes irakiennes portant des masques à gaz et des tenues anti-gaz ont massacré à l'arme chimique 2980 civils kurdes. Les cadavres des victimes ont ensuite été brûlés sur place. Dans les villages Babier et Warneil 200 personnes ont été tuées par les gaz, à Barjan 80 civils à Barhule et Bielijan 75 civils, dont une cinquantaine de femmes, à Hesse 50, à Guldy 44, à Ekmalla 33, à Berchi 20, à Tuka 14.

En lançant son offensive contre ces régions reculées et enclavées du Kurdistan le gouvernement irakien pensait pouvoir agir dans le silence. L'ouverture de la frontière turque et l'exode massif des Kurdes vers ce pays ont brisé ce mur du silence.

Les images de ces dizaines de milliers de Kurdes irakiens fuyant les gaz ont suscité une vive émotion dans l'opinion publique mondiale. Le 15 septembre, l'Irak a été obligé de stopper les bombardements chimiques du pays kurde. Il a été contraint de différer l'exécution de son projet de "restructuration du Kurdistan", qui consiste à détruire *tous* les villages et la plupart des villes kurdes pour les remplacer par une vingtaine de "villes modernes", sorte de "hameaux stratégiques" surveillés en permanence par l'armée.

LEURS ECHOS DANS LES MEDIAS

Quelles que soient ses raisons (pressions américaines, souci de faire en pleine période électorale un geste en direction de l'important électorat kurde), le gouvernement turc, en acceptant d'ouvrir sa frontière aux réfugiés kurdes irakiens, a permis à des dizaines de milliers d'entre eux d'échapper à la mort. Il a également autorisé les médias turcs et occidentaux à avoir accès à ces réfugiés. Depuis la fondation de la République turque en 1923, c'est sans doute la première fois que la Turquie fait quelque chose pour sauver des Kurdes, elle qui a toujours été le porte-drapeau de toutes les croisades, le ciment de toutes les alliances anti-kurdes.

La presse turque a consacré de nombreux reportages au drame des réfugiés kurdes et, scène insolite dans ce pays, les téléspectateurs turcs ont pu voir leur premier ministre s'entretenant avec les réfugiés par le truchement d'un député traduisant en direct du kurde en turc, et les rescapés kurdes crier : "Vive Barzani ! Vive Özal ! Vive le Kurdistan ! Vive la Turquie !" Scènes sans précédent dans ce pays où officiellement les Kurdes n'existent pas et où des patriotes kurdes purgent encore de longues peines de prison pour avoir parlé du Kurdistan ou revendiqué des droits culturels pour les 12 millions de Kurdes de la Turquie.

Faute de pouvoir aller enquêter au Kurdistan irakien, les médias occidentaux ont dépêché leurs envoyés en Turquie pour recueillir les témoignages des réfugiés. Les journaux américains, britanniques et français ont accordé une large place aux événements du Kurdistan (voir revue de presse). Ils ont été suivis par la presse des autres pays d'Europe occidentale (RFA, Italie, Autriche, Espagne, Suède, Suisse, etc.) Les télévisions occidentales, en particulier les chaînes américaines, britanniques et françaises ont diffusé des reportages sur les réfugiés, ainsi que des interviews de personnalités kurdes.

Dans les pays de l'Europe de l'Est, les médias ont généralement observé une grande discrétion. Les télévisions n'ont pas diffusé d'images sur l'exode des réfugiés kurdes, les rares articles parus dans la presse ont pris position pour le régime irakien (voir plus loin des extraits d'un article de la Pravda). A l'exception de quelques publications libanaises, les médias du monde arabe n'ont évoqué les événements du Kurdistan que pour protester contre "les complots anti-arabes de l'impérialisme américain et du sionisme" et pour prendre la défense de Bagdad.

LES REACTIONS DE L'OPINION PUBLIQUE

Les témoignages et récits des Kurdes irakiens réfugiés en Turquie sur les horreurs de la guerre chimique ont suscité une très vive émotion dans l'opinion publique occidentale. Cette émotion s'est manifestée avec une intensité particulière en Turquie, où outre la population kurde locale, de très nombreux députés, journalistes et intellectuels turcs ont fait preuve de sympathie et de solidarité. Dans de nombreuses villes, en particulier à Diyarbakir, des délégations de Kurdes de Turquie se sont adressées aux autorités turques pour leur demander l'autorisation d'héberger et de prendre en charge "leurs frères". Leurs demandes, de même que celles de certains députés réclamant une condamnation énergique et publique du régime criminel irakien n'ont pas abouti. Une délégation du S.H.P. déposant en signe de deuil une couronne noire au Consulat irakien à Istanbul a même été matraquée par la police.

L'usage massif des gaz par l'Irak contre les Kurdes a également affecté l'opinion dans deux autres pays de la région : L'Iran et Israël où la "barbarie du régime irakien gazant ses propres citoyens" a été largement dénoncée.

En Europe occidentale, les marques de sympathie à l'égard du peuple kurde ont revêtu des formes variées : envoi de lettres et de messages aux organisations et associations kurdes, participation aux manifestations de protestation organisées par la diaspora kurde un peu partout (Paris, Stockholm, Londres, Vienne, Berlin, Bonn, Francfort, etc.), propositions de collecte de vêtements et de médicaments, offres d'organisation de conférences et de réunions d'information et de solidarité, etc..

Parallèlement à ces initiatives individuelles, des O.N.G. ont été particulièrement actives. Dès le 2 septembre, *Amnesty International* a alerté l'opinion sur les "tueries délibérées de civils kurdes non armés d'Irak (cf. p 21). Démarche exceptionnelle, l'organisation humanitaire a également demandé au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. de se réunir d'urgence pour "arrêter le massacre des Kurdes irakiens". De leur côté, la Fédération internationale des droits de l'homme, la Ligue française des droits de l'homme, la Ligue internationale pour les droits et la liberté des peuples, le M.R.A.P., la Licra, l'Association Droit contre Raison d'Etat, le N.D.H., ont dénoncé les massacres des Kurdes.

Médecins du Monde a été la première organisation médicale humanitaire à se rendre à la frontière irako-turque pour examiner les conditions d'accueil des réfugiés et les possibilités de leur porter assistance (cf. p. 22 - 23). Son offre de mettre en place une structure médicale pour soigner les réfugiés kurdes a reçu une fin de non recevoir par les autorités turques, qui ne souhaitent aucune présence indépendante dans les provinces kurdes. Sous prétexte que "la Turquie n'est pas un pays du Tiers-Monde", Ankara décline toute aide étrangère autre que financière et refuse de reconnaître aux Kurdes irakiens la qualité de réfugié.

Se faisant l'interprète des sentiments de l'opinion un peu partout en Europe Occidentale, des personnalités politiques ont interpellé leur gouvernement sur la politique à adopter à l'égard de l'Irak. Ainsi, en France, l'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de L'U.D.F., a demandé, dans une question écrite à M. Roland Dumas "s'il dispose d'informations précises sur l'utilisation de "l'arme chimique par les forces armées irakiennes contre la population kurde", estimant que "cet emploi, s'il était confirmé, devrait être formellement condamné par la France".

Rappelant "sa ferme condamnation de tout recours aux armes chimiques", le bureau exécutif du Parti Socialiste français, dans un communiqué diffusé le 7 septembre, "demande instamment aux autorités irakiennes de mettre fin aux opérations armées contre la population des provinces kurdes, qui ont fait de nombreuses victimes et poussé plus de

100.000 personnes à chercher refuge en Turquie ; il rappelle son soutien aux légitimes aspirations des Kurdes, au respect de leur identité dans le cadre des Etats existants. La communauté internationale ne peut accepter que les Kurdes soient les victimes du cessez-le-feu, heureusement survenu dans le conflit entre l'Irak et l'Iran".(cf.p 163) Le Parti Communiste français a envoyé, le 22 septembre, une délégation à l'ambassade d'Irak pour élever "la protestation la plus forte et la plus indignée devant la sauvagerie des massacres des populations kurdes d'Irak par les armées de Bagdad, avec le soutien de régime turc".

De son côté, le sénateur communiste M. Louis de Cartuelan a, le 29 septembre, attiré l'attention de M. le Ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, sur le massacre des populations kurdes qui, d'après des sources d'informations diverses, connaissent en ce moment une intensité particulièrement dramatique, tandis que l'Irak est dans une situation de répit sur le front iranien". Il lui demande quelle initiative celui-ci entend prendre pour amener les autorités irakiennes à cesser les massacres des populations civiles kurdes, notamment par les armes chimiques. Quand au R.P.R., il est resté totalement silencieux sur les crimes de Saddam Hussein, "ami de longue date de M. Chirac". Les principaux syndicats français (C.G.T., C.F.D.T., F.E.N.) ont condamné le massacre de la population kurde.

En R.F.A., des députés écologistes et ceux du S.P.D. ont interpellé le gouvernement sur le rôle de certaines firmes allemandes dans la fourniture des matières premières aux usines d'armes chimiques de l'Irak. En Suède et en Grande Bretagne, plusieurs députés ont demandé à leur gouvernement de prendre toute initiative susceptible de mettre un terme au massacre de la population kurde en Irak. Le groupe parlementaire britannique pour les droits de l'homme a condamné dans un communiqué publié le 7 septembre à Londres "l'usage d'armes chimiques par l'Irak dans le conflit avec l'Iran et en particulier dans les régions kurdes", le groupe de la Chambre des Communes, qui a envoyé un expert, le Dr. Ian West, faire une enquête dans la région de Halabja, en appelle "à la Communauté internationale pour qu'elle suspende toute livraison d'armes à l'Irak". "Nous constatons que des informations bien fondées sur l'usage continu d'armes chimiques contre les Kurdes d'Irak se sont poursuivies jusqu'aujourd'hui, provoquant la fuite de 100.000 kurdes en Turquie". indique le communiqué des parlementaire britannique. En Belgique, le professeur Aubin Heyndrickx, toxicologue de réputation internationale, s'est dit, "à 100 % certain de l'utilisation de gaz de combat par l'Irak dans son offensive contre les Kurdes", il s'agit selon lui "d'un mélange de gaz moutarde et de gaz neurotoxique, probablement du tabun, le même cocktail meurtrier que celui déjà utilisé par l'armée irakienne à Halabja en mars 1988".

La réaction européenne la plus ferme a été celle du *Parlement Européen*. Le 15 septembre, par 76 voix contre une seule, les parlementaires européens ont adopté une résolution commune de tous les groupes politiques, condamnant le gazage des Kurdes par l'Irak. Ce gazage "qui a entraîné la mort de milliers de civils et de militaires n'est pas loin d'atteindre la dimension d'un génocide". Les parlementaires sont "scandalisés" par l'attitude du gouvernement irakien qui a, jusqu'à présent ignoré la réprobation internationale. La résolution évoque également l'exode massif et forcé des Kurdes irakiens vers la Turquie (cf. au annexe 3 le texte intégral de cette résolution).

Aux Etats Unis, le 9 Septembre, sur la proposition du sénateur Claiborne Pell, président de la commission des affaires étrangères, *le Sénat* a voté un projet de loi prévoyant des sanctions économiques contre l'Irak. Ce texte prévoit notamment "de mettre fin aux prêts garantis par les Etats-Unis pour financer les achats irakiens de produits non militaires, aux ventes d'armes et transferts de technologie, le boycottage des importations du pétrole irakien et demande que des instructions soient données aux représentants américains siégeant dans les institutions financières internationales, telle que la Banque Mondiale, de voter contre de nouveaux prêts à l'Irak". Présentant son projet de loi, le sénateur Pell a déclaré : "un crime aux proportions inimaginables est en train d'apparaître, pour la deuxième fois au cours de ce siècle, une dictature brutale utilise des gaz mortels pour exterminer une minorité ethnique, il n'y a aucun doute que le régime de Saddam Hussein considère cette campagne comme une solution finale au problème kurde". Le texte adopté

par le Sénat affirme que les attaques irakiennes contre les Kurdes "semblent constituer un acte de génocide abhorré par le monde civilisé et interdit par la loi internationale".

Cette attitude ferme du Sénat américain, ajoutée aux propos tenus par le Secrétaire d'Etat, Georges P. Shultz au ministre irakien Saddoun Hamadi, qualifiant de "répugnant et d'injustifiable" l'usage par l'Irak des armes chimiques, ont semé un vent de panique à Bagdad. Tout en organisant des manifestations de rue pour dénoncer le "complot américano-sioniste contre la nation arabe et la cause palestinienne", les Irakiens ont mobilisé le camp arabe pour exercer des pressions sur l'administration américaine, afin qu'elle dissuade la Chambre des Représentants de confirmer le projet de loi voté au Sénat. Ils ont également tenté de faire croire qu'ils n'avaient pas utilisé de gaz chimiques au cours de leur récente offensive. Outre le gouvernement américain affirmant détenir des "preuves irréfutables de l'usage des armes chimiques par l'Irak", une mission d'enquête du Sénat dépêchée à la frontière turco-irakienne a rassemblé "des preuves accablantes de l'utilisation de ces armes contre les Kurdes (cf. pp 134 et 167).

A la suite des pressions et des obstructions diverses, le texte des sénateurs n'est pas passé à la chambre et les sanctions sont restées sur le papier. Le 27 septembre, la chambre des représentants a adopté un projet de loi imposant des sanctions contre l'Irak, comme "moyen d'expression concret de l'indignation" devant l'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes le projet prévoit l'arrêt immédiat des exportations américaines d'armes de haute technologie et de composant chimiques à destination de l'Irak. L'embargo commercial serait élargi et des sanctions financières ainsi que diplomatiques seraient prises en cas de projets tant de Sénat que de la Chambre qu'elle estime "prématurés" et "contre-productif". L'Irak qui, avec une dette extérieure évaluée à 60 milliards de dollars est l'un des pays les plus endettés du monde, se tire impunément d'affaire et peut respirer à nouveau.

L'ATTITUDE DES ETATS ET DE L'O.N.U.

La France a été le premier pays occidental à s'exprimer publiquement sur les événements du Kurdistan irakien. Au cours du Conseil des ministres du 7 septembre, le Président Mitterrand s'est déclaré "inquiet des moyens de répression employés à l'encontre des populations kurdes en Irak, et notamment de l'emploi des armes chimiques" a indiqué à la presse le porte-parole du gouvernement "Sans vouloir s'immiscer dans les problèmes qui relèvent de la souveraineté irakienne", le chef de l'Etat a estimé "que les liens d'amitié unissant l'Irak et la France l'autorisent d'autant plus, à faire connaître son sentiment sur les événements qui mettent en cause les droits de l'homme" (cf. annexe 4)

Cette prise de position solennelle française au plus haut niveau a eu un effet multiplicateur. Dans la soirée du même jour, les douze pays de la C.E.E. ont publié à Bruxelles un communiqué dans lequel ils se déclarent "vivement préoccupés des rapports selon lesquels des armes chimiques auraient été utilisées contre les Kurdes" après le cessez-le-feu survenu entre l'Irak et l'Iran. Les douze "confirment leur position condamnant toute utilisation de telles armes" et ils lancent un appel pour que cessent les actions militaires contre la population civile kurde ; ils demandent enfin le respect du droit international".

Le même jour, M. Perez de Cuellar, Secrétaire Général de l'O.N.U., a été reçu à l'Elysée. A l'issue de son entrevue avec le président de la République Française, il a exprimé son "inquiétude" et annoncé "qu'il trouvera l'occasion de faire quelque chose pour prendre des mesures".

Le 29 septembre, s'adressant à l'Assemblée Générale de l'O.N.U., François Mitterrand a évoqué en ces termes le sort des Kurdes : "La paix est contagieuse et chacun, Etats et peuples de la région, en recueillera les bienfaits. Comment ne pas penser en cet instant, aux minorités doublement frappées, telles que les populations kurdes ?". En réponse à une question du sénateur communiste Louis de Catuelan, M. Roland Dumas, ministre des

affaires étrangères, a notamment déclaré : "la France a marqué très tôt son émotion et sa détermination, à la fois, par la voix du Président de la République et l'expression par les voies diplomatiques de notre vive préoccupation aux autorités irakiennes. Le gouvernement a ainsi fait savoir à ces dernières qu'elles devaient accueillir une mission d'enquête impartiale. Cette attitude, qui avait amené la France à souscrire sans réserve aux résolutions 612 et 620 du Conseil de Sécurité, a conduit le Président de la République à prendre récemment plusieurs initiatives importantes en ce domaine. En rappelant notamment que pourrait "s'imposer, parmi d'autres mesures, l'embargo sur toute livraison de produits, de technologie, et plus généralement d'armes" à l'Etat qui emploierait impunément l'arme chimique pour régler ses problèmes internes ou externes. La France a, une nouvelle fois, marqué clairement aux yeux de la communauté des nations la vigueur de sa détermination. A ce titre, la tenue à Paris d'une conférence sur les armes chimiques devrait témoigner de la reconnaissance du rôle de notre pays dans ce domaine (cf. le texte intégral de cette réponse en annexe 4)

Un autre membre du gouvernement français, le secrétaire d'Etat Bernard Kouchner est intervenu sur TF1 pour demander publiquement aux Irakiens de mettre un terme au massacre de leur minorité kurde. Il a reçu une délégation kurde conduite par Jalal TALABANI ; ce dernier a également été reçu par Mme. Danielle Mitterrand qui depuis de nombreuses années apporte son soutien aux actions culturelles kurdes.

Les Etats-Unis ont, au début de l'affaire adopté une position ferme à l'égard de l'Irak. En recevant, le 8 Septembre, le ministre d'Etat irakien Saddoun Hamadi, le secrétaire d'Etat américain, Georges P. Shultz lui a fait savoir que son pays détenait des "preuves concluantes de l'utilisation par l'Irak des armes chimiques". Il a affirmé que la poursuite de l'emploi de ces moyens "répugnants et injustifiables" et la poursuite d'autres violation des droits de l'homme contre les kurdes pourrait remettre en cause les relations entre les deux pays". Briefant la presse, le porte-parole du Département d'Etat, Charles Redman a réitéré le point de vue américain, suivant lequel "l'usage par l'Irak des armes chimiques est répugnant" et déclaré non crédible les dénégations du ministre irakien. "Nous avons été consciencieux de ne pas faire de déclaration avant que de telles déclarations ne puissent être étayées, a-t-il indiqué. Sur la base de ce processus continu, nous sommes maintenant confiants en faisant cette déclaration" sur l'usage des armes chimiques par l'Irak.

L'adoption, le 9 septembre par le Sénat, de la résolution prévoyant des sanctions contre l'Irak a provoqué la solidarité de la plupart des Etats arabes derrière l'Irak. Sous l'effet de ces pressions diverses le Département d'Etat a laissé entendre qu'en échange d'un engagement public de l'Irak qu'il n'utilisera plus jamais d'armes chimiques, l'administration américaine pourrait assouplir sa position. Le texte d'un tel engagement a été présenté aux Irakiens par Mme April Glaspie, ambassadrice américaine à Bagdad. A la suite de toute une série de manoeuvre diplomatique dans lesquelles des pays arabes comme l'Arabie Saoudite, l'Egypte et la Jordanie, semblent avoir joué un rôle important, les Américains se sont arrangés pour que la résolution du Sénat ne soit pas ratifiée à temps par la Chambre des représentants. Les sanctions votées par le Sénat sont donc restées sans effet. L'administration a finalement rétabli la ligne de crédit d'un milliard de dollars accordée à l'Irak pour ses importations agricoles.

En résumé dans cette affaire, les Etats-Unis ont dans un premier temps élevé énergiquement la voix pour mettre en garde l'Irak contre l'usage quasi routinier des armes chimiques contre ses propres citoyens, alerter l'opinion sur les dangers de la prolifération de ces armes de destruction de masse, bon marché et faciles à fabriquer. Utilisées contre les kurdes, avec l'efficacité que l'on sait, ces armes pourraient demain être utilisées contre d'autres peuples de la région (Kuwait, Israël, Iran).

Une fois acquis le principe de la convocation d'une conférence internationale sur les armes chimiques et bactériologiques et quelques engagements arabes d'une valeur pour le moins incertaine, (comme la déclaration du ministre irakien Tarik Aziz affirmant que l'Irak respectait et adhère à "toutes les dispositions du droit international, y compris le protocole de Genève de 1925 qui interdit l'emploi des armes chimiques) ils ont baissé le ton et évité

d'envenimer leurs relations avec un pays soutenu par l'ensemble du monde arabe. Dans ce contexte marqué également par l'incertitude sur une éventuelle normalisation avec l'Irak, les paroles de sympathie prononcées le 28 septembre par le président Reagan à la tribune de l'Assemblée générale de l'O.N.U. sonnaient plutôt comme un éloge funèbre. Des bonnes paroles sans portée ni conséquences pratiques.

La position de la Grande-Bretagne a été, en tous points, en accord avec celle de son allié américain. Après les déclarations publiques de Georges Shultz accusant le 8 septembre, l'Irak d'utiliser les armes chimiques contre les civils kurdes, le lundi 12 septembre le Foreign Office s'est à son tour déclaré "convaincu de l'emploi d'armes chimiques par l'Irak", et il a annoncé que le représentant britannique aux Nations-Unies allait discuter à New York de l'envoi d'une commission d'enquête dans ce pays. Le jour même, le secrétaire général des Nations-Unies, M. Javier Perez de Cuellar a reçu une demande de quatre pays membres de l'O.N.U. pour l'envoi d'une commission d'enquête en Irak, "afin d'examiner les allégations selon lesquelles ce pays aurait fait usage d'armes chimiques contre la population kurde". Selon le New York Times du 13 septembre qui cite de sources diplomatiques non identifiées la demande adressée le 12 par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon et la R.F.A. proviendrait d'une "irritation croissante" de ces pays à l'égard du gouvernement irakien. Le 22 Septembre, le Foreign Office a adressé à Londres une mise en garde au ministre d'Etat irakien aux Affaires Etrangères, M. Saddoun Hammadi, à propos de l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak contre les kurdes. Si les accusations des kurdes sont vraies, de tels agissements sont "barbares" et ils inspirent un "profond sentiment de répulsion" a déclaré le chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe au ministre irakien, il a également exhorté le gouvernement irakien à accepter l'envoi d'une mission d'enquête de l'O.N.U. en Irak sur cette question, jugeant "inexplicable" l'opposition de Bagdad à un tel projet.

La position publique affichée par les **autorités allemandes** contre l'utilisation des armes chimiques a contrasté avec leur peu d'empressement et de diligence pour faire la lumière sur la participation de firmes chimiques allemandes à la fabrication des gaz toxiques pour l'Irak. Des journalistes indépendants, ainsi que plusieurs députés ont nommément mis en cause une dizaine de ces sociétés peu regardantes sur la destination finale de leurs exportations. Fin septembre, le parquet fédéral n'avait encore ouvert aucune enquête contre ces infractions manifestes à la loi internationale, en particulier du protocole de Genève de 1925 et de la résolution du 26 août 1988 du Conseil de sécurité de l'O.N.U. qui interdisent l'utilisation des armes chimiques. Il est intéressant de noter qu'un tribunal français a jugé recevable la plainte déposée par l'association *Droit contre Raison d'Etat*, contre la firme d'aéronautique Dassault pour "complicité dans un crime collectif caractérisé". Le tribunal d'instance de Paris a qualifié les livraisons d'armes à l'Irak comme "incontestablement contraires à la défense du droit international humanitaire".

Les Pays Scandinaves, (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) ont tous énergiquement condamné l'usage des armes chimiques et le massacre des populations kurdes. Ils se sont dès le 13 septembre joints à la demande d'envoi d'une mission d'enquête dans le Kurdistan irakien présentée la veille par quatre Etats. Toujours à l'Ouest, même la très neutraliste et prudente Suisse a exprimé, mercredi 14 septembre, sa "consternation pour l'utilisation d'armes chimiques dans le Kurdistan irakien". Le porte parole du gouvernement, M. Achille Casanova, a indiqué que "le gouvernement suisse demandait au gouvernement irakien de renoncer à utiliser de telles armes". "Ces procédés" a-t-il souligné, "sont contraires au droit humanitaire".

A l'Est, tous les gouvernements sans exception, se sont abstenus de commenter les événements. Principal fournisseur d'armes de l'Irak l'U.R.S.S. a observé un silence d'autant plus remarqué qu'elle ne manque généralement pas de faire entendre sa voix sur des événements moins meurtriers se déroulant dans d'autres pays, (le soulèvement palestinien dans les territoires occupés, condamnations de militants noirs en Afrique du Sud etc...). Elle n'a pas réagi non plus à la publication par l'Union patriotique du Kurdistan, l'une des deux principales organisations kurdes d'Irak, d'une liste de 30 conseillers et techniciens soviétiques travaillant au complexe chimique irakien de Samarra, au sud de Bagdad. (cf.

annexe 5) La presse soviétique a pris la défense de l'Irak injustement accusé. Voici, à titre d'exemple, quelques extraits d'un article paru sous le titre "*Pression sur l'Irak*" dans la Pravda du 11 septembre sous la signature de V.Gan, correspondant particulier de ce journal à Washington:

"La haute morale" de Washington, laquelle se donne en exemple au monde entier, se révèle souvent être un exercice d'hypocrisie. Le Sénat américain vient de décider à l'unanimité des sanctions économiques sévères contre l'Irak qu'il accuse de "nombreuses violations de la loi internationale". Les législateurs interdisent l'octroi à cet Etat arabe de crédits, la vente d'équipements pour les industries pétrolières, l'achat du pétrole irakien. De même les Etats-Unis agiront au sein des organismes financiers internationaux contre l'octroi de crédits à Bagdad.

Qu'a-t-il donc fait l'Irak contre le Sénat américain ? Concrètement l'affaire est fondée sur des nouvelles obscures, selon lesquelles l'Irak utiliserait des produits toxiques dans ses opérations militaires contre les combattants kurdes. Et de telles nouvelles sont fondées sur les déclarations de certains réfugiés kurdes. Washington ne dispose d'aucunes preuves substantielles. Quoique ces derniers jours le secrétaire d'Etat Shultz et d'autres officiels ont à plusieurs reprises accusé l'Irak. Ce qui attire l'attention ici, est que l'un des représentants de l'administration américaine, Charles Redman, n'a pas voulu du tout donner des indications claires sur le bien fondé de ces accusations. Avec la même obstination, l'administration américaine et le Congrès ont ignoré les déclarations du ministre d'Etat irakien Saddoun Hamadi qui dans sa conférence de presse à Washington a totalement et catégoriquement démenti l'usage des armes chimiques par son pays. A vrai dire, ils n'ont pas voulu l'entendre parce qu'ils poursuivent leurs propres intérêts cupides. Il n'est pas erroné de dire que ces pressions politico-économiques sur l'Irak visent à le mettre à genoux".

Ce qui est convenu d'appeler "le Tiers-monde" est, à l'exception des Etats arabes, resté totalement silencieux sur le drame kurde. Le monde arabe a, quant à lui, prit fait et cause pour l'Irak. Réuni le 13 septembre à Tunis, à la demande de Bagdad, le Conseil ministériel de la Ligue arabe a proclamé son "indignation face à la campagne médiatique visant à dénaturer les victoires irakiennes" et a affirmé sa "solidarité totale" avec ce pays. Selon le Conseil, "cette campagne médiatique fallacieuse américano-israélienne" a pour but de "nuire aux négociations de paix" entre l'Irak et l'Iran qui se déroulent à Genève. Quatre pays pétroliers arabes du Golfe, l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar et Bahrein, ont violemment condamné les menaces de sanction du Sénat américain. Le Koweït a convoqué, le 14 septembre l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Wilson, N. Hoil, pour lui exprimer sa "profonde inquiétude" après les accusations américaines. Le 15 Septembre, une délégation de la Ligue arabe a eu une entrevue avec le Secrétaire général de l'O.N.U., Monsieur Perez de Cuellar, pour "protester contre les accusations dont l'Irak fait actuellement l'objet". Cette démarche a été entreprise par le représentant de la Ligue à l'O.N.U., M. Clovis Maksoud et le représentant du Yémen, Mohammed Abdulaziz Salam, où Maksoud a déclaré à l'A.F.P. que la campagne menée contre l'Irak visait en fait à "rejeter au second plan la situation des Palestiniens dans les territoires occupés". Des modérés aux "radicaux", il ne s'est pas trouvé un seul chef d'Etat, un seul ministre, un seul dirigeant politique pour exprimer quelques mots de sympathie envers la population kurde martyrisée.

Le rapport des forces étant ce qu'il est, les Kurdes ne s'attendaient pas à des décisions spectaculaires de la part de l'O.N.U. Le Conseil de sécurité qui s'est réuni des dizaines de fois pour examiner les rebondissements de la crise libanaise ou du problème palestinien n'a jugé nécessaire de se réunir pour débattre du massacre des Kurdes par l'Irak. Ni la France qui le présidait, ni aucun autre membre permanent n'ont eu le courage de la convoquer alors même que la résolution 620 adoptée le 26 août dernier par ce même Conseil prévoyait des sanctions immédiates contre tout Etat ayant recours aux armes chimiques. Il y a eu cependant une demande d'envoi d'une mission d'enquête dans le Kurdistan irakien. Présentée le 12 septembre par 4 Etats -Japon, Grande-Bretagne, Etats-Unis et R.F.A.- cette demande a été, dès le lendemain contresignée par le Danemark, la Finlande, l'Islande, la

Norvege et la Suède, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas. Le 13 septembre, la France a fait savoir au Secrétaire général de l'O.N.U. qu'elle était "d'accord avec toute initiative qu'il prendrait pour s'enquérir de la véracité des faits après les allégations d'utilisation par les forces irakiennes d'armes chimiques contre les populations civiles kurdes" a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, qui a ajouté que son pays avait "préféré cette démarche bilatérale auprès du Secrétaire général. Le même jour, le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Vladimir Petrovsky a indiqué à Moscou que l'U.R.S.S. soutiendrait "la mise en place d'une commission d'enquête internationale sur l'utilisation présumée d'armes chimiques par l'Irak contre les Kurdes". L'U.R.S.S. est "prête à soutenir tout effort international pour assurer le respect du protocole de 1925 qui interdit l'utilisation d'armes chimiques" a déclaré, M. Petrovsky au cours de sa conférence de presse. Il a ajouté que le Kremlin était "opposé à l'utilisation d'armes chimiques, quelles que soient les circonstances" et qu'il ne devait y avoir "aucune exception à la règle".

M. Perez de Cuellar a aussitôt convoqué le chargé d'Affaires irakien, M. Ali Mahmoud Sumaidi, pour lui faire part de la demande commune des 12 Etats, soutenue par la France et l'U.R.S.S.. Le 15 septembre, les Nations-Unies ont désigné une équipe d'experts pour aller enquêter sur le terrain. Le porte-parole de l'O.N.U., Mme Nadia Younes, a indiqué que les experts en armes chimiques désignés par les Nations-Unies se trouvaient en Europe et seraient réunis seulement au cas où cette commission serait autorisée à enquêter sur place.

Une mission des Nations-Unies serait bienvenue à n'importe quel moment, si elle n'était pas contraire à la paix et à la souveraineté irakienne, mais étant donné que les Kurdes en question sont irakiens, et qu'il s'agit donc d'une affaire interne, quel serait le rôle des Etats-Unis?" s'est interrogé devant la presse le général Khairallah, ministre irakien de la Défense, qui est également vice-premier ministre, commandant en chef adjoint des forces armées et proche parent de Saddam Hussein. Après cette pirouette, le gouvernement irakien, sous prétexte de "non ingérence dans les affaires intérieures", a opposé une fin de non recevoir catégorique à la demande d'envoi d'une mission de l'O.N.U. Faute de pouvoir se rendre au Kurdistan irakien, la mission a demandé aux autorités turques l'autorisation d'aller enquêter dans les camps de réfugiés kurdes irakiens installés en Turquie. Celles-ci ont, dès le 14 septembre, estimé "inopportune et négative" l'envoi d'une telle commission d'enquête. Le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Inal Batu, a déclaré que "les médecins experts turcs ont déjà examiné soigneusement les réfugiés du nord de l'Irak et n'ont constaté aucune trace de blessure causée par des armes chimiques" et que le gouvernement d'Ankara avait "confiance dans ses médecins". La boucle était ainsi bouclée, le couvercle refermé. Après le service éminent rendu par son allié turc, Bagdad pouvait à nouveau relancer sa machine de désinformation tendant à nier; "faute de preuves", l'utilisation des gaz contre les Kurdes, à tenter de ramener un massacre barbare, à l'arme chimique des civils kurdes, au rang "d'allégations de réfugiés".

L'attitude de la Turquie n'a pas manqué de contradiction tout au long de cette affaire. Tirailé entre le souci de montrer à son opinion intérieure et au monde extérieur le visage d'un pays généreux, accueillant des civils fuyant la mort d'une part et d'autre part les intérêts stratégiques de toujours le liant à son allié irakien, le gouvernement d'Ankara n'a cessé de tergiverser. Après avoir hésité du 25 au 31 août à ouvrir ses frontières aux Kurdes irakiens en fuite, les a finalement autorisés à entrer en Turquie. Au cours d'une réunion électorale dans la province kurde de Kars, le premier ministre turc, M. Turgut Özal, a même qualifié l'offensive irakienne de "massacre des gens innocents par toutes les armes possibles". Dans une interview télévisée M. Özal a déclaré que son gouvernement "ne céderait à aucune pression visant à le dévier de sa voie d'octroi de l'aide humanitaire aux Kurdes en fuite (Cf, The Times du 6.9, in p. 29 de la revue de presse). Les journaux turcs ont publié des reportages soulignant "l'horreur des blessures causées par les armes chimiques" ainsi que de nombreux témoignages de médecins. On a même pu assister à une première : une publication publiée par la Délégation permanente de la Turquie auprès des Communautés Européennes utilisé, sans guillemets, les termes "kurde" et "Kurdistan" dans son compte-rendu de la presse turque (cf. annexe 6) Toutefois cette fermeté a été de courte durée. Ankara a rapidement cédé aux pressions conjointes de l'Irak et de ses alliés arabes. Pour ne pas envenimer les bonnes relations entre les deux pays", le gouvernement turc a

refusé aux organisations humanitaires l'accès aux blessés kurdes hospitalisés dans les établissements placés sous le contrôle de l'armée. Puis, dès le 13 septembre il a déclaré "inopportun" toute visite d'une commission d'enquête dans les camps de réfugiés. En revanche les délégations officielles irakiennes venues prêcher le retour à l'Irak ont été infligées aux réfugiés et cela a même provoqué quelques affrontements entre ces Kurdes refusant la vue même de leurs bourreaux et les militaires turcs voulant les imposer. L'absence de liberté d'aller et de venir, les mauvaises conditions médicales et alimentaires, les pressions de toutes sortes ont poussé plus de la moitié des réfugiés à quitter la Turquie vers l'Iran. L'armée turque s'est chargée des transferts massifs effectués dans l'arbitraire total, sans aucune surveillance internationale. Les Kurdes irakiens n'étant pas officiellement considérés comme des réfugiés, bénéficiant à ce titre des garanties juridiques prévues dans la Convention de Genève, les Turcs ont pu disposer et continuent de disposer de leur sort selon leur bon vouloir. Regroupés dans des camps placés sous la surveillance permanente de l'armée, ceux-ci ont de plus le sentiment d'être des "captifs".

LES MANŒUVRES DE L'IRAK

Devant l'émotion suscitée par l'afflux des réfugiés kurdes au Kurdistan de Turquie le gouvernement irakien a annoncé, mardi 6 septembre, avoir décrété une amnistie en faveur des Kurdes, à l'exception de M. Jalal Talabani. Le décret d'amnistie accorde un délai de 30 jours aux "Kurdes se trouvant à l'étranger" pour rentrer en Irak. Les réfugiés irakiens ont quasi-unanimement refusé cette amnistie-piège. Au même moment d'ailleurs l'ambassadeur d'Irak à Ankara estimait que "l'armée irakienne avait le droit de ratisser les bandes armées kurdes". Cette tentative visant à sauver les apparences vis-a-vis de l'opinion internationale ayant échoué, Bagdad qui, pour des raisons évidentes, venait d'opposer une fin de non recevoir à la demande d'envoi d'une commission d'enquête de l'ONU a organisé à la hâte un charter pour la presse étrangère en lui promettant de la laisser aller dans tous les recoins du Kurdistan irakien. Promesse évidemment non tenue, puisque les journalistes n'ont été autorisés, qu'à survoler en hélicoptères le territoire kurde. Et ce qu'ils ont vu au cours de ce survol rapide leur a montré au moins une chose : la campagne kurde n'est plus qu'un amas de ruines (cf. Voir Herald Tribune du 19.9. ainsi que la presse française du même jour pp. 120-132 de la revue de presse). Voici, à titre d'exemple, des extraits du témoignage de Bernard Besserglik, de l'A.F.P., qui a participé à cette opération "portes ouvertes" :

MOSSOUL (Irak), 18 sept. (AFP) - Un grand nombre de villages et de hameaux kurdes ont été rasés au bulldozer, sur une large bande de territoire, entre les frontières irakienne et syrienne, ont constaté des journalistes en tournée vendredi et samedi dans le Kurdistan irakien.

Cette destruction des villages kurdes dans le nord de l'Irak et le regroupement de la population dans d'autres centres d'habitation s'inscrit, selon un haut responsable irakien, dans le cadre du "programme de regroupement des Kurdes" entrepris "il y a quelques années" par les autorités de Bagdad. Ce programme, a-t-il dit, est "déjà terminé".

La bande de territoire concernée par le programme de regroupement est, selon des estimations officielles, de 100 km de large, et longue sur 200 km la frontière turque et sur 100 km la frontière irakienne.

Les journalistes, invités dans le Kurdistan irakien par les autorités de Bagdad après les accusations concernant l'utilisation d'armes chimiques par l'armée irakienne contre des populations kurdes, n'ont été en mesure ni d'établir leur véracité, ni de prouver qu'elles sont fausses.

Au cours d'une visite de deux jours, fortement encadrés, ils ont traversé la région kurde à deux reprises en hélicoptère sur leur chemin, la grande majorité des villages kurdes en montagne ou dans les vallées ont été détruits. Le plus souvent, il ne reste pas deux pierres l'une sur l'autre.

- Sur des larges étendus du terrain, on ne voyait que champs et vergers brûlés, les autorités ayant, semble-t-il, pratiqué la politique de la terre brûlée. A certains endroits, des campements alignent des centaines de tentes qui paraissent abriter des civils.

Toute la région montagneuse près des frontières turque et iranienne semblait vidée de sa population. Celle-ci était regroupée dans des villes ou dans de nouveaux complexes résidentiels.

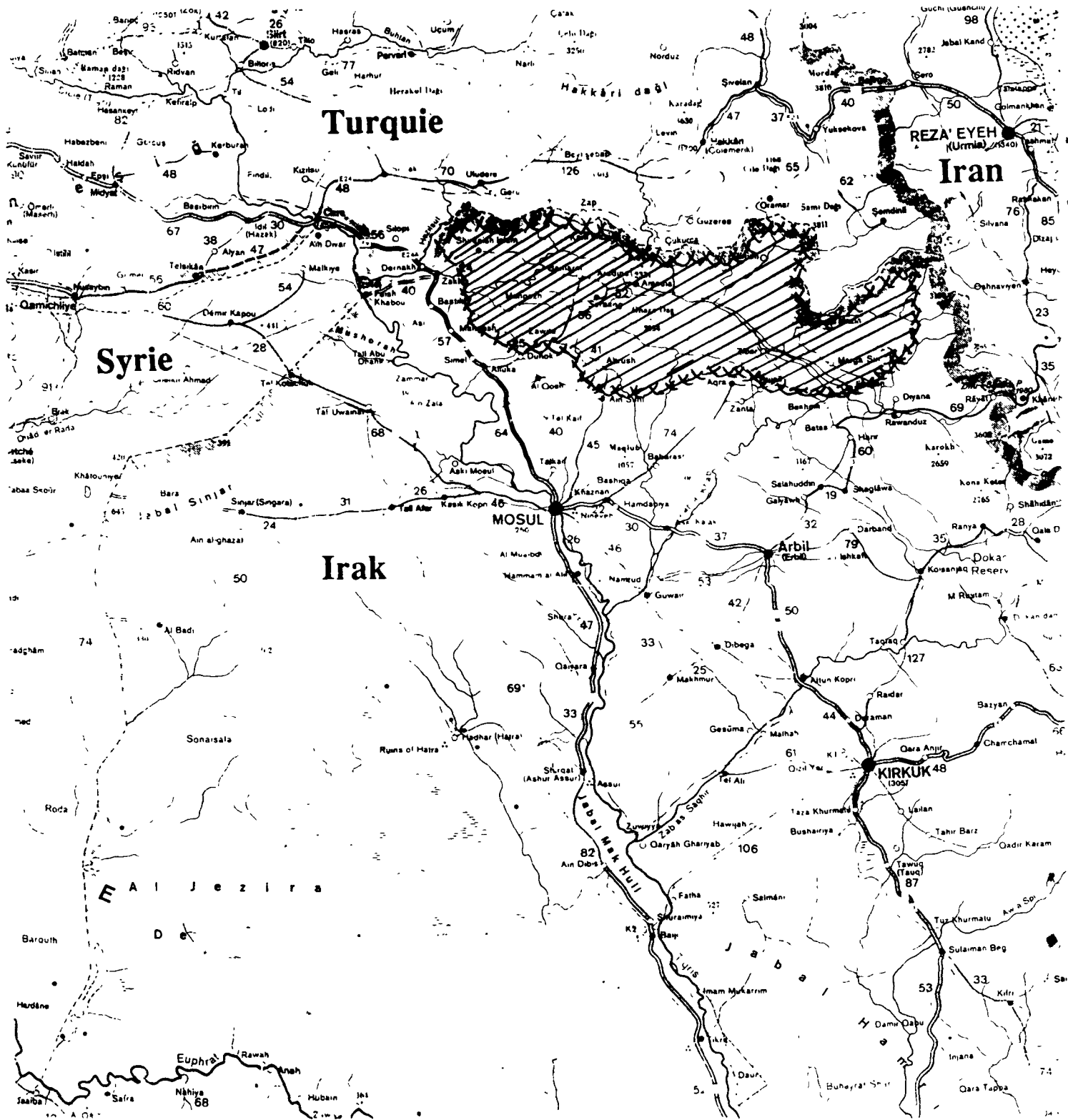
Interrogé, le gouverneur de la province de Dohuk, Namouk Pakuib Sorgi, a affirmé que l'élimination des villages kurdes faisait suite à une "décision générale" prise par Bagdad, "il y a quelques années". En deux ans, dans la seule province de Dohuk, plus de 200 villages ont été rasés, a-t-il déclaré. Selon lui, les habitants de ces petits villages, -certains villages plus importants doivent en revanche demeurer indemnes- étaient très contents de pouvoir bénéficier, dans les nouveaux complexes construits à leur intention, de services tels que l'électricité les hôpitaux et les écoles. "Les seuls qui ne sont pas en faveur de ce programme sont les terroristes" (les rebelles kurdes), a-t-il dit.


Participant au même voyage organisé, Patrick E. Tyler raconte dans le Herald Tribune du 19 septembre (cf.p 86) l'épisode suivant : *"Les reporters étrangers étaient invités à Zakhu dans un effort gouvernemental de réfuter que l'Irak poursuivait une campagne de génocide contre les Kurdes, et que des armes chimiques étaient utilisés contre les rebelles kurdes dans les montagnes de la région du nord du Kurdistan. Mais après que les reporters ont survolé la région, le ministère de l'information a confisqué des douzaines de cassettes vidéo des équipes de télévision étrangère pour revoir les enregistrements des villages kurdes démolis et brûlés. Quand un grand groupe de journalistes est arrivé à Zakhu le samedi matin, ils ont attendu une heure à la frontière turque avant que des officiels irakiens ne disent que des "difficultés techniques" ont empêché les Kurdes (réfugiés) de franchir la frontière truque (...). Le samedi, dans un moment bizarre, des dizaines de reporters à la base militaire de Mossoul ont croisé un camion dont le chauffeur et les passagers portaient des masques à gaz".*

Dans une tentative de retourner l'opinion en sa faveur, Bagdad a usé une nouvelle fois de la corde de "compos américano-sionistes contre l'Irak et la nation arabe" Force est de constater qu'en se posant en victimes d'une campagne américaine les Irakiens ont réussi à mobiliser derrière eux les Etats arabes et les pressions arabes conjointes ont eu pour effet de soustraire l'Irak à des sanctions économiques de la communauté internationale.

L'impunité dont a bénéficié l'Irak dans cette affaire montre une fois de plus que pour peu qu'un Etat ait du répondant sur le plan économique et soit soutenu par un groupe d'Etats, il peut martyriser et massacrer une partie de sa population sans craindre la moindre sanctions.

Annexe N° 1



 Provinces affectées par les bombardements chimiques de l'armée irakienne

478 VILLAGES DETRUIITS

Au cours de l'offensive d'été des troupes irakiennes contre les Kurdes, 478 villages ont été détruits dans la période du 25 Août au 15 Septembre 1988.

Environ 150.000 Kurdes vivaient dans ces villages situés le long de la frontière turco-irakienne. Fuyant les bombardements la plupart d'entre eux se sont réfugiés en Turquie et en Iran.

Certains ont été interceptés sur leur chemin d'exode et envoyés vers des camps d'internement irakiens. Voici la liste nominative de ces villages détruits établie par le Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak.

Amadya district Dahok province

1 - Ekmalla	36 - Heror	72 - Bellava	109 - Siedara	146 - Beznor
2 - Hesse	37 - Taha Bala	73 - Pase	110 - Chem Je	147 - Saka
3 - Merdinke	38 - Batifa Syda	74 - Dergeni	111 - Bienstane	148 - Biebo
4 - Kani Baste	39 - Babier	75 - Hamza	112 - Hosse	149 - Karou
5 - Kani Sier	40 - Kani Masi	76 - Zielie	113 - Tu Shambeik	150 - Kani pieng
6 - Qanerke	41 - Warneil	77 - Sherte	114 - Reshma	151 - Bietfa
7 - Dargelle	42 - Jedeidke	78 - Korko	115 - Gali Diera	152 - Sienya
8 - Khanke	43 - Tanlava	79 - Bamarni	116 - Qaserke	153 - Kokare
9 - Kara Daraghe	44 - Bendare	80 - Seri	117 - Chem syda	154 - Sieta
10 - Meglana	45 - Gelbeshe	81 - Arze	118 - Ziewka-Rekan	155 - Pawan
11 - Malelchta	46 - Kani Guizke	82 - Sela Huare	119 - Kheshkasha	156 - Mezhe
12 - Hare	47 - Ziwa Shiek Mes	83 - Ared Nazhore	120 - Shamke	157 - Bansara
13 - Baloka	48 - Kani Guizke	84 - Shieva Chenare	121 - Pier Avdala	158 - Zier
14 - Moreska	49 - Banka	85 - Segere	122 - Shiekh Mama	159 - Maydan
15 - Champelke	50 - Deshesh	86 - Kani Sarke-Nerwa	123 - Warkhal	160 - Razga
16 - Beshelle	51 - Babgorya	87 - Gouherze	124 - Shet Yannis	161 - Miska
17 - Kani Mazne	52 - Kiesta	88 - Nerwa Zhure	125 - Nero Seto	162 - Bieda
18 - Baze	53 - Briem Zella	89 - Rashava	126 - Ziewha Shekha	163 - Mizeze
19 - Hattorshe	54 - Kani Balav	90 - Spear	127 - Totem	164 - Pesh Nerwa
20 - Belizane	55 - Berchi	91 - Nezare	128 - Mazre	165 - Kolka
21 - Gerka	56 - Kalla Shekho	92 - Elleh	129 - Artes	166 - Botke
22 - Alkeshke	57 - Guezke	93 - Mamke	130 - Chem Tu	167 - Riednya
23 - Ravina	58 - Dukere	94 - Eva Raza	131 - Allaya	168 - Karagou
24 - Dereshke	59 - Kani Seve	95 - Berpane	132 - Belova	169 - Spindar Khalfo
25 - Teshesh	60 - Hasan pierka	96 - Bieroman	133 - Sherana	170 - Kavna Meshe
26 - Savrya	61 - Shekafta mamcn	97 - Ziewa Shekan	134 - Garaya	171 - Havandka
27 - Tene	62 - Dawede	98 - Karoke	135 - Ziewa syda	172 - Sengerke
28 - Sherifa	63 - Benavi - Nehil	99 - Kara	136 - Mezhe	173 - Spindar
29 - Tuller	64 - Shiekh mema	100 - Biebakere	137 - Razok	174 - Sosya
30 - Benavi	65 - Wera	101 - Kheraba	138 - Bawerke	175 - Ber Ashe
31 - Kani Zerkishke	66 - Dehe	102 - Sarke	139 - Sware	176 - Kanemaze
32 - Kani Sarke	67 - Ziewka	103 - Shelaza	140 - Marane	177 - Bierkyat
33 - Ura	68 - Botya	104 - Biesape	141 - Chamanke	178 - Biclembasa
34 - Serarou	69 - Hadene	105 - Guilka	142 - Gavarke	179 - Nerwa Zhere
35 - Qoumri	70 - Sergalc	106 - Sieda	143 - Kherabya	180 - Serne
	71 - Geragou	107 - Asahe	144 - Karava	181 - Bashe
		108 - Sorya	145 - Dieberke	182 - Shivye

183 - Etot	242 - Navkandala	306 - Tirka Zhor	365 - Qargarava	424 - Hoke
184 - Gali Goutke	243 - Bakolatke	307 - Kabarok	366 - Botershe	425 - Diezgera
185 - Menyanesh	244 - Tuka	308 - Sersilavke	367 - Bakhornif	426 - Argen
186 - Dowheke	245 - Bieghabar	309 - Mergasora	368 - Bakoze	427 - Charbout
187 - Bezele	246 - Gre	310 - Livo	369 - Biske	428 - Priesa
188 - Rieng Brakh	249 - Sarke	311 - Dahle	370 - Bajele	429 - Khasto
189 - Garave	247 - Govke	312 - Balgeshk	371 - Ekmala-Doski	
190 - Hieryashke	249 - Bani	313 - Bildesha	373 - Palana	Shiekhhan District
191 - Hora	250 - Diereshk	314 - Misaka	373 - Arda	Mosul Province
192 - Pieshya	251 - Merge	315 - Shier Khazek	374 - Kovel	430 - Chemane
193 - Khare	252 - Avahe	316 - Kala Khare	375 - Zievнке	431 - Balata
194 - Biya	253 - Bielijan	317 - Berke	376 - Gerbarazke	432 - Rabatke
195 - Senja	254 - Riwan	318 - Barhule	377 - Pirafate	433 - Khoret Mezin
196 - Setap	255 - Shelan	319 - Kahnyatyа	378 - Pida	434 - Bilan
197 - Khalka	256 - Swele	320 - Nermek	379 - Bani-Mezori	435 - Balie
198 - Merwanes	257 - Haftaneen	321 - Russe	380 - Kezo	436 - Mersida
199 - Ziewa	258 - Koro	322 - Ekmala Swele	381 - Zerhawa	437 - Gali Roman
200 - Cheye	259 - Mamiesa	323 - Bietalma	382 - Dergal	438 - Biedarke
201 - Biere	260 - Banka	324 - Sindava	383 - Allenke	439 - Nesra
202 - Ekmala-Gara	261 - Avllah	325 - Chejahore	384 - Shawrek	440 - Biere
203 - Kierya	262 - Mienen	326 - Khoke	385 - Alakina	441 - Tella
204 - Pieparkha	263 - Sarore	327 - Bandero	386 - Banasora	442 - Baltuk
205 - Ziewka Zher	264 - Kaloke	328 - Serebaste	387 - Peshtgree	443 - Brifka
206 - Ballet	265 - Zaweta	329 - Galipesagha	388 - Linava	444 - Kalinee
207 - Bawerka Kabe	267 - Dolla	330 - Kerkerank	389 - Ziewa Shafeq	445 - Hasnaka
208 - Mahide	268 - Tahlava	331 - En	390 - Germavok	446 - Basefre
209 - Dierash	269 - Chemture	332 - Allanish	391 - Osmana	447 - Merga Hale
210 - Mergatu	270 - Berkavre	333 - Karpet Zher	392 - Gund Kosa	448 - Serkaf
211 - Pierhozana	271 - Kherkhabka	334 - Tirka Nave	393 - Pas Alien	
212 - Afoke	271 - Herkund		394 - Melhemban	Merga Sor District
213 - Banya Chemanke	273 - Tirka Zher	Dahok District	395 - Banda	Erbil province
214 - Baramienko	274 - Behrava	Dahok Province	396 - Maelmakht	449 - Edelpe
215 - Stokorke	275 - Serko	335 - Talwa	397 - GundeKnabi	450 - Ziet
216 - Biebade	276 - Ziewka-Sondi	336 - Zorine		451 - Selke
217 - Shkafte	277 - Khandak	337 - Sorya	Acra District	452 - Pendro
218 - Gondkereme	278 - Bieghabar Zhor	338 - Biedile	Mosul province	453 - Banan
219 - Misalaka	279 - Barzirk	339 - Zinava	398 - Kanya Gole	455 - Argosh
220 - Kanyanieroke	280 - Kovka Zher	340 - Gelnask	399 - Gali Kuer	456 - Mawata
221 - Merstake	281 - Derang Ava	341 - Brohajara	400 - Sarke-Zibar	457 - Spindar
222 - Kanya Baska	282 - Ava Tika	342 - Babolchi ke	401 - Shnya Zher	458 - Herkopedau
223 - Shevasierka	283 - Bahnien	343 - Bishenke	402 - Chem Chale	459 - Basya
224 - Khorpenya	284 - Gouldya	344 - Karnaka	403 - Dopere	460 - Deri
225 - Khalata	285 - Korka	345 - Germava	404 - Kadana	461 - Hake
226 - Kani Mochke	286 - Shievye	346 - Botya	405 - Safta	462 - Stone
227 - Ravala	287 - Keshan	347 - Gazi Ava	406 - Bota	463 - Moka
228 - Aliele	289 - Nezdour	348 - Seravli	407 - Esomara	464 - Barzan
229 - Atosh	290 - Kuranish	349 - Naveshke	408 - Sevre	465 - Hostan
230 - Chem Rabatke	291 - Bosal	350 - Bava	409 - Kafya	466 - Resha
231 - Mielberke	292 - Khizava	351 - Barozhk	410 - Sirane	467 - Havenka
232 - Shaja	293 - Siesnk	352 - Korima	411 - Khalana	468 - Rezan
233 - Gueze	294 - Pierbela	353 - Ziewka Kandala	412 - Bani	469 - Bie
Zakho district	295 - Shiekha Meze	354 - Alkishke	413 - Chemshert	470 - Kanibot
Dahok province.	296 - Bazengera	355 - Gondek	414 - Duke	471 - Bidaron
234 - Khalesh	297 - Marses	356 - Avrike	415 - Haren	472 - Bekhshash
235 - Bezah	298 - Mergaques	357 - Binarinke	416 - Babola	473 - Bazibarosh
236 - Doubanke	299 - Bietas	358 - Gaberke	417 - Helora	474 - Tel
237 - Zorava	300 - Armesht	359 - Kanya u marka	418 - Kani Guzk	475 - Shengel
238 - Khelafta	301 - Chem Qasahate	360 - Borjen	419 - Alka	476 - Dawidka
239 - Pieraka	302 - Tela Koro	361 - Cheran	420 - Chenarok	477 - Hizan
240 - Espendarok	303 - Chemke dala	362 - Navdara	421 - Bierkakor	478 - Palana
241 - Omarava	304 - Berkavra	363 - Kerpele	422 - Sirane Zhor	
	205 - Kerpet	364 - Ziewke	423 - Shnya Zhor	

LISTE DES 77 VILLAGES KURDES GAZES PAR L'ARMÉE IRAKIENNE

D'après un décompte établi par le Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak, principale force politique kurde dans les régions victimes de la récente offensive irakienne, du 25 Août au 1er Septembre 1988, 77 villages ont été gazés par l'aviation irakienne.

Le District d'Amadya province de Dahok

- 1 - Ekmalla
- 2 - Hesse
- 3 - Kheraba
- 4 - Babier
- 5 - Baze & Baze Gorge
- 6 - Asahe
- 7 - Miska
- 8 - Afoke
- 9 - Asahe
- 10 - Kara
- 11 - Serne
- 12 - Merstake
- 13 - Etot
- 14 - Nerne
- 15 - Dergeni
- 16 - Rashava
- 17 - Bashe
- 18 - Kani pieng
- 19 - Spear
- 20 - Shivye
- 21 - Karou
- 22 - Ballet
- 23 - Sherana
- 24 - Riednya
- 25 - Ziewka Shekha
- 26 - Geregou
- 27 - Gouherze
- 28 - Warmeil
- 29 - Berchi
- 30 - Sarke
- 31 - Ravala
- 32 - Menyanesh
- 33 - Mergatu
- 34 - Bawerke
- 35 - Banka

- 36 - Benavi - Nehil
- 37 - Mezhe
- 38 - Biya
- 39 - Spindar Khalfo

Le District de Zako Province de Dahok

- 40 - Tuka
- 41 - Doubanke
- 42 - Bielijan
- 43 - Gouldya
- 44 - Barhule
- 45 - Haftaneen
- 46 - Barzik
- 47 - Nezdour
- 48 - Armesht
- 49 - Gali pesagha
- 50 - Berkavre
- 51 - Telakoro

Le District de Dahok Province de Dohok

- 52 - Borjen
- 53 - Babokhike
- 54 - Dergal
- 55 - Gelnaske
- 56 - Banasora
- 57 - Zinava
- 58 - Zerhawa
- 59 - Naveshke

Le District de Serseng (Région de Sheikhan) Province de Dahok

- 60 - Sware
- 61 - Spindara
- 62 - Kanya Basha
- 63 - Bielembasa
- 64 - Alliul
- 65 - Khorponya
- District d'Acra - Province de Mosul
- 66 - Chem chale
- 67 - Priese

District de Mergasoor Province d'Erbil

- 68 - Meroz
- 69 - Spindar
- 70 - Stone
- 71 - Mawata
- 72 - Bazi Barozh
- District d'Sheqlawa
- Province d'Erbil
- 73 - Heran
- 74 - Nazaneen

District de Rawendoz Province d'Erbil

- 75 - Khate
- 76 - Ware
- 77 - Sinozerwa

Résolution du Parlement Européen

Votée le 15 Septembre par
76 voix contre 1

14 septembre 1988

PROPOSITION DE RESOLUTION COMMUNE

déposée par M. HÄNSCH, au nom du groupe socialiste
M. HABSBERG, au nom du groupe du parti populaire européen
M. WELSH, au nom du groupe des démocrates européens
M. CONDESSO, au nom du groupe libéral, démocratique et réformateur
M. CERVETTI, au nom du groupe communiste
MM. TRIDENTE et KUIJPERS, au nom du groupe arc-en-ciel
M. COSTE-FLORET

remplaçant les propositions de résolution déposées par :

M. NEWENS et autres signataires, au nom du groupe socialiste (doc. B2-663/88)
M. AVGERINOS, au nom du groupe socialiste (doc. B2-666/88)
M. BEYER DE RYKE et Mme VEIL, au nom du groupe libéral, démocratique et réformateur (doc. B2-681/88)
M. VON NOSTITZ et autres signataires (doc. B2-703/88)
M. VANDEMEULEBROUCKE et autres signataires, au nom du groupe arc-en-ciel (doc. B2-709/88)
M. CERVETTI et autres signataires, au nom du groupe communiste et apparentés (doc. B2-751/88)
M. AMARAL, au nom du groupe libéral, démocratique et réformateur (doc. B2-695/88)

sur l'offensive irakienne contre les Kurdes

Le Parlement européen,

- A. considérant que, alors qu'un cessez-le-feu est intervenu entre l'Iran et l'Irak, l'armée irakienne procède à l'extermination de la population kurde d'Irak,
- B. considérant que les hostilités déclenchées contre la population kurde ont conduit au massacre de milliers de civils et la destruction de milliers de villages kurdes,
- C. considérant que l'Irak utilise des armes chimiques pour exterminer la population kurde et que cela a entraîné la mort atroce de milliers de civils et n'est pas loin d'atteindre les dimensions d'un génocide,
- D. eu égard à l'exode massif et forcé des Kurdes, qui fuient le Nord de l'Irak pour gagner la Turquie,
- E. scandalisé par l'attitude du gouvernement irakien qui, délibérément, ignore les avertissements et la réprobation manifestés à son endroit par la communauté internationale, laquelle exige qu'il renonce à l'emploi d'armes chimiques,
- F. vu les résultats de l'enquête qui a été menée à la demande des Nations unies,
- G. estimant que de telles pratiques ne peuvent être passées sous silence sans dommage pour l'ordre international,

1. condamne tous les moyens répressifs utilisés contre les populations civiles kurdes en Irak, en particulier le recours à des armes chimiques ;
2. demande aux parties en conflit de mettre fin aux hostilités et de rechercher une solution négociée au problème kurde en tenant compte du respect des droits de l'homme ;
3. invite le Conseil et les Etats membres de la Communauté à suspendre immédiatement toute livraison d'armes à l'Irak, ainsi que l'exportation de substances chimiques et d'équipements pouvant être utilisés pour produire des armes chimiques ;
4. demande aux Etats membres de la Communauté, agissant en coopération avec le gouvernement turc et les organisations humanitaires, de porter toute l'assistance possible aux réfugiés kurdes ;
5. charge son Président de transmettre la présente résolution aux ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique et à la Commission ainsi qu'aux chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres et aux autorités irakiennes.

Position de la France

PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Mercredi 7 septembre 1988

Le Président de la République a exprimé son inquiétude devant les informations concernant les moyens de répression employés à l'encontre des populations Kurdes en Irak, et notamment l'emploi de moyens chimiques. Sans vouloir s'immiscer dans les problèmes qui relèvent de la souveraineté irakienne le Président de la République a estimé que les liens d'amitié qui unissent l'Irak et la France l'autorisent d'autant plus à faire connaître son sentiment sur des événements qui mettent en cause les droits de l'homme.

Intervention de M. Rolan DUMAS,
Ministre d'Etat, ministre des Affaires Etrangères.

Journal du Sénat 17.11.88

Massacres des populations kurdes

1753. - 29 septembre 1988. - M. Louis de Catuelan attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, sur le massacre des populations kurdes qui, d'après des sources d'informations diverses, connaissent en ce moment une intensité particulièrement dramatique tandis que l'Irak est dans une situation de répit sur le front iranien. Il lui demande quelles initiatives celui-ci entend prendre pour amener les autorités irakiennes à cesser les massacres des populations civiles kurdes, notamment par les armes chimiques.

Réponse. - A l'occasion de l'instauration du cessez-le-feu intervenu avec l'Iran le 20 août dernier, les forces irakiennes ont lancé une vaste offensive au Kurdistan destinée à reprendre le contrôle des zones frontalières aux mains des mouvements de rébellion kurdes. Cette action de grande envergure, caractérisée par un quadrillage systématique du terrain, a été rapide et brutale. Elle s'est traduite par un exode des populations vers la Turquie (60 000 réfugiés) ou l'Iran (10 000 personnes). Parallèlement, les équipes de journalistes admises sur place ont pu constater de nombreuses destructions d'habitations ou de récoltes dans les zones concernées. Il faut noter que les autorités irakiennes ont décidé une amnistie générale dont peu de Kurdes ont déclaré vouloir bénéficier. Si aucun témoignage ne fait aujourd'hui état d'extermination systématique de populations civiles, les réfugiés ont multiplié les allégations d'emploi d'armes chimiques par l'Irak. Celles-ci ont été reprises par les autorités américaines qui ont publiquement fait état de leur certitude, sans toutefois rendre publiques les informations classifiées sur lesquelles elles fondent leur conviction. En dépit des présomptions actuelles - que

conforment les précédents recours à l'arme chimique au cours du conflit ainsi que le refus irakien à l'envoi d'une mission d'enquête des Nations Unies - aucun élément de preuve irréfutable, de nature à confirmer ou à infirmer les accusations portées, n'a pu être recueilli dans les camps de réfugiés par les autorités locales ou le Comité international de la Croix-Rouge. La permanence d'interrogations contraste ainsi avec l'absence totale de doute qui caractérisait les événements d'Halabja, au mois de mars dernier. Malgré l'ambiguïté de la situation, la France a marqué très tôt son émotion et sa détermination, à la fois par la voix du Président de la République et l'expression, par les voies diplomatiques, de notre vive préoccupation aux autorités irakiennes. Le Gouvernement a ainsi fait savoir à ces dernières qu'elles devaient accueillir une mission d'enquête impartiale. La France, fidèle à son engagement constant et catégorique à l'encontre de la prolifération des armes chimiques, n'a jamais cessé d'exprimer son opposition et sa consternation vis-à-vis de l'emploi de tels moyens. Cette attitude, qui avait amené la France à souscrire sans réserve aux résolutions 612 et 620 du Conseil de sécurité, a conduit le Président de la République à prendre récemment plusieurs initiatives importantes en ce domaine. En rappelant notamment que pourrait « s'imposer, parmi d'autres mesures, l'embargo sur toute livraison de produits, de technologies, et plus généralement d'armes » à l'Etat qui emploierait impunément l'arme chimique pour régler ses problèmes internes ou externes, la France a, une nouvelle fois, marqué clairement aux yeux de la communauté des nations la vigueur de sa détermination. A ce titre, la tenue à Paris d'une conférence sur les armes chimiques devrait témoigner de la reconnaissance du rôle de notre pays dans ce domaine.



ПРАВДА

Орган Центрального Комитета КПСС

Нажим на Ирак (Pression sur l'Irak)

ВАШИНГТОН, 10. (Соб. корр. «Правды»). «Высокая мораль» Вашингтона, которую он всякий раз ставит в пример остальному миру, часто оказывается на поверку упрямством в лицемерии.

Сенат конгресса США единогласно одобрил суровые экономические санкции в отношении Ирака, обвинив его в «грубом нарушении международных законов». Законодатели запрещают предоставление этой арабской стране кредитов, продажу оборудования для нефтяной промышленности, закупки иракской нефти, а также обязывают США выступать в международных финансовых организациях против предоставления Багдаду займов.

Чем же насолит Ирак американским сенаторам? Конкретно речь идет о весьма расплывчатых, туманных сообщениях, согласно которым он применил от-

раляющие вещества в военных операциях против курдских повстанцев. Эти сообщения основываются на показаниях неких курдских беженцев.

Никаких более существенных свидетельств у Вашингтона нет. Хотя госсекретарь Шульц, другие официальные лица в последние дни неоднократно выступали с обвинениями в адрес Ирака, здесь обратили внимание на то, что представитель внешнеполитического ведомства США Ч. Редмэн упорно отказывался обсуждать вопрос о том, на чем основываются подобные обвинения.

С таким же завидным упорством администрация и конгресс пренебрегли сделанное на пресс-конференции в американской столице заявление государственного министра Ирака по иностранным делам С. Хаммади, авторитетно и категорически оп-

ровергнувшего всякие домыслы насчет применения химического оружия. Его просто не захотели слушать, потому что преследуют совсем иные своекорыстные цели. Бряд ли будет ошибкой сказать, что одна из них — политико-экономический нажим на Ирак, попытка обеспечить его «сговорчивость».

Как бы то ни было, одобренная сенатом акция поступает сейчас на рассмотрение палаты представителей, которая, как ожидается, также ее поддержит. Инициаторы мер рассчитывают, что Ирак почувствует на себе эффект почти немедленно — страна накопила огромный долг в 60 миллиардов долларов. Экспорт иракской нефти в США минимален, но Багдад получает 600 миллионов долларов в виде кредитов.

В. ГАН.

LIST OF SOVIET EXPERTS WORKING IN THE IRAQI CHEMICAL FACTORIES OF SAMARRA AND AKACHAT

(Source: The Patriotic Union of Iraqi Kurdistan)

- 1 - Fiyodor Konstantinevitch
- 2 - Valery Petrovitch
- 3 - Oleg Mikhailovitch
- 4 - Sergey Poskariyov
- 5 - Anatoli Begatev
- 6 - Aleksey Liyonev
- 7 - Boris Nadejdin
- 8 - Piotr Nikiyetch
- 9 - Andrey Ivanovitch
- 10 - Igor Sokolov
- 11 - Ivan Rozev
- 12 - Mikhail Kinyazev
- 13 - Alexandre Yakovlev
- 14 - Mark Pugatchov
- 15 - Viladimir Milnikov
- 16 - Stanislav Nevikov
- 17 - Vadim Zikin
- 18 - Denis Romanov
- 19 - Stepan Bantisev
- 20 - Pavel Heritonev
- 21 - Livitan Grazimov
- 22 - Juri Babrov
- 23 - Viktor Nikolayev
- 24 - Maxime Buryumov
- 25 - Kosta Similyakov
- 26 - Anton Ogniyov
- 27 - Anatoli Ruslanov
- 28 - Siryoje Denisov
- 29 - Tatiana Sontsiva
- 30 - Svetlana Sekova

Annexe N° 6

DÉLÉGATION PERMANENTE DE TURQUIE

AUPRÈS DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Service d'Information

Bulletin n° 7

1er juillet - 9 septembre 1988

Nouvelles de Turquie à partir des grands titres de la presse turque

Réfugiés en Turquie

Le Sous-secrétaire d'Etat du Ministère turc des Affaires étrangères, M. Nizhet KANDIRMIR, s'est rendu à Bagdad pour y remettre un message privé du Premier Ministre OZAL. Il s'est rendu ensuite à Téhéran pour y donner un autre message privé de M. OZAL aux dirigeants iraniens (31/8).

Des dizaines de milliers de kurdes irakiens fuyant l'Irak se sont réfugiés à la frontière turque. Le Gouvernement turc a permis qu'ils se réfugient aux sous-préfectures de Şemdinli et Çukurca, dépendant de la ville de Iakkari. Le Gouvernement turc a décidé de ne pas fermer ses frontières avec l'Irak et d'aborder le sujet de manière humanitaire. Le Gouvernement a été soutenu dans sa décision par les partis d'opposition. Il a fait connaître ses points de vue y relatifs aux gouvernements irakien et iranien. Le sujet a également été traité lors de la réunion du Conseil National de Sécurité qui a aussi approuvé l'adoption d'une attitude humanitaire. Ainsi, les kurdes désirant se rendre en Iran ont été aidés dans leur transfert et ceux qui se sont réfugiés en Turquie ont reçu l'aide officielle turque ainsi qu'une aide alimentaire de la part des habitants de la région.

Le porte-parole du Parti démocrate du Kurdistan de l'Irak, Husiar ZEBARI, a remercié la Turquie de son approche humanitaire.

D'autre part, l'Ambassadeur KANDIRMIR, lors de sa visite à Téhéran, a discuté avec les autorités iraniennes de la création d'un système régional de sécurité contre la guerre. L'Ambassadeur a déclaré que Téhéran allait ouvrir ses portes aux kurdes irakiens réfugiés en Turquie et désirant se rendre en Iran.

En Turquie, le Conseil des Ministres a sérieusement examiné la situation des réfugiés en Turquie. Le Premier ministre a déclaré que la Turquie organiserait les camps de réfugiés à 10 endroits différents dans le Sud-est et l'Est de l'Anatolie et débloquerait une aide de 3 milliards de livres turques en plus de l'aide alimentaire.

Le leader kurde, Mesut BARZANI, aurait demandé le droit d'asile en Turquie pour lui-même et ses 4.000 hommes par l'intermédiaire du Consulat turc à Téhéran.

Le leader kurde TALABANI a remercié la Turquie de l'accueil réservé aux réfugiés.

Le Sous-secrétaire d'Etat a.i., l'Ambassadeur KAMEL, a informé les ambassadeurs des Douze, des USA et de l'URSS de la situation dans le Sud-est de la Turquie et a déclaré que la démarche de la Turquie dans la perspective d'un système régional de sécurité intervenait dans le cadre de la décision n° 598 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

OZAL a déclaré que la Turquie était régie par la démocratie et que si cette dernière n'existait pas, il aurait été extrêmement difficile d'accueillir des réfugiés lors de ce dernier incident.

Actuellement, il y a en tout en Turquie plus d'un million de réfugiés afghans, irakiens et iraniens. Le 7 septembre, on comptait officiellement 56.377 réfugiés irakiens en Turquie.

Des tentes ont été dressées afin d'accueillir les réfugiés et une conférence au sommet sur la question des réfugiés sera organisée à Ankara au cours de la deuxième quinzaine de septembre.

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

ALLEGATIONS D'USAGE DES GAZ TOZIQUES : Les Kurdes attaqués par 60.000 soldats irakiens. (International Herald Tribune, 01.09.88)

PRES DE 100.000 KURDES IRAKIENS FUIENT LES COMBATS VERS LA TURQUIE (Financial Times, 01.09.88)

LES TURCS OUVERT LA FRONTIERE AUX KURDES FUYANT LES FORCES IRAKIENNES (The Washington Times, 01.09.88)

LES KURDES ACCUSENT L'IRAK DE NE PAS CESSER D'UTILISER L'ARME CHIMIQUE - Exclue des pourparlers de paix entre l'Irak et l'Iran, les Kurdes tentent néanmoins de faire entendre leur voix à Genève. (Quotidien du médecin, 0.09.88)

ANKARA FERME LA PORTE AUX KURDES FUYANT L'IRAK
(Sydney Morning Herald 01.09.88)

DE VOUS A MOIS - Rubrique d'Alain Pujol sur le massacre des Kurdes -
(Sud Ouest, 01.09.88)

EXODE KURDE EN TURQUIE - Environ 120.000 Kurdes fuyant une offensive de l'armée de Bagdad contre leurs villages au nord de l'Irak, se sont réfugiés en Turquie, selon les estimations des autorités locales (Liberté du Dimanche, 04.08.88)

LES KURDES CHERCHENT A ATTIRER L'ATTENTION SUR L'AUTRE GUERRE DE L'IRAK - LA REVANCHE DE L'IRAN CONTRE SES "DISSIDENTS" (The Christian Science Monitor International, 02.09.88, 16.09.88).

LA TURQUIE ACCUEILLERA LES REFUGIES KURDES - Le premier ministre Turgut Ozal l'a confirmé : 20.000 sont déjà arrivés, 20.000 autres sont attendus. (Le Figaro, 02.09.88)

LES KURDES FUIENT DEVANT L'OFFENSIVE IRAKIENNE (The Sydney Morning Herald, 02.09.88)

LES U.S.A. PREOCCUPES PAR L'USAGE DES ARMES CHIMIQUES - UN COMBAT POUR AVOIR UN ETAT (Herald Tribune, 02.09.88)

LA FUITE DEVANT LES GAZ - (Eleftherotipia, 03.09.88)

LES KURDES AFFIRMENT QUE L'ARMEE IRAKIENNE A TUE 1300 VILLAGEOIS (Herald Tribune 03.09.88)

BAGDAD S'ACHARNE CONTRE LES KURDES - Principales victimes du fragile cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, les Kurdes Irakiens sont en butte à une offensive en règle des troupes de Bagdad. (Ouest-France, 03.09.88)

POUR LES KURDES EN EXODE, LE SENS DE LA PERTE REVIENT (New-York Times, 05.09.88)

IRAK : DES GAZ CONTRE LES KURDES - L'Irak a reconnu avoir lancé des opérations militaires contre les Kurdes dans le nord du pays (Quotidien de Paris, 05.09.88)

LES KURDES FUIENT L'ARMEE IRAKIENNE ET SE REFUGIENT EN TURQUIE (Financial Times, 05.09.88)

SELON UN RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL DES CENTAINES DE CIVILS KURDES ONT ETE TUES A L'ARME CHIMIQUE PAR LES FORCES IRAKIENNES (Le Monde, 05.09.88)

LES KURDES FUIENT L'IRAK - (The Christian Science Monitor, 20.09.88)

LA TURQUIE INNONDEE PAR DES REFUGIES - (The Australian 05.09.88)

FUITE MASSIVE DES KURDES IRAKIENS - (Tages Anzeiger 08.09.88)

PREUVE DE L'USAGE DES GAZ TOXIQUES DEMANDEE, LES COLLABORATEURS DU SENAT INTERVIEWENT LES KURDES - (Gazette Telegraph, 22.09.88)

MASSACRE DES KURDES - UN PEUPLE MARTYR - (Le Rouge, 22.09.88)

L'IRAK ENVISAGE DE DEPLACER LES KURDES DE LEUR HABITAT DE MONTAGNE (A.F.P. page. 19., 20.09.88)

DES KURDES D'IRAK ARRIVENT EN IRAN POUR DEMANDER L'ASILE - LE RAPPORT DU SENAT AFFIRME QUE L'IRAK A BIEN UTILISE DES GAZ TOXIQUES CONTRE LES KURDES - (The Christian Science Monitor, 20.22.9.88)

KURDISTAN - L'IRAN APRES L'IRAK - L'armée iranienne serait en train de préparer une offensive contre les Kurdes vivant en territoire iranien (Politis, 22.09.88)

CENTAINE DE REFUGIES KURDES D'IRAK SOUS BONNE GARDE - Fuyant une nouvelle offensive de l'Armée irakienne au Kurdistan où des armes chimiques auraient été employées, des dizaines de civils kurdes se pressent en Turquie. Un asile précaire, octroyé du bout des lèvres par Ankara, également confronté à une guérilla kurde (Libération 03.09.88)

TUERIES DELIBEREES DE CIVILS KURDES ARMES (Amnesty International 02.09.88).

COMMUNIQUE DE MEDECINS DU MONDE - Persécutions des communautés kurdes (page 22 - 23)

CRAINTE ET AGONIE DES KURDES FUYANT LE MASSACRE AUX GAZ TOXIQUES (The Daily Telegraph 06.09.88)

L'IRAK PROTESTE CONTRE LA RESOLUTION DU SENAT AMERICAIN. DES MILLIERS DE MANIFESTANTS A BAGDAD. - L'IRAK : LA RESOLUTION AMERICAINE DECLENCHÉ UNE DEMONSTRATION DE MASSE (International Herald Tribune 19.09.88)

L'O.N.U. APPELEE A VERIFIER LES RAPPORTS SUR LES KURDES (Herald Tribune 14.09.88)

LES MENACES DE MORT IRAKIENNES ARRETENT LA FUITE DES KURDES (The Independent 06.09.88)

LES U.S.A. TIRAILLES A PROPOS DE L'USAGE DES GAZ TOXIQUES CONTRE LES KURDES. Ils cherchent à maintenir des liens diplomatiques tout en dénonçant les armes chimiques - (The Christian Science Monitor 12.09.88)

L'ODEUR DU GAZ MOUTARDE SUIVIT LES KURDES DANS LEUR REFUGE EN TURQUIE - (Monday 05.09.88)

LES KURDES TUENT 140 IRAKIENS ET RENOUVELLENT L'ACCUSATION DE L'USAGE DES GAZ - (The Washington Times 15.09.88)

LE LEADER SEPARATISTE (BARZANI) S'ENGAGE A POURSUIVRE LA LUTTE CONTRE BAGDAD - OZAL DENONCE LE MASSACRE DES KURDES PAR L'IRAK - (The Times 06.09.88)

PROCHAINS PAS POUR LA TURQUIE (International Herald Tribune 21.09.88)

LES KURDES DEMANDENT L'INSPECTION PAR L'O.N.U. DES VILLAGES QUI SELON EUX ONT ETE GAZES - (The Washington Times 06.09.88)

LES ETATS UNIS VONT PROTESTER CONTRE L'IRAK au sujet de l'usage allégué des armes chimiques - (The Japan Times 06.09.88).

UN CAS CLASSIQUE DE GENOCIDE, même si les U.S.A. ne font que glousser. (International Herald Tribune 06.09.88)

LES KURDES VISES PAR L'IRAK BRUTAL - (San Jose Mercury News 07.09.88)

LES KURDES MEFIANTS à l'égard d'amnistie du gouvernement de Bagdad (France Journal 08.09.88).

L'IRAK REAGIT VIVEMENT A LA RESOLUTION AMERICAINE sur l'usage des gaz toxiques (Tages-Anzeiger 12.09.88)

FACE A LA BOUCHERIE DE HUSSEIN, L'AMERIQUE ESSAIE LA DOUCEUR (International Herald Tribune, 08.09.88)

LES U.S.A. DECLARENT "EXECRABLE" L'USAGE DES GAZ TOXIQUES PAR L'IRAK contre les Kurdes. (Los Angeles, 09.09.88)

LE SENAT AMERICAIN PREND POUR CIBLE L'USAGE DES GAZ (Herald Tribune, 10.09.88)

UNE DERNIERE BATAILLE POUR LES KURDES DESEPERES (Herald Tribune, 10.09.88)

L'UTILISATION DES ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES - Washington accuse l'Irak et menace de remettre en cause les relations entre les deux pays (Le Monde, le 10.09.88)

LA TURQUIE INQUIETE PAR LA PRESENCE DES KURDES IRAKIENS - (The Christian Science Monitor, 12.09.89)

LES U.S.A. PROTESTENT CONTRE L'USAGE DES ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES (The Washington Times, 09.09.88)

EN ACCUEILLANT LES KURDES EN FUITE, LA TURQUIE PREND UN CHEMIN DIFFICILE - L'EUROPE DE L'OUEST REPRIMANDE L'IRAK (Herald Tribune 8. et 12.09.88)

SADDAM, L'EXTERMINATEUR DES KURDES (Financial Review 09.09.88)

LES KURDES DEMANDENT LA LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES. (The Washington Times, 7.09.88)

"NOUS ETIONS SOUDAINEMENT ENVELOPPES D'UN NUAGE BLANC", ceux qui ont échappé révèlent les horreurs de l'Irak. Les Kurdes fuient la terreur chimique (The Sunday Times, 11.09.88)

UNE SOLUTION FINALE POUR LES KURDES D'IRAK (Sydney Morning Herald 12.09.88)

SEPARER LES BLESSURES DE GUERRE DES KURDES DE CELLES DE LA PAIX (International Herald Tribune 13.09.88)

L'O.N.U. APPELEE A VERIFIER LES RAPPORTS CONCERNANT LES KURDES (International Herald Tribune 14.09.89)

LETTRES DE NOS LECTEURS POUR STOPPER LES CRIMES CONTRE LES KURDES (Herald Tribune 13.09.88)

LE SENAT AMERICAIN DEMANDE DES SANCTIONS CONTRE L'IRAK (Sydney Morning Herald, 12.09.88)

HONTE A BAGDAD - (Herald International Tribune, le 12.09.88)

LA GUERRE QUI N'EN FINIT JAMAIS - (The Guardian 14.09.88)

ET ALORS QUOI, SI C'EST LE GAZ (The Wall Street Journal 14.09.88)

LES KURDES MONTRENT DES SIGNES ET PEU DE PREUVES QUE L'IRAK A UTILISE DES ARMES CHIMIQUES (The Christian Science Monitor, 15.09.88)

L'IRAK SUGGERE QUE L'USAGE DES GAZ EST LE DROIT DU GOUVERNEMENT - LES MESSAGES CAPTES INDIQUENT L'USAGE DES GAZ (International Herald Tribune, 16.09.88)

LA TURQUIE AFFIRME QUE SES INFORMATIONS NE BLANCHISSENT PAS L'IRAK (Herald Tribune, 21.09.88)

TROP DUR POUR L'IRAK ? NON (The Washington Post le 21.09.88)

LES LARMES DES KURDES - L'IRAK UTILISE DES ARMES CHIMIQUES CONTRE UNE REBELLION (Times, le 19.09.88)

LES ENQUETEURS DU SENAT AMERICAIN CONFIRMENT L'UTILISATION DES GAZ CONTRE LES KURDES (Herald Tribune, le 22.09.88)

LE FIASCO DU TOUR GUIDE DES REGIONS KURDES ORGANISE, POUR LA PRESSE, PAR LES IRAKIENS (Herald Tribune, le 19.09.88)

L'IRAK CRIE FORT ET LES AUTRES ARABES SUIVENT LA LIGNE (International Herald Tribune 19.09.88)

LES ENQUETEURS DU SENAT TROUVENT DE FORTES PREUVES DE L'ATTAQUE IRAKIENNE AUX GAZ (The Japan Times, 23.09.88)

UNE RECETTE POUR DESASTRE : LES KURDES IRAKIENS PEUVENT ENFLAMMER LEURS COUSINS DE TURQUIE (Newsweek, 26.09.88)

LA FUITE DES KURDES SOUS LES GAZ IRAKIENS - Des témoignages confirment que Bagdad multiplie l'usage d'armes chimiques contre les Kurdes irakiens. Ce week-end 20.000 Kurdes supplémentaires se seraient réfugiés en Turquie, où les problèmes d'accueil commencent à se faire sentir (Libération, 5.09.88)

LES REBELLES KURDES EN FUITE, AFFIRME L'IRAK (The Sydney Morning Herald, 5.09.88)

KURDISTAN : L'ODEUR DU GAZ MOUTARDE - 120.000 réfugiés ont quitté l'Irak pour la Turquie en une semaine (La Croix, 6.09.88)

L'ODEUR DU GENOCIDE (International Herald Tribune 06.09.88)

LA CHIMIE CRIMINELLE DE BAGDAD (L'Irak réprime sauvagement le mouvement populaire kurde. Des centaines de civils assassinés, des dizaines de milliers de réfugiés (L'Humanité, 5.09.88)

FUYANT L'OFFENSIVE DES TROUPES DE BAGDAD - ENVIRON 120 000 KURDES SE SERAIENT REFUGIES EN TURQUIE EN L'ESPACE D'UNE SEMAINE (Le Monde, 06.09.88)

REFUGIES EN TURQUIE, PLUSIEURS MILLIERS DE KURDES IRAKIENS DECIDENT DE PASSER EN IRAN (Le Monde 07.09.88)

LES REFUGIES KURDES AFFIRMENT QUE LES GAZ TOXIQUES IRAKIENS ONT DU TUER PLUS DE MONDE A L'INTERIEUR DU PAYS (International Herald Tribune, 07.09.88)

KURDES GAZES, GUERILLEROS LACHES - LES VICTIMES DE LA PAIX - Les cessez-le-feu peuvent être mortels : les Kurdes qu'on massacre en Irak en savent quelque chose. Mais ils ne sont pas seuls à faire cette expérience : la paix est rude pour les combattants dépendants. (L'Hebdo 08.09.88)

LA TURQUIE DIT QUE LES IRAKIENS ONT BLOQUES LES ROUTES UTILISEES PAR LES REFUGIES KURDES (International Herald Tribune, 06.09.88)

LE MARTYRE DES KURDES (Dernières Nouvelles d'Alsace 08.09.88)

LA LONGUE LUTTE DES KURDES D'IRAK - Un des peuples les plus vieux du monde (Alsace 08.09.88)

LE SORT DES KURDES D'IRAK - INQUIETUDE EN EUROPE - Mitterrand, Perez de Cuellar et la C.E.E. expriment leur inquiétude face aux moyens de répression utilisés. (Le Figaro, 08.09.88)

GUERRE TURQUE AU KURDISTAN - Ankara comme Bagdad cherche à résoudre par la force le problème kurde (L'Humanité 08.09.88)

LES RAIDS AUX GAZ ONT FAIT DES MILLIERS DE MORTS SELON LES KURDES (Sydney Morning Herald, 8.09.88)

LA CAMPAGNE IRAKIENNE CONTRE LES KURDES "PREOCCUPE" LES U.S.A. (Washington Post 8.09.88)

BAGDAD DECRETE UNE AMNISTIE POUR LES KURDES - Parallèlement aux opérations militaires au Kurdistan (Le Monde 08.09.88)

IRAK : LES KURDES N'ABDIQUENT PAS (Quotidien de Paris, 08.09.88)

SILENCE ON TUE (Le Monde, 09.09.88)

KURDISTAN : LA MORT EN BLEU - Puisque le monde extérieur ne réagit pas, pourquoi les Irakiens se gêneraient-ils ? Les gaz son si efficaces pour éliminer un peuple ! (Le Nouvel Observateur, 09.09.88)

LE MASSACRE DES KURDES - L'Irak profite de la fin des combats avec l'Iran pour "punir" ses quelque trois millions de Kurdes. A coup de gaz asphyxiants. Ces oubliés de l'Histoire pourraient être tentés à leur tour par le terrorisme (Famille Chrétienne. 09.88)

KURDES : MASSACRE D'UN PEUPLE - Avec les armes chimiques déjà utilisées contre l'Iran, l'Irak veut écraser sa principale minorité nationale. Les grandes puissances ne bougent pas. Elles prennent des risques (L'Express 9.9.88)

KURDISTAN : LE TEMOIGNAGE DU DR BENEDETTI (Le Provencial 09.09.88)

ARMES CHIMIQUES : L'AMERIQUE DENONCE L'IRAK - Après l'utilisation de gaz contre les Kurdes, le Sénat vote des sanctions contre Bagdad (Le Figaro, 12.09.88)

KURDES : LE MARTYRE ET L'OUBLI (Témoignage Chrétien 12.09.88)

KURDISTAN DE TURQUIE (Le Quotidien 10-11.09.88)

LE RECIT ACCABLANTE DES GAZES KURDES (Libération 10.09.89)

GENOCIDE (Le Figaro 12.09.89)

QU'EST-CE QUE C'EST QUE CA, LES KURDES ? (Le Canard Enchaîné 14.09.88)

KURDES : UN PEUPLE EN TROP (Genève n° 211 - 10-11.09.89)

ARMES CHIMIQUES : LA MENACE DE SANCTIONS AMERICAINES N'EFFRAIE PAR L'IRAK (Libération 12.09.88)

CRIME CONTRE L'HUMANITE - Le Sénat américain condamne le génocide contre les Kurdes - En dépit des démentis de Bagdad, les preuves d'une tentative d'extermination des Kurdes de l'Irak s'accumulent (L'Humanité 12.09.88)

D'UN GENOCIDE A L'AUTRE - Le massacre des Kurdes - (Voix du Nord 13.09.88)

LE "NETTOYAGE DU KURDISTAN (Le Figaro, 19.09.88)

DES KURDES SOUS LES GAZ - Un témoignage sur les réfugiés en Turquie - (Le Monde 13.09.88)

IRAK - ETATS-UNIS : RIEN NE VA PLUS (La Croix 13.09.88)

DIX PAYS DEMANDENT L'ENVOI D'UNE MISSION D'ENQUETE AU KURDISTAN IRAKIEN - NOUVEAU PROJET DE SANCTIONS AMERICAINES CONTRE BAGDAD (Le Monde 15. et 29.09.88)

COMMUNISTES SOLIDAIRES AVEC LE PEUPLE KURDE (L'HUMANITE 23.09.88)

IRAK : LES RETOMBEES DES GAZ (Quotidien de Paris, 13.09.88)

KURDES : L'ALERTE AU GENOCIDE - L'Américain G. Shultz dénonce les massacres à l'arme chimique commis par Bagdad depuis trois semaines (Est Républicain 13.03.88)

BAGDAD LANCE UNE VIOLENTE CAMPAGNE CONTRE WASHINGTON - DES KURDES SOUS LES GAZ (Le Monde, 13/09.88)

ARMES CHIMIQUES : L'AMERIQUE CONDAMNE (Nord Eclair 13.09.88)

ARMES CHIMIQUES : LES PREUVES S'ACCUMULENT CONTRE LES IRAKIENS (Montagne 13.09.88)

L'UTILISATION D'ARMES CHIMIQUES CONTRE LES KURDES - Les Etats Unis, la Grande Bretagne, le Japon et la R.F.A. demandent à l'O.N.U. d'enquêter en Irak (Le Monde 14.09.88)

BAGDAD REGLE SES COMPTES (Plusieurs milliers de morts, 120 000 réfugiés en Turquie : c'est le bilan (provisoire) de la pacification entreprise par les troupes irakiennes (Jeune Afrique 14.09.88)

ANKARA JUGE "INOPPORTUN" L'ENVOI EN TURQUIE D'UNE MISSION D'ENQUETE - L'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes irakiens - (Le Monde 16.09.88)

LE PARLEMENT EUROPEEN ACCUSE L'IRAK DE L'EXTERMINATION DE MILLIERS DE KURDES PAR DES ARMES CHIMIQUES (page 104 - 16.09.88)

NOUS NE VOULONS PAS QUE NOTRE CULTURE DISPARAISSE - LES KURDES UN PEUPLE EN ETAT D'URGENCE (page 105)

LES IRAKIENS ONT RASE LES VILLAGES KURDES (Courrier Picard 19.09.88)

LES KURDES VICTIMES DE LA "PAIX" IRAN-IRAK (Rivarol 16.09.88)

EDITORIAL - (Canard Enchaîné, 14.09.88)

ANKARA BLANCHIT BAGDAD - L'extermination de milliers de civils kurdes en Irak n'est pas loin d'atteindre les dimensions d'un génocide déclare l'Assemblée européenne dans une résolution votée, hier, à la quasi unanimité. (L'Humanité 16.09.88)

LA GRANDE ERRANCE DES KURDES - Bombardements chimiques, terreur dans les villages. Une nouvelle épreuve pour ce peuple persécuté depuis des décennies (Le Pèlerin 16.09.88)

L'ATROCE REVANCHE DE SADDAM HUSSEIN - LE GAZ CONTRE LES KURDES - Après sa demi-victoire sur Khomeini, le maître de Bagdad règle ses comptes avec la minorité kurde. A coup d'armes chimiques. (Le Nouvel Observateur 16.09.88)

L'IRAK ET LES KURDES : SILENCE AUTOUR D'UN GENOCIDE CHIMIQUE (L'Hebdo 15.09.88)

IRAK : ÇA GAZE POUR L'"AMI" SADDAM (L'évènement du Jeudi 22.09.88)

DES GAZ, QUELS GAZ ? Devant la presse étrangère, le ministre de la Défense irakien a, une fois de plus, démenti l'emploi par son pays d'armes chimiques contre les Kurdes (Le Figaro 16.09.88)

LA REPRESSION ANTI-KURDE EN IRAK PLACE M. PEREZ DE CUELLAR DANS UNE POSITION DELICATE (Le Monde 17.09.88)

LES ETATS-UNIS ACCUSENT L'IRAK (Washington, par son secrétaire d'Etat Georges Shultz, qualifie de "répugnant et injustifiable" l'usage du gaz contre les Kurdes. Bagdad dément. (La Vie Correziennne 17.09.88)

2.400 CIVILS KURDES AURAIENT ETE TUES LORS D'UNE ATTAQUE CHIMIQUE - (La Voix du Nord, 17.09.88)

ARMES CHIMIQUES A LA "UNE" - La France est prête à renoncer à toute possibilité de produire un tel armement dès l'entrée en vigueur d'une convention en interdisant la fabrication. (LIBERTE, 30.09.88)

EDITORIAL DE JEAN DANIEL - LES FANTOMES DE MUNICH - L'INDIFFERENCE DU MONDE DEVANT L'UTILISATION DES GAZ CONTRE LES KURDES A UN PRECEDENT CELEBRE : LA LACHETE DES OCCIDENTAUX DEVANT L'ALLEMAGNE EN 1938. (Le Nouvel Observateur)

L'IRAK PARACHEVE LA PAIX DU GOLFE PAR UN GENOCIDE (Le Figaro Magazine 17.09.88)

LA DESTRUCTION DES VILLAGES KURDES EN IRAK "Le plus souvent il ne reste pas deux pierres l'une sur l'autre" (Dépêche de Dijon 19.9.88)

LA DESTRUCTION DES VILLAGES KURDES EN IRAK (Loire Matin 19.09.88)

LES KURDES NOUVELLE CIBLE DE L'IRAK (Le Soir Illustré 22.09.88)

LE PREMIER MINISTRE TURC DEMANDE L'AIDE DES OCCIDENTAUX - En visite dans les camps de réfugiés kurdes - (Le Monde 19.09.88)

"MASSACRE" A L'ARME CHIMIQUE DES KURDES IRAKIENS - Les nombreux témoignages sur l'utilisation d'armes chimiques de l'Irak contre les Kurdes irakiens suscitent diverses réactions dans le monde. (L'Eclair 13.09.88)

GAZ DE COMBAT : L'ALARME AMERICAINE "En faisant le procès de Bagdad, Washington veut alerter l'opinion" (Le point 19.09.88)

INCIDENT ENTRE LES AUTORITES TURQUES ET LES REFUGIES KURDES D'IRAK - (Le Monde 20.09.88)

ARMES CHIMIQUES : CE QU'IL FAUT SAVOIR - "L'Usage des gaz à des fins militaires est interdit depuis soixante-trois ans. Mais les Irakiens n'en ont cure, ils bombardent avec ces armes terrifiantes tout ce qui leur résiste : les Iraniens comme les populations civiles kurdes. (Jeune Afrique 21.09.88)

DES KURDES OCCUPENT L'AEROFLOT A PARIS (Le Parisien 21.09.88)

KURDES/ARMES CHIMIQUES - LE SENAT AMERICAIN ACCUSE L'IRAK (Le Progrès 22.09.88)

ARMES CHIMIQUES "LA FRANCE PRENDRA LES INITIATIVES NECESSAIRES" (Ouest France 27.09.88)

ON REDECOUPE LA CARTE POLITIQUE AU PROCHE ORIENT (La Nouvelle Solidarité 23.09.88).

LES KURDES : EXTERMINATION CHIMIQUE - LA SITUATION TRAGIQUE DE LA POPULATION KURDE REFUGIEE EN TURQUIE FUYANT LES ATTAQUES AUX GAZ DES IRAKIENS (Cambio, 26.09.88)

PARMI LES KURDES VICTIMES DES GAZ (Corriere Della Sera 06.09.88)

LA TURQUIE ET LES KURDES (Tages-Anzeiger 6.09.88)

ALERTE AUX ARMES CHIMIQUES (Le Progrès 27.09.88)

TURQUIE : MALGRE L'AMNISTIE ANNONCEE PAR BAGDAD - PEU DE REFUGIES KURDES SONT PRETS A REGAGNER L'IRAK - (Le Monde 26.09.88)

LE PROFESSEUR HEYNDRICKX VEUT BRISER LE SILENCE - CRI D'ALARME CONTRE LES ARMES CHIMIQUES - (L'Humanité 31.10.88)

MEHMET ALI EREN, DEPUTE S.H.P. D'ISTANBUL, FAIT L'ELOGE DES KURDES (Hürriyet 12.09.88)

LE SORT DES REFUGIES KURDES DISCUTE AU CONSEIL NATIONAL DE SECURITE TALABANI VEUT SE REFUGIER (MILLIYET 02.09.88)

10.000 MORTS CIVILS : LE NOMBRE DE COMBATTANTS KURDES REFUGIES EN TURQUIE ATTEINT LES 40.000. - (Milliyet 02.09.88)

LE PROBLEME DES REFUGIES CREE DES "DIFFICULTES" QUERELLE KURDE AU SEIN DU PARTI GOUVERNEMENTAL ANAP (Cumhuriyet 03.09.88)

PROTECTION AUX KURDES - LES KURDES IRAKIENS DONT LE NOMBRE DEPASSE LES 100.000 SERONT INSTALLES DANS DES REGIONS INTERIEURES. (Cumhuriyet 03.09.88)

LE MEETING D'ISTANBUL DU S.H.P. SUSCITE DE L'INQUIETUDE. UNE ENQUETE EST ORDONNEE AU SUJET DES SLOGANS SEPARATISTES. (Tercüman 21.09.88)

L'AMBASSADEUR IRAKIEN A ANKARA - "LA DECISION DE LA TURQUIE NOUS A BEAUCOUP ATTRISTE... RENVOYER LES KURDES EN IRAK (Milliyet 04.09.88)

FORTE-PAROLE KURDE : LA TURQUIE NE TRAITE PAS BIEN LES REFUGIES (Cumhuriyet 25.09.88)

LA POLICE A MATRAQUE LA DELEGATION DU S.H.P. (60 personnes) VENUE DEPOSER UNE COURONNE NOIRE DEVANT LE CONSULTAT IRAKIEN A ISTANBUL. (Milliyet 05.09.88)

TALABANI VEUT VENIR EN VISITE A ANKARA ET DECLARE "LE PKK NE POURRA OBTENIR AUCUNE AIDE EN ARMES DES KURDES D'IRAK". (Milliyet 05.09.88)

LE MOUVEMENT DE LA PAIX ET LES ARMES CHIMIQUES (Presse Océan, 30.09.88)

BARZANI REVIENT A LA GUERILLA (06.09.88 Milliyet)

01.09.88 INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Kurds, Alleging Use of Poison Gas, Report an Attack by 60,000 Iraqis

The Associated Press

NICOSIA — A Kurdish spokesman said Wednesday that Iraq attacked Kurdish guerrillas in north-eastern Iraq with at least 60,000 troops backed by fighter-bombers and helicopter gunships dropping poison gas.

"Heavy fighting is taking place between our forces and the Iraqi Army on all fronts," the official of the Kurdish Democratic Party said by telephone.

The official said the Iraqi offensive, in which villages have been burned to the ground, was launched Monday across the 4,000 square miles (10,000 square kilometers) of Kurdish-held Iraqi territory.

There was no way to confirm the report independently. But Kurdish guerrilla groups have been bracing for an all-out Iraqi offensive for several weeks.

Meanwhile, officials in Ankara said Turkey had allowed thousands of Kurdish refugees into its territory because they were fleeing alleged chemical bomb attacks by the Iraqi military.

The officials said that Turkey had given temporary refuge to the Kurds on humanitarian grounds but that there was no question of granting them asylum.

Turkey has a sizable minority of 10 million Kurds in an overall population of 55 million. The Turkish armed forces have been fighting Kurdish guerrillas in southeastern provinces since 1984. The clashes have claimed about 700 lives from each side so far.

Talking of the fighting, the Kurdish spokesman said casualty reports were sketchy because radio contact with the Kurdish stronghold south of the Turkish border was difficult. But he said Kurdish guerrillas destroyed Iraq's 66th Special Forces Brigade, killing at least 400 men in the mountainous Sidikan region Monday.

He said 54 guerrillas and more than 100 Kurdish civilians were killed and that the Iraqis suffered "heavy losses."

Diplomats in Baghdad said Iraq had taken advantage of the Aug. 20 cease-fire in the eight-year war with

Iran to intensify operations against the Kurds, who seek autonomy and who sided with the Iranians.

The Kurdish spokesman said the brunt of the Iraqi assault was aimed at rebel strongholds in Zakho, Dahok, Mosul and Erbil provinces.

He said that Iraqi jets dropped poison gas bombs, which were outlawed under a 1925 Geneva treaty, on villages and guerrilla positions in the Zakho region Monday and Tuesday.

It was not immediately known how many died from the gas attacks. Kurds have said that 500 were killed and 3,000 wounded in chemical attacks this month in the buildup to the offensive.

"We have no gas masks, protective clothing, or antidotes for the chemical weapons," the spokesman said. "It's causing panic among the population."

About 20 million Kurds live in the mountains where the Turkish, Iraqi and Iranian borders meet. Syria and the Soviet Union also have Kurdish enclaves.

01.09.88 FINANCIAL TIMES

Up to 100,000 Iraqi Kurds flee from fighting into Turkey

By Jim Bodgener in Ankara

EYEWITNESSES yesterday put the number of Iraqi Kurdish refugees streaming across the border with Turkey to escape the blitzkrieg of the Iraqi Fifth Army in northern Iraq as high as 100,000. Officials in the region privately admitted that about 50,000 were camped near the town of Cukurca, some 10 miles from the border.

Reports from the eyewitnesses say the tide of refugees swelled particularly after the Iraqis launched an all-out campaign on August 26 against remaining dissident Kurdish villages and guerrilla bases, the latter mainly of the Kurdish Democratic Party led by Mr Mesud Barzani.

The flood across the ill-defined border appeared to take the Turkish authorities by surprise — until yesterday, officials in Ankara were only talking about 6,000-8,000 refugees. Yesterday, the National Security Board chaired by

President Kenan Evren met to consider the situation.

At first, the Turkish security forces attempted to stem the tide, but on Monday night, the Government ordered the border to be opened to the refugees. However, even on Tuesday, Turkish Foreign Ministry statements still stressed that Turkey was under no legal obligation to take in the refugees, and would do so only on humanitarian grounds.

The refugees have been cared for, and their wounded — some allegedly burned by chemical weapons — have been tended by units of the Hakkari provincial government. But so far no civilian aid or relief organisation has been allowed access to them.

The Government's tardiness in admitting the scale of the problem (it still has not released any estimates of refugee numbers) was blamed by diplomats in Ankara on the fact that it was caught off balance, and on diplomatic sensitivities in the region. Through-

out the Gulf war between Iran and Iraq, officials in Ankara have remained steadfastly neutral, although economically supportive without supplying weaponry.

Andrew Gowers adds from Geneva: A resolution expressing concern over the human rights situation in Iraq and over Baghdad's use of chemical weapons was put to a UN human rights sub-commission in Geneva today, but was expected to be defeated by a coalition of Communist and Arab states.

The resolution, proposed by a group of independent experts including Mrs Claire Palley, principal of St Anne's College, Oxford, urged Iraq to ensure "full respect for human rights and fundamental freedoms" and halt immediately the use of chemical weapons. It did not mention the Kurds by name, but was clearly prompted by reports of Baghdad's recent campaign against its Kurdish minority.

1.09.88

Turks open border to Kurds fleeing Iraqi forces

By James M. Dorsey
THE WASHINGTON TIMES

Thousands of Kurdish refugees are pouring across the border into Turkey to escape Iraqi attacks with chemical and conventional weapons against rebel positions in northern Iraq, according to Turkish officials, a Kurdish rebel spokesman and unofficial Western and Turkish sources.

Turkey opened its border late yesterday in response to appeals from Kurdish guerrilla groups operating in Iraq, the sources said.

Speaking to reporters after a meeting of Turkey's National Security Council, Prime Minister Turgut Ozal said Turkey would do all it could to help the refugees.

Hoshiar Zebari of the Kurdish Democratic Party said Turkey had promised to allow 30,000 Kurds into the southeastern province of Hak-kari.

Mr. Zebari said the Kurds were crossing the border near Cucurca in southeastern Turkey.

The sources said Turkish television had broadcast pictures late yesterday of thousand of refugees including women, children and old men, crossing the border on horses and donkeys laden with whatever they were able to carry.

Mr. Zebari said many of the Kurds were victims of recent Iraqi poison gas attacks.

Kurdish sources said earlier that some 500 people had been killed and 3,000 others injured in recent Iraqi attacks with chemical weapons.

The sources said earlier that some 150,000 Kurds were trapped in the border area with Turkey where Iraq launched a major offensive against the Iranian-backed rebels late last month.

U.S. and western intelligence officials have confirmed that Iraq has used the lull resulting from its Aug. 20 cease-fire with Iran to shift troops to Iraqi Kurdistan.

The rebels demand a greater degree of autonomy for the approximately 4 million Kurds in Iraq.

The western and Turkish sources said Turkey was hoping that Iran would help it accommodate the stream of refugees and noted that Iran has given shelter to some 360,000 refugees from Iraq since 1975.



According to a spokesman for the Kurdish Democratic Party Turkey has allowed 30,000 Kurdish refugees temporary residence, like this band fleeing yesterday from Iraq into the Turkish border town of Cucurca.

The Turkish Foreign Ministry said that Undersecretary Nezhat Kandemir was dispatched to Tehran last night with a message from Mr. Ozal.

Turkey was particularly concerned about Iraqi Kurdish guerrilla fighters who may be among the refugees. Turkey has its own problems with Kurdish rebels on the Turkish side of the Iraqi border, the Western and Turkish sources said.

They said that Iraq's 1st and 5th Army Corps were in Iraqi Kurdistan and that the 7th Corps was being moved from the southern port of Basra where it had fought off Iranian offensives to the north.

Mr. Zebari said the fighting between Iraq and the rebels stretched from Zakho on the Turkish border to Rawanduz near Iraq's frontier with Iran. He said the rebels had destroyed the 66th Iraqi army brigade and killed some 400 soldiers in fighting yesterday.

In a related development, spokesmen for the Iranian Mujahideen-e-Khalq said that Iran — like Iraq — was using the lull in the Gulf war fighting to cut down its domestic opposition.

The spokesmen claimed that thousands of political prisoners had recently been executed in Tehran

and western Iran where the armed opponents of the government launched an Iraqi-supported offensive earlier this month.

They also said some 10,000 people had been arrested since July when Iran declared its acceptance of the U.N. Security Council resolution demanding an end to the 8-year-old Gulf war.

U.S. officials said it was "reasonable" to assume that Iran was mopping up supporters of the mujahideen in western Iran in the wake of the dissident attacks, but they were unable to confirm the reports independently.

The mujahideen said bodies of 860 political prisoners had been taken from Tehran's notorious Evin Prison to the city's Beheshte Zahra cemetery between Aug. 14 and Aug. 16.

On July 28, 200 mujahideen sympathizers who were on a hunger strike to protest their torture were massacred in Evin's central hall, the spokesmen said.

Some of those were executed even though their earlier death sentences had been suspended after they pledged to support the Islamic regime, the spokesmen said. They said others were serving prison sentences or had completed their sentences and were due to be released.

01.09.88 QUOTIDIEN DU MEDECIN

Les Kurdes accusent l'Irak de ne pas cesser d'utiliser l'arme chimique

Exclus des pourparlers de paix entre l'Iran et l'Irak, les Kurdes tentent néanmoins de faire entendre leur voix à Genève. Divisés en une vingtaine d'organisations, les Kurdes réservent l'essentiel de leurs attaques contre le régime de Bagdad, coupable, selon eux, d'utiliser plus que jamais l'arme chimique.

EN JUILLET dernier, Tarek Aziz, ministre irakien des Affaires étrangères et véritable numéro deux du régime, reconnaissait que son pays avait violé la convention de Genève de 1925 en utilisant des armes chimiques. C'est ce même homme qui conduit les délégations de Bagdad aux négociations de paix. « *Tout le*

monde a parlé de Halabja et de ses photos horribles. Mais il faut savoir que les Irakiens utilisaient des gaz contre les Kurdes bien avant mars 1988 et qu'ils le font encore, notamment la semaine dernière », a souligné, lundi, au cours d'une conférence de presse le Dr Ahmad Barmani.

Le Dr Barmani représente l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak de Jalal Talabani. Il n'est un secret pour personne que cette organisation a passé, durant les combats, une alliance tactique avec l'Iran. Toutefois, le Dr Barmani tient sa conférence de presse aux côtés de Salah Jmhor, qui parle lui, au nom d'Abdul Rahmar Ghassemlo, secrétaire général du parti démocratique du Kurdistan d'Iran. Or, jusqu'alors, cette formation était surtout anti-irakienne...

Le régime de Saddam Hussein

serait donc devenu l'ennemi prioritaire des Kurdes. « *Bagdad utilise contre nous les armes chimiques, comme d'autres pays le DDT contre les moustiques* », dénonce le Dr Barmani. Le cessez-le-feu aurait ainsi permis à l'Irak de dégager les troupes du front, afin de les envoyer contre les Kurdes.

Pour les Kurdes de Turquie aussi, la conférence de Genève est l'occasion d'attirer l'attention sur leur cause. Dans un épais dossier, le comité du Kurdistan souligne ainsi que « *devenir malade et guérir ensuite est un miracle (...) il y a en moyenne un médecin pour 5 000 habitants contre 1 pour 600 dans la partie occidentale de la Turquie* ». Et un membre du Front national du Kurdistan avance, pour sa part, que la Turquie « *a commencé à utiliser des armes chimiques* ».

Ian HAMEL

01.09.88 SYDNEY MORNING HERALD

Ankara shuts door on Kurds fleeing Iraq

ANKARA, Tuesday: Turkey is stopping thousands of Kurdish tribespeople — fleeing to escape four weeks of fierce fighting across the border in northern Iraq — from entering as refugees.

Eight thousand Kurds are reliably said to have arrived at the Turkish border within the past few days, as the Iraqi Army, reported to be using chemical weapons, intensifies its attacks on Kurdish guerilla strongholds.

Only about 1,000 of the refugees were known to have crossed into Turkey. Most of them were women, children and the elderly.

Local sources said Turkish border guards were turning back able-bodied men, fearing they were guerillas seeking sanctuary.

The leader of one of the guerilla groups, Mr Massoud Barzani, of the Kurdish Democratic Party, told Reuters news agency that 500 Kurds had been killed and 3,000 injured in the fighting. Chemical bomb attacks

had intensified in the past two days, the statement added, and food supplies were threatened.

The statement appealed to Turkey to open its border to "tens of thousands" of refugees. Turkey officially says it is thinking about granting appeals for asylum. No official figure has been placed on the number of asylum demands, but officials privately talk of a maximum 8,000.

"We have not sealed the border," said a Foreign Ministry spokesman. "But Turkey reserves the right to take whatever measures are necessary for its security."

Turkish security authorities, who maintain a state of emergency in Turkey's south-eastern Kurdish homelands to combat Kurdish separatism there, fear members of Turkey's outlawed Kurdish Workers' Party (PKK) — who have bases in northern Iraq — and Iraqi Kurdish guerillas will seek sanctuary in

Turkey to continue their operations.

The Turkish Red Crescent — the local Muslim equivalent of the Red Cross — is ignoring direct Kurdish appeals for help. Its deputy director, Mr Saim Bostancioglu, said: "We operate only following the demands of the Government, or the International Red Cross and Red Crescent societies."

However, villagers contacted by telephone said 375 Iraqi Kurds were ferried by trucks on Sunday night from near the eastern border post of Derecik to the nearby Iranian border, where they were being taken to Iranian villages populated by Kurds.

The regional Governor at Diyarbakir, who has wide-ranging powers under the state of emergency, and the Governor of Hakkari province went yesterday to talk with at least 750 Iraqi Kurds who entered at Cukurca in the central border area during Sunday night, and are demanding asylum.



TURKEY

The sudden rush of asylum seekers — adding to the tens of thousands reported to have crossed directly into Iran during the past four weeks — indicates the intensified fighting near the Turkish border.

The Guardian

1er 09.88 SUD OUEST

TEMPS... CONTRE-TEMPS

De vous à mois

Allo ! C'est vous, docteur ? Septembre est mort ! Hé bé ! C'est arrivé hier, juste comme la campane de l'église nous toquait les douze coups de minuit. On avait passé la soirée tous ensemble... Depuis quelques jours, la fièvre lui montait un peu, le matin; ça se voyait aux gouttes de rosée qui l'emperlaient; parfois, sa température baissait au tomber du crépuscule; mais, dans la journée, il était encore resplendissant. Vous savez comment il est quand tous ses ors brillent à la fois ! Il nous avait sorti son pourpre, son orangé, son opale, son incarnat. Vous l'auriez vu dans la pignada avec ses millions de flammèches de magie ! Peut-être cette fraîcheur et cette tiédeur mêlées ? Vous pensez que c'est pas la cause ?

Le renoueur d'os lui disait que sa légère fièvre passerait s'il se badigeonnait avec des blancs d'œuf d'une poule noire. Septembre n'y croyait pas trop !

Il avait de la peine avec cette première pluie d'automne tombée sur Kaboul ! Une pluie de roquettes aveugles. Rien qu'une, en

explosant sur une place publique, a fait 35 morts et 156 blessés... Et tous ces millions de Kurdes ? Personne sait à qui ils sont ! Aux Turcs ? Aux Syriens ? Aux Irakiens ? Aux Iraniens ? A l'ONU ? Même eux ne savent plus ! Vous savez, vous ? C'est terrible de ne pas savoir à qui l'on est. Septembre ne supportait pas qu'on les bombarde, ces Kurdes, qu'on les mitraille, qu'on les gaze, qu'on les arrose au napalm, qu'on les foute dans des camps comme à la fourrière ou comme au bourrier ! Remarquez, c'est vrai qu'ils ne sont à personne...

Ça le mettait dans tous ses émois. Des fois, c'étaient des battements de son cœur, la précipitation de son pouls; même les compresses chaudes ou la décoction de valériane lui passaient pas l'angoisse. Avec la Sicile, il avait eu comme un vertige. En trois jours, onze assassinats : un juge, des carabiniers, un syndicaliste, un repenté; plus fort même, un chef mafioso, un parrain ! D'habitude, là-bas, c'est leurs volcans qui vomissent la mort; cette semaine, c'est leur mafia ! Pourtant,

c'est le moment où elle est encore plus belle, la Sicile, avec ses oliviers, ses châtaigniers, ses hêtres, ses pins...

Remarquez, docteur, avant de passer, septembre nous a offert un dernier quelque chose, comme un cadeau d'adieu, le petit octobre. Il a l'air si mignon à voir. Peut-être qu'il sera bien au calme dans notre campagne; qu'il grandira dans ses belles journées chaudes, toutes de bleu et d'or. Ça serait bête qu'il se recroqueville tout de suite ! Avant qu'il nous ait apporté des exquis champignons; surtout des cèpes : les têtes de nègre, les bolets bronzés, les gardarmes noirs; surtout, qu'il se garde les Satans ! Avant qu'il nous ait donné du vent d'est pour les vols de palombes qui nous arriveront brise en queue... Tê ! Docteur ! Si septembre était encore là, il nous dirait un dernier dicton pour son petit :

« Octobre est bon
S'il est de saison ».

Allo ! Docteur ? Oui, oui ! Les vendanges seront belles... Les sables fument !

ALAIN PUJOI

04.09.88 LIBERTÉ DU DIMANCHE

Exode kurde en Turquie

Environ 120.000 Kurdes fuyant une offensive de l'armée de Bagdad contre leurs villages au nord de l'Irak, se sont réfugiés en Turquie depuis lundi dernier, selon les estimations des autorités locales, hier.

Depuis vendredi, l'armée turque, qui quadrille les zones où sont installés les réfugiés kurdes irakiens, refoule les journalistes et leur interdit l'accès de ces régions. Raison invoquée : un commando du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan - marxiste, qui mène des opérations contre le régime d'Ankara), se serait infiltré, rendant la région dangereuse.

Malgré les efforts des autorités turques, elles semblent débordées par le nom-

bre important des réfugiés. "Les fours de la région travaillent 24 heures sur 24 pour pouvoir fournir du pain à tout ce monde", a affirmé un responsable du Cukurca.

Des milliers de femmes, d'enfants et de vieillards ont dû passer les deux dernières nuits à la belle étoile, en raison du manque de tentes et d'abris à Cukurca, Dagdibi, Yekmal, Genisli et Tastedelen (département de Hakkari). Heureusement, la température est clémente dans la nuit, avant de remonter à 40 degrés centigrade à l'ombre dans la journée.

Selon les responsables à Hakkari, une grande majorité des réfugiés souffrent de blessures diverses, mais leur état n'inspire pas d'inquiétude.

Sadik Salman, un réfugié interrogé à Hakkari a raconté qu'après les bombardements irakiens de son village, "les gens ont senti des brûlures dans leurs yeux, puis les larmes ont commencé à couler. Peu de temps après, nous avons tous commencé à tousser, puis à vomir et un liquide vert sortait de nos entrailles".

Les autorités locales craignent surtout un éventuel manque de vivres. Une grande quantité de viande, de riz, de pâtes, de lait et de farine arrive quotidiennement par avion à Van (est de la Turquie), d'où ces produits sont acheminés par camions jusqu'à Hakkari. Mais le nombre de réfugiés ne cesse de croître.

INTERNATIONAL

Kurds seek attention for Iraq's 'other' war

Facing reported onslaught, group appeals for notice at UN talks

By Timothy Appell
Staff writer of The Christian Science Monitor

Geneva

"There are two wars in Iraq — one between Iran and Iraq, and another between Iraq and the Kurdish people," says Kurdish activist Salah Jmhor.

Mr. Jmhor, dressed in a button-down shirt and blue blazer, is one of the behind-the-scenes characters at this week's Iran-Iraq peace talks. The message he carries: "There can be no real peace in the region until you solve the Kurdish problem."

But though reports trickling in from Iraq indicate that the "Kurd-Iraq" war is escalating, getting his message out has not been easy. The United Nations — eager to get talks rolling between Iran and Iraq — is hesitant to press Baghdad on this sensitive issue.

Meanwhile, reports from the region suggest that Iraq has launched a coordinated military effort aimed at snuffing out Kurdish resistance once and for all.

Earlier this week, Turkey officially opened its border with Iraq to allow in civilian Kurds fleeing from heavy fighting.

Western news reports indicate the number of refugees flowing into Turkey may be approaching 100,000. Turkish officials do not confirm this figure, but admit that a serious refugee problem is emerging.

Kurdish sources claim the Iraqi government is destroying villages and moving populations as part of a large-scale pacification plan aimed against the Kurds.

They also accuse Iraq of using chemical weapons against both military and civilian targets. These charges cannot be inde-

pendently confirmed, however, since Iraq has sealed off the region of fighting.

"The Iraqis are obviously committed to subduing the Kurds," says Hans Heino Kopietz, a Middle East expert at the International Institute for Strategic Studies in London. Dr. Kopietz says that reports coming out of the region reveal a troubling pattern.

"We're seeing the makings of a major disaster," says Kopietz, who monitors the Kurdish situation closely.

The Kurdish issue is central to the Iran-Iraq conflict.

Rebel Kurds have battled the government of Iraq for years. But it was the eight-year war with Iran which raised the rebellion to a new level.

The Iraqi Kurds served as a proxy for Tehran, receiving military aid which allowed them to build up their fighting force. In the past two years, the Kurds even began leading Iranian invasions into the mountainous border zones of northern Iraq.

A turning point in the conflict, say analysts, was the chemical attack on the Iraqi village of Halabja in March. Thousands of Kurdish civilians died when Iraqi forces attacked

this northeastern border town with chemical weapons after it was captured by Iranian forces. Kurdish activists refer to the event as their "Hiroshima."

Kurdish groups have appealed to UN Secretary-General



Kurdish refugees near Iranian border, which is now reported closed to Kurds fleeing Iraq

Javier Pérez de Cuéllar for help. In a letter sent to the Secretary-General last week, a coalition of Kurdish groups asked that an independent commission be set up to investigate their problems

within the context of the Iran-Iraq peace talks.

But there's very little chance of this happening. If anything, the UN would deal with the problem quite separately from the talks.

"We just deal with governments here," says UN spokes-

man François Gudiuliani. "But if [Iran and Iraq] want to bring it up between themselves, that's up to them."

There's not much chance of that, either. Both countries have trouble with indigenous Kurdish



JOHN FORBES - STAFF

minorities and view the problem with anxiety.

The rebels say they'll keep fighting, even if a new agreement is worked out between Iran and Iraq. It's doubtful, however, that the Kurds would find the backing necessary to mount a significant military campaign for very long.

Kurdish protesters staged a demonstration outside UN headquarters in Geneva last week, shortly after the opening of peace talks here.

"We don't have confidence in central governments, so we want the UN to intervene on our behalf," says Ahmad Bamarni, a

spokesman for the Paris-based Kurdish Front of Iraq. The problem, he says, is that the international community views Kurdish unrest as a domestic issue for Baghdad.

Mr. Bamarni says that excluding the rebels from the peace process is a mistake. "I know our partisans," he says. "No matter what happens in these talks, they'll keep on fighting."

Indeed, the Kurdish problem stretches far beyond Iraq. The Kurds are a transnational group of some 20 million - scattered across the mountains where Turkey, Iraq, and Iran meet.

Syria and the Soviet Union also have Kurdish enclaves. Kurdish opposition groups have emerged in many places, especially in Turkey. But it is in Iraq that the Kurdish cause has developed furthest.

Ironically, Iraq's main Kurdish groups are not pushing for a separate state, unlike the Kurds in neighboring Turkey. Rather, they want greater autonomy and protection for their cultural identity.

Whatever the outcome of the peace talks, the Kurds seem intent on continuing their struggle.

"We've been crushed down for centuries," says Jmhor. "Now is our time to rise up."

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

FRIDAY, SEPTEMBER 16, 1988

JOHN HUGHES

Iran's revenge on its 'dissidents'

OBSERVERS of Iran are concerned by a wave of political executions apparently carried out by the Khomeini regime during the past month.

Because access to Iran is denied many Westerners, details are difficult to establish. But enough evidence is accumulating, some of it derived from Iranian radio broadcasts and official reports in the Iranian press, to suggest that hundreds of political prisoners may have been executed. The fear is that the lives of thousands more may be in jeopardy.

Amnesty International has taken up the case, and two members of the House Foreign Affairs Committee, Mervyn Dymally (D) of California and Donald Lukens (R) of Ohio, have asked for action from the

The pressure is on for execution without any kind of trial.

United Nations. In a letter to Secretary-General Javier Pérez de Cuéllar, they urge sending a UN mission to inspect "Iranian prisons and torture chambers," to investigate the reports of executions, and to publicize the findings internationally.

An Iranian exile set himself on fire outside the UN building in New York last week. He was protesting the execution of dissidents in his homeland.

The Khomeini regime since its accession to power has jailed many thousands of political prisoners. They cover the entire spectrum - communists, supporters of groups who want the monarchy returned to power, members of the Bahai faith, supporters of the Kurds, and members of the People's Mojahedin of Iran.

The latter group has recently been particularly active militarily, mounting large-scale operations against the regime. Its members seem to have been

targeted for execution, although Amnesty International says supporters of other political opposition groups are also reported to have been executed.

Family visits to political prisoners in Tehran's Evin prison have been halted, and this has fueled speculation that many of the prisoners may have been executed. A Financial Times correspondent in Iran reported that executed political prisoners were being sent for burial to Lots 91 and 92 in Tehran's Beheshteh Zahra main cemetery and that there had been a "traffic jam" of bereaved relatives there.

There seems little question that the Khomeini regime is angered by Mojahedin military operations in the west of the country. Newspapers have published pictures of public hangings in the area, hangings of alleged collaborators with the Mojahedin, and Mojahedin members.

The pressure is on for execution without any kind of trial. For example, in a Friday prayer speech last month, monitored by Western sources, Iran's chief justice, Ayatollah Musavi Ardebili, said the people are so angry at the dissidents that the "judiciary is under great pressure from public opinion, which questions why we even try them. There is no need for any trial. The crime is clear, the verdict is clear, and the punishment is also clear. There is no need for trial . . . the people do not accept it when we say we must have proof, we must have evidence . . . the people say they should all be executed."

Amnesty International is opposed to the death penalty. In the case of Iran, it is particularly concerned by the lack of provisions for fair trial in political cases, and the lack of any procedure for prisoners sentenced to death to appeal against conviction or sentence.

In their letter to Mr. de Cuéllar, the two American congressmen claim that the Khomeini regime has executed 70,000 people since 1981 and that the recent wave of executions jeopardizes the lives of 140,000 remaining political prisoners.

The Mojahedin has planned demonstrations against the executions in New York, Bonn, Stockholm, Copenhagen, Athens, Amsterdam, and Geneva.

02.09.88 LE FIGARO

La Turquie accueillera les réfugiés kurdes

Le premier ministre Turgut Ozal l'a confirmé : 20 000 sont déjà arrivés, 20 000 autres sont attendus.

L'accueil des Kurdes qui fuient l'offensive de l'armée irakienne s'organise dans le sud-est de la Turquie. Le premier ministre turc, Turgut Ozal, l'a indiqué clairement hier. « La Turquie, a-t-il dit, ne peut pas refuser des gens qui disent qu'ils fuient la mort. Elle fera nécessaire pour accueillir les Irakiens qui traversent la frontière du sud-est »

Le gouvernement, a ajouté M. Ozal, poursuit ses travaux

pour répondre aux besoins sanitaires, alimentaires et d'habitation des réfugiés. Leur nombre s'élèverait à 20 000 ; mais

20 000 autres pourraient arriver dans les prochains jours. « Il y a une limite au nombre que nous pouvons admettre », a précisé le chef du gouvernement.

Les autorités turques ne laissent pas entrer tous les Kurdes qui fuient l'armée irakienne. Les combattants armés sont refoulés, indique la télévision d'Ankara. La Turquie, apprend-on, par ailleurs, de source officielle, accepte d'accorder un refuge temporaire aux Kurdes irakiens mais il est hors de question de leur donner le statut de réfugié politique. D'ailleurs, dans son exposé, le premier ministre n'a jamais utilisé le mot « Kurde ».

associé dans son pays à une rébellion longue et meurtrière. M. Ozal a souligné, en revanche, que la décision d'accueillir les réfugiés d'Irak « tous musulmans et ayant des parents en Turquie » est une bonne réponse à ceux qui, à l'étranger ou en Turquie, soutiennent le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, principal groupe qui mène la lutte armée contre Ankara)

Armes chimiques

Sur place, dans la province turque de Hakkari, limitrophe de l'Irak et de l'Iran, 80 tonnes de produits alimentaires ont été distribués depuis mardi aux réfugiés, ce qui n'a pas empêché certains d'entre eux de manifester hier en réclamant une aide accrue.

Le ministre adjoint irakien des Affaires étrangères, a démenti l'usage d'armes chimiques dans les combats contre la guérilla kurde. Pourtant, selon Associated Press, le sous-secrétaire d'Etat turc aux Affaires étrangères, M. Kandemir, s'était plaint lundi à Bagdad de l'utilisation de telles armes à proximité de la frontière turque.

02.09.88 THE SYDNEY MORNING HERALD

THE WORLD

Kurds flee Iraq offensive

By ANTONY WALKER,
Herald Correspondent

CAIRO, Thursday: Tens of thousands of Kurdish people from the remote north-east of Iraq have fled across the border into Turkey to escape a big military offensive amid allegations that the Iraqis have been using chemical weapons in a crackdown on their rebellious minority.

Iraq is reported to have begun its drive against the troublesome Kurds early last month at about the time that the United Nations Secretary-General, Mr Javier Perez de Cuellar, announced a cease-fire in the Gulf war.

Baghdad appears to have the used the lull in the Gulf conflict to

launch a major onslaught against Kurdish rebels.

Kurdish leaders have alleged that Iraq has, on a number of occasions, used poison gas against civilians.

Widespread publicity was given to the terrible episode in March this year when hundreds, and perhaps thousands, of people died in the town of Halabja in Iraqi Kurdistan in a chemical bomb attack.

In Ankara, the Turkish Prime Minister, Mr Turgut Ozal, said yesterday that the number of Kurdish refugees fleeing Iraq was likely to grow in the weeks ahead.

Speaking to reporters after a meeting of Turkey's supreme National Security Council, Mr Ozal said: "Because of continuing



MIDDLE
EAST

Iraqi military operations, a significant number of women and children have arrived at the border."

Estimates of the number of refugees who have sought shelter in Turkey range up to 100,000.

However, reports from the remote Turkey-Iraq border region are sketchy.

According to US officials in Washington, Iraq is employing the might of its army and air force against Kurdish nationalists who

have been a thorn in the side of the Baghdad regime for the past several decades.

US intelligence reports that Baghdad has been using fighter bombers, helicopter gunships and artillery against Kurdish strongholds in the rugged region.

Early this week, Mr Masoud Barzani, leader of the biggest Kurdish guerilla group, claimed that more than 500 people had been killed, and 3,000 wounded so far in Iraqi chemical warfare attacks.

Mr Barzani, appealing to Turkey to open its borders to Kurdish refugees, said that thousands of Iraqi Kurds had gathered at the border, opposite the town of

02.09.88 HERALD TRIBUNE

U.S. Concerned About Chemical Use

WASHINGTON (WP) — The Reagan administration said Thursday that if reports about Iraqi use of chemical weapons against civilians were true, the action would constitute "a grave violation of international human rights."

The State Department spokesman, Phyllis Oakley, said the United States was following the situation "very closely." However, she said, the U.S. government will not comment further until it obtains more information about what is happening in northern Iraq.

The United States has received reports that Iraq has used chemical weapons in a major military campaign to crush a Kurdish rebellion along the Turkish border.

THE KURDS — A FIGHT FOR STATEHOOD



HISTORY:

First appear in region approx 2:400BC. Known in classical history as Medes.

Constant struggle for independence. Treaty of Sevres (1920) provided for independent Kurdish state, but thwarted by rise of Turkey's Kemal Ataturk.

Iraq's 3.5 million Kurds have been fighting for an autonomous homeland for 50 years.

In the past year, as Iraqi Kurdish leaders fought on the side of Iran in the Persian Gulf war, Iraq began to treat them as traitors and stepped up campaign against Kurdish population. It has razed more than 1,000 Kurdish villages and relocated their populations. Iraqis alleged to have used chemical weapons against Kurds.

RELIGION:

Mainly Sunni Muslims, but some Shi'a Muslims, Sunni Dervish, and Yazidi (related to Zoroastrianism).



NUMBERS:

About 20 million.

TERRITORY:

Mountain area stretching from Turkey through northern Iraq into Iran. Small pockets in Syria and Soviet Union.

LANGUAGE:

Indo-European.

MAIN TOWNS:

Diyarbakir, eastern Turkey. Suleimaniya, Iraq.

Cukurca in Turkey's Hakkari province, following what he said were Iraqi air, artillery and poison gas assaults.

There were fears of epidemics and starvation because of the pollution by chemical weapons of food and the environment, he said.

Mr Barzani's Kurdish Democratic Party claims that it has some 45,000 men under arms and controls about 10,000 square kilometres of northern Iraq.

Kurdish guerillas were active throughout the Gulf war — with Iranian backing.

They were a major distraction for the Iraqi military at times when it was under severe pressure on the battlefield.

Restive Kurds are an active minority in a mountainous triangle that spans Turkey, Iraq and Iran. Tehran, Baghdad and

Ankara at various times have been in conflict with Kurdish nationalists demanding autonomy.

Kurds are believed to number about 18 million, living in a region known as Kurdistan which extends into Soviet Armenia and into Syria.

About 3.5 million live in northern Iraq, 5 million in north-western Iran, 9 million in eastern Turkey and smallish numbers in the Soviet Union and Syria.

The majority of Kurds, many of whom live highly traditional lives in remote mountain villages, are Sunni Muslims — the main branch of Islam.

They have proved a fiercely independent people in their efforts to achieve autonomy and preserve their cultural heritage in the face of frequent attempts to crush their national identity.

The origins of the Gulf war itself can be traced in part to conflict between Iran and Iraq over the activities of their Kurdish minorities.

Iraq claims that worries about Iran's backing for Kurdish rebels forced it to sign a 1975 agreement

— the so-called Algiers Accord between President Saddam Hussein and the late Shah — that

changed the border in the south between the two countries.

The Shah had offered to reduce Iranian support for Iraqi Kurds in return for a change in the southern boundary.

Mr Hussein subsequently declared the treaty unacceptable and tore it up at the onset of the Gulf conflict.

Mr Ozal said that Turkey felt it had to help the displaced Kurds "especially women and children", but he warned that his country's

resources were "not unlimited".

Reuters quoted political sources in Ankara as saying that Turkey planned to ask Iran to accept some of the refugees, possibly including Turkish rebels Tehran supported in the Gulf war.

The Turkish Foreign Ministry Under-Secretary, Mr Nuzhet Kandemir, met the Iranian Prime Minister, Mr Mir-Hossein Mousavi, in Tehran yesterday.

Mr Mousavi was quoted as telling him: "As a humanitarian duty, we and all countries of the world should help this oppressed people as much as we can."

Mr Ozal gave no details of the fighting, but people near the border said they saw and heard Iraqi air and artillery attacks.

03.09.88 ELEFHEROTIPIA

ΟΗΕ, μας ακούς;

Εκκλήση Κούρδων στη διεθνή κοινότητα ενώ αποκαλύπτεται τάφος 1300 σκοτωμένων

ΛΕΥΚΩΣΙΑ, 3.

ΤΗ ΜΑΖΙΚΗ σφαγή 1300 Κούρδων από τα ιρακινά στρατεύματα, τα οποία συνεχίζουν την επιχείρηση «εξόντωσης» των Κούρδων, κατηγορεί χτες εδώ εκπρόσωπος των Κούρδων του Ιράκ.

Σε τηλεφωνική του συνέντευξη προς το «Ασοσιέιτεντ Πρες» ο εκπρόσωπος των Κούρδων είπε ότι τα 1300 άτομα εκτελέστηκαν και θάφτηκαν σε ομαδικό τάφο στην περιοχή Νταχόκ του Ιράκ στις 28 Αυγούστου.

Ο ίδιος πρόσθεσε ότι 43.000 άλλοι Κούρδοι, που προσπάθησαν να φύγουν από την περιοχή, αποκλείστηκαν από τα ιρακινά στρατεύματα.

Το επίσημο ιρακινό πρακτο-

ρείο ειδήσεων «IPNA» μετέδωσε τις καταγγελίες του 38χρονου Κούρδου Χακίμ Ρεφάγκ, σύμφωνα προς τις οποίες ο ιρακινός στρατός πυρπολεί χωριά και έχει συλλάβει γυναίκοπαίδα που κρατά σε **στρατόπεδα**.

Ο Κούρδος εκπρόσωπος στη Λευκωσία είπε ότι σφοδρές μάχες μεταξύ Κούρδων ανταρτών και των Ιρακινών στρατευμάτων έχουν κλιμακωθεί.

Κατά τα λεγόμενά του στις μάχες παίρνουν μέρος η 1η και η 5η στρατιά του Ιράκ καθώς και η προεδρική φρουρά.

Καταλήγοντας ο εκπρόσωπος έκανε έκκληση «στον ΟΗΕ και τη διεθνή κοινότητα να παρέμβει για να σταματήσει τη γενοκτονία των Κούρδων».

Ο εχθρός του εχθρού

□ Ο πρόεδρος του ιρακινού κοινοβουλίου **Χασεμί Ραφσαντζανί** ζήτησε από την Τουρκία να κλείσει τον ιρακινό αγωγό μεταφοράς πετρελαίου, που περνά α-

πό το έδαφός της, για να ασκήσει πίεση στην κυβέρνηση του Σαντάμ Χουσεΐν, ώστε να σταματήσει την επίθεση κατά των Κούρδων. Σημειώνεται ότι το Ιράν, επίσης, βρίσκεται σε πόλεμο με τους δικούς του Κούρδους, αλλά υποστηρίζει αυτούς του... Ιράκ. Κάτι ανάλογο κάνει και η Τουρκία.

Τουρκία: Άσυλο στον γιέτη τους

□ Η **Αγκυρα** είναι διατεθειμένη να δώσει **άσυλο** στον γιέτη του κουρδικού δημοκρατικού κόμματος **Μασούντ Μπαρζανι**. Την πληροφορία αυτή έδωσε χτες άτομο του περιβάλλοντος του Τούρκου πρωθυπουργού **Τουργκούτ Οζάλ**.

Ο Τούρκος υφυπουργός Εξωτερικών **Ναζέτ Καντεμίρ**, δήλωσε ότι ο πρωθυπουργός του Ιράν **Χουσεΐν Μουσαβί** τον διαβεβαίωσε, ότι όσοι από τους Κούρδους πρόσφυγες που βρίσκονται στην Τουρκία θέλουν να περάσουν στο Ιράν θα γίνουν δεκτοί στη χώρα του.

□ Το Ιράν και το Ιράκ άρχισαν στη Γενεύη χωριστές διαπραγματεύσεις με το μεσολαβητή του ΟΗΕ, **Γιαν Ελίσσον**, σε μια προσπάθεια να ξεπεραστεί το αδιέξοδο, στο οποίο έφτασαν οι απειθείας μεταξύ τους διαπραγματεύσεις.

□ Το επίσημο πρακτορείο ειδήσεων του Ιράκ μετέδωσε χτες, επικαλούμενο πηγές που δεν κατονόμασε ότι δεν χρησιμοποιήθηκαν χημικά όπλα κατά των Κούρδων και ότι οι Κούρδοι που καταφεύγουν στην Τουρκία είναι **«προδότες»** οι οποίοι **συνεργάστηκαν με τους Ιρανούς σιβολείς**.

03.09.88 HERALD TRIBUNE

Kurds Say Iraqi Army Killed 1,300 Villagers

Compiled by Our Staff From Dispatches

NICOSIA — A spokesman for Kurdish rebels fighting Iraqi government troops said Friday that the Iraqi Army killed 1,300 unarmed men, women and children this week.

The spokesman, an official of the Kurdish Democratic Party, said in a telephone interview that the Kurds were arrested Aug. 28 in the Dahok region in northwestern Iraq. He said the villagers were killed and then buried in mass graves.

As many as 90,000 refugees have crossed into Turkey, he said, but 43,000 have been cut off by the advancing Iraqi Army. He said the refugees were "suffering from hunger, disease and serious chemical injuries."

The spokesman, based in a West European capital, declined to give

his name, citing security reasons. His reports could not independently confirmed.

Kurdish refugees were quoted by the official Iranian press agency in Tehran as saying that their houses had been destroyed.

"My house has been set on fire three times, and for weeks we had to hide out in the mountains almost without food," it quoted an Iraqi villager, Hakim Refaq, 42, as saying.

Tehran supports the Kurdish guerrillas who are seeking autonomy in northern Iraq. Baghdad began an offensive to quell the rebels after a cease-fire in the Gulf War with Iran took effect on Aug. 20.

About 20 million Kurds live in the mountains where the borders of Turkey, Iran and Iraq meet, and

Syria and the Soviet Union have small Kurdish enclaves. Iraq has 3.5 million Kurds. The Kurds there have been intermittently fighting for an autonomous homeland for 50 years.

The battles between the Kurdish rebels and the Iraqi Army are escalating, the Kurdish spokesman said.

"Fierce fighting is now taking place around our main base," the spokesman added. The base is in Amadiyah.

He said the Iraqi 1st and 5th Corps, based in the north, the 7th corps, based in the south, and the elite Presidential Guards were fighting the Kurds.

The rebels have estimated that Baghdad has sent 60,000 troops, backed by fighter-bombers and helicopter gunships, to try to put

down their movement.

The Kurdish spokesman said the Iraqi Army has used chemical weapons to attack three villages in the Amadiyah area on Wednesday and Thursday. (AP, Reuters)

■ Iraqi Denial on Chemicals

Iraq on Friday denied that its forces had used chemical weapons against Kurdish rebels in the north of the country, Reuters reported from Baghdad.

The Iraqi press agency quoted an official as "strongly denying the use of chemical weapons in northern Iraq."

The agency quoted the official as saying that Kurdish rebels "who cooperated with the Iranian invaders have completely collapsed together with Iran's military collapse."

03.09.88 OUEST FRANCE

Politique étrangère

IRAN-IRAK

Bagdad s'acharne contre les Kurdes

Principales victimes du fragile cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, les Kurdes irakiens sont en butte à une offensive en règle des troupes de Bagdad. Profitant de l'arrêt des combats sur sa frontière orientale, Saddam Hussein a lancé quelque 60 000 hommes, soutenus par des chars, des avions et des hélicoptères, contre les villages du nord du Kurdistan, entre Mossoul et la frontière turque.

Selon Ankara, plus de 40 000 personnes — surtout des femmes, des enfants et des vieillards — se seraient déjà réfugiés en Turquie ; un nombre égal s'apprêterait à en faire autant tandis que plusieurs dizaines de milliers de Kurdes chercheraient à rompre l'encerclement.

L'Iran de son côté a accueilli deux mille familles kurdes irakiennes fuyant les bombardements chimiques et des massacres qui, selon Amnesty International, « s'inscrivent dans le cadre d'un politique visant à éliminer un grand nombre de civils ».

Ecartelés entre la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'U.R.S.S., les Kurdes n'ont pas fini de payer la malédiction qui fait d'eux une nation sans Etat : les dix millions de Kurdes de Turquie, ces « bandits de la montagne », comme on les a longtemps appelés à Ankara, n'ont pas la moindre autonomie ; les six millions de Kurdes d'Iran ont subi plus souvent qu'à leur tour les campagnes punitives du Chah et Khomeiny ; quant aux quatre millions de Kurdes d'Irak — le quart de la population — ils sont pour ainsi dire en lutte permanente avec Bag-



dad. Les accords d'Alger en 1975 et la normalisation des rapports entre l'Irak et l'Iran avaient un moment fait passer au second plan la question kurde, Téhéran renonçant alors à soutenir la rébellion contre Bagdad du vieux chef Barzani. Mais la guerre irako-iranienne eut vite fait de mettre à nouveau le Kurdistan à

feu et à sang, chacun des belligérants essayant de jouer à son avantage du nationalisme kurde.

En 1986, les deux principaux partis kurdes d'Irak, l'Union patriotique et le Parti démocratique, signaient à Téhéran, sous l'égide de la République islamique, un accord politico-militaire. Ils le paient

aujourd'hui au prix fort : l'Irak, qui, en mars, avant le cessez-le-feu avec l'Iran, avait déjà massacré 4 000 Kurdes à l'arme chimique, semble aujourd'hui décidé à utiliser les mêmes méthodes sur une grande échelle.

Le Parti démocratique kurde a appelé au secours une communauté internationale qui, c'est le moins qu'on puisse dire, ne semble guère s'en émuvoir. Les Turcs ont certes ouvert leurs frontières à des gens qui « fuient la mort » et l'O.N.U. a certes condamné l'emploi par l'Irak des armes chimiques. Mais personne à l'heure actuelle ne semble pouvoir ni vouloir arrêter le massacre. Car personne ne se soucie de heurter de front un pays (l'Irak) qui, dans la guerre du Golfe, a fait mieux que tirer son épingle du jeu. Bagdad d'ailleurs ne considère-t-il pas tout cela comme ses « affaires intérieures » ? Et n'a-t-il pas nié l'emploi des armes chimiques ?

Les Kurdes, comme souvent dans leur histoire, risquent de se retrouver bien seuls pour mourir...

Patrick LE DANTEC.

05.09.88 NEW-YORK TIMES

For Kurds in Exodus, Sense of Loss Returns

By Alan Cowell
New York Times Service

CUKURCA, Turkey — They were, they said, the fortunate ones, who had come from a land at war and had survived. And their path, in flight from Iraq's elite forces, had brought them here, to a broad valley clustered with rocks and people and small cooking fires — and a sense that, once more, a Kurdish minority had been crushed at the hands of a hated foe.

In the last week, 70,000, and possibly many more, Iraqi Kurds have fled a major Iraqi offensive just

across the high ridges of blue-gray and ochre crag that form the border with Turkey.

They have come with mules and pack horses and children and blankets, women and guerrilla fighters from a rebellious Kurdish party led by Massoud Barzani that is fighting the Baghdad regime of Saddam Hussein.

Taking advantage of its Aug. 20 cease-fire with Iran, Iraq has set out to neutralize the rebel forces, according to diplomats in Baghdad, by throwing reinforcements of men and armor and aircraft into its

troubled northern region.

"The wounded were left behind," said Mohammed Saleh Amedi, a physician with the guerrilla forces who call themselves Pesh Merga, meaning those who fe death. "We could not take

them. By now they must be dead."

Like others, he arrived with accounts of Iraq having used chemical weapons against the decades-old revolt of the Kurds, a fractured people spread across the Soviet Union, Turkey, Iraq, Iran and Syria.

"I saw many people injured by chemical weapons," the physician said. The symptoms he had detected, he said, were skin burns, sore throats and eye irritations associated with the use of mustard gas. Iraq made extensive use of internationally outlawed chemical weapons during its war with Iran, according to a recent United Nations report, and Kurdish spokesmen in Europe have claimed it is being used in the troubled north of Iraq.

A Turkish official who interviewed many refugees said they had told him of aircraft dropping

blue-painted canisters that spread a gas smelling of apples or pears. Then they felt a constriction of the throat and a stinging in the eyes. Some fugitives, the official said, had made it here, then died after reaching sanctuary.

Others had more confused, second-hand accounts of chemical weapons being used against neighboring villages. "The only thing we fear," said Salim Hamid, 50, who was clad in the khaki uniform of the Pesh Merga, "is poison gas."

Rumor of the use of chemical weapons was sufficient to send many Kurds fleeing.

"The people here were the population who lived close to the border," said a French physician, Bernard Benedetti, surveying the 20,000 Kurds, including hundreds of unarmed guerrillas, spread in the Kadisheh Valley above this border village. "When they heard there was an offensive, they fled."

Dr. Benedetti, from the Paris-based organization Doctors of the World, and a Turkish paramedic, Mehmet Selim Tunc, said they had found no trace of injuries inflicted by chemical warfare among the refugees here.

But that, the doctor said, was not an immediate concern. High above the Kadisheh camp, along a ridge line, Iraqi soldiers could be seen patrolling the frontier. On Sunday, an Iraqi Air Force helicopter briefly crossed the frontier.

Turkey has given the Kurds temporary sanctuary, but Iraq has now sent its forces to seal the frontier from its side, Dr. Benedetti said, citing information from Turkish military officers.



Kurds waiting to be checked by police commandos near the border in Turkey after fleeing from Iraq.

"There are people there who want to flee and cannot," he said. Travelers here reported that Iraqi forces crossed into Turkey briefly and fired on fugitive groups Saturday, killing at least one.

Turkey has provided food, but few medical supplies have arrived to combat diarrhea among the children.

"We do not have enough medicine," said the Turkish paramedic, Mr. Tunc, "and there are so many people needing medicine."

■ Iran Involved, Iraq Says

Paul Lewis of The New York Times reported earlier from Geneva:

Foreign Minister Tariq Aziz of Iraq says Iran had encouraged a Kurdish uprising in northern Iraq and provided the rebels with arms and other supplies as part of its "military effort" against Iraq during the Gulf war.

Mr. Aziz said in an interview on Saturday that as soon as Iran accepted the Gulf War cease-fire with Iraq last month, the Kurdish dissident leaders realized their rebellion was doomed and decided to flee with as many supporters as they could muster into neighboring Turkey and Iran.

Mr. Aziz accused the two principal Kurdish rebel leaders, Massoud Barzani and Jalal Talabani, of seeking "to create publicity" for themselves by encouraging women and children to flee into Turkey.

Ordinary Iraqi Kurds who left the country in this manner are free to return "any time they want," the foreign minister said.

But he called Mr. Barzani and Mr. Talabani "traitors" who had collaborated with the enemy during the Gulf War, and said "they should be hanged."

05.09.88 QUOTIDEIN DE PARIS

Irak : des gaz contre les Kurdes

● L'Irak a reconnu samedi avoir lancé des opérations militaires contre les Kurdes dans le nord du pays, mais a catégoriquement démenti le recours par ses troupes aux armes chimiques contre la population kurde dans cette région. Un porte-parole officiel irakien a précisé que « sous les coups des forces irakiennes et des nationalistes kurdes (supplétifs Kurdes combattant aux côtés de l'armée de Bagdad) », les « traitres » — terme utilisé par Bagdad pour désigner les maquisards kurdes irakiens alliés de l'Irak — avaient quitté le nord de l'Irak pour gagner la Turquie et l'Iran.

Le même porte-parole a démenti l'emploi par l'Irak d'armes chimiques dans le nord du front et qualifié de « pures inventions » les informations qui en faisaient état. Cent mille Kurdes irakiens ont franchi depuis une semaine la frontière pour se réfugier en Turquie après l'intensification des opérations lancées par l'armée de Bagdad dans le nord de l'Irak, selon les

autorités turques.

Selon des témoins, cités par Radio-Téhéran, l'armée irakienne a utilisé « intensément » les armes chimiques contre plusieurs dizaines de localités du Kurdistan irakien. La radio iranienne a également affirmé que plus de 900 familles kurdes irakiennes étaient arrivées, vendredi, en Iran, où elles avaient rejoint 900 autres familles qui y avaient déjà trouvé refuge.

De son côté, Amnesty International a affirmé que des centaines de civils kurdes, y compris des femmes et des enfants, avaient été « délibérément » tués et des milliers d'autres avaient été blessés au mois d'août par les forces armées irakiennes.

Selon cette organisation, les troupes irakiennes ont lancé une série d'attaques contre des centaines de villages kurdes, en utilisant notamment des armes chimiques et des hélicoptères de combat.

Un millier de Kurdes irakiens réfugiés près de Cukurca (sud-est de la Turquie), ont quitté cette bourgade

hier pour Yuksekova, à une centaine de kilomètres plus au nord-est. Les réfugiés, estimant qu'ils étaient installés trop près de la frontière pour être à l'abri d'éventuels bombardements de l'armée irakienne.

Entassés, avec le peu de bagage qu'ils possèdent, dans des camions, des autobus et des minibus, ces réfugiés sont partis de Cukurca pour des camps aménagés « provisoirement » à Yuksekova, Diyarbakir et Cizre, plus loin de la frontière, selon un responsable turc local.

Selon les militaires turcs, environ 300 personnes ont encore été tuées vendredi par les bombardements irakiens, en tentant de traverser la rivière Zap, près de la frontière, pour gagner le territoire turc.

Ils affirment également qu'un village de Kurdes irakiens situé presque sur le tracé de la frontière, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Cukurca, a été totalement incendié et détruit par l'armée irakienne après que ses habitants eurent quitté les lieux.

05.09.88 FINANCIAL TIMES

Kurds flee Iraqi army into Turkey

By Jim Bodgener on the Iraq-Turkish border

THOUSANDS of Iraqi Kurdish guerrillas and civilian refugees continued to seek refuge in Turkey over the weekend from the brutal campaign waged by Iraq's fifth army against remaining Kurdish dissidents in northern Iraq.

Some Kurdish estimates put the numbers of refugees already in Turkey at 150,000, though the true figure is probably nearer 100,000. These can only be estimates, given the many groups of between 1,000 and 5,000 refugees which are sheltering in remote valleys accessible only by rough tracks and goat paths.

Many interviewed said that they were from the Kurdish Democratic Party (KDP), the largest of the Iraqi Kurdish *peshmerga* (guerrilla) groups, which is led by Mr Mesud Barzani.

Many refugees are camped in valleys and river hollows within sight of Iraqi block-houses on a mountain slope barely more than 1km away.

The Turkish Government had until late last week been content to let the military handle the refugee situation. But the growing mass of those on the border seeking entry forced a concerted military and civilian response.

Mr Turgut Ozal, Prime Minister, said the borders would be opened on humanitarian grounds. The Foreign Ministry repeated this the next day, but stressed that Turkey had no legal obligations under the 1953 Geneva convention and its 1967



Iraqi Kurds wait to be checked by Turkish commandos after crossing the border from Iraq yesterday. Turkey has said it will accept the refugees on humanitarian grounds

protocol to accept the refugees. The ministry said Turkey had reserved its discretion over its non-European, southeastern borders.

At the same time, however, Turkey last week refused Iraq permission to follow up the guerrillas under a hot pursuit agreement reached in 1984. Turkey is also unlikely to ratify the annual agreement when it expires.

At the end of the week, in a clear bid to defuse the tension on the border, Turkey offered temporary asylum to Mr Barzani, the KDP leader.

It was also announced over the weekend that the refugees would be moved away from the initial reception points to more

permanent camps in less sensitive areas in Turkey's south-east. Until the refugees reached the reception areas, their passage into Turkey was under the tense and mistrustful eyes of Turkish troops. The gendarmerie's elite, blue-bereted commandos patrolled the border area, and were airlifted to meet the groups wherever they are detected.

The treatment of the refugees appeared, however, to follow the Turkish Government's word that they were being accepted on humanitarian grounds.

Those seriously wounded who had managed to cross the line were being treated in Turkish hospitals and clinics

as far away as Cizre, 100 km west of the fighting. Refugee accounts of Iraqi chemical bomb attacks were corroborated by a Turkish military doctor in a reception area near Cukurca, who said 300 of its 5,000 inmates were suffering from the after-effects of such attacks.

Initial contacts between the Turkish military and the incoming refugees seemed to vary in degrees of suspicion of the numbers of active-service *peshmerga* shepherding them. At one large collection point, however, with lots of civilians already ensconced in makeshift shelters, relations between troops and refugees were friendly.

05.09.88 LE MONDE

Selon un rapport d'Amnesty International

Des centaines de civils kurdes ont été tués à l'arme chimique par les forces irakiennes

Dans un rapport publié le vendredi 2 septembre à Londres, Amnesty International confirme l'utilisation par l'Irak des armes chimiques dans le nord du Kurdistan. Des centaines de civils ont été tués. L'organisation humanitaire affirme que ces « massacres » s'inscrivent dans une « politique sys-

tématique et délibérée visant à éliminer un grand nombre de civils kurdes ». Selon le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), plus de quarante mille civils kurdes sont encerclés par l'armée irakienne, qui les empêche de rejoindre les quelque cent mille Kurdes réfugiés en Turquie.

20.09.88 THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Iraq's fleeing Kurds



Iraqi Kurds at a camp near Diyarbakir, Turkey: their status is uncertain, as Turkey does not officially recognize the estimated 60,000 recent Kurdish arrivals as refugees

By Gary Thatcher
Staff writer of The Christian Science Monitor

Diyarbakir, Turkey

They are called Kurds. But they might be modern-day Gordians.

It was on the Anatolian highlands, in what is today Turkey, that the ancient Gordian civilization tied a knot that would not be undone until Alexander the Great cut it with his sword.

Now, the Kurds are creating a new Gordian knot for Turkey.

Thousands of Kurds are flooding into refugee camps here, claiming to have been driven from their homes in Iraq by the use of chemical weapons.

The horrors to which they claim to bear witness are impossible to confirm. The United States Senate was sufficiently convinced to vote economic sanctions against Iraq in

Kurdish refugee women prepare the day's meal: bread and rice are the mainstays of the somewhat Spartan diet in the Turkish camps

retaliation. The US State Department harshly condemned the Iraqi regime of Saddam Hussein. And the human rights organization Amnesty International charged that Iraq is systematically trying to "eliminate" large numbers of Kurds.

The reason? The Iraqi Kurds supported Iran – and even fought for it – against their own government during the bitter eight-year-long Gulf war. With a cease-fire in that conflict now holding, it appears that President Hussein has unleashed his forces to exact revenge on the Kurds.

That marks the latest sad chapter in a history of dashed hopes, betrayal, and treachery against the Kurds. They are an ancient, non-Arab people, often caught in the conflicting crosscurrents of nationalism and war in Asia Minor. Many of the estimated 20 million Kurds spread across five countries nurture a vision of an independent "Kurdistan" encompassing their traditional homelands in Iraq, Iran, Turkey, the Soviet Union, and Syria.

But for the Kurds flooding into refugee camps here, that dream seems further away than ever. And for Turkey, the Kurds are a troubling presence that may well put its powers of patience, diplomacy, and tolerance to a most severe test.

Turkey has, for years, had its own problems with Kurdish separatism. It does not recognize the Kurds' language or culture, referring to the people as "mountain Turks."

Now, an influx of tens of thousands of embittered Kurds from Iraq could inflame separatist sentiments inside Turkey. Moreover, it could complicate relations with Iraq, and Iran, which supported them militarily.

The situation has focused extraordinary attention on Turkey. How it handles the influx of Kurds could have diplomatic repercussions among Turkey's NATO allies, as well as Europe and the Arab world.

With so many opportunities for complication and mistake, Turkey is moving swiftly to take control of the situation. Yet it is also avoiding entanglements with other countries or outside relief agencies, apparently to keep a free hand in dealing with the Kurds.

According to official figures, some 60,000 Kurds have fled here, and are now kept in 16 locations. Turkey is working at top speed to establish encampments and to provide medical and other services.

The effort is impressive. In two weeks,



refugee settlements have sprung from the dusty flatlands of Turkey's southeast. Clinics, canteens, communal water taps, electric lights, toilets, and washing facilities are completed or under construction. Crushed-rock roadways cut a neat gridwork through rows and rows of white and green tents.

Some 10,000 Kurds have been settled in a camp outside Diyarbakir. Many of the men, disarmed when they crossed the border, still wear the distinctive green uniforms of the *peshmargas* (guerrillas) that fought against Iraqi troops. And when they speak of the homes they left behind, they refer not to Iraq, but to the "freedom areas" – the building blocks of a nascent Kurdistan.

In this camp, there is a mixture of sullenness and anxiety, and of grieving at a loss common to refugee camps everywhere.

"These people had houses, and goats, and land where they came from," says 32-year-old guerrilla leader Akram Mayi.

Gesturing to a woman boiling water on a wood fire while a small child sits in the dust next to her, crying, he says, "Now, you see how we are forced to live."

It is, to be sure, an uncertain existence – the more so because of Turkey's ambivalent attitude. Indeed, Turkey has not even officially recognized them as refugees.

"We are not calling these groups refugees – yet," says Hayri Kozackioglu, regional gov-

ernor. "The reason is just because the word 'refugee' has very different legal meanings and understandings throughout the world. These groups haven't yet expressed their wishes about staying here. We understand they may go back to Iraq. So we call them Iraqis who are staying here awhile."

"And we are not calling [the places where they stay] camps. We are calling them temporary residential places."

Indeed, there are reports that some Kurds have been forced out of Turkey to seek sanctuary in Iran - a charge Ankara denies.

Indeed, Turkish officials have been at pains to be open about their handling of the Kurdish influx. The entire southeastern provincial areas, save for sensitive military installations and the security zones along the border, have been opened to foreign journalists. The government has laid telex, telephone, and telefax lines to Diyarbakir, and has made officials available for interviews.

some work in some villages. But we have enough supplies and food."

Farther south, near Kiziltepe, workers have, in just two weeks, built a camp that is expected to house 6,200 Kurds. A local official proudly displays the cinder-block kitchen and toilets that have been constructed, while two electricians nearby struggle with an octopus of electrical wires that will bring lights to every tent.

"It has been hard work," he says, "very hard work." Yet, he, too, plays down the cost - or the need for outside aid.

The reason is simple, a Western diplomat says. Outside aid, he says, comes with strings attached - legal restrictions and obligations on the treatment of refugees, and scrutiny. United Nations involvement, in particular, would vest the Kurds with a legal standing - and, perhaps eventually, a claim to permanent resettlement. It would also prevent deportation of Kurds back to Iraq.

Iraq has further complicated the situation

Disarmed, but determined, Kurdish guerrillas stroll through refugee camp



It is because of this openness that complaints of the Kurds have surfaced. Some people have complained about the Spartan diet, centering on bread and rice, and the security lights ablaze around the periphery.

"The food is very bad here. And there is no sleeping. No washing facilities. No bathing," Mr. Mayi says. "We need the help of the Red Cross. We want them to come here."

Turkey has allowed a few nongovernmental aid groups to conduct small-scale operations here. But it has not asked for large-scale foreign relief.

Indeed, it insists that it is coping well with the situation. A Monitor photographer, however, witnessed a demonstration against Saddam Hussein at a camp which escalated into a mass disturbance, with Turkish troops firing warning shots to restore order.

Despite the efforts - and accompanying costs - the Turkish government is playing down the need for outside help.

"Mostly, we are using the state's facilities to keep the spending figure low," says Mr. Kozakcioglu. "Well, maybe we've delayed

by declaring an amnesty for refugees who want to return - undercutting Kurdish claims of persecution.

"Turkey is very sensitive to human rights issues," a diplomat says. "It has European aspirations, but it has to deal with Middle Eastern problems. And these two things are not easy to combine. I guess the Turks must be warring between the temptation to get rid of these people as quickly as possible, and the temptation to make a good impression on the world."

"For the sake of the region, for the sake of peace in this area, we must do something with them," says Governor Kozakcioglu.

"For now," says Mayi, the guerrilla, "our decision is to stay here." But he also makes clear that a longer-term goal - independence - remains. "We need our freedom. We need to be like all the peoples in the world. We need real autonomy. And we want peace."



TAGES ANZEIGER 8.09.88
Cukurca. - Nach Angaben der Organisation sind bisher mindestens 107 000 Kurden an die türkische Grenze geflohen, wobei die türkischen Behörden 57 000 Zivilpersonen, meist Frauen und Kinder, über die Grenze gelassen haben. AI forderte die Türkei auf, auch jenen Flüchtlingen Asyl zu gewähren, die sich noch auf der irakischen Seite der Grenze befinden. Der irakische Botschafter in London,

Mohammed Satik al-Marschat, bestritt den Einsatz von Giftgas gegen die Kurden und bezeichnete dahingehende Berichte der jüngsten Zeit als «eine gut organisierte Kampagne zur Verunglimpfung Iraks». Die irakische Nachrichtenagentur INA zitierte «offizielle Kreise» in Bagdad mit den Worten, gegen die kurdische Bevölkerung würden keine chemischen Kampfstoffe eingesetzt. Die Kurden, die

zurzeit vor den irakischen Truppen in die Türkei fliehen, wurden in der INA-Meldung als Verräter bezeichnet, die im Golfkrieg Iran unterstützt hätten. Für diese Verräter würde es keine Gnade geben. Nach AI vorliegenden Informationen

fiel die jüngste irakische Offensive gegen die Kurden zeitlich mit der Annahme der Uno-Resolution 598 durch Iran und der

05.09.88 THE AUSTRALIAN

Turkey flooded by refugees

TURKEY yesterday struggled to cope with an estimated 100,000 Kurdish refugees fleeing the Iraqi army and alleged gas attacks as Kurdish rebels prepared to make a last stand in Iraq.

Kurdish guerillas from Turkey, Syria, Jordan and even Europe were infiltrating Iraq through Iran. The rebels are grouping in a desperate attempt to stem the Iraqi blitzkrieg that has smashed

From THOMAS GOLTZ in Uludere on the Turkey-Iraq border

their resistance with devastating swiftness.

Any new fighting is bound to swell the flood of refugees who poured across the border last week and further strain the Turks' ability to provide food, shelter and medical supplies.

There are already an estimated several thousand Kurds in Turkish hospitals suffering the effects of Iraqi shelling and bombing, including chemical attacks.

Others are suffering exhaustion after trekking for up to 400km along the mountainous border with Turkey.

Tension along the border is high, and last Friday Iraqi troops pursuing rebels taunted them by planting an Iraqi flag on the frontier and then shooting at 300 refugees camped on the Turkish side.

Panic erupted until Turkish troops from a nearby garrison formed a human wall to protect them. But Iraqi helicopters continue to harass refugee encampments.

Ankara has now announced a plan to settle temporarily the refugees in three camps away from the frontier while a decision is made about their future.

"Neither we nor the Iraqis can put a man on every metre of the border," said a high-ranking Turkish military source. "We anticipate an ever-increasing number of refugees to come across."

All the refugees claim that Iraq has made widespread use of chemical weapons. "They bombed 18 villages with chemical bombs," said Sandar Moy, 40, a leader of the Dohok clan from the area around Zakho, who came across the border last Thursday.

The Turkish Red Crescent has dispatched an initial four-truck shipment of emergency supplies to the stricken region.

The decision by the Turkish Prime Minister, Mr Ozal, to allow the refugees temporary shelter took many by surprise. The Turks have had to deal with their own Kurdish separatist problem.

The Sunday Times



A doctor examines an injured Kurdish refugee as others wait their turn — AP picture

05.09.88

KURDS

Iraqi officials could not be reached for comment.

The bodies of the 1,300 women, children and men who had all been machine-gunned to death were found in a mass grave near Dohuk. Mr. Zebari and the other source said. They said the massacre occurred Aug. 28.

Mr. Zebari said the dead had all survived chemical weapons attacks by the Iraqis and were fleeing to Turkey when they were rounded up and slaughtered.

He said their bodies showed signs of the chemical weapon attacks. The United Nations and Amnesty International have said Iraq used cyanide, mustard and nerve gases against Iranian troops and Kurdish civilians.

Mr. Zebari and the other sources said the 43,000 Kurds are surrounded by Iraqi forces in northern Iraq in an area bordered by the towns of Barzan, Akra, Dohuk and Sheikhan.

Kurdish refugees, who had escaped into Turkey, quoted Iraqi soldiers as saying they had been ordered to "deal with the Kurds once and for all," one source said.

They said Iraq had put no deadline on its ultimatum, but had made clear it would shy away from nothing

in defeating the rebels.

Turkey began using trucks to move the estimated 100,000 Kurds who have fled across the border in recent days to camps near the towns of Hakkari, Semdinli and Diyarbakir. There they will be out of the range of the Iraqi armed forces.

Iraq has retaken most of the border area from the rebels and has planted an Iraqi flag on its side of the border that was clearly visible in the refugee camp near Cukurca, inside Turkey, Western sources said.

"The Iraqis are telling them: 'Your struggle is over,'" one source said.

Mr. Zebari denied, however, that the Kurds had lost much of the 220-mile-long border area: "We still control the border."

The Kurdish sources said Iraq was engaging in a scorched-earth policy in a 20-mile-wide strip along the border to rob the rebels of their sanctuaries. They said the remaining population was being resettled in government housing elsewhere in the country.

Mr. Zebari said Iraqi troops had employed chemical weapons in some 40 villages since Baghdad began its offensive against the Kurds on July 19. "Bodies litter the valley. Wildlife, livestock, everything," he said.

The fighting between Iraq's estimated 60,000 troops in the region and some 15,000 well-trained guerrillas supported by approximately 30,000 poorly armed mountain peasants now focuses on the KDP's headquarters in Badinan, 20 miles south

of the border with Turkey, source said.

Western observers described the fighting as bloody and said there were thousands of casualties. Neither side gives precise casualty figures.

Turkish and Iraqi troops nearly clashed this weekend when Iraqi soldiers chasing refugees approached Cukurca but were stopped by Turkish forces.

Western sources noted that Turkey was relocating the refugees to towns with major Turkish military facilities.

Besides wanting to put the Kurds beyond Iraq's reach, Turkey also intends to prevent contact between Iraqi Kurdish guerrillas among the refugees and the Kurdish Workers Party, a Turkish Kurdish rebel group that is waging a war of attrition against Turkey.

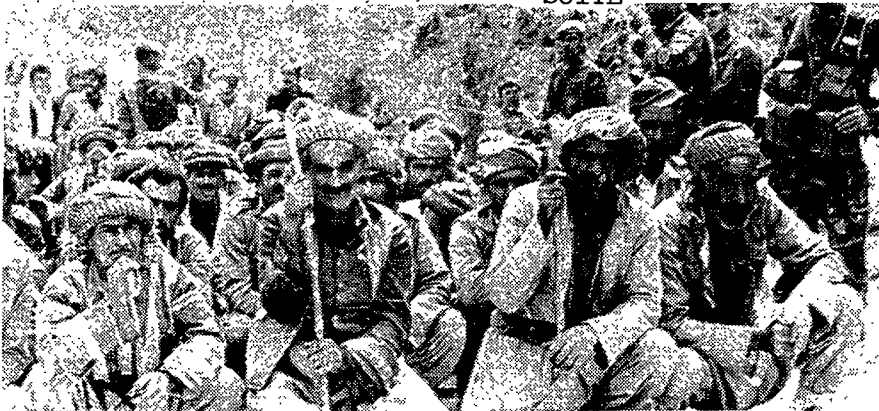
Turkey has said it would give only temporary refuge to the Kurds and has asked Iran to absorb those refugees willing to go there.

Radio Tehran called yesterday for a halt to "the extermination of the Kurdish people by the Iraqi regime."

Turkey has rejected repeated Iraqi requests that it be allowed to chase Kurdish rebels onto Turkish territory in accordance with a 1983 agreement that establishes rules for hot pursuit, the Western sources said. They said Turkey has turned down the request on humanitarian grounds.

08.09.88 TAGES ANZEIGER

SUITE



Türkische Polizisten bewachen irakische Kurden nach ihrer Flucht aus dem Irak.

Massenflucht aus dem Irak

Die gegenwärtige Grossoffensive der irakischen Streitkräfte gegen kurdische Separatisten im Norden des Landes treibt immer grössere Massen von Kurden zur Flucht in die Türkei und fordert immer mehr Opfer unter der Zivilbevölkerung. Die in London beheimatete Menschenrechtsorganisation Amnesty International (AI) warf Irak am Freitag vor, eine Politik der «systematischen und vorsätzlichen» Vernichtung grosser Teile der völkischen Minderheit zu betreiben und dabei verstärkt Giftgas einzusetzen.

nachfolgenden Einstellung der Kampfhandlungen im Golfkrieg zusammen. Seit Mitte Juli seien Zehntausende irakischer Soldaten von der Front gegen Iran abgezogen und zum Einsatz gegen die kurdischen Rebellen in den Norden Iraks verlegt worden. Die seit Jahrzehnten um mehr Unabhängigkeit von Bagdad kämpfenden kurdischen Peschmergas (deutsch: «Die den Tod Verachtenden») hatten sich während des acht Jahre dauernden Krieges teilweise mit den iranischen Truppen verbündet.

Die irakischen Streitkräfte sind laut AI und anderen Quellen mit Artillerie, Panzern und der Luftwaffe gegen die Kurden vorgegangen und haben dabei ganze Dörfer dem Erdboden gleichgemacht. Kurdische Flüchtlinge, von denen die meisten in der Umgebung des türkischen Grenzstädtchens Cukurca untergebracht sind, haben immer wieder von Giftgasangriffen berichtet. Ein Flüchtling in Cukurca berichtete, bei den Angriffen mit dem «nach Knoblauch riechenden» Gas seien allein in seinem etwa 10 000 Menschen umfassenden Treck 500 Menschen gestorben. Der «Knoblauchgeruch» deutet auf die Verwendung von Senfgas hin. (AP)

THURSDAY, SEPT. 22, 1988

22.09.88 ROUGE

Proof of poison gas use claimed

Senate staffers interview Kurds

Associated Press

Investigators for the Senate Foreign Relations Committee said Wednesday in Washington that "overwhelming evidence exists" that Iraq subjected Kurdish villages to three days of poison gas attacks last month to break a strong insurgency by the Kurdish minority.

Basing their conclusions mainly on interviews with hundreds of eyewitnesses among 65,000 Kurds who fled across Iraq's border with Turkey, the investigators said the attacks were part of a deliberate policy by Iraq to end a strong Kurdish insurgency by depopulating the Kurdish regions of Iraq.

"We find no question that Iraq's policy in Kurdistan has the characteristics of genocide," the two staff members, Peter W. Galbraith and Christopher Von Hollen Jr., concluded in a report to Foreign Relations Chairman Claiborne Pell, D-R.I.

Pell, at a news conference, urged the House to quickly pass legislation, already adopted by the Senate, "to impose sanctions on Iraq as long as it continues to use chemical weapons and continues to pursue policies that may be genocidal in nature."

Iraq, earlier accused of using mustard gas against attacking Iranian soldiers, has denied it employed chemical weapons against the Kurds or anyone else.

The Foreign Relations staff report uses dozens of eyewitness

MASSACRE DES KURDES

UN PEUPLE

MARTYR

A la sortie de la Première Guerre mondiale, le peuple kurde a été écartelé par les découpages impérialistes. Il ne représente aujourd'hui que quatre régions d'Irak, de Turquie, d'Iran et de Syrie. Tous ces pays ont oscillé entre la volonté de briser

par les armes l'élan national de ce peuple et l'utilisation de certains Kurdes comme groupes de guérillas contre les régimes voisins.

Le shah d'Iran envoyait ses troupes « mater » les Kurdes — et se mettait d'accord avec ses voisins pour exercer un droit de poursuite — tandis que la Turquie, présentée aujourd'hui comme exemplaire pour son aide humanitaire, bombardait, en 1986, les villages kurdes, poursuivant ses représailles en territoire irakien. Aujourd'hui, l'Irak profite du cessez-le-feu avec l'Iran pour tenter d'écraser la résistance kurde en Irak, alors que cette population forme le quart des habitants de l'Irak.

Les armes chimiques employées ont été livrées — à un pays en guerre ! — par des pays (très civilisés !) tel que la RFA ou la Suisse. Après cela, l'Europe peut bien verser des larmes de crocodile sur le sort des Kurdes, ses polices n'en continueront pas moins à organiser la traque des réfugiés, sous prétexte de terrorisme, comme en RFA où douze membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, implanté dans la partie « turque ») viennent d'être arrêtés.

D'ailleurs, le *Canard enchaîné* révélait, voici quelques mois, que le commandement de l'OTAN avait évoqué le problème kurde pour reprocher à ses collègues d'Ankara de ne pas avoir su en finir avec la résistance.

Les Kurdes ont montré leur capacité à répondre aux méthodes barbares. Les événements montrent que les gouvernements concernés sont prêts à aller très loin dans cette voie pour ne plus subir les remontrances des états-majors impérialistes.

Gilles Decours

accounts of the alleged chemical attacks against the Kurds to paint a graphic narrative.

"As described by the villagers, the bombs that fell on the morning of Aug. 25 did not produce a loud explosion," the report said.

"Only a weak sound could be heard and then a yellowish cloud spread out from the center of the explosion and became a thin mist. The air became mixed with a mixture of smells — 'bad garlic,' 'rotten onions,' and 'bad apples.'

"Those who were very close to the bombs died instantly," the report said. "Those who did not die instantly found it difficult to breathe and began to vomit. The gas stung the eyes, skin and lungs of the villagers exposed to it. Many suffered temporary blindness.

"After the bombs exploded, many villagers ran and submerged their faces in nearby streams to escape the spreading gas. Many of those who made it to the streams survived. Those who could not run from the growing smell, mostly the very old and the very young, died.

"The survivors who saw the dead reported that blood could be seen trickling out of the mouths of some of the bodies," the report said. "A yellowish fluid could also be seen oozing out of the noses and mouths of some of the dead."

GAZETTE TELEGRAPH

20.09.88 TRIBUNE JUIVE

Iraq plans to relocate Kurds from mountain habitat

By Bernard Besserglik
AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGHDAD, Iraq — Iraq has embarked on a massive program to uproot and relocate hundreds of thousands of Kurds in a bid to end the bloody Kurdish rebellion once and for all.

An Iraqi official told journalists during a weekend tour of the northern border region that Kurds who have lived for years in mountains along the frontier with Turkey

and Iran are being relocated in special complexes near major towns.

In the northern Iraqi province of Dohuk, about 200 Kurdish villages have been razed over the last two years and their inhabitants resettled elsewhere, the province's governor, Namouk Raqib Sorgi, said.

Journalists flying over the mountainous region toward the Iranian and Syrian borders saw that most of the Kurdish villages had been reduced to rubble in what appeared to have been a scorched-earth policy.

The reporters could neither confirm nor refute allegations that the

army had used chemical weapons against the Kurdish rebels.

But a major campaign to relocate the Kurdish population was evident.

Mr. Sorgi said "a general decision" to destroy small villages was taken by Baghdad "several years ago."

Government resettlement efforts appeared to have focused on a 125-mile band along the Turkish border, extending about 60 miles into Iraqi territory, and a similar 60-mile-long strip along the Iranian frontier.

In Dohuk province, Mr. Sorgi said the people were moved to new centers offering electricity, hospitals and schools. The new population centers will serve between 2,000 and 3,000 people each, he said, adding that some of the larger Kurdish towns in the region would not be touched.

He said Kurds who suffered financially from the transfer would be compensated for their losses and given land and help to build homes.

"The only ones who are not in favor of this program are the terrorists," Mr. Sorgi claimed, meaning the Kurdish rebels who have fought a

campaign for greater autonomy in northern Iraq for decades.

The removal of the villages could make it difficult for Massoud Barzani and Jalal Talabani, the two main Kurdish opposition leaders, to recruit new partisans.

Analysts believe the resettlement of Kurdish families began as early as 1980 and was accelerated after the outbreak of the war with Iran in September of that year, as Mr. Barzani and Mr. Talabani entered into an alliance with Teheran.

Last Thursday Defense Minister Adanae Khairallah confirmed that the army had moved populations from the frontier areas. Arabs as well as Kurds were displaced, he said, to create a "cordon sanitaire" about six miles wide.

On Friday journalists were taken to Qadissiya, one of the new villages, near the town of Suleimaniyah, in the eastern part of Iraqi Kurdistan.

Villagers chanted praises to President Saddam Hussein.

2.09.88

Senate report says Iraq used poison gas on Kurds

Washington

Indiscriminate Iraqi poison gas attacks against Kurdish villages are part of a plan to depopulate Iraq's Kurdish area that may have killed hundreds of thousands of people, a Senate report said yesterday.

The report was written by two staff members of the Foreign Relations Committee, Peter Galbraith and Christopher Van Hollen, who spent four days along the Turkey-Iraq border talking to hundreds of Kurdish refugees and local authorities. The report backs US government charges that Iraq has used chemical weapons against the Kurds.

THE CHRISTIAN
SCIENCE MONITOR

THURSDAY, SEPTEMBER
22, 1988

20.09.88

Iran reports Iraqi Kurds arriving to seek asylum

Nicosia, Cyprus

Tehran said Monday that 2,400 Iraqi Kurds seeking political asylum had come to Iran from Turkey, joining 19,000 others who fled earlier from Iraq.

The Iranian news agency IRNA said Iran's ambassador to Turkey, Manouchehr Motakki, said Tehran had granted them asylum.

IRNA, received in Cyprus, said this was because Turkey had asked other countries to help absorb some of the 60,000 Kurds who had fled there after alleging that Iraqi forces were using poison gas against them.

THE CHRISTIAN
SCIENCE MONITOR

TUESDAY, SEPTEMBER

22.09.88 POLITIS

Kurdistan

L'Iran après

l'Irak

L'armée iranienne serait en train de préparer une offensive contre les Kurdes vivant en territoire iranien dont la plupart, avec le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, se sont battus aux côtés de l'Irak contre Téhéran. Les armées des deux belligérants ne resteront décidément pas très longtemps désœuvrées. Quant à la Turquie, où plusieurs dizaines de milliers de Kurdes iraniens ont dû venir se réfugier, son gouvernement nie qu'il ait été fait usage d'armes chimiques contre ces derniers. Il a, en même temps, refusé l'éventuel envoi d'une mission d'enquête par l'ONU.

03.09.88 LIBÉRATION

TURQUIE

Cent mille réfugiés kurdes d'Irak sous bonne garde

Fuyant une nouvelle offensive de l'armée irakienne au Kurdistan, où des armes chimiques auraient de nouveau été employées, des dizaines de milliers de civils kurdes se pressent en Turquie. Un asile précaire, octroyé du bout des lèvres par Ankara, également confronté à une guérilla kurde.

Cent mille Kurdes irakiens ont déjà franchi la frontière au nord du pays pour trouver refuge en Turquie, dans le département d'Hakkari, entre les provinces de Hulusere et de Cukurca. Ce secteur, fief traditionnel de la guérilla kurde, est étroitement surveillé par l'armée et la gendarmerie turques. Le Croissant Rouge turc a envoyé jeudi 4000 tentes et une tonne de médicaments.

Le manque d'eau potable et de produits alimentaires risque d'aggraver la situation des réfugiés qui, sous une chaleur torride (40° à l'ombre), sont hébergés sous des tentes ou, plus souvent, chez des habitants du secteur. Vingt-six centres ambulants d'alimentation ont été mis en place et, selon les informations de la préfecture de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), les Peshmergas (maquisards kurdes) qui ont franchi la frontière ont déposé 1450 pièces d'armes, dont des fusils et des lance-roquettes.

Les autorités turques, après avoir tergiversé — la frontière ne s'est ouverte que lundi dernier —, ont finalement accepté « pour raisons humanitaires » d'accueillir provisoirement ces civils qui subissent depuis le 28 août l'assaut de l'armée irakienne accusée, une fois encore, d'avoir utilisé à plusieurs reprises des armes chimiques. Parmi les réfugiés accueillis ces derniers jours dans des camps montés à la hâte en territoire turc, plusieurs centaines de « grands brûlés » confirment que les gaz toxiques, qui avaient déjà fait 4000 morts dans le seul village de Halabja (nord-est irakien) en mars dernier, sont à nouveau lancés par l'aviation irakienne pour préparer le ratissage systématique de la région par plusieurs milliers de soldats de l'armée de terre.

Selon le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, allié de l'Iran), 60000 soldats irakiens seraient engagés dans les combats qui se poursuivaient hier encore dans les régions proches de la Turquie. Selon le PDK, l'offensive a été déclenchée le 29 août dans les provinces de Dahuk et d'Erbil, et les bombardements systématiques dans les environs de Zakho, à deux pas de la Turquie, auraient fait plusieurs milliers de morts.

Sous une chaleur torride, les réfugiés manquent d'eau potable et de vivres.



normalisation des relations entre les deux capitales est en bonne voie.

Après les cinq jours de négociations à Pékin entre Soviétiques et Chinois sur le conflit cambodgien, les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Edouard Chevardnadze et Qian Qichen, poursuivront les discussions sur ce dossier à New York, à la fin du mois, lors de l'Assemblée générale des Nations unies. Avant de quitter, vendredi, la capitale chinoise, le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, Igor Rogatchev, a estimé que ses entretiens avec son homologue chinois Tian Zengpei avaient permis de trouver « davantage de points communs » sur ce délicat problème et « va certainement donner une impulsion à la normalisation des relations entre l'URSS et la Chine ».

« Il y aura un retrait total des troupes vietnamiennes et nous espérons que ce sera l'an prochain », a-t-il ajouté, laissant ainsi entendre que Hanoi était déjà d'accord. « Nous avons eu des négociations très intensives » avec les Chinois, a-t-il ajouté, précisant que les « journées de travail ont parfois duré quinze ou seize heures ». Le négociateur chinois s'est également montré plutôt optimiste, en déclarant que les Soviétiques avaient convenu de la nécessité d'un retrait

rapide de toutes les troupes vietnamiennes du Cambodge.

Les quelque 120000 soldats vietnamiens qui occupent le Cambodge constituent pour Pékin le dernier obstacle majeur à une normalisation complète avec Moscou. L'homme fort de la Chine, Deng Xiaoping, a offert plusieurs fois de rencontrer le chef du Kremlin, Mikhail Gorbatchev — ce qui serait le premier sommet sino-soviétique depuis presque trente ans — si l'URSS acceptait de faire pression sur Hanoi pour un retrait de ses troupes. Les Chinois ne doutent plus guère, aujourd'hui, de l'existence de pressions soviétiques sur le Vietnam, Moscou ne pouvant cependant pas l'admettre en public sans risquer de s'aliéner son allié.

La Chine, indiquent ces mêmes sources, a profité de ces discussions pour demander à l'URSS un retrait total des troupes vietnamiennes d'ici à neuf mois au maximum. Pékin a fait valoir que l'URSS s'était engagée, en mai, sur un retrait de ses propres troupes d'Afghanistan en neuf mois et qu'il n'y avait pas de raison pour que le Vietnam n'en fasse pas autant au Cambodge.

D'après AFP



**amnesty
international**

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

**URGENT
ACTION**

AI.Index: IRAQ: Deliberate killings of unarmed Kurdish civilians

MDE 14/06/88

Distr: UA/SC

2 September 1988

EXTERNAL (for
general
distribution)

UA 233/88

=====

Amnesty International has received reports that hundreds of unarmed Kurdish civilians, including women and children, have been the victims of deliberate killings and thousands of others wounded in August 1988 as a result of military attacks by Iraqi government forces on Kurdish villages in northern Iraq. Amnesty International believes that these killings are part of a systematic and deliberate policy on the part of the Government of Iraq to eliminate large numbers of Kurdish civilians, both as punishment for their imputed political sympathies and in retaliation for the activities of opposition forces.

According to information received by Amnesty International, thousands of Iraqi troops have launched military attacks using tanks, helicopter gunships, artillery and chemical weapons on hundreds of Kurdish villages in the so-called "liberated zone" of northern Iraq. Among the areas principally affected by the attacks are the Zakho, Amadiyya, Bamarni and Sersenk regions of Duhok province, Shaikhan and Atrush in the province of Mosul, and Sherwan, Sidakan and Balisan in the province of Arbil. The majority of the victims are reported to be unarmed civilians, including women and children. Tens of thousands of Iraqi troops are said to be currently deployed in northern Iraq, including units of the Presidential Guards and army troops redeployed in recent weeks from the Iraqi-Iranian war front. This latest offensive is said to have been launched since mid-July 1988 following the Iranian Government's announcement of its acceptance of a cease-fire in its conflict with Iraq in accordance with United Nations Security Council Resolution 598 of 20 July 1987.

Thousands of villagers fled the affected areas to seek refuge in Turkey in the month of August 1988. On 31 August, the Turkish authorities confirmed that temporary refuge on humanitarian grounds has been granted to some 57,000 Kurds who crossed the border into Turkey at the end of August, many of them reportedly suffering from burns and other injuries inflicted during the attacks. However, thousands of others, perhaps as many as 50,000, are reported to be still assembled in the northern border areas of Iraq, awaiting permission to enter Turkey. A number of these wounded civilians, who include whole families, have allegedly died due to the absence of medical treatment.

Amnesty International yesterday, 1 September, welcomed the Turkish authorities' decision to grant temporary refuge to some 57,000 Kurdish civilians. The organization appealed to the Turkish authorities to grant similar refuge to other Kurdish civilians currently fleeing from Iraq. It stated that, in view of the marked deterioration in the human rights situation in Iraq in the past month, such persons would be at further risk of human rights abuses should they remain in their country. Amnesty International also sought assurances from the Turkish authorities that those civilians who are granted refuge in Turkey are protected from the subsequent risks of forcible return to Iraq, and that those affected by the attacks receive prompt medical attention.

Telephone 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Amnesty International is an independent worldwide movement working for the international protection of human rights. It seeks the *release* of men and women detained anywhere because of their beliefs, colour, sex, ethnic origin, language or religious creed, provided they have not used or advocated violence. These are termed *prisoners of conscience*. It works for *fair and prompt trials* for all political prisoners and works on behalf of such people detained without charge or trial. It opposes the *death penalty* and *torture* or other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment of all prisoners.



COMMUNIQUE
=====

ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DU 1^{er} JUILLET 1901

Les persécutions dont sont actuellement victimes les communautés kurdes ne datent pas d'hier ; elles s'inscrivent dans une longue histoire au cours de laquelle ce groupement de plus de 20 millions d'hommes, répartis dans cinq pays du Moyen Orient (Turquie, Iran Irak, Syrie, URSS), a vainement essayé de faire admettre son entité ethnique et culturelle, voire politique et territoriale. De telles prétentions ont tour à tour été combattues par chacun des pays concernés, les alliances éventuelles avec telle ou telle partie, dans le cadre d'un conflit dont les kurdes devenaient partie prenante, ne survivant pas à l'extinction des hostilités. Tous ces affrontements ont eu pour autre constante de rester confinés à l'intérieur des frontières, en dehors de toute implication sur l'échiquier international, expliquant par là même qu'ils n'aient eu jusqu'ici qu'un retentissement confidentiel.

MEDECINS DU MONDE est présent sans interruption au Kurdistan irakien depuis plus de quatre ans pour aider aux évacuations sanitaires et faire fonctionner, en collaboration avec l'A.M.I., un hôpital chirurgical de 28 lits. Notre association a donc pu observer les multiples exactions dont les Kurdes de tous bords ont été victimes avant, pendant et après le bombardement d'Halabja qui les a fait connaître au monde. L'un de nous, le Docteur Bernard BENEDETTI, revient de Turquie où il a été le premier observateur médical étranger à pouvoir examiner, sur la frontière irakienne, ces milliers de réfugiés qu'ont fait fuir la menace ou la survenue de bombardements à l'arme chimique.

Cette position d'observateurs et d'acteurs privilégiés commande à MEDECINS DU MONDE de poursuivre et d'intensifier son action particulière en faveur de la communauté kurde : il importe que celle-ci ne fasse pas les frais, comme si souvent dans son histoire, de l'accord de paix qui est en train de se négocier entre les deux belligérants. C'est pourquoi notre association demande :

- 1) dans l'immédiat, comme elle l'a déjà fait :
 - qu'une commission internationale d'experts fasse toute la lumière sur l'utilisation des armes chimiques au Kurdistan,
 - qu'une aide médicale internationale, à laquelle nous participerons, soit dépêchée en Turquie, pour venir en aide aux réfugiés kurdes.
- 2) à plus long terme, que notre implantation au Kurdistan irakien soit placée sous le contrôle des Nations-Unies afin que, en dehors de tout sectarisme, nous puissions continuer à exercer auprès du peuple kurde notre devoir de médecins.



023126171+

249 1050 /1999/
UNATIONS NYK

MEDMOND 216213F

ATT SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES
M. PEREZ DE CUELLAR

DELEGUE DE MEDECINS DU MONDE SUR LA FRONTIERE TURQUO IRAKIENNE
CONSTATE LE 2 SEPTEMBRE 1988 QUE L'ARMEE IRAKIENNE INTERDIT LE
PASSAGE DES REFUGIES KURDES VERS LE TERRITOIRE TURQUE OU LE
GOUVERNEMENT DE CET ETAT A DEJA ACCUEILLI DANS DE BONNES CONDITIONS
HUMANITAIRES 50.000 REFUGIES.

LES NOMBREUX TEMOIGNAGES RECEUILLIS AUPRES DE CES REFUGIES NE LAISSE
AUCUN DOUTE SUR LA VIOLENCE DE LA REPRESSION DE L'ARMEE IRAKIENNE.
JE VOUS DEMANDE INSTAMMENT, AU NOM DE MON ORGANISATION, DANS LE
SOUCI DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DANS UN APOLITISME
TOTAL D'INTERVENIR AUPRES DU GOUVERNEMENT IRAKIEN AFIN QUE NE SOIENT
PAS EXTERMINES DES MILLIERS DE FEMMES ET D'ENFANTS.

DOCTEUR BERNARD BENEDETTI
CUKURCA TURQUIE

UNATIONS NYK

MEDMOND 216213F



ASSOCIATION REGIE PAR LA LOI DU 1^{er} JUILLET 1901

060742099+

249 1144 /1999/

42099 BASB TR

MEDMOND 216213F

BASBAKAN TURGUT OZAL

DELEGUE MEDECINS DU MONDE DANS LE TERRITOIRE FRONTALIER TURQUO-
IRAKIEN CONSTATE AVEC SATISFACTION LES BONNES CONDITIONS HUMANITAIRES
DANS LESQUELLES ONT ETE ACCUEILLIS PAR LES AUTORITES CIVILES ET
MILITAIRES DES DIZAINES DE MILLIERS DE REFUGIES KURDES FUYANT L'IRAK.

VOUS SUIS RECONNAISSANT DES FACILITES DE CIRCULATION QUI M'ONT ETE
OFFERTES POUR ACCEDER AUX ZONES D'OPERATION.

MON ORGANISATION EST DISPOSEE A VOUS APPORTER DANS UN DELAI
EXTREMEMENT RAPIDE, EQUIPE MEDICALE SPECIALISEE ET EQUIPEMENT ADAPTE
AFIN DE VOUS AIDER A ASSURER LE MEILLEUR ENVIRONNEMENT SANITAIRE
POSSIBLE DANS CES CAMPS D'ACCUEIL PROVISoire.

DOCTEUR BENEDETTI / MEDECINS DU MONDE
CUKURCA TURQUIE

42099 BASB TR

MEDMOND 216213F

THE DAILY TELEGRAPH 06.09.88

Fear and agony as Kurds flee toxic onslaught

By Patrick Bishop at Uzundere
on the Turkish-Iraqi border

THE SKIN of the old man's hands should have been brown, but it had been turned a mottled white. His forearms and his face were covered with dark red blisters and scabs. "There were thousands of Iraqi soldiers attacking our base," he said.

"I saw a cloud, and there was a smell of apples. Then I lost consciousness. Now I feel as if the meat and muscle is coming off my bones."

Mohammed Hussein is one of 10,000 Kurdish separatist Pesh Merga fighters and their families now camped in Uzundere, a straggling village of stone houses strung along a steep valley in the inaccessible mountains just inside the Turkish-Iraqi border.

He has the classic symptoms of a victim of the chemical weapons that President Hussein's army has been using against the Kurdish population of northern Iraq.

He was carried for 20 days by his companions from the scene of the attack at Lakh Onoc, the main guerrilla base of the separatist Kurdish Democratic party.

Almost every one of the refugees I spoke to in the village had stories of chemical bombs.

A Kurdish doctor, Yussuf Hamed, 27, described repeated attacks he had witnessed in the Dohuk region on the Iraqi side of the border.

"I have seen more than 200 people dead from chemical weapons," he said. "Some of them died while I was treating them."

"The Iraqis were using powder, solids and gas. In one village in Dohuk, I treated three people who had been affected by nerve gas. They were suffering from hallucinations."

"They couldn't walk straight, they were vomiting continuously and they had severe spasms of the face and body. I gave them medicine, but they died."

"My eyes feel as if they are coming out," said one Pesh Merga, dressed in the characteristic Kurdish uniform of khaki fatigues, baggy pants and checkered head-dress.

Whatever the extent of the use of chemical weapons, it is clear that they have had the desired effect — terrifying the population.

At least 3,000 of the refugees in Uzundere are able-bodied



males, actual or potential fighters against the regime. Most of them explained their presence as family duty. "We could not leave our families behind," said one.

But it is clear that many have done. Several spoke of having to abandon women and children in the rush to escape.

Both Dr Hamed and Mohammed Hussein said that fear of poison gas was the reason they fled. "We did not retreat from the fighting but we retreated from the chemicals," said the doctor.

The refugees in Uzundere were yesterday camped out under trees and stretched blankets waiting to be moved farther inside Turkey to tent camps set up by the Turkish government.

I saw convoys of Pesh Mergas and their families crowded into the back of dumper trucks, moving through the dusk from the border town of Cukurca towards their new temporary homes.

At the moment, they are still too numbed by their experiences and too relieved to be away from the fighting, the sound of which can still be heard sporadically drifting across the border, to care too much about the immediate future.

The prospect of being moved into Iran as the Teheran government has suggested seems a bleak alternative to even their present plight.

Iraqis Protest U.S. Vote

Thousands March In Baghdad Over Bill on Gas Use

The Associated Press

BAGHDAD — Tens of thousands of Iraqis marched past the U.S. Embassy here Sunday to denounce a U.S. Senate vote to impose sanctions on Baghdad for alleged use of chemical weapons.

"Long live Saddam Hussein," the crowds chanted in Arabic, referring to the president of Iraq. Then, prompted by a man on a platform opposite the embassy, they shouted in English: "U.S.A., Shame, Shame."

The officially organized march brought some of the sharpest Iraqi criticism of the United States since

Defense experts say West Europe is passive on Iraq's alleged use of chemical weapons. Page 4.

relations were restored in 1984. The United States and Iraq had broken relations after the 1967 Middle East war.

The U.S. Senate voted Friday to impose economic sanctions against Iraq a day after Secretary of State George P. Shultz said that Iraq had used chemical weapons against its Kurdish minority. Iraq denied the U.S. accusations.

The use of chemical weapons is outlawed under the 1925 Geneva Protocol on Gas Warfare.

Well before the latest Iraqi assault on the Kurds, a number of United Nations investigations concluded that Iraq — and to a lesser extent, Iran — had engaged in chemical warfare since 1984.

The Senate measure would have to be approved by the U.S. House of Representatives and signed by President Ronald Reagan before taking effect.

The bill was designed in part to make it difficult for Iraq to obtain international credits to pay off its estimated \$60 billion war debt.

The protesters marched past the heavily guarded embassy at a rate of 10,000 an hour, and officials said the procession would continue into the night.

Despite anti-American slogans, the crowd was orderly as it responded to directions called through loudspeakers by members of the governing Arab Ba'ath Socialist Party.

There was extensive security and no apparent threat to the embassy.

A ranking U.S. diplomat stood on the sidewalk a few feet from the marchers and watched them move

See IRAQ,

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE 19.09.88

IRAQ: U.S. Bill Spurs Mass March

Continued from page

by. The protesters dispersed a few kilometers away.

Mr. Hussein said in a statement Sunday that the U.S. Senate was seeking "to divert the attention of the international media from the uprising in the occupied territories."

Palestinians in the West Bank and Gaza Strip have been rioting since Dec. 8 against Israeli military occupation.

Kurdish rebels say as many as 60,000 Iraqi troops attacked their northern mountain strongholds, following an Aug. 20 cease-fire with Iran in the Gulf War.

One rebel group said 2,000 Kurdish civilians were killed and 5,000 wounded, many in chemical

weapon attacks.

Mr. Hussein said, however, that Iraqi clashes with Kurdish "insurgents" lasted at most two days and that no major battles had occurred.

He said tens of thousands of Kurds who fled Iraq had been forced out by rebels

Attacks Are 'Finished'

Clyde Haberman of The New York Times reported from Ankara:

The Iraqi military campaign against its Kurdish minority has ended, and its forces control northern regions formerly considered rebel bastions, according to a senior official in the Turkish Foreign Ministry.

"There may be isolated military operations here and there," the official said Saturday, "but overall

it's finished."

He added that Iraqi troops, who closed the frontier to Kurds seeking to flee to Turkey, "would like to retain control of the area and show that they mean business."

Western diplomats said they were less convinced that the offensive had ended. But they said that they could no longer hear gunfire across the Turkish-Iraqi border.

Diplomats and journalists who visited the area in recent days reported that Iraqi soldiers at the frontier were in a relaxed mood.

The Iraqi offensive prompted Kurdish guerrillas and civilians near the border to flee into southeastern Turkey, where about 60,000 of them are now sheltered.

Diplomats said that, because Iraq likely would not allow access to its northern areas, the number of people who died there may never be known.

HERALD TRIBUNE 14.09.88

GENERAL NEWS

UN Is Asked to Check Reports on Kurds

By Paul Lewis

New York Times Service

WASHINGTON — The United States and several of its allies have asked the secretary-general of the United Nations to send an investigative team to Iraq to determine whether the armed forces there used poison gas against Kurdish guerrillas, diplomats said.

The request on Monday to Javier Pérez de Cuéllar — from the United States, Britain, West Germany and Japan — seeks to have a UN team travel to northern Iraq to look for evidence of chemical warfare in the mountainous Kurdish regions and to Turkey, where thousands of Kurdish refugees have fled the fighting.

Interviews with the refugees indicate that something unusual took place to cause the exodus of the Kurds, who have long resisted conventional military pressure. But although suspicion is strong, evidence of actual use of poison gas does not appear conclusive.

Nor is it clear whether Iraq, which denies the accusations, would allow such investigators to enter its territory. But the United Nations hopes to have a team ready by week's end that could be sent to the Kurdish camps in Turkey if Iraq refuses it entry.

Iraq's acting foreign minister, Saadoun Hammadi, was careful on his visit to Washington last week not to reject some kind of outside investigation, though he said that

military operations there must first be completed.

Western diplomats argue that it would be tantamount to an admission of guilt for Iraq to deny UN inspectors full access to its territory after it had dismissed the accusations as untrue. They point out, though, that Iraq might conceal evidence of gas use.

Such evidence usually consists of skin and lung burns, as well as fragments of shell and bomb casings contaminated by the chemicals they contained.

Since the cease-fire last month in its war against Iran, the Iraqi Army has reportedly mounted a major push against dissident Kurds in the north.

The Kurdish struggle for autonomy or independence from Iraq is decades old, and in recent years, the Iraqi Kurds have received help

from the Iranians, who have used them as a surrogate force against Iraq.

Thousands of Kurds have fled across the border into Turkey and Iran.

The Reagan administration, endorsing the Kurds' accusations of Iraqi use of chemical warfare, has said it has evidence of its own that Baghdad has been using poison gas in this latest attempt to crush the Kurdish rebels.

UN investigators have already concluded three times this year that Iraq used mustard gas and other chemical agents against Iran before

the cease-fire agreement. The most recent report described Iraq's use of such weapons as "intense and frequent."

The use of chemical and biological weapons in warfare was outlawed by the Geneva Protocol of 1925, although countries are still allowed to manufacture and store them as deterrents against attack.

Experts say that international law is unclear whether the prohibition also applies to military action within a country directed against dissident elements of its own population.

But the Reagan administration has made clear that it condemns the use of poison gas and other chemical weapons against the Kurds on moral and human-rights grounds.

Congress has also moved to impose economic sanctions against Iraq as a result of the allegations. A Senate bill approved last week would cut off trade credits worth about \$800 million, halt American exports of military and other sensitive equipment to Iraq, and require U.S. representatives to vote against new loans to Baghdad by the World Bank and other international lending agencies.

The House is expected to debate similar legislation later this week. Staffers say it is uncertain whether Congress will have time to enact any measure before it adjourns, probably early next month.

Supporters of sanctions say they would have a crippling effect on the economic life of a country that is

desperately struggling to pay a huge foreign debt incurred as a result of the Gulf War. Some estimates put it at \$60 billion.

In addition to American, British, West German and Japanese support for an investigation, Italy favored the initiative but was not represented at the meeting with the secretary-general, diplomats say, because its new UN representative has not yet been accredited.

France, a permanent member of the Security Council, said it supports the investigation, though it was one of Iraq's principal arms suppliers during the Gulf War

THE INDEPENDENT Tuesday 6 September 1988

10 FOREIGN NEWS***

Iraqi death threats halt Kurds' escape

THE IRAQI military is blocking the transfer of some of the 150,000 Kurdish refugees camped along the Turkish border to safer havens inside Turkey by threatening to kill any Turks who escort *peshmerga* fighters and their families along the border road, which twists at places into Iraq.

Sahobatin Harput, the governor of the provincial town of Hakkari, yesterday said that efforts to move the refugees from the exposed south-eastern border area to more secure resettlement camps, thereby reducing the possibility of Iraqi attacks, were practically at a standstill because of the Iraqi threats.

Villagers at the border said that Iraqi soldiers across the stream that divides the two countries had shouted warnings that they would die if they helped any *peshmerga* to safety. As a result, Turkish lorry drivers were refusing to drive refugees to camps further west and coach companies in the nearby city of Van were refusing to supply vehicles. The governor admitted that only 25 trucks had so far been found. "Things are moving very slowly," he said. "We are moving only about 500 people a day out of danger."

The Iraqis have been making incursions into Turkish territory over the past few days and there are unconfirmed reports that Iraqi and Turkish forces clashed at the border on Sunday.

Two thousand refugees have been moved eastwards to camps near Yuksekova on the Iranian border, but they have not yet received supplies or medical equipment from the Turkish Red Crescent. But there is no starvation and basic medical supplies are available.

A group of opposition MPs from the Social Democratic and Populist party on a fact-finding mission in the area have expressed concern that most of the refugees are still without shelter and will suffer badly as winter approaches. Yesterday it rained in a camp near here and refugees

From Tim Kelsey
in Yuksekova,
south-eastern Turkey

pressed concern that most of the refugees are still without shelter and will suffer badly as winter approaches. Yesterday it rained in a camp near here and refugees



Turkish commandos stand guard over a group of Kurds who gave up their guns after crossing into Turkey to escape Iraqi troops.

spent the night underneath bushes, trying to comfort their freezing and under-nourished children. The MPs support the

government's efforts to help but questioned why no international relief agencies had been approached for help. "This is an in-

ternational problem," said one of the MPs, Hikmet Cetin. "The government must ask for help in dealing with it. I don't know why they refuse to do so."

Reports reaching here from Iraq indicate that the problems facing the Kurds are becoming acute. Masoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic Party, which most of the refugees support, is said to be surrounded by Iraqi troops in the border area near the Turkish town of Semdinli. There are also rumours among the refugees that the Iraqi government has established "concentration camp" compounds near the border for any Kurds caught trying to flee.

Some refugees have formally applied for asylum in Turkey. Others have chosen to go to Iran. Turkish officials hope that most of them will ultimately choose to settle in Iran. They are stressing that the influx of Kurds poses a potential security risk to the

Turkish military, who are only in the south-east in force because of the presence of Turkish Kurdish guerrillas, the PKK. Tehran has said that it is prepared to accept all the refugees. Four thousand have so far travelled over the border into Iran, to be met by Iranian Revolutionary Guards in Semdinli.

For all the tension that the Kurds have created in this part of the country, one of the striking features remains the level of help they have received from the local people. Many of the population here have relatives in northern Iraq and the majority speak Kurdish as their mother tongue.

Everybody is concerned to find out exactly what is happening in northern Iraq. It was for that reason that the better part of the town of Hakkari crowded into the local cinema to hear the conclusion of the opposition MPs on the use of chemical weapons against the Kurds. The MPs said there was proof of their use. The local governor later went one step further. "A medical team," he said, "found two dead Kurds. They took parts of their bodies for an autopsy. There is no doubt that the Iraqis have been using chemical weapons."

US in a bind over Iraqi use of poison gas against Kurds

Goal to maintain ties while decrying chemical weapons

By E. A. Wayne
Staff writer of The Christian Science Monitor

Washington

The Reagan administration is walking a careful line on Iraq's alleged use of chemical weapons against Iraqi Kurds.

But it faces strong congressional pressure to slap tough sanctions on Baghdad immediately.

Since last Thursday, the administration has publicly and privately condemned Iraq's use of chemical weapons against its Kurdish population. United States officials say they have "incontrovertible evidence" of "massive use" of chemical nerve agents against Kurdish guerrillas and civilians in recent weeks.

Iraq "categorically" denies the charges, Iraq's minister of state for foreign affairs said Friday in Washington. Thousands of Iraqis paraded through Baghdad yesterday, denouncing the US bill. "No to intervention in our affairs," read one banner in both Arabic and English.

US officials say they hope to preserve US-Iraqi relations, while preventing further use of these weapons.

"We're not shutting the door on Iraq. That would be throwing the baby out with the bath water," says a ranking US official. "Nobody here supports the use of chemical weapons. We know the Iraqis have used them and may be disposed to use them again. But the best way to change a government is by having a relationship with it, not by walking away."

This official and others are alarmed by the Senate's unanimous passage of a very tough sanctions bill Friday. The bill would immediately cut off all US credit to Iraq, ban sales of sensitive technology and any US economic or military aid, bar the purchase of Iraqi oil, and require the US to oppose loans from international banks to Iraq.

The proposed sanctions could be waived by the President if he certifies that Iraq is not committing "genocide" against the Kurds and has given assurances it will not again use chemical weapons.

The bill's congressional sponsors say Iraq is committing a crime against humanity and the US must act boldly to stop it. Administration officials, however, worry that the bill is too much, too soon.

Please see IRAQ next page

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR 12.09.88

STAFF



About 60,000 Kurdish refugees have fled to Turkey during a military offensive in northern Iraq

MONDAY 5 SEPTEMBER 1988

The smell of mustard gas follows Kurds into refuge in Turkey

FOR A MOMENT, as he poured himself another drink, the Turkish general looked dismayed. "I can't believe it," he said over the field radio. "Tell B18 to go in but to fire over their heads." He looked across the valley to the Iraqi border and told his aide: "The Iraqis have come after the Kurds again."

We could see the Iraqi soldiers clambering down the mountainside towards the village, about half-way between the towns of Sirnak and Cukurca along Turkey's south-eastern border, and hear the crack of rifle fire. They wounded one member of the Kurdish nationalist group, Peshmerga, before

SUITE

the Turks arrived to chase them away. The 150,000 refugees in the area are mainly supporters of Masoud Bar-

From Tim Kelsey
in Cukurca, south-eastern Turkey

zani's paramilitary Kurdish Democratic Party (KDP). They and their families have been the victims of an attempt by Baghdad to end the Kurdish insurgency while it negotiates an end to the war with Iran in Geneva. They have crossed the mountains of north-west Iraq to take refuge in Turkey.

They can still hear the sounds of battle from their homeland. Occasionally, too, the smell of poison gas wafts across. At the local Turkish army headquarters an officer said he could often sense gas nearby. A soldier wondered aloud where the United Nations was in "the middle of this massacre". In a refugee camp 20 miles away, an army doctor waiting for supplies from Ankara described the tell-tale signs of mustard gas: severe conjunctivitis and terrible breathing problems. I saw some of the affected children who had arrived the day before from the Iraqi province of Zakho. They were silent and mournful. "You wonder," said the doctor, "how anybody could use such a weapon."

A Peshmerga guerrilla told us: "These bombs have destroyed everything. I truly believe that we are the only survivors. Our relatives have been forced to stay in Iraq."

Just over the border the Iraqis have erected road-blocks at which they shoot to kill. Yesterday it had become clear that what was a rush of refugees a few days before had dropped to a trickle. A committee member of the KDP said some guerrillas were still fighting. "We realised that the Iraqis were using chemicals when they came across pockets of strong resistance. We left a few men behind to keep the battle going and to appear weak so that no more bombs were dropped."

The Turks have been overwhelmed by the number of refugees. I counted 20 sites along the border, each holding between 5,000 and 10,000 refugees. In some places, like Cukurca, the Turks have been quick to bring in tents and food, but in more remote mountain areas the Kurds are relying on the charity of local people. All are nevertheless grateful for the Turks' efforts to help.

In the camp at Ortakoy, less than a mile from the border, the Peshmerga and their families, most of whom arrived two days ago, are waiting for tents. Many had travelled more than 100 miles. Hesnar, who had brought her seven children but had lost her guerrilla husband, moved during the day, stopping at night, as soon as the bombs began falling. She had brought with her an impressive collection of richly-coloured clothes and even a cot for her youngest son. In one sense, she was lucky. Many refugees have no idea what has happened to their families. "I have to go back to Iraq soon to find them," said one young guerrilla.

The Kurds are worried about the fu-

ture. Most know that the Turks will not let them stay indefinitely. They have done their best to make homes in the fields along the border: bushes are used for hanging out clothes, branches are temporary windbreaks, and everywhere is the sweet smell of burning wood as the women cook whatever they can find. There are rumours that they may go to Iran; that their leader, Mr

Barzani, may have sought sanctuary in Turkey (which none believes). They fear returning to Iraq. Above all, there is a sense of failure. "We are a people," said one man. "The Iraqis are trying to wipe us out and everybody fears they might succeed."

*Turks move refugees, page 11
Kurds' tragic history, page 21*

THE WASHINGTON TIMES 15.09.88

Kurds kill 140 Iraqis, renew gas accusation

By James M. Dorsey
THE WASHINGTON TIMES

Kurdish rebels killed 140 Iraqi troops in a surprise attack in northern Iraq and seized gas masks, protective clothing and weapons from them, a guerrilla spokesman said yesterday.

"All the fallen [Iraqi] soldiers in this battle were equipped with gas masks and protective clothing ... this is another indication of the Iraqi military's involvement in using gas in its operations in Kurdistan," the spokesman for the Kurdish Democratic Party (KDP) said.

He said 160 gas masks, light arms and ammunition had been seized in the fighting.

The spokesman said the rebels had ambushed the Iraqi 503rd Infantry Brigade in the Nero Rekan mountains near Amadiyah on the Turkish border on Sunday.

"As many as 140 soldiers were killed and their bodies were left on the battlefield," the spokesman said. He said two officers were among the dead.

Kurdish sources said the intensity of the fighting in northern Iraq had diminished in recent days. The spokesman said Iraqi advances had forced the rebels to reorganize. He said the guerrillas were now operating behind Iraqi lines.

The spokesman accused Iraq of trying to conceal evidence of the use of chemical weapons before foreign observers are admitted into northern Iraq where an estimated 4 million Kurds live.

Iraq has denied the use of chemical weapons, which are banned under a 1925 Geneva convention, in its 2-month-old campaign against the rebels who are demanding greater autonomy for the country's 4 million Kurds.

Turkish officials have said they have found no evidence of chemical weapons injuries among the 60,000

refugees who have fled to Turkey as a result of the fighting.

The State Department has said it has evidence that Iraq has used chemical weapons against the Kurds.

Iraqi sources said that some 50 foreign reporters were currently visiting areas where chemical weapons were allegedly used.

Stressing that Iraq has yet to officially respond to a request by U.N. Secretary-General Javier Perez de Cuellar that a team of specialists be allowed to investigate, the sources said it was unlikely that Baghdad would accede to it.

Mr. Perez de Cuellar made the request on behalf of the United States, Japan, Britain, Italy, West Germany, Norway, Sweden, Denmark, Finland and Iceland.

But State Department spokesman Charles Redman said yesterday that sanctions against Iraq proposed by the Senate in a bill on Friday were premature.

"We believe the sweeping sanctions in the ... legislation are premature. Our position has been that the impact of the sanctions should be analyzed carefully before they are adopted," Mr. Redman said.

The proposed sanctions would cut off \$800 million in U.S. credits and credit guarantees and exports of sensitive U.S. equipment to Iraq.

The legislation, which has not yet been taken up by the House, would also require U.S. representatives in international loan institutions to vote against all loans to heavily indebted Iraq and would bar U.S. imports of Iraqi oil and petroleum products.

The accusations concerning chemical weapons persuaded Iraq to withdraw its initial agreement to move the peace talks with Iran from Geneva to New York. The talks that began in Geneva Aug. 25 are scheduled to resume in New York Sept. 22.

Separatist leader pledges to continue campaign against Baghdad

Ozal decries Iraqi 'massacre' of Kurds

Mr Turgut Ozal, the Turkish Prime Minister, has for the first time described the Iraqi offensive against the Kurdish community in Iraq as a massacre.

At the same time, Mr Massud Barzani, a leader of the Iraqi Kurds, denied Turkish press reports that he intended to lay down his weapons and seek asylum in Turkey.

Mr Ozal was addressing an electoral gathering in the eastern town of Kars on Sunday night.

He described the Iraqi military campaign of recent weeks, which has caused more than 100,000 Kurds to seek refuge in Turkey as "a massacre of innocent people using every possible weapon".

The remark came after a build-up of tension along the frontier as Iraqi troops continued to threaten the refugees and Turkish military authorities pondered how to transport some of the Kurds westwards to more permanent accommodation near the town of Silopi.

The road from Hakkari to Silopi often passes border checkpoints near which Iraqi army units have been deployed. Private Turkish cars and military lorries have been stopped over the past two days while passing the checkpoints and their drivers questioned. The Iraqis threatened to shoot any passengers wearing Kurdish costume.

The plan yesterday was to make the refugees walk into the interior for several miles to by-pass the danger points.

Sixteen Turkish MPs belonging to the opposition Social Democratic Party ended a three-day tour of the region and asked that international help be requested for the refugees.

Some refugees spent Sunday night in the open in heavy rain because no tents or rainproof clothing had reached them, despite promises of aid from the Turkish Army.

There were also signs that Iraq was threatening Turkey with the cancellation of trade contracts if it protected the refugees.

Mr Ozal said in his televised speech on Sunday that his Government would not give in to economic pressure from

any source aimed at deflecting it from its path of providing humanitarian aid to the fleeing Kurds.

The plight of the Kurds, and medical evidence that some of them are victims of mustard gas, has shocked Turkish public opinion. Leading articles have expressed concern for Kurdish civilians apparently trapped by the Iraqi Army as it drives north towards Turkey.

Mr Abdulrahman Keskin, an opposition candidate in Hakkari, said that the local popularity of Mr Ozal's Motherland Party had soared since the Government opened the border to the refugees some 10 days ago.

Mr Barzani, one of two main leaders of the Iraqi Kurds, said yesterday that he intended to fight on.

He said that he and his party, the Kurdistan Democratic Party, were determined to remain "with our beleaguered people and to continue our struggle for the survival of our Kurdish people by all legitimate means".

Mr Barzani expressed gratitude to "those Turkish MPs who protested at the Iraqi Embassy in Ankara against the wanton use of chemical

weapons by the Iraqi military against our people".

Again yesterday, a spokesman for the Kurdistan Democratic Party asked the United Nations and human rights bodies to press Iraq for permission to visit 65 named villages in Iraqi Kurdistan to investigate the "horrific effects of chemical weapons on human beings and nature".

Mr Hoshiyar Zibari said that the alternative was for representatives to examine the wounded refugees in Turkey.

He said that 1,900 civilians had died and more than 5,000 had been injured by Sunday. More than 250 *peshmerga* guerrillas had also been killed.

He added that about 7,000 Iraqi troops had been killed or wounded by the Kurds since July 19, when the military offensive was launched by Iraq.

Mr Zibari said that although some of the party's bases had been overrun, the Iraqis were not in control of the entire length of the border with Turkey.

This assertion was confirmed by Turkish military

officers in the region.

● BAGHDAD: Iraq, saying that Iran had agreed to Gulf War peace talks only because it was beaten, put a huge amount of captured weaponry on show in a Baghdad suburb yesterday to mark what it said was the eighth anniversary of the start of the conflict (Reuter reports). On display were hundreds of tanks, armoured troop carriers, heavy artillery, mortars, vehicles and other equipment.

It repeated accusations that Tehran was procrastinating in the current UN-mediated talks. "We can safely say that the Iranian rulers alone are responsible for the stumbling and the recess of the Geneva peace negotiations," an editorial in *al-Thawra*, the newspaper of the ruling Baath party, said. The Iraqi Foreign Minister, Mr Tariq Aziz, said that the talks had been "stuck at square one" since they began on August 25. But the UN mediator, Mr Jan Eliasson, said on Sunday that he expected to make progress "bit by bit".

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE 21.09.88

Next Steps for Turkey

Turkey took on the unaccustomed role of championing human rights when it opened its borders to 60,000 desperate Kurds fleeing Iraq's army and poison gas. This courageous action by Prime Minister Turgut Ozal is sure to damage relations with Baghdad and spotlight Ankara's repression of Turkey's own large Kurdish minority. But the rest of the world has taken positive notice. If Turkey now means to be more attentive to other human rights issues, its chances for admission into the European Community will surely be improved.

To be sure, Turkey has come a long way from its late 1970s lawlessness, its early 1980s military regime and the repression that until only recently kept Plato's "Republic" out of university classrooms. Fragile democracy is growing steadier. Yet charges of brutality by the police and torture in the prisons still dog Turkish authorities. And Turkish Kurds are, as ever, denied the most fundamental forms of self-expression, their language and culture outlawed.

This last fact makes all the more notable the granting of safe haven to the Iraqi Kurds

(after initial reports that Turkey had forcibly transferred some refugees to Iran). Turkey may have had little choice, confronted with desperate people arriving by the tens of thousands. Still, the response went beyond bare necessity, perhaps reflecting sensitivity to Western human rights concerns.

Western countries have taken notice. The Turks have been commended in the U.S. Senate and praised by the Western diplomatic community in Ankara. Turkey, finding that it likes the approval, could stimulate more. Eagerness to get into the Community is already credited with spurring Turkish moves toward peace with Greece. Two other steps could also help. First, and most obviously, it could look toward lifting its repressive hold on its own Kurds. Second, it might at last acknowledge the massacre 70 years ago of Armenians in Turkey, opening the way for an honest examination of Turkey's relations with its minorities. A Turkey that can behave well toward Iraqi Kurds — and enjoy consequent international acclaim — might find that easier than it sounds.

— THE NEW YORK TIMES.

THE WASHINGTON TIMES 6.09.88

Kurds seek U.N. inspection of villages they say were gassed

By James M. Dorsey
THE WASHINGTON TIMES

Kurdish rebels in northern Iraq called on the United Nations yesterday to inspect 65 villages they charge have been destroyed in recent Iraqi attacks with chemical weapons, a rebel spokesman said.

Hoshair Zebari, a member of the central committee of the Kurdish Democratic Party, said the request was made in Geneva, where the United Nations is sponsoring peace talks between Iran and Iraq aimed at ending the 8-year-old Gulf War.

Iran has been the Kurds' main supporter, hoping the rebels would help overthrow Iraqi President Saddam Hussein.

Iraqi officials yesterday denied their country was employing chemical weapons — outlawed under a 1925 Geneva treaty — to suppress the Kurdish rebellion. Iraq's state-run news agency, INA, warned that Iraq would sue news organizations accusing it of using such weapons.

Rebel spokesmen conceded that

Iraq was making military progress, capturing a number of positions along the border with Turkey, but insisted that fierce fighting was continuing.

"We're facing a war of genocide by Saddam Hussein," Mr. Zebari charged. "He is turning Kurdistan into a wasteland, burning hundreds of villages, using poison gas on helpless civilians, killing them in the hundreds."

Turkish military sources said Iraqi forces since Saturday have been using artillery to pound the mostly deserted border regions of Herki and Uzumkurun in northern Iraq. Other Turkish officials said the influx of Kurds had ceased because Iraqi troops were blocking routes to Turkey.

"The way Iraqi forces are deployed, actual crossing has become impossible," Turkey's foreign minister, Mesut Yilmaz, said.

An estimated 100,000 Kurds have fled across the border into Turkey to escape the fighting.

Turkey yesterday moved an esti-

"We're facing a war of genocide by [Iraqi President] Saddam Hussein."

— Kurdish rebel Hoshair Zebari

mated 2,000 Kurds aboard 25 trucks from a refugee camp in the border town of Cukurca eastward toward Yuksekova to take them out of the range of Iraqi forces, Western observers said.

They said Iraqi troops had intercepted trucks carrying refugees from Cukurca westward along a road that marks a portion of the border between the two countries and had threatened to kill people after identifying them as Kurds.

Turkey defended its aid to the Kurds as humanitarian and said it hoped this would not damage relations between Baghdad and Ankara. "To see these relations in a pessimistic light on grounds of humanitarian and social aid would not be realistic,"

a Turkish Foreign Ministry statement said.

Describing most of the refugees as "terrorists," Iraq has demanded that they be returned rather than given shelter in Turkey.

The rebel spokesmen said the fighting was concentrated in the areas near the towns of Amadiyah and Sherwan, just south of the Iraqi border with Turkey.

"Our guerrillas are still engaged in fierce fighting inside Iraq to rescue the remaining population from severe Iraqi reprisals," a spokesman said.

Some 15,000 guerrillas supported by poorly armed mountain peasants are battling an estimated 60,000 Iraqi troops who are equipped with tanks, artillery, fighter bombers and helicopter gunships, Kurdish sources said.

The Kurdish spokesmen said the guerrillas were avoiding set-piece battles and instead were ambushing Iraqi military columns in coordinated hit-and-run attacks. Four Iraqi helicopter gunships had been shot

down in recent days, they claimed.

They said the rebels had killed or wounded 7,000 Iraqi soldiers since the fighting erupted on July 19, a day after Iran accepted U.N. Security Council Resolution 598 as a basis to halt the Gulf War hostilities against Iraq. The spokesmen put rebel casualties at 250 dead.

Another 2,000 civilians, including 1,300 found in a mass grave near Dohuk, also were killed in the fighting, the spokesmen said. They said 5,000 civilians had been wounded, many of whom were suffering the effects of poison gas.

Iraqi Minister of State for Foreign Affairs Saddoun Hamadi was expected to arrive in the United States early this week for talks in New York with U.N. officials and in Washington

with Secretary of State George Shultz, Iraqi officials said.

They said the talks would focus on the war with the Kurds and the stalled peace talks between Iran and Iraq.

The speaker of Iran's parliament and commander-in-chief of the armed forces, Hojatolislam Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, admitted this week that there was little support his country could still offer the Kurds.

"The only help we can offer is to protect refugees who come to Iran," Mr. Rafsanjani said.

Turkish press reports said Turkey hoped to send at least 40,000 of the Kurdish refugees to Iran, and Turkish military sources said that some 5,500 refugees had already left voluntarily for Iran.

The Kurds are a transnational people of some 20 million spread over Iran, Turkey, Syria, the Soviet Union and Iraq. The rebels are demanding a greater degree of autonomy for the four million Kurds in Iraq.

United States to make protest to Iraq over alleged use of chemical weapons

WASHINGTON (UPI-Kyodo). The United States plans to voice disapproval directly to Iraq about its reported use of chemical weapons against Kurdish civilians in a month-long military campaign to quell a rebellion by Kurd separatists, a State Department official said.

The official, an authoritative source who asked not to be identified, said the message will be conveyed by April Glaspie, the U.S. ambassador to Iraq, once the administration completes its collection of data about Iraq's apparent human rights abuses.

"Some expression of concern will absolutely be made," the official said late last week.

Kurdish leaders and refugees have accused Iraq of using chemical weapons against Kurdish civilians — massacring 1,800 men, women and children, destroying villages and deporting Kurds from the country since late July.

An Iraqi official, quoted Sunday in *The Washington Post*, denied his country had used chemical weapons this month.

"It has not been used and there is no necessity for using it," Iraqi Foreign Minister Tariq Aziz said.

Although the State Department refuses to confirm reports of chemical weaponry, two department officials gave credence to them in separate interviews.

"I think the reports are accurate," one official said.

"The reports are fairly convincing, very plausible," said the other.

A spokesman for Kurdish leader Massoud Barzani said 500 Kurds had been killed and at least 3,000 wounded by Iraqi chemical weapon attacks,



TURKISH COMMANDOS stand guard near Iraqi Kurds who handed over their guns after crossing the border into Turkey Saturday.

and another 1,300 killed and buried in a mass grave Aug. 28 near Dahuk.

A department official said the administration cannot confirm the accuracy of these figures.

Turkish Prime Minister Turgut Ozal has said 60,000

Kurds have fled the fighting into neighboring Turkey while the Kurdish spokesman has put the number at more than 100,000.

The uprising represents the latest in a series of rebellions staged by the Kurds, an ethnic group representing 20 percent of Iraq's 17 million people that has been seeking independence for 65 years.

Between 10,000 and 15,000 Kurds — supplied, financed and advised by neighboring Iran — have been fighting Iraqi troops from their oil-rich base in the north since the

Iran-Iraq war broke out eight years ago.

One diplomatic message under consideration by the State Department would remind Iraq that "they remain in need of world sympathy during their negotiations with Iran."

Iraq and Iran began a cease-fire Aug. 20 and have been engaged in peace talks aimed at ending the war.

"Other countries will be bringing pressure to bear on both Iran and Iraq to make concessions," the official said. "Both sides also will need reconstruction assistance to build up their economies and will need to be integrated into the world community."

The official would not say whether the United States is considering a threat to withhold such aid if Iraqi attacks continue.

06.09.88 INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

A Classic Case of Genocide, Yet the U.S. Merely Clucks

By William Safire

BRIDGEHAMPTON, New York — On the day the cease-fire began in the Iran-Iraq war, Saddam Hussein, dictator of Iraq, launched a new military offensive. This was for vengeance — to punish the Kurdish people living in northern Iraq who had dared to pursue their long struggle for autonomy during the dictator's war against Iran.

With his forces freed by the cease-fire, Saddam Hussein smashed the Kurds —

Iraq evidently sees a cease-fire as a time for bloodily crushing all those within its borders who strive for autonomy.

possibly with mustard gas, which he has reintroduced in modern warfare.

Ninety thousand Kurdish refugees are now huddled in tent cities along the Turkish border, with another 40,000 cut off from escape. This is a campaign of extermination aimed against an ethnic group that wants only to keep its own language and customs in *sarbasti* — freedom.

A classic example of genocide is under way, and the world does not give a damn.

Three men are alive today who can boast of having made a major contribution to world depopulation: Idi Amin of Africa, Pol Pot of Asia and Saddam Hussein of the Middle East.

The Iraqi trails the Asian in the number slaughtered only because his nuclear capability was curtailed by the Israelis; otherwise, he would surely have incinerated 5 million residents of Tehran. However, Saddam Hussein is still active, and with several million Kurds at his mercy, he may yet pass Pol Pot in megamurders.

The Iraqi dictator evidently sees a cease-fire as a time for getting even. He will one day turn his aggressive attention to President Hafez al-Assad of Syria, the only Arab leader to have helped Iran, but first he is intent on bloodily crushing all self-determination aspirations within his own borders.

For a millennium, Kurdistan has been a place but not a nation. Today the nearly 20 million Kurds live under three flags, in Iran, Iraq and Turkey, with some in Syria and the Soviet Union.

The Iranians supplied the Iraqi Kurds with arms to harass Saddam Hussein, and the Iraqi dictator armed the Iranian

Kurds to harass the ayatollah's army.

The Kurds, though split into factions and aware they were being used as pawns, saw the Iran-Iraq war as a chance to establish a kind of autonomy if not independence. But Iran-Iraq peace means retribution and death.

Let us marvel at the reaction: United Nations peacemakers in Geneva are concerned only with the interests of member nations, not with the lives of the Kurdish people or with the proliferation of poison gas. Not even a cluck of sympathy comes out of the UN secretary-general, who does not want to offend Baghdad or Tehran.

The United States, in its Reagan-era assertiveness, did manage to issue one small cluck. The State Department spokesperson has said that if the reports of mass exodus of refugees are true, then what is going on would be "a grave violation of international human rights."

How's that for taking action to stop slaughter of innocents? (Presumably a double-cluck, or even escalation to a loud *harrumph*, would cause America to lose influence with Saddam Hussein, whom Washington helped to wear down Iran; why waste an IOU?)

The Turks, who repress their own Kurdish minority (they call the Kurds "mountain Turks" and forbid the Kurdish language) are accepting some refugees from Saddam Hussein's wrath. That is something; not much, but at least not the turning-away we get from the totalitarian Arab world or the amoral Soviet Union.

The world's film crews are too comfortable in Israel's West Bank, covering a made-for-TV uprising of a new "people," to bother with the genocidal campaign against a well-defined ethnic

group that has been friendless through-

out modern history and does not yet understand the publicity business.

For television, inaccessibility is no excuse for ignoring the news; the ability of color cameras to bring home the horror of large-scale atrocities imposes a special responsibility on that medium to stake out murder scenes or get firsthand accounts from refugees.

What about the two candidates for leader of the free world? If ever questioned about stopping this killing, Michael Dukakis would propose mailing a stern postcard to the United Nations and George Bush might offer a little homily on evenhandedness.

The United States could stop the killing by (a) demanding a Security Council

investigation and linkage of human rights to the Geneva peacemaking, (b) bringing Kurdish refugees to America for testimony, (c) encouraging wider Turkish aid and (d) leaning on Iraq by threatening an early pullout of Gulf ships.

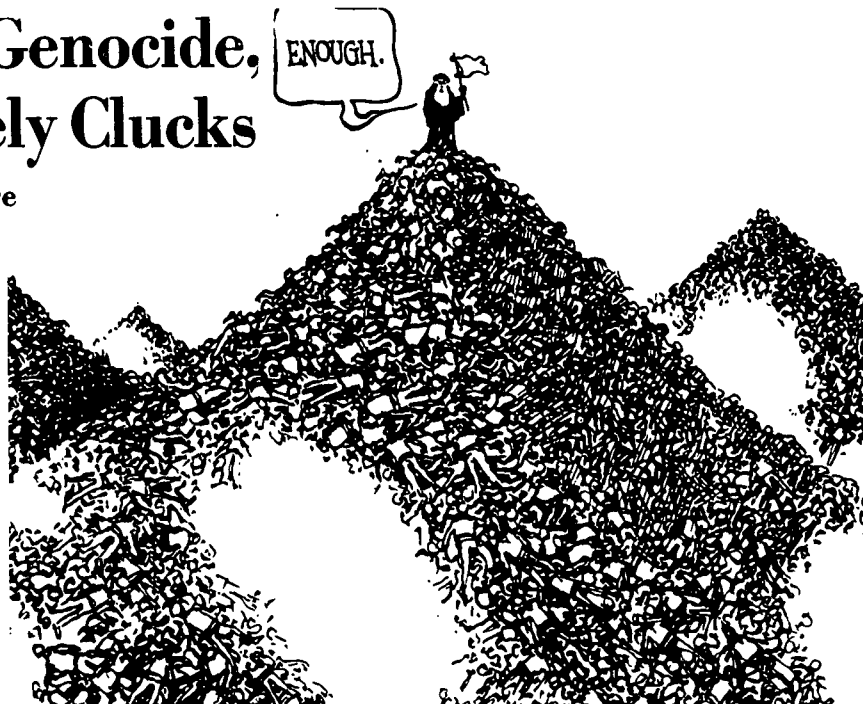
If this gets no results quickly, Washington can slip Stinger missiles to Massoud Barzani, who leads the Kurdish guerrillas in the hills, to bring down

the gassing gunships.

The Kurds say "*Pesh Merga*" — "Forward to Death." That is a slogan of defiance, but it has also been a de-

scription of their fate. People who want only peace and freedom deserve America's attention and support.

The New York Times.



San Jose Mercury News ■ Wednesday, Sept. 7, 1988 9B

Kurds targeted by brutal Iraq

By Vera Beaudin Saeedpour

FLUSHED with victory and satisfied that the international community will react with little more than rhetoric and reports, the government of Iraq waited only 24 hours after the cease-fire with Iran to mount a full-scale attack against a Kurdish population that once numbered 3.2 million in the north. The Iraqi aim is to finally "break the back" of the Kurdish forces who have struggled for decades to regain control over their homeland and their lives.

What the world is sitting by and allowing to happen is more than the final phase of a protracted guerrilla war: It is the last stage of a campaign of annihilation launched 25 years ago. Iraq's chemical attacks against the Kurdish town of Halabja last March convinced the government it could crush Kurdish resistance once and for all by destroying civilians with impunity.

In 1963 Iraq initiated the first phase of the campaign with an Arabization policy, forcibly removing Kurds from its oil-rich regions. The Kurds were simply carted away in lorries from their mountains to remote desert areas in the south.

In 1974 security belts were created running the length of Iraq's borders with Iran, Turkey and Syria. Some 20 million Kurds have lived under these four powers since their ancestral lands were divided up by the victorious Allied Powers at the end of World War I. Kurdish villagers were again driven out, their homes razed, the refugees herded into "strategic villages."

A new stage began in 1985 with the destruction of some 781 villages over a two-year period. Arab tribes were imported to take over the Kurdish lands.

The final stage to dispossess the Iraqi Kurds is now under way. Earlier this year, four Iraqi divisions, four battalions and two armored brigades attacked and destroyed more than 500 villages. The men were taken as prisoners of war, the women and children driven off to unknown destinations. Of some 5,000 villages extant in Iraqi Kurdistan in 1975, nearly 4,000 have now been destroyed.

Sporadic chemical attacks against Kurdish civilians were reported as early as 1984. They escalated in April of 1987, but only attracted the attention of the world community with the atrocity at Halabja in March. Thousands died. Scenes of the grim deaths were publicized the world over. Apprehension over the proliferation of chemical warfare moved even the most powerful nations to express revulsion.

But the victimization of Kurdish civilians and the endangerment of Kurdish survival never became the issue. Kurdish leader Jalal Talabani — granted a visa to visit American officials in the United States — warned that a genocide was under way in Iraqi Kurdistan. To no avail.

Now it has come to pass. Since Aug. 25, chemical attacks against civilian Kurdish villagers have been mounted daily. Some 60,000 Iraqi soldiers are fighting Kurdish guerrillas who are acting as a buffer between four Iraqi armies and the fleeing civilians. In less than one week, 100,000 Kurds, 85 percent of them women, children, elderly and wounded, have fled across the Turkish border. One hundred thousand to 150,000



Geoffrey Moss

more are trapped and in imminent danger inside Iraqi territory.

Turkey's Prime Minister Turgut Ozal has announced that his country will grant "conditioned temporary refuge for the fleeing Kurds," but this too is an uncertain fate. For most of the past 63 years, successive Turkish regimes have denied and punished any manifestation of the ethnic existence of millions of indigenous Kurds within their borders. Even now the Turkish prime minister and the Turkish press refer to the fleeing Kurds of Iraq not as Kurds but as Iraqi citizens.

To date the United Nations has done nothing to forestall the destruction of Iraqi Kurdistan. In its latest roll call vote, the U.N.'s Subcommittee on Human Rights called for human rights to be respected in Haiti, El Salvador, Guatemala, Albania, and Chile, but decided not to take any action on texts relating to the human rights situation in East Timor and Iraq.

Where is the nation, east or west, to demand an emergency meeting of the United Nations and an immediate cease-fire to stop this massacre? Why is the Muslim world sitting back in silence?

What none of the ethnic or racial groups that comprise these nations sees is that the Kurds — divided by borders they never made, dispossessed of their lands, denied their cultural heritage, endangered by heinous regimes at home and the silence of vested interests abroad — are infinitely closer to all of our histories than their remote homelands indicate.

Vera Beaudin Saeedpour, who directs the Kurdish program of Cultural Survival Harvard University's Peabody Museum, wrote this for Pacific News Service

FRANCE JOURNAL 8.09.88

Kürden misstrauen Amnestie der Regierung aus Bagdad

Die meisten der in der Türkei geflüchteten Kurden misstrauen dem von irakischer Regierung veröffentlichten Amnestieangebot. Sie wollen auf keinen Fall in ihre Heimat zurückkehren, aus der sie erst vor wenigen Tagen nach der militärischen Offensive gegen ihre Dörfer geflüchtet sind. In dem türkischen Auffanglager von Djarbakir, sind alle Befragten einig: Sie sehen in dem Angebot des « Revolutionären Führungsrates » lediglich eine Falle für die geflüchteten « Peshmerghas », wie die gegen das Regime in Bagdad kämpfenden kurdischen Rebellen genannt werden.

« Wir sind vor der Brutalität und der Gewalt der Regierung von Präsident Saddam Hussein geflohen, und er sitzt immer noch auf seinem Thron in Bagdad. Wir können ihm nicht trauen », erklärte der 43jährige Peshmergha Saleh Hadschi Hussein. Sein 37jähriger Freund Reza Pervari pflichtet ihm bei: « Wer garantiert uns, dass Hussein seine Meinung nicht wieder ändert, sind erstmal alle kurdischen Kämpfer in sein Land zurückgekehrt? Ein anderer Flüchtling glaubt, dass die Amnestie lediglich eine Falle sei mit dem Ziel, « den kurdischen Widerstand vollständig zu vernichten ». Die 40jährige Fato bewari hat die Folgen des letzten Amnestieerlasses vor zwei Jahren noch nicht vergessen. Damals, so erzählt sie, hätten 50 Peshmerghas des kleinen Dorfes Zaho, zehn Kilometer vor der

Grenze zur Türkei, freiwillig ihre Waffen niedergelegt. Nur zwei Tage später hatten ihre Familien vor den Leichen der 50 gestanden; sie seien erschossen worden.

Seine eigenen Schlüsse zieht der 25jährige Mustapha Chio aus den Berichten eines kurdischen Piratensenders, denen zufolge bei der irakischen Offensive bislang 15.000 Peshmerghas getötet, 2.000 Häuser zerstört und ganze Viehherden sowie fast die gesamte Ernte vernichtet worden sind: « Ist es nicht seltsam? Erst wollen sie uns vernichten, und dann verkünden sie eine Amnestie. Wir sind doch nicht dumm ». So einhellig die Flüchtlinge eine Rückkehr in ihre Heimat ablehnen mögen — auf die Frage nach ihrer Zukunft weiss niemand von ihnen eine Antwort.

Für die Kurden geht also der lange Kampf weiter. Der Irak jedenfalls fühlt sich wegen der wachsenden Kritik aus dem Ausland an seiner Offensive gegen die Kurden immer stärker in die Enge getrieben. Deshalb die Initiative Bagdads, eine Generalamnestie für alle einheimischen Kurden zu verkünden.

● Präsident Mitterrand hat gestern im Ministerrat seine Besorgnis ausgedrückt vor den von dem Irak angewandten Repressionsmitteln insbesondere chemischen Waffen, gegen die Kürden-Bevölkerungen. Wegen der freundschaftlichen Beziehungen zwischen Frankreich und dem Irak fühlt sich der Staatschef dazu berechtigt, seine Gefühle über die Ereignisse, welche gegen die Menschenrechte verstossen, zu äussern, wie es hiess.

Irak reagiert scharf auf Giftgas-Vorwurf der USA

TAGES-ANZEIGER
12.09.88

Mit einer Medienkampagne gegen die USA hat Irak auf den Vorwurf aus Washington reagiert, Giftgas gegen aufständische Kurden einzusetzen.

Bagdad. — In Bagdad haben am Sonntag mehrere tausend Iraker mit anti-amerikanischen Parolen demonstriert. Anlass war, dass der amerikanische Senat am Freitag Irak wegen Giftgaseinsätzen gegen die kurdische Minderheit verurteilt und für Wirtschaftssanktionen gegen Bagdad gestimmt hatte. Irak hat den Einsatz von Giftgas bestritten. « Keine Einmischung in unsere Angelegenheiten », hiess es auf einem von den Demonstranten mitgeführten Transparent.

In der Senatsentschliessung war von Völkermord an der kurdischen Minderheit in Nordirak die Rede. Sollten sich das Repräsentantenhaus und Präsident Ronald Reagan dem Votum anschliessen, verlöre Irak bereits zugesagte Kredite und Rüstungslieferungen im Wert von 800 Millionen Dollar. Die USA müssten sich in internationalen Gremien Krediten an das hoch verschuldete Land widersetzen und würden kein irakisches Öl mehr einführen.

Der demokratische Senator Claiborne Pell, Vorsitzender des Auswärtigen Aus-

schusses, sagte, an der irakisch-türkischen Grenze finde gegenwärtig ein Verbrechen « undenkbarer Ausmasses » statt. Es könne keinen Zweifel geben, dass die irakische Regierung mit diesem Feldzug die « Endlösung des Kurdenproblems » anstrebe.

Der irakische Staatschef Saddam Hussein veröffentlichte eine Erklärung, in der es hiess, der US-Senat wolle nur die Aufmerksamkeit der internationalen Medien von dem Aufstand in den israelisch besetzten Gebieten ablenken. Informationsminister Latif Nesef al- Assam bestritt dem US-Senat das Recht zur Kritik, da er das Vietnam-Engagement gebilligt habe. (AP/Reuter)

Golfgespräche: Wieder unterbrochen

Genf. — Die iranisch-irakischen Gespräche in Genf über eine Friedensregelung nach achtjährigem Krieg sind in der Nacht zum Sonntag nach knapp vierstündiger Dauer wieder unterbrochen worden, ohne dass ein Fortschritt erkennbar wurde. Die Gespräche am Samstag, deren Leitung der schwedische Uno-Sonderbeauftragte Jan Eliasson hatte, waren der erste Direktkontakt der Aussenminister Irans und Iraks seit mehr als zwei Wochen. (AP)

08.09.88 INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Facing Hussein's Butchery, America Tries Meekness

By Jim Hoagland

PARIS — Iraq is committing step-by-step genocide against the Kurdish people in the remote Zagros Mountains. The evidence is now so clear that the world cannot shrink from branding Iraq's actions with that horrible word and demanding an end to this calculated massacre.

The Iraqi version of genocide is being conducted in military operations stretched out over years and launched against the Kurds as opportunities permit. It does not have the maniacal pace or organization of Hitler's Germany or Pol Pot's Cambodia. But this must not lessen the horror, condemnation and forceful opposition that the world community and especially the Reagan administration must demonstrate if a similar tragedy is to be avoided.

Washington and the United Nations have responded with surprisingly mild rebukes as Iraq has taken advantage of the UN-sponsored cease-fire with Iran to intensify poison-gas attacks against Kurdish civilians, on a scale not known since World War I. More distressingly, the United States and other nations have taken no effective action to stop the slaughter of Kurdish civilians and the mass eviction of these Aryan tribal peoples from their mountain homes.

Such inactivity from an administration that supposedly has been building up U.S. influence and leverage in the Gulf is inexcusable. The United States spent \$200 million to place a naval shield for the past year around the shipping of Iraq's Arab allies in the war against Iran. The White House also accepted with indecent haste an Iraqi apology for the attack on the frigate Stark, which killed 37 American servicemen. In its

grudge match with Iran, the Reagan administration visibly tilted to Iraq's side, and at a high price.

But now Washington appears unable or unwilling to use the leverage it said it was obtaining to help the Kurds, or to push the Iraqis to drop the hard-line positions that have driven the Geneva negotiations on ending the Gulf War into deadlock.

Secretary of State George Shultz has given several recent speeches mixing eloquence with handwringing about the horrors of chemical weapons. When confronted with their open use by the Iraqi regime, which he has chosen to cultivate rather than confront, Mr. Shultz folds his cards. Other countries that would be tempted to use the "poor man's atomic bomb" can conclude from the Iraqi example that they will have to pay no price internationally for doing so.

An estimated 120,000 Kurds have fled into neighboring Turkey in the past week. One measure of the atrocities being committed against the Kurds is the public outrage being voiced by the leaders of Turkey, a Moslem country that places high value on its relations with Iraq and has a reputation for suppressing its own Kurds. Nonetheless, Prime Minister Turgut Ozal was quoted by the British Broadcasting Corp. as saying that "a massacre of innocent people" is occurring in Iraq.

Where are equivalent American statements that might signal a serious international action to halt the Iraqis? In the midst of the election campaign, the Reagan White House and the State Department appear to have other things on their agendas. State Department officials speak only of making "an expression of concern" to the Baghdad government.

Such meekness will provide no comfort or protection for the Kurds — Moslems who are racially distinct

from Iraq's Arab majority. While their periodic rebellions against Baghdad in this century have been suppressed with brutality, it was only 13 years ago that "a final solution" seems to have been adopted as the Iraqi option of choice for the troublesome Kurds.

In 1975, the shah of Iran signed a border agreement with Iraq and gave its ruler, Saddam Hussein, a free hand in Kurdistan rather than continue a costly frontier war. The United States went along with the shah, who had been funneling U.S.-supplied weapons to the rebel Kurdish army led by the legendary warrior Mullah Mustafa Barzani.

I was with Mr. Barzani in the Zagros when the end came that March. Anger and sorrow consumed him as he told me that he had risked everything because he had trusted the United States. He had expected betrayal by the shah; that was why he had insisted that America be deeply involved in supporting the rebellion from the beginning. In defeat, he asked for U.S. humanitarian help to prevent the destruction of his people.

But over the next year, the Iraqis faced no international opposition as they destroyed thousands of Kurdish villages and resettled as many of the Kurds in Arab-dominated regions as they could. After the Iran-Iraq war erupted in 1980, surviving Kurdish fighters threw in their lot with Tehran.

This time it was a truce with the ayatollahs that has enabled Iraq to have another go at removing the Kurds from their homeland, with the new wrinkle of poison gas thrown in. This time Saddam Hussein's intention of depopulating Kurdistan may be within his grasp.

It is unthinkable that he will benefit once again from official American indifference and/or impotence that will be justified in the name of maintaining influence in the Arab world.

The Washington Post.

09.09.88 LOS ANGELES

U.S. Says Iraqi Use of Poison Gas on Kurds Is 'Abhorrent'

Turks, Kurd Rebels Clash; 22 Die

DIYARBAKIR, Turkey — Twenty-two people have been killed in five separate clashes with Kurdish rebels in southeastern Turkey in the last three days, officials said Thursday.

The dead were 10 soldiers, three policemen, six village guards and three guerrillas of the banned Kurdish Workers Party (PKK), which is fighting for autonomy for Turkey's 8 million Kurds.

Three of the clashes took place near Uludere, 13 miles from the Iraqi border. About 60,000 Iraqi Kurdish rebels and civilians have fled across the frontier in the last month to escape a major offensive by the Baghdad government.

Turkish newspapers said that about 100 Iraqi-based PKK rebels are believed to have infiltrated across the border with the fleeing Iraqi Kurds.

More than 1,100 people have been killed in Turkey since the Kurdish group launched its latest guerrilla war for Kurdish autonomy in 1984.

By NORMAN KEMPSTER,
Times Staff Writer

WASHINGTON—Secretary of State George P. Shultz, in a stern lecture to a visiting high-level Iraqi official, said Thursday there is conclusive evidence that Iraq violated international law by using poison gas to rout Kurdish rebels in the remote northern part of the country.

State Department spokesman Charles Redman, briefing reporters on Shultz's meeting with Iraqi Minister of State Saddoun Hamadi, said Iraq's use of chemical weapons was "abhorrent and unjustifiable."

Redman declined to say whether Washington planned to take any action beyond the diplomatic protest.

Charge 'Absolutely Baseless'

"The use of chemical weapons is totally unjustifiable and unacceptable," Redman said. The rebuke was apparently the sharpest American criticism of Iraq since before the 1980 outbreak of the Iran-Iraq war in which the United States, despite its official neutrality, tilted toward Baghdad.

Shultz told Hamadi that the Administration "registers its disapproval in the most powerful way," according to a department official who attended the meeting.

Hamadi, talking to reporters at the State Department after the meeting, denied the use of poison gas.

"I told the secretary that the allegations [about] chemical weapons were absolutely baseless," Hamadi said. "This hasn't taken place at all."

Iraq has admitted using chemical weapons in the Persian Gulf War but maintains it was retaliating for Iranian gas attacks.

Washington complained previously about Iraqi use of chemical weapons against Iran but it always coupled that criticism with balanc-

ing attacks on Iranian policy. But the latest Reagan Administration statement contained no suggestion that the Kurds had done anything to provoke the Iraqi use of poison gas.

The latest Administration statement was expected to put a new chill on U.S.-Iraq relations.

On Capitol Hill, Sen. Claiborne Pell (D-R.I.) introduced legislation imposing sanctions against Iraq for its use of chemical weapons.

"A crime of unthinkable proportions is emerging," Pell, chairman of the Senate Foreign Relations Committee, said in a speech to the Senate. "For the second time in this century, a brutal dictatorship is using deadly gas to exterminate a distinct ethnic minority. There can be no doubt but that the Iraqi regime of Saddam Hussein intends this campaign to be a final solution to the Kurdish problem."

Kurdish refugees, who have been pouring across the border into Turkey for a week, have told vivid stories of Iraqi chemical warfare. However, before Thursday's statement, the Administration had said the evidence was insufficient to prove Iraqi use of gas.

"We have been conscientious in not making assessments before such assessments could properly be made," Redman said Thursday. "Based on this continuing process, we now feel confident in making this statement."

He refused to say how the evidence was obtained because to do so would reveal intelligence sources and methods.

Borders on Genocide

Meanwhile, Amnesty International called on the United Nations Security Council to take action to stop the massacre of Kurds. In a statement issued from its London headquarters, the organization said, "The mass killings are part of a systematic and deliberate policy by the Iraqi government to elimi-

nate large numbers of Kurds . . . as a punishment for their imputed political sympathies and in retaliation for the activities of opposition Kurdish forces."

Some critics have charged that Iraq's latest offensive against the Kurds borders on genocide. When asked if the Administration shared that assessment, Redman said, "I don't have any way to go to that question directly."

The Kurds are a distinct ethnic group with its own language. They live in parts of Iraq, Iran, Turkey, Syria and the Soviet Union. Iraqi Kurds, who have been demanding the right to establish their own independent state, have been in rebellion against the central government, off and on, for about 40 years.

Iraq accuses the Kurds of treason because their insurgency diverted Iraqi forces from the main gulf war front with Iran. Iraqi officials accused the Kurds of accepting military assistance from Iran.

"We consider the actions of those [Kurdish] groups to be a fifth-column activity because they provide the Iranians with a better opportunity to carry out their own military effort," Nizar Hamdoun, Iraq's deputy foreign minister, said in an interview last year.

Iraq launched a major offensive against rebel Kurds in northern Iraq on July 19, the day after Iran agreed to a United Nations-ordered cease-fire. By some estimates, more than 100,000 Kurdish guerrillas and civilians have fled across the border into southeast Turkey since then.

A small group of Kurds, dressed in their traditional baggy pants, demonstrated outside the State Department during Hamadi's meeting with Shultz. One of the demonstrators, Muhyeddin R. Abdullah, said he was on the 14th day of a hunger strike to protest Iraqi use of chemical weapons.

10.09.88 HERALD TRIBUNE

U.S. Senate Targets Iraq On Gas Use

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The Senate voted Friday to impose tough sanctions against Iraq that would remain in force until that country stopped using poisonous gas and ended what the bill called its "campaign of genocide" against the Kurdish people.

The bill was approved by voice vote a day after the United States condemned Iraq for using chemical weapons and a day after the measure was introduced by Senator Claiborne Pell, Democrat of Rhode Island and chairman of the Foreign Relations Committee.

The bill was sent to the House

for further action.

The legislation would cut off U.S. credits to Iraq, require the United States to vote against loans to Iraq by international financial institutions and ban the import of Iraqi oil.

If approved by Congress and signed by President Ronald Rea-

gan, the bill would cut off \$200 million in credits with the U.S. Export-Import Bank through which Iraq gets technological equipment for its ailing economy and \$600 million in agricultural goods.

It was not immediately clear what position Mr. Reagan would take.

On Thursday, Secretary of State George P. Shultz said that Iraqi-U.S. relations would be affected if Iraq continued its "unjustifiable and abhorrent" use of poison gas against the Kurds.

Mr. Shultz's declaration during a meeting with Saadoun Hammadi, the Iraqi minister of state for foreign affairs, followed an announcement that the United States was convinced that Iraq had used chemical weapons.

State Department officials said that the finding was based on information from U.S. intelligence agencies.

Further evidence was presented Friday when the State Department said that U.S. officials in Turkey who visited dozens of Kurdish refugees from Iraq found graphic symptoms of poison gas attacks, including "blistering, oozing sores" and "dizzy spells and periods of hallucination."

The officials' report, sent to the State Department in a cable on Thursday, stated that one group of refugees, consisting of more than a half-dozen children, showed wounds that appeared to be chemically related.

Mr. Hammadi said after his meeting with Mr. Shultz on Friday that Baghdad might permit inde-

pendent observers to travel to northern Iraq to verify that no chemical weapons had been used.

But he said U.S. diplomats or third parties would not be allowed to visit the region while military operations continued.

In Ankara, meanwhile, the Foreign Ministry said Friday that Turkey had found no evidence of the use of chemical weapons when it screened the sick and injured among 60,000 Kurdish refugees who fled to that country to escape Iraqi attacks.

"Evidence obtained from extensive studies on the matter so far are not of a nature to confirm the claims," a spokesman for the ministry, Nazim Belger, said.

The carefully phrased statement covered only those who had arrived in Turkey and did not say whether Iraq had used poison gas bombs in its offensive against the Kurds, who are seeking autonomy in northern Iraq.

Doctors who examined the refugees in the border region told The Associated Press over the weekend that they had not found any clear evidence of deaths or injury from chemical weapons.

They said many refugees, especially children and the elderly, suffered from exhaustion and diseases endemic to the region such as malaria, intestinal infections and trachoma, an eye infection that can lead to blindness.

The refugees have claimed that the Iraqi Air Force dropped mustard gas on them as they fled on foot. They said at least 500 people died during the escape.

Iraq has admitted using chemical weapons in its eight-year war with

Iran, but denies having used these weapons in its campaign against the Kurds.

Turkey denied on Friday reports



Saadoun Hammadi

alleging that it forcibly sent several thousand refugees to Iran last week.

Interior Minister Mustafa Kalemli, who toured refugee settlement areas Friday, told reporters that Turkey would help those refugees who wanted to go to a third country in the West.

In Baghdad, Iraq repeated denials on Friday that it used chemical weapons against the Kurds.

In London, the Foreign Office said Friday it was studying accusations by the United States that Iraq was using chemical weapons, but said it had no independent evidence.

In addition, a French doctor who visited the refugees in Turkey said in Paris on Friday that he had found no objective proof of the use of chemical weapons.

(UPI, AP, Reuters)

10.09.88 HERALD
TRIBUNE

For the Desperate Kurds, a Final Stand

By Jonathan C. Randal
Washington Post Service

ANKARA — As so often in the past, the Kurds are going down fighting, bitterly savoring their favorite saying: "The Kurds have no friends."

Desperately holding onto a last mountainous area along the Iranian frontier, the "pesh mergas" ("those who face death") are fighting to extricate tens of thousands of civilians trapped in isolated pockets as the Iraqi Army advances.

Under the leadership of Masoud Barzani, the latest and possibly last in the long line of feudal Iraqi Kurdish chiefs, the guerrillas are also fighting in the dwindling hope that the international community will stop what they say is Iraq's "war of extermination."

The Kurds are Middle East champions in rebellion against central authority. They are a non-Arab people, who still use the basic tactics that confounded the ancient Greeks.

The Kurds stay up in the mountains and ambush their enemies. But in the past two weeks, Iraqi helicopter gunships and, Kurds charge, Iraqi chemical weapons, have outdone that tactic. The Kurds lack anything approaching

Stinger anti-aircraft missiles and have no gas masks.

While time and again the Kurds have been defeated only to fight once more, the technological sophistication and scale of Iraq's repression appear to make this setback more serious.

The Kurds, who number about 20 million, live as minorities in a wide arc from Iran in the east to Iraq and Turkey, with smaller communities in the Soviet Union and Syria.

Since independence has seemed an impossible dream, the Kurds have struggled for autonomy, only to be denied the right even to write in their language or, in Turkey, call themselves Kurds.

Often poor and lacking education, they have neither the financial nor political connections of, for example, the Palestinians.

Their best chance of forming a modern state came and went in the five years following the dismemberment of the Ottoman Empire in 1918, when the triumphant World War I allies promised them an independent polity.

But by 1923, Kemal Ataturk, founder of the Turkish Republic, tore up the Treaty of Sevres and its promise of a Kurdish state. He

crushed a series of uprisings in eastern Turkey while admiring Westerners welcomed what they described as the triumph of Ataturk's modernism over Kurdish obscurantism and barbarism.

In 1919, Kurdish nationalists thought they had been promised a state in Iraq. They unsuccessfully rebelled against Britain, which assumed power there under a postwar League of Nations mandate.

Then as now, the Kurds were contesting Baghdad's claims to Kirkuk oil fields, located in what the tribes call Kurdistan in northern Iraq.

In 1947, Shah Mohammed Reza Pahlavi of Iran smashed the Soviet-backed Republic of Mahabad, named after the village near the Iraqi border where the Kurds claimed an independent state about a year earlier.

That winter, Mullah Mustafa Barzani led his small army from northern Iraq into Iran and across the Soviet border, with the shah's troops harassing him. He returned to Iraq only after the army there overthrew the British-backed monarchy in 1958.

Three years later, the first of a series of Iraqi revolts broke out, followed by cease-fires and cultural

and political concessions to General Barzani. Governments in Baghdad rose and fell to the rhythm of unhonored cease-fires in 1963, 1964, 1966 and 1968.

From 1970 to 1974, Iraq's Kurds lived a golden age. Baghdad allowed an autonomous Kurdish region and Kurdish was taught in schools.

But tensions between the Kurds and the Sunni Arab minority that ruled in Baghdad led General Barzani to rebel again, in 1974. He had covert aid from the United States, Israel and Iran.

But in March 1975, the shah struck a deal with Iraq, leaving General Barzani to order the end of hostilities and go into exile in the United States. He died there in 1979.

Iraq razed hundreds of Kurdish villages along its borders with Iran, Syria and Turkey. Hundreds of thousands of Kurds were resettled inside Kurdistan or deported to the south. The authorities launched a campaign of Arabization, and sent

Arabs to Kirkuk to dilute the Kurdish character of that vital oil center.

Beginning about 1977, Baghdad began investing large sums of mon-

ey in the area, strengthening government influence and weakening that of Kurdish nationalists.

But the outbreak of the Gulf War of 1980 proved a boon for Massoud Barzani, who had assumed the leadership of the Kurdish Democratic Party long dominated by his father.

Young Kurds went to the mountains and joined the rebels rather than be drafted into the Iraqi Army. Iran at first attached low priority to helping its traditional Kurdish allies, preferring to bet on fellow Shiites, who constitute the majority in Iraq, to overthrow President Saddam Hussein.

By early 1985, Iran turned again to the Kurds to force Iraq to divert troops from the crucial southern front. Tehran aided Mr. Barzani and enlisted Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, who broke off negotiations with Baghdad to join the battle.

Iraqi Kurds took their chances knowing that the war represented both a maximum opportunity to achieve their objectives and a maximum danger.

Never before had the Kurds waged such large-scale warfare.

Guerrillas staged hit-and-run raids against oil installations around Kirkuk. Eventually, the Kurds claimed a 10,000-square-kilometer (4,000-square-mile) "liberated zone."

Yet, never before had Baghdad possessed such a military arsenal: helicopter gunships, fighter-bombers and chemical weapons.

According to various reports and a United Nations study, in March Iraq killed about 4,000 Kurdish civilian residents of Halabja with chemical weapons. Baghdad intended to punish the guerrillas for helping Iran capture that Iraqi border town.

Since the Aug. 20 cease-fire in the war, the Kurds have been the target of reprisals. As they retreat, the Kurds have assailed the lack of effective world reaction to Iraq's use of chemical weapons.

And as their losses mount, some Kurdish intellectuals say that Kurds eventually may decide that armed struggle is a futile way to obtain Kurdish rights.

Mr. Barzani, however, seems condemned to fight on.

"He has no choice," a prominent Kurd said. "For Kurds, he'd be the loser now if he crossed into Iran or surrendered."

10.09.88 LE MONDE

L'utilisation des armes chimiques contre les Kurdes

Washington accuse l'Irak et menace de remettre en cause les relations entre les deux pays

Les Etats-Unis ont officiellement accusé, le jeudi 8 septembre, l'Irak d'avoir utilisé des armes chimiques contre les autonomistes kurdes. Au cours d'un entretien avec le ministre d'Etat irakien aux affaires étrangères, M. Saadoun Hammadi, en visite à Washington, le secrétaire d'Etat George Shultz a affirmé que la poursuite de l'emploi de ces moyens « répugnants et injustifiables » pourrait remettre en cause les relations entre les deux pays.

Le sénateur Claiborne Pell, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, a par ailleurs déposé un projet de loi prévoyant des sanctions contre l'Irak. « Un crime aux proportions inimaginables est en train d'apparaître. Pour la deuxième fois au cours de ce siècle, une dictature brutale utilise des gaz mortels pour exterminer une minorité ethnique... Il n'y a aucun doute que le régime de Saddam Hussein considère cette campagne comme une solution finale au problème kurde », a déclaré M. Pell, sénateur démocrate du Rhode-Island. Le projet de loi envisagé affirme que les attaques irakiennes

contre les Kurdes « semblent constituer un acte de génocide abhorré par le monde civilisé et interdit par la loi internationale ». Le texte prévoit l'arrêt de toute aide et crédits américains à l'Irak et un embargo sur les ventes d'armes et les transferts de technologie, ainsi que sur les importations de produits pétroliers irakiens aux Etats-Unis.

Une fois de plus, M. Saadoun Hammadi a nié l'évidence en affirmant que « les accusations concernant l'utilisation d'armes chimiques sont absolument sans fondement ». De son côté, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a affirmé que « au vu des résultats de notre analyse de la situation, les Etats-Unis sont convaincus que l'Irak a utilisé des armes chimiques lors de sa campagne militaire contre la guérilla kurde », mais qu'ils ignoraient jusqu'à quel degré les Irakiens s'en étaient servis.

En outre, les ministres des affaires étrangères des cinq pays nordiques ont adressé une demande au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour

qu'il ouvre une enquête sur les infor-

● **TURQUIE : accrochages avec des rebelles kurdes, vingt-deux morts.** — Vingt-deux personnes ont été tuées lors de cinq accrochages avec des rebelles kurdes, dans le sud-est de la Turquie, au cours des trois derniers jours, ont indiqué jeudi 8 septembre les autorités : dix soldats, trois policiers, six gardes de villages et trois rebelles du PKK (Parti ouvrier kurde) interdit. Les deux accrochages les plus graves se sont produits près d'Erzincan, dans le centre de l'Anatolie orientale, et à Sirnak, près de la frontière avec l'Irak. — (AFP, Reuter.)

mations faisant état de l'usage par l'Irak d'armes chimiques contre les Kurdes de ce pays. Jusqu'à présent, M. de Cuellar a observé sur ce sujet une attitude d'extrême prudence, afin de ne pas compliquer encore plus les négociations de paix irako-iraniennes qui se déroulent à Genève.

A Genève, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, s'est déclaré prêt, jeudi, à poursuivre les pourparlers de paix avec l'Irak, de manière directe ou séparée, en dépit du blocage qu'il a imputé aux « préalables » mis par les représentants de Bagdad. Il a laissé entendre que les discussions, qui viennent d'aborder leur troisième semaine, pourraient être transférées à New-York dans une quinzaine de jours, lors de l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies. — (AFP, Reuter.)

MONDAY, SEPTEMBER 12, 1988

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

NATIONAL

Turkey anxious about presence of Iraqi Kurds

By Sam Cohen

Special to The Christian Science Monitor

Istanbul

Turkey is facing a series of problems as a result of the influx of more than 60,000 Iraqi Kurdish refugees.

The refugees are causing tension between Turkey and Iraq. Iraqi troops chasing Kurds in northern Iraq last week came too close to the 220-mile-long border with Turkey, forcing Turkish sentinels to fire warning shots. The Iraqis have expressed disappointment over Ankara's acceptance of the fleeing Kurds, whom they consider traitors. Turkish assurances that it is simply giving sanctuary to civilians do not seem to have convinced Baghdad.

The refugees include a significant number of *pehsmargas*, or guerrillas, fighting against the Iraqi forces. But all men carrying arms have been forced to surrender their weapons.

The Turkish press has criticized Iraq's "inhuman" behavior toward the Kurds. Several refugees have been quoted as saying Iraqi forces used chemical weapons against civilians. The US confirms such claims, but Turkey said Friday it found no evidence of chemical weapons use.

The crisis in Iraqi-Turkish relations comes just as the Turks expected their neutral policy during the Iran-Iraq war to reap trade and other benefits in the postwar period.

The influx of refugees has brought other problems:

- The resettlement of tens of thousands of these people presents financial, technical, and administrative difficulties.

- The *pehsmargas* might try to use Turkey as a base for future operations against the Iraqis. For this reason, the refugees have now been moved far-



Attacked by Iraq, thousands of Kurds have fled to Turkey, bringing political worries for Ankara

ther to the interior of the provinces bordering Iraq.

- The possibility that Turkey's own Kurdish nationalists, members of the Kurdish Workers Party (PKK), might infiltrate

among the refugees. One report suggests that 100 suspected PKK rebels have been detained.

The influx of refugees has suddenly aroused sympathy for the plight of the Kurds, and for

the first time the Turkish press has started to refer to the Kurds, ending a decades-old taboo.

There are about 10 million ethnic Kurds in Turkey - one-fifth of the total population -

but constitutionally they are considered Turks and have no minority rights. In recent years,

nationalistic ideas of local autonomy and cultural rights have spread among ethnic Kurds

in Turkey's southeast. This has disturbed senior officials and commanders, who see a potential danger to security.

Officials' only hope is that the Iraqi Kurds' stay in Turkey will

be short. Iraq's offer of amnesty last week to let Kurds return within 30 days is welcomed

here. Ankara reportedly have played a role in convincing the Iraqis to make such a gesture.

But most *pehsmargas* and their families, interviewed by Turkish reporters, have categorically said that they do not trust Saddam Hussein's regime and will not agree to go back.

THE WASHINGTON TIMES 9.09.88

U.S. protests Iraqi use of chemical weapons on Kurds

By Richard Beeston
THE WASHINGTON TIMES

Secretary of State George Shultz protested yesterday to Minister of State Saddoun Hamadi Iraq's "abhorrent" use of chemical weapons against its Kurdish population.

And on the floor of the Senate, legislation was introduced to impose sanctions on Iraq for its "genocide" policy.

Mr. Shultz, in a meeting at the State Department, told Mr. Hamadi that if these "horrifying" attacks continued, the United States would no longer try to improve relations with Baghdad. He asked that "the Iraqi government weigh this factor fully in its decision-making."

In the toughest statement he has issued to the Iraqi government over its continued use of poison gas, Mr. Shultz said the United States would be consulting with its friends and allies to explore ways to influence Iraq "to end these practices, which are unacceptable to the civilized world."

The State Department earlier announced it had acquired convincing evidence that Iraq "had used chemical weapons in its military campaign against Kurdish guerrillas".

Mr. Hamadi denied the charges, but his statement at the diplomatic entrance to the State Department was almost drowned out by chants of Iraqi Kurdish demonstrators calling on Iraq to "stop the genocide, stop the chemical warfare."

Mr. Hamadi called the American charges "absolutely baseless" and asserted that chemical warfare attacks "did not take place at all."

— He described the Kurds that the Iraqi armed forces were fighting in

the north as "a terrorist group who collaborated with our enemies." There was no evidence of chemical warfare, only allegations, he said.

Iraq launched a major offensive against the Kurds July 19 — the day after Iran accepted the cease-fire in the Iran-Iraq war — and since then some 100,000 Kurdish refugees, guerrilla fighters and civilians are reported to have fled into Turkey and Iran.

Despite recent press reports about the use of chemical weapons against the Kurds, the United States had been seeking proof before it was prepared to condemn Iraq.

State Department spokesman Charles Redman announced yesterday the evidence had been obtained and substantiated by a senior member of the U.S. Embassy in Turkey who had just returned to Ankara

from the Turkish Iraqi border, where the Kurdish refugees have been pouring in.

The strong U.S. protest is a setback to U.S.-Iraqi relations, which had improved considerably in recent years following a U.S. tilt toward Baghdad during the Gulf War. But Mr. Shultz told Mr. Hamadi that while the United States attaches great importance to developing these relations, "we do not intend to pursue this course if illegal Iraqi use of chemicals and other human rights abuses continue."

Mr. Redman said the diplomat was impressed with facilities being provided by the Turkish government to care for the Kurdish refugees, including 10 villages that had been prepared to house the refugee population.

— Legislation to impose sanctions against Iraq for its purported use of

poison gas against Kurdish inhabitants was introduced yesterday by Sen. Claiborne Pell, Rhode Island Democrat, who told the Senate "a crime of unthinkable proportions is emerging."

"For the second time in this century a brutal dictatorship is using deadly gas to exterminate a distinct ethnic minority," said Mr. Pell, chairman of the Senate Foreign Relations Committee.

"There can be no doubt but that the Iraqi regime of Saddam Hussein intends this campaign to be a final solution to the Kurdish problem," he said. "While a people are gassed, the world is largely silent."

The resolution would ban all U.S. aid to Iraq, sales of U.S. military equipment and the provision of credit or credit guarantees. It would prohibit the transfer of sensitive

technology to Iraq and bar the import of Iraqi petroleum products into the United States.

It also would instruct the U.S. representative to the United Nations to vote against all loans to Iraq.

"The Iraqi regime is a vicious dictatorship, toughened by years of conflict," Mr. Pell said. "Hand-wringing alone will not change their course; immediate action is essential."

Iraq's arch-rival Syria joined the international condemnation of Baghdad yesterday as the Syrian Communist Party accused Baghdad of waging a war of annihilation against the Kurdish people.

"Forces of the Iraqi regime took advantage of a cease-fire in their war with Iran and immediately started attacking the northern region of Iraq using internationally banned chemical weapons," the party said in a statement.

• This article is based in part on wire service reports.

HERALD TRIBUNE 8.09.88

Taking In the Fleeing Kurds: Turkey Treads a Difficult Path

By Alan Cowell
New York Times Service

DIYARBAKIR, Turkey — Winter is slowly advancing on this far corner of Turkey where fugitive Iraqi Kurds have taken refuge. And, with the season's changing, the authorities in Ankara are embroiled in delicate choices and what

have been reported as ambiguous decisions in their handling of the refugees.

Both Turkish reporters and witnesses from the alpine border region have said, for instance, that at least 2,000 Kurds — possibly many more — were transferred against their wishes to Iran last week as the exodus from Iraq increased.

At least 50,000 Kurds have fled a major offensive by the Iraqis against their guerrilla army in the northern fastnesses in the last two weeks. Iraq launched what diplomats in Baghdad have depicted as a

NEWS ANALYSIS

final drive to crush decades of revolt among its three million Kurdish minority after its Aug. 20 cease-fire with Iran.

Initially, the fugitives took refuge in valleys close to the frontier with Iraq. But

Turkey, fearful of the proximity of Kurdish guerrillas to their Iraqi foes, have begun trucking them to camps farther inland. One of them is in this southeastern city, viewed as the unofficial capital of Turkey's Kurdish-speaking area.

The Ankara government has made clear that the refuge they are giving the Kurds is temporary. But that approach seems to have been taken at its most literal in the border village of Semdinli, close to the junction of Turkey's frontiers with Iran and Iraq.

"Iraqi Kurds are being taken to Iran by means Turkey is providing," the leftist newspaper Cumhuriyet reported Sunday. It said the majority of the Kurds were being trucked across the border "without knowing where they are heading."

It quoted a local politician, Ibrahim Kaya, as saying that the Kurds, including unarmed guerrillas, were being transferred "against their will."

The authorities in Ankara have offered no formal comment.

The Teheran authorities said 7,000 Kurds fled to Iran, 2,000 of them through Turkey.

Iran backed the Iraqi Kurds in the latest round of revolt against Baghdad. But the Aug. 20 cease-fire prevents Iranian soldiers from crossing the 740-mile (458-kilometer) border with Iraq, severing a critical supply line and leaving the Kurds, as at other times in their history, bereft of outside backing and facing a concerted assault by elite Iraqi forces.

The Turkish action is apparently designed to reduce the number of Kurds on Turkish soil, and it reflects Ankara's dilemma in confronting the exodus.

Turkey, a NATO member seeking

membership of the European Community, is keen to promote its image as a democracy respecting fugitives' rights.

But Turkey is also fighting its own insurgency against a separate group of Kurdish militants and has pursued a foreign policy that tries to balance ties with two bellicose neighbors: Iran, which has

traditionally used Kurdish dissent to harass the Baghdad regime, and Iraq, which wants to enlist Turkey's help in neutralizing the Kurdish threat.

Foreign Minister Mesut Yilmaz said Turkey had refused an Iraqi request for permission to pursue Kurdish guerrillas in Turkish territory.

"They have a problem," said a Kurdish lawyer in Diyarbakir. "They don't want the Iraqi Kurds to infect Turkish Kurds with their ideas of autonomy. And they don't want to get into a fight with the Iraqis."

Prime Minister Turgut Ozal has reportedly said Turkey's relations with Iraq, which previously provided lucrative business for Kurdish firms, will not be damaged by the exodus.

With Baghdad's reassertion of authority over border areas once called "liberated zones" by dissident Kurds, moreover, Iraq now controls a main access route for rebellious Turkish Kurds. Turkish newspapers said Wednesday that some Turkish Kurds had sought to infiltrate the Iraqi fugitives and had been seized.

"It is very difficult for us," said a Kurdish businessman elsewhere in

Turkey. "The Iraqi Kurds are our relatives. We want to help them. We have gone to the authorities and said, 'Look, we can give them food, medicines, houses.' But the government just says no."

The statement reflected a concerted Turkish effort to insure that the Iraqi fugitives do not establish a permanent presence that might foment dissent in Turkey.

Turkey does not officially acknowledge a Kurdish ethnic identity. The Kurdish language is outlawed in Turkish schools and its use is discouraged. The country's Kurdish dissidents, grouped in the Marxist Kurdish Workers Party, have sought to feed on the dissatisfaction caused by that discrimination.

"The last thing the Turks want is to have their own Kurds thinking they could do the same as the Iraqi Kurds," said a Kurdish activist interviewed by telephone in Western Europe.

Meanwhile, international relief agencies have said Turkey has not responded to offers of help. Western relief workers flying into the border area have also said Turkey has turned down offers of medical and other assistance.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE 12.09.88

West Europe Chided on Iraq

By Joseph Fitchett

International Herald Tribune

BRIGHTON, England — Defense experts meeting here Sunday criticized West European governments for failing to respond to Iraq's use of chemical weapons, despite evidence that Baghdad has used the weapons against its Kurdish minority after employing them against Iran in the Gulf war.

A European diplomat said that "European governments, including Britain, France and West Germany, are afraid of jeopardizing their economic interests in Iraq, so they are allowing it to flagrantly demolish the taboo on chemical war."

Karl Kaiser, head of a West German research institute, the German Foreign Policy Association, said that the absence of world con-

demnation of Iraq's alleged use of chemical weapons could encourage Third World governments to resort to long-range missiles that can carry chemical warheads as a substitute for nuclear weapons.

The warnings were made at a meeting of 500 officials and experts attending the 30th annual conference of the International Institute of Strategic Studies, an independent, London-based organization that analyzes military trends.

Under conference rules, participants may not be quoted by name, but many of them agreed with Mr. Kaiser's concern, outlined in a keynote speech, that in recent years "the most ominous change in the conduct of war has been the use of chemical weapons." Such a change creates a threat of devastation to

The U.S. State Department said last week that U.S. officials in Turkey who visited Kurdish refugees found that some of them had symptoms that arise from the use of poison gas, including blisters and oozing sores and dizzy spells. Last month, an independent team of United Nations experts concluded that Iraq had used chemical weapons on a "intense and frequent" scale against Iran in the Gulf war.

Developing countries, experts at the conference said, can manufacture chemical weapons easily and almost undetectably by diverting materials from fertilizer plants. Missile delivery systems are being sold by China and the Soviet Union.

To prevent chemical weapons from spreading, the experts said, industrial nations must prevent the export of dangerous materials. Delegates urged the passage of an international treaty banning the production of chemical weapons, and reprisals against any nation that uses these weapons.

"Any offender has to be ostracized if chemical weapons are to be prevented from spreading and from being coupled with new missile technologies," a U.S. official said.

European governments are reluctant to join in sanctions against Iraq, officials said, because they have loans, investments and sales at stake there. In addition, West German and French companies apparently supplied equipment and chemicals that Iraq may have used in making chemical weapons.

Since 1985, Western governments have been applying an informal embargo on materials that can be adapted for the manufacture of chemical weapons. Specialists said that 10 West German companies and at least one French company are under investigation by their governments for suspected violations.

In refusing to denounce Iraq, a European diplomat said, European governments are "inhibited by the fact that they earlier ignored Iraq's use of chemicals when that weapon seemed essential to prevent an Iranian victory in the Gulf war."

FINANCIAL REVIEW 9.09.88

Saddam the Kurd exterminator

By WILLIAM SAFIRE

ON the day the ceasefire began in the Iran-Iraq war, Saddam Hussein, dictator of Iraq, launched a new military offensive. This was for vengeance — to punish the Kurdish people living in northern Iraq who had dared to pursue their long struggle for autonomy during the dictator's war against Iran.

With his forces freed by the ceasefire, Saddam Hussein smashed the Kurds — possibly with mustard gas, which he has reintroduced in modern warfare.

Ninety-thousand Kurdish refugees are now huddled in tent cities along the Turkish border, with another 40,000 cut off from escape.

This is a campaign of extermination aimed against an ancient ethnic group that wants only to keep its own language and customs in *sarbasti* — freedom.

A classic example of genocide is under way, and the world does not give a damn. Three men are alive today who can boast of having made a major contribution to world depopulation: Idi Amin of Africa, Pol Pot of Asia and Saddam Hussein of the Middle East.

The Iraqi trails the Asian in the number slaughtered only because his nuclear capability was curtailed by the Israelis; otherwise, he would surely have incinerated 5 million residents of Tehran. However,

Saddam is still active, and with several million Kurds at his mercy, he may yet pass Pol Pot in megamurders.

The Iraqi dictator evidently sees a cease-fire as a time for getting even. He will one day turn his aggressive attention to Syria's Assad, the only Arab leader to have helped Iran, but first he is intent on bloodily crushing all self-determination aspirations within his own borders.

For a millennium, Kurdistan has been a place but not a nation. Today the nearly 20 million Kurds live under three flags in Iran, Iraq and Turkey, with some in Syria and the Soviet Union.

The Iranians supplied the Iraqi Kurds with arms to harass Saddam, and the Iraqi dictator armed the Iranian Kurds to harass the Ayatollah's army.

The Kurds, though split into factions and aware they were being used as pawns, saw the Iran-Iraq war as a chance to establish a kind of autonomy if not independence.

But Iran-Iraq peace means retribution and death.

Let us marvel at the reaction:

United Nations peacemakers in Geneva are concerned only with the interests of member nations, not with the lives of the Kurdish people or with the proliferation of poison gas. Not even a cluck of sympathy comes from the UN Secretary-General, who does not want to offend Baghdad or Teheran.

The United States, in its Reagan-era assertiveness, did manage to issue one small cluck. The State Department spokesperson has said that if the reports of mass exodus of refugees are true, then what is going on would be "a grave violation of international human rights".

How's that for taking action to stop slaughter of innocents? (Presumably a double-cluck, or even escalation to a loud harrumph, would cause America to lose influence with Saddam, whom we helped to wear down Iran; why waste an IOU?)

The Turks, who severely repress their own Kurdish

minority (they call the Kurds "mountain Turks" and forbid the Kurdish language), are accepting some refugees from Saddam's wrath.

The world's film crews are too comfortable in Israel's West Bank, covering a made-for-TV uprising of a new "people", to bother with the genocidal campaign against a well-defined ethnic group that has been friendless throughout modern history and does not yet understand the publicity business.

What about the two candidates for leader of the free world? If ever asked about stopping this killing, Mr Dukakis would propose mailing a stern postcard to the UN and Mr Bush might offer a little homily on even-handedness.

The Kurds say *Pesh Merga* — "Forward to Death." That is a slogan of defiance, but it has also been a description of their fate. (*The New York Times*)

Kurds ask release of political prisoners 7.09.88

By James M. Dorsey
THE WASHINGTON TIMES

Kurdish rebels called on Iraq yesterday to demonstrate its sincerity in offering a "general and comprehensive" amnesty by releasing all Kurdish political prisoners.

A spokesman for the Kurdish Democratic Party (KDP) also said the rebels want either the United Nations or the human rights organization Amnesty International to monitor the safety of Kurds returning from exile or temporary shelter in Turkey and Iran from the fighting in northern Iraq.

An estimated 120,000 Kurds have fled Iraq to escape heavy fighting between Iraqi troops and Kurdish guerrillas.

"The KDP welcomes any general desire for offering amnesty but such an amnesty is only possible with goodwill on both sides. Proof of general goodwill by the Iraqi government would be the release of all Kurdish political prisoners, including thousands of Barzanis, and a guarantee for the safety of returning refugees," a rebel spokesman said.

Since 1983, according to rebel sources, Iraq has rounded up some 8,000 followers of Massoud Barzani, including some of his relatives, from four resettlement camps — Qoshtaba, Harir, Dayana and Bahriq — near the northern city of Erbil. Little has been heard of them.

The rebels said Iraq had previously offered amnesty following the collapse of the Kurdish revolt in 1975, but had then executed hundreds of Kurds who had put down their arms and returned.

Western observers said the Iraqi offer was an apparent effort to counter allegations that it is employing chemical weapons in its six-week old effort to wipe out the guerrillas who are fighting for a greater de-

gree of autonomy for Iraq's four million Kurds.

The state-run Iraqi News Agency said Kurds had 30 days to turn themselves in to be pardoned. Those who had returned from outside the country and had "obligations abroad, such as jobs or attending school, would be allowed to leave," the agency said.

The amnesty decree issued by Iraq's Revolutionary Command Council said all Kurdish prisoners would be pardoned and "released immediately ... except those convicted or wanted on other charges." It said the amnesty was based on the Islamic principle of pardoning wrongdoers and "giving them a chance to repent, even the most devious and cursed."

Rebel sources said they doubted the sincerity of the amnesty because it drew an implicit distinction between the major Iraqi Kurdish guerrilla leaders — Mr. Barzani and Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Although both leaders joined forces with Iran against Iraq during the Gulf war, the amnesty announcement specifically denied amnesty to Mr. Talabani while not mentioning Mr. Barzani.

Western observers said Iraq had excluded Mr. Talabani because of the success of his recent visit to Washington where he was received at the State Department and on Capitol Hill. Mr. Talabani had also provoked Iraqi anger by temporarily residing in the Syrian capital Damascus, where he met yesterday for third time in recent days with President Hafez Assad.

Iraqi officials have vowed to punish Syria for its support of Iran in the Gulf War and some observers believe that Iraq has been recently concentrating some of its forces along its border with Syria.

THE SUNDAY TIMES 11 SEPTEMBER 1988

WORLD NEWS

'Suddenly we were enveloped in a white cloud'
— those who escaped reveal the horrors of Iraq



Refugees at their camp in Uzundere in Turkey. Many are able-bodied men who admit their fear of the chemical attacks

Kurds flee chemical terror into Turkey

A PATTERN of darkened skin around Dr Youssef Hamed's face gives it a mask-like appearance. But it is not a tan. His skin has been discoloured from touching chemicals on injured fellow Kurds he has tried to help.

Hamed had never treated victims of chemical attacks before and he did not have the necessary medicines or equipment as he and thousands of other Kurds fled over the harsh and mountainous terrain of northern Iraq toward the Turkish border.

As the Iraqi army and air force pursued the columns of refugees with lethal chemicals, Hamed found he was powerless to help the worst-affected victims. He had to watch them die in agony.

"People died under my hands," he said. "It took us one week to walk here. I think in that time I saw 200 people die from the chemical weapons. There are thousands dead, but we could not bring their bodies with us."

Last week Hamed set up a makeshift canvas clinic in Uzundere in Turkey. What had been a tiny Kurdish vil-



by Marie Colvin
Turkey/Iraq border

lage a few miles inside Turkey from the border with Iraq was transformed into a ramshackle and pathetic encampment as the Kurdish refugees — estimated at 100,000 — streamed across the frontier.

Hamed is with about 10,000 men, women and children camped for miles along a dry riverbed. Some families live under blankets strung across tree branches for shelter, while others huddle in the open amid rugs they have piled up as wind-breaks. Donkeys and horses are tethered among them.

The tale of Hamed's escape

from his village of Kaefy in northern Iraq — a horror story echoed by other survivors — indicates the enormity of the latest Kurdish tragedy, and explains why the United States has rejected outright Iraq's denial that it used chemical weapons against the Kurds. The American Congress is pressing President Reagan to cut off \$800m in credits to Iraq.

Hamed fled his home with a group of about 100 people. They met hundreds of others walking or riding donkeys north. "At Ismasewa, three people were suffering from what I believe was nerve gas," he said. "They were hallucinating and could not move in a straight line. They vomited continuously and had severe spasms of the body." All three died within hours, despite his attempts to help.

His group was attacked after it joined an encampment on the banks of the Shein River. "I think there were 4,000 of us. The Iraqis came at 10pm in 20 helicopters and dropped chemical bombs on us. I think hundreds died. The women and children were affected the

worst. We had to leave their bodies behind."

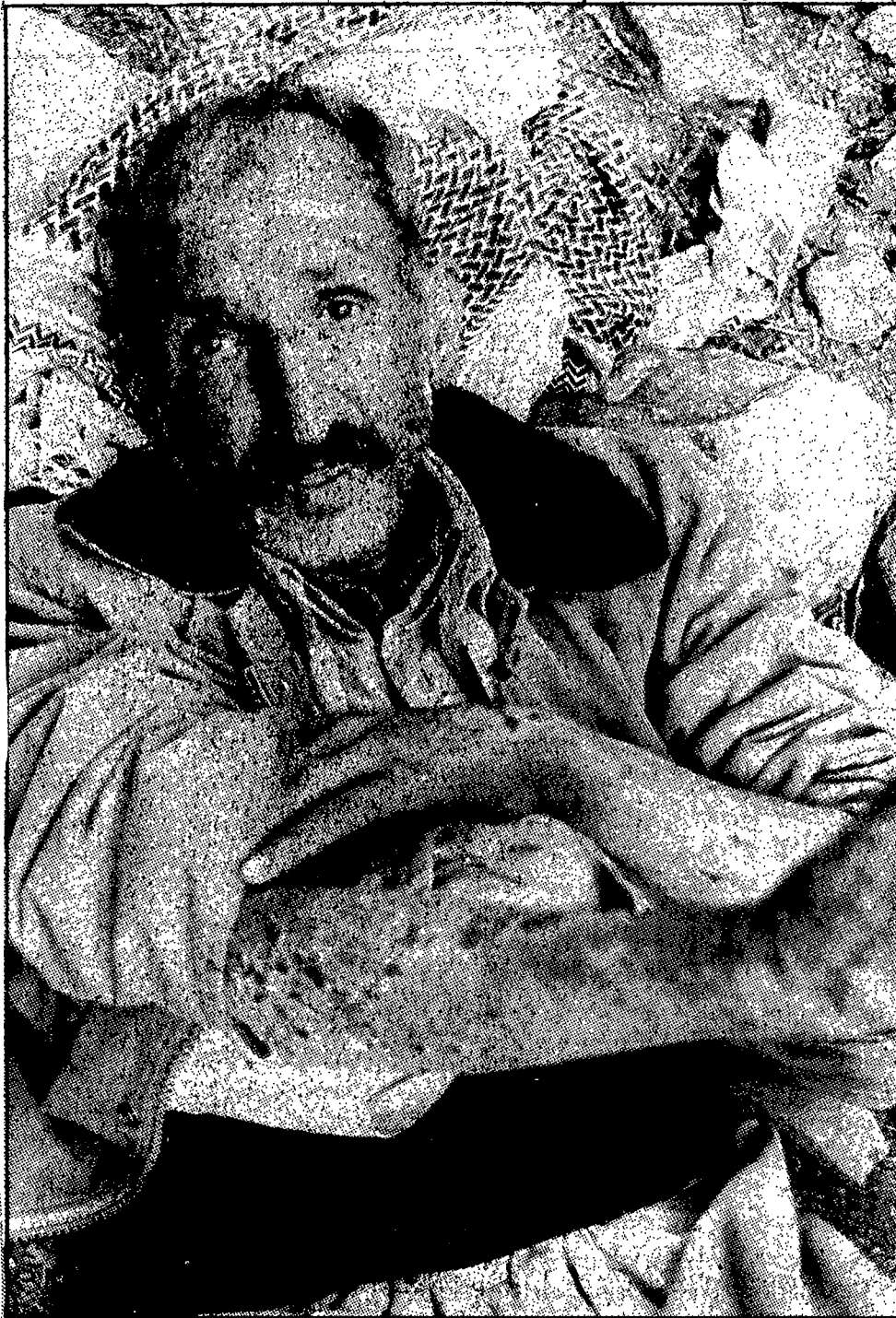
Judging by the injuries he has seen — mostly skin and respiratory — Hamed says Iraq used chemical powders and gases such as Sarin against his countrymen. He said few of those who were seriously injured reached Turkey. They were too weak to walk over the mountain ranges to safety.

One of the few badly injured to reach Turkey was Mohammed Hussein, who says he is 40 but looks 60. He said he was carried most of the way by friends. When I saw him, he was lying under a tree outside the tent clinic in Uzundere.

His face, hands, arms, and chest were a mottled white, studded with scabs, some of them still bloody. His forehead was edged with a dark, red-blue colour, and his ears were scabbed and swollen. He coughed, phlegm and scratched his arms as he described the last stand at Lakh One, a large base in northern Iraq.

"We were 1,000 fighting about 2,000 Iraqi soldiers when suddenly I was enveloped in a white cloud.

Photographs by Thomas Gottz



Mohammed Hussain, one of the few hit by gas who was strong enough to cross the border

"I don't know how it arrived. There was the smell of apples and I lost consciousness. There were bodies everywhere. I can't remember any more. It felt like the meat and muscle was coming off my bones, my eyeballs ached. My whole body still aches."

Another Kurdish refugee at Uzundere, Farhan Hussan, 25, says his village, Meshirana, near Amedi, was attacked by Iraqi helicopters at night. "First they used flares. Then they dropped chemical bombs and there was some kind of gas that settled down on to the ground."

He said he pulled his scarf

over his head as he fled. He saw at least 10 dead. "My eyes and nose were crying continuously," Hussan said. "I still don't know where I am and I can't see very well."

Iraq turned on the Kurds almost immediately after its August 20 ceasefire with Iran. Refugees say gas attacks began five days later. In the three weeks since then, Iraqi forces appear to have used chemical weapons extensively against Kurdish civilians and fighters, known as *Peshmegas* — literally "those who face death".

The operation has reclaimed for Saddam Hussein, Iraq's president, about 4,000

square miles of northern Iraq which the Kurds had made a no-go zone for Iraqi troops. Last Saturday the Iraqi flag was raised on the border for the first time in five years.

Iraq's use of chemical weapons spread such terror that many of the refugees fled from fear of chemical bombs rather than actual attacks. The large number of fit young men in the camps demonstrates that the Iraqi tactics have devastated the morale of the Kurdish guerrillas. Most admit they were fighters; almost none are injured. As one told me: "We have not lost because of a lack of bravery.

We are not afraid of fighting. We are afraid of chemical weapons."

The flood of refugees has slowed to a trickle this weekend, but Kurdish sources say 40,000 more are trapped in the Sidikan area in northern Iraq, bordering Iran. Forces of Masoud Barzani, the leader of the largest Kurdish group, the Kurdish Democratic party, are fighting to hold on to this last pocket and find safe passage for the trapped 40,000.

In Alan, a town of Turkish Kurds, dead bees litter the ground. Farmers say their hives have been decimated by chemicals wafting across from Iraq. Villagers complain they have had constant headaches in past weeks.

Conditions for refugees improved considerably last week as Turkey began transporting them from the border camps to hastily constructed "tent cities" which have electricity, food and medical supplies. The government plans to resettle all the refugees by the middle of the month.

About 2,000 Iraqi Kurds have been secretly transported to Iran, which has offered sanctuary to all Kurds. These appear to have been fighters loyal to Barzani. Few others want to go to Iran because they feel they were betrayed by the regime.

None of the refugees trust the Iraqi president's offer of amnesty, announced last week.

At the moment the Turks are pleased with their success in handling the influx of refugees. Internationally, Turkey's offer of a safe haven to the Kurds will counter its poor reputation on human rights issues, which stem particularly from the treatment of its own Kurdish and Armenian populations.

But the permanent influx of more than 100,000 Kurds could be a problem in the future. Separatist Turkish Kurds, of the Kurdish Workers party, have fought a long battle for independence for the Kurdish areas of eastern Anatolia, where the new refugees are lodged. The Turkish military fears that letting in tens of thousands more Kurds, many of them battle-hardened veterans, could be a security risk.

Turgut Ozal, the prime minister, at first insisted the Kurds were in Turkey temporarily, probably only for a few weeks. But there are signs that the government is beginning to resign itself to their more permanent stay. Officials are now talking of preparing the tent cities for winter.

A final solution for Iraq's Kurds?

SYDNEY MORNING HERALD
12.09.88

THE cease-fire between Iran and Iraq has given each side an opportunity to settle some old scores with its restive minorities. Tehran has turned its energies to crushing the Mujahideen rebels who, with Iraqi backing, have been attempting to overthrow the regime of Ayatollah Khomeini. It is also executing other domestic political opponents in large numbers. Baghdad's attention has been turned to its Kurdish minority. Since the fighting with Iran stopped on August 20, Iraqi forces have been redeployed against separatist rebels in mountainous regions near Turkey. The operation has already dealt a severe blow to Kurdish guerillas. It may yet represent an ambitious attempt to eliminate Iraq's Kurdish problem altogether.

In March, Iraqi forces stopped an Iranian advance on the strategic Darbandikhan reservoir by counter-attacking with cyanide gas. An estimated 4,000 Iraqi Kurds in the town of Halabja were also killed in the gas attack. At the time, the resort to chemical weapons appeared to be a desperate measure by Iraq to reverse its fortunes on the battlefield and a dire warning to the Kurds to stop enlisting Iranian support in their struggle for self-deter-

mination. But an indiscriminate use of chemical weapons — including cyanide, phosphorous and nerve gases — has also been reported in the recent attacks on Kurdish villages. If correct, those reports suggest that President Hussein is seeking not just to mop up the Kurdish rebels, but to cow the entire Kurdish population in the border regions as well.

This is not the first time Baghdad has sought a military solution to the problem posed by Kurdish nationalism. Six campaigns were fought against separatist guerillas before limited autonomy was finally granted to the Kurds in 1970.

Even then, conflicts over the extent of Kurdish self-rule and the distribution of oil revenues continued, and fighting broke out again on a large scale in 1974. The following year, President Hussein ordered the systematic destruction of all Kurdish villages along the frontier with Turkey and Iran, and the deportation of hundreds of thousands of Kurds to Iraq's southern desert regions.

President Hussein's 1975 campaign, and Iran's agreement the same year to end its support for Iraq's Kurds, had weakened the rebels seriously by the late 1970s. But the

outbreak of the war between Baghdad and Tehran breathed new life into the separatist movement. Kurdish guerillas again received Iranian support; Iraqi forces were tied down on the southern front. With the Kurdish-dominated regions accounting for 70 per cent of Iraq's oil production after 1981, and the oil pipelines from Basra to the Mediterranean crossing those regions as well, the Kurds posed a major threat to Iraq's ability to prosecute the Gulf War. Should that war soon end, the Kurds could pose a similar threat to Iraq's reconstruction.

President Hussein's latest offensive is clearly designed to remove the Kurdish threat once and for all. How far he is prepared to go to achieve that goal remains to be seen. The US has condemned Iraq's use of chemical weapons against Kurdish guerillas, and the European Community has expressed its concern about the conduct of the latest offensive. But with the Gulf cease-fire talks delicately poised and the international community anxious for a settlement, President Hussein knows he is unlikely to come under too much pressure over his treatment of the Kurds. That situation could produce frightful consequences for the Kurds in the months ahead.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE 13.09.88

Separating the Kurds' Wounds of War From Those of Peace

By Clyde Haberman

New York Times Service

DIYARBAKIR, Turkey — His name was Mehmet and he was 3 years old, a sad-faced, sandy-haired little boy without shoes and in need of a good scrubbing.

But that was not what made him stand out. It was the severe blistering and scarring that ran a jagged line across the right side of his face, all the way from the ear to the chin.

According to his big brother, Isa, the injuries were new, the result of poison gas

bombs dropped by Iraqi forces late last month as they mounted a major offensive against Kurdish rebels in northern Iraq.

No one here questions that the refugees have suffered, but exactly in what manner is in dispute. Turkish government doctors assigned to this camp say the wounds and illnesses are more likely the result of poor nutrition and health habits during lifetimes spent in the remote mountains.

Mehmet was the most visibly scarred person seen on a visit to the camp Sunday night. Isa recalled that the planes came in high over his town of Zagur. He remembered, too, that the canisters they dropped had made little noise as they burst open. But the yellow gas, he said, spread quickly and sickeningly, killing without warning.

Some, like him, managed to flee in time and cross the border into Turkey, leaving behind the dead and the dying.

Mehmet was in fine condition before then, the brother said. Soon after the attack, however, the facial blistering began, a painful condition that keeps the often-crying boy awake at night.

About 60,000 Kurdish guerrillas and their families walked from Iraq to sanctuary in southeastern Turkey, where the

government has pledged to watch over them for an indefinite period, although it insists that their stay is temporary.

In the last few days, the refugees have been relocated in several camps like this one, an instant hamlet of 8,000 people who sleep and eat in small tents set in neat rows across a dusty field that extends east from the Diyarbakir's amber slopes.

Several of the refugees interviewed Sunday, speaking in Kurdish that was translated by a Turkish interpreter into English, said they themselves had escaped injury by being lucky enough to

have been at a safe distance when the chemical bombs fell.

This was the case with the older brother of the injured boy, Mehmet. Some refugees said they saved themselves by jumping into ponds when the bombs fell.

Their descriptions of the planes and their lethal cargo, the yellow fumes and the pungent smell, were nearly identical in every account.

Eye problems — itching, blurring, watering — were the most common complaints.

So were breathing difficulties.

Iksender Omer, 58, was roused from a nap by his son so he could tell a visitor how he had lost his vision. He was blind now in his left eye, Mr. Omer said, and could barely see out of the right one. "I used to see very well," he insisted. "I used to be able to do everything."

Sunday morning, several Kurds said, an elderly man died because of breathing problems brought on by the gas. Some told of having heard of a second death from similar cause.

But the medical team assigned to the Diyarbakir camp — 10 physicians and 25 nurses under the auspices of the Turkish Red Crescent — come to a different conclusion.

There clearly are many sick people here, said the chief physician, Dr. Sinan Seyfioglu, but not for the reasons that the refugees give.

He was not familiar with Mehmet by name, Dr. Seyfioglu said, but he had seen other boys with similar skin conditions. "These aren't from chemicals," he said. "This sort of thing is not unusual. It comes from malnutrition and improper medical care and poor cleanliness."

Eye problems are nearly epidemic in the camp, he said, explaining that tests performed on 2,500 refugees had turned up more than 900 cases of trachoma, a chronic disease of the cornea associated with infection.

His team had also found 70 cases of malaria and 6 of hepatitis, he said. Thus far, 60 people were judged to be sufficiently ill to require hospitalization in Diyarbakir, most of them children.

The man who died, he said, was 80 and his heart had failed.

"These people are certainly not affected by chemical bombs," Dr. Seyfioglu said. "But they believe that chemical bombs were used against the Kurdish people in Iraq."

He was aware, he said, that some outside this country may suspect Turkey of being reluctant to accuse Iraq out of fear of worsening already strained relations.

However, he said, "As a doctor and as a member of an international society committed to the prevention of nuclear war, I would not hide something like this if it happened."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE 14.09.88

UN Is Asked to Check Reports on Kurds

By Paul Lewis

New York Times Service

WASHINGTON — The United States and several of its allies have asked the secretary-general of the United Nations to send an investigative team to Iraq to determine whether the armed forces there used poison gas against Kurdish guerrillas, diplomats said.

The request on Monday to Javier Pérez de Cuéllar — from the United States, Britain, West Germany and Japan — seeks to have a UN team travel to northern Iraq to look for evidence of chemical warfare in the mountainous Kurdish regions and to Turkey, where thousands of Kurdish refugees have fled the fighting.

Interviews with the refugees in-

dicating that something unusual took place to cause the exodus of the Kurds, who have long resisted conventional military pressure. But although suspicion is strong, evidence of actual use of poison gas does not appear conclusive.

Nor is it clear whether Iraq, which denies the accusations, would allow such investigators to enter its territory. But the United Nations hopes to have a team ready by week's end that could be sent to the Kurdish camps in Turkey if Iraq refuses it entry.

Iraq's acting foreign minister, Saadoun Hammadi, was careful on his visit to Washington last week not to reject some kind of outside investigation, though he said that military operations there must first be completed.

Western diplomats argue that it would be tantamount to an admission of guilt for Iraq to deny UN inspectors full access to its territory after it had dismissed the accusations as untrue. They point out, though, that Iraq might conceal evidence of gas use.

Such evidence usually consists of skin and lung burns, as well as fragments of shell and bomb casings contaminated by the chemicals they contained.

Since the cease-fire last month in its war against Iran, the Iraqi Army has reportedly mounted a major push against dissident Kurds in the north.

The Kurdish struggle for autonomy or independence from Iraq is decades old, and in recent years, the Iraqi Kurds have received help

from the Iranians, who have used them as a surrogate force against Iraq.

Thousands of Kurds have fled across the border into Turkey and Iran.

The Reagan administration, endorsing the Kurds' accusations of Iraqi use of chemical warfare, has said it has evidence of its own that Baghdad has been using poison gas in this latest attempt to crush the Kurdish rebels.

UN investigators have already concluded three times this year that Iraq used mustard gas and other chemical agents against Iran before the cease-fire agreement. The most recent report described Iraq's use of such weapons as "intense and frequent."

The use of chemical and biological weapons in warfare was out-

lawed by the Geneva Protocol of 1925, although countries are still allowed to manufacture and store them as deterrents against attack.

Experts say that international law is unclear whether the prohibition also applies to military action within a country directed against dissident elements of its own population.

But the Reagan administration has made clear that it condemns the use of poison gas and other chemical weapons against the Kurds on moral and human-rights grounds.

Congress has also moved to impose economic sanctions against

Iraq as a result of the allegations. A Senate bill approved last week would cut off trade credits worth about \$800 million, halt American exports of military and other sensitive equipment to Iraq, and require U.S. representatives to vote against new loans to Baghdad by the World Bank and other international lending agencies.

The House is expected to debate similar legislation later this week. Staffers say it is uncertain whether Congress will have time to enact any measure before it adjourns, probably early next month.

Supporters of sanctions say they would have a crippling effect on the

economic life of a country that is desperately struggling to pay a huge foreign debt incurred as a result of the Gulf War. Some estimates put it at \$60 billion.

In addition to American, British, West German and Japanese support for an investigation, Italy favored the initiative but was not represented at the meeting with the secretary-general, diplomats say, because its new UN representative has not yet been accredited.

France, a permanent member of the Security Council, said it supports the investigation, though it was one of Iraq's principal arms suppliers during the Gulf War.

HERALD TRIBUNE 13.09.88

LETTERS TO THE EDITOR

Help Stop Crimes Against the Kurds

William Safire's "A Classic Case of Genocide, Yet the U.S. Merely Clucks" (*Opinion*, Sept. 6) is appreciated. It makes one feel that the Kurds do have some good and helpful friends in a time like this.

The Hitler of Iraq, Saddam Hussein, has tried by all military means to wipe out the Kurds. Now, after murdering thousands of innocent people, he is offering an amnesty for the Kurds to return home.

Do they have homes to return to? One wonders, in view of attacks such as those on Halabja, where Iraqi fighter-bombers dropped poisonous gas in March, killing 4,000 and wounding thousands more. Is it international pressure that inspires the amnesty offer, or does Saddam Hussein want to bring back those who fled his barbarism so that they can be punished?

The Halabja massacre was not even condemned by the Islamic Conference Organization at its meeting in Amman. At the time, the Arab world was hysterical about others hit by rubber bullets in the West Bank.

The world should intervene by all means to stop the genocide of the Kurdish people.

MUMTAZ ALMUFTY.
Vienna.

I salute Mr. Safire for his ringing denunciation of Iraqi massacres. Those who want to protest this genocide and help the beleaguered Kurds can do so through contributions to the Institut Kurde, 106 rue Lafayette, 75010 Paris.

SUSAN GEORGE.
Lardy, France.

It was gratifying to read Jim Hoagland's opinion column "Facing Butchery, America Tries Meekness" (*Sept. 8*). Unfortunately, the



outcry from the press has been nearly as meek as the protests from the U.S. government.

There is little hope either for humaneness or for international law if the United States, for reasons of preserving its political influence, refuses to respond properly to such blatant and continuous violations of international law.

PAUL BELOPOLSKY.
Paris.

Why does William Safire shed tears over the Kurds but say nothing against the killing of Palestinians by Israel? He suggests that the United States could send stinger missiles to the Kurdish guerrillas. Perhaps it should also provide them to Yasser Arafat, to stop Israeli air raids on refugee camps in Lebanon.

NAZAR AL AMIR.
Pampigny, Switzerland

US Senate wants sanctions against Iraq

WASHINGTON, Sunday: The US Senate gave swift, unanimous approval on Friday to stringent economic sanctions against Iraq for what it described as "gross violation of international law" in using poison gas against its Kurdish minority.

The sanctions were described by the chairman of the Foreign Relations Committee, Senator Claiborne Pell, as the strongest proposed by Congress in decades.

They would halt US credit and the sale of sensitive materials to Iraq, bar importation of Iraqi oil and require the US to vote against any loans being made to Iraq by international financial institutions.

The action came shortly before disclosure of a cable from two State Department officers, who interviewed Kurdish refugees from 28 Iraqi villages and reported having seen and photographed victims with "blistering, oozing sores around noses and mouths" and similar wounds on "hands, feet and other exposed tissue".

The US diplomats said refugees described chemical-weapon attacks on their villages by Iraq in which high-flying aircraft dropped canisters that left "white or yellow clouds that formed, then dissipated", leaving an aroma described as "bitter orange", "bitter lemon" or "apple". Such reports are typical of gas attacks.

Refugees were quoted as saying that gas attacks killed thousands of people whose bodies were left unburied. The refugees were interviewed in Turkey, where they fled the Iraqi attacks.

The State Department, meanwhile, said "the next step" should be for Iraq to issue a statement stating "a firm position that chemical weapons should not be used".

Officials said a US request for such a declaration is being presented to

ANKARA, Sunday: Iraq's military campaign against its Kurdish minority has ended and its forces control northern regions formerly considered Kurdish rebel bastions, a senior Turkish Foreign Ministry official said yesterday.

"There may be isolated military operations here and there, but overall it's finished," the official said.

He added that Iraqi troops, who sealed the frontier to Kurds seeking to flee into Turkey, "would like to retain control of the area and show that they mean business".

Western diplomats said they were less convinced that the Iraqi offensive had ended, but acknowledged they no longer

could hear gunfire across the border.

Even if the fighting has indeed ended, important questions linger about what occurred during the military operation, which is described by many political experts as a concerted attempt by Iraq to crush the long rebellious Kurds for having supported Iran in the Iran-Iraq war.

One uncertainty is the number of people who died in northern Iraq. Turkish officials and foreign diplomats say they have no idea.

Of perhaps greater international concern are accusations that Iraq has used chemical weapons against the Kurdish population.

Iraqi officials in Baghdad by the US Ambassador, April Glaspie.

Iraqi officials have denied consistently that their forces employed chemical weapons in attacks on Kurdish rebels, and the denial was repeated "categorically" at a news conference in Washington on Friday by the Iraqi Minister for Foreign Affairs, Mr Saddoun Hammadi.

For this reason, State Department officials said, it is unlikely that Baghdad would admit responsibility for the attacks and therefore the most fruitful approach would be to try to obtain a strong statement against recurrence.

The Senate bill, which had broad bipartisan backing, was approved within 24 hours of Senator Pell introducing it after normal procedural requirements were waived. It now goes to the House of Representatives, where Senate aides said sympathetic members are expected to push for quick enactment.

Approval of the bill could present a serious problem for the Reagan Administration, which has taken no position on the bill.

The Administration generally has been opposed to widespread sanc-

tions and is reluctant to jettison nearly all tangible elements of its relationship with Iraq, an important Middle Eastern country backed by most of the Arab world.

On the other hand, the Secretary of State, Mr George Shultz, bluntly accused Iraq on Thursday of having employed chemical weapons in attacks on Kurds in recent weeks and warned that US-Iraqi relations would be affected if poison-gas attacks and other human rights abuses against the Kurds continue.

Senate committee aides said Iraq could feel a squeeze from the sanctions almost immediately as it tries to roll over its \$US60 billion (\$A72 billion) indebtedness, which they said is one of the highest per-capita debts in the world.

While Iraq exports only a small amount of oil to the United States, \$US800 million in agricultural and export credits would be affected.

In addition, the aides said, no items subject to export controls, including vital spare parts for its oil industry and other aspects of its economy, could be sold or transferred to Iraq after the law takes effect.

The Washington Post

12.09.88

Herald  Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

Shame on Baghdad

Credit the State Department at least for condemning Iraq's "abhorrent and unjustifi-

able" use of poison gas. The department has rightly ignored administration officials who

seem to believe that saying anything might complicate the Gulf war cease-fire talks. Yet it was left to the Senate to put teeth in the American protest by approving a ban on aid to Iraq so long as it wages chemical war against its Kurdish population.

In any case, the American response seems positively barrel-chested compared with that of the rest of an indifferent world. Hardly a peep has come from France, which does a thriving arms business with Iraq. Indeed, France sold the planes and trained the pilots presumably used in bombing Kurdish villages. Britain, also commercially interested

in Iraq, is similarly mute. So is West Germany, the careless seller of insecticide plants which are believed to have been used to produce chemical weapons.

Moscow hides behind its treaty of friendship with Iraq. Third World countries swallow their tongues, as they invariably do when any in their camp venture into genocide. Israel has been repeatedly summoned by the UN Security Council to answer to human rights charges — including its failure to prevent the slaughter of hundreds of Palestinians by Lebanese Christians in Beirut — yet the council has never once managed to condemn Iraq by name for proven and repeated use of chemical weapons in the Gulf war.

As to the Kurds, few peoples have been sinned against by so many for so long. Their mountain lands lie at the intersection of Iraq, Iran, Turkey, Syria and the Soviet Union. They were promised a state of their own by the Allies in 1922 in a treaty that Turkey failed to ratify. Ever since, they have been used as pawns in regional conflicts.

At one point in the 1970s, the United States and Iran joined in arming Iraqi Kurds, only to dump them in return for Iraq's acceptance of Iranian frontier claims. Now they have become unintended victims of the West's successful quest for a Gulf truce.

The ignoble game goes on. Iran armed Kurds in reprisal for Iraq's support for Iranian insurgencies. Turkey has long denied that

Kurds are a separate people, calling them "mountain Turks," although for the moment Ankara is providing some sanctuary for Kurds fleeing Iraqi attacks.

It is not just the Kurds whose lives are at risk. If Iraq incurs no real costs for using poison gas, other governments could be tempted to follow its murderous example.

Iraq should be left in no doubt that it will become a pariah if it continues to use horrible, lawless weapons in a genocidal campaign. Let the Security Council finally condemn it — by name — for using chemical weapons against its own citizens. The world's best weapon in these circumstances is shame, if the world will only use it.

— THE NEW YORK TIMES.

THE GUARDIAN
Wednesday September 14 1988

The war that never ends

The Peshmerga's
Kalashnikovs
were no match for
Saddam's new weapons

As the West reluctantly takes up the Kurdish cause **David Hirst**, in Turkey, traces their bitter struggle against Iraq's Saddam Hussein and the brutality of his response

UNTIL last week it seemed to the Kurds that their saying, "we have no friends", was holding as true as ever. Some 20 million or more of them, one of the largest ethnic groups in the region, surely have as much right to national self-expression as the Turks, Iranians, Iraqis, and Syrians who rule them, and time and again this century they have risen in revolt against these masters who deny it to them.

Originally offered statehood, and then cheated of it in the great post first world war settlement, isolated in their mountains, economically and socially retarded, the Kurds have won the periodic sympathy of outsiders, but never enough to tip the balance against the military power of governments bent on crushing their revolts, never enough to shake an existing Middle East order which has often seemed — and not only to the Kurds — as unnatural as it has become sacrosanct.

It is in Iraq, in the past quarter century, that they have consistently mounted the most serious challenge, not because, historically, its government has been the most oppressive, but because it has been the weakest. After successive rebellions of ever-growing dimensions, led by the legendary Mullah Mustafa Barazani and now by his son Masud, it has been the Gulf war, and the consequent backing of Iran, which offered them their greatest opportunity to achieve their official, yet strictly limited, objectives: an autonomous Kurdistan within a democratic Iran.

In scale and intensity, their current uprising has far exceeded the last great, Iranian-assisted campaign, in 1973-5, which collapsed with its betrayal by the Shah. In addition to countless routine guerrilla skirmishes, the Peshmerga have mounted very big operations, in which up to 1,000 men would wipe out isolated garrisons in night time raids. They have had fixed bases, often



within a few miles of large towns such as Zakho and Dohuk inside their "liberated zones", which, with corridors between them, stretched in a wide arc from the Iranian almost to the Syrian border. They have penetrated deep into the plains, with hit and run raids as far away as oil-rich Kirkuk, and they have regularly cut the key Baghdad-Turkey highway for several hours at a time.

But maximum opportunity has also meant maximum danger. They face the most ruthless and entrenched dictator of the modern Middle East, prepared to stop at nothing in deploying the vast panoply of military and repressive power now at his disposal. In pursuit of a grand design intended to extirpate Kurdish resistance once and for all, but which, till now, has only succeeded in making it more desperate, President Saddam Hussein has razed villages — no less than 3,000 out of Kurdistan's 4,000 are believed to have disappeared — deported tens of thousands of inhabitants — either to easily controllable settlements in Kurdistan or to concentration camps in the far south of Iraq — and Arabised the more sensitive areas, such as around the Kirkuk oilfields.

And in the arms struggle, he has brought to bear a combination of brutality and technical sophistication of a kind which the Peshmerga have never had to confront before.

"If this goes on", Masud Barazani told me at his headquarters on the Iranian frontier in April, "there will be no Kurds left in Kurdistan. That is Saddam's plan. He wants to destroy us as a people. We are now struggling for survival. It is him or us."

That was after the chemical bombardment of Halabja, and

the larger intent it so gruesomely and unmistakably foreshadowed, but before the ceasefire in the Gulf war, which alone was to enable him to bring that intent to fruition. When, with his best and battle-hardened troops finally freed from the defence of Iraqi frontiers, he turned on the Kurds, he did so with a ferocity which, though natural in a regime such as his, was also clearly inspired by personal vengeance and vindictiveness.

The Kurds have never achieved their aims, but they have toppled Iraqi rulers, and very nearly Saddam himself. The Algiers agreement of 1975 ranked as the most humiliating and perhaps the most dangerous moment in Saddam's career. Underlying the complex legalisms of the ancient wrangle over sovereignty and navigation rights in the waters of the Shatt Al-Arab estuary is a straightforward collision of national interests; for an Iraqi ruler in particular the status of the Shatt is a critical yardstick of power and prestige.

It was the Kurdish revolt of 1974-5 that forced the Algiers agreement upon him. So there is a measure of plain truth, as well as outrageous scapegoatism, when Saddam blames the Barazanis for all the vicissitudes, indeed the Gulf war itself, through which Iraq has passed. When, in 1980, he tore up the Algiers agreement, he conceded that those "agents and hirelings" in the north had threatened his whole regime, and that his air force had been reduced to its last two bombs.

The Algiers agreement was an acknowledged stain on Ba'athism and Arabism that he then went to war to expunge. His insistence on repudiating the agreement is, and will

remain, the main stumbling block at the Geneva peace talks.

The only thing the Kurds underestimated, perhaps, was the sheer ferocity of the post ceasefire assault when it came. No fewer than 65 villages, they now reckon, came under chemical attack. It was of course a terrible price to pay for the invalidating of the old saying, but perhaps at last, and with dramatic suddenness, the Kurds do have real and powerful friends. The US Congress's call for across-the-board economic sanctions against Iraq is the key ingredient in the most important diplomatic breakthrough which their court has ever achieved. What a contrast, at any rate, with 1975, when the CIA, which had encouraged and aided the late Mullah Mustafa's last great rebellion, connived in its betrayal by the Shah.

With Saddam's blunder helping, Masud and his Kurdish Democratic Party (KDP) hope to profit from the whole new regional and international environment now taking shape in the wake of the Gulf ceasefire. Basically, it looks as though Saddam, obstinately obstructionist at Geneva and now resolutely blackening his record as the first ruler in history to gas his country's own citizens, is well on the way to surplanting Ayatollah Khomeini as the principal pariah of the civilised world. "This is our great chance to try to put ourselves on the international agenda", said a KDP official, "there must be peace for all, justice for all."

The new diplomacy will go hand in hand with continued military resistance. That is regarded as vital. True, there is now increasing debate within the Kurdish intelligentsia about the whole issue of "armed struggle". For with his use of chemical weapons, Saddam has crossed another threshold in the already growing technological advantage that rich and well armed regimes can bring to bear over poor and poorly armed "liberation" movements.

But Masud is apparently resolved to fight on to the bitter end; there will be no laying down of arms as his father, quite reasonably in the circumstances, did in 1975; he is so committed to armed struggle, so convinced that the destiny of his people is at stake as never before that, Kurds say, he has no choice.

The blow which the Iraqi army dealt has indeed been a heavy one, the KDP official says, but not decisive. In Sidelkan, at the strategic junction of Iraq, Iran and Turkey. Masud and his most faithful Peshmerga, led by grizzled veterans of his father's time, are said to have repulsed attack after attack by the Iraqi army in ter-



rain so precipitous that it does not lend itself to artillery, carpet bombing or even gas.

Meanwhile, it apparently turns out that many Peshmerga are still operational even in the westerly areas that were the main target of the chemical onslaught. "Their bases have been dispersed and they are going back to classical guerrilla warfare", said the KDP official, "the Iraqi army is overstretched and it will have a hard time this winter."

Unless and until the Iraqis manage to seal the frontier Iran is still helping the Kurds — more perhaps than ever before — and they now have high hopes that President Assad of Syria, whom they describe as "terrified" of what Saddam now has in store for him, will throw open his coffers and his arsenals as never before. In due course, they believe, the Gulf war may start again.

A grasping at straws? Time will tell. But, as Iraq completes

week-long celebrations of "Saddam's Qadisiyah" (after the

Arabs historic victory over the Persians), it is clear that his vi-

cissitudes are in fact very far from over and that, until the

Barazanis go down fighting or flee into new and perhaps final

exile, the no longer so friendless Kurds will play no small part in perpetuating them.

THE WALL STREET JOURNAL 14.09.88

So What If It's Gas?

The world's civilized nations are trying to figure out whether Iraq did or did not bomb the Kurds with poison gas. We are wondering what the world thinks it is going to do if it concludes that the Iraqis did gas the Kurds.

The U.S., Britain, West Germany, Japan, Italy and France have urged Secretary General Perez de Cuellar of the U.N. to send, immediately, an investigating team to Iraq and Turkey. The request follows a Security Council resolution Aug. 26 that among other things condemned the use of chemical weapons in the Gulf War, urged the secretary general to promptly investigate such charges, and take "appropriate and effective measures" in case of further violations.

Iraq has admitted using gas against the Iranians but denies that it's using the weapon against the Kurds. Some preliminary investigators say they haven't seen evidence of gasings. Yet a strong circumstantial case for the gas attacks has been developing since the March gas attack on the village of Halabja, in which 4,000 died. The U.S. State Department is standing by its recent assertion of Iraqi gas attacks, but as usual declines to reveal the sources of its intelligence. The refugees themselves charge that in the post-cease-fire assault more than 2,000 have died and 5,000 were wounded, largely from the gas attacks. About 100,000 Kurds — a people not previously known for running — have fled to Turkey to escape the onslaught.

Now the air is filling with condemnations. Back before the cease-fire, the U.N. condemned Iraq for using chemical weapons against Iran. Amnesty International has been making its own charges against Iraq on similar grounds. The U.S. Senate voted economic sanctions against Iraq. But many seem to feel more evidence is needed. So the world awaits a U.N. decision about when and where to field

its inquiry. Of course, Iraq's president, Saddam Hussein, must first be consulted. There will be laboratory results of victims examined in Turkey, which wants to discourage more Kurds from arriving and to avoid antagonizing its neighbors.

Let's assume an inquiry does take place, concludes the Kurds have been gassed and Iraq is once again censured: What then?

Baghdad, with the Arab League and the Soviets behind it, thumbs its nose at the West's condemnatory declarations. Economic sanctions, which are never universal, do little to deter new violations. Withholding chemical weapons technology, little different from fertilizer manufacturing, seems irrelevant today. Serious intervention by an international force like the U.N. is politically unrealistic. In the post-Irangate atmosphere, an effort to arm the Kurds for self-defense would likely bog down in Congress.

There is much talk about the virtue of arms treaties. But the use of chemical weapons of the kind Iraq is accused of deploying is already illegal under terms of a 1925 arms control treaty to which Iraq is a signatory.

The fact is that the world doesn't know what to do when international law without an enforcement mechanism is violated. The West, for all its years of hand-wringing about terrorism, has lacked the cohesion and the will to discipline Soviet clients such as Iraq, Vietnam and Cuba, regardless of the gravity of their deeds. When the U.S. made a single bombing run against Gadhafi's Libya, many policy makers quaked or condemned it. If the world is in fact capable of doing little once bullies are in power, the solution would seem to lie in preventing the likes of the Baathists in Iraq, the Sandinistas in Nicaragua and the Cuban-backed MPLA in Angola from coming to power in the first place.

INTERNATIONAL

VERIFYING KURDISH CLAIMS

Kurds show signs, little evidence, that Iraq used chemical weapons

By Gary Thatcher

Staff writer of The Christian Science Monitor

Diyarbakir, Turkey

His face is bronze, framed by an obsidian beard. He has the bearing of a fighter. His eyes have the hard edge of a mountain guerrilla, who has fought in the dun-colored hills of Iraq for years.

He is clearly not the kind of man to be bothered by small ailments. Yet, for a visitor, he pulls his collar aside and points to a row of tiny blisters on his neck.

They seem unremarkable. But, to Bahagat Nife, they are the proof of the horror he has witnessed — a horror, he says, that forced him to run for his life.

The blisters, he says, were caused by chemical bombs, flung from Iraqi airplanes against him and his fellow Kurds — a non-Arab, ethnic minority that, for two decades, has fought for independence from Iraq. For much of the past eight years, the Kurds received support from Iran. But as soon as a cease-fire was declared in the Gulf war, the Kurds claim, the Iraqi government exacted vengeance with a choking chemical cloud.

It is a claim that has found some acceptance in the West, as the United States Senate demands an investigation and calls for sanctions against Iraq, and European nations begin their own inquiry.

But, for now, the case against Iraq depends more on the accounts of 60,000 Kurdish refugees in Turkey who say they are fleeing chemical attacks, than on hard physical evidence of chemical injuries.

The wounds the Kurds bear, Turkish officials say, are as consistent with a hard life, poor hygiene, and conventional conflict as they are with chemical warfare. Symptoms such as skin lesions, irritated eyes, and breathing difficulties are said to be the result of untreated infections among a poor, rural people.

"I don't see in this population signs of chemical bombs," says Dr. Mustafa Yildiz, an official of the Turkish Red Crescent, which is treating 12,000 refugees at a camp just outside Diyarbakir.

The same is true in 16 other camps for Kurds, says Hayri Kozakcioglu, regional governor. "We've sent doctors to all these areas. But they couldn't find proof."

Yet the stories of refugees at the Diyarbakir camp are consistent: The attacks started early on Aug. 24, the refugees say, with the arrival of Iraqi aircraft. They released bombs that didn't detonate loudly, as usual. Instead, they delivered a yellow vapor, described as smelling sweet

or pungent, like fermented wheat.

The clouds were choking, the refugees say and death came quickly to those who breathed in the vapors. The people fell to the ground or, if they were sleeping, did not wake up. Afterward, their bodies turned blue.

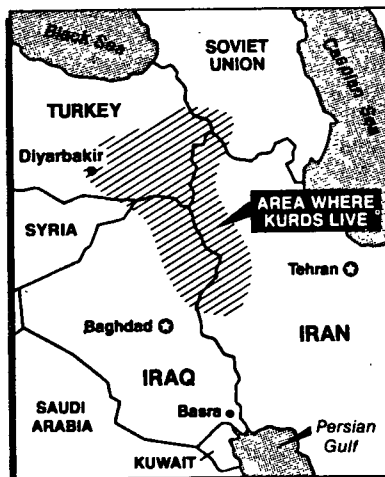
Some of these accounts are consistent with the use of cyanide, a relatively crude form of chemical agent. The temporary loss of vision indicates possible

low-level exposure to nerve-agents. The skin lesions are consistent with exposure to a blistering agent such as mustard gas.

Some Western analysts pin the variety of symptoms to the use of impure agents that produce unpredictable results. Others say Iraq may be mixing several kinds of chemical shells to heighten lethality.

Western intelligence agencies claim that Iraq does have the capability to manufacture chemical agents, using equipment and knowhow imported, ostensibly, for pesticide production. UN investigators have repeatedly concluded that Iraq used chemical munitions in the Gulf war.

It is unlikely that traces of the agents still linger, and without quick access into Iraq, experts say, it will be hard to verify alleged use of chemical weapons.



Iraq Suggests Gas Use Is Government's Right

By Clyde Haberman

New York Times Service

BAGHDAD — The Iraqi defense minister suggested strongly on Thursday that his country reserved the right to use chemical weapons if it felt that circumstances warranted it.

"The policy is to not use and to not encourage others to use" such weapons, said the minister, Adnan Khairallah.

"We believe in this policy," he added. "But I want to tell you that if this is the rule, then each rule has an exception."

Mr. Khairallah, who did not define the conditions that might justify chemical warfare, likened these weapons to the nuclear stockpiles of the United States and other major powers. "Does not the presence of nuclear weapons in your country mean that you will use them if necessary?" he asked.

His observations came at one of the few news conferences held in recent years by a senior Iraqi official for foreign journalists.

It was an event arranged as part of a campaign to deflect U.S. accusations that Iraqi forces had spread poison gas in late August when they began a major offensive against Kurdish rebels in the mountainous north. An estimated 60,000 Kurds fled across the border and into southeastern Turkey. There they have given grisly accounts of countless deaths.

Mr. Khairallah made a joking reference to recent events as he opened the news session. "I was attracted by the fact that you haven't brought gas masks with you," he said. "If I were you, I'd have brought a mask, given the picture drawn by the mass media."

While the Iraqi government in recent days has flatly denied the poison-gas charges, Mr. Khairallah was less than unequivocal on Thursday. Twice, for example, he said that he could "give a simple yes or no" about chemical warfare, but then declined to do so.

Instead, he offered somewhat roundabout answers.

He said it was "technically impossible" to use such weapons in the northern mountains that had been Kurdish strongholds because they presented a physical threat to government troops as well. In addition, he said, the guerrillas were scattered among many hamlets, and that also made poison gas undesirable.

"There were clusters of 10 in this village, and 5 in another," he said. "In scientific logic, the area does not need to be attacked in such a

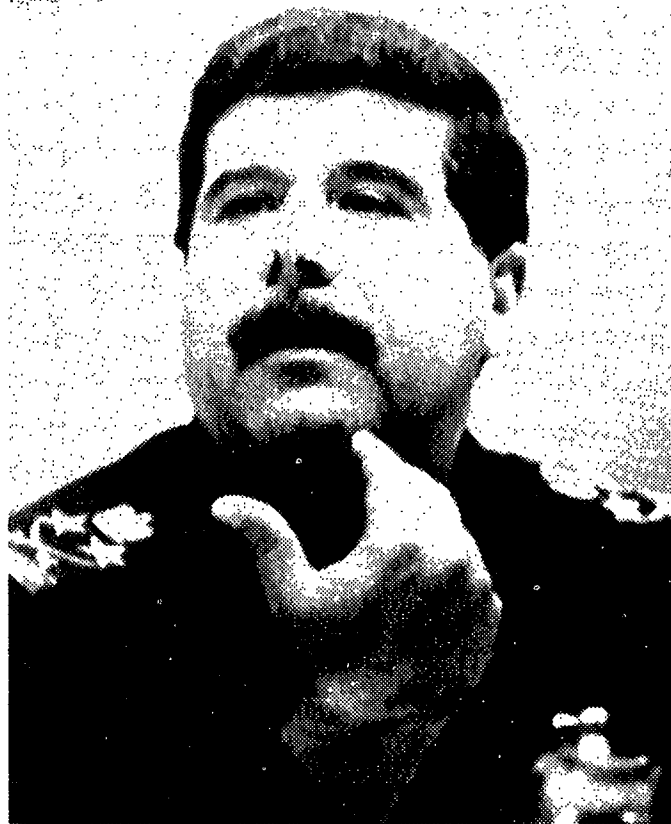
way. Few were carrying arms. The majority were civilians."

Calls have been raised for a United Nations investigation of Iraq, but the defense minister essentially turned down the idea, although on this point his responses contained ambiguous elements.

Baghdad would welcome such an inquiry, he said, but added that it would do so only if Iraqi sovereignty were not compromised. A minute later, he rejected the idea. "If Kurds are Iraqis and it's an internal issue, what is the role of the UN in this case?" he said.

Mr. Khairallah reacted sharply to the U.S. accusations, especially denunciations in the Senate that Iraq had embarked on a policy of "genocide" against the Kurds. Although saying that there had been no discussion of possibly severing relations with the United States, he cautioned that the subject was "among legitimate inquiries" to be made.

U.S. attacks on Iraq, he said, were the result of "Zionist advice," adding that "this propaganda bomb aims at pressuring Baghdad" to make concessions in the peace talks under way with Iran.



Paola Crociano/The Associated Press

The Iraqi minister of defense, Adnan Khairallah, speaking at a press conference Thursday in Baghdad, denied reports that Iraq has used chemical weapons in suppressing its Kurdish minority.

Messages Said to Indicate Use

By Robert Pear

New York Times Service

WASHINGTON — Reagan administration officials say the United States intercepted Iraqi military communications indicating that Iraq had used poison gas against Kurdish guerrillas.

The officials said the communications by the Iraqi Air Force were one source of evidence for U.S. assertions that Iraq had used chemical weapons against the Kurds. Iraqi officials have repeatedly denied the charges.

The United States has not publicly given details of its evidence against Iraq, which also includes statements by Kurdish refugees in Turkey. But the United States and several of its allies have asked the secretary-general of the United Nations to send a team to Iraq to investigate whether poison gas was used.

Iraq indicated Wednesday that it would probably resist the demands for a UN investigation. But it said it would allow Western journalists to visit areas of Iraq where Masoud Barzani, a Kurdish rebel leader, says chemical weapons have been used by the Iraqi government.

Mr. Barzani has given the United Nations a list of 24 incidents since April 1987 in which, he says, Iraqi

forces bombed Kurdish villages with chemical weapons.

U.S. officials declined Wednesday to discuss details of the intercepted communications, other than to say that they included references to chemical warfare.

The officials said the United States had routinely monitored Iraqi military communications, particularly since May 1987, when an Iraqi warplane flying over the Gulf fired two missiles at the U.S. frigate Stark, killing 37 members of the ship's crew.

Secretary of State George P. Shultz said Tuesday that he was "quite confident" that Iraq had used chemical weapons in its efforts to put down a rebellion by the Kurds.

But the State Department is opposing congressional efforts to impose stringent economic sanctions on Iraq. The State Department spokesman, Charles E. Redman, said Wednesday that the sweeping sanctions bill passed by the Senate last week was "premature."

The bill, now pending in the House of Representatives, would prohibit the United States from providing Iraq with any kind of military equipment, loans or loan guarantees. In addition, it says that

no Iraqi oil products may be imported into the United States.

The Iraqi ambassador to the United States, Abdul-Amir Ali Anbari, said there was no basis for the criticism. He said he was not surprised to hear that the United States monitored Iraqi military communications.

"Superpowers do that," he said in an interview. "What surprises us is the frantic, orchestrated American campaign to discredit Iraq. We are puzzled and bewildered by it."

He said that Baghdad had not formally responded to the UN request to investigate possible evidence of the use of poison gas in Iraq.

"My personal feeling is that Iraq opposes any sort of international intervention in its domestic affairs," he said.

A State Department official said the U.S. condemnation of Iraq was motivated not by any "geopolitical strategy," but by moral outrage.

"It is not motivated by an effort to cut Iraq down to size," he said. "Nor are we trying to curry favor with Iran by condemning Iraq. We want to maintain good political and economic relations with Iraq, but the issue of chemical weapons gets in the way of that."

Turkey Says Its Report Does Not Clear Iraq

By Thomas Goltz
Washington Post Service

ANKARA — Turkish officials say there is "no contradiction" between a statement by Turkey that it has found no evidence of the use of chemical weapons by Iraq against dissident Kurds and a condemnation of Iraq by U.S. Secretary of State George P. Shultz, citing "overwhelming evidence" that such weapons have been used.

"We stand by our report," a senior Foreign Ministry official said. "After checking with all relevant authorities in the border region, we were unable to come up with one case among the refugee population that would confirm the use of such weapons."

The official stressed, however, that the report last week was not intended to exonerate Iraq but referred only to the lack of evidence among the 100,000 Kurdish refugees in Turkey.

"We have no idea what happened inside Iraq," the official said. "The border region is wide open, and both the national as well as foreign press — as well as local authorities — have been scouring the area for alleged victims, but not one has been found."

He said Turkey had not requested the evidence that persuaded the State Department that chemical weapons had been used in northern Iraq.

[The Turkish Foreign Ministry said again Wednesday that Turkish medical experts who examined Kurdish refugees had found no evidence that Baghdad had used chemical weapons against them, Reuters reported from Ankara.

[The Foreign Ministry said Ankara would reject any request from the United Nations to send a group of medical experts to check refugees for evidence of chemical gas. "If a team of experts were sent to Turkey, this would involve Turkey directly in the matter," a spokesman said. "Such an attempt would also create a wrong impression that Turkish medical experts were inadequate to make related research."]

Observers in Turkey were surprised both by the speed of the U.S. condemnation of Iraq for its reported use of chemical weapons against the Kurds last month and by the timing and content of the

disclaimer from the Turkish Foreign Ministry.

Mr. Shultz told a U.S. Senate panel Tuesday that the administration believed it had "conclusive evidence" that Iraq had used chemical weapons. But he said it wanted to determine the facts before considering a Senate request for an emergency meeting of the UN Security Council.

"Not everybody agrees with what the facts are," Mr. Shultz said.

Although virtually every Kurd who has crossed into Turkey has maintained that the Iraqis have used a variety of chemical weapons against both civilian and guerrilla targets, journalists on the scene have been struck by the lack of victims to support the charge.

Inspection of the wounded was conducted, for the most part, by recent graduates of medical schools completing their period of obligatory service. Few, if any, of the doctors in the field have had experience in dealing with chemical-weapons injuries.

Most guerrillas in Uzundere and other camps appeared to be fairly healthy and admitted to having fled before their camps or villages were hit by the Iraqis.

■ Iraq Will Reject Demands

David B. Ottaway of The Washington Post reported from Washington.

The Iraqi ambassador to the United States says Iraq will reject Western demands for a UN investigation of charges that it has used chemical weapons in its campaign to crush a Kurdish rebellion, but that it will give Western reporters access to the Kurdish region of northern Iraq.

"This is an Iraqi issue, a domestic issue, not an international one," the ambassador, Abdul-Amir Anbari, said Tuesday. "We think that opening the door to all journalists to go anywhere in the north should be enough."

Mr. Anbari said his government felt that allowing a UN team to investigate the charges would be recognition that "there is an international issue."

Iraq has repeatedly and categorically denied that it has ever used chemical weapons against any of its 3.5 million Kurds.

Too Tough on Iraq? No

It is being suggested that the unanimous Senate vote on sanctions against Iraq is one of those well-intentioned but misguided gestures to which representative government, given to instant enthusiasms, is regrettably prone. No one contests the proposition that poison gas, which Iraq has been using against its Kurds, is terrible and that a strong stand against it is necessary to blunt the example of cost-free use. But, it is pointed out, Iraq is an important country in a region of broad American interests; the best way to proceed is in a context that will not raise Iraq's nationalist hackles and that will permit a balanced continuing relationship with that regional power.

But surely this is to turn things on their head. The United States has reported "incontrovertible evidence" of "massive use" of gas against Kurdish guerrillas and civilians — use with a frequency, in a mode and on a scale suggesting something close to genocidal purpose. That constitutes an egregious violation of even the rubbery rules of war that now prevail. In a world in which many things are murky, this one is clear. If gas is not to be considered beyond the limits, then there are no limits.

Repeatedly in the past, the United States

and other countries, acting on their own and through the United Nations, pleaded with Iraq and condemned its conduct of gas warfare. Mindful of the strategic exigencies of the Iran-Iraq war, however, the protesters kept up their links with the Baghdad regime. Perhaps that was a mistake. Perhaps Iraq took their hesitation to move from words to deeds as a big wink. In any event, it is only now, in conditions of a cease-fire that affords many comforts to Iraq, and when it is using gas not against Iranian troops but against its own citizens, that the Senate has acted. It acted, moreover, not to spoil a relationship — one that was of tremendous value to Iraq in turning the tide of war — but to establish a more solid basis on which a relationship can continue now.

Iraq is not being asked to do anything that it should find onerous: only to stop the practice of a horrible, outlawed manner of war in a campaign against the Kurds in which it will still be able to press its overwhelming advantage. Some American officials have let it be known they fear that this condition is unacceptable to Iraq. They are encouraging those in Baghdad who say: See, the Americans don't really care.

— THE WASHINGTON POST.

21.09.88

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

Published With The New York Times and The Washington Post

HUMAN RIGHTS

The Cries of the Kurds

Iraq uses chemical arms against a rebellion

Sefika Ali, 20, a pretty Kurdish woman in a soiled yellow dress, was cooking breakfast for her husband and three children when she heard the sound of aircraft. The Iraqi warplanes started dropping bombs on Butia, the village in northern Iraq where she lived. "I felt something wrong in my eyes, and I started to vomit," she says. "We knew what it must be, so we all drank a lot of milk, and then we ran."

The attacks on Butia and other Kurdish villages began three weeks ago, and have prompted fresh denunciations of the government of President Saddam Hussein for using chemical weapons in violation of international law. The assaults are part of a drive that has virtually crushed a long-simmering rebellion of the Kurds and punished Kurdish guerrillas—known as *pesh mergas*, or "those who face death"—for collaborating with the enemy during Iraq's eight-year war with Iran. When

intelligence agencies confirmed that Iraq was using chemical weapons once again, Secretary of State George Shultz last week delivered a searing protest in a 50-minute meeting at the State Department with Saadoun Hammadi, Iraq's Foreign Affairs Minister. At week's end the U.S. Senate passed a bill that would impose economic sanctions against Baghdad.

The offensive in northern Iraq resulted in one of the biggest setbacks for the Kurds since they started agitating for autonomy decades ago. The European powers that signed the 1920 Treaty of Sèvres never honored a provision granting independence to the Kurds. Instead, the region they inhabited in what was formerly the Ottoman Empire was divided among five countries that are now home to 20 million Kurds: Iraq, Iran and Turkey, Syria and the Soviet Union. Reflecting confidence that it has the latest uprising under control,



At the border: Kurdish women en route to refugee camps put their belongings aboard trucks
Witnesses said most victims of the poison-gas attacks did not survive.

Iran agreed to a truce on Aug. 20, the Iraqis began to move against the Kurds.

By last week, as some 60,000 Iraqi troops backed by aircraft, tanks and artillery continued the operation, at least 60,000 Kurds had fled across the border into Turkey. In the safety of one of four refugee camps there, Sefika and her family were relatively fortunate. According to some reports, the Iraqis killed at least 2,200 civilians and 250 *pesh mergas*. Though not all were victims of chemical warfare, the attacks revived ghastly memories of Iraq's poison-gas blitz last March against the Kurdish village of Halabja, where an estimated 4,000 people died.

The two main rebel leaders, Masoud Barzani of the Democratic Party of Kurdistan and Jellal Talibani of the Patriotic Union of Kurdistan, accused Iraq of committing genocide against the Kurds, a non-Arab Muslim people who make up about 20% of Iraq's 17 million people. After U.S.

Iraq last week proclaimed an amnesty for Kurdish rebels.

Few Kurds are expected to take up Iraq's offer while fear and resentment over the recent attacks are running so high. At a camp near the Turkish village of Ortaköy last week, 7,000 exhausted refugees were fighting malaria, diarrhea and intestinal diseases from their journey. There was scant physical evidence of either chemical or gas bombings, but refugees said the victims had not lived to carry their tales across the border. In a primitive medical clinic, Caglayan Cücen, a Turkish doctor, said he would never forget treating a little Kurdish girl for an injured foot. "She was crying and crying," he said. "Then I realized that there was another sound just outside: hundreds of the Kurds, hundreds of them, had begun to cry with her."

—By Scott MacLeod.

Reported by Cathy Booth/Ortaköy and Ricardo Chavira/Washington

HERALD TRIBUNE
22.09.88

U.S. Panel Backs Kurd Gas Report

The Associated Press

WASHINGTON — Investigators for the Senate Foreign Relations Committee reported Wednesday that "overwhelming evidence exists" that Iraq subjected Kurdish villages to poison-gas attacks last month to break an insurgency.

Basing conclusions mainly on interviews with hundreds of the 65,000 Kurds who fled across Iraq's border with Turkey, the investigators concluded that the attacks were part of a deliberate policy by Iraq to depopulate Iraq's Kurdish regions.

"We find no question that Iraq's policy in Kurdistan has the characteristics of genocide," the two staff members, Peter W. Galbraith and Christopher Von Hollen Jr., concluded in a report to the Foreign Relations Committee chairman, Claiborne Pell, Democrat of Rhode

Kurds Are No-Shows in Iraqi Press Event

By Patrick E. Tyler
Washington Post Service

ZAKHU, Iraq — The Iraqi government tried to demonstrate that thousands of Kurds are returning from Turkey after as many as 80,000 of them fled across the border to escape an Iraqi Army military onslaught. But the Kurds did not show.

On Saturday, the Iraqi Information Ministry flew dozens of journalists to this outpost on the Khabur River, which separates Iraq and Turkey, and promised that they would witness the return of 1,000 Kurds from camps in Turkey.

Large numbers of Iraqi Kurds fled across the border recently, saying that their villages had been at-

tacked with chemical weapons when the Iraqi Army began an offensive against their mountain bases after a cease-fire in the Gulf War on Aug. 20.

Foreign reporters were invited to Zakhu in an effort by the government to refute allegations that Iraq was carrying out a campaign of genocide against the Kurds, and that chemical weapons had been used against Kurdish rebels in the mountains of the northern region of Kurdistan.

But after reporters toured the area, the Information Ministry confiscated dozens of videotape cassettes from foreign television crews to review tape of smashed and scorched Kurdish villages.

When a large group of journalists reached Zakhu on Saturday morning, they waited for an hour at the Turkish frontier before Iraqi officials said that "technical difficulties" had prevented the Kurds from crossing the border.

Diplomats said that none of the Kurds who fled to Turkey have returned to Iraq, where they fear a wave of repression for the support their guerrilla groups gave Iran

during the Gulf War. But an estimated 10,000 to 20,000 Kurds have returned to Iraq from Iran, Iraqi officials and Kurds say.

It was a disappointing day for Baghdad, which is facing a diplomatic crisis over the Kurds, who set off concern in Western capitals and in the press by alleging that the Iraqi government had used poison gas in its campaign to put down restiveness.

On Friday, Iraq formally rejected a request by the United Nations to investigate the situation in Kurdistan.

But at the same time, Baghdad, seeking journalistic vindication that chemical weapons had not been used, opened the northern region to a tightly controlled tour by journalists.

In a bizarre moment on Saturday, dozens of reporters at the military air base at Mosul passed an Iraqi Army truck whose driver and passengers were wearing gas masks.

Foreign journalists completing a two-day helicopter tour of Kurdistan saw dozens of flattened and scorched villages. Major towns in

the area, however, appeared to have been spared attack.

At Batufa, for example, reporters landed in five large, Soviet-made helicopters and were surrounded by hundreds of Kurdish children who appeared to have no fear of Iraqi military men.

When a reporter mentioned a scorched area west of Batufa and asked about spots of white residue on the charred earth, Iraqi military officials at first asserted that the burned areas related to "agriculture" and the white residue was from "camp fires."

But after further questions, a brigadier general from the Iraqi Army's 5th Corps took a reporter by helicopter to the site. The general described himself as the commander for operations against the Kurds but declined to identify himself under Iraqi Army policy.

He said Kurdish rebels had been attacked in the area near the village. But he denied that chemical weapons had been used, saying that they had not been necessary.

The white residue, upon closer inspection, appeared to be ash from incinerated trees.

2 Escape to West Germany

Reuters

MUNICH — A 28-year-old East German man smashed through border fences in a truck Saturday to escape to West Germany. On Friday, a young East German man reached West Germany by swimming across the Saale River.

Iraq Shouts and the Other Arabs Fall Into Line

By Richard Cohen

WASHINGTON — Charges that Iraq used poison gas against the Kurds, Iraq says, are an attempt by the United States to divert attention from the Palestinian problem. Don't laugh. The Iraqi tactic has worked.

In the name of the great Palestinian cause and the even greater cause of Arab solidarity, other Arab states have fallen in line. Kuwait, just the other day an ally for whom the United States reflagged ships, summoned the U.S. ambassador to express its "deep concern" about Washington's charges. Whatever "deep concern" it may have for the Kurds went unmentioned.

Similarly, Egypt, Saudi Arabia, Jordan, Bahrain and the Arab League have complained about the American accusation that Iraq has killed Kurds with poison gas. The Arab League condemned the media for merely raising the issue. It reaffirmed its "total solidarity" with Baghdad, apparently giving it a license to do whatever it wants. It wants, it seems, to use poison gas whenever it seems fit.

Except when it comes to the Sandinistas in Nicaragua, the State Department is not given to shrill and unsubstantiated statements. In the case of the alleged use of poison gas by Iraq, Washington has pointed to two pieces of evidence.

First, the Kurds themselves have, with remarkable consistency, told tales of chemical weapons being used against them. Noted for their ferocity, they nevertheless fled into Turkey. To be blunt, something scared the hell out of them.

Second, the State Department reports that it intercepted Iraqi air force communications. These, apparently, provided the hard evidence.

There is a third bit of evidence, but it is, as they say, circumstantial: Iraq has used poison gas in the past, both against Iran and against the Kurds. In police jargon, Baghdad's MO (method of operation) is established.

The evidence fails to impress the Arab world. In brotherly unity, it stands shoulder-to-shoulder with Iraq. The United Nations would like to investigate. Iraq says no, the Kurdish uprising is an internal matter. The United States would like Iraq to desist. It says maybe, but it's not about to take moral instruction from the West. Arab governments salute the wisdom of these positions.

When Arab states cynically invoke the Palestinian cause, they are on to something — but not in the way they intend. Any solution of the Palestinian problem will entail a modicum of trust between Israel and the Arab world. But in contemporary times, poison gas has been used by three countries — and each was Arab.

Egypt used gas in Yemen, Libya in Chad, and Iraq has done so against Iran and the Kurds. Arabs have killed Arabs with gas or, as with the Kurds and Iranians, not Arabs but fellow Moslems. So much for Islamic brotherhood.

Worse, Syria and Libya are reportedly stock-

piling gas and developing means of delivering it — missiles, for instance. These missiles can reach Israel, a country with a compact urban population and which assembles its all-important military reserve units at specific locations. Together with Iraq, Syria and Libya represent the most implacable of Israel's enemies. Their governments are headed by thugs who, taken together, support much of the world's terrorism.

How can Israel deal with such people? The Arab states say nothing to this.

How can Israel be assured that moderate Arab states will attempt to control the more zealous ones — at the very least by using public opinion? The love-in with Iraq is hardly reassuring.

How can Israel be assured that an Israel substantially rid of Palestinians would not be open to gas attack? Would it not be better to hold the Palestinians hostage?

To all these questions the moderate Arab states have but one answer: an embrace of Iraq. They have shown that they are susceptible to the most blatant demagoguery. Yell "Palestine" and they all fall into line.

But it is the moderate Arab states who ultimately will suffer. By supporting Iraq they bring peace no closer, do nothing to advance the Palestinian cause and have encouraged thug regimes that someday may turn on them.

It was in the Middle East, after all, where we were told that what we sow is what we reap.

The Washington Post.

Senate panel finds strong evidence of Iraqi gas attack

WASHINGTON (AP) Investigators for the Senate Foreign Relations Committee reported Wednesday that "overwhelming evidence exists" that Iraq subjected Kurdish villages to poison gas attacks last month to break a Kurdish insurgency.

Basing conclusions mainly on interviews with hundreds of the 65,000 Kurds who fled across Iraq's border into Turkey, the investigators concluded that the attacks were part of a deliberate policy by Iraq to depopulate Iraq's Kurdish regions.

Their report contained graphic descriptions of the effects of the gas, including blood trickling from the mouths of victims and bodies turning blackish blue.

"We find no question that Iraq's policy in Kurdistan has the characteristics of genocide," the two staff members, Peter W. Galbraith and Christopher Von Hollen Jr., conclude in a report to Foreign Relations Chairman Claiborne Pell.

At a news conference, Pell urged the House to quickly pass legislation, already adopted by the Senate, "to impose sanctions on Iraq as long as it continues to use chemical weapons and continues to pursue policies that may be genocidal in nature."

Iraq, earlier accused of using mustard gas against attacking Iranian soldiers, has denied it employed chemical weapons against the Kurds.

The Senate committee report cites dozens of witness accounts.

"As described by the villagers, the bombs that fell on the morning of Aug. 25 did not produce a loud explosion," the report said.

"Only a weak sound could be heard and then a yellowish cloud spread out from the center of the explosion and became a thin mist. The air became mixed with a mixture of smells — 'bad garlic,' 'rotten onions,' and 'bad apples.'"

Temporary blindness

"Those who were very close to the bombs died instantly," the report says. "Those who did not die instantly found it difficult to breathe and began to vomit. The gas stung the eyes, skin and lungs of the villagers exposed to it. Many suffered temporary blindness.

"After the bombs exploded, many villagers ran and submerged their faces in nearby streams to escape the spreading gas. Many of those who made it to the streams survived. Those who could not run from the growing smell, mostly the very old and the very young, died.

"The survivors who saw the dead reported that blood could be seen trickling out of the mouths of some of the bodies," the report said. "A yellowish fluid could also be seen oozing out of the noses and mouths of some of the dead. Some said the bodies appeared frozen. Many of the dead bodies turned blackish-blue.

Returned to villages

"Most of the villagers quickly abandoned the contaminated areas, leaving the bodies unburied in the sun," the report said. "In some cases they later returned to the poisoned villages to bury the bodies. The few who ventured to look at the shattered pieces of the bomb casings said they were colored green.

"In every village where chemical bombs were drop-

ped, the livestock — mostly donkeys and goats — died," the report said. "Birds are also reported to have 'fallen out of the sky.' Bees in the area are also said to have been killed by the gas."

Galbraith and Von Hollen say the chemical attacks on Kurdish villages continued Aug. 26 and 27. They conclude that "no area in the northeastern reaches of Iraqi Kurdistan was safe from chemical attack."

Thousands of Kurds fled across the border into Turkey, but on Aug. 28 the Iraqi Army blocked a road parallel to the border, trapping Kurdish villagers inside Iraq, the report said.

"An Iraqi Kurd who managed to cross the road said, 'Whatever they saw they shot — children, women, young and old,'" the report said.

It said that by Sept. 5, the Iraqi Army had set up camps along the border, slowing the flow of refugees to a trickle.

"In at least one village where Kurds remained — the village of Baze — survivors report Iraqi forces opened fire with machine guns on everyone in the village and then used bulldozers to push the bodies into mass graves," the report stated.

The investigators also said they encountered refugees who complained of blurry vision, difficulty in breathing, vomiting and burned and itchy skin, symptoms which they said are "classically associated with mustard gas poisoning."

"While none of these individual cases is conclusive, they form a common pattern that lends strong support to the eyewitness accounts," the report said.



BILL ROBINSON—JB PICTURES

Forever homeless? Kurdish recruits raise their rifles at a military camp in Iran's Kurdistan

'A Recipe for Disaster'

The Iraqi Kurds may inflame their Turkish cousins

Serbest Lezgin has the look of a man who has traded one torment for another. He is among 100,000 Kurds who fled Iraq for southern Turkey last month, following apparent chemical-weapons attacks by Saddam Hussein's Army. But Lezgin, a local leader of the *pesh merga*, as the rebels are known, now wonders if it was such a good idea after all. In this dust-choked, sun-baked camp near Diyarbakir for 8,000 refugees, he and his men are like prisoners. Armed Turkish troops ring their tent city. From a corner of his tent, a member of the Turkish secret police monitors all Lezgin's talks with visitors. The refugees may not leave the camp for any reason. They are allowed only emergency rations from the Red Crescent relief group, which give them diarrhea. Worst of all, the Turks have confiscated all the *pesh merga*'s weapons. "Without my machine gun," Lezgin says, "I feel more than naked."

Running battle: But with their guns, the Kurds make the Turkish government feel less than safe. They are part of an ethnic group 20 million strong which ranges across the frontiers of Iraq, Turkey and Iran. For decades Kurds have sought autonomy in a transnational "Kurdistan," and in this part of Turkey armed separatists are engaged in a running battle with the Turkish Army. The Kurdish Workers' Party, or PKK, has been responsible for more than 1,200 killings in the area in the past four years, officials say. Many of the murders are of entire families suspected by the rebels of collaborating with Turkish police. The PKK is believed to be operating

from sanctuaries across the Syrian and Iraqi borders, and Turkish officials think that many of the Iraqi Kurds who have taken refuge had been helping the PKK. Some officials have told the refugees that the price of staying is help in the hunt for PKK guerrillas. "We have told them we will never help them kill our fellow Kurds, not even if they turn us over to Saddam's murderers," says one Kurdish fighter.

Turkish officials want to head off any coalition of the Iraqi Kurds with their Turkish cousins, who form a majority in Turkey's underdeveloped southeast corner. Even though the refugees are confined to camps, their presence has heightened the resentment of Turkish Kurds to-



ILHAMI-SIPA

Like prisoners: Kurdish refugees await supplies

ward the government in Ankara. "The Turkish authorities don't even want to hear the word 'Kurd' pronounced," said Yushta, a 24-year-old Kurd who makes his living at the main bazaar in Diyarbakir, where four fifths of the people are Kurds. "They ban our language, and they put in prison anybody who even talks of autonomy," he said. Kurdish is not taught in schools; Kurdish books and magazines are proscribed. At the bazaar, a stall owner has to check for police before selling pirated tapes of popular Kurdish singers Mahmut Kizil and Ayse San. "The Kurds will never integrate completely into another culture," says a Kurdish merchant

named Ali. "They will have to lock up many, many more of us." Diyarbakir prison, a grim outpost near the refugee camp, already houses more than 3,000 Turkish Kurds, many of whom have been savagely beaten and tortured, according to Amnesty International and Kurdish exile groups.

In a bind: The influx of thousands of hardened Kurdish Resistance fighters has Ankara in a bind. Turkish Prime Minister Turgut Ozal could hardly refuse to take in the refugees; he is counting on Kurdish support in a Sept. 25 local-government vote that has turned into a referendum on his own reign. On the other hand, he fears Kurdish protests that could threaten control of Diyarbakir. "It's a real dilemma for the Turks," says a European diplomat in Ankara. "Allowing those Iraqi Kurds to stay in a Kurdish region is a recipe for disaster, and the government knows that."

Taking in the refugees could also jeopardize Turkey's relationship with Iraq. Turkey gets most of its oil from Baghdad, and does \$2.4 billion in annual trade with its Arab neighbor. For this reason, the government has been silent on Iraqi use of chemical weapons against the Kurds. Ankara would welcome a peaceful repatriation of the refugees, and the Iraqis have announced an amnesty, even though they regard many Kurds as traitors for supporting Iran in the just ended Gulf War. There is a condition: they must return by early October or be forever homeless. Serbest Lezgin says his men will go back if ordered to do so by top separatist leaders. But that will not end the fighting—on either side of the frontier.

THEODORE STANGER in Diyarbakir

05.09.88 LIBERATION

LA FUITE DES KURDES SOUS LES GAZ IRAKIENS

Des témoignages confirment que Bagdad multiplie l'usage d'armes chimiques contre les Kurdes irakiens. Ce week-end, 20000 Kurdes supplémentaires se seraient réfugiés en Turquie. Où les problèmes d'accueil commencent à se faire sentir.

Après les bombardements irakiens de mon village, les gens ont senti des brûlures dans leurs yeux, puis les larmes ont commencé à couler. Peu de temps après, nous avons tous commencé à tousser, puis à vomir, et un liquide vert sortait de nos entrailles», raconte Sadik Salman, un réfugié kurde irakien qui vient d'arriver à Hakkari, un village turc situé à plusieurs dizaines de kilomètres de la frontière irakienne. «Dans le village de Puka (province de Zakho), ils ont attaqué au gaz: sur 60 habitants et 20 peshmergas (maquisards kurdes irakiens), il n'y eut qu'un seul rescapé. Le gaz tue immédiatement, sans laisser de brûlures», explique un guérillero kurde réfugié à Uludere.

Ces témoignages directs, les premiers depuis la dernière offensive lancée par le gouvernement irakien contre les villages kurdes de l'Irak, sont accablants pour Bagdad. Ils confirment les accusations d'Amnesty International selon lesquelles le gouvernement irakien multiplie l'usage d'armes chimiques contre ses propres populations. En mars dernier, les gaz toxiques employés par l'armée irakienne avaient déjà tué 4000 personnes dans le seul village de Halabja, au nord-est de l'Irak. Dans les provinces irakiennes de Dahuk, Mossoul et Erbil, les armes chimiques ont fait «des

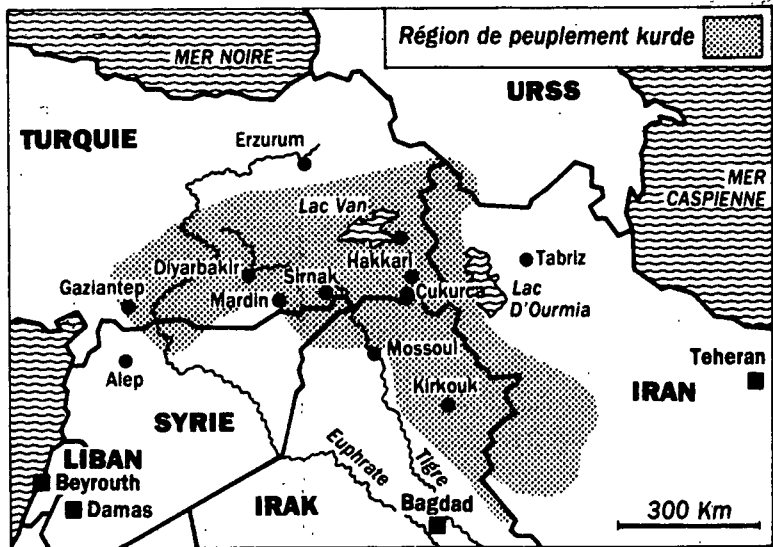


Kurdes irakiens encadrés d'un commando de gendarmerie turque près de la frontière et dépouillés de leurs armes.

centaines de morts et des milliers de blessés» selon Amnesty, qui qualifie la «pacification» des régions kurdes par l'Irak de «politique systématique visant à éliminer un grand nombre de civils kurdes».

L'offensive des troupes de Saddam Hussein, déclenchée le 28 août dernier dans cette partie du Kurdistan, a provoqué un énorme mouvement de panique dans la population. Depuis, 100000 Kurdes ont abandonné leurs villages en Irak pour se réfugier en Turquie. Au cours de ce dernier week-end, environ 20000 autres les ont rejoints, parfois en payant de leur sang. 300 personnes ont été tuées vendredi par les bombardements irakiens alors qu'elles tentaient de traverser la rivière Zap pour gagner le territoire turc. Pour ceux qui n'ont pu encore franchir la frontière montagneuse longue d'à peine 350 kilomètres entre l'Irak et la Turquie, leur sort est de plus en plus aléatoire. L'armée irakienne aurait en effet réussi à boucler, samedi en début de soirée, la plus grande partie de la région frontalière, alors que le gouvernement de Bagdad se livre, racontent les réfugiés, à des attaques systématiques à l'artillerie et à l'arme chimique contre les villages kurdes. Seule la région de Simdinli, à l'extrême-est de la frontière, échapperait encore au contrôle de l'armée irakienne.

En contrebas d'un sentier de monta-



Au nombre de 8 à 10 millions en Turquie, 5 millions en Iran, 3,5 millions en Irak, 500000 en Syrie, et 200000 en URSS, les Kurdes n'ont jamais cessé, depuis la Première Guerre mondiale, de vouloir affirmer leur identité. En Turquie, un millier d'insurgés kurdes vivent retranchés dans les montagnes du sud-est du pays. En Iran, le régime Islamique a envoyé les Gardiens de la révolution mater le Parti démocratique du Kurdistan. Mais Téhéran soutient par ailleurs les nationalistes kurdes irakiens, qui contrôlaient jusqu'alors le nord du Kurdistan, limitrophe avec la Turquie.

gne, quelque 4000 Kurdes irakiens et peshmergas sont regroupés dans des abris de fortune faits de couvertures bariolées et de murets de pierres. Chaque groupe de nouveaux arrivants est soumis à une brève entrevue avec les commandos paramilitaires turcs. Lorsqu'il s'agit de peshmergas, ils sont dépouillés de leurs armes. Malgré les secours mis en œuvre, les autorités

turques semblent débordées par le nombre important des réfugiés. Les problèmes d'accueil se font sentir tout au long de la frontière, à Cukurca, Dagdibi, Yekmal, Genisli et Tastdelen - d'où les autorités commencent à refouler les journalistes. A Hakkari, des milliers de femmes, d'enfants et de vieillards, certains victimes de brûlures chimiques, ont dû passer les deux der-

nières nuits dehors. On craint surtout un manque de vivres.

Le gouvernement irakien s'enferme. Vendredi encore, il a publié un démenti sur l'utilisation de gaz chimiques dans sa lutte contre la rébellion kurde. Pourtant, les preuves s'accroissent. Une bombe chimique est tombée mercredi à un kilomètre de la localité frontalière de Ortobag (en Turquie), où sont réfugiés 35000 Kurdes irakiens. Là, c'est une autre bombe, conventionnelle celle-là, qui a explosé jeudi à proximité d'un poste-frontière. «C'est très dangereux», résume un soldat turc. Un peu plus loin, les premiers visés ne peuvent qu'aquiescer: «Que font les Nations unies? Nous sommes un peuple. Pendant que l'Irak et l'Iran parlent de paix à Genève, on nous laisse mourir sur ces collines...»

D'après AFP et Reuter

● 1516 Kurdes irakiens se sont réfugiés en Iran ces trois derniers jours après avoir franchi la frontière de Piranchahr, selon Radio-Téhéran. «La République islamique d'Iran aidera ces réfugiés musulmans kurdes et les installera dans des camps», a affirmé le gouverneur de Piranchahr.

L'Iran avait déjà annoncé avoir accueilli, depuis mardi dernier, plus de 1800 familles kurdes

Selon la radio iranienne, l'Assemblée suprême de la révolution islamique irakienne (l'opposition irakienne installée en Iran), a demandé au secrétaire général de l'Onu d'intervenir.

05.09.88 THE SYDNEY MORNING HERALD

Kurdish rebels on the run, says Iraq



MIDDLE EAST

By PAUL LEWIS

GENEVA, Sunday: The Foreign Minister of Iraq, Mr Tariq Aziz, said yesterday that Kurdish dissidents had rebelled against the Baghdad Government but were now fleeing from northern Iraq into Turkey and Iran after the rebellion collapsed.

He said Iran had encouraged a Kurdish uprising in northern Iraq and provided the rebels with arms

and other supplies as part of its "military effort" against Iraq during the Persian Gulf war.

Mr Aziz, leading his country's delegation to the Gulf peace talks here, said in an interview that as soon as Iran accepted the Gulf war cease-fire with Iraq last month, the Kurdish dissident leaders realised their rebellion was doomed and decided to flee with as many supporters as they could muster into neighbouring Turkey and Iran. Both have sizable Kurdish minorities along their borders with Iraq.

Mr Aziz accused the two principal Kurdish rebel leaders, Mas-soud Barzani and Jalal Talabani, of seeking "to create publicity" for themselves by encouraging

women and children to flee into Turkey.

Ordinary Iraqi Kurds who left the country in this manner are free to return "any time they want", the Foreign Minister said.

But he called Mr Barzani and Mr Talabani "traitors" who had collaborated with the enemy during the Gulf war, and said "they should be hanged".

Kurdish leaders have charged that Iraq began a major offensive against the rebels in early August, characterising it as an effort to crush the 40-year insurgency once and for all.

Mr Barzani said last week that more than 500 had been killed and thousands hurt by chemical weap-



Iraqi Kurds waiting to be checked by Turkish commandos in a valley near the border on Saturday.

ons in the offensive.

Mr Aziz denied Kurdish assertions that the Iraqi Army is taking advantage of the cease-fire to launch a major offensive against the Kurds that includes the use of poison gas.

"There is no use of chemical weapons and no necessity of using them," he said.

As the Kurdish rebellion collapsed, he said, army and police units were merely re-taking control of areas where they had not been stationed before.

"You don't need a big military operation," he said.

Mr Aziz, himself a minority Christian in predominantly Muslim Iraq, said the Government of

President Saddam Hussein treated its Kurdish minority better than Turkey or Iran.

He acknowledged that Iraq was moving Kurds away from the frontiers with Turkey and Iran, relocating them in new towns where, he said, they enjoyed a higher standard of living.

Iraq recognised "Kurdish nationality" and allowed the teaching of Kurdish language and culture while Turkey forbade it, he said. Iraq gave Kurds a measure of governmental autonomy.

"None of this exists in Iran or Turkey," he said.

Meanwhile, Turkey has made a conditional offer of sanctuary to one of the rebel leaders, officials and newspapers here reported yesterday.

The Prime Minister, Mr Turgut Ozal, said last week that Turkey was prepared to give temporary sanctuary to Mr Barzani "because of humanitarian considerations and provided he goes on to another country".

The offer seemed likely to deepen Iraqi animosity towards Turkey, which flared when the Ankara Government refused to seal its border with Iraq to Kurdish fugitives, Turkish officials said.

More than 70,000 Kurds have fled from northern Iraq in recent days, crossing the border into mountainous eastern Turkey.

The New York Times

06.09.88 LA CROIX

120 000 réfugiés ont quitté l'Irak pour la Turquie en une semaine

KURDISTAN : L'ODEUR DU GAZ MOUTARDE

LES TROUPES IRAKIENNES ONT BOUCLÉ DEPUIS DIMANCHE LA PLUS GRANDE PARTIE DE LA RÉGION FRONTALIÈRE AVEC LA TURQUIE ET UTILISENT DES ARMES CHIMIQUES

Environ 120 000 Kurdes fuyant une offensive de l'armée irakienne contre leurs villages ont trouvé refuge en Turquie depuis le 29 août. Des milliers de femmes, d'enfants

et de vieillards ont dû passer des nuits à la belle étoile, faute de tentes ou d'abris à Cukurca, Dagdibi, Yekmal, Genisli Tastdelen et Simdinli, localités turques où ils se sont temporairement installés. Heureusement pour eux, la température est clémente dans la nuit avant de remonter à 40° à l'ombre dans la matinée. Les autorités locales se préoccupent

surtout d'un éventuel manque de vivres. Une grande quantité de viande, de riz, de pâtes, de lait et de farine arrive quotidiennement par avion à Van, d'où ces vivres sont acheminés par camion jusqu'à Hak-kari.

Sous un soleil de plomb, lasse, les yeux hagards, assise devant une tente, une femme entourée de trois

enfants affirme avoir quitté un village près d'Erbil en Irak : « C'était l'enfer... c'était l'enfer..., répète-t-elle à plusieurs reprises. Des hélicoptères ont survolé nos maisons sans nous tirer dessus. Une heure plus tard, deux avions à réaction sont venus lancer des bombes et nous pouvions voir de la fumée jaune et orange derrière eux. » Sadik Salman, un autre réfugié interrogé lui aussi à Hakkari, a raconté qu'après les bombardements irakiens de son village, « les gens ont senti des brûlures dans leurs yeux, puis les larmes ont commencé à couler. Peu de temps après, nous avons tous commencé à tousser, puis à vomir et un liquide vert sortait de nos entrailles ». Nombre de réfugiés affirment avoir été victimes de bombardements à l'arme chimi-

que, mais les équipes médicales turques dépêchées sur place indiquent pour leur part n'avoir vu jusqu'à présent aucun blessé souffrant de brûlures causées par le gaz.

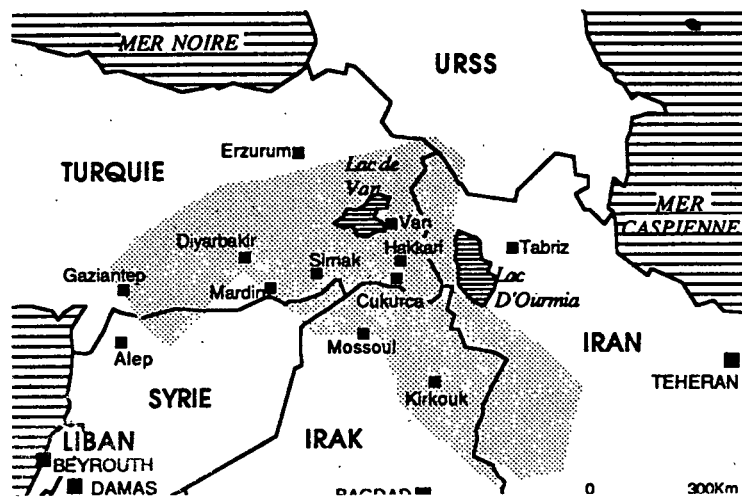
Les autorités turques ont commencé à transférer les réfugiés dans des zones plus éloignées de la frontière, pour les mettre à l'abri d'éventuels bombardements de l'aviation irakienne. Environ 1500 Kurdes ont ainsi été transportés, dimanche 4 septembre, de Cukurca à Yuksekova, à une centaine de kilomètres plus au nord-est, près de la frontière iranienne. Plus de 4000 réfugiés ont par ailleurs été amenés à leur demande en territoire iranien. Toute la région est étroitement surveillée par les armées turque et irakienne, et des hélicoptères survolent toute la jour-

née les deux côtés de la frontière. Le flux de réfugiés se serait notablement ralenti depuis que l'armée irakienne s'est installée, samedi 3 septembre, le long de la frontière. Les troupes de Bagdad ont en effet réussi à boucler la plus grande partie de la région frontalière avec la Turquie et il sera dorénavant très difficile aux Kurdes irakiens de venir se réfugier en Turquie. Seule la région limitrophe de Simdinli en Turquie échappe encore au contrôle de l'armée irakienne.

Du côté irakien, un porte-parole officiel a reconnu que Bagdad avait lancé des opérations militaires contre les Kurdes dans le nord du pays, mais a démenti tout recours aux armes chimiques.

Dans un rapport publié la semaine dernière à Londres, Amnesty International estime pour sa part que des centaines de civils kurdes, y compris des femmes et des enfants, ont été « délibérément » tués et des milliers d'autres blessés au cours des opérations militaires irakiennes du mois d'août. De source turque, on affirme même qu'une bombe chimique a été lâchée tout près de la frontière irakoturque la semaine dernière, faisant monter la tension chez les militaires turcs qui auraient évité de justesse un affrontement avec les troupes irakiennes dimanche 4 septembre.

F. A.
(avec AFP)



INTERNATIONAL
Herald Tribune
Published With The New York Times and The Washington Post

06.09.88

The Smell of Genocide

Not just a whiff but the stench of genocide drifts from the Kurdish areas of Iraq and the green hills of Burundi, homeland of the Hutu tribe. Those who commit such acts should know the world watches, that sovereignty cannot legitimize genocide.

President Saddam Hussein has long thirsted to settle scores with rebellious Kurds, who comprise a fifth of Iraq's 17 million people. Kurdish leaders charge that Iraq now exploits a truce in the Gulf War to turn its huge army and chemical weapons against Kurdish lands and people.

In Burundi, authorities acknowledge that 5,000 Hutus are dead in a renewal of a civil war that in 1972 resulted in the massacre of about 100,000 Hutus. Burundi's government, led by the minority Tutsi tribe, blames outside "rebels" for the slaughter — but rejects

the European Community's request to admit an international inquiry team.

"Burundi is an independent state which has the situation under control," asserts Foreign Minister Cyprien Mbonimpa. "There is no place for such a commission." His rejection only adds credence to reports that the massacre was touched off by the regime's own unannounced military exercises.

Burundi is indeed sovereign, and so is Iraq. In a world in which states jealously guard their sovereignty, no international police can be summoned if a country slaughters within its own frontiers. And there are no facile solutions to ethnic conflicts rooted in centuries of antagonism. Kurds are a particularly poignant example.

The mountain-roaming Kurds are persecuted not just in Iraq but in Turkey, Iran and

Syria. In unholy complicity, Iraq has given Turkey permission to let its patrols strike across frontiers at Kurdish camps. There is now a hopeful change. Turkey no longer closes its borders to Kurdish refugees, mitigating its long repression of Turkish Kurds.

The United Nations unanimously approved in 1948 the Genocide Convention, making it a crime for any state to destroy in part or whole any national, racial, ethnic or religious group. This was a moral as well as legal act, a recognition of the world's sins of silence as entire peoples perished.

Outside attention to human rights in Burundi violates sovereignty no more than black Africa's just demand for sanctions against white South Africa. And properly, the U.S. State Department has warned Iraq that using chemical weapons against Kurds would be "a grave violation of international human rights." Enough silence.

— THE NEW YORK TIMES.

05.09.88 L'HUMANITÉ

LE MONDE

L'Irak réprime sauvagement le mouvement populaire kurde. Des centaines de civils assassinés, des dizaines de milliers de réfugiés

LA CHIMIE CRIMINELLE DE BAGDAD

Le régime de Saddam Hussein met à profit le cessez-le-feu avec l'Iran pour mener une guerre d'extermination sur son propre territoire. L'interdiction des armes chimiques est une nécessité urgente

DES centaines de civils kurdes, parmi lesquels des femmes et des enfants, ont été « délibérément » tués et des milliers d'autres blessés, au mois d'août, par les forces armées irakiennes. Profitant du cessez-le-feu avec l'Iran, Bagdad concentre ses troupes dans le Kurdistan irakien pour réprimer le mouvement populaire. Dans un rapport publié, jeudi, à Londres, Amnesty International souligne que ces massacres s'inscrivent dans le cadre d'une « politique systématique et délibérée visant à éliminer un grand nombre de civils kurdes ».

Selon les informations reçues par l'organisation humanitaire, les troupes irakiennes ont lancé des attaques contre des centaines de villages kurdes, utilisant des chars d'assaut, des hélicoptères, des pièces d'artillerie lourde et des armes chimiques. Bagdad, qui reconnaît mener des opérations contre les Kurdes, nie l'emploi des armes chimiques. Dans le passé, le régime irakien a déjà opposé de pareils démentis. Les témoignages et, notamment, un reportage télévisé qui fit récemment sensation ont prouvé que ses dires étaient sans valeur.

Les attaques, au cours du mois d'août, se sont déroulées surtout dans les secteurs de Zakho, Amadiyya, Bamarni et Sersenk, de la province de Duhok, dans les secteurs de Shaikhan et Atrush, de la province de Mossoul, et dans les secteurs de Sidakan et de Baisan de la province d'Arbil.

Par dizaines de milliers, les villageois fuient la région. Quelques-uns sont partis en Iran. « C'est l'arme chimique qui a permis l'avance des troupes de Bagdad en pays kurde et causé la fuite de la population », a déclaré un groupe de ces réfugiés à Radio-Téhéran.

Quelque 120.000 Kurdes ont franchi la frontière turque depuis lundi dernier. L'armée d'Ankara qui, de son côté, combat le mouvement populaire kurde en Turquie, quadrille la région au sud-est du pays, où se sont installés les réfu-



Peuple pourchassé. Réfugiés kurdes d'Irak gardés par les gendarmes turcs. (Photo Reuter.)

giés, et en interdit l'accès aux journalistes. L'envoyé spécial de l'AFP a rencontré, à Hakkari, un Kurde, Sadik Salman, qui lui a décrit les bombardements de son village par les obus irakiens. « Les gens ont senti des brûlures dans leurs yeux, puis les larmes ont commencé à couler. Peu de temps après, nous avons tous commencé à tousser, puis à vomir, et un liquide vert sortait de nos entrailles. »

Le Parti démocratique du Kurdistan indique que l'armée irakienne assiège 43.000 civils kurdes. Trois cents victimes, en majorité des femmes et des enfants, tuées par les armes chimiques, ont été sommairement enterrées dans une fosse commune, à Duhok. Le 31 août et le 1^{er} septembre, les engins chimiques ont encore été utilisés contre les villages de la région de Amadiyya. Le régime de Bagdad y a déployé quatre corps d'armée. Des combats acharnés se

déroulent autour de la base que tient le PDK.

Les Nations unies et toute la communauté internationale sont concernées par ce qui se passe au Kurdistan d'Irak. Alors que le conflit entre Téhéran et Bagdad, qui a fait plus d'un million de victimes, s'est apaisé et qu'une solution politique est en vue, il n'est pas possible de laisser se développer cette guerre d'extermination. L'Irak doit être mis en demeure de ne plus utiliser les engins chimiques. Les massacres dont les Kurdes sont victimes prouvent combien est nécessaire la conclusion rapide d'un traité interdisant la fabrication et l'usage des armes chimiques. Washington qui en retarde la signature, Paris qui veut se doter de telles armes portent une part de responsabilité dans les horreurs du Kurdistan.

Jean George

06.09.88. LE MONDE

Fuyant l'offensive des troupes de Bagdad

Environ 120 000 Kurdes se seraient réfugiés en Turquie en l'espace d'une semaine

Environ cent vingt mille Kurdes, fuyant une offensive de l'armée de Bagdad contre leurs villages au nord de l'Irak, se sont réfugiés en Turquie en l'espace d'une semaine, selon les estimations des autorités locales de Hakkari, située près de la frontière irako-turque.

Depuis vendredi, l'armée turque, qui quadrille les zones où sont installés les réfugiés kurdes irakiens, refoule les journalistes et leur interdit l'accès de ces régions sous le prétexte qu'un commando du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie, qui mène des opérations contre le régime d'Ankara) se serait infiltré, rendant la région dangereuse. Un photographe du quotidien turc *Cumhuriyet* s'est vu confisquer sa pellicule alors qu'il se trouvait avec un groupe de journalistes qui réclamaient le libre accès aux lieux où sont installés les réfugiés.

Malgré leurs efforts, les autorités turques semblent débordées par le nombre important des réfugiés. Des milliers de femmes, d'enfants et de vieillards ont dû passer les deux dernières nuits à la belle étoile, en raison du manque de tentes et d'abris à Cukurca, à Dagdibi, Yekmal, Genisli et Tastdelen (département de Hakkari). Heureusement, la température est clémente la nuit, avant de remonter à 40 °C à l'ombre dans la matinée. Selon les responsables à Hakkari, une grande majorité des réfugiés souffrent de blessures diverses, mais leur état n'inspire pas d'inquiétudes. Sadik Salman, un réfugié interrogé à Hakkari a raconté que, après les bombarde-

ments irakiens de son village, « les gens ont senti des brûlures dans leurs yeux, puis les larmes ont commencé à couler. Peu de temps après, nous avons tous commencé à tousser, puis à vomir et un liquide vert sortait de nos entrailles ».

Les pourparlers de Genève

« Si je vous disais ce qui se passe, vous ne le croiriez pas. C'est pire qu'au Vietnam », a déclaré Akram May, un chef rebelle kurde de la région de Zakho, réfugié à Uludere. « Parce que nous sommes un peuple pauvre, personne ne nous aidera. » Il ajoute, « dans le village de Pouka nous avons un groupe de pechmergas. Les Irakiens ont attaqué au gaz. Seule une personne en est sortie vivante, sur un total de vingt pechmergas et soixante villageois ». De source turque, on confirme qu'une bombe chimique avait été larguée sur la zone frontalière près d'Uludere, mercredi dernier, aggravant la panique le long des 350 kilomètres de frontière turco-irakienne. Selon le journal *Hurriyet*, les troupes turques et irakiennes étaient samedi au bord de l'affrontement.

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a affirmé que les Etats-Unis envisageaient d'exprimer leur « désapprobation » directement à l'Irak, par l'intermédiaire de Mme April Glaspie, l'ambassadeur de Washington à Bagdad, dès que l'administration aura recueilli toutes les informations concernant l'utilisation des armes chimiques par l'Irak. De source officielle, on

affirme cependant qu'il est « très plausible, voire certain » que les Irakiens ont fait usage d'armes chimiques.

Entre-temps, à Genève, les pourparlers de paix entre l'Irak et l'Irak se poursuivent au ralenti. M. Jan Eliasson, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, a affirmé dimanche qu'il n'y avait, « pour l'instant, aucun projet de suspendre les conversations, et même si c'était le cas plus tard, il n'y aurait aucune raison de dramatiser ». Il ressort cependant clairement des propos même du diplomate suédois, que la négociation est bloquée sur le fond. « Je ne suis pas découragé, a-t-il dit, mais il faut avoir une modeste appréciation des progrès. Le fait même que les deux parties sont à la table de négociation, qu'elles discutent de la substance et qu'elles ont qualifié ces discussions de studieuses et constructives est en soi un progrès. »

Autre fait encourageant pour M. Eliasson : « La situation sur le terrain ne s'est pas détériorée », si l'on en juge par les rapports de la force de maintien de la paix de l'ONU. Les trois cent cinquante observateurs dépêchés sur place pour veiller au respect du cessez-le-feu n'ont pas encore eu le temps d'enquêter sur les soixante-quatorze violations « pour la plupart mineures », semble-t-il, signalées de part et d'autre. Mais pour M. Eliasson, « la tendance positive constatée depuis le 20 août ne s'est pas inversée ». — (AFP, Reuter, UPI.)

07.09.88 LE MONDE

Réfugiés en Turquie, plusieurs milliers de Kurdes irakiens décident de passer en Iran

Plus de cinq mille Kurdes d'Irak, parmi les quelque cent vingt mille réfugiés ayant fui en Turquie les offensives de l'armée irakienne, ont choisi de se rendre en Iran, a-t-on appris lundi 5 septembre de source militaire turque. Certains d'entre eux ont affirmé vouloir rejoindre d'autres combattants kurdes en territoire iranien, afin de « poursuivre la lutte contre l'armée irakienne ».

Celle-ci, selon cette même source militaire, a entrepris, depuis samedi dernier, de raser au canon des villages des régions de Herki et d'Uzumkuran, frontalières avec la Turquie et l'Iran. La canonnade était audible lundi depuis le territoire turc.

Par ailleurs, un médecin français,

M. Bernard Bernedetti, délégué de l'organisation humanitaire Médecins

du monde, observateur de la situation dans cette région frontalière, a affirmé, dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, que « les nombreux témoignages recueillis auprès des réfugiés kurdes d'Irak ne laissent aucun doute sur la violence de la répression de l'armée irakienne ». Le docteur Bernedetti a demandé à M. Perez de Cuellar d'intervenir d'urgence auprès du gouvernement irakien « afin que ne soient pas exterminés des milliers de femmes, d'enfants et d'hommes kurdes ».

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a promis lundi que la Turquie assumerait ses responsabilités

humanitaires face aux Kurdes irakiens et que cette attitude ne changerait pas, même en cas de pressions économiques irakiennes.

Des brûlures provoquées par l'utilisation des armes chimiques ont, en outre, été constatées lundi sur quatre Kurdes d'Irak, par un médecin turc dans un camp « provisoire » à Yuksekova (province de Hakkari, extrême sud-est de la Turquie, à 25 kilomètres de la frontière turco-iranienne). « J'ai constaté des plaques de brûlure sur la peau et de la conjonctivite aiguë dans les yeux de certains malades, causées par des armes chimiques », a-t-il ajouté en demandant que son nom ne soit pas cité, car « il a une famille qui peut avoir des problèmes ».

Ankara avait jusqu'à maintenant

gardé le silence sur l'utilisation des armes chimiques par l'armée de Bagdad. Le gouvernement irakien avait reconnu, vendredi soir, par un porte-parole de sa délégation aux

pourparlers de Genève, que l'armée irakienne avait lancé une opération contre les « traîtres » kurdes dans le

nord du pays, tout en niant l'utilisation d'armes chimiques.

A Damas, le président Assad a reçu, lundi, M. Djalal Talebani, chef de l'un des deux principaux mouvements kurdes en lutte contre le régime de Bagdad.

Parallèlement, les pays arabes du Golfe ont décidé d'intervenir afin de tenter de débloquer les négociations irano-irakiennes de Genève. Ils ont mandaté à cette fin l'ambassadeur d'Arabie saoudite aux Etats-Unis, le prince Bandar Ben Sultan, pour

mener des consultations avec les représentants des deux pays. Commencées il y a douze jours, ces négociations n'ont encore donné aucun résultat. Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui mène la délégation de son pays, doit quitter Genève mardi soir pour Nicosie, où se tiendra, à partir de mercredi, une conférence ministérielle des pays non-alignés. — (AFP.)

07.09.88 INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Refugee Kurds Say Iraqi Poison Gas May Be Killing More in Homeland

By Jonathan C. Randal

Washington Post Service

YUKSEKOVA, Turkey — Kurdish refugees from Iraq, who assert that they were driven from their homes by Iraqi chemical weapons, say they now fear that the Iraqi Army is using similar weaponry against thousands of civilians and guerrillas trapped deep inside their mountainous homeland.

Although there are sketchy reports of continued resistance against Iraqi forces, refugees said they thought that an Iraqi poison gas operation may have dealt Kurdish nationalists their most brutal setback yet in half a century's struggle for autonomy from Baghdad.

The large numbers of men of arms-bearing age seen among the refugees here in Yuksekova was evidence of Iraq's apparent success in driving fighting men away from combat.

In Europe, Kurdish sources acknowledged that large-scale use of chemical weapons had done severe damage to forces of Masoud Barzani's Kurdish Democratic Party in the isolated north-central and northwestern sectors, stretching westward along the Turkish border from the Amadiya area to the Syrian frontier.

But the sources said the guerrillas were fighting back in Iraqi Kurdistan, closer to the Iranian border, where Iraq was not using poison gas.

In interviews conducted outside the Turkish border town of Cukurca and in a tent city under construction 16 kilometers (10 miles) east of Yuksekova, refugees provided detailed accounts of Iraq's alleged massive use of chemical

weapons in what many denounced as a "war of extermination."

Officials in President Saddam Hussein's government repeatedly have denied Kurdish charges that the Iraqi Army used cyanide, mustard, phosphorus and nerve gas during the 60,000-man offensive that followed the Aug. 20 cease-fire between Iraq and Iran. Iran had backed the Kurdish rebels during the Gulf War principally to divert Iraqi troops from the long southern front.

Refugees said almost all the poison gas victims died before they could cross Kurdistan's rugged mountains and reach safety in Turkey. But in nearby Uzundere, a free-lance journalist, Thomas Goltz, interviewed and photographed a badly burned 40-year-old guerrilla named Mohammed Hussein.

Refugees from the Amadiya area testified that the chemical-weapon attacks began Aug. 25.

Sharif Razwan Saidallah said that "seven Iraqi helicopters came at 8 P.M. and dropped poison gas" on his village of Nirva Zhur, an hour's walk from Cukurca across the border.

"Of the thousand villagers, about 120 died from the chemical weapons," he said. "Trees, sheep, cattle and horses were also killed. Two small children who were wounded by the chemicals died this morning."

Earlier on Aug. 25, in the north-central village of Beregora, a 24-year-old guerrilla known as Servas watched "12 Iraqi warplanes in waves drop chemical weapons from 7-9 A.M."

Other refugees said artillery and multiple rocket launchers had been

used to lay down chemical warheads, sometimes contained in cluster-bomb units, to provide what one guerrilla called a "sea of gas."

With Iraqi troops now effectively sealing much of the Turkish border, refugees acknowledge that they could only guess at the number of dead left behind, but 15,000 was a low figure often quoted.

Not a single guerrilla questioned was willing to go back into Iraq to make a more accurate count. "We are not afraid of Iraq," one grizzled guerrilla said, "we are afraid of chemical weapons."

■ Iraq Offers Amnesty

Iraq offered an amnesty on Tuesday to Iraqi Kurds in and out of the country, Reuters reported from Baghdad.

The ruling Revolutionary Command Council, in a decree read over Baghdad television, called on the Iraqi Kurds to return to the country within 30 days.

The decree specifically excluded a Kurdish leader, Jellal Talibani, head of the Patriotic Union of Kurdistan. It said Mr. Talibani had betrayed previous agreements with the government.

Mr. Talibani met with President Hafez al-Assad of Syria on Monday. Iraq and Syria are bitter foes.

The decree said the government would release all Kurds except those arrested for nonpolitical reasons.

About 100,000 Kurdish guerrillas and civilians have fled across the border into southeast Turkey.

The Kurdish guerrillas, many of them financed and armed by Iran, have been fighting for autonomy for the past eight years.

08.09.88 L'HEBDO

KURDES GAZÉS, GUÉRILLEROS LÂCHÉS

Les victimes de la paix

Les cessez-le-feu peuvent être mortels: les Kurdes qu'on massacre en Irak en savent quelque chose. Mais ils ne sont pas seuls à faire cette expérience: la paix est rude pour les combattants dépendants.



Une farce? Les Kurdes d'Irak, dans leur chair et par leur sang, donnent tort à Karl Marx: quand pour eux l'histoire se répète, c'est toujours dans la tragédie. Mars 1975, août 1988: deux fois, Bagdad et Téhéran ont mis fin autour d'un tapis vert à leur guerre, froide ou chaude; et deux fois, les Kurdes, qui s'étaient aventurés dans de périlleuses alliances, en ont fait les frais, cette année au prix le plus fort: les troupes de Saddam Hussein, pour les déloger de leur montagne, ont utilisé contre eux l'arme chimique prohibée, avant de leur promettre, comme d'habitude, l'amnistie... Les Kurdes sont les martyrs de la paix des autres, mais ils ne seront pas seuls, cet automne, à payer les factures des conflits régionaux qui, depuis l'été, s'éteignent ou s'apaisent, en Afrique du Sud ou du Nord, en Amérique latine, en Indochine. Les combattants trop dépendants ne font plus le poids quand les protecteurs se retirent. Mais les Kurdes, eux, ont la priorité de l'urgence absolue, car ils subissent un écrasement, dans le plus grand secret. Les autorités turques, dans une sorte de

connivence antikurde avec Bagdad, cherchent à interdire aux journalistes l'accès de la frontière irakienne, où s'agglutinent déjà 120 000 réfugiés, qui fuient la mitraille et les toxiques de combat. «*Les gens ont senti les brûlures dans leurs yeux*, dit un des rares témoins interrogés. *Peu de temps après, nous avons tous commencé à tousser, puis à vomir et un liquide vert sortait de nos entrailles.*» Un autre dit que, dans le village de Pouka, 60 civils et 20 peshmergas (combattants autonomistes kurdes) sont morts sous une attaque chimique.

Amnesty International a dénoncé une «*politique délibérée visant à éliminer un grand nombre de civils kurdes*». Le Département d'Etat américain promet une remontrance. Et l'ONU, dans ses vagues résolutions antichimiques, n'ose toujours pas nommer Bagdad. L'indignation avait été plus grande en mars dernier, quand l'armée irakienne avait utilisé massivement l'arme C contre le village kurde d'Halabja, tuant 5000 personnes. C'est qu'alors le massacre avait eu des témoins gênants: les pasdaran iraniens qui, photographiant les cada-

Des Kurdes irakiens contrôlés par les gendarmes turcs après avoir fui leur pays la semaine dernière

vres boursofflés, agitaient l'opinion mondiale contre Saddam Hussein l'in-fâme.

Aujourd'hui, le silence se fait. Les frères ennemis négocient à Genève, et leurs armées peuvent désormais s'occuper d'ordre intérieur aussi. On saura plus tard comment les Iraniens traitent leurs propres Kurdes, coupables d'avoir cherché des appuis chez l'ennemi irakien. On sait déjà par contre que, à peine conclu le cessez-le-feu, des unités ont été dépêchées par Bagdad pour écraser les guérillas autonomistes de l'Union patriotique et du Parti démocratique du Kurdistan. C'est l'exacte répétition du scénario de 1975. En mars de cette année-là, le shah et Saddam Hussein — déjà — s'étaient engagés, par un accord signé à Alger, à contrôler très strictement leurs «frontières pour éviter toute incursion subversive». Traduction: chaque partie renonçait à utiliser contre l'autre la dissidence kurde. Or, le PDK du général Moustapha Barzani dépendait complètement des armes et du ravitaillement iraniens. Perdant d'un jour à l'autre son soutien, la guérilla du PDK avait été balayée en quelques semaines.

Après 1980, les Kurdes ont vu dans la guerre Iran-Irak une chance de reprendre du poil de la bête; et l'ancienne — et fatale — alliance s'est renouée. En novembre 1986, le PDK de Massoud Barzani, le fils du général mort en 1979, et l'UPK de Jalal Talabani signaient un accord à Téhéran, et les peshmergas liaient leur sort, pour leur malheur, aux pasdaran. Ils en paient aujourd'hui cruellement le prix. Et l'annonce, mardi à Bagdad, d'une amnistie pour tous les Kurdes — sauf Talabani — indique simplement que l'armée irakienne a repris très vite le contrôle des montagnes rebelles.

Radjavi dans la nasse

D'autres Kurdes, d'Iran ceux-ci (comme si le mortel imbroglio ne suffisait pas), s'étaient enrôlés dans l'Armée de libération nationale iranienne de Massoud Radjavi, chef des Moudjahidin du peuple. Chacun ici connaît les moudjahidin, infatigables collecteurs de signatures, dans les villes d'Europe, pour des pétitions anti-khomeinistes. Après l'échec de leurs menées insurrectionnelles à Téhéran contre la République islamique, Radjavi et ses camarades s'étaient réfugiés en France, à Auvers-sur-Oise, en 1981, puis en Irak parce que sa présence indisposait Paris. A Bagdad, le chef des moudjahidin acceptait bien sûr de se

soumettre, pieds et poings liés, à Saddam Hussein. Et Radjavi a reçu toute l'aide voulue pour recruter, dans les camps de prisonniers iraniens et parmi les Kurdes, son ALNI qui a réalisé en juin son premier coup d'éclat: la prise, publicitaire et momentanée, de la ville de Mehran, devant les lignes irakiennes. Sa seconde offensive — «Lumière éternelle» — était plus ambitieuse. Fin juillet, l'ALNI partait à l'assaut de Kermanschah, et ce fut un fiasco, une hécatombe même: 80% de tués et de blessés, dit-on; à tel point qu'on peut se demander si Saddam Hussein n'a pas délibérément envoyé à la mort des alliés qui, la paix se dessinant, devenaient soudain encombrants. Massoud Radjavi et les débris de l'ALNI sont maintenant pris au piège de Bagdad: à Téhéran, même les plus antikhmeinistes tiennent les moudjahidin pour des traîtres.

06.09.88

INTERNATIONAL
HERALD
TRIBUNE

Turkey Says Iraqis Have Blocked Routes Used by Kurdish Refugees

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Iraqi troops battling Kurdish rebels have barred the routes that Kurdish refugees have used to flee into Turkey, Turkish officials said Monday.

Thousands of Kurds have fled across the border in the last week to escape the Iraqi offensive, Turkish officials said Monday.

Foreign Minister Mesut Yilmaz

said, however, the refugees were no longer arriving because passes through the mountains along the border had been blocked.

"The way Iraqi forces are deployed," Mr. Yilmaz said, "crossing has become impossible."

From 10,000 to 15,000 Kurds — supplied, financed and advised by Iran — have been fighting Iraqi troops from bases in the North

since the Gulf War broke out eight years ago. The Kurds are seeking autonomy.

Iraq launched its latest offensive soon after Iran agreed to a ceasefire in the Gulf War.

The Kurdish refugees asserted that Iraqi warplanes dropped chemical bombs on them as they fled.

The Anatolian News Agency

quoted Mr. Yilmaz as saying that 62,937 Iraqi Kurds had been given refuge in Turkey. Other sources put the figure at close to 100,000.

The Iranian news agency IRNA, monitored in Cyprus, quoted Interior Minister Ali Akbar Mohtashemi of Iran as saying that 5,000 Iraqi Kurds had taken refuge in Iran in recent weeks. He also said that Tehran was ready to accept more.

Mr. Mohtashemi has criticized international organizations for neglecting the plight of the Kurds.

IRNA also quoted a military officer as saying that Iraqi jets attacked Kurdish and Iranian villages in northern Iran over the weekend. There were no immediate reports of casualties and there was no confirmation of the charges from Baghdad.

The Iranian officer accused Iraq of raiding the Kurdish villages of Divaz, near Oshnavieh in Iran's Azerbaijan Province, and Darreh Sheikh Rivas, about three kilometers (two miles) east of the Iran-Iraq border, also in Azerbaijan.

The reported Iraqi attacks came a day after a State Department official said the United States planned to protest directly to Iraq about its reported use of chemical weapons

against Kurdish refugees.

The U.S. ambassador in Baghdad, April Glaspie, will make "some expression of concern" to the government of President Saddam Hussein, the official said.

Security sources in Turkey said the government was seeking tighter border security to halt a Kurdish revolt within its own boundaries. They said Ankara had increased security along its rugged frontier and wanted neighboring Iraq and Iran to do the same.

Political sources said the Turkish Foreign Ministry was believed to have asked Iran and Iraq last week to increase their border security.

Mr. Yilmaz said Iraq had made no official request to extradite any of the Kurds.

"We have no extradition agreement with Iraq. Even if there had been one, we would need lists of criminals and their stated crimes prepared by judicial authorities," he said.

In Ankara, Prime Minister Turgut Ozal of Turkey was quoted as accusing Iraq of massacring Kurdish civilians.

A spokesman for Massoud Barzani, a Kurdish leader, said 500 Kurds had been killed and at least

3,000 wounded in the latest Iraqi chemical attacks. He said an additional 1,300 were killed and buried in a mass grave Aug. 28 near Dahuk, in the Iraqi province of Kurdistan.

In Baghdad, meanwhile, Iraq said Monday that it would take legal action against "enemy" newspapers that published reports that it had used chemical warfare against Kurdish rebels.

The Iraqi news agency INA said legal experts were preparing to take

court action against newspapers that reported the alleged use of such weapons. No Iraqi paper has

published the reports.

INA said the legal action was being taken against newspapers which had "unleashed a false and ill-intentioned campaign" against Iraq.

INA said, "Iraqi officials describe the allegations fanned by enemy newspapers of Iraq as falling within the framework of a misinformation campaign carried out under Zionist influences opposed to Iraq and the Arab nation."

(AP, Reuters, UPI)

08.09.88 DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE

**Le U
mar-
tyre
des
Kur-
des...**

U N « cessez-le-feu » peut cacher un « ouvrez-le-feu »... La trêve, bien fragile, entre l'Irak et l'Iran se traduit par une (nouvelle) offensive contre les Kurdes, l'un des peuples les plus vieux du monde, l'une des nations les plus cultivées de la Terre, l'une des ethnies les plus outrageusement martyrisées de la planète — dans l'indifférence (presque) générale.

Le Kurdistan n'existe pas. Et les Kurdes existent depuis plus de 3000 ans. Tout le problème est là. Les Kurdes, jadis, ont su survivre — par les armes — en affrontant les « étrangers ». Ils se sont battus contre les Arabes, contre les Ottomans, contre les Perses, contre les Britanniques.

Les puissances qui ne les combattent pas les manipulent. Voilà des siècles que les sept à vingt millions de Kurdes (on ne sait pas exactement) sont victimes de la géopolitique.

Un Kurdistan indépendant aurait pu naître de l'éclatement de l'empire ottoman.

Mais les Britanniques ont tout empêché. La Seconde Guerre mondiale aurait pu déboucher sur un règlement de cette « question nationale ». Mais le heurt des intérêts locaux dans cette région cruciale était trop fort.

En 1975, un moment, tout le monde avait espéré une solution : l'accord d'Alger devait mettre fin à la révolte kurde et assurer une cohabitation entre les Kurdes et leurs voisins. Le vieux combattant, Moustapha Barzani, assurait que « la rébellion kurde ne re-

prendrait jamais ». Mais l'accord d'Alger n'a rien réglé. Et la guerre Irak — Iran a tout rallumé...

Les Kurdes, aujourd'hui, sont écartelés entre l'Iran, l'Irak, la Syrie, la Turquie et l'URSS. Beaucoup trop de « protecteurs » pour un peuple opprimé. Beaucoup trop de « manipulateurs » pour une nation crucifiée. Beaucoup trop de « bourreaux », surtout, pour une « entité nationale » en miettes désignée par une sorte de terrible fatalité à jouer les rôles de boucs émissaires, de « cinquième colonne » et de « repousseurs ».

Actuellement, ce sont les Kurdes d'Irak qui sont pourchassés. Les premiers « perdants de la paix », ce sont eux. Ils paient leur « collaboration » avec les Iraniens, ces huit dernières années. Ils le payent très cher, à coups d'armes chimiques... On ignore encore le nombre des civils tués. On les évalue à des centaines, ou plutôt à des milliers. « Amnesty International », dans un rapport bien documenté, a tiré la sonnette d'alarme. Hier, en Conseil des ministres, François Mitterrand a fait part de « l'inquiétude » de la France face à ces violations des droits de l'homme et des conventions de Genève. La Turquie, elle, se trouve face à un nouveau problème de réfugiés et d'infiltrations « ennemies ». 120 000 Kurdes d'Irak seraient passés en Turquie ces dix derniers jours.

La mesure d'amnistie — chargée d'ambiguïtés — prise à Bagdad ne change rien au problème. Cette nouvelle « question kurde » est chargée de périls : c'est dans les nids du désespoir que naissent, souvent, les oiseaux (noirs) du terrorisme...

Daniel RIOT

08.09.88 ALSACE

L'un des peuples les plus vieux du monde

La longue lutte des Kurdes d'Irak

L'amnistie décrétée mardi par le Conseil du commandement de la révolution irakien en faveur des partisans kurdes irakiens est un nouvel épisode dans la lutte que se livrent, depuis la création de l'Etat irakien en 1920, le pouvoir central de Bagdad et l'un des peuples les plus vieux du monde.

De l'avis des spécialistes, la nation kurde, qui a sa propre langue écrite depuis le début de l'Islam (7^e siècle après J.C.) et sa propre culture, est établie depuis environ 3000 ans dans des régions montagneuses que les traités ont brutalement partagée entre l'Irak, l'Iran, la Turquie et, dans une moindre mesure, la Syrie et l'URSS.

La population kurde est estimée à entre sept et vingt millions d'âmes, dont deux à trois millions en Irak (sur 16 millions), quatre à six en Iran, dix millions en Turquie.

Au cours de leur histoire, souvent tourmentée, fréquemment dramatique, le ou les peuples kurdes ont tour à tour affronté les empires arabes et ottoman, les Britanniques, les Irakiens, les Iraniens, les Turcs. Tous les Etats de la région les ont un jour ou l'autre utilisés ou manipulés. La Russie tsariste a favorisé leur soulèvement contre l'empire ottoman, l'Irak a soutenu les Kurdes iraniens et, inversement, l'Iran les Kurdes irakiens, sans oublier l'URSS, qui a aidé, et la Syrie qui aide encore, les Kurdes irakiens.

C'est l'éclatement de l'empire ottoman - allié de l'Allemagne - en 1918 qui porte sur les fonds baptismaux l'espoir d'un Kurdistan indépendant.

La mariée était trop belle

Le président des Etats-Unis, Woodrow Wilson, déclare alors que «les minorités non-turques de l'empire ottoman devraient avoir droit, sans entraves, d'opter pour un développement autonome».

En 1920, le traité de Sévres entre la Turquie et les Alliés reconnaît le principe d'un Etat indépendant pour les Kurdes. Il prévoit la création d'une commission chargée d'établir un plan pour l'autono-

mie locale des régions habitées par une majorité kurde et envisage «l'adhésion volontaire à cet Etat kurde indépendant» des Kurdes habitant la région de Mossoul (Irak).

Mais la mariée est trop belle et, surtout, il y a trop de richesses pétrolières dans sa dot. Aussi, les Britanniques, à qui la Société des Nations confie un mandat sur l'Irak, ne sont-ils pas favorables à la création d'un Etat kurde, craignant de voir le pétrole de Kirkouk échapper à leur contrôle. En 1923, le traité de Lausanne abandonne les clauses du traité de Sévres.

Dès 1919, commencent les premières révoltes des tribus kurdes irakiennes. Elles se poursuivront jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. En 1944, éclate la première grande révolte nationaliste kurde conduite par Moustapha Barzani. Echec. Les partisans kurdes refluent en Iran, où ils viennent prêter main forte à l'éphémère république kurde de Mahabad créée en 1946 et écrasée dans le sang.

Pourchassé en Iran, condamné à mort en Irak, le chef kurde trouve refuge en URSS. En 1958, le renversement de la monarchie irakienne permet à Moustapha Barzani, élu auparavant président du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), de rentrer d'exil et d'être accueilli triomphalement à Bagdad. La lune de miel avec les républicains irakiens ne dure pas très longtemps. De 1961 à 1966, guerres et pourparlers. L'accord du 29 juin 1966 reconnaît «les droits nationaux des Kurdes» et prévoit l'adoption du kurde comme langue officielle. Il ne dure pas et provoque la naissance d'une organisation rivale du PDK, conduite par Jalal Talabani, dont les milices combattent aux côtés des forces

irakiennes contre les Peshmergas (littéralement «ceux qui vont au devant de la mort») de Moustapha Barzani.

En 1968, le parti Baas prend le pouvoir en Irak. Nouvelle période de révoltes entrecoupées de tractations jusqu'à la rencontre en 1970 entre Saddam Hussein, alors vice-président du Conseil de commandement de la révolution, et Moustapha Barzani.

Le 17 juillet 1970, la constitution provisoire est amendée. Désormais, elle établit que l'Irak comprend deux nationalités principales : le peuple arabe et le peuple kurde. Malgré la loi sur l'autonomie du Kurdistan de 1974, la guerre va reprendre de plus belle. Moustapha Barzani n'a pas répondu à l'injonction qui lui a été faite d'accepter ce statut et de rejoindre le Front national progressiste créé par le parti Baas et le Parti communiste irakien.

Les ministres kurdes sont remplacés par des pro-gouvernementaux. D'autres Kurdes de la même tendance sont nommés dans les deux institutions autonomes : le conseil exécutif et le conseil législatif.

L'Iran - et la CIA, les services de renseignements américains - soutiennent les combattants kurdes, estimés à 50 000, qui n'ont jamais été aussi bien organisés, grâce notamment aux milliers de militaires et d'intellectuels qui les ont rejoints. Selon Bagdad, la guerre fera 16 000 victimes dans les rangs de l'armée irakienne.

En manque de leader

L'accord d'Alger de mars 1975 met fin à la révolte que Bagdad ne peut réduire. Téhéran cesse son aide aux rebelles. En contrepartie, Bagdad renonce à la rive orientale du Chatt Al-Arab (étendue d'eau située entre le confluent du Tigre et de l'Euphrate et le Golfe) comme frontière.

La guérilla s'effondre. Soixante-dix pour cent des Peshmergas se rendent. Trente mille guerilleros se réfugient en Iran. Moustapha Barzani déclare que «la rébellion kurde ne reprendrait jamais». Pourtant, elle repart dès 1976, notamment à l'initiative de Jalal Talabani qui a fondé en 1975 l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK).

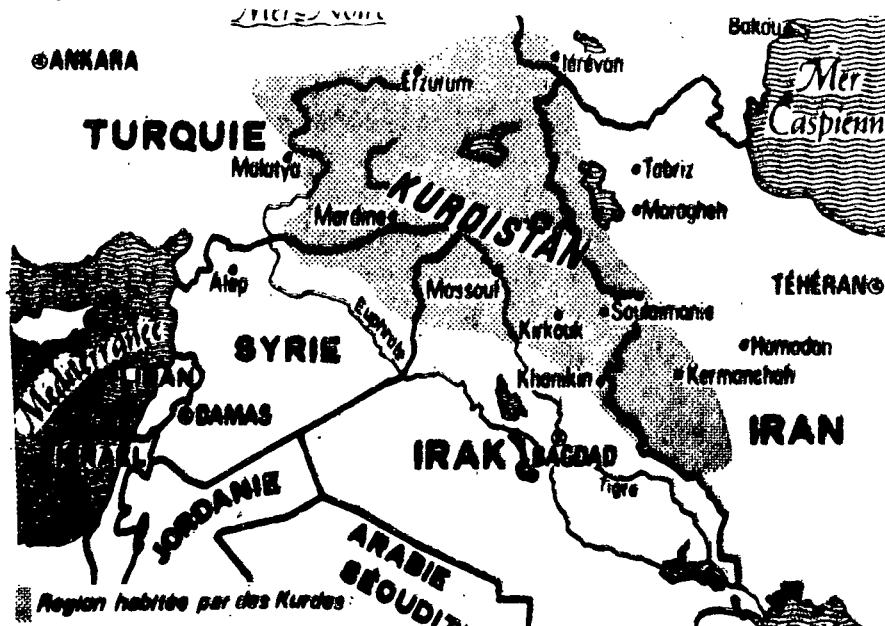
La guerre Iran-Irak donne un nouveau souffle à la rébellion. L'Iran déclenche une série d'offensives dans le Kurdistan irakien pour «créer les facilités nécessaires à la poursuite des combats» par les Peshmergas.

Devant combattre sur deux fronts, l'Irak est favorable à une médiation avec Jalal Talabani et ses 40 000 Peshmergas. Les discussions s'engagent en décembre 1983 tandis que le PDK continue la lutte aux côtés de l'Iran.

Talabani exige la libération de 49 prisonniers politiques kurdes, le retour de 8000 familles kurdes déportées dans le sud de l'Irak et que la région pétrolière de Kirkouk soit incluse dans la région autonome du Kurdistan. La médiation n'aboutit pas. Après 14 mois de cessez-le-feu, la guerre reprend en décembre 1985.

En excluant Jalal Talabani du décret d'amnistie, Bagdad cherche à exploiter les divisions au sein du mouvement nationaliste kurde. Depuis la mort de Moustapha Barzani, les Kurdes n'ont en effet plus de leader charismatique qui pourrait parler au nom de tous et dépasser les rivalités politiques, claniques et tribales.

Jean-Pierre PERRIN



08.09.88 LE FIGARO

Le sort des Kurdes d'Irak

Inquiétude en Europe

Mitterrand, Perez de Cuellar et la CEE expriment leur inquiétude face aux moyens de répression utilisés.

Inquiétude de la communauté internationale pour les Kurdes d'Irak. François Mitterrand, la CEE, Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU ont exprimé leur trouble à la suite des informations parvenues à Paris comme à Londres.

Au cours du Conseil des ministres, hier, le président de la République s'est déclaré « inquiet des moyens de répression employés à l'encontre des populations kurdes en Irak, et notamment de l'emploi des armes chimiques, a indiqué le porte-parole du gouvernement. Sans vouloir s'immiscer dans les problèmes qui relèvent de la souveraineté irakienne le chef de l'Etat a estimé que les liens d'amitié unissant l'Irak et la France l'autorisent d'autant plus à faire connaître son sentiment sur les événements qui mettent en cause les droits de l'homme. »

Perez de Cuellar, qui est ar-

rivé hier à Paris, en provenance des Pays-Bas, a expliqué au cours d'une conférence de presse à La Haye : « La Commission des droits de l'homme à Genève suit cette affaire de très près. Je trouverai l'occasion de faire quelque chose pour prendre des mesures... »

Exode

Les douze pays de la Communauté économique européenne se déclarent quant à eux « vivement préoccupés des rapports selon lesquels des armes chimiques auraient été utilisées contre les Kurdes » après le cessez-le-feu survenu entre l'Irak et l'Iran, indique un communiqué publié hier à Bruxelles.

Les Douze « confirment leur position condamnant toute utilisation de telles armes » et ils lancent un appel « pour que ces-

sent les actions militaires contre la population civile kurde ». Ils demandent enfin « le respect du droit international ».

L'offensive militaire irakienne a entraîné un important exode des Kurdes du nord de l'Irak soumis aux bombardements de l'armée irakienne. Les autorités d'Ankara ont à plusieurs reprises exprimé leur crainte que les militants du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan d'obédience marxiste), qui mène une lutte armée en Turquie contre le pouvoir central puissent s'infiltrer avec le flux des réfugiés. L'armée turque surveille donc la frontière avec l'Irak. Ces opérations donnent lieu parfois à des accrochages.

Le dernier en date a eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi en Anatolie de l'Est et du Sud-Est. Douze personnes ont été tuées et cinq blessées. (AFP, Reuter.)

08.09.88 L'HUMANITÉ

Ankara comme Bagdad cherche à résoudre par la force le problème kurde

GUERRE TURQUE AU KURDISTAN

Le gouvernement irakien n'est pas le seul à mener la guerre contre le peuple kurde. Sur le territoire turc, sous prétexte de combattre le « marxisme » qu'incarnerait le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'armée du général Evren s'attaque aux villages. Elle s'emploie à imposer la loi turque qui refuse aux Kurdes leur identité culturelle et nationale. Ces populations sont installées, depuis toujours, aux confins de la Turquie, de l'Irak, de l'Iran. On en trouve quelques groupes en URSS, où leurs particularités sont respectées, notamment dans l'enseignement et dans la presse.

L'oppression turque a, naturellement, suscité la résistance kurde. Les troupes d'Ankara ne ratissent pas impunément la région. Dans la nuit de mardi à mercredi, une patrouille gouvernementale a été accrochée, près d'Erzincan, dans l'est de la Turquie, indique l'agence

Anatolie, depuis Ankara. Selon le préfet de cette province, un groupe de quinze hommes armés aurait tendu une embuscade aux militaires, à Dervisoren, un petit village situé près de Kemah. Huit soldats auraient été tués et deux blessés. Le communiqué officiel ajoute « deux paysans » à la liste des morts. Il ne précise pas quelle action était en train de conduire l'armée turque. Sa rédaction permet de penser que les combattants du PKK ont mis un terme à des exactions qui avaient déjà fait deux victimes parmi les villageois.

Les troupes chargées de mater la rébellion kurde n'y parviennent pas, en temps ordinaire, en dépit des pires violences. L'offensive que déploie l'armée de Bagdad dans le Kurdistan d'Irak ne leur facilite pas la tâche. Les bombardements chimiques auxquels se livrent l'aviation et l'artillerie de Saddam Hus-

sein ont entraîné un afflux de quelque 120.000 réfugiés vers le Kurdistan de Turquie.

L'armée et la gendarmerie du général Evren sont sur les dents et, comme l'écrit pudiquement l'AFP depuis Ankara, prend « des mesures de sécurité exceptionnelles pour empêcher l'infiltration de militants du PKK ». Autrement dit, elle alourdit la pression exercée depuis des années contre les Kurdes. Depuis août 1984, selon un bilan non officiel, cette guerre qui ne dit pas son nom a fait près de 2.000 morts.

A Ankara, comme à Bagdad, le pouvoir en place cherche à résoudre par la force le problème kurde. Ce n'est pas seulement dans les prisons, les salles de torture et les procès politiques que l'actuelle gouvernement turc montre comment il « évolue vers la démocratie », ainsi que le prétendent ses amis de Paris et d'ailleurs.

Gas raids killing thousands, say Kurds

08.09.88
 SYDNEY
 MORNING
 HERARD

IRAQ

JONATHAN RANDAL

ANKARA, Wednesday: A sustained Iraqi offensive involving 60,000 troops and helicopter gunships suspected of dropping chemical weapons has dealt Kurdish nationalists their most serious setback in their half-century struggle for an autonomous homeland, say Kurdish refugees who have fled to Turkey.

Refugees interviewed in the Turkish town of Yuksekova said they feared that thousands of civilians and guerillas trapped deep inside their rebellious mountain homeland had been killed by Iraqi chemical weapons.

The large numbers of men of arms-bearing age seen among the refugees testified to Iraq's apparent success in weakening the rebels as a fighting force.

In Europe, Kurdish sources acknowledged that the Iraqi attacks had wrought havoc with troops of the Kurdish Democratic Party in the isolated northern sectors stretching west along the Turkish border from the area around the town of Amadiyah to the Syrian frontier.

Iraq has followed up its offensive with an offer of a general amnesty to Kurdish rebels operating in the north of the country.

Agence-France Presse quoted the Iraqi News Agency as saying that the amnesty covers "all actions punishable by law that took place before the promulgation of the decree".

The Iraqi News Agency appealed to those who wanted to take advantage of the offer "to return to their country within 30 days".

In interviews near the Turkish border town of Cukurca and in a tent city under construction 16 kilometres east of Yuksekova, refugees gave detailed accounts of Iraq's alleged massive use of chemical weapons in what many denounced as a "war of extermination".

One guerilla, Nuri Bawarmi, said that a week ago he had buried a fellow guerilla, his wife and child, killed by cyanide at the village of Kanimasi less than eight kilometres from Cukurca. "I knew it was cyanide when I saw their faces had turned black," he said.

Officials in President Saddam Hussein's Iraqi Government repeatedly have denied Kurdish charges that the Iraqi Army had

used cyanide, mustard, phosphorus and nerve gas during the offensive that followed the August 20 cease-fire between Iraq and Iran. Iran had backed the Kurdish rebels during the Persian Gulf War, mainly to divert Iraqi troops from the crucial southern front.

Refugees from the Amadiyah area said the massive attacks using chemical weapons began on August 20. Sharif Razwan Saidallah said seven Iraqi helicopters dropped poison gas on his village of Nirva Zhur, barely an hour's walk from Cukurca across the border.

"Of the thousand villagers, about 120 died from the chemical weapons," he said. "Trees, sheep, cattle, horses were also killed."

A 24-year-old guerilla known only as Servas said he watched 12 Iraqi warplanes in waves drop chemical weapons from 7 am to 9 am on August 25 in the north central village of Beregora.

Other refugees said artillery and multiple rocket launchers had been used to lay down chemical warheads to provide what one guerilla called a "sea of gas".

The refugees' greatest fears were for the thousands of Kurds further from the border. Salim Said, a 24-year-old guerilla, said he had looked through binoculars from the heights of Amadiyah towards the lower-lying Shaykan area to the south.

"Everybody was dead in Shaykan," he said, "including the women, children, the livestock, even agriculture. Our families are still in the villages and we fear thousands are dead."

With Iraqi troops now effectively sealing much of the Turkish border, refugees acknowledge that they could only guess at the number of dead left behind, but 15,000 was a low figure often quoted.

Not a single guerilla questioned was willing to go back into Iraq to make a more accurate count. "We are not afraid of Iraq," one guerilla said, "we are afraid of chemical weapons."

One guerilla said an entire Kurdish brigade had only seven gas masks, all captured from Iraqi troops.

The Kurds, who number about 20 million and whose homeland lies in parts of Iran, Iraq, Syria, Turkey and the Soviet Union, account for about 20 per cent of Iraq's population.

The Washington Post

08.09.88 WASHINGTON POST

Iraqi Drive On Kurds Has the U.S. 'Concerned'

By David B. Ottaway

Washington Post Service

WASHINGTON — The Reagan administration says it is "very concerned" about the "human rights implications" of the Iraqi government's campaign to crush a Kurdish rebellion in northern Iraq, but that it cannot confirm reports that chemical weapons have been used against Kurdish civilians.

The State Department spokesman, Charles E. Redman, said Tuesday that the United States had brought up the issue with the Baghdad government and that Secretary of State George P. Shultz would discuss it when he meets on Thursday with Iraq's minister of state for foreign affairs, Saddoun Hammadi.

But Mr. Redman said the United States had received no information to confirm Kurdish reports of widespread Iraqi use of chemical weapons against the Kurds.

"If they were to be true, of course we would strongly condemn the use of chemical weapons as we have in the past," Mr. Redman said. "The use of chemical weapons is deplorable. It's barbaric."

A Turkish Embassy official said his government had also been unable to confirm that Iraq has used chemical weapons. He said there was "conflicting expert opinion" from Turkish and French medical teams sent to examine alleged victims and "still no conclusive evidence."

He said that Turkey had nonetheless sought to intervene directly with the Iraqi government to halt the campaign but that its envoy, sent to Baghdad last week, had been rebuffed.

The official said the Iraqis denied "very vehemently" using chemical weapons and were "unhappy" because Turkey had refused to seal its border to prevent Iraqi Kurds from escaping.

08.09.88 LE MONDE

Proche-Orient

Parallèlement aux opérations militaires au Kurdistan

Bagdad décrète une amnistie pour les Kurdes

Au moment où ses forces sont engagées dans une violente offensive contre le Kurdistan, provoquant l'exil de quelque cent vingt mille Kurdes en Turquie, le gouvernement irakien a annoncé, mardi 6 septembre, avoir décrété une amnistie en faveur des Kurdes, à l'exception de M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'un des deux principaux mouvements autonomistes kurdes d'Irak (nos dernières éditions du 7 septembre).

Cette mesure a été accueillie avec le plus grand scepticisme par l'UPK, ainsi que par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani, dont certains membres ne voient dans cette décision qu'une manifestation de propagande à l'heure où les attaques irakiennes contre les Kurdes ont suscité des réactions réprobatrices dans le monde. Etats-Unis et Grande-Bretagne ont, pour leur part, exprimé mardi leur « préoccupation » devant les agissements de l'armée irakienne au Kurdistan d'Irak.

Aux termes du décret d'amnistie pris par le Conseil de commandement de la révolution, la plus haute instance dirigeante irakienne, les Kurdes se trouvant actuellement à l'étranger ont trente jours pour rentrer en Irak s'ils veulent bénéficier de cette amnistie. En outre, les dirigeants de Bagdad se sont engagés à libérer les Kurdes emprisonnés pour des délits politiques. L'amnistie couvre « tous les actes punissables par la loi, commis avant la date de ce décret ».

Les forces irakiennes ont lancé leur offensive contre le bastion des autonomistes kurdes du nord de l'Irak le 19 juillet, au lendemain même de l'acceptation par Téhéran d'un cessez-le-feu. Les peshmergas

(combattants) de M. Talabani ont, ces dernières années, bénéficié du soutien des forces iraniennes, au côté desquelles ils ont mené des opérations contre l'armée irakienne. Selon les témoignages de réfugiés kurdes et d'un médecin turc, les Irakiens auraient utilisé, au cours de leur offensive, des gaz de combat, ce que dément Bagdad. A l'heure où le gouvernement irakien rendait public son décret d'amnistie, l'ambassadeur d'Irak à Ankara estimait, de son côté, que « l'armée irakienne avait le devoir de ratisser les bandes armées kurdes », selon l'agence turque Anatolie.

Air France vers Téhéran

Les autorités turques ont pris un certain nombre de mesures pour faire face à cet afflux soudain de réfugiés sur leur territoire. C'est ainsi qu'un officiel a annoncé mardi que ces réfugiés seraient installés dans quatre « centres de résidence temporaire » dans le sud-est de l'Anatolie. 5 milliards de livres tur-

ques (environ 3,5 millions de dollars) seront affectés à l'installation de ces centres.

Par ailleurs, à Genève, les négociations irano-irakiennes paraissent toujours bloquées malgré l'intensification des tractations en coulisse pour tenter d'assouplir les positions des deux parties.

Ces négociations ont été au centre des entretiens qu'a eus, mardi, à Paris le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Djavad Laridjani, avec le premier ministre, M. Michel Rocard, ainsi qu'avec le ministre de affaires étrangères, M. Roland Dumas. Bien que, selon des sources françaises, ces conversations devaient essentiellement porter sur les négociations de Genève plutôt que sur les relations bilatérales, la visite de M. Laridjani a coïncidé avec l'annonce par Air France de la reprise de ses vols sur Téhéran, près de trois mois après la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Ces vols reprendront à partir du 5 octobre à raison d'une liaison hebdomadaire. — (AFP, AP, Reuter.)

● **TURQUIE : huit soldats tués par des rebelles kurdes.** — Huit soldats de l'armée turque et deux paysans ont été tués, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 septembre, près d'Erzincan (est de la Turquie), par les rebelles kurdes, rapporte l'agence Anatolie à Ankara.

Le préfet d'Erzincan, M. Metin Ilyas Aksoy, a annoncé qu'un groupe armé de quinze personnes avait ouvert le feu sur une patrouille de l'armée à Dervisoren, un petit village situé près de Kemah. Les autorités locales pensent que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un mou-

vement marxiste qui mène une lutte armée contre le pouvoir d'Ankara, a organisé cette embuscade.

Pour empêcher l'infiltration de militants du PKK, les autorités turques ont pris des mesures de sécurité exceptionnelles dans la région frontalière turco-irakienne où environ 120 000 Kurdes d'Irak s'étaient rendus en Turquie depuis une dizaine de jours. Selon un bilan non officiel, près de deux mille personnes (militaires, civils et rebelles) ont trouvé la mort depuis le début des opérations armées de la guérilla kurde en août 1984. — (AFP.)

08.09.88 QUOTIDIEN DE PARIS

Irak : les Kurdes n'abdiquent pas

Pour les milliers de Kurdes réfugiés en Turquie depuis le début de l'offensive irakienne contre le Kurdistan, l'offre d'amnistie de Bagdad est un marché de dupes. Il n'est pas question, pour eux, de retourner en Irak.

● Les Kurdes d'Irak réfugiés en Turquie ne souhaitent pas retourner en Irak malgré l'amnistie décrétée, mardi, par le gouvernement irakien qui les appelait à mettre fin à leur combat. Le correspondant de l'AFP à Diyarbakir (sud-est de la Turquie) a pu interroger plusieurs d'entre eux. Ils sont unanimes. L'offre irakienne, alors que l'armée de ce pays continue son offensive et que des témoignages

font état de l'utilisation d'armes chimiques au Kurdistan, est pour eux un piège. Ce geste est également accueilli avec le plus grand scepticisme par les responsables des deux mouvements armés kurdes irakiens, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK) et par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Cette amnistie est avant tout, à leurs yeux, un geste de « propagande ». Bagdad tente, estiment-ils, de sau-

ver les apparences vis-à-vis de l'opinion internationale en annonçant que les Kurdes réfugiés à l'étranger pouvaient, pendant trois jours, rentrer en Irak avec la garantie de ne pas être inquiétés.

Un avis partagé par Kendal Nezan, un des principaux responsables de l'Institut kurde de Paris : « ce n'est pas la première fois que le régime irakien annonce une amnistie pour les Kurdes, mais il n'a jamais respecté sa parole. Nombreux sont ceux qui après être retournés en Irak ont été soit arrêtés, soit

même, exécutés », dit-il. Au journaliste de l'AFP, Saleh Hadji Hussein, un des trois chefs locaux de la résistance kurde d'Irak du Nord, installé depuis le début de la semaine dans le « centre de résidence temporaire » de Diyarbakir, fait la même analyse : « nous nous sommes enfuis devant la cruauté et la violence du gouvernement de Saddam Hussein et il est toujours sur son trône. Nous ne pouvons pas lui faire confiance. »

Les forces irakiennes ont lancé leur offensive contre les autonomistes kurdes le 19 juillet. L'Irak avait accepté le principe d'un cessez-le-feu proposé par l'ONU, la veille, le 18 juillet. Selon les chiffres kurdes, l'Irak aurait envoyé au Kurdistan pas moins de 60 000 hommes appuyés par des chars et de l'artillerie. Face à eux, les deux mouvements kurdes irakiens affirment disposer d'environ 30 000 maquisards et de plus de 50 000 « réservistes ». La résistance semble farouche. De violents combats ont lieu dans le nord-est de l'Irak, notamment dans la province de Dahok, un des bastions du PDK.

Comme ses prédécesseurs, Saddam Hussein a toujours estimé que les Kurdes représentent une menace permanente pour l'intégrité territoriale de l'Irak et la stabilité de son régime. Sur 22 millions de kurdes

dispersés en Iran, Turquie, Irak et Syrie, quatre millions vivaient encore en Irak, soit près de 30 % de la population irakienne. Pour Kendal Nezan, Saddam Hussein veut « régler le problème kurde à la faveur du cessez-le-feu », pour lui, c'est une lutte contre la mort. Aujourd'hui, estime-t-il, toutes les puissances occidentales et l'ONU se préoccupent, avant tout, du processus de paix, après huit ans de guerre, entre l'Irak et l'Irak. Saddam Hussein a donc pour le moment les mains libres : « les trois pays qui pourraient exercer une réelle pression sur l'Irak, l'URSS, l'Arabie Saoudite et la France, préfèrent se taire ». François Mitterrand vient de manifester son « inquiétude » (voir encadré). Mais pour lui, les déclarations de bonnes intentions ne suffisent pas. Seules des pressions concrètes, notamment économiques, peuvent stopper cette « amorce de génocides ». On estime que depuis une dizaine de jours, 120 000 Kurdes se sont réfugiés en Turquie.

Renaud de CHAZOURNES

DOUZE PERSONNES ont été tuées et cinq blessées au cours des deux accrochages, qui ont eu lieu dans la nuit de mardi et mercredi entre l'armée turque et des rebelles kurdes en Anatolie de l'est et du sud-est, a rapporté, hier, l'agence Anatolie.

Mitterrand exprime son « inquiétude »

● Le président François Mitterrand a exprimé hier en Conseil des ministres son « inquiétude devant les informations concernant les moyens de répression employés à l'encontre des populations kurdes en Irak, et notamment, l'emploi de moyens chimiques ».

Le chef de l'Etat, selon le porte-parole du gouvernement Claude Evin, a ajouté que, « sans vouloir s'immiscer dans les problèmes qui relèvent de la souveraineté irakienne et, que « les liens d'amitié qui unissent l'Irak et la France autorisent d'autant plus à faire connaître son sentiment sur des événements qui mettent en cause les droits de l'homme ».

Silence, on tue

Depuis plusieurs semaines, la diversité des témoignages et leur caractère particulièrement horrible ne laissent plus de doutes : pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, un Etat — l'Irak — a fait usage d'armes chimiques contre sa propre population. Les bombardements, qui visent théoriquement des combattants kurdes irakiens, depuis longtemps en lutte ouverte contre Bagdad pour leur autonomie, semblent avoir fait surtout un nombre élevé de victimes civiles et provoqué un véritable exode vers la Turquie. Ils constituent en tout cas une violation flagrante des normes juridiques et humanitaires internationales.

Dans un premier temps, la presse internationale et les organisations spécialisées ont donné de la voix. A Londres, un groupe parlementaire a appelé à la suspension de toute livraison d'armes à l'Irak. Jeudi encore, Amnesty International lançait un appel sans précédent au Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'« il soit mis fin aux massacres »...

Au regard de ces protestations, les Etats et les

09.09.88 LE MONDE

institutions garants des grandes conventions ont paru très en retrait et, dans bien des cas, atteints de mutisme. Les réactions des démocraties occidentales tombent au compte-gouttes. Encore s'agit-il le plus souvent, sur le mode embarrassé, et tout en plaidant la non-ingérence, de formules de regrets consacrées.

Les Etats-Unis, la CEE, le Foreign Office et le secrétaire général des Nations unies se déclarent tous « préoccupés ». La France a exprimé, pour la première fois mercredi, par la voix de son président, son « inquiétude » devant les « moyens de répression employés ». Les Douze rappellent leur condamnation de principe de toute utilisation de l'arme chimique. Pour le porte-parole du département d'Etat, s'en servir relèverait de la « barbarie ».

On peut comprendre pour diverses raisons — incertitude quant à la réalité des faits, intérêts stratégiques ou économiques — la prudence des démocraties. Ce ne sont pourtant pas les textes de référence qui leur font défaut. Les conventions de Genève et leurs protocoles additionnels prévoient et renforcent la protection de cette catégorie de personnes, de très loin les plus vulnérables et les plus tou-

jours les techniques des conflits modernes : les civils. Ces textes rappellent aux Etats qu'ils n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens pour l'emporter sur l'adversaire.

Mais comment faire prévaloir les normes humanitaires sur les technologies militaires en l'absence de véritable moyen de contrainte et de contrôle face à la souveraineté des Etats ? De plus, contrairement à ce qui existe pour les armes biologiques, on ne dispose pas encore d'un instrument international pour exclure tout recours aux armes chimiques. Des négociations sur cette question se poursuivent depuis 1968.

Reste, dans le cas de l'Irak, comme dans celui des massacres ethniques au Burundi le mois dernier, que l'ardeur mise pour le moment à défendre des principes et idéaux fondamentaux laisse à désirer. L'histoire contemporaine montre assez de quel poids mortel pèse le silence des démocraties lorsque des peuples sont assassinés ou asservis. Aussi, à deux mois du quarantième anniversaire de la signature de la charte des Droits de l'homme et à la veille du bicentenaire de la Révolution française, ces atterrissements paraissent-ils plutôt inquiétants.

09.09.88 NOUVEL OBSERVATEUR



Kurdistan : la mort en bleu

Puisque le monde extérieur ne réagit pas, pourquoi les Irakiens se gêneraient-ils ? Les gaz sont si efficaces pour éliminer un peuple !

« Les gens ont senti des brûlures dans leurs yeux, puis les larmes ont commencé à couler. Peu de temps après, nous avons tous commencé à tousser, puis à vomir et un liquide vert sortait de nos entrailles. » Saddik Salam est kurde. Réfugié aujourd'hui à Hakarri en Turquie. Jusqu'à ces jours derniers, il vivait du côté de Dehok, au nord de Mossoul en Irak. Un jour, sans doute le 27 août, des avions sont arrivés et ont largué des bombes. Elles dégageaient en explosant un nuage bleu, et le gaz avait une odeur de pomme. Saddik Salam fait aujourd'hui partie des 120 000 Kurdes qui ont fui l'Irak pour rejoindre la Turquie. Un exode incroyable, stupéfiant par sa rapidité.

L'exode pourtant était prévisible. Depuis que les nations, et les Nations unies en premier lieu, ont refusé de condamner nommément l'Irak pour l'utilisation d'armes chimiques, il était prévisible que l'armée irakienne se servirait à nouveau de ses bombes empoisonnées. Un formidable tabou a été brisé pendant la guerre du Golfe : celui de l'arme chimie, véritable bombe atomique du pauvre. Pourquoi ne pas l'utiliser aussi contre l'ennemi intérieur, les séparatistes et les guérilleros ? Cela s'est fait en Ethiopie, en Birmanie et ailleurs. C'est simple, pas cher et efficace.

L'exode des Kurdes était prévisible pour une deuxième raison. C'est que les Kurdes sont les grands perdants de la guerre Iran-Irak. Malheureux Kurdes, à la recherche d'un hypothétique Kurdistan, luttant à la fois contre l'Iran, l'Irak et la Turquie, concluant des alliances qui leur sont toujours en fin de compte fatales, essayant, à travers les conflits qui divisent les pays de la région, de se faire une place. Et

toujours, hélas, recalés par l'histoire. Dans les années 60, le grand chef kurde Mustapha al-Barzani s'était allié avec le chah d'Iran pour lutter contre le régime de Bagdad. Au lendemain même des accords d'Alger, signés en 1975 entre l'Iran et l'Irak — accords qui mettaient un terme au conflit territorial entre les deux pays —, Mustapha al-Barzani devait se retrouver seul, abandonné par le chah. La répression qui s'ensuivit fut terrible. C'est ce scénario qui se reproduit aujourd'hui avec ses deux fils, Massoud et Idriss.

Dès le début de la guerre, en effet, les fils Barzani se sont alliés à la république islamique d'Iran. Et les pechmergas irakiens ont bénéficié du soutien et de la logistique des pasdarans durant tout le conflit. Jusqu'au cessez-le-feu du 20 août. Car, aujourd'hui comme il y a treize ans, les Kurdes se retrouvent absolument seuls, sans défenses solides et sans la logistique iranienne, face à leurs irréductibles ennemis irakiens. L'armée irakienne n'a pas l'habitude de faire dans la dentelle : Amnesty International parle de massacres et affirme que « ces massacres s'inscrivent dans une politique systématique et délibérée visant à éliminer un grand nombre de civils kurdes ». Outre les bombardements chimiques qui ont déclenché une véritable panique dans la population, les réfugiés décrivent des régions littéralement rasées. Quarante mille Kurdes sont en ce moment même encerclés par les forces de Bagdad qui ont bouclé la frontière avec la Turquie. On a tout dit sur le régime islamique de Khomeini. Il y aurait beaucoup à dire sur le régime de son ennemi Saddam Hussein.

Pierre Blanchet

LE MONDE



Réfugiés kurdes en Turquie : ils sont déjà 120 000 qui ont fui l'offensive irakienne.

PROCHE-ORIENT

LE MASSACRE DES KURDES

L'Irak profite de la fin des combats avec l'Iran pour « punir » ses quelque trois millions de Kurdes. A coups de gaz asphyxiants. Ces oubliés de l'Histoire pourraient être tentés à leur tour par le terrorisme.

Il faut se trouver dans une grande détresse pour choisir d'émigrer actuellement en Iran ; et même en Turquie, où les droits de l'homme sont loin d'être toujours respectés. Pourtant, c'est le cas des malheureux Kurdes d'Irak. Pour fuir l'offensive des troupes arabes de leur propre pays, et notamment les bombardements aux gaz asphyxiants, 15.000 Kurdes sont passés en Iran et 120.000 en Turquie, après de longues marches dans les montagnes.

Ni persans, ni arabes, les Kurdes sont un peuple qui descendrait des anciens Médes. Ils ont en commun une langue, une histoire et le goût des longues robes fleuries pour les femmes. Comme leurs voisins du nord, les Arméniens, ils vivent le malheur de ne pas former un Etat. Répartis entre 5 nations, ils s'y trouvent en minorité. Sur 20,1 millions de Kurdes, 10 millions sont en Turquie, 3 millions en

Irak, 6 millions en Iran, 300.000 en URSS et 800.000 en Syrie.

Lors de la délimitation des frontières en 1919, Kurdes et Arméniens avaient demandé chacun à constituer un Etat indépendant. Cela fut accordé temporairement aux Arméniens en 1920 par le traité de Sévres, qui concédait aux Kurdes une simple « autonomie ». Puis, en 1923, le traité de Lausanne a abrogé celui de Sévres. Il n'a accordé de reconnaissance comme nation ni aux Arméniens, ni aux Kurdes. La Grande-Bretagne, protectrice officieuse de l'Etat irakien nouvellement créé, avait « lâché » les Kurdes pour plaire aux Arabes de Bagdad.

26 % DE LA POPULATION IRAKIENNE

Cette omission crée une situation explosive : de fortes minorités de même race et de même langue dans des pays parfois ennemis. Les Kurdes forment 26 % de la population de l'Irak, 16 % de celle de l'Iran, 23 % de celle de la Turquie. D'emblée, ils sont soupçonnés de « collaborer » avec leurs frères des pays voisins et d'être des citoyens peu sûrs.

Les accusations sont en partie justifiées. Diverses minorités Kurdes ont accepté armes et argent pour mener une rébellion contre la nation sur le territoire de laquelle ils vivent. Ainsi, les Kurdes d'Irak ont-ils été longtemps armés par le régime du chah d'Iran désireux d'affaiblir son voisin irakien. Puis ils ont servi de monnaie d'échange : en 1975, quand le président

irakien a accordé au chah une certaine souveraineté sur les eaux du Chatt al-Arab débouchant sur le Golfe, il lui a demandé, en compensation, d'arrêter son soutien aux Kurdes d'Irak. Cela fut exécuté : les résistants kurdes ont été désarmés par leurs anciens alliés iraniens, puis ont subi la répression des troupes de Bagdad.

Les Kurdes d'Iran ont aussi, à leur manière, pris parti contre le gouvernement de leur pays. En juillet dernier, ils ont accueilli en « libérateurs du territoire » des « moudjahidines du peuple », groupe iranien modéré opposé à Khomeiny. Quand l'armée iranienne exsangue aura repris des forces, cette trahison politique pourrait être sévèrement punie.

Dans l'immédiat, ce sont à nouveau les Kurdes d'Irak qui viennent de subir, de leur propre nation, une tentative d'écrasement. L'Irak nie officiellement avoir employé les gaz de combat. Mais les villages Kurdes bombardés étaient recouverts de nuages orange et les habitants mouraient paralysés ou brûlés. En mai dernier, l'Irak avait déjà employé les gaz contre une de ses villes kurdes, proche de la frontière iranienne. Pendant la négociation du cessez-le-feu avec l'Iran, les dirigeants irakiens utilisent vite une partie du stock restant pour tuer ou intimider leur plus forte minorité nationale. Terrible responsabilité des marchands d'armes qui offrent une pareille tentation !

INDIFFERENCE GENERALE

Personne ne réagit efficacement contre ce massacre. Les Nations unies ne connaissent que des nations ; et elles ont déjà du mal à obtenir le cessez-le-feu international entre Iran et Irak. L'Europe tient d'abord à son approvisionnement en pétrole et à ses bonnes relations avec les Arabes. Les Kurdes sont musulmans, mais la très sélective « solidarité islamique » ne joue pas pour eux. Ils sont seuls.

Bagdad offre à « ses » Kurdes une amnistie. Si elle épargne la vie des survivants, elle ne propose pas de solution à leur désespoir. Avant eux, pour demander réparation d'une injustice, des Arméniens se sont lancés dans des attentats. Des Palestiniens commettent des violences parce qu'on ne veut pas détruire en leur faveur un équilibre international fragile. Ce terrorisme pourrait tenter des Kurdes immigrés en Europe. La France en héberge 40.000 et la RFA 400.000. Souhaitons qu'ils ne fassent pas payer à des Européens innocents les omissions commises par leurs gouvernements. Et, dans nos prières pour les victimes, incluons les Kurdes.

Florent Trieux

L'EXPRESS - 9 SEPTEMBRE 1988

SILENCE

Kurdes: massacre d'un peuple

Avec les armes chimiques déjà utilisées contre l'Irak, l'Irak veut écraser sa principale minorité nationale. Les grandes puissances ne bougent pas. Elles prennent des risques.



PAR YVES CUAU

Une fois de plus dans l'Histoire, les Kurdes sont les victimes oubliées d'un accord international. Le monde entier se félicite, à juste titre, d'un cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran qui met fin à huit années de carnage. Dans le même temps, il laisse sans aucune émotion Amnesty International dénoncer un autre « massacre ». Et le mot n'est pas trop fort. L'armée irakienne vient de lancer une très violente offensive contre la principale minorité ethnique de son propre pays, avec toute la puissance de ses forces conventionnelles et de ses armes chimiques.

Malheureux Kurdes ! Leur destin est l'un des plus tragiques du monde. Ils sont plus de

20 millions au cœur du Moyen-Orient. Mais écartelés entre la Turquie (10 000 000), l'Iran (6 000 000), l'Irak (3 000 000), la Syrie (800 000) et l'Union soviétique (350 000). Ils ont une langue et une histoire communes. Une religion, aussi, puisque près de 95 % d'entre eux sont musulmans sunnites. Ils revendiquent un Etat, et ils ont autant de titres à le faire que bien d'autres peuples, les Palestiniens, par exemple. Leur destin national a hésité au xx^e siècle. En août 1920, le traité de Sèvres, signé par les Alliés et la Turquie, prévoit la création d'un Etat arménien et l'autonomie pour les Kurdes. Mais, trois années plus tard, le traité de Lausanne abroge celui de Sèvres. Le sort des Kurdes est scellé, comme celui de leurs frères de malheur arméniens.

Fuyant devant l'offensive irakienne, plus de 100 000 Kurdes sont passés en Turquie, où l'armée les surveille étroitement.



Des victimes du bombardement chimique de Halabja, en mars dernier : environ 5 000 morts.

► Ils sont éclatés entre cinq Etats. Condamnés à rester une nation déchirée. Ils représentent près du quart de la population turque. Plus du quart de celle de l'Irak. 16 % de celle de l'Iran. Jamais Ankara, Bagdad ni Téhéran n'accepteront, sous n'importe quel régime, la création d'un Grand Kurdistan souverain, qui modifierait leurs propres frontières et amputerait leurs propres populations de si massive façon.

Les Kurdes n'abdiqueront jamais, mais leur drame est noué dès 1923, et il comprend un aspect suicidaire pour eux-mêmes. Afin de mener leur lutte de libération nationale contre le pouvoir central, ils seront trop souvent obligés de s'allier avec le diable, c'est-à-dire avec les mortels ennemis de l'Etat dans lequel ils sont installés, et se sentent persécutés. Ils se trouvent, par là même, vulnérables à tout accord de paix ou même de cessez-le-feu entre les belligérants. Ils sont les premières victimes de terribles vengeances.

C'est, par exemple, la situation de mars 1975, lorsque Saddam Hussein et le chah d'Iran signent à Alger un accord qui donne pleine satisfaction à Téhéran sur le problème,

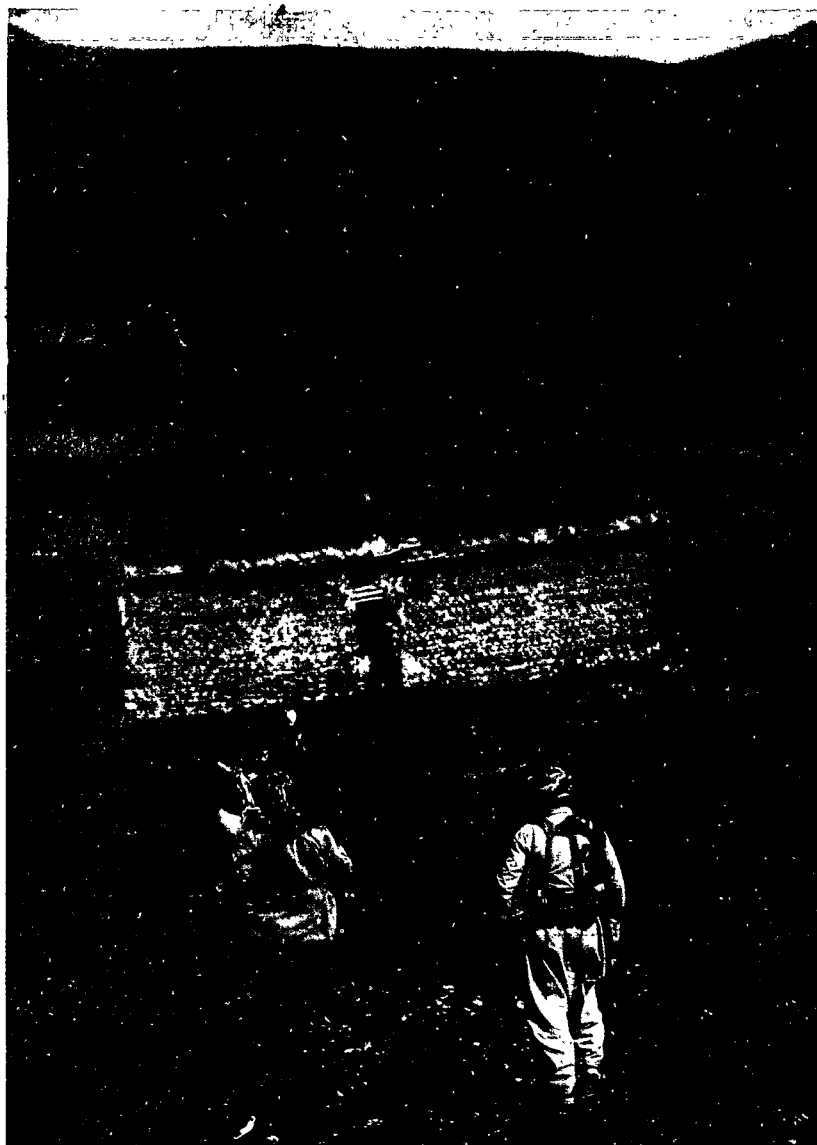
très complexe, de la souveraineté dans les eaux du Chatt al-Arab. La contrepartie est l'abandon immédiat, par le régime impérial perse, de ses Kurdes du légendaire Mustapha Barzani, qui mènent la vie dure au régime irakien. Le chah ne s'embarrasse pas de sentiment et commence de trouver un peu trop remuants ces redoutables peshmergas, capables d'inquiéter une armée régulière. Dans les heures qui suivent la signature de l'accord d'Alger, des camions militaires iraniens ramassent déjà la quasi-totalité de l'armement lourd stocké dans les bases arrière qui jalonnent la « piste Barzani », véritable cordon ombilical de la résistance à travers le Kurdistan iranien. Un mois plus tard, tout est terminé. Plus de 200 000 réfugiés franchissent la frontière. La résistance est brisée. La répression est d'autant plus féroce que les insurgés n'ont pas seulement bénéficié de l'appui iranien. Ils ont aussi reçu le soutien d'Israël. Le chef du Mossad, « Zvika » Zamir, s'est rendu à plusieurs reprises au Kurdistan, à titre de conseiller technique...

L'Histoire se répète largement en septembre 1988. Le cessez-le-feu est à peine effectif sur le Chatt al-Arab que les troupes de Saddam Hussein attaquent massivement les Kurdes dans le nord du pays, avec leurs blindés, leurs avions de combat, et aussi ces armes chimiques qui ont exterminé par milliers, dans les marais de Majnoun, les Pasdarans de l'ayatollah Khomeini. Et, comme en 1975, les Kurdes sont vulnérables à cette offensive de grande envergure. Forts du soutien de l'Iran, dotés d'un matériel relativement moderne, ils ont commis l'imprudence de quitter leurs inviolables repaires de la montagne pour lancer des opérations en plaine. Malgré leur courage et leurs qualités guerrières, les peshmergas n'ont pas l'ombre d'une chance en face d'une armée régulière, aguerrie par huit années de combats et provisoirement libérée de la menace perse.

Ils fuient donc aujourd'hui, par dizaines de milliers, en direction parfois de l'Iran, mais surtout dans le secteur nord, vers la Turquie, porteurs d'abominables témoignages sur la mort jaune ou orange, ces nuages qui ont silencieusement submergé leurs camps ou leurs villages, tuant hommes, femmes et enfants souvent dans leur sommeil. 120 000 Kurdes irakiens ont déjà franchi la frontière pour se réfugier en Turquie, dans les provinces d'Uludere et de Çukurca, étroitement surveillées par une armée et une gendarmerie vigilantes et parfois hostiles. Turgut Ozal, chef du gouvernement d'Ankara, s'est engagé à « tout faire pour accueillir les Irakiens qui fuient la mort ». Mais il s'est bien gardé d'employer le mot « Kurde » ou d'envisager un quelconque asile politique. Depuis Kemal Atatürk et la fondation de la Turquie moderne, les Kurdes n'ont qu'un seul droit dans le pays : celui de se taire et d'être turcs.

Oui, malheureux Kurdistan ! En Irak, c'est déjà le temps de la vengeance et de la terre brûlée. En Iran, cela ne saurait sans doute tarder. La République islamique a des





Des peshmergas dans le Kurdistan iranien : Téhéran aussi a des comptes à régler avec eux.

comptes à régler avec ses propres Kurdes, dont plusieurs grandes tribus ont profité de la longue guerre avec Bagdad pour contester, une fois de plus, le pouvoir de Téhéran. Elles ont parfois commis la folie d'accueillir en libérateurs les Moudjahidin du peuple, de Massoud Radjavi, lors de leur offensive du 26 juillet dernier en direction de Kermanschah, capitale du Kurdistan iranien. L'opération était logistiquement soutenue par les troupes de Saddam Hussein, mais on se demande aujourd'hui s'il n'envoyait pas de gênants alliés au suicide...

L'Occident, rassuré sur le sort de ses approvisionnements en pétrole après le cessez-le-feu entre Bagdad et Téhéran, se désintéresse totalement du sort de ces Kurdes déjà si souvent sacrifiés aux impératifs de la Realpolitik. La France, en particulier, si soucieuse de ses bonnes relations avec l'Irak pour cause de massives fournitures d'armes, s'est bien gardée d'exprimer, par la voix de ses dirigeants, le moindre émoi. Les Nations unies, dont le rôle récent a été important dans l'esquisse du règlement de plusieurs conflits régionaux, manifestent une prudence envers

l'Irak qui dépasse le cadre de l'habituelle bienséance diplomatique. Il s'agit, tout simplement, de ne pas irriter l'important groupe des Etats arabes. Le Conseil de sécurité, dans sa résolution du 26 août, n'a pas eu un mot pour condamner l'utilisation des armes chimiques par Bagdad et l'attaque aux gaz de combat de la ville de Halabja, qui a provoqué à elle seule la mort d'environ 5 000 civils, de nationalité irakienne.

Cette attitude de lâcheté de l'Occident et des grandes puissances devant un Irak sûr de lui et dominateur entraîne deux risques. Le premier est celui — très réel — de la prochaine émergence d'un terrorisme kurde, qui ne frapperait pas seulement, en Europe ou dans le monde, des intérêts turcs, irakiens ou iraniens. Les immigrés kurdes, sur le Vieux Continent, sont près de 600 000, dont 400 000 en République fédérale d'Allemagne et plus de 40 000 en France. La plupart viennent actuellement de Turquie, mais les événements du Moyen-Orient vont inexorablement entraîner l'arrivée de nouveaux immigrants, plus radicaux encore. Sur le plan politique, les Kurdes, dispersés entre plusieurs Etats, se divisent en de nombreux mouvements. Ils sont « barzanistes » ou « talabanistes » en Irak, « ghassemlistes » ou « hosseinistes » en Iran. Mais tous, aujourd'hui, ont la même rage et le même désespoir au cœur. Les Palestiniens avaient créé leur organisation Septembre noir, responsable de tant d'attentats et de détournements d'avion, après l'écrasement de leurs camps par la Légion arabe du roi Hussein de Jordanie, en 1970. Septembre 1988 peut amorcer un véritable détonateur kurde, au-delà de tous les clivages claniques. Malgré la très grossière proposition d'amnistie formulée par Bagdad.

Le second risque est induit, lui aussi, par l'effrayante passivité des gouvernements et des opinions publiques devant l'emploi des armes chimiques, plus de soixante années après leur mise hors la loi par la communauté internationale. Malgré les molles dénégations de Bagdad, il est largement prouvé que les troupes de Saddam Hussein emploient à très grande échelle un vésicant mortel (l'ypérite) et des neurotoxiques également meurtriers (le tabun et le sarin). Selon le « Jane's Weekly Defense » de Londres, considéré comme une autorité en la matière, les principaux centres de production irakiens sont situés à Samarra et à al-Fallujah. Leur construction a été possible grâce à la collaboration de firmes privées suisses, néerlandaises, allemandes, britanniques et italiennes. L'Iran, lui aussi, a développé une capacité chimique en achetant des usines d'« engrais » à l'étranger. La Syrie s'est engagée dans cette voie et peut menacer toutes les grandes villes d'Israël.

La production de gaz de combat est devenue la bombe atomique du pauvre, puisqu'il suffit, pour la posséder, de savoir fabriquer des insecticides ou des pesticides. Le massacre des Kurdes est un terrifiant signal d'alarme.

Y. C. ■

09.09.88 LE PROVENCIAL

Kurdistan: le témoignage du Dr Benedetti

Sur Antenne 2, hier, au journal de Midi, le Dr Bernard Benedetti de Migliacciaru est venu apporter son témoignage, en direct, sur les massacres de Kurdes, qui se produiraient actuellement en Irak.

Le Dr Bernard Benedetti, qui est en Corse le président du comité régional de M.D.M dont le siège social se situe au centre médical de Migliacciaru, est connu pour ses actions, notamment en Afghanistan et au Brésil, ainsi que pour son projet (en cours de création) de sa "maison des enfants du monde".

Interrogé par William Leymergie au cours du journal de la mi-journée, le Dr Benedetti, de retour de Turquie, a précisé que le nombre des réfugiés kurdes était actuellement de environ 100 000. Ils se trouvent actuellement sur la frontière entre la Turquie et l'Irak (appelé le point zéro), à peu près sur 250 kms en haute montagne dans

des conditions de vie extrêmement difficiles.

Le Dr Bernard Benedetti a déclaré avoir demandé officiellement

au secrétaire général de l'ONU qu'une commission d'enquête soit envoyée en Irak afin de constater l'intensité des massacres dans la région du Kurdistan Irakien.

Il a également lancé un appel à la mobilisation internationale sur ce véritable "génocide", précisant que "l'action humanitaire doit être prioritaire, devant les tractations politiques et économiques qui permettent de ménager les relations entre les différents pays en camouflant les exterminations des minorités."

Le Dr Bernard Benedetti apportera également ses témoignages lors de la prochaine émission "Résistances".

I.F.

12.09.88 LE FIGARO

Armes chimiques : l'Amérique dénonce l'Irak

Après l'utilisation de gaz contre les Kurdes, le Sénat vote des sanctions contre Bagdad.

Le Sénat américain condamne l'utilisation par l'Irak de gaz dans sa récente offensive menée contre les Kurdes sur son propre territoire.

● **La proposition de loi adoptée** par les sénateurs mettrait fin à certains prêts garantis par les Etats-Unis. Elle doit également être vo-

tée par les représentants. Ces prêts concernent les achats non militaires.

● **Un boycottage des importations de pétrole** irakien est également prévu dans le texte sénatorial.

● **A Genève, les négociations** de paix entre l'Iran et l'Irak sont au point mort

Le Sénat américain vote des sanctions contre Bagdad

Coup de colère du Congrès

Les sénateurs ont voulu punir l'Irak des attaques chimiques contre les Kurdes. La Chambre des représentants devrait suivre. La Maison-Blanche approuve.

NEW YORK :

Jean-Louis TURLIN

Bagdad risque de payer cher son offensive contre les Kurdes. Convaincu d'avoir enfin des preuves, le département d'État américain a qualifié d'« odieuse et injustifiable » l'utilisation de gaz à laquelle les troupes irakiennes auraient eu recours, dans leur action punitive contre une minorité accusée d'avoir pris le parti de l'Iran dans la guerre du Golfe.

Et vendredi, le Sénat a adopté une proposition de loi qui mettrait fin aux prêts garantis par les États-Unis pour financer les achats irakiens de produits non militaires.

Pour l'Irak, qui a déjà bénéficié de 800 millions de dollars de crédits sous cette forme, une telle mesure serait ressentie comme un coup dur alors que la dette du pays, alimentée par huit années de guerre contre l'Iran, se chiffre par milliards.

Elle le serait d'autant plus que le projet du Sénat prévoit aussi un boycottage des importations de pétrole irakien, et instruit les représentants américains siégeant dans les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale, de voter contre de nouveaux prêts à l'Irak.

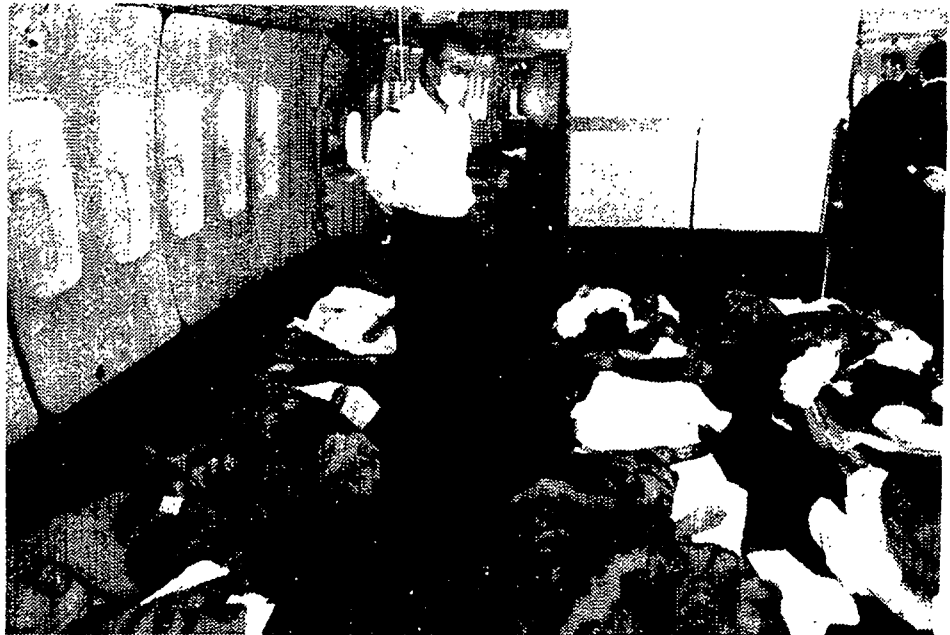
Bien qu'aucun projet de sanction n'ait été élaboré à la

Chambre des représentants, un consensus en sa faveur pourrait s'y dessiner.

Une fois n'est pas coutume : le Congrès démocrate et l'administration reaganienne sont à l'unisson dans la fermeté de leur réaction à un problème devenu embarrassant pour Washington.

Les différences ne sont que dans le ton, la Maison-Blanche n'allant pas jusqu'à parler de « génocide contre la population kurde » comme l'a fait le sénateur démocrate Claiborne Pell en défendant le projet de la Chambre haute.

Mais alors que l'organisation pour la défense des droits de l'homme Amnesty International venait de lancer un appel au Conseil de sécurité de l'ONU pour l'arrêt des « massacres » contre les civils kurdes, le secrétaire d'État George Shultz a exprimé sans ambages le mécontentement américain au vice-ministre irakien pour les Affaires étrangères, M. Saadun Hamadi, qu'il recevait jeudi.



La guerre chimique, dont les victimes sont ici (en mars dernier) dirigées en avion vers l'Europe déchaîne la colère de l'Amérique contre l'Irak. (Photographie GAMMA.)

Le lendemain, son porte-parole Charles Redman maintenait les accusations formulées par les États-Unis, en précisant : « Les questions qui nous préoccupent ne concernent pas seulement les armes chimiques, mais également les droits de l'homme. »

Une enquête d'Ankara

Pour la Maison-Blanche, qui s'était rapprochée de l'Irak dans la guerre du Golfe sans pour autant l'aider militairement, l'utilisation des gaz est une question épineuse : le vice-président George Bush avait présenté, en 1984, un projet de traité interdisant la production ou la possession d'armes chimiques.

Il est devenu difficile à l'administration américaine de rester silencieuse sur un dossier qui tient très à cœur à George Bush — aujourd'hui candidat à la succession de Ronald Reagan. Le principe d'une condamnation de l'Irak restait lié à deux considérations majeures : la volonté de ne pas gêner les négociations de paix entre les pays

du Golfe, et l'établissement de preuves tangibles.

C'est pourquoi les États-Unis avaient obtenu du gouvernement turc la possibilité d'envoyer un représentant sur la frontière entre l'Irak et la Turquie pour constater l'état des réfugiés kurdes.

Le rapport d'observateurs turcs, qui semble contredire l'existence de blessures formellement attribuables à l'utilisation de gaz toxiques, n'a pas fait l'objet de commentaires à Washington, où l'on n'ignore pas cependant qu'Ankara a de bonnes raisons de ne pas offenser Bagdad.

Les États-Unis sont sans doute le pays qui a le moins à perdre d'un coup de froid avec l'Irak. Le « New York Times » a

sévèrement condamné samedi le silence de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne accusées de privilégier leurs intérêts commerciaux.

Mais Washington, favorable à un dégel de ses relations avec l'Iran, ne doute pas que son coup de colère a été entendu à Téhéran.

J.-L. T.

Négociations Iran-Irak : on tourne en rond

GENÈVE :

Laurent MOSSU

Les prises de positions on ne peut plus critiques du Sénat des États-Unis, assorties de sanctions économiques et commerciales, et du Conseil de sécurité des Nations unies condamnant l'Irak pour l'emploi des armes chimiques, perturbent la négociation de Genève et accentuent son blocage.

Le gouvernement de Bagdad est d'autant plus amer de la tournure des événements qu'il avait donné son aval à la résolution 598 — elle appelait à l'arrêt des hostilités et réclamait des négociations de paix — dès son adoption en juillet 1987 alors que Téhéran a attendu une année pour s'y soumettre.

Après avoir été, si l'on ose dire, le bon élève de la classe l'Irak subit désormais le retour en grâce de l'Irak qui a su retourner avec adresse une situation diplomatique longtemps défavorable.

Dilemme à l'ONU

Ce contexte joue très fortement sur le cours des tractations genevoises plongées dans l'in vraisemblable situation de ne pouvoir ni aboutir ni être suspendues en l'état.

Chacun s'attendait ce week-end à une interruption en vue d'un nouveau rendez-vous pris dans trois à quatre semaines à New York, dans le cadre de l'assemblée générale des Nations unies. Mais l'Irak s'est opposé de façon assez soudaine au scénario.

L'Irak n'entendant pas prendre la responsabilité d'une rupture, même momentanée, se déclare disposé à poursuivre cet étrange ballet diplomatique sur les rives du Léman.

Quant au médiateur de l'ONU il est placé devant un profond dilemme. Il n'ose ni décréter le report du dialogue sans obtenir un accord sur la fixation d'une date de reprise ni envisager une séparation sans un engagement renouvelé de part et d'autre de respecter le cessez-le-feu.

On tourne visiblement en rond dans l'attente d'une initiative prise ailleurs. Vendredi soir, le secrétaire général des Nations unies, Perez de Cuellar, a vainement rassemblé dans son bureau les membres du Conseil de sécurité tandis que toutes les chancelleries s'agitent pour trouver une issue.

L. M.

12.09.88 TEMOIGNAGE CHRETIEN

Témoignage Chrétien



KURDES : LE MARTYRE ET L'OUBLI

Réfugiés kurdes en Turquie.
L'arme chimique irakienne
pour tenter de réduire un
peuple gênant.

Horrible ! des familles, des villages entiers fuient les bombardements à l'arme chimique. L'agresseur : l'Irak ; les victimes : les Kurdes. Ils fuient par milliers vers la Turquie pour échapper à l'atroce mort par des gaz.

Le 17 mars dernier, des images d'Halabja avaient révélé au monde entier l'inadmissible : la ville soumise aux bombardements chimiques et cinq mille tués au moins.

On aurait pu croire que l'esquisse de paix, dessinée par le cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, aurait mis — aussi — un terme à cette guerre ignoble. C'est le

contraire qui s'est produit. Déjà, en 1975, l'accord d'Alger qu'avaient signé Bagdad et Téhéran avait conduit l'Irak à se jeter sur les Kurdes avec une violence accrue.

L'histoire se répète aujourd'hui. Profitant du répit apporté par le cessez-le-feu du 20 août, les Irakiens ont lancé, le 28 août, une attaque sans merci contre les Kurdes. Sans merci car, cette fois encore, les troupes de Saddam Hussein utilisent l'arme chimique.

Cette utilisation est confirmée par un rapport spécial d'*Amnesty International* publié le 2 août. L'organisation humanitaire affirme que les « massacres » s'inscrivent dans une « politique systématique et délibérée visant à éliminer un grand nombre de civils kurdes ». L'accusation ne peut être plus grave.

Le parti démocratique du Kurdistan ajoute que quarante mille Kurdes sont encerclés par l'armée de Bagdad et ne peuvent ainsi rejoindre leurs quelque

cent mille compatriotes déjà réfugiés en Turquie.

L'Irak et ses partisans diront que les Kurdes ont eu le tort, comme en 1975, de rallier le camp de l'Iran. Ce n'est pas une excuse ; pas même une explication. Un tel crime collectif ne saurait supporter, en effet, une quelconque justification.

Le rapport d'*Amnesty* et les témoignages des rescapés suscitent l'émotion et la réprobation internationales. Pour combien de temps ? Il y a si longtemps que ce peuple écartelé vit son calvaire dans l'oubli et l'indifférence généralisés.

P. V.

LIRE EN PAGE 8
L'ARTICLE DE
CHRISTINE BAHARI

À LA
UNE



Halabja, Irak, mars 1988. Après l'emploi des gaz par l'Irak, il faut rompre le silence sur le Kurdistan car même les démocraties se taisent.

LE MARTYRE ET L'OUBLI

Il faut l'horreur des gaz pour que les Kurdes échappent à l'oubli. Pour combien de temps ? Comme si le martyr de ce peuple devait être sans fin.



Mars 1988 : dans les rues du village, des corps de femmes, d'enfants, d'hommes, d'animaux gisent immobiles, frappés par la mort. Parfois ils se serrent les uns contre les autres dans un geste de protection dérisoire. Ces images renvoient à d'autres images, mais ce n'est ni Hiroshima, ni Guernica, c'est à Halabja au Kurdistan irakien après le massacre à l'arme chimique ordonné par le président Saddam Hussein.

Juin 1988 : de nombreuses personnalités internationales signent un appel pour la défense de la culture kurde. (*Le Monde* du 30 juin). Ce peuple oublié de l'histoire cherche aujourd'hui à se faire entendre.

Cinq pays pour un peuple

Sur l'écran apparaissent des visages tragiques de Kurdes obligés par les gendarmes à défiler devant leurs morts. Des morts qu'ils aiment et qu'ils ont le courage de ne pas reconnaître. Cette image est extraite de *Yol* de Yilmaz Güney, mais qui sait que ce cinéaste est Kurde ? De même qui sait que Yachar Kemal, l'auteur de *Terre de fer, ciel de cuivre*, est Kurde ?

Sont-ils seulement Anatoliens de l'Est comme les désigne le pouvoir turc ? En effet, en Turquie, le mot kurde est même banni du dictionnaire. Mais les Kurdes existent, ils sont plus de vingt millions. Peuple écartelé entre cinq pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak et, pour une plus faible partie, la Syrie et l'URSS, ils forment l'une des nations les plus déchirées de l'histoire.

Pourtant, avec leur langue, leur religion, leurs traditions, les Kurdes représentent l'une des civilisations les plus anciennes du Moyen-Orient. Mais, peuple sans patrie, ils restèrent longtemps un peuple sans historien. Paradoxalement, les premières légendes sur leurs origines sont rapportées par des écrivains arabes, turcs ou persans.

« Notre histoire s'en est allée par monts et par vaux » (poème kurde). Les Kurdes sont issus des peuples indo-européens qui formèrent des grands états dans le Moyen-Orient.

Leur histoire commence réellement avec la fin de l'antiquité. Ils furent les vassaux des différents conquérants qui se succédèrent, d'Alexandre le Grand à Théodose de Byzance.

Avec l'arrivée des Arabes et l'écllosion du monde musulman apparaissent les premiers royaumes kurdes. Même les croisés tremblèrent devant le kurde Saladin qui fonda une dynastie sur la Syrie et l'Égypte.

Au 13^{ème} siècle, ils furent soumis par les envahisseurs mongols. Peu à peu, l'autonomie des princes kurdes diminue et leur destin va être lié à celui de l'Empire ottoman. Leur histoire oscille entre des périodes d'expansion (à la fin du 17^{ème} siècle, ils régnèrent sur la Perse)

et des ères de malheurs : l'Empire de la Sublime Porte décide de les soumettre définitivement.

Certaines tribus kurdes, traditionnellement montagnardes, doivent faire face au despotisme de grands propriétaires terriens turcs ou même kurdes. Ce n'est que vers le 19^{ème} siècle, avec l'apparition de la bourgeoisie, que va naître l'idée de libération nationale.

L'élite kurde, se désolidarisant de l'Empire ottoman, va désormais conduire sa lutte pour l'indépendance.

« Chaque fois qu'Arabes et Turcs se rassemblent pour combattre, ce sont les Kurdes qui baignent dans le sang ». De 1880 à 1920, le mouvement national s'organise conduisant l'Etat ottoman à mener une politique d'assimilation à outrance.

En 1920, l'influence des exilés kurdes en Europe, les idées sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, permettent la signature du *Traité de Sévres* qui doit garantir l'indépendance kurde.

Mais la révolution turque de Mustafa Kemal Atatürk aboutit au *Traité de Lausanne* en 1923. C'est l'éclatement du Kurdistan qui est partagé entre quatre états : l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie. Déjà une partie de ce peuple vit en Union soviétique. Depuis, déchirés entre ces pays, les Kurdes n'en finissent pas de lutter pour la survie de leur identité.

Sans pétrole, moins de morts

Christiane More, kurdologue, raconte : « Je voulais visiter les villages d'Anatolie de l'Est, des amis turcs m'ont mise en garde : le Kurdistan, ça n'existe pas, pourquoi parles-tu des Kurdes ? » Pourtant Evin, jeune femme kurde aujourd'hui exilée à Paris, se souvient : « Je vivais à Ankara, après mon mariage je suis allée dans un village kurde et j'ai pensé : ici, c'est vraiment le Kurdistan. »

Pays aux cités millénaires, traversé par des fleuves aux noms bibliques (le Tigre, l'Euphrate), le Kurdistan aussi vaste que la France, éliminé de la carte politique, possède de nombreuses richesses : agriculture, arbres fruitiers, moutons, minerais... et surtout du pétrole, trésor et malheur du peuple kurde.

« Si on n'avait pas de pétrole, on aurait moins de morts », dit le général Barzani, dirigeant du parti démocratique kurde irakien. Le silence s'installe sur le massacre d'un peuple, silence semblable à celui de la mort sur le village rebelle d'Halabja, victime de la guerre Iran-Irak.

Pour rompre ce silence, les Kurdes cherchent la trace de leur histoire à travers leur culture. A Paris, des intellectuels kurdes exilés ont fondé l'Institut kurde de Paris. Malgré de faibles moyens financiers, ils offrent à leurs compatriotes des livres, des documents,

des cassettes, des films, des cours de langue ...

Ce lieu est celui d'un véritable foisonnement artistique, culturel et humain. J'y ai rencontré des Kurdes de tous les horizons. Parler avec eux est un enchantement pour l'esprit tant leur conversation est émaillée de proverbes imagés.

Ils témoignent tous du désir de connaître et de sauver leur culture. La tâche n'est pas facile, même les intellectuels ne connaissent pas toujours leur langue d'origine. « J'ai appris le kurde à Paris », raconte une ancienne étudiante en lettres d'Ankara ; et de nombreux Kurdes sont maintenus dans l'ignorance par les autorités. « Dans les villages du Kurdistan de Turquie, il n'y a pas d'école », ajoute-t-elle. Mais, cette culture millénaire, ce sont d'innombrables poètes, des conteurs, des musiciens, des danseurs...

Evin, jeune cinéaste rencontrée à l'Institut, témoigne du désir de faire connaître son peuple par l'image : « Dans un documentaire, je présente trois portraits de femmes kurdes, une étudiante en exil, une peshmerga (membre de la guérilla kurde), une montagnarde ; malgré leurs différences, elles ont les mêmes coutumes. J'ai dédié mon film (1) à Yilmaz Güney, il est le symbole de nos espoirs et de nos luttes ». Ils étaient des milliers, en 1984, pour son enterrement au Père Lachaise.

SOS pour la survie

Si, depuis quelques années, les Kurdes, conscients de leur identité commune, cherchent à s'unir, ils préconisent d'abord la lutte pour la démocratie dans les Etats où ils vivent.

« Un Etat démocratique, c'est celui qui nous donnera notre autonomie », déclare un représentant du parti démocratique kurde iranien, direction révolutionnaire. Cette autonomie, ils l'ont entrevue lors de l'éphémère république d'Hamabad, en 1941 en Iran, et avec l'obtention d'une région autonome, en 1974, en Irak. Ils en gardent le goût amer d'un espoir déçu.

Aujourd'hui, la situation des Kurdes est plus que jamais difficile. En Turquie, interdits de langue, de culture, d'identité, on ne les appelle plus que Turcs de la montagne. En Iran, les peshmergas mènent une lutte acharnée contre Khomeiny. En Irak, ils sont chassés de leurs villages, bombardés à l'arme chimique. En Syrie, leur situation n'est pas meilleure. Seul le Kurdistan d'URSS semble un îlot préservé avec droit de langue et de culture pour 4 à 500 000 Kurdes.

Même si en Turquie le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) lutte pour l'indépendance et croit dans une réunification du pays, pour de nombreux Kurdes le premier pas vers la reconnaissance culturelle serait déjà une victoire.

Aujourd'hui, emprisonnés, exilés, ex-

terminés, les Kurdes lancent un appel désespéré pour leur survie : « *Comme toute communauté humaine, le peuple kurde a droit à la préservation de son héritage culturel et à la libre expression de son identité* » (appel à l'opinion mondiale — *Le Monde*, juin 1988).

« *Un jour, les grandes puissances en auront assez de nous, elles nous laisseront tranquilles.* » Evin compte sur la lassitude mais l'important serait aussi de rompre le silence, car même les démocraties se taisent : « *On est un enjeu politique entre les grandes puissances. On ne peut pas acheter du pétrole à l'Irak et défendre un peuple* », disent-ils tous. Ce silence est si fort qu'ils déclarent : « *Chaque fois que le mot kurde est cité quelque part, c'est déjà beaucoup.* »

Christine BAHARI

(1) Ce film, Où sont-elles ?, devrait être programmé en septembre sur FR3.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. 48.24.64.64.
- Bibliographie :
 - *Les Kurdes et le Kurdistan*, Ghassemlou et G. Chaliand, Petite collection Maspero, 1978
 - *Le mouvement national kurde*, Chris Kutscheva, Flammarion, 1979
 - *Ma vie de kurde*, Nourredine Zaza, Ed. Pierre Marcel Favre, 1979
 - *Les Kurdes aujourd'hui, mouvement national et partis politiques*, Christiane More, Ed. L'Harmattan, 1985
 - *Anthologie de la poésie populaire kurde*, Ed. Stock plus/Arabes — Islamies
 - *Mémoire du Kurdistan*, Recueil de la tradition littéraire orale et écrite, Joyce Blau, Ed. Findakly
 - Les livres de Yachar Kemal sont parus aux éditions Gallimard. Collection Folio.

10.11 SEPT. 88 LE QUOTIDIEN

KURDISTAN DE TURQUIE

Quelques images...

Me souvenir d'un voyage au Kurdistan, et tant d'images surgissent. Des images que, sans tomber dans la sensiblerie, on peut qualifier de douloureuses, de révoltantes.

Le quotidien des Kurdes est fait de souffrances, qui s'ajoutent à la répression militaire et policière dont on parle désormais assez couramment, et qui n'est plus mise en doute par personne, à part les services de Monsieur Arbenz et leurs disciples.

La souffrance, c'est celle de la mère qui vous montre sur ses doigts le nombre 8, le nombre de ses enfants morts à la naissance. C'est le regard de sa petite fille, qui ne sait si elle a 10 ou 12 ans, qui ne va pas à l'école et qui, comme tous les autres gosses de sa ville, (car on est dans une ville, pas dans un village perdu en montagne) ne parle que quelques mots de la seule langue autorisée, le turc.

Une enfant déterminée qui a voulu fermement que nous, les touristes inconnus, allions boire le thé dans sa maison. Entourée maintenant de ses 3 petits frères, elle paraît à la fois inquiète de savoir si nous sommes satisfaits et fière de nous accueillir. Recevoir l'hôte est sacré chez les Kurdes. Et même ceux qui n'ont plus rien que leur dignité conservent précieusement cette tradition.

La souffrance des Kurdes, c'est l'avenir de misère de ces milliers de leurs enfants, sans aucune perspective d'amélioration dans le régime actuel (à moins de devenir un traître à son peuple), tant de capacités gaspillées...

Car les conditions sont telles que naître ou être malade en hiver signifie la mort, bien souvent. Et que rester analphabète est le lot de la plupart.

Kurdistan,
toutes les caractéristiques d'un pays colonisé

Mais c'est l'image de la résistance qui est là aussi, bien

présente : dans la population qui parle kurde, qui maintient ses coutumes. A tel point que le pouvoir turc en arrive à des compromis qui seraient comiques s'ils ne se situaient pas dans un contexte si douloureux : un exemple : le mariage kurde se célèbre de façon particulière, entre autres par l'expression du folklore, si cher à ce peuple.

Bien que toute expression de la culture kurde soit interdite, le gouvernement turc n'est jamais parvenu à l'éliminer.

Un soir, nous nous étonnons donc d'entendre, puis de voir un groupe de folklore en pleine action, lors d'un mariage...

"c'est interdit, bien sûr, nous dit l'un des participants. Mais pour les mariages, "ils" autorisent pendant 5 heures qu'on joue et qu'on danse..."

Bref, cela n'existe pas, mais on l'autorise durant 5 heures....

La femme kurde est, en soi, un acte de résistance :

Les siècles d'occupation, d'influence étrangère n'ont pas pu la faire renoncer à son statut particulier. C'est elle qui reçoit les hôtes et qui parle librement, même aux étrangers. Elle n'est pas voilée, elle aime les couleurs vives et elle porte fièrement son costume traditionnel. Si vous vous promenez dans les villes et les villages du Kurdistan, dans "l'Est", vous verrez ces silhouettes élancées, autant de taches multicolores, autant de défis à l'Etat turc.

Militantes dans le Front de libération nationale, premières victimes des tortionnaires turcs dans les prisons, (telle Sakina Polat) les femmes kurdes sont partie prenante dans la lutte d'indépendance du Kurdistan, comme c'est souvent le cas dans l'histoire des luttes de libération.

Ce n'était qu'une ou deux images.... En réalité, mille détails, dans les choses de la nature et dans le quotidien des habitants, dans leur regard, vous diront que là-bas, c'est toujours le Kurdistan, autant présent sur le terrain qu'il est absent de la scène internationale.

Fabienne Tissot

LES ARMES CHIMIQUES UTILISEES MASSIVEMENT AU KURDISTAN

LE RECIT ACCABLANANT DES GAZÉS KURDES

Depuis le 30 août dernier, plus de 100000 Kurdes irakiens se sont réfugiés en Turquie pour fuir l'offensive de l'armée de Saddam Hussein, après le cessez-le-feu établi avec l'Iran. Bagdad n'a pas hésité à employer des armes chimiques contre les Kurdes, faisant, selon les témoignages recueillis dans le nord de la Turquie par notre envoyé spécial, près de 20000 victimes. Lire page 16.



Fuyant les armes chimiques utilisées par l'armée irakienne, des milliers de Kurdes se sont réfugiés en Turquie, dans des campements de fortune.



Depuis le 30 août dernier, 100 000 Kurdes environ se sont réfugiés en Turquie, le long de la frontière irakienne, fuyant les offensives de l'armée de Bagdad. Les témoins ne parlent que de bombes, de l'odeur d'ail et de morts. Ils confirment que le régime de Saddam Hussein a multiplié les bombardements aux

armes chimiques contre la minorité kurde située au nord du pays. Le génocide vise un peuple dont la population est divisée entre cinq pays. Avec une superficie de



500 000 km², le Kurdistan s'étend en Turquie (10 millions de personnes), en Iran (5 millions), en Irak (3,5 millions), en Syrie (500 000) et en Union soviétique (200 000 personnes). Depuis la Première Guerre mondiale, les Kurdes n'ont cessé de vouloir affirmer leur identité sans avoir jamais réussi à la faire reconnaître officiellement. Même en Turquie, pays qui offre aujourd'hui un accueil rapide et efficace aux réfugiés, il est toujours interdit de prononcer le mot kurde.

100 000 KURDES ONT FRANCHI LA FRONTIÈRE JOURS D'EXIL KURDE

Hakkari, envoyé spécial

Elle s'est essuyé les yeux, s'est penchée vers son bébé puis, le visage marqué par ce voile qui lui sert de foulard, elle a sangloté, presque chanté sa douleur. Malgré les sourires de l'enfant, son cri a glacé ses compagnons d'exil, soudain simples statues oubliées. Elle pleure les cadavres sans sépulture, tous ces proches effacés d'un coup comme des insectes nuisibles, le malheur et le sang accrochés depuis des siècles à l'histoire des siens. Elle est kurde, elle vivait il y a quelques jours à peine au nord de l'Irak, tout près de

Zakho, et elle n'a sauvé que ce fils qui s'obstine à jouer avec ses mains.

Elle fait partie de ce convoi de soixante-dix camions qui vient de s'immobiliser dans la poussière, au cœur des gorges du Zab. Décor époustoufflant et caravane irréaliste. Entassés avec leurs ballots de fortune dans des bennes surchauffées, les trois mille Kurdes irakiens qui viennent de Cukurça, principal point d'accueil des réfugiés, seront dans quinze heures au moins à Silopi où les autorités turques viennent d'installer à la hâte un camp de réfugiés. Sous le soleil, dans ce défilé vertigineux où le Zab roule des eaux boueuses, les gens

patientent et se taisent, l'air absent, comme indifférents à ce futur dont il ne savent rien. Ils viennent des régions de Zakho et Dahuk, là où l'assaut irakien a été le plus rude. Là où, selon leurs témoignages, les armes chimiques ont été systématiquement utilisées.

«Contre une armée classique, nous aurions continué à nous battre ; contre les armes chimiques, on ne peut rien», répètent les hommes valides, tous peshmergas, combattants du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan irakien) de Massoud Barzani. Uniforme beige, serré à la taille par une ceinture de tissu, ils sont fin prêts, jurent-ils, à repartir au

front dès que leurs familles seront installées. Isyar Bervari, membre du comité régional de Zakho du PDKI, prend ses amis à témoin. « Dans quelques jours, si notre parti nous en donne l'ordre, nous serons en Irak. »

Dans un grondement de moteur amplifié par l'écho des gorges, la caravane de camions s'ébranle puis s'arrête vingt mètres plus loin. Un camion en panne. Silopi est au bout du monde. Depuis le 30 août, 100 000 Kurdes se sont réfugiés en Turquie, le long des quatre-vingts kilomètres de la frontière irakienne, chassés par ces bombes qui n'explosent pas et qui, en un nuage qui empeste l'ail, font tomber dans le vide les humains et les bêtes. Le 27 juillet dernier, dès l'annonce du cessez-le-feu entre l'Irak et l'Irak, les Kurdes irakiens ont été bombardés. Ils s'y attendaient.

Les partisans de Barzani, qui avaient remporté quelques victoires significatives depuis quelques mois contre une armée irakienne mobilisée par le front iranien et, plus encore, par les militants de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Djelal Talabani qui avait joué l'alliance avec Téhéran, savaient que les Kurdes allaient payer les pots cassés. Une fois encore. En mars, il y avait eu l'alerte terrifiante de Halabja où 5000 personnes, toutes kurdes, avaient péri sous les bombes chimiques : 5000 cadavres étendus dans les rues, dans les maisons, victimes instantanées de cyanide, d'ypérite (gaz moutarde) ou de gaz innervants jetés par les avions. Personne n'osait imaginer que c'était qu'un coup d'essai.

Après des combats durs, mais avec armes classiques, durant le mois d'août, l'armée irakienne a lancé sa grande offensive le 24 août. Les 60000 hommes de l'armée de terre qui ont pris position en quelques jours dans les montagnes kurdes jusqu'alors intouchables ont été précédés par une aviation qui, en deux jours, a semé la terreur sur son passage.

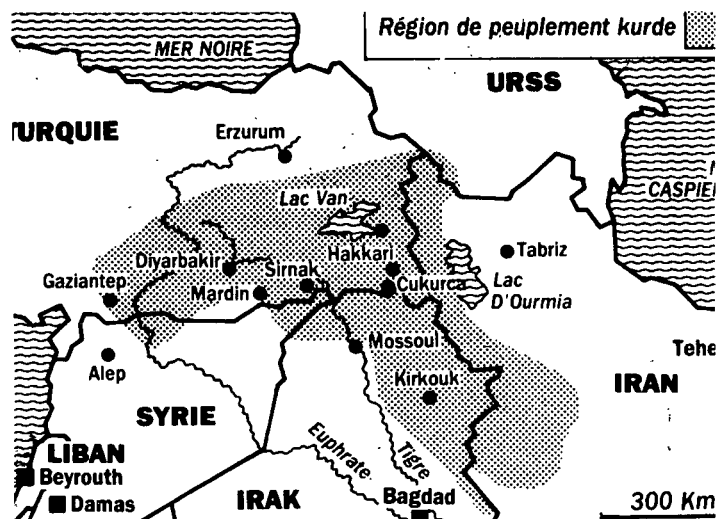
Dès le 28 août, des milliers de civils et de peshmergas se sont massés près de la frontière turque, notamment dans le secteur de Cukurça, citadelle qui domine la vallée du grand Zab. Après quarante-huit heures d'hésitation, les autorités turques, d'abord réticentes, ont accueilli les réfugiés. Turgut Ozal, le Premier ministre, est un homme habile qui ne craint pas les paradoxes : il joue la carte humanitaire et démocratique en recevant des Kurdes pourchassés, alors que les dix millions de Kurdes qui vivent en Turquie n'ont pas l'ombre d'un droit. Il est toujours interdit (depuis 1928) de prononcer le mot Kurde ou pire, Kurdistan, ce qui oblige depuis huit jours hommes politiques ou commentateurs de la télévision à une gymnastique verbale étourdissante. Les réfugiés kurdes sont, au choix, des gens, des Irakiens, des personnes, mais en aucun cas réfugiés ou Kurdes.

Dans la montagne qui court vers l'Irak au-dessus de Cukurça, en pleine zone militaire, des milliers de réfugiés se sont dispersés le long d'une rivière. En quel-

ques jours, ils ont modelé le lieu, l'ont transformé en village de fortune. Ils ont construit des abris avec des branchages, les femmes font du pain sur des feux bricolés entre deux pierres et les gamins ont déjà un coin de balançoire. Images d'exode biblique. Sur la piste qui surplombe les campements éphémères, une quinzaine de camions entassent leur chargement humain, sous la surveillance des bérets bleus, les membres des commandos de l'armée de terre turque. Les hommes enturbannés gravissent la colline avec d'énormes fardeaux hétéroclites, une femme vêtue d'une robe mauve à fil d'argent hisse à bout de bras un berceau en bois brut, des ânes montent et descendent d'un pas prudent. Un vallon entier qui n'est que fourmilière colorée.

là depuis des mois. Près de la rivière, des abris de branches dessinent des ruelles et les femmes ont façonné un ingénieux lavoir avec des galets. Depuis huit jours, les quatre mille réfugiés d'As-haout ont pris en main leur survie. Ils n'ont qu'un kilo de pain par famille et par jour et doivent abattre une à une les quelques chèvres qu'ils avaient réussi à sauver.

Karim Duhok, ingénieur chimiste de 27 ans, « peshmerga depuis des années », sourit de tout cela. « Les Kurdes arriveront à se débrouiller. L'important c'est d'être là pour dire ce qui s'est passé et, si le monde veut nous voir disparaître, qu'il continue à se taire. » Karim admet que ses compatriotes manquent de tout mais les choses s'arrangeront. Ce qui s'est passé à Berjoun, son village,



« Les quatre avions ont survolé le village à basse altitude, ils ont jeté une bombe chacun, sans bruit, sans ralentir, et ils ont disparu. J'ai senti une forte odeur d'ail et je me suis jeté face au sol. Quand je me suis levé, il y avait un nuage sur le village et j'ai vu les gens courir vers la rivière, en titubant. Beaucoup sont tombés avant, d'autres se sont écroulés dans l'eau. »



Ce soir, plus de sept cents personnes vont prendre la route pour le camp de Yuksekova, à cinquante kilomètres de la frontière iranienne. A Ashaout, autre campement improvisé à deux heures de Cukurça, les réfugiés semblent installés

et dans les villages voisins, ne pourra pas s'effacer. « Ils ont bombardé trois jours durant et il y a eu plus de trois cents morts qui tombaient comme ça, partout, même en courant, après le passage des avions. » Les témoins ne parlent que de bombes, de l'odeur d'ail ou de pommes de terre pourries et de milliers de morts.

Sur les trente habitants de Birginei, dans la région de Dahuk, il ne reste plus que ce vieil homme aux yeux brûlés, Omer Abdullah, 80 ans, qui ne dit plus un mot; Zeki Hafan, 16 ans, aveugle et l'air hébété; son frère Muhsin, 14 ans, qui reste prostré et muet, ailleurs. Les deux frères, qui se font répéter plusieurs fois les questions, balbutient quelques mots mal articulés. Ils prononcent les mots « avions » et « bombes ». Hurshit, 4 ans, que son père serre dans ses bras, tend la main vers ceux qui passent près de lui. Il ne parle plus et ne peut plus se servir de ses jambes. Sa sœur Rauhsan, 8 ans, exhibe une brûlure à la tête. Le père baisse les yeux : Bottia, son village, dans la région d'Amadia, n'est plus qu'un lieu fantôme. « Même les arbres sont morts », dit-il.

Peshiar Tilu, 21 ans, est le seul survivant de Barhol, un bourg de cinq cents habitants dans la province de Zakho. Dans la nuit du 24 au 25 août, il était sur

la colline qui domine son village, chargé par le PDKI de prévenir un éventuel assaut irakien. « Il faisait presque jour et je les ai vus surgir au dernier moment. Les quatre avions ont survolé le village à basse altitude, ils ont jeté une bombe chacun, sans bruit, sans ralentir, et ils ont disparu. J'ai senti une forte odeur d'ail et je me suis jeté face au sol. Quand je me suis levé, il y avait un nuage sur le village et j'ai vu les gens courir vers la rivière, en titubant. Beaucoup sont tombés avant, d'autres se sont écroulés dans l'eau. Je ne bougeais pas, j'étais paralysé. Quand je suis allé au village, il n'y avait que des cadavres: les femmes, les hommes, les enfants, tous morts, même les animaux. Le village était intact, je n'ai pas vu un cratère ou une trace d'explosion. »

Vues de ce côté de la frontière, les scènes de mort reconstituées par ceux qui ont pu s'enfuir paraissent irréelles. Près d'Alan, à proximité de l'Iran, il n'y a que quelques millions d'abeilles pour confirmer les récits des peshmegas. Depuis quelques jours, incapables de retrouver leurs ruches, elles meurent par vagues entières sur le sol. De l'autre côté de la frontière, les échos des derniers combats qui se poursuivent dans le secteur d'Urjun retentissent jusqu'à Semdinli. Dès que les premières armes chimiques ont été utilisées, des villages entiers, alertés par le canal du PDKI, ont choisi l'exode, sans hésiter. Dilman Hamidi, 32 ans, instituteur et peshmerga, a organisé la fuite de deux mille personnes venues de la région d'Amadia. « Nous avons surtout marché la

nuit, pendant quatre nuits, et, le jour, on se réfugiait dans des grottes ou de petites vallées difficiles à repérer, même d'avion. » Certains groupes venus de Dahuk ont mis dix jours pour atteindre la Turquie et, bien que l'armée irakienne bloque la frontière depuis lundi dernier, quelques dizaines de réfugiés parviennent encore à franchir chaque nuit les barrages militaires. « Nous avons l'instinct de la montagne, si tu veux je t'amène ce soir en Irak », dit sans sourire Salem, 18 ans, qui enrage d'avoir quitté le combat.

Les peshmegas réfugiés, qui ont remis plus de 10000 armes aux soldats turcs — surtout des Kalachnikov —, jurent qu'ils en ont enterré des milliers d'autres dans les montagnes irakiennes. Et

TURQUE POUR ECHAPPER AUX GAZ CHIMIQUES IRAKIENS DANS LA VALLEE DU ZAB



leurs commandants qui ont franchi la frontière avec leurs hommes, comme Souar et Ali Saïd, Saïd Chaabane ou Ali Sendi, parlent de « repli tactique temporaire ». Discours de guerriers qui ne doivent, en aucun cas, être pris pour des fuyards.

A quelques kilomètres de Yuksekova, en bordure de l'immense plateau verdoyant qui s'étire à 1800 mètres d'altitude aux confins de l'Irak et de l'Iran, un camp modèle a surgi du vide en quarante-huit heures. Impressionnant. Les tentes de l'armée ou du Croissant Rouge forment des alignements impeccables et épousent les replis du relief. Il y a l'eau (des tuyaux sont reliés à une source), l'électricité de cantines mobiles, des toilettes avec évacuation des eaux sales, une cabine téléphonique et, depuis hier, la télévision... Kayhan Kavas, jeune sous-préfet en poste depuis trois mois à Yuksekova, et le maire Mustepha Zeydan sont fiers du travail accompli. Ils ont eu carte blanche pour financer les travaux et ont puisé près de 500 millions de livres (un peu plus de deux millions de francs) dans le fonds « réfugiés » de l'Etat. Tous les services officiels ont été mobilisés et le sous-préfet a installé son bureau complet

— avec drapeaux et portrait inévitable d'Ataturk — sous une tente militaire.

Hier, alors qu'on attendait la visite du ministre de l'Intérieur, plus de 6500 Kurdes irakiens étaient déjà installés. Transportés par camions à partir de Cukurça, ils seront 10000 dans quelques jours. La petite ville, qui sera ce soir éclairée par des lampadaires dignes d'Ankara, est une ruche colorée, presque joyeuse. Les familles se sont regroupées par villages et les hommes qui bavardent près des engins terrasseurs disposeront dans quelques jours d'un café-casino pour se réunir. Servet Bervari, 25 ans, instructeur militaire du PDKI et peshmerga depuis l'âge de 15 ans, est un combattant, beau, et admiré par les adolescents qui boivent ses paroles. Pour lui, ce camp est « un don du ciel » et la Turquie doit en être remerciée. « Nous ne nous mêlerons pas des

affaires turques, notre seul but est de créer un Kurdistan indépendant en Irak. Mais si ce génocide se poursuit, notre nation ne verra jamais le jour. Pourquoi le monde se tait ? Il y a eu 15000 morts au moins en quelques jours, des milliers de blessés, de prisonniers, et 25000 Kurdes, encerclés par les Irakiens dans la région de Sihhan, seront peut-être massacrés dans les prochaines heures. Que fait votre pays ? Que disent les Nations unies ? » Servet a crié les derniers mots puis se reprend, s'excuse, sourit.

Après la valse-hésitation des premiers jours, le gouvernement turc, pour une fois unanime, n'a pas lésiné pour accueillir « les frères irakiens ». Turgut Ozal a même donné son accord verbal pour recevoir Massoud Barzani, leader du PDKI et ennemi juré de Bagdad, qui avait officiellement réclamé le droit d'asile la semaine dernière à partir d'un consulat iranien. En quelques jours, trois autres camps ont été montés près de Cizre, à Sêlobi et à Diyarbakir, capitale du Sud-Est. Dans ce dernier camp, on a poussé très loin le raffinement : on a installé l'électricité dans chaque tente, et un centre de presse internationale — télé, téléphones, téléfax — fonctionnent depuis vendredi.

Le tout sans aide extérieure — la Croix-Rouge, qui proposait son soutien, a été poliment remerciée — et sans qu'on sache vraiment ce que vont devenir dans trois mois ces 100000 réfugiés.

Après avoir martelé que les « Irakiens » n'étaient que des « réfugiés temporaires », Turgut Ozal ne parle plus au futur. Il veut vivre au présent ce qui est encore une opération qui honore la Turquie. Pour l'opinion étrangère, notamment européenne, l'efficacité turque ne peut constituer qu'une heureuse surprise. Quant à l'opinion turque, surtout au sein de la communauté kurde — elle se sent flattée, fière de vivre sur une vraie terre d'asile. C'est vrai aujourd'hui, mais demain ? 50000 Kurdes irakiens vont être peu à peu installés dans les camps modèles en cours

d'achèvement. Comment survivront les 50000 personnes actuellement dispersées sur 80 kilomètres de frontière ? A Yuksekova, l'armée prépare un deuxième camp qui sera opérationnel dès demain. En novembre, les nuits seront glaciales sur ce haut plateau et, en décembre, il y aura plus de deux mètres de neige. Ces deux camps sont d'ores et déjà condamnés. Après ? Personne ne sait, on verra sur le moment. Les peshmergas, eux, haussent les épaules. Dans trois mois, ils seront en Irak, dans leurs villages...

A Hakkari, chef-lieu du département où sont arrivés la plupart des réfugiés, des voix murmurent dans le secret d'une

chambre d'hôtel. Il y est question de la prison de Diyarbakir, où les centaines de Kurdes détenus pour délit d'opinion se plaignent de tortures, d'humiliations, de ces interdictions qui étouffent tout ce qui peut évoquer une culture. Ni langue, ni musique, ni livres kurdes. En Turquie, il n'y a que des Turcs. Le Kurdistan n'a jamais existé et n'existera jamais. Sous les portraits obsédants d'Ataturk, le fondateur vénéré de la patrie, des slogans martèlent l'évi-

dence : « Quel bonheur d'être turc ! » Et si Hakkari, bastion séculaire de résistance kurde, est une garnison parano où se croisent gendarmes casqués, poli-

ciers antiterroristes, commandos de l'armée de terre, ou agents des services de renseignements du MIT, c'est pour protéger les civils, tous kurdes, contre

les attaques du PKK, ce groupe pur et dur basé en Syrie qui se prend pour le Sentier Lumineux péruvien. Le Kurdistan côté turc ne connaît rien de la guerre

qui fait rage en Irak. Sous l'éteignoir, dans une atmosphère de couvre-feu, Hakkari la turque est fière d'accueillir ses frères irakiens.

Jacques MAIGNE

Génocide



Devrions-nous venir à souhaiter la rupture des négociations de Genève pour que cesse un massacre de population civile ? Ce ne serait pas le premier paradoxe de l'histoire, qui parfois ne concède que des trêves incompatibles. Il arrive que la trêve des uns relance le malheur des autres. Le cessez-le-feu entre Irak et Iran a mis fin au répit dont bénéficiaient les Kurdes d'Irak : Bagdad, libéré de la pression de Téhéran, a retourné ses armes contre eux.

LE FIGARO 12.09.88

PAR
ALAIN PEYREFITTE

Oradour, Katyn, Treblinka : ces crimes contre l'humanité viennent d'être renouvelés ces jours-ci. Des villes comme Halabja sont rayées de la carte par l'aviation et l'armée irakiennes. Et de la façon la plus atroce : tout indique que c'est par des gaz asphyxiants — dira-t-on que c'est un détail ?

Comme nos querelles politiques deviennent dérisoires à côté d'un tel génocide ! Comme il est surprenant ce silence de tant de bonnes consciences systématiques, de tant de militants des Droits de l'homme... Peut-

on, dans le soulagement général qu'avait entraîné l'arrêt des combats entre l'Irak et l'Irak, regarder les Kurdes comme des trouble-fête ? Alors qu'on assassine leurs femmes et leurs enfants ?

La France peut-elle rester inerte, quand un régime, qu'elle a soutenu à bout de bras, gaze sa population, par des raids des Mirage qu'elle lui a fournis ? Il ne suffit pas de se déclarer « préoccupé », d'exprimer son « inquiétude ». Les vagues réprobations ne sont plus de mise. Il y a des bourreaux-Irakiens. Il y a des victimes-Kurdes. L'horreur n'est pas une exclusivité des années 40. Ce qui se passe en Kurdistan est sans précédent depuis la fin de

Seconde Guerre mondiale : les pays à recours aux armes chimiques contre ses citoyens minoritaires. Qu'on le proclame ! Qu'on en tire les conséquences ! Paris doit dire à Bagdad qu'il n'a pas soutenu ses efforts contre les assauts forcés de l'Irak pour lui permettre d'éliminer ensuite, à la sauvette, ses propres nationaux. La France n'aime pas les ingérences ; mais l'indifférence lui répugne ; et elle ne peut pas

céder sur des principes fondamentaux.

La communauté kurde, avec ses vingt millions de membres, est déchirée entre l'Irak, la Turquie, l'Iran, la Syrie — et accessoirement l'Union soviétique. Dans aucun de ces cinq États, son identité et sa liberté ne sont vraiment reconnues ; et, dans chacun, elle est en état d'insoumission chronique. Le principe de l'autonomie, accordé après la Première Guerre mondiale par le traité

de Sèvres en 1920, doit être repris. Sinon, on peut s'attendre à ce qu'un jour ou l'autre, les six cent mille Kurdes émigrés en Europe se lancent, par désespoir, dans le terrorisme.

Que les massacres de Kurdes ne cessent pas de nous hanter ! Dussions-nous y perdre quelques commandes d'armes, nous y gagnerions l'honneur de renouer avec les grands principes que la France a enseignés au monde. Ceci compense bien cela.

CANARD ENCHAINE 14.09.88

Qu'est-ce que c'est que ça, les Kurdes ?

LES pourparlers de paix, à l'ONU, entre l'Irak et l'Irak, sont peut-être « au point mort », comme l'a écrit « Le Figaro » (13/9), mais enfin tout le monde est content : le cessez-le-feu, vaillamment, continue, et il n'y a plus de morts dans le Golfe.

En fait, c'est l'Irak qui a le plus profité du cessez-le-feu. Il en a profité pour exterminer sur son territoire, au napalm et aux gaz chimiques, des milliers de Kurdes irakiens. L'armée irakienne a rayé de la carte des villages entiers, maisons et habitants. Amnesty international a alerté l'ONU. Mais, jusqu'ici, seuls le secrétaire d'Etat George Shultz et le Sénat américain ont condamné « vigoureusement » l'emploi d'armes chimiques au Kurdistan irakien. Aucun pays occidental et, a fortiori, oriental n'a élevé la voix, ni levé le petit doigt. Pour cause : c'est quoi, les Kurdes ? Menacent-ils les intérêts de l'Europe au Proche-Orient ? Non. C'est rien, les Kurdes.

D'abord, ils ne sont de nulle part. Ils sont en Irak (pas pour longtemps), en Turquie, en Iran, en Syrie et en Union soviétique, mais, partout, ils sont considérés comme des emmerdeurs. Où qu'ils soient, ils sont considérés comme des minorités chiantes parce que toujours contestataires.

Ils sont quand même 20 millions. Traqués, les Kurdes irakiens essaient de se réfugier en Turquie, où on n'en veut pas, pas plus qu'en Iran, en Syrie ou en Union soviétique. Mieux vaut donc les exterminer aux gaz chimiques — ces bombes atomiques du pauvre, comme disent plaisamment les fabricants d'armes.

En France, pays des droits de l'homme par excellence, qui va fêter fastueusement la Révolution, le gouvernement a réagi avec vigueur contre ce qu'on pourrait appeler « un crime contre l'humanité ». A la sortie du dernier Conseil des ministres. Chevènement, ministre de

la Défense, a précisé que la France continuerait à vendre des armes. A l'Irak, notamment, qui est un de nos meilleurs clients. Oh ! pas des armes chimiques, bien entendu (vous savez bien que nous n'en fabriquons pas), mais des Mirage pour les transporter. Les Kurdes serviront encore à quelque chose.

Et dire qu'il y a maintenant plus de 40 ans que R. Trepo dans de fulminants éditoriaux « Canard », tentait d'attirer l'attention du monde sur la condition humanitaire des Kurdes.

Allez, sur ce plan-là, ça gaze !

G. M.

CAVALIER SEUL

Crime

LES armes chimiques, c'est l'horreur et l'on trouve, dans l'emploi qui en est fait aujourd'hui contre les Kurdes, au moins deux des éléments qui caractérisent le « crime contre l'humanité » : on tue les Kurdes parce qu'ils sont Kurdes ; on ne leur reconnaît pas la qualité d'être humains puisque l'on utilise pour les exterminer les moyens d'élimination réservés aux animaux nuisibles. On est là au-dessous du niveau déjà très

LE FIGARO 12.09.88

bas de la guerre ordinaire, en sombre dans l'immoralité totale.

Personne ne croira jamais que les grandes puissances et même les petites ne peuvent empêcher cela. Elles n'ont qu'un mot à dire et elles ne le disent pas ; elles n'ont qu'un geste à faire, rompre, et elles ne le font pas. C'est à croire que les gaz qui font suffoquer les pauvres enfants kurdes ont un effet paralysant sur les témoins qui regardent et qui, si tôt remis, se détournent pour aller parler ailleurs des droits de l'homme et du citoyen.

André FROSSARD.

JA 1211 GENÈVE 11
SAMEDI, DIMANCHE



10-11 SEPTEMBRE 1988
N° 211

KURDES

Un peuple en trop

Le soulagement que nous apportait l'annonce d'un cessez-le-feu entre Irakiens et Iraniens aura été de courte durée. Comme pour combler un vide laissé par l'horreur de cet affrontement inutile et dévastateur, le régime de Bagdad se lance aujourd'hui dans «sa» guerre. Elle est intérieure, elle recourt – tous les témoignages concordent ici – aux armes chimiques. Elle vise à réduire, voire à exterminer un peuple: les Kurdes.

Dans l'esprit des autorités de Bagdad, il s'agit de mettre un terme définitif à la prétention de cette importante minorité qui, dans ses montagnes, réclame un peu d'autonomie. Une autonomie, à défaut d'indépendance, que lui refusent à la fois les Irakiens, les Turcs et les Iraniens, dans les frontières desquels l'histoire les a arbitrairement installés.

Car l'histoire a été particulièrement dure pour ce peuple à la culture, à la langue à la fois riches et anciennes. Et auquel le traité de Sèvres promettait un Etat. Jointe aux intérêts des puissances, la guerre menée par Ataturk pour la reconquête de son pays a mis fin à leurs espoirs. Les Kurdes, noyés dans la masse des peuples auxquels ils ont été assimilés, ne sont plus que les Turcs de l'Est ou des Irakiens du Nord, dans la bouche de leurs suzerains. Leurs soulèvements, particulièrement héroïques, ont été tour à tour matés avec une incroyable brutalité.

Ce peuple a tort d'avoir raison trop tard: dans le grand mouvement des nationalités, qui a contribué à redessiner les cartes depuis un siècle, ses revendications sont comme un écho attardé. Il n'a pas la chance de lutter contre une puissance coloniale: elles se sont, formellement, esquivées de la région depuis des décennies. Il ne peut donc s'afficher comme mouvement de libération, au sens convenu par l'ONU, et ses maîtres irakiens et iraniens sont aux premières loges des non-alignés – et donc protégés par leur étiquette. Il n'est porteur d'aucune revendication idéologique susceptible de lui valoir des sympa-

thies. Il n'a, à la différence des Afghans, pas de religion pour étendard, ni de grande puissance à refouler. Il réclame en vain une autonomie à la Turquie, dont le créateur, Kémal, a parié, aveuglément, sur l'unité du peuple turc.

Bref: ce peuple n'a pas d'amis. Et il s'est lourdement trompé à chaque fois qu'il a cru pouvoir tabler, comme le fit son chef Barzani, sur l'URSS d'abord, sur l'Iran ensuite pour se retourner contre ses maîtres. A chaque fois – et surtout en 1975, puis aujourd'hui, l'allié d'un moment s'est dérobé, laissant ce peuple à la merci de la vengeance irakienne, parfois iranienne. Déchiré par ses affrontements intérieurs, porté parfois par des programmes et des méthodes démesurés (tels les Kurdes turcs), il est tantôt otage, tantôt jouet.

C'est dire que ce qui se passe ces jours n'est qu'un épisode de plus dans un calvaire qui n'intéresse personne. Les Irakiens, soulagés sur leur front iranien, mettent l'essentiel de leurs forces à cette œuvre de répression. Et l'amnistie que promet Bagdad ne fait pas illusion: pourquoi les réfugiés, qui sont des centaines de milliers, rentreraient-ils au moment où on continue de massacrer les leurs?

La conjoncture, de surcroît, est diaboliquement favorable à Saddam Hussein: l'Irak sait pertinemment que ni les Nations Unies, ni même les grandes puissances n'oseront – l'indignation passée – exercer la moindre pression, au moment d'une négociation des plus délicates sur le Golfe. Une résolution conçue à la sous-commission des droits de l'homme est ainsi mort-née, parce que le Secrétariat de l'ONU rejette tout ce qui pourrait mettre en péril les négociations de Genève.

Explicable, cette attitude demeure injustifiable, et les Etats-Unis l'ont compris en condamnant très fortement le régime irakien. Le Congrès songe à demander l'embargo sur les armes à destination de l'Irak, de faible quantité il est vrai. Mais l'URSS, championne de la cause pacifique, et la France, toutes deux fournisseuses d'armes attirées de Bagdad, que disent-elles?

Antoine Bosshard

12.09.88 LIBERATION

Armes chimiques : la menace de sanctions américaines n'effraie pas l'Irak

La mise en place de sanctions économiques américaines contre l'Irak ne posera aucun problème pour l'industrie pétrolière irakienne, a assuré hier, le ministre irakien du pétrole, Issam Abdulrahman al Tchahabi. « Nous n'avons jamais eu de problèmes pour vendre notre pétrole depuis la nationalisation de l'industrie en 1972, alors qu'à cette époque, il y avait des gens qui ne voulaient même pas nous parler. Cela ne posera aucun problème maintenant », a-t-il déclaré à l'Agence France Presse.

Si les débouchés pétroliers de l'Irak ne semblent pas trop menacés (les exportations en direction des Etats-Unis sont insignifiantes : 100000 barils par jour), il n'en va peut-être pas de même pour le reste de l'économie irakienne. Cette fois en effet, les Etats-Unis qui, tout au long du conflit Irak-Iran avaient pudique-

ment détourné les yeux devant l'utilisation répétée d'armes chimiques par les forces irakiennes, menacent Bagdad de sanctions sérieuses.

Le Sénat américain a en effet approuvé à l'unanimité, le 9 septembre, un projet de loi qui, non seulement interdit l'importation de pétrole irakien et le transfert de technologie « sensible » vers l'Irak, mais oblige le gouvernement des Etats-Unis à couper tous les crédits américains et à s'opposer à toute attribution de prêts à Bagdad au sein des institutions financières internationales. Et cela, affirme la résolution du Sénat, jusqu'à ce que le régime irakien cesse ses attaques à l'arme chimique contre les Kurdes, « un acte de génocide abhorré par le monde civilisé et interdit par la loi internationale ».

Ce projet de loi (qui doit encore être approuvé par la Chambre des repré-

tants et le président Reagan) fait suite à la condamnation formelle par le Département d'Etat américain de l'utilisation — niée par les autorités de Bagdad — de gaz de combat par l'armée irakienne contre les rebelles et la population civile au Kurdistan.

De toute évidence, Washington, de plus en plus inquiet des conséquences de cette « banalisation » de l'usage de armes chimiques et de leur prolifération dans les pays du tiers monde, a décidé de frapper un grand coup sur la table. Le sénateur Claiborne Pell, promoteur de sanctions contre Bagdad, n'a pas hésité à comparer l'Irak à l'Allemagne nazie : « Pour la deuxième fois au cours de ce siècle, une dictature brutale utilise des gaz mortels pour exterminer une minorité ethnique (...). Il n'y a aucun doute que le régime de Saddam Hussein considère cette campagne comme la solution finale au problème kurde »

12.09.88 L'HUMANITÉ

Le Sénat américain condamne le génocide contre les Kurdes

CRIME CONTRE L'HUMANITE

Le Sénat américain a voté vendredi une résolution condamnant l'utilisation d'armes chimiques contre la population kurde par l'armée irakienne et a demandé que des sanctions économiques soient prises contre l'Irak. Un projet de loi, approuvé par acclamation, interdit notamment toute nouvelle aide et tout nouveau crédit à Bagdad. Le sénateur démocrate Pell, de Rhode Island, a déclaré lors du débat : « L'armée irakienne mène contre la population kurde une campagne qui ne peut être décrite que comme un génocide... C'est vraiment un crime contre l'humanité. La veille, le secrétaire d'Etat américain George Shultz avait mis en garde le ministre des Affaires étrangères irakien Saadoun Hamadé, contre la poursuite de telles pratiques, « répugnantes et injustifiables ».

Ce qui n'a pas empêché le même Hamadé de convoquer, vendredi, les représentants des pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU pour leur affirmer qu'aucune arme chimique n'avait été employée contre la population kurde irakienne. Autant nier l'évidence. Non seulement les Etats-Unis affirment avoir des preuves que des bombardements chimiques ont bien eu lieu, mais les témoignages commencent à affluer, et ils sont accablants pour l'Irak.

En dépit des démentis de Bagdad, les preuves d'une tentative d'extermination des Kurdes de l'Irak s'accroissent



Une des survivantes des bombardements chimiques irakiens recueillie, avec ses enfants, dans un hôpital irakien. (Photo Reuter.)

Un médecin français de l'organisation Médecins du monde, qui revient des camps de l'est de la Turquie où continuent à affluer des dizaines de milliers de réfugiés, affirme avoir recueilli sur place de « fortes présomptions ». Certaines personnes qu'il a examinées présentaient des « dermatoses sur le sexe et le scrotum, qui sont souvent le signe d'utilisation d'armes chimiques ». S'il n'a pu effectuer les examens cliniques (analyses d'urine et de sang) qui auraient fourni les preuves irréfutables, il a recueilli de nombreux témoignages, ré-

cits et indices et a demandé l'envoi au Kurdistan d'Irak d'une « commission internationale d'experts ».

Les récits recueillis par des médecins et des journalistes auprès de quelques-uns des 100.000 réfugiés qui sont arrivés en Turquie font état de villages entiers anéantis, de charniers contenant des centaines de corps et de 25.000 Kurdes qui seraient, à l'heure actuelle encore, encerclés par l'armée irakienne et menacés d'extermination. Si l'opinion internationale ne se mobilise pas très vite, c'est un véritable génocide qui risque de se perpétuer au Kurdistan.

Le massacre des Kurdes

D'UN GENOCIDE A L'AUTRE

L est décidément plus facile de condamner a posteriori l'holocauste juif ou le génocide arménien que de s'élever contre les tentatives d'élimination physique actuellement perpétrées contre un certain nombre de minorités ethniques à travers le monde.

Les événements en cours dans le Kurdistan irakien donnent la mesure de cette gigantesque hypocrisie qui consiste à pleurer en permanence sur les victimes d'abominations passées, tout en fermant les yeux sur des faits similaires qu'une action résolue de la communauté internationale suffirait souvent à empêcher.

« Solution finale »

Il n'est pourtant plus possible d'en douter : depuis l'arrêt des hostilités avec l'Iran, les dirigeants irakiens ont décidé de profiter des circonstances pour mettre en œuvre la « solution finale » contre leur population kurde (2 à 3 millions de personnes) qui n'avait jamais cessé, depuis des décennies, de militer, parfois les armes à la main, en faveur de l'indépendance.

Une partie de ces Kurdes ayant fait cause commune avec les troupes de Khomeiny à la faveur de la guerre, l'état-major irakien a choisi de « liquider définitivement » toute résistance. Dès les 17 et 18 mars derniers, le bombardement au gaz yperite de la ville d'Halabja avait fait des milliers de victimes civiles. De nouveaux témoignages, irréfutables, démontrent que cette campagne d'extermination se poursuit massivement avec l'emploi d'une vaste panoplie d'armes chimiques.

Il ne s'agit donc plus de mettre au pas une population

rétive ou rebelle, mais bien d'en débarrasser le pays en ne lui laissant le choix qu'entre une mort certaine sur place ou la fuite vers les états voisins, l'Iran ou la Turquie. Plus de 170.000 Kurdes auraient déjà passé les frontières.

L'Europe : « business » d'abord !

Face à cette situation sans précédent depuis la Seconde guerre mondiale — un Etat utilisant des armes chimiques contre une de ses propres minorités — le Sénat américain vient de réagir avec vigueur en interdisant toute nouvelle aide ou tout nouveau crédit au régime de Bagdad. Au même

moment, les Européens, si bavards et si véhéments lorsqu'ils savent leurs condamnations sans conséquences, se contentent cette fois, de faire connaître leur « préoccupation ».

Il est vrai qu'au sortir d'un conflit de huit années, l'Irak s'apprête à s'engager dans une formidable entreprise de reconstruction de son économie. Et les Européens se pressent déjà à Bagdad dans l'espoir d'arracher quelque mirifique marché. Dans ces conditions, pas question de prendre la moindre initiative qui risquerait de porter atteinte à leurs sacro-saints intérêts commerciaux. Les affaires sont les affaires.

Une dangereuse « percée »

Pour la circonstance, les membres de la Communauté européenne font preuve, une fois de plus, d'une incroyable myopie politique. Ils ne paraissent pas avoir pris conscience que l'emploi des armements chimiques par le régime de

Saddam Hussein, contre l'Iran d'abord puis contre les Kurdes aujourd'hui, crée un terrible précédent dont bien d'autres Etats du Proche-Orient risquent de s'inspirer.

C'est que l'Irak n'est pas seule à pouvoir se vanter d'avoir réalisé une « percée » en matière d'armements chimiques. La Syrie dispose en

ce domaine d'un arsenal encore plus impressionnant qui lui a été entièrement fourni par l'Union soviétique. L'Egypte et l'Arabie saoudite envisagent à leur tour de s'en

équiper. En même temps, tous ces pays ont acquis ou se préparent à acquérir les missiles sol-sol qui permettraient d'uti-

liser des armes chimiques à des milliers de kilomètres de chez eux. La Syrie possède déjà 53 missiles de ce type, d'origines soviétique et

chinoise. L'Irak 36 et l'Egypte, 12. L'Arabie saoudite vient de passer un contrat d'achat avec la Chine populaire.

L'objectif n'est autre, bien sûr, pour les pays arabes, que de se doter à brève échéance d'une force de « dissuasion chimique » susceptible de contrebalancer et de neutraliser la force de dissuasion nucléaire dont — ce n'est plus un secret pour personne — disposent les Israéliens.

Ainsi, c'est tout l'équilibre géopolitique du Proche-Orient qui pourrait bientôt se trouver remis en cause et le massacre des Kurdes par l'Irak n'aurait alors été qu'un simple prélude.

Mais il ne semble pas que les Européens aient l'intention de s'inquiéter pour si peu. L'Irak est un bon client et à chaque jour suffit sa peine...

Marcel MANSAL

Irak

Le « nettoyage » du Kurdistan

Bagdad semble déterminé à éliminer la rébellion kurde. Des hameaux entiers ont été pilonnés et incendiés. Mais l'utilisation d'armes chimiques n'est pas prouvée.

AL-AMADIYAH
(Kurdistan irakien) :
de notre envoyé spécial
Pierre BRANCHE

Limpide, un petit ruisseau serpente au pied des ruines toutes neuves de ce qui fut al-Balisan, dans le Kurdistan irakien, pareil à des dizaines, peut-être des centaines de villages de montagne qui ont cessé d'exister entre le 27 août et le 5 septembre, quand le régime de Bagdad, soulagé par le cessez-le-feu avec l'Iran, a semble-t-il décidé d'en finir, une bonne fois pour toutes, avec l'irréductible kurde. On voit encore les traces des troupeaux de moutons venus s'abreuver au guet. Mais il n'y a plus d'animaux et il n'y a plus d'hommes. Les habitations ont été anéanties jusqu'aux fondations.

Dans cette quête entreprise dans le Kurdistan par un petit groupe de journalistes occidentaux pour tenter de mesurer l'ampleur de la répression irakienne, al-Balisan était marqué d'une croix rouge sur les cartes. Car les porte-parole à l'étranger des mouvements autonomistes kurdes, comme le PDK de Masoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani, ont dénoncé en particulier les atrocités dont auraient été victimes la population de cette vallée, l'Ouedi Balisan, à cinquante kilomètres au nord d'Erbil. Ils présentaient le village comme un « Oradour-sur-Glane », où les habitants auraient été décimés par les gaz.

Comment déceler à quinze jours de distance si un site a été ou non gazé ? Si les habitants et les animaux domestiques ont disparu, en revanche toute la faune sauvage est présente. L'herbe est fraîche et les feuilles des bouleaux, des peupliers, des eucalyptus, d'un vert tendre que n'a altéré nul miasme chimique. Puisque les militaires irakiens, nos guides et pilotes d'hélicoptères, un peu goûteux, nous montraient l'exemple, nous avons croqué des baies, dégusté du raisin cueilli à même la vigne et des grenades juteuses sans ressentir après coup le moindre malaise... La satisfaction de nos accompagnateurs était manifeste. Ils venaient de marquer un point dans leur effort pour faire échec à ce qu'ils appellent une campagne de calomnies contre l'Irak.



Les ruines du village kurde de Bamarni, capturé par les forces irakiennes le mois dernier. (Photographie AP.)

Deux jours plus tôt à Bagdad, un médecin français, qui, quelque part dans le Kurdistan, a soigné de nombreux blessés du PDK et de l'UPK, était formel. Il a traité de nombreux brûlés, certains très graves, mais aucun gazé. Il dit aussi que certains de ces guerriers ont pu, de bonne foi, prendre pour des grenades à gaz les engins lacrymogènes et les fumigènes dont les soldats irakiens ont fait un abondant usage pour les déloger de leurs grottes. En revanche, il confirme que les combats ont été impitoyables et les destructions massives.

Destruction méthodique

Voilà effectivement ce que nous lisons sur le sol, à présent que notre escadrille d'hélicoptères survole le lit de la rivière en direction de Dohuk et Zakho. Ce n'est qu'une succession de hameaux pilonnés, incendiés. Et toujours cette absence oppressante de toute vie, de toute activité laborieuse. Seuls des campements militaires : tentes, camions, batteries d'artillerie, apportent une note de vie, mais sinistre, dans ce pays maudit.

Nous nous posons à trente kilomètres au sud de la frontière

turque, près de la route qui va de Barmani à al-Amadiyah : il n'est pas possible que ce bourg, qui pouvait compter 1 500 ou 2 000 habitants, renaissance de ses cendres. Méthodiquement, l'armée irakienne a fait sauter les maisons une à une, elle a dynamité les pylônes et a passé les vergers au napalm. Tout est carbonisé. Tous ces ravages ont été exécutés avec une telle minutie, qu'il est clair qu'il s'agit, dans l'esprit de ceux qui les ont ordonnés, d'une volonté de rayer définitivement de la carte tout un réseau ancestral qui était à leurs yeux le foyer permanent d'infection de la rébellion kurde endémique.

Au Kurdistan, comme l'exposait d'ailleurs sans la moindre réticence, jeudi à Bagdad, le général Adnan Kharillah, ministre de la Défense, on va reconstruire de nouveaux villages, de nouvelles cités. Les habitants auront tout ce qu'ils n'avaient pas : l'eau courante, l'électricité, les égouts, des écoles, des hôpitaux et puis aussi la télévision avec le portrait et le compte rendu quotidien des activités et des décisions de Saddam Hussein, père et bienfaiteur de la patrie.

Aujourd'hui encore la ques-

tion reste posée. Bagdad a-t-il utilisé l'arme chimique dans son opération de « nettoyage » du Kurdistan ? Les Etats-Unis l'ont affirmé et ont pris des sanctions économiques. Et dans les milieux proches de l'ambassade américaine, on laisse entendre que la CIA aurait intercepté des messages militaires sans équivoque.

Cependant sur le terrain, nul n'a pu apporter la preuve de bombardements au gaz. Et pas un seul blessé chimique n'a pu être présenté par quiconque. Même en Turquie. Ceux qui croient à la thèse des gaz remarquent que la Turquie, qui a son propre problème kurde n'a aucun intérêt à « charger » l'Irak, d'autant qu'elle dépend de ce pays pour ses approvisionnements en pétrole. Mais ceux qui n'y croient pas font observer que les Etats-Unis, singulièrement prompts à fustiger Bagdad, trouvent là une occasion d'être agréables à l'Iran avec qui, une fois l'ayatollah disparu de la scène politique, on rêve de se réconcilier. Ils ajoutent qu'en considérant l'Irak sur la scène internationale, ils le contraignent à moins d'intransigeance dans les négociations de Genève.

P. B.

13.09.88 LE MONDE

Un témoignage sur les réfugiés en Turquie

Des Kurdes sous les gaz

La répression menée, notamment au moyen d'armes chimiques, par l'armée irakienne contre la population kurde a provoqué un exode massif, comme en témoigne ci-dessous Renaud Fessaguet, journaliste français qui s'est rendu à la frontière turco-irakienne.

Frontière turco-irakienne
correspondance

La piste qui court d'Uludere à

Les réfugiés d'Ortabag n'ont dû leur salut qu'à la montagne. Grâce à elle ils ont pu se cacher, avec femmes, enfants et bétail, dans des grottes. Ils avançaient la nuit pour échapper aux hélicoptères et aux patrouilles, jusqu'à ce jour où, repérés par les Irakiens, ils ont acouru vers la Turquie.

Les « peshmergas » (combattants kurdes) insistent sur l'utilisation d'armes chimiques. « Une bombe, racontent-ils, qui tombe à terre et dégage une fumée suffoquante provoquant dans un premier temps nausées et vomissements... » Plusieurs blessés sont examinés par le docteur Benedetti. Il relève des conjonctivites, des dermatoses, mais pas de traces directes de lésions dues à des armes chimiques. « En fait, explique-t-il, il faudrait procéder sur place à des examens de sang et de plasma. »

Ces Kurdes-là ont apparemment eu le temps de fuir avant le déluge de feu et de gaz qui se déverse depuis bientôt un mois sur le nord de l'Irak. Mais beaucoup d'autres (aucun bilan fiable n'est disponible actuellement) n'ont pas eu cette chance. Plusieurs peshmergas proposent de passer clandestinement en Irak pour aller voir des charniers.

Depuis le 14 août, date probable du début de l'offensive irakienne, près de cent mille Kurdes ont fui vers la Turquie. Personne, à l'origine, n'a pris cet exode au sérieux. Mais le flot de réfugiés n'a cessé de grossir et aujourd'hui, entre Uludere et la frontière iranienne, une demi-douzaine de camps temporaires ont fait leur apparition. Le plus important se trouve à Cukurca, où ont été regroupés vingt mille réfugiés.

Cukurca n'en finit pas. Après d'innombrables contrôles militaires, le convoi de journalistes est brusquement arrêté par un barrage de soldats turcs : ici, à Ortabag, à l'extrême sud de la province d'Hakkari, l'armée turque est en état d'alerte maximum.

En contrebas de la route en effet, trois mille Kurdes viennent de franchir la rivière qui sert de frontière entre la Turquie et l'Irak, pourchassés par les forces de Bagdad.

Immédiatement, les « komandos » turcs - béret bleu,

Dans un décor grandiose, taillé dans des montagnes de grès rose, à plus de 2 000 mètres d'altitude, chaque tribu s'est installée en délimitant soigneusement son territoire à l'aide de branches ; les femmes ont construit des fours pour cuire le pain et les adolescentes lavent le linge dans les deux petits ruisseaux qui lézardent à travers le camp. Les peshmergas, désarmés par l'armée turque, errent. Certains désespérés, d'autres parlant de rejoindre leurs frères de combat en Irak en passant par l'Iran.

Un peu plus bas, la tente du Kizilay, le Croissant-Rouge turc, ne désemplit pas pendant que les premiers camions de ravitaillement arrivent, déversant des kilos de farine et de riz.

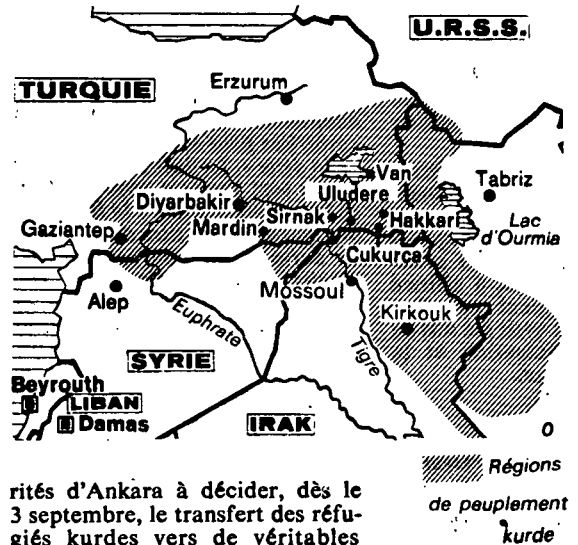
Les réfugiés kurdes réapprennent à vivre à leur façon. L'Irak n'est pourtant pas loin, et le drapeau de Bagdad flotte depuis peu sur une montagne, à quelques centaines de mètres derrière, de l'autre côté de la frontière.

La zone n'est d'ailleurs pas sûre. Pendant toute une matinée, on entendra les canons et les mortiers tonner de l'autre côté. A deux reprises, un hélicoptère irakien violera l'espace aérien turc pour venir surveiller les fuyards. Et non loin de là, en direction de l'Iran, les Irakiens ont massacré trois cent cinquante Kurdes qui tentaient de franchir la frontière, affirme un officier turc.

Les conditions sanitaires sont également précaires. L'eau des petits torrents ne suffit pas à cette population de 20 000 habitants, et des cas de choléra sont déjà signalés. Ce qui a amené les auto-

tenue léopard - s'interposent et refusent fermement tout droit de poursuite à leurs vis-à-vis. La tension est extrême et le colonel turc invoque les risques d'affrontement pour refuser de laisser passer les journalistes.

Autorisation est tout de même donnée d'approcher les Kurdes. Le docteur Bernard Benedetti, dépêché par Médecins du monde, interroge les nouveaux exilés, apparemment très choqués. Leurs témoignages concordent. Ils viennent de fuir l'horreur. Bagdad a bel et bien pris le contrôle de « son » Kurdistan avec des moyens effroyables. Des centaines de villages ont été détruits au napalm, des familles entières massacrées et la zone littéralement aspergée de gaz chimiques.



rités d'Ankara à décider, dès le 3 septembre, le transfert des réfugiés vers de véritables camps. Ceux de Cukurca sont transportés par camions à Yukekova, à 150 kilomètres de là, vers la frontière iranienne.

Dans une plaine battue par les vents, le Croissant-Rouge a érigé en quelques jours une ville de toile. Des rues de tentes ont été tracées au cordeau, avec fosses septiques. A l'entrée du camp, des médecins turcs recensent et consultent sans discontinuer. Les Turcs ont paré efficacement au plus pressé. Mais le plus grave est à venir. D'ici un mois, l'hiver se sera installé avec ses vents glacés, ses températures en dessous de zéro et ses chutes de neige. Que se passera-t-il alors ?

Ankara ne serait pas fâché de voir les Kurdes gagner l'Iran. Deux mille l'ont déjà fait, « contre leur gré », dit l'opposition turque. Mais les autres ?

Pour l'instant, les réfugiés n'ont pas l'intention de bouger. Ni vers l'Iran ni vers l'Irak, où le régime de Bagdad vient de décréter une amnistie en leur faveur. Car les Kurdes savent que derrière les

mots il y a la barbarie d'une guerre innommable, que des milliers d'entre eux ont été tués, gazés ou non, et déportés de leur région natale, que l'Irak ne leur pardonnera pas de sitôt, à eux, les damnés du Proche-Orient.

RENAUD FESSAGUET.

LA CROIX 13.09.88

M O N D E

Querelle sur fond d'armes chimiques IRAK - ÉTATS-UNIS : RIEN NE VA PLUS

Rien ne va plus entre les États-Unis et l'Irak qui n'a pas du tout apprécié le vote — par acclamations — du Sénat interdisant toute nouvelle et tout nouveau crédit à Bagdad après l'avoir accusé d'utilisation d'armes chimiques contre la population kurde irakienne. « Les Américains, qui mènent contre nous une campagne de diffamation forgée de toutes pièces, tentent de nous effrayer et de nous amener à renoncer à nos droits et à nos principes », a affirmé le président Saddam Hussein.

Sur le même ton, c'est toute une campagne anti-américaine qui s'est développée sur un double thème :

— « L'Irak peut se passer des relations avec les États-Unis comme il l'a fait pendant vingt ans » entre 1967 et 1984 ;

— Cette campagne qui vise à « renforcer » Téhéran est « orchestrée par les sionistes américains qui n'ont jamais caché leurs liens avec le régime khomeiniste de Téhéran ». Le quotidien du parti Baas *Al-Thaouira* est le meilleur exemple de cette rhétorique, qui se demande en outre pourquoi les Américains se réveillent maintenant.

Sur le fond du problème, si le

ministre des Affaires étrangères Tarek Aziz avait reconnu le 1^{er} juillet à Bonn que son pays avait utilisé « à un certain moment » des armes chimiques mais seulement après que les Iraniens eurent commencé, l'Irak nie farouchement aujourd'hui l'avoir fait lors de sa récente opération militaire contre les rebelles kurdes dans le nord du pays. S'appuyant sur un « démenti officiel de la Turquie — pays qui accueille le plus gros des 120 000 réfugiés kurdes — sur l'usage des armes chimiques », Bagdad affirme que les chefs de la rébellion kurde ont délibérément propagé de fausses rumeurs de bombardements à l'arme chimique pour pousser les civils à l'exode. Selon les responsables irakiens, 11 500 Kurdes sont rentrés en Irak après l'annonce d'une amnistie générale.

Pendant ce temps, les négociations de Genève piétinent et la consolidation du cessez-le-feu n'a toujours pas été obtenue par le négociateur suédois de l'ONU Jan Eliasson. Les Irakiens refusent en outre que les conversations irako-iraniennes se déplacent à New York. Bagdad semble craindre d'y être l'objet de fortes pressions du fait de la campagne américaine contre l'emploi qu'elle a fait des armes chimiques

ble qu'il, en cas de refus irakien, la Turquie permette le déroulement d'une enquête auprès des réfugiés kurdes.

Sa position officielle reste que jusqu'à présent elle n'a décelé aucune preuve concrète de l'usage d'armes chimiques. A ce propos, le professeur belge Aubin Heyndrickx, toxicologue de réputation internationale, se disant « certain » de l'utilisation de gaz de combat par l'Irak, a qualifié mardi de « curieux » le rôle joué par la Turquie. Le professeur Heyndrickx a affirmé être « à 100 % certain » que l'Irak a utilisé contre les Kurdes irakiens un mélange de gaz moutarde et de gaz neurotoxique, probablement du tabun, le même cocktail meurtrier que celui déjà utilisé par l'armée irakienne lors de l'attaque contre la ville kurde de Halabja en mars.

Le professeur Heyndrickx, qui avait été appelé à l'époque en consultation aux Nations unies à

New-York, ajoute que les organisations humanitaires et médicales qui essaient de venir en aide aux réfugiés kurdes irakiens en Turquie se heurtent à « d'énormes difficultés », en raison de l'attitude des autorités turques qui leur refusent l'accès aux camps de réfugiés kurdes irakiens et nient l'existence d'intoxications par armes chimiques.

Les pourparlers de Genève

La démarche des dix pays place M. Perez de Cuellar dans une situation délicate, car toute décision d'envoi d'une mission d'enquête pourrait avoir des répercussions sur les pourparlers de paix Iran-Irak, dans lesquels le secrétaire général va reprendre personnellement la semaine prochaine son rôle d'intermédiaire pour tenter de débloquer la négociation actuellement dans l'impasse.

L'Irak a remis en cause le fragile édifice préparé par l'ONU pour la poursuite des pourparlers de paix avec l'Iran en refusant la date du rendez-vous, fixé au 22 septembre à New-York, et en posant certaines conditions. M. Perez de Cuellar avait transmis, samedi, une invitation aux ministres des affaires étrangères d'Iran et d'Irak de se rencontrer à New-York le 22 septembre pour poursuivre les pourparlers entamés à Genève, et son représentant personnel, M. Jan Eliasson, avait précisé mardi qu'elle avait été acceptée par les deux parties.

Cependant, la délégation irakienne a soulevé trois points, qui sont autant de conditions à ce rendez-vous. Les Irakiens exigent que d'ores et déjà soit fixée la date de la reprise des pourparlers de Genève après le rendez-vous de New-York, que celui-ci se résume à « une seule réunion » et qu'en tout état de cause le ministre irakien des affaires étrangères ne pourra pas se trouver à New-York avant la première semaine d'octobre. — (AFP.)

LE MONDE 15.09.88

Dix pays demandent l'envoi d'une mission d'enquête au Kurdistan irakien

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a informé mardi 13 septembre l'Irak que dix pays, dont les États-Unis, lui avaient demandé d'envoyer une mission d'enquête dans le Kurdistan irakien pour se prononcer sur l'usage ou non d'armes chimiques contre la population locale. Les dix pays sont, outre les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon, la RFA, l'Italie, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède. La France et l'URSS ont par ailleurs fait savoir qu'elles appuieraient toute initiative

que pourrait prendre M. Perez de Cuellar dans ce domaine.

Selon le porte-parole de l'ONU, M. Perez de Cuellar a fait part mardi de la démarche de ces dix pays au cours d'un entretien avec le chargé d'affaires de l'Irak, M. Ali Mahmoud Sumaidi. Dans les milieux diplomatiques, on doute que le gouvernement irakien, qui a formellement démenti avoir utilisé des armes chimiques contre la population kurde, accepte l'envoi sur son territoire d'une mission d'enquête de l'ONU. Il est également peu proba-

LE MONDE 29.09.88

La répression irakienne au Kurdistan Nouveau projet de sanctions américaines contre Bagdad

Après le Sénat, la Chambre des représentants a adopté, mardi 27 septembre, un projet de loi imposant des sanctions contre l'Irak, comme « moyen d'expression concrète de l'indignation » devant les accusations concernant l'utilisation d'armes chimiques par l'armée irakienne contre le Kurdistan d'Irak. Ce projet prévoit l'arrêt immédiat des exportations américaines d'armes, de haute technologie et de composants chimiques à destination de l'Irak. L'embargo commercial serait élargi et des sanctions financières ainsi que diplomatiques seraient prises en cas de récidive par Bagdad. L'administration américaine s'est déclarée hostile aux projets tant du Sénat que de la Chambre des représentants, qu'elle estime « prématurés » et « contre-productifs ».

Par ailleurs, recevant une délégation de Kurdes, parmi lesquels figurait M. Hemo Husseini, un cadre du PDK (Parti démocratique du Kur-

distan irakien), le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a affirmé que son pays était « totalement solidaire du peuple kurde, persécuté et menacé d'extermination ». — (AFP, Reuter.)



L'HUMANITE 23.09.88

COMMUNISTES SOLIDAIRES AVEC LE PEUPLE KURDE

Une délégation de Parisiens, organisée à l'initiative du PCF, s'est rendue jeudi dans la soirée à l'ambassade d'Irak pour élever « la protestation la plus forte et la plus indignée devant la sauvagerie » des massacres à l'arme chimique des populations kurdes d'Irak par les armées de Bagdad avec le soutien du régime turc. Ont fait partie de la délégation : Christiane Schwartzbard, vice-présidente du groupe communiste au Conseil de Paris, Jacques Fath, secrétaire de la section de politique extérieure du PCF, et Gérard Renaud, membre de la direction de la Fédération communiste de Paris. (Photo Joël Lumien.)

Irak : les retombées des gaz

QUOTIDIEN DE PARIS 13.09.88

Les nombreux témoignages sur l'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes irakiens ont suscité des réactions diverses dans le monde, allant du vote du Sénat américain en faveur de sanctions économiques contre l'Irak à une attitude nettement plus prudente des principaux pays européens.

● Quelques dizaines de milliers d'Irakiens ont manifesté dimanche soir à Bagdad contre le vote, vendredi, par le Sénat américain d'un projet de loi interdisant toute nouvelle aide ou tout nouveau crédit à l'Irak, accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre les Kurdes. Cependant, selon des témoignages recueillis par diverses organisations humanitaires, les troupes de Bagdad auraient attaqué et tué fin août et début septembre des centaines de

membres de la minorité kurde d'Irak — qui compte 2 à 3 millions de membres —, notamment en ayant recours à des armes chimiques.

Contrastant avec l'attitude américaine, les 12 pays de la Communauté européenne sont restés étonnamment discrets, se contentant d'une déclaration assez vague dans laquelle ils se sont déclarés, mercredi dernier, « vivement préoccupés » par les informations faisant état de l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak.

Première à réagir, la Grande-Bretagne avait pourtant dès mardi convoqué l'ambassadeur d'Irak au Foreign Office pour lui faire part de sa « préoccupation ». Mercredi, le président François Mitterrand exprimait son « inquiétude », estimant que les liens d'amitié unissant l'Irak et la France autorisaient cette dernière à faire connaître son sentiment sur « des événements qui mettent en cause les droits de l'homme ».

Mais depuis, les gouvernements européens se sont tus à l'exception de la Grèce — qui a fait part de son inquiétude dans une déclaration distincte de celle des 12 — et des pays nordiques, qui ont adressé,

jeudi dernier, une demande au secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, pour qu'il ouvre une enquête.

Les réticences des gouvernements

européens, y compris Londres et Paris, s'expliquent notamment par la crainte de porter atteinte à leurs intérêts économiques futurs en Irak.

Un « silence coupable », selon le

quotidien anglais *Daily Telegraph*, qui dans un éditorial a critiqué, hier, l'attitude de la Grande-Bretagne — qui s'est fait le champion de la lutte contre la non-prolifération des armes chimiques — mais également du reste de la Communauté européenne.

EST REPUBLICAIN 13.09.88

LE FAIT DU JOUR

par Jean-Pierre ZEHNDER

Kurdes : l'alerte au génocide

L'Américain George Shultz dénonce les massacres à l'arme chimique commis par Bagdad depuis trois semaines

La paix entre l'Irak et l'Iran servira-t-elle d'alibi au génocide des Kurdes ? George Shultz, le ministre américain des Affaires étrangères, vient de rompre le silence par une mise en garde : « *Les relations des Etats-Unis avec l'Irak seront affectées si Bagdad persiste à faire un usage injustifiable et inqualifiable de gaz empoisonné contre les populations kurdes ...* ». On ne peut mettre en musique de façon plus diplomatique la discrétion internationale. Sur le terrain le génocide des Kurdes d'Irak est engagé depuis plus de trois semaines, très exactement depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu dans la guerre du Golfe.

Les Kurdes ont depuis toujours été les victimes de la paix entre l'Irak et l'Irak. Dès le 20 août l'aviation irakienne lançait des raids sur les régions du Nord en dissidence. Le 24, Saddam Hussein engageait 60.000 hommes contre les citadelles du massif montagneux, terre d'élection de la résistance kurde.

Une odeur d'ail...

Les vallées sont désertes mais encore imprégnées d'une odeur tenace où l'ail le dispute à la pomme de terre pourrie. Dans les champs dix mille, quinze mille cadavres de villageois... Les petits nuages silencieux de cyanide, d'ypérite (le tristement célèbre gaz moutarde de la Première Guerre mondiale), de gaz innervants, ont fait leur oeuvre.

PMollement condamné après son coup d'essai de mars à Halabja où on dénombra 5.000 victimes, toute une ville clouée sur place, le régime de Bagdad récidive sur une grande échelle avec l'intention évidente de régler une fois pour toutes, à la manière du génocide arménien, le problème kurde.

Terrassés, impuissants, même les farouches combattants Peshmergas (littéralement : « ceux qui font face à la mort »), battent massivement en retraite. Fin août l'exode atteignait la région frontalière de Cukurça. Depuis

le 30 août on estime que plus de cent mille Kurdes ont trouvé refuge en Turquie.

Le président irakien Saddam Hussein pratique l'amnistie au gaz moutarde. C'est un défi absolu aux lois du monde civilisé. C'est malheureusement l'issue prévisible du long martyrologue infligé à la nation kurde depuis des siècles.

S'il est vrai que les chefs de la rébellion kurde, du fameux général Mostapha Barzani, mort en exil, à son fils Massoud, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDKI) en passant par Djelal Talbani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (IPK), n'ont guère été inspirés en rejoignant constamment le même scénario de l'alliance avec l'Iran qui s'est avec la même régularité retourné contre eux, le désespoir vaut bien quelques excuses.

Un peuple « sans amis »

La communauté internationale qui se bouche aujourd'hui les yeux et les oreilles ne s'était-elle pas engagée au lendemain de la Première Guerre mondiale à garantir l'existence d'un Etat kurde ? Le reniement du traité de Sèvres déchiré en 1923 par Kemal Ataturk, le fondateur de la République turque, a voué à l'éclatement et à l'exode un peuple de vingt millions d'êtres humains.

« *Les Kurdes n'ont pas d'amis* », proclame un proverbe dramatiquement illustré jour après jour. Ils sont éparpillés entre cinq pays qui tous cherchent en vain à les assimiler. Ils sont dix millions en Turquie où le mot « kurde » est proscrit depuis 1928, cinq millions en Iran promis au nivellement de l'islam chiite, trois millions et demi en Irak, nostalgiques de la République éphémère de Mahabad écrasée en 1947, plusieurs centaines de milliers en Syrie et en Union soviétique. Leur culture développée au confluent de trois grands courants, l'arabe, le turc et le persan, est menacée d'anéantissement. A l'exception de

l'Irak, l'usage de leur langue leur est interdit. Ils ne possèdent ni livres, ni journaux, ni émissions à la radio et à la télévision.

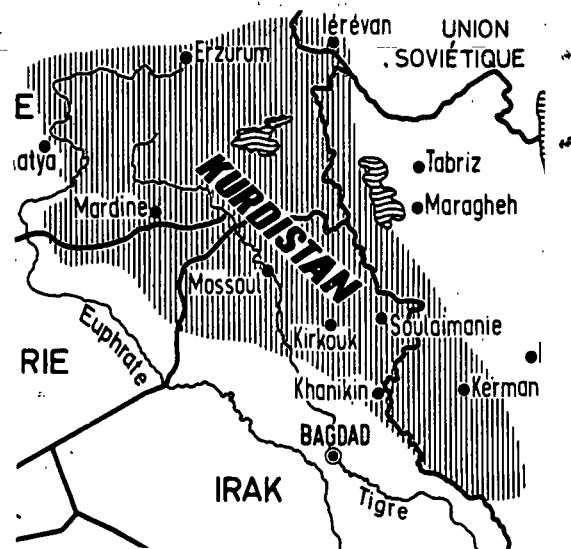
Comme les Afghans
Dans ces conditions même l'accueil généreux réservé par la Turquie aux

réfugiés du Kurdistan irakien reste ambigu. Dans les communiqués d'Ankara il n'est question que de bras ouverts à « nos frères irakiens ». En aucun cas il ne faut compter sur la Turquie pour cautionner le réveil du Kurdistan qu'elle a si bien contribué à étouffer depuis plus d'un demi-siècle. Frères du héros du film « Yol » couronné en son temps par le festival de Cannes, les Peshmergas irakiens ne se font pas d'illusions. Après un temps de « *repli tactique* » ils feront tout pour regagner leurs villages dévastés et reprendre le combat.

Sous couvert de la paix dans le Golfe a-t-on le droit de laisser se perpétuer l'holocauste d'une minorité qui connaît le sort des populations afghanes : la mort entre les oreillers de l'indifférence et de la complaisance.

Tout nuancé qu'il soit, l'appel de M. George Shultz est le premier à dire que l'Irak récidive gravement dans la violation de la Convention de Genève, qui proscrit l'usage des gaz de combat. On aimerait que sur ce chapitre les Nations unies, l'Europe et la France du bicentenaire de la déclaration des droits de l'homme se mobilisent avant « *la paix des cimetières* », dont a parlé en la déplorant M. Perez de Cuellar lors de son récent passage à Verdun. Il y a urgence. Les Kurdes se cherchent des amis.

J.P.Z.



13.09.88 LE MONDE

Après l'accusation relative à l'utilisation des armes chimiques

Bagdad lance une violente campagne contre Washington

La condamnation de l'Irak par le Sénat américain, qui accuse Bagdad d'utiliser des armes chimiques contre les Kurdes, a provoqué une très violente campagne anti-américaine, lancée par les responsables politiques puis reprise et amplifiée par les moyens d'information.

Samedi, les commentateurs de la télévision irakienne ont voué à l'« *enfer tous les potentats de l'impérialisme et du racisme* » et appelé à soutenir les « *minorités des Etats-Unis qui luttent pour leurs droits légitimes* ». De son côté, le quotidien *Al Thawra*, organe du parti Baas au pouvoir, a affirmé dimanche que l'Irak « *peut se passer des relations avec les Etats-Unis comme*

il l'a fait pendant près de vingt ans ». L'Irak avait rompu ses relations avec les Etats-Unis en 1967 pour protester contre l'aide américaine à Israël dans la guerre de six jours et ne les avait rétablies qu'en 1984.

Al Thawra s'interroge sur les raisons qui ont poussé les Américains à réagir alors qu'ils avaient gardé le silence après les pre-

mières accusations contre l'Irak sur l'usage, en mars dernier, d'armes chimiques contre la ville kurde de Halabja. Il estime que la campagne actuelle contre l'Irak pourrait avoir été montée de toutes pièces dans le but de « *renforcer* » la position de Téhéran dans les négociations en cours à Genève et qu'elle

est « *orchestrée par les milieux sionistes américains qui n'ont jamais caché leurs liens avec le régime de Téhéran* ».

Dimanche, en fin d'après-midi, plus d'une dizaine de milliers de personnes ont défilé devant l'ambassade américaine à Bagdad pour protester contre le vote du Sénat. Les manifestants, dont certains avaient été transportés des faubourgs de Bagdad et de la campagne environnante jusqu'à l'ambassade, brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire des slogans dénonçant la « *Knesset américaine* » et ses « *esclaves sionistes* » (les sénateurs américains).

13.09.88 LE MONDE

Un témoignage sur les réfugiés en Turquie

Des Kurdes sous les gaz

La répression menée, notamment au moyen d'armes chimiques, par l'armée irakienne contre la population kurde a provoqué un exode massif, comme en témoigne ci-dessous Renaud Fessaguet, journaliste français qui s'est rendu à la frontière turco-irakienne.

Frontière turco-irakienne
correspondance

La piste qui court d'Uludere à Cukurca n'en finit pas. Après d'innombrables contrôles militaires, le convoi de journalistes est

brusquement arrêté par un barrage de soldats turcs : ici, à Ortabag, à l'extrême sud de la province d'Hakkari, l'armée turque est en état d'alerte maximum.

En contrebas de la route en effet, trois mille Kurdes viennent de franchir la rivière qui sert de frontière entre la Turquie et l'Irak, pourchassés par les forces de Bagdad.

Immédiatement, les « *komandos* » turcs - béret bleu, tenue léopard - s'interposent et refusent fermement tout droit de poursuite à leurs vis-à-vis. La tension est extrême et le colonel turc invoque les risques d'affrontement pour refuser de laisser passer les journalistes.

Autorisation est tout de même donnée d'approcher les Kurdes. Le docteur Bernard Benedetti, dépêché par Médecins du monde, interroge les nouveaux exilés, apparemment très choqués. Leurs témoignages concordent. Ils viennent de fuir l'horreur. Bagdad a bel et bien pris le contrôle de « son » Kurdistan avec des moyens effroyables. Des centaines de villages ont été détruits au napalm, des familles entières massacrées et la zone littéralement aspergée de gaz chimiques.

RENAUD FESSAGUET.

Des Kurdes sous les gaz

Les réfugiés d'Ortabag n'ont dû leur salut qu'à la montagne. Grâce à elle ils ont pu se cacher, avec femmes, enfants et bétail, dans des grottes. Ils avançaient la nuit pour échapper aux hélicoptères et aux patrouilles, jusqu'à ce jour où, repérés par les Irakiens, ils ont acouru vers la Turquie.

Les « peshmergas » (combattants kurdes) insistent sur l'utilisation d'armes chimiques. « Une bombe, racontent-ils, qui tombe à terre et dégage une fumée suffocante provoquant dans un premier temps nausées et vomissements... » Plusieurs blessés sont examinés par le docteur Benedetti. Il relève des conjonctivites, des dermatoses, mais pas de traces directes de lésions dues à des armes chimiques. « En fait, explique-t-il, il faudrait procéder sur place à des examens de sang et de plasma. »

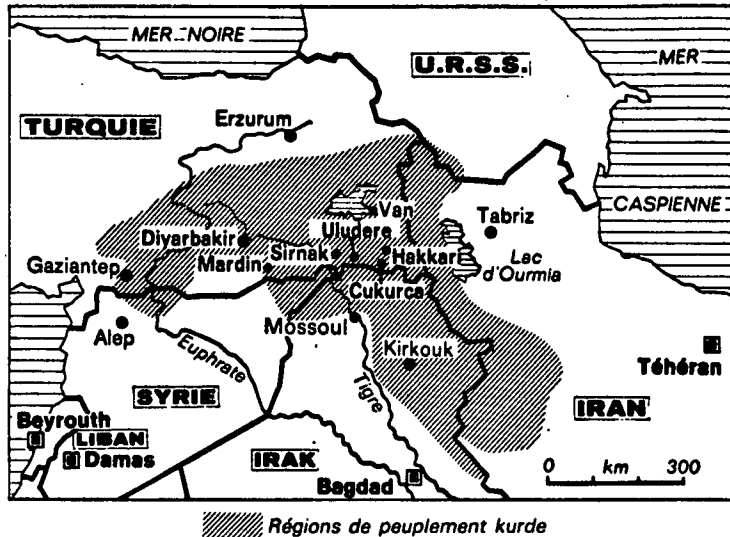
Ces Kurdes-là ont apparemment eu le temps de fuir avant le déluge de feu et de gaz qui se déverse depuis bientôt un mois sur le nord de l'Irak. Mais beaucoup d'autres (aucun bilan fiable n'est disponible actuellement) n'ont pas eu cette chance. Plusieurs peshmergas proposent de passer clandestinement en Irak pour aller voir des charniers.

Depuis le 14 août, date probable du début de l'offensive irakienne, près de cent mille Kurdes ont fui vers la Turquie. Personne, à l'origine, n'a pris cet exode au sérieux. Mais le flot de réfugiés n'a cessé de grossir et aujourd'hui, entre Uludere et la frontière iranienne, une demi-douzaine de camps temporaires ont fait leur apparition. Le plus impor-

tant se trouve à Cukurca, où ont été regroupés vingt mille réfugiés.

Dans un décor grandiose, taillé dans des montagnes de grès rose, à plus de 2 000 mètres d'altitude, chaque tribu s'est installée en délimitant soigneusement son territoire à l'aide de branches ; les femmes ont construit des fours pour cuire le pain et les adolescentes lavent le linge dans les deux petits ruisseaux qui lézardent à travers le camp. Les peshmergas, désarmés par l'armée turque, errent. Certains désarmés, d'autres parlant de rejoindre leurs frères de combat en Irak en passant par l'Iran.

Un peu plus bas, la tente du Kizilay, le Croissant-Rouge turc, ne désemplit pas pendant que les premiers camions de ravitaillement arrivent, déversant des kilos de farine et de riz.



/// Régions de peuplement kurde

Les réfugiés kurdes réapprennent à vivre à leur façon. L'Irak n'est pourtant pas loin, et le drapeau de Bagdad flotte depuis peu sur une montagne, à quelques centaines de mètres derrière, de l'autre côté de la frontière.

La zone n'est d'ailleurs pas sûre. Pendant toute une matinée, on entendra les canons et les mortiers tonner de l'autre côté. A deux reprises, un hélicoptère irakien violera l'espace aérien turc pour venir surveiller les fuyards. Et non loin de là, en direction de l'Iran, les Irakiens ont massacré trois cent cinquante Kurdes qui tentaient de franchir la frontière, affirme un officier turc.

Une guerre innommable

Les conditions sanitaires sont également précaires. L'eau des petits torrents ne suffit pas à cette population de 20 000 habitants, et des cas de choléra sont déjà signalés. Ce qui a amené les autorités d'Ankara à décider, dès le 3 septembre, le transfert des réfugiés kurdes vers de véritables camps. Ceux de Cukurca sont transportés par camions à Yükekova, à 150 kilomètres de là, vers la frontière iranienne.

Dans une plaine battue par les vents, le Croissant-Rouge a érigé en quelques jours une ville de toile. Des rues de tentes ont été tracées au cordeau, avec fosses septiques. A l'entrée du camp, des médecins turcs recensent et consultent sans discontinuer. Les Turcs ont paré efficacement au plus pressé. Mais le plus grave est à venir. D'ici un mois,

l'hiver se sera installé avec ses vents glacés, ses températures en dessous de zéro et ses chutes de neige. Que se passera-t-il alors ?

Ankara ne serait pas fâché de voir les Kurdes gagner l'Iran. Deux mille l'ont déjà fait, « contre leur gré », dit l'opposition turque. Mais les autres ?

Pour l'instant, les réfugiés n'ont pas l'intention de bouger. Ni vers l'Iran ni vers l'Irak, où le régime de Bagdad vient de décréter une amnistie en leur faveur. Car les Kurdes savent que derrière les mots il y a la barbarie d'une guerre innommable, que des milliers d'entre eux ont été tués, gazés ou non, et déportés de leur région natale, que l'Irak ne leur pardonnera pas de sitôt, à eux, les damnés du Proche-Orient.

RENAUD FESSAGUET.

12.09.88 L'HUMANITÉ

CRIME CONTRE LES KURDES

La tentative de génocide à l'arme chimique entreprise par le régime de Bagdad contre la population kurde a été dénoncée vendredi par le Sénat américain, qui menace l'Irak de sanctions économiques.

13.09.88 NORD ECLAIR

Nouvelles de France et du Monde

ARMES CHIMIQUES : L'AMÉRIQUE CONDAMNE

Des centaines de Kurdes irakiens ont été tués depuis un mois par l'armée de Bagdad. 120.000 personnes se sont réfugiées en Turquie et en Iran.



Un peuple « interdit »

Le quasi-génocide dont sont actuellement victimes les Kurdes irakiens, est une tragédie supplémentaire pour un peuple disséminé dans cinq pays : 10 millions en Turquie, 5 millions en Iran, 3 millions en Irak, 500.000 en Syrie et 200.000 en U.R.S.S.. Assassinés, rejetés ou courtisés selon les aléas politiques de chaque pays, les Kurdes n'ont jamais réussi à être reconnus officiellement, ce qu'ils revendiquent pourtant depuis près d'un siècle.

Aujourd'hui encore, la Turquie qui offre un accueil rapide et efficace aux victimes des bombardements à l'arme chimique de l'armée de Saddam Hussein, refuse toute reconnaissance aux Kurdes. Le simple fait de prononcer le mot kurde ou de parler la langue kurde est un acte condamné par la loi. En Turquie, comme ailleurs, leur seul droit est de se taire et de faire comme si le Kurdistan - 500.000 km² - n'existait pas.

Les nombreux témoignages sur l'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes irakiens ont suscité diverses réactions dans le monde, allant du vote du Sénat américain en faveur de sanctions économiques contre l'Irak à une attitude plus prudente des principaux pays européens.

Quelques dizaines de milliers d'Irakiens ont manifesté dimanche soir à Bagdad contre le vote, vendredi, par le Sénat américain d'un projet de loi interdisant toute nouvelle aide ou tout nouveau crédit à l'Irak, accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre les Kurdes.

Dès avant cette manifestation officielle, les hommes politiques et les principaux quotidiens irakiens s'étaient déchaînés contre les Etats-Unis, laissant entendre que les relations irako-américaines pourraient connaître leur plus grave détérioration depuis leur res-

tauration en 1984. Jeudi dernier, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, avait accusé l'Irak d'usage « répugnant et injustifiable » d'armes chimiques contre les Kurdes.

Bagdad a démenti catégoriquement avoir utilisé des armes chimiques dans sa récente opération militaire contre les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, à l'issue de laquelle quelque 120.000 Kurdes se sont réfugiés en Turquie et en Iran.

Selon des témoignages recueillis par diverses organisations humanitaires, les troupes de Bagdad auraient attaqué et tué fin août et début septembre des centaines de membres de la minorité kurde d'Irak (plus de 3 millions de personnes) notamment en ayant recours à des armes chimiques.

Bien que le gouvernement turc n'ait apporté aucune confirmation, ces accusations ont été immédiatement

prises au sérieux à Washington où l'on s'inquiète de la prolifération des armes chimiques, notamment dans les pays du Tiers Monde. Le problème kurde avait déjà été à l'origine d'un regain de tension dans les relations américano-irakiennes à la suite de l'accueil réservé à Washington en juin dernier au dirigeant kurde pro-iranien Jalal Talabani.

Discretion européenne

Contrastant avec l'attitude américaine, les douze pays de la Communauté européenne sont restés discrets, se contentant d'une déclaration vague dans laquelle ils se sont déclarés mercredi dernier « vivement préoccupés » par les informations faisant état de l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak.

Première à réagir, la Grande Bretagne avait dès mardi convoqué l'ambassadeur d'Irak au Foreign Office

pour lui faire part de sa « préoccupation ».

Mercredi, le président Mitterrand exprimait son « inquiétude », estimant que les liens d'amitié unissant l'Irak et la France autorisaient cette dernière à faire connaître son sentiment sur « des événements qui mettent en cause les droits de l'Homme ».

Mais depuis, les gouvernements européens se sont tus à l'exception de la Grèce - qui a fait part de son inquiétude dans une déclaration distincte de celle des « douze » - et des pays nordiques; qui ont adressé jeudi dernier un message au secrétaire général de l'ONU Javier Perez de Cuellar pour qu'il ouvre une enquête.

Les réticences des gouvernements européens, y compris Londres et Paris, pourraient s'expliquer notamment par la crainte de porter atteinte à leurs intérêts économiques futurs en Irak.

13.09.88 MONTAGNE

ARMES CHIMIQUES

Les preuves s'accumulent contre les Irakiens

BAGDAD a démenti catégoriquement avoir utilisé des armes chimiques dans sa récente offensive militaire contre les rebelles kurdes en Irak à l'issue de laquelle quelque 120.000 personnes se sont réfugiées en Turquie et en Iran. Pourtant, après la condamnation des États-Unis et le vote du Sénat américain en faveur de sanctions économiques contre l'Irak, c'est le gouvernement britannique qui sort de sa réserve en jugeant « convaincantes » les preuves qu'il a reçues de l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques contre la population kurde. La Grande-Bretagne n'a cependant pas annoncé de sanction contre le gouvernement de Bagdad. « Nous considérons que les preuves de l'utilisation d'armes chimiques sont convaincantes. C'est bien sûr un motif de grave inquiétude », a déclaré un porte-parole du Foreign Office, qui n'a pas donné de détails sur les preuves reçues.

Le porte-parole a ajouté que le représentant du Royaume uni allait discuter aux Nations Unies à New York de l'envoi d'une commission d'enquête indépendante sur place.



Le visage marqué de cette jeune fille atteste des dégâts provoqués par l'utilisation des armes chimiques.

Armes chimiques : l'accusation

LES nombreux témoignages sur l'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes irakiens ont suscité des réactions diverses dans le monde, allant du vote du Sénat américain en faveur de sanctions économiques contre l'Irak à une attitude nettement plus prudente des principaux pays européens.

Quelques dizaines de milliers d'Irakiens ont manifesté dimanche soir à Bagdad contre le vote, vendredi, par le Sénat américain,

d'un projet de loi interdisant toute nouvelle aide ou tout nouveau crédit à l'Irak, accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre les Kurdes.

Première à réagir, la Grande-Bretagne, qui avait convoqué l'ambassadeur d'Irak au Foreign Office pour lui faire part de sa « préoccupation », a hier annoncé qu'elle était convaincue de l'utilisation de gaz par l'Irak.

Mercredi, le président Mitterrand exprimait son « inquiétude »,

14.09.88 LE MONDE

L'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon et la RFA demandent à l'ONU d'enquêter en Irak

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et le Japon ont demandé, lundi 12 septembre, aux Nations unies d'envoyer une équipe d'experts enquêter sur l'éventuelle utilisation d'armes chimiques par l'Irak contre sa minorité kurde. Répondant à une démarche des quatre pays, exprimée par les représentants américain et britannique, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a déclaré qu'il étudierait cette possibilité.

Le Conseil de sécurité avait adopté à l'unanimité le mois dernier une motion prévoyant la création d'une commission d'enquête après toute nouvelle plainte concernant l'utilisation d'armes chimiques.

Lundi, le gouvernement britannique avait jugé « convaincantes » les preuves qu'il a reçues de l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques contre la population kurde du nord de l'Irak. « Nous considérons que les preuves de l'utilisation d'armes chimiques sont convaincantes. C'est bien sûr un motif de grave inquiétude », a déclaré un porte-parole du Foreign Office, qui n'a pas donné de détails sur les preuves reçues par Londres ni leur origine.

Depuis plusieurs jours, de nombreuses voix, y compris parmi les conservateurs, s'étaient élevées à Londres pour demander au gouvernement britannique de condamner le recours à l'arme chimique par Bagdad. Le très conservateur *Daily Telegraph* parlait lundi de « silence coupable » et demandait au gouvernement « de faire connaître clairement sa position en condamnant fermement l'Irak ». — (Reuter, AFP.)

estimant que les liens d'amitié unissant l'Irak et la France autorisaient cette dernière à faire connaître son sentiment sur « des événements qui mettent en cause les droits de l'homme ».

De son côté, la Grèce a fait part de son inquiétude dans une déclaration distincte de celle des 12 et les pays nordiques ont adressé jeudi une demande au secrétaire général de l'ONU Javier Perez de Cuellar pour qu'il ouvre une enquête.

JEUNE AFRIQUE 14.09.88

KURDISTAN

Baghdad règle ses comptes

Plusieurs milliers de morts, 120 000 réfugiés en Turquie : c'est le bilan (provisoire) de la « pacification » entreprise par les troupes irakiennes.

Le 3 septembre, près de la frontière, des réfugiés kurdes attendent d'être pris en charge par les gendarmes turcs.

■ Eternels sacrifiés des accords entre l'Irak et l'Iran, le peuple kurde paie une fois de plus le prix de la paix qui est en train de se mettre en place entre Téhéran et Baghdad.

Depuis le 28 août, l'armée irakienne s'est déployée au Kurdistan, afin de « pacifier » la région.

Cette action de grande ampleur intervient après plusieurs semaines de combats, qui ont commencé fin juillet, juste après la proclamation du cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak. Selon le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK, allié de l'Iran), soixante mille soldats irakiens se-

raient engagés dans les combats. Ils auraient réussi, le 3 septembre, à boucler la plus grande partie du Kurdistan irakien. Selon le PDK, les bombardements systématiques des environs de Zakho, tout au nord, près de la frontière turque, auraient fait plusieurs milliers de morts. De source turque, on affirme qu'une bombe chimique aurait été larguée sur la zone frontalière près d'Uludere, le 31 août.

Fuyant l'offensive des troupes irakiennes, environ cent vingt mille Kurdes, selon les estimations des autorités locales de la ville turque de Hakkari située près de la frontière irakienne, ont abandonné leurs villages pour se réfugier chez le voisin du nord.

En dépit des secours mis en œuvre (le Croissant rouge turc a envoyé quatre mille tentes et une tonne de médicaments), les autorités turques semblent débordées par l'afflux de réfugiés. Des milliers de femmes, d'enfants et de vieillards, certains victimes de brûlures chimiques, ont dû passer deux nuits en plein air dans les villages du département d'Hakkari qui ont pu les accueillir.

Le manque d'eau potable et de vivres risque d'aggraver la situation des réfugiés souvent hébergés sous des tentes. « Si je vous disais ce qui se passe chez nous, vous ne

le croiriez pas. C'est pire qu'au Vietnam, a déclaré un chef rebelle kurde de la région de Zakho, réfugié à Uludere. Parce que nous sommes un peuple pauvre, personne ne nous aide. »

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a affirmé que les Etats-Unis envisageaient d'exprimer leur « désapprobation » directement à l'Irak, dès que l'Administration aura recueilli toutes les informations sur l'utilisation par ce pays des armes chimiques.

Les Nations unies se sont limitées à noter que ce dossier n'était pas à l'ordre du jour.

Bénédicte de Valicourt



L'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes irakiens

Ankara juge « inopportun » l'envoi en Turquie d'une mission d'enquête

La Turquie a estimé, mercredi 14 septembre, « inopportun » et « négatif » l'envoi éventuel par l'ONU d'une commission d'enquête sur l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques contre les Kurdes qui se sont réfugiés en Turquie.

Le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, M. Inal Batu, a déclaré que « les médecins experts turcs ont déjà examiné soigneusement les réfugiés du nord de l'Irak et n'ont constaté aucune trace de blessure causée par des armes chimiques » et que le gouvernement d'Ankara avait « confiance dans ses médecins ». En cas d'initiative officielle de l'ONU pour envoyer en Turquie une mission d'experts,

Ankara « estimera que cette initiative serait inopportune et négative », a indiqué M. Batu. D'autre part, il a précisé que les réfugiés étaient « en résidence temporaire en Turquie » et qu'aucune décision n'avait encore été prise quant à leur sort définitif.

Par ailleurs, cinq des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont apporté leur soutien à Bagdad. L'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, les Emirats arabes unis et Qatar ont ainsi condamné la « campagne » menée contre l'Irak « frère ». Mercredi soir, Oman n'avait toujours pas réagi aux accusations portées contre le régime irakien. — (AFP.)

LE MONDE 16.09.88

16.9.88

Euro-group says Iraq gases Kurds

FROM COMBINED DISPATCHES

STRASBOURG, France — The European Parliament yesterday accused Iraq of the "extermination" of thousands of Kurds by chemical weapons in attacks "not far from genocide" while Iraq's defense minister denied the claims.

Iraq's alleged use of chemical weapons against Kurdish civilians "is not far from attaining the dimensions of genocide," said the resolution, which received near unanimous support.

It called on the 12 members of the European Community to "immediately suspend all deliveries of arms to Iraq and the export of chemical substances and equipment which could be used to produce chemical weapons."

The parliament said it was "scandalized by the attitude of the Iraqi government, which is deliberately ignoring the warnings and reprobation of the international community."

In a separate vote, the European parliament backed efforts by United Nations Secretary-General Javier Perez de Cuellar at "consolidating the cease-fire" between Iran and Iraq. It also called on Iraq to evacuate "without delay" Iranian territory, and to support the "internationalization" of certain disputed zones along the Shatt-al-Arab waterway.

Iraqi Defense Minister Adnan Kheirullah denied yesterday his country had used poison gas against Kurdish rebels. "Technically speaking, heavy poison gas remains for a certain time in the valleys that are used for passage by our troops to reach the saboteurs' areas," he said in Baghdad.

"It is illogical to pollute an area which we are going to pass through. More than that, the rebels are in small groups and logically it is not feasible to use such a weapon against such a target," Gen. Kheirullah said.

However, Gen. Kheirullah did not

reply directly when asked if Iraqi forces were equipped with chemical weapons. "To possess or not possess them is one thing and to use or not to use them is another thing," he said. "We cannot talk about this and the war still exists, but we were not compelled to use them."

The Baghdad government launched a major offensive against Kurdish rebels in mountainous northern Iraq in mid-July, just after a cease-fire date was set in its war with Iran. More than 50,000 Kurds fled across the border into Turkey, and some said Iraqi forces had used poison gas against them.

Gen. Keirullah said Iraq offered an amnesty to all Kurds, both inside and outside the country, on Sept. 6 because "four-fifths of those who fled across the border fearing military operations had nothing to do with the rebellion."

More than 20,000 Kurds had already returned to Iraq, he said. He estimated the number of rebels at about 20,000 in a Kurdish population he put at between 2 million and 2.5 million.

Hundreds of Iraqi Kurdish guerrillas headed from Turkey for Iran Wednesday night vowing to continue the fight from there against the Iraqi army.

"We go to Iran because from there we can reach Iraq to fight," guerrilla Marivan Alameir said minutes before heading for the Iranian border with more than 1,000 other refugees.

In Paris yesterday, the secretary general of the Democratic Party of Iranian Kurdistan, Abd al-Rahman Qassemlou, said Iran is preparing to launch a major military offensive against Iranian Kurds who are in rebellion against Tehran.

Iran, he said, was "mobilizing an army" against the Kurds in the west of the country, where "the number of [Iranian] troops and Revolutionary Guards has gone up from 200,000 to 300,000."



An Iraqi Kurdish refugee on crutches seeks a place on one of the trucks taking nearly 2,000 Kurds to a temporary refugee camp in Iran. They vowed

to return at some point and continue the struggle against the Iraqi forces

«Nous ne voulons pas que
notre culture disparaisse»

Les Kurdes, un peuple en état d'urgence

DIYARBAKIR. — Il y a toujours du vent en Anatolie, et c'est bien agréable en été. Mais aujourd'hui, les violents bourrasques soulèvent des tourbillons de poussière grise qui s'infilte dans les yeux, le nez, la bouche. Le ciel est couvert et les antiques murailles de basalte noir qui encerclent la ville de Diyarbakir sur les bords du Tigre, le Didjle en turc, prennent un air sinistre.

Mehmet, qui nous accompagne dans cette promenade au pied des remparts, répète pour la troisième fois : «Je n'aime pas cette ville». Mais cette fois, il dit enfin pourquoi : «Ici, les gens sont presque tous des Kurdes. Et moi je suis turc». Il se sent mal à l'aise devant leurs regards sombres ; il se sent oppressé d'avoir à passer encore un an à l'université de Diyarbakir et rêve à la fin de ses études comme à une délivrance.

L'Est déshérité

Plus tard seulement, nous comprendrons l'angoisse de Mehmet, lorsqu'à Malatya, Adiyaman, Shanliurfa, Van ou Erzurum, les principales villes de l'est de la Turquie, nous rencontrerons d'autres Mehmet ou Hassan qui nous dirons, dès la quatrième phrase échangée : «Je ne suis pas turc, je suis kurde». Et une lueur de fierté et de colère passe dans leurs yeux.

Pour les habitants d'Istanbul ou d'Ankara, l'est de la Turquie est encore une terre d'aventures. Les gens y sont pauvres et les distractions rares. L'électricité n'arrive pas encore partout. Les routes ne sont souvent que des pistes de montagne défoncées. Le Turc moyen de l'Ouest ne se rend dans les provinces de l'Est que pour faire son service militaire, ou s'il est fonctionnaire. On a même vu des enseignants démissionner plutôt que d'accepter un poste au-delà de l'Euphrate. Cependant, l'Etat a décidé un important programme de développement pour faciliter l'assimilation de ces populations à majorité kurde.

«Soyons fiers d'être turcs»

Mais, pour beaucoup de Kurdes, les Turcs sont des oppresseurs : «Nous n'avons pas le droit de parler notre langue ; il n'y a pas de journaux en kurde, pas de radio kurde, pas de télévision. Même la musique est interdite». Ici, l'armée est partout. Dans le moindre village de montagne, une caserne de «Jandarma» exhibe ses barbelés, ses mitrailleuses et ses patrouilles, baïonnette au canon. On peut croiser aussi, au détour d'un sentier, un civil, moderne, carabine américaine à la main, souriant, qui va prendre l'autobus. Parfois, au-dessus des agglomérations, les soldats ont écrit en grandes lettres de pierres blanches disposées dans la montagne : «Once Vatan» (la patrie d'abord) ou encore cette phrase de Mustafa Kemal Atatürk : «Ne mutlu turkum diyene» qu'on pourrait traduire par «Soyons fiers d'être turcs».

Pourquoi alors un tel déploiement de force ? Les gens, ici, seraient plutôt fiers d'être kurdes, même si Ankara ne veut pas le reconnaître. Les huit provinces de l'Est sont toujours placées en «état d'urgence» qui offre cette différence avec l'état de siège que c'est un civil, un super-

préfet, plutôt qu'un militaire, qui est responsable de la sécurité, à savoir la «lutte antiterroriste». Les terroristes, ce sont les maquisards kurdes. Sont-ils aussi omniprésents que l'armée et, paraît-il, les indicateurs de la police secrète ? En tout cas, près des frontières syrienne, irakienne et iranienne, dans le Sud-Est, on entend parfois le canon tonner dans la montagne. Le 5 juillet dernier, la télévision a longuement montré les corps de cinq membres d'un



commando rebelle abattus près de Mardine, à la frontière syrienne.

10 à 15 tués par semaine

«Chaque semaine, estime un journaliste d'Ankara, le terrorisme fait dix à quinze morts, des civils, des militaires et des rebelles». Depuis août 1984, au moment où le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) du très controversé Abdullah Ocalan, réfugié en Syrie, a déclenché la lutte armée, on compte de 1500 à 2500 morts, selon les sources.

Les Kurdes sont loin d'être tous d'accord avec «la lutte armée» et le super-préfet joue de ces antagonismes. En effet, certains «aghas», chefs de clans ou chefs de village, n'aiment pas du tout le côté marxisant des rebelles du PKK. Ils ont donc accepté, ici ou là, de créer une milice locale. Ces «protecteurs de villages» et leurs familles sont souvent les premières victimes des maquisards. Ainsi, la rébellion du PKK prend-elle des aspects de guerre civile entre Kurdes à laquelle la majorité des gens ne veut pas se mêler.

Mais, même s'il se tient à l'écart de ces luttes, Hassan, qui a quitté ses chères montagnes d'Hakkari parce que la tension entre l'armée et les maquisards y rend la vie difficile, défend avec ardeur la cause kurde : « Nous n'avons que la religion en commun avec les Turcs, et encore, y-a-t-il parmi nous un petit pourcentage de chrétiens. Nous, Kurdes, nous sommes des indo-européens. Notre langue a beaucoup de points communs avec vos langues européennes. Par exemple, le pied en kurde se dit «pié», frère se dit «birader» comme Bruder en allemand ou brother en anglais. Nos noms ont été turquifiés, mais nous ne voulons pas que notre culture disparaisse. Les Européens devraient nous aider».

Une résolution européenne

En juin 1987, le Parlement européen de Strasbourg, dans une résolution condamnant le génocide arménien de 1915-1918, qui a ensanglanté ces mêmes régions et auquel des bandes kurdes ont pris part aux côtés de la police ottomane, a reconnu le «fait kurde». Les autorités turques ont violemment protesté, estimant que les députés européens encourageaient ainsi le terrorisme. Mais, comme la Turquie a déposé une demande d'adhésion à la Communauté européenne, le problème kurde risque de compliquer la tâche des diplomates.

En effet, près de 400.000 Kurdes vivent en Europe, dont plus de 30.000 en France. Ils ont plusieurs fois manifesté contre le «génocide culturel» de leur nation. A Paris, un Institut culturel kurde fonctionne depuis 1984 avec l'autorisation du gouvernement français. Il constitue une caisse de résonance pour tout ce qui se passe dans les régions peuplées par les Kurdes, que ce soit en Turquie, où ils sont de 8 à 10 millions (en gros un cinquième de la population), en Iran (6 millions), en Irak (3 millions), en Syrie et en URSS (quelques centaines de mille).

L'Institut estime à environ sept à huit mille le nombre

de Kurdes prisonniers politiques en Turquie, notamment à Diyarbakir et à Mardine. Mais si, aux dires de voyageurs étrangers qui connaissent bien l'est de la Turquie, la tension est très vive cette année, la situation va devenir dramatique surtout pour les Kurdes d'Irak et d'Irak. Lorsque ces deux pays auront mis fin à leur guerre, ils auront le temps et les moyens de s'occuper de leurs propres rebelles kurdes qui, de part et d'autre, ont parfois fait le jeu de l'ennemi en croyant servir leur propre cause. Comme en 1975, lorsque le Shah avait passé un accord avec Bagdad, ils risquent de subir de terribles représailles : villages rasés, populations déportées loin des montagnes où il est si facile de se retrancher.

Montagne sans visa

Ces sombres perspectives peuvent-elles freiner le nationalisme kurde ? Ni en Turquie ni ailleurs, l'intégration n'a réussi jusqu'à présent. Depuis le démantèlement de l'empire ottoman en 1918, il y a eu plusieurs soulèvements. Certains Kurdes rêvent sans doute encore à ce Kurdistan autonome que les premiers traités de paix de 1919 leur avaient promis. Les plus réalistes souhaitent simplement le droit de vivre en Kurde, séparant l'idée de nation de celle d'Etat. Mais, pour Ankara, il n'y a pas de problème kurde, il y a seulement un problème de terrorisme et un problème de pauvreté ; les projets de développement et de modernisation, comme le barrage Ataturk en construction sur l'Euphrate, devraient venir à bout des résistances. Cela paraît, actuellement, illusoire.

Pour l'heure, en tout cas, les Kurdes, qu'ils soient de Turquie, d'Irak ou d'URSS, voyagent presque encore aussi facilement qu'autrefois à travers ces frontières : à cheval, par la montagne, et sans visa. «Pourquoi un visa ? Ce sont des Kurdes là-bas aussi. Nous sommes tous cousins».

Roger WILTZ.

19.09.88 COURRIER PICARD

Les Irakiens ont rasé les villages Kurdes

UN grand nombre de villages et de hameaux kurdes ont été rasés au bulldozer, sur une large bande de territoire, entre les frontières irakienne et syrienne, ont constaté des journalistes en tournée dans le Kurdistan irakien.

Cette destruction des villages kurdes dans le nord de l'Irak et le regroupement de la population dans d'autres centres d'habitation s'inscrit, selon un haut responsable irakien, dans le cadre du "programme de regroupement des Kurdes" entrepris "il y a quelques années" par les autorités de Bagdad. Ce programme, a-t-il dit, est "déjà terminé".

La bande de territoire concernée par le programme de regroupement est, selon des estimations officieuses,

de 100 km de large, et longue sur 200 km la frontière turque et sur 100 km la frontière irakienne.

Les journalistes, invités dans le Kurdistan irakien par les autorités de Bagdad après les accusations concernant l'utilisation d'armes chimiques par l'armée irakienne contre des populations kurdes, n'ont été en mesure ni d'établir leur véracité, ni de prouver qu'elles sont fausses.

Au cours d'une visite de deux jours, fortement encadrés, ils ont traversé la région kurde à deux reprises en hélicoptère : sur leur chemin, la grande majorité des villages kurdes en montagne ou dans les vallées ont été détruits. Le plus souvent, il ne reste pas deux pierres l'une sur l'autre.

Sur de larges étendues du terrain, on ne voyait que champs et vergers brûlés, les autorités ayant, semble-t-il, pratiqué la politique de la terre brûlée. A certains endroits, des campements alignent des centaines de tentes qui paraissent abriter des civils.

Toute la région montagneuse près des frontières turque et irakienne semblait vidée de sa population. Celle-ci était regroupée dans des villes ou dans de nouveaux complexes résidentiels.

Interrogé, le gouverneur de la province de Dohuk, Namouk Rakuib Sorgi, a affirmé que l'élimination des villages kurdes faisait suite à une "décision générale" prise par Bagdad, "il y a quelques années".

En deux ans, dans la seule province de Dohuk, plus de 200 villages ont été rasés, a-t-il déclaré. Selon lui, les habitants de ces petits villages, - certains villages plus importants doivent en revanche demeurer indemnes -, étaient très contents de pouvoir bénéficier, dans les nouveaux complexes construits à leur intention, de services tels que l'électricité, les hôpitaux et les écoles.

"Les seuls qui ne sont pas en faveur de ce programme sont les terroristes" (les rebelles kurdes), a-t-il dit.

La destruction des villages rendra presque impossible, d'après les observateurs, le recrutement de rebelles pour soutenir les deux principaux dirigeants autonomistes, Mas-soud Barzani et Jalal Talabani.

RIVORAL 16.09.88

Les Kurdes victimes de la « paix » Iran-Irak

AL'APPROCHE du huitième anniversaire de la prise du pouvoir par l'armée turque, plusieurs métropoles européennes, dont Paris, ont vu les murs de certains quartiers couverts d'affiches flétrissant le « criminel Evren » et sa « fascist cunta », pourtant dissoute depuis plusieurs années déjà. Par qui avaient été apposées ces affiches assassines ? Par les marxistes kurdes du TDKP, Parti des Travailleurs kurdes... dont des dizaines de milliers de compatriotes fuyant l'Irak affluaient, au même moment, en Turquie, où ils rejoignent ainsi les Arméniens qui, ayant fui au Liban après le génocide de 1915, en ont été chassés par la guerre et sont aujourd'hui (ré)installés à Istanbul ou à Izmir... Mais comme l'ennemi héréditaire ottoman ne peut servir d'exutoire à tous les exodes, gagnons que l'Europe en recevra sa part, et la fébrilité des Kurdes de la diaspora laisse présager bien des règlements de comptes.

UN PEUPLE EN QUETE DE FOYER

Mais d'abord un peu d'histoire. Au contraire des Juifs au siècle dernier ou des Palestiniens aujourd'hui, les Kurdes, d'origine indo-européenne, font partie de ces peuples désespérément en quête d'un « foyer national », mais dans une indifférence quasi générale, tout le monde, et en premier lieu l'ONU, se préoccupant surtout des Etats-nations. L'ancien territoire des tribus kurdes a été morcelé entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, où se répartit la majorité de ce peuple qui compte 20 millions d'âmes environ.

C'est au début du siècle que commencèrent à se manifester les mouvements irrédentistes, soutenus tantôt par les uns tantôt par les autres, et soutenant tantôt les uns et tantôt les autres en fonction du lieu de résidence des combattants et des intérêts géopolitiques des grandes puissances. En 1975, l'accord d'Alger entre l'Irak et l'Iran sonna le glas de la guérilla « historique », dont l'un des chefs les plus prestigieux, Barzani, se réfugia en Perse. Mais la guerre du Golfe allait rendre toute leur importance aux « peshmergas » (les résistants kurdes) que Téhéran allait utiliser contre Bagdad, et vice-versa, cependant que les actions ne cessaient de se poursuivre contre la Turquie, où la répression était cruelle. On se souvient du procès-rafle d'Ankara en juillet 1985 : 469 militants du Parti des Travailleurs

kurdes furent alors jugés, et 106 peines de mort requises.

La situation s'est singulièrement détériorée fin août quand, pour se venger des Kurdes qui avaient servi la cause de l'Iran, Bagdad a entrepris de déloger par la terreur les quelque 3,5 millions d'indésirables vivant dans le nord de l'Irak. A la fin du mois, les opérations se sont intensifiées — Saddam Hussein aurait engagé 60 000 soldats dans l'affaire — provoquant un afflux de réfugiés vers l'Iran et, surtout, vers la province turque d'Hakkari, où des mesures d'urgence ont été prises. Mais la situation est très précaire et quantité d'exilés errent sous un soleil de plomb (40° à l'ombre), dans l'attente très hypothétique de secours du Croissant rouge.

Cible en juillet dernier d'un attentat attribué aux « Loups gris » d'extrême-droite alors qu'il pourrait être le fait des Kurdes, le Premier ministre turc Turgut Ozal a, certes, déclaré que son pays « ferait le nécessaire » pour accueillir « des gens qui disent qu'ils fuient la mort », mais il s'est empressé d'ajouter : « Il y a une limite au nombre que nous pouvons admettre. » Inévitablement, les contingents refoulés débarqueront donc dans nos pays.

Or, de qui seront-ils formés si ce n'est des gens *personae non gratae* en Turquie, soit des combattants armés ? Lesquels arriveront le cœur empli d'hostilité aussi bien contre les Turcs que contre les Irakiens et même leurs anciens alliés iraniens. Il faut donc s'attendre sous nos climats à une reprise du terrorisme kurde. Faut-il rappeler les fusillades (quatre morts dont un passant) du boulevard de Sébastopol à Paris et l'assassinat du Premier ministre suédois Olof Palme qui, comme l'a prouvé l'enquête officielle menée par Ebbe Carlsson, a bien été victime (ainsi que notre journal l'avait aussitôt annoncé) d'un tueur kurde, agissant pour le compte de Téhéran ?

LE GAZ : SOLUTION FINALE CONTRE LES KURDES ?

En attendant, l'insoluble problème provoque un ballet diplomatique entre Ankara et Bagdad, la Turquie se plaignant de cette invasion de populations turbulentes. Mais il y a plus grave. Les premiers réfugiés montrent des signes manifestes de brûlures

par gaz de combat (1). Ce qui est confirmé par tous les témoignages. Sadik Salman, un Kurde irakien, a raconté en arrivant à Hakkari : « Après les bombardements de mon village, les gens ont senti des brûlures dans les yeux, puis les larmes ont commencé à couler. Peu de temps après, nous avons tous commencé à tousser, puis à vomir, et un liquide vert sortait de nos entrailles. » Le sous-secrétaire d'Etat turc aux Affaires étrangères, M. Kandemir, se serait plaint auprès de Bagdad de l'utilisation

d'armes chimiques aux abords de la frontière turque. Démenti immédiat de l'Irak. Mais le 6 septembre, Bagdad décrétait une amnistie générale pour « ses » Kurdes, à l'exception du dirigeant Jalal Talbani, leader de l'Union Patriotique du Kurdistan. Le décret concerne « toute action sanctionnée par la loi, qui aurait été commise avant la promulgation de ce texte ». Pour en bénéficier, les Kurdes réfugiés sont invités à réintégrer l'Irak sous trente jours. Ce recul s'explique, sans doute, par l'accumulation de preuves relatives à l'utilisation d'armes chimiques. Le 31 août, une bombe chimique tombait à un kilomètre de la frontière turque, près d'Ortabag. Deux jours plus tard, les troupes turques et irakiennes se trouvaient au bord de l'affrontement. Dans le même temps, les négociations piétinent à Genève entre les délégations iranienne et irakienne. Bagdad ne tient donc pas à se mettre à dos l'opinion internationale, et d'autant moins que Washington, son allié, vient de condamner officiellement l'usage d'armes chimiques, que François Mitterrand a déploré, lors de sa récente rencontre avec l'onusien Perez de Cuellar (2).

CORAN



De toutes les manières, ne nous y trompons pas : Bagdad entend bien profiter du cessez-le-feu dans son conflit avec Téhéran pour mettre un point final au problème kurde. L'amnistie ne saurait dissimuler les objectifs irakiens réels. Mais les Kurdes, qui ont une propension fatale à s'allier avec n'importe qui, ne parviennent pas à s'unir. En 1975, la paix s'était faite entre l'Irak et l'Iran sur le dos de ce peuple qui gênait l'un et l'autre Etat. Aujourd'hui ils risquent encore de faire les frais de la paix. Car si tous les Etats limitrophes utilisent ponctuellement les Kurdes pour harceler les voisins, ils ont tous, eux-mêmes, un problème kurde.

Stéphane de SILMARILE.

La page « C » de l' « ABC » de la Société plurielle », le nouveau petit chef-d'œuvre de Chard. Petit par le format (75 x 110 mm) mais aussi percutant qu'ambitieux par son objectif : être un parfait miroir de la France multiraciale et pluri-culturelle. En vente à nos bureaux : 3 F l'ABC.

10 F les quatre exemplaires, port compris.

(1) En mars dernier, l'aviation irakienne avait déjà fait usage d'armes chimiques. Dans le seul village de Malabja (nord-est irakien), étaient dénombrées.

(2) Reste à savoir si le chef de l'Etat est réellement ému du sort des Kurdes, ou s'il a jeté une pierre dans le jardin de son ancien Premier ministre Chirac, « cher ami » de Saddam Hussein.

CANARD ENCHAINE 14.09.88

AUX yeux des fidèles lecteurs que nous sommes, « Le Figaro », et précisément le président de son comité éditorial, Alain Peyrefitte, sont déconcertants. Dans son éditorial sur le massacre au gaz des Kurdes par l'Irak, Peyrefitte écrit :

« Paris doit dire à Bagdad qu'il n'a pas soutenu ses efforts contre les

assauts forcés de l'Iran pour lui permettre d'éliminer ensuite, à la sauvette, ses propres nationaux. »

« Paris », ce fut d'abord Chirac, à l'époque et à la suite des « fabuleux contrats ». Et Alain-la-belle-âme de conclure : « Que les massacres de Kurdes ne cessent pas de nous hanter ! Dus-

sons-nous y perdre quelques commandes d'armes, nous y gagnerions l'honneur de renouer avec les grands principes que la France a enseignés au monde. Ceci compense bien cela. »

« Le Figaro » va perdre de fidèles lecteurs, c'est sûr, mais Peyrefitte aura montré sa grandeur d'arme.

ANKARA BLANCHIT BAGDAD

L'extermination de milliers de civils kurdes en Irak n'est pas loin d'atteindre les dimensions d'un génocide déclare l'Assemblée européenne dans une résolution votée, hier, à la quasi-unanimité

AU moment où l'ONU veut envoyer une commission en Irak pour enquêter sur l'emploi d'armes chimiques par l'armée de ce pays dans ses opérations contre les Kurdes, la dictature du général Evren condamne par avance cette investigation.

Inal Batu, porte-parole du ministère des Affaires étrangères turc, développe une curieuse argumentation. Il explique que « les médecins experts turcs ont déjà examiné soigneusement les réfugiés du nord de l'Irak et n'ont constaté aucune trace de blessure causée par des armes chimiques ». Il ajoute que son gouvernement a « confiance dans ses médecins ». Fort bien, mais ce monsieur oublie que les réfugiés ont fui les bombardements. Ceux qui les ont subis n'ont pas franchi la frontière. Ils sont morts pour la plupart. Certains qui ont réussi à passer du Kurdistan d'Irak à celui d'Iran, en dépit

de leurs brûlures, ont succombé, comme cette jeune fille dont nous avons publié la photographie, et qui est décédée à Rome.

Le porte-parole d'Ankara conclut que si l'ONU envoie une mission d'experts pour examiner les réfugiés kurdes en Turquie, son gouvernement « estimera que cette initiative est inopportune et négative ». Si la dictature turque est si sûre de la bonne santé des Kurdes, on ne voit pas pourquoi elle veut empêcher l'ONU de partager son optimisme.

Cette fin de non-recevoir opposée à l'ONU s'explique, bien sûr, par des affinités de régimes. Pour ce qui est de la répression, Saddam Hussein à Bagdad vaut Evren à Ankara. Le gouvernement turc ne tient pas, surtout, à ce que l'ONU enquête sur ses affaires kurdes. Depuis plusieurs années, même si elle n'emploie pas des armes chimiques, son

armée s'en prend sauvagement aux populations civiles du Kurdistan de Turquie, sous prétexte de « rébellion marxiste ».

Quelque cent vingt mille Kurdes d'Irak, fuyant la répression, sont passés, ces derniers temps, en Turquie. Les gendarmes les ont sévèrement encadrés. Bagdad se vante du retour de plus de dix-huit mille de ces réfugiés, sans doute fermement poussés par leurs gardiens turcs. Quoi qu'il en soit, cette migration en sens inverse n'infirme pas l'usage d'armes interdites. Le ministre irakien de la Défense, Adnane Khairallah, a d'ailleurs admis que son pays était capable de produire ces engins. Il accepte une commission d'enquête de l'ONU, « sous certaines conditions », prétextant qu'il s'agissait d'une « affaire interne ».

« L'extermination » de milliers de civils kurdes en Irak, lit-on dans une résolution votée, jeudi, à la quasi-unanimité, des députés de l'Assemblée européenne de Strasbourg, « n'est pas loin d'atteindre les dimensions d'un génocide ». Les parlementaires demandent aux douze pays de la CEE de « suspendre immédiatement toute livraison d'armes à l'Irak, ainsi que l'exportation de substances chimiques et d'équipements pouvant être utilisés pour produire des armes chimiques ».

L'Assemblée européenne se déclare « scandalisée par l'attitude du gouvernement irakien qui, délibérément, ignore les avertissements et la réprobation » de la communauté internationale. Louis Baillet, député communiste français, expliquant le vote de son groupe en faveur de cette résolution, a souligné que celui-ci aurait souhaité une condamnation encore plus ferme de l'Irak et un rejet des productions d'armes chimiques.

Il convient en effet de noter que si Bagdad les utilise, c'est qu'on les lui fournit. Il existe des marchands d'armes

MENACES CONTRE LE KURDISTAN D'IRAN

Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), de passage à Paris, a tenu jeudi une conférence de presse. « Nous prévoyons le pire, a-t-il affirmé. Les gouvernements irakien et iranien pourraient s'entendre pour écraser le peuple kurde vivant dans leurs deux pays. » Rappelant que la nation kurde, composée d'environ 25 millions de personnes est installée dans quatre pays : l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie, le dirigeant du PDKI a expliqué que chacune des communautés de son peuple a une stratégie différente, compte tenu de l'histoire spécifique de chacun des pays. En revanche, a-t-il indiqué : « Notre point commun est que nous luttons tous pour le droit à l'autodétermination

du peuple kurde. » En ce qui concerne le Kurdistan d'Iran, Abdul Rahman Ghassemlou a déclaré : « Nous réclamons le droit à l'autonomie. Nous exigeons avant tout de la démocratisation de l'Iran. La démocratie est pour nous la meilleure garantie de la préservation du statut qui aura pu être obtenu. » Le régime actuel de la République islamique « prépare une offensive contre le Kurdistan et masse ses troupes dans la région », a-t-il souligné, en appelant « toutes les forces démocratiques et républicaines iraniennes, à constituer un front unique contre le pouvoir des ayatollahs ». Le dirigeant kurde a fermement condamné les bombardements à l'arme chimique dont ont été victimes les Kurdes d'Irak.



pour qui le Kurdistan est un champ d'expériences. Depuis 1925, la convention de Genève interdit l'usage de ces engins. La France est dépositaire de ce texte. Sa responsabilité est particulièrement engagée. Pour l'heure, sous prétexte que son stock est moins performant que ceux des Etats-Unis et de l'URSS, Paris entend d'abord se mettre

à niveau avant de participer à une négociation sur l'élimination des armes chimiques. Moscou en a arrêté la production et attend une convention internationale pour les détruire. Washington tergiverse. Les crimes irakiens imposent aussi d'ouvrir ce dossier.

J. G.

16.09.88 LE PELERIN

La grande errance des Kurdes

Bombardements chimiques, terreur dans les villages : 100 000 Kurdes d'Irak se sont réfugiés en Turquie. Un nouvelle épreuve pour ce peuple persécuté depuis des décennies.

Sylvine Janvier

Fuyant leurs villages noyés sous les gaz toxiques, 100 000 Kurdes ont trouvé refuge en Turquie et 2 000 en Iran. 15 000 d'entre eux auraient été tués, victimes des exactions de l'armée irakienne. Le cessez-le-feu à peine conclu avec l'Iran, l'armée irakienne est partie à l'assaut des montagnes kurdes, bombardant des villages entiers à l'arme chimique.

Le gouvernement de Bagdad à, certes, proposé aux Kurdes de rentrer librement en Irak, mais ceux-ci n'ont pas jugé les garanties suffisantes et préfèrent s'entasser dans les camps turcs. Une situation bien précaire, des affrontements entre rebelles kurdes et forces armées turques ayant parallèlement fait dix morts dans le sud-est du pays. Ces massacres ont provoqué un vif émoi à l'étranger. Amnesty international a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à réagir.

Peuple démembré entre cinq Etats, la Turquie (où ils sont environ 11 millions), l'Iran (près de 5 millions),

l'Irak (plus de 3 millions, soit 26 % de la population), l'URSS et la Syrie (quelques centaines de milliers), les Kurdes sont indésirables sur leurs propres terres !

Un peuple sans patrie

Près de 20 millions de Kurdes forment, depuis l'Antiquité, un peuple à part entière. Pourtant, ils restent un peuple sans patrie, une nation sans Etat. Depuis quatre mille ans, ces descendants des Mèdes luttent contre les envahisseurs. Fils de nomades, ils occupent une sorte de croissant montagneux grand comme la France. Mais il faut attendre la fin du siècle dernier pour que s'éveille une conscience nationale et que l'émir Bedir Kahn, « père fondateur » du nationalisme kurde, bâtisse un « royaume » kurde.

Les ennuis des Kurdes s'aggravent avec le partage des dépouilles de l'empire ottoman, en 1920, et la création de la Turquie, de l'Irak et de la Syrie,

qui coïncident également avec l'arrivée au pouvoir à Téhéran de Reza Shah. Nationalistes à l'extrême, les nouvelles équipes au pouvoir refusent l'indépendance du Kurdistan, pourtant accordée par le traité de Sèvres (1920) : l'émergence d'un tel Etat aurait réduit leurs frontières et donné aux nationalités opprimées d'Asie un exemple encourageant. Ce traité restera lettre morte.

Pire : alors que les Kurdes, alléchés par des promesses d'autonomie, se rangent au côté d'Atatürk, en rébellion contre le traité de Sèvres, la répression turque les frappe. L'enseignement et l'usage de la langue kurde sont interdits et les intellectuels déportés. En 1923, le traité de Lausanne, douloureux exemple de frontières tracées à l'aveuglette, enterme toute possibilité d'indépendance pour le peuple kurde en donnant satisfaction aux revendications turques.

Le conflit prend alors une tournure plus radicale. Pendant plus de cinquante ans, l'histoire des Kurdes n'est qu'une succession de révoltes, matées par les pouvoirs centraux, qu'ils soient turcs, iraniens ou irakiens. En 1946, l'éphémère « République de Mahabad » est écrasée dans le sang par le Shah Reza Pahlavi.

Un pion dans le jeu Iran-Irak

Les Kurdes sont considérés tour à tour par l'Irak et l'Iran comme des rebelles faisant « collusion avec l'ennemi » millénaire. Se soulevant toujours dans une seule partie de « leur » territoire, sans parvenir à s'unir, ils servent de pions dans le jeu des autres nations de la région. Ainsi, après avoir farouchement combattu le régime de l'ayatollah Khomeiny au début de la guerre du Golfe, les Kurdes iraniens finissent par s'engager dans la guerre contre l'Irak. Leurs frères irakiens soutiendront, de leur côté, le régime de Bagdad... Incapables de définir des revendications communes, privés de chefs représentatifs, les Kurdes ne parviennent pas à défendre efficacement leurs intérêts et ne sont qu'une carte, même s'ils sont une carte majeure.

Quel avenir pour ce peuple ? La création d'un Etat kurde n'est pas envisageable dans l'immédiat. Cependant, l'entrée probable de la Turquie dans le Marché commun va l'obliger à avancer quelques solutions. Le problème de fond n'en sera pas réglé pour autant. Les Kurdes risquent d'errer longtemps dans les montagnes des cinq pays qui les rejettent, sans leur accorder l'indépendance qu'ils réclament.



Pour fuir les exactions ordonnées par Bagdad, les Kurdes d'Irak se sont réfugiés en Turquie. Dans les camps turcs, la vie s'organise, en attendant un



éventuel retour en Irak.

NOUVEL OBSERVATEUR 16.09.88

LE GAZ CONTRE LES KURDES

L'atroce revanche de Saddam Hussein

Après sa demi-victoire sur Khomeini, le maître de Bagdad règle ses comptes avec la minorité kurde. A coups d'armes chimiques

Pour échapper à la mort chimique, ils marchent de nuit. Hommes, femmes, enfants, par dizaines de milliers les Kurdes s'enfuient du nord de l'Irak pour se réfugier en Turquie. Même les plus endurcis de ces guerriers montagnards, qui se battent depuis leur enfance, reculent devant ces armes sales contre lesquelles ils n'ont aucune protection. Les Irakiens nient l'utilisation d'engins chimiques. Il n'y a pour l'instant aucun observateur extérieur sur les lieux mêmes des combats. Mais il y a les réfugiés. Des experts américains sont allés sur place dans les camps de toile, en Turquie, tout près de la frontière. Ce qu'ils y ont vu ne trompe pas : cloques, brûlures purulentes, troubles respiratoires, accès de vertige... les dizaines de blessés arrivés à pied jusque-là témoignent pour les centaines de morts laissés en arrière. Il n'y a pas de doute : après avoir utilisé massivement les armes chimiques dans sa guerre contre l'Iran, Bagdad cette fois « traite » au gaz moutarde sa minorité kurde. Par une grimace de l'Histoire, ces victimes sont obligées de se réfugier dans un pays, la Turquie, qui ne reconnaît même pas l'existence du mot « kurde », et qui réprime impitoyablement toute manifestation d'identité de sa propre minorité. Et l'Irak, dans le passé, s'était montré moins intransigent... En 1970, il a accordé une large autonomie à ses Kurdes. Mais bientôt leur révolte fut relancée. Avec l'aide cette fois du chah d'Iran et des Etats-Unis. L'occasion était trop belle de créer des ennuis à Bagdad qui était alors l'un des principaux alliés de l'URSS au Proche-Orient. Cet épisode aboutit, en 1975, à ce qui fut pour Saddam Hussein la grande humiliation d'Alger. Il a dû y souscrire à un marchandage qu'il ne pardonnera jamais aux Kurdes. Contre l'abandon de l'aide du chah aux rebelles du nord de l'Irak, le maître de Bagdad acceptait le transfert à l'Iran d'une partie de la souveraineté du Chatt el-Arab, la grande voie d'eau qui sépare les deux pays et donne accès au Golfe. C'est pour la récupérer qu'il déclenche, en 1980, contre Khomeini, un conflit sanglant, relançant par la même occasion la rébellion kurde dans le Nord. Aujourd'hui, Bagdad règle ses comptes. A coups d'armes chimiques. L'Irak les avait déjà utilisées massivement depuis 1984 pour arrêter les vagues d'assauts des pasdarans iraniens. Personne n'a vraiment protesté. C'était pourtant la première fois depuis plus de soixante-dix ans que ces armes, interdites par le protocole de Genève de 1925, étaient employées à une telle échelle. Et aujourd'hui elles frappent des popu-

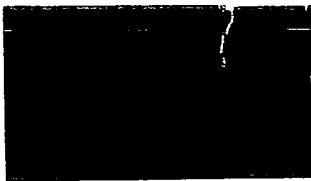


Réfugiés kurdes en Turquie

lations civiles. Seul le Sénat américain a réagi avec vigueur en votant des sanctions économiques contre Bagdad. La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, qui sont les principaux fournisseurs européens de l'Irak, n'osent pas piper face à leur terrible créancier de Bagdad. Ce silence complice, s'il dure, entraînera la disparition de l'un des rares tabous salutaires que la communauté internationale respectait tant bien que mal. Car jamais les circonstances n'avaient été aussi favorables à la prolifération et, par la suite, à une utilisation généralisée des armes chimiques dans les conflits. Elles sont moins chères, terriblement efficaces, et de plus, en plus faciles à fabriquer grâce à la banalisation des techniques de la grande chimie. Et les fusées pour les transporter sont désormais disponibles dans tous les supermarchés militaires de la planète. Une arme absolue à la portée de toutes les bourses au moment où les Grands cherchent à la bannir de leurs propres arsenaux : les silences d'aujourd'hui pèseront lourd dans le surgissement des drames de demain.

François Schlosser

L'HEBDO 15.09.88



L'Irak et les Kurdes: silence autour d'un génocide chimique

«On aurait dit un brouillard brûlant qui sentait l'oignon et qui s'insinuait dans nos yeux et dans nos corps», raconte le survivant d'une attaque aux gaz contre un village kurde du nord de l'Irak: «Nous étions 900 habitants. La plupart sont morts.» Les autres se sont enfuis en Turquie où les réfugiés kurdes sont déjà quelque 60 000. Car grâce à sa minorité kurde, le gouvernement irakien semble engagé sur la voie du premier génocide chimique de l'Histoire.

Le CICR, afin de protéger cette population civile au sens des Conventions de Genève, a offert ses services à Bagdad, mais s'est vu opposer une brutale fin de non-recevoir. Car l'Irak semble calculer cyniquement que ses pourparlers de paix avec l'Iran lui offrent une chance unique de massacrer impunément sa minorité kurde. Déjà, le Conseil de sécurité n'a jamais osé passer de résolution le condamnant nommément pour son utilisation de l'arme chimique. De surcroît, le souci de ne pas faire capoter la négociation engagée avec Téhéran semble renforcer sa propension à fermer les yeux. Individuellement enfin, tant que durait la

guerre irano-irakienne, les Etats occidentaux, y compris la Suisse, n'avaient pas non plus voulu condamner énergiquement Bagdad pour ne pas avoir l'air de soutenir Téhéran.

Toutefois les Etats-Unis, les premiers, émergent de leur torpeur. Le Sénat a décidé d'imposer à l'Irak des sanctions économiques, qui deviendront effectives si la Chambre des représentants les approuve à son tour. Le secrétaire d'Etat George Shultz a pour sa part jugé «odieux» l'usage de gaz toxiques par le gouvernement de Bagdad. Et il a demandé aux juristes du Département d'Etat d'étudier si les dirigeants irakiens ne pourraient pas être accusés de crimes contre l'humanité au même titre que les chefs nazis à Nuremberg.

Dans la foulée, la Grande-Bretagne s'est décidée à son tour à accuser l'Irak d'avoir utilisé des armes chimiques contre les Kurdes. Dès lors, les autres Etats européens seront peut-être contraints de sortir du silence. Le week-end passé, quelque 500 experts réunis en Angleterre pour un congrès de stratégie ont largement dénoncé leur passivité.

Car ces spécialistes sont les mieux à même de mesurer la menace mortelle qui se profile si l'Irak n'est pas sévèrement condamné et puni pour son recours aux gaz de combat: non seulement que les Kurdes irakiens soient sauvagement massacrés, mais aussi que l'usage de l'arme chimique se banalise pour devenir, montée sur des missiles, «l'arme nucléaire du pauvre». Une arme qui demain pourrait permettre à un Kadhafi de menacer Tunis, ou Messine. — (J.-C. B.)

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI 22.09.88

IRAK: ça gaze pour l'«ami» Saddam

■ Pourquoi le régime irakien se gênerait-il? Par intérêt, par calcul ou au nom de ce maudit «réalisme», les grandes puissances ont toujours fermé les yeux sur la véritable nature du régime de notre «grand ami» Saddam Hussein. Et cela ne date pas du conflit avec l'Iran.

Plus de cent mille réfugiés kurdes en Turquie. Deux mille autres moins «chanceux» massacrés ou gazés sur le terrain, en Irak. Et cela quelques mois après les cinq mille civils liquidés au gaz moutarde dans la région de l'Halabja. Ce crime horrible n'avait alors suscité que quelques remontrances embarrassées.

Il n'y a donc rien de surprenant à ce que le gouvernement irakien refuse aujourd'hui l'entrée à une mission d'enquête des Nations unies qui, dit-il, «porterait atteinte à sa souveraineté».

Depuis longtemps Amnesty International essayait de nous rappeler que le régime de Saddam Hussein emprisonnait

des milliers d'opposants politiques, qu'on «disparaissait» à Bagdad et que les exécutions sommaires se comptaient par centaines, y compris parmi les enfants des adversaires du régime.

Prenant conscience brusquement, avec le «gazage» des Kurdes, que le régime baassiste donne un exemple tragique qui pourrait bien être suivi par d'autres (Kadhafi construit une usine d'armes chimiques d'une capacité de dix tonnes par jour), partis et gouvernements y vont aujourd'hui de leurs condamnations solennelles. En France, on s'indigne, de Giscard au PS (au fait, qu'en dit Chirac, lui qui a longtemps célébré son «ami» Saddam?). Mais après? Que peut faire la France contre un pays qui lui doit 40 milliards de dollars? La Turquie refuse l'entrée aux experts internationaux: l'Irak est son principal fournisseur de pétrole. Pour tous, l'Irak c'est toujours des contrats «juteux» et une puissance qu'il faut ménager. Alors il ne faut guère s'attendre à de véritables sanctions, et Saddam pourra continuer, comme l'a dit son ministre de la Défense, à «employer tous les moyens à sa portée».

B.P.

LE FIGARO 16.09.88

Irak

Des gaz, quels gaz ?

Devant la presse étrangère, le ministre de la Défense irakien a, une fois de plus, démenti l'emploi par son pays d'armes chimiques contre les Kurdes.

BAGDAD :De notre envoyé spécial
Pierre BRANCHE

Il ne manque pas d'humour, ce général Adnan Khadrillah, commandant en chef adjoint des forces armées irakiennes et ministre de la Défense. Hier, en ouvrant une conférence de presse destinée à réfuter les accusations américaines sur l'utilisation d'armes chimiques dans le Kurdistan, il a feint de s'étonner de ce que les journalistes occidentaux présents ne portaient pas de masques à gaz...

Un trait d'esprit qui n'a pas fait sourire et qui, d'ailleurs, dissimule mal l'exaspération des autorités irakiennes devant ce qu'elles affirment être un complot américano-sioniste. Car Bagdad nie, catégoriquement et farouchement, avoir utilisé des gaz de combat dans une opération de « nettoyage » du Kurdistan commencée le 27 août et achevée le 5 septembre.

L'argumentation du ministre tient en trois points. D'abord, remarque-t-il, nul à ce jour n'a pu produire un seul blessé par les gaz. Au contraire, les autorités turques viennent de faire savoir officiellement qu'aucune trace de lésion dermique, d'intoxication ou d'empoisonnement par gaz n'avait pu être décelée après examen médical de 5 000 Kurdes irakiens, hommes, femmes et enfants, ayant franchi la frontière ces jours derniers.

En outre, le ministre a annoncé que les journalistes présents à Bagdad seraient

conduits aujourd'hui et samedi dans le Kurdistan, qu'ils visiteraient, entre autres, la localité de Smara, dont les dissidents kurdes affirment qu'elle a été gazée. Le ministre a affirmé « la presse pourra visiter à son gré et fouiller les moindres recoins du territoire à la recherche de traces ou de victimes ».

M. Khadrillah a fait successivement appel à la morale, à la logique, à la stratégie. En substance : « Votre voyage de demain sera l'occasion de constater que notre minorité kurde est, à 95 % au moins, fidèle à la nation irakienne et qu'elle y jouit de droits que ne connaissent pas les Kurdes dans les autres pays limitrophes. Comment pourrions-nous organiser une répression aveugle et barbare sur notre propre territoire parmi nos compatriotes ? » A cette péroraison, le général ajoute un argument concret : « Techniquement, il est matériellement impossible de répandre des gaz qui sont des produits lourds. Ils stagneraient dans des vallées qui sont autant de voies d'accès dont notre armée a eu besoin dans son opération de nettoyage des bandes rebelles du PDK de Barzani et de l'UPK de Jala Talabani. »

En finir avec l'irréductibilité

Pourtant, le ministre n'a pas fait mystère, de la volonté irakienne d'en finir une fois pour toutes avec l'irréductibilité kurde qu'il qualifie d'opérations de terreur menées par des bandes à la solde de l'Iran et des États-Unis.

L'offensive dans le Kurdistan

déclenchée juste après le cessez-le-feu avec Téhéran, a donc mobilisé des moyens importants en hommes et en matériel lourd. Les bandes kurdes rebelles au gouvernement de Bagdad ont été délogées de leurs nids d'aigle et de leurs grottes et pourchassées jusqu'à la frontière turque.

Selon le général, ces bandes ont entraîné avec elles des voyageurs à qui on faisait croire que la population serait exterminée et les habitations rasées. A l'occasion de la visite du président égyptien Moubarak, le 6 septembre, Bagdad a décrété une amnistie générale pour tous les réfugiés désireux de se rendre en Irak, à l'exception du seul Talabani. Adnan Kharillah annonce la création, déjà entamée, d'une bande de sécurité entre Turquie et Irak large de 4 à 10 kilomètres, où toute habitation est détruite et toute présence humaine interdite. Il a précisé que la totalité des habitants déplacés seraient réinstallés au plus près et dans des conditions matérielles irréprochables.

Le ministre est resté plus évasif lorsque des questions précises lui ont été posées sur la nature des armes chimiques que pourrait détenir son pays, comme les gaz utilisés contre les Iraniens, puisque cela a été officiellement reconnu le 1^{er} juillet par Tareq Aziz, ministre des Affaires étrangères. Adnan Khadrillah s'est borné à faire observer que les États-Unis qui ont « lancé des bombes atomiques sur le Japon et utilisé des armes chimiques au Vietnam, étaient mal placés pour donner des leçons de morale ».

P. B.

LE MONDE 17.09.88

La répression anti-kurde en Irak

place M. Perez de Cuellar dans une position délicate

Le Parlement européen a très violemment condamné, jeudi 15 septembre, l'«extermination» de milliers de civils kurdes en Irak par des armes chimiques, «qui n'est pas loin d'atteindre les dimensions d'un génocide». Dans une résolution adoptée à la quasi-unanimité de ses membres, le Parlement demande aux Douze de «suspendre immédiatement toute livraison d'armes à l'Irak ainsi que l'exportation de substances chimiques et d'équipements pouvant être utilisés pour produire des armes chimiques».

Parallèlement, M. Giscard d'Estaing a demandé, dans une question écrite, à M. Roland Dumas «s'il dispose d'informations précises sur l'utilisation de l'arme chimique par les forces armées irakiennes contre la population kurde», estimant que «cet emploi, s'il était confirmé, (...) devrait être formellement condamné par la France».

A l'ONU, à la suite de la demande d'enquête formulée par douze pays occidentaux — les Pays-Bas et la Belgique s'étant

jointes à la demande faite par dix autres pays (le Monde du 15 septembre), — une équipe d'experts a été désignée mais ne sera dépêchée dans la région qu'avec l'accord des pays concernés. M. Perez de Cuellar s'est entretenu avec les représentants turc et irakien à ce propos. Alors que la Turquie considère toute inspection des camps de réfugiés kurdes sur son territoire comme «inopportune», l'Irak a adopté une attitude ambiguë, se disant prêt à recevoir les experts, mais «à certaines conditions» et si cela n'est pas «en contradiction avec la souveraineté irakienne».

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

La tournure prise par l'affaire kurde met le secrétaire général de l'ONU dans une situation particulièrement délicate. Plusieurs membres importants du Conseil de sécurité, les Etats-Unis en tête, affirment disposer de renseignements suffisamment solides pour accuser l'Irak d'avoir gazé des villages kurdes. Or la Turquie soutient le contraire et refuse à l'avance de recevoir les experts désignés. Si seul le secrétaire général a le pouvoir de décider de l'envoi d'une mission d'enquête, les pays concernés peuvent, eux, refuser de la recevoir.

En tout état de cause, une enquête de l'ONU ne saurait être envisagée sans la coopération des autorités des pays visités. Aussi est-il fort peu probable, dans la situation actuelle, que M. Perez de Cuellar ordonne officiellement une enquête, car il se heurterait au refus turc et, probablement, à des exigences irakiennes qu'il lui serait malaisé de satisfaire.

Cependant, l'insistance avec laquelle les douze pays occidentaux demandent l'enquête en question ne saurait laisser le secrétaire général indifférent, et il sera intéressant d'étudier la voie qu'il aura choisie pour sortir du piège créé par une configuration diplomatique particulièrement complexe.

Le nucléaire du pauvre

L'insistance des Etats-Unis s'explique, en partie, par un formidable regain d'intérêt de la presse américaine pour ce que le *Wall Street Journal*, appelle, dans un article publié en première page, le «nucléaire du pauvre», qui ferait désormais très peur au Pentagone et que le *New York Times* évoque quotidiennement depuis une dizaine de jours, souvent à la «une». C'est ce véritable battage, dû notamment à l'effet d'entraînement, qui a fait dire, le jeudi 15 septembre, au représentant de la Ligue arabe à l'ONU, M. Clovis Maksoud, que «les intérêts sionistes ont déclenché

une campagne haineuse contre l'Irak et le monde arabe». L'analyse de M. Maksoud sous-entend que seul Israël aurait actuellement intérêt à gêner les négociations de paix entre l'Irak et l'Iran.

Parmi les autres pays figurant dans le groupe de pression, la position de l'Allemagne fédérale paraît déterminante. Ayant, depuis plusieurs mois et pour des raisons de politique intérieure, pris la tête de la croisade contre les armes chimiques, Bonn avait obtenu que la résolution 620 du Conseil de sécurité, adoptée le 26 août dernier, comporte une clause qui ressemble à une menace de sanctions automatiques. La résolution affirme, en effet, que «des sanctions seront prises si des armes chimiques viennent à être utilisées dans l'avenir, par qui que ce soit et où que ce soit». Logique avec lui-même, le gouvernement allemand demande donc qu'une enquête soit immédiatement déclenchée dans l'affaire des villages kurdes.

La retenue manifestée par la France et par plusieurs autres pays laisse apercevoir une certaine hostilité à cet aspect précis du mécanisme, celui de l'automatisme. Plusieurs gouvernements estiment en effet que la pratique des enquêtes ne

devrait pas être institutionnalisée, et qu'elle devrait s'appliquer à des situations exceptionnelles, laissées à l'appréciation du secrétaire général. Au passage, ces gouvernements font remarquer que l'interdiction des armes chimiques fait partie d'une procédure générale sur le désarmement, actuellement en cours à Genève et qu'il est inopportun de diluer les responsabilités entre les négociations de Genève et le Conseil de sécurité.

Pour ajouter à la complexité de la situation, l'Iran demande que les négociations sur la paix dans le golfe Persique soient transférées de Genève, à New-York, où la présence permanente du secrétaire général des Nations unies lui paraît constituer une possible garantie de succès. Irrités par ce qu'ils considèrent comme une «campagne américaine contre l'Irak», les dirigeants de Bagdad refusent d'envisager des «négociations approfondies» sur le sol américain. Or M. Perez de Cuellar, soucieux de ne pas laisser les discussions s'enliser, souhaiterait effectivement leur transfert au siège des Nations unies...

CHARLES LESCAUT.

LIBERATION 21. 09. 1988



Environ 2400 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie, qui attendaient depuis dimanche à la frontière turco-irakienne, ont pu la traverser lundi. Téhéran avait accepté d'accueillir ces réfugiés après un appel du gouvernement d'Ankara, qui s'était également adressé à d'autres pays de la région.

ARMES CHIMIQUES

LES ÉTATS-UNIS ACCUSENT L'IRAK

Washington, par son secrétaire d'État George Shultz, qualifie de « répugnant et injustifiable » l'usage du gaz contre les Kurdes. Bagdad dément

L'utilisation du gaz par l'Irak crée un précédent dangereux et pose le problème de la prolifération de ces armes. « Le génie est sorti de la bouteille », déclarait récemment le secrétaire d'État George Shultz à propos de l'utilisation des armes chimiques dans le conflit Irak-Iran, pour la première fois depuis la Première Guerre mondiale. Inquiets du précédent créé par l'Irak, les États-Unis ont été les premiers à accuser formellement Bagdad d'avoir utilisé ces armes contre les Kurdes. Recevant le ministre d'État irakien aux Affaires étrangères, Saadoun Hamadi, George Shultz qualifiait de « répugnant et injustifiable » l'usage du gaz contre les Kurdes. De son côté, le Sénat adoptait un projet de loi interdisant toute nouvelle aide, tout crédit, achat de pétrole ou vente de technologie à l'Irak. S'il était adopté par la Chambre des représentants, ce texte pourrait avoir un impact important.

Le problème kurde avait déjà été à l'origine d'un regain de tension après l'accueil réservé par le département d'État en juin dernier à Jalal Talabani, un dirigeant kurde hostile au régime du président Saddam Hussein. Dans la capitale irakienne, la presse s'est déchaînée contre la « campagne de diffamation » des milieux « sionistes américains » et les accusations « mensongères » du Sénat américain. Le gouvernement irakien qui avait reconnu avoir utilisé « à un certain moment » des armes chimiques dans sa guerre contre l'Iran dément catégoriquement y avoir eu recours dans son offensive du mois d'août contre les Kurdes. En dépit de ces déclarations comminatoires,



Pour fuir l'oppression irakienne, nombreux sont les Kurdes qui se réfugient en Turquie. (Photo Sipa-Press.)

es, l'Irak ne semble pas vouloir aller jusqu'à rompre ses relations avec les États-Unis rétablies en 1984. Des relations qui lui permettent de contrebalancer ses liens avec l'URSS qui reste son principal fournisseur d'armes. Du côté américain, c'est surtout dans le domaine commercial que Washington aurait éventuellement à pâtir d'un refroidissement avec Bagdad.

Contrastant avec l'attitude américaine, les 12 pays de la Communauté européenne sont restés très discrets, se contentant d'une déclaration où ils se disent « vivement préoccupés » par les informations faisant état de l'utilisation d'armes chimiques par Bagdad. Première à réagir, la Grande-Bretagne a convoqué au Foreign Office en début de semaine dernière l'ambas-

sadeur d'Irak à Londres. Quant à François Mitterrand, il exprimait son « inquiétude » dans une déclaration en Conseil des ministres. Cette prudence s'explique notamment par la crainte des pays européens de porter atteinte à leurs intérêts économiques en Irak. Même si la Turquie qui a accueilli près de 120 000 réfugiés kurdes fuyant la zone des combats n'a apporté aucune confirmation, le gouvernement britannique a jugé « convaincantes » les preuves qu'il a reçues de l'utilisation par l'Irak des armes chimiques. Une commission d'enquête de l'ONU pourrait être mise sur pied à la demande des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Japon et de la RFA.

François d'ALANÇON

Selon un porte-parole des rebelles

2.400 civils kurdes auraient été tués lors d'une attaque chimique

Selon les rebelles kurdes, environ 2.400 civils kurdes prisonniers dans un ravin ont été tués le 30 août par des gaz mortels lancés par l'aviation irakienne.

L'annonce de cette information a été retardée car il a fallu dix jours aux rares Kurdes ayant survécu pour atteindre le sud de la Turquie et contacter les responsables des rebelles, a précisé le porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (P.D.K.),

Les victimes fuyaient, selon lui, l'offensive militaire irakienne et tentaient de gagner la Turquie à pied, à travers les montagnes.

Il était impossible, hier, de vérifier cette information de sources indépendantes. Mais le porte-parole a souligné que cela portait à environ 4.300 le nombre de civils kurdes tués par des armes chimiques irakiennes depuis le début août.

Ce porte-parole a ajouté que des combattants du

P.D.K., opposés à quelque 60.000 soldats irakiens avançant dans les montagnes tenues par les rebelles dans le Nord de l'Irak, en avaient tué 140 lors d'un important affrontement voilà plusieurs jours. « Ils portaient tous des masques à gaz », a-t-il ajouté. « Si, comme l'affirme l'Irak, ils n'utilisent pas d'armes chimiques contre notre peuple, qui étaient ces soldats portant des masques ? ».

Le ministre irakien de la

Défense, le général Adnan Khairallah, avait affirmé jeudi, lors d'une conférence de presse, à Bagdad, que ses forces n'avaient pas utilisé de gaz mortels contre les rebelles en lutte pour l'autonomie, lors de l'opération menée selon lui du 27 août au 5 septembre. Les autorités américaines ont toutefois affirmé avoir des preuves de l'utilisation par les irakiens d'armes chimiques, interdites par le traité de Genève de 1925.

17.09.88 VOIX DU NORD

30.09.88 LIBERTE

LE MONDE

François Mitterrand s'est adressé, hier, à l'Assemblée générale de l'ONU

ARMES CHIMIQUES A LA « UNE »

La France est prête à renoncer à toute possibilité de produire un tel armement dès l'entrée en vigueur d'une convention en interdisant la fabrication

De notre envoyé spécial.

PRENANT la parole, jeudi, devant l'Assemblée générale de l'ONU, François Mitterrand se demande d'abord « si notre planète tourne décidément dans le sens de l'unité et de la paix ». Selon lui, « il reste (...) bien des Bastilles à prendre ». Mais il rend hommage « à MM. Reagan et Gorbatchev qui ont eu l'intelligence et le souci d'en finir avec la course au surarmement, aux surenchères de l'affrontement ». Il souligne le rôle joué par le secrétaire général de l'ONU sans qui « nous n'en serions pas là ».

Le traité américano-soviétique sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires est « un bon accord », mais Mitterrand ajoute : « J'attends maintenant des Etats-Unis et de l'URSS qu'ils progressent dans la réduction de leurs armements nucléaires stratégiques. »

Il met l'accent sur « la réduction des armements conventionnels accumulés en Europe et de façon dissymétrique au détriment de l'Ouest ».

Des disparités diverses sont observées de part et d'autre. Pour « que chacun puisse se défendre comme c'est son droit sans menacer quiconque », le président de la République suggère de veiller à ce qu'aucune armée, aucune coalition « dans la zone ou l'Est et l'Ouest se font face ne puisse disposer du moyen de lancer brusquement une attaque par surprise ni de mener une guerre prolongée ».

A propos des procédures de vérification et de contrôles, François Mitterrand précise : « J'ai souhaité qu'au terme des deux années à venir il fût procédé à un examen de l'état de la négociation. Faute de résultats, en effet, rien n'empêchera malheureusement le retour avoué ou insidieux du surarmement tandis que chacun reprendra sa liberté d'action. » Traitant ensuite des armes chimiques, François Mitterrand affirme que la France n'en possède pas et veut œuvrer non seulement au non-emploi de ces engins, mais encore à leur non-fabrication. Il n'y a pas si longtemps, Paris voulait se doter de telles armes avant de participer à la négociation.



François Mitterrand propose maintenant « l'embargo sur toute livraison de produits, de technologie et plus généralement d'armements » à l'Etat qui utiliserait l'arme chimique et déclare que la France est prête « à renoncer à toute possibilité de produire des armes chimiques » à partir de l'entrée en vigueur d'une convention en interdisant la fabrication.

Pour la participation « le moment venu à une conférence sur le désarmement nucléaire », Mitterrand reprend les conditions qu'il avait déjà énoncées devant l'ONU en septembre 1983. Il attend une « réduction déterminante de l'écart entre les arsenaux des grandes puissances et le nôtre ».

La suite du discours est consacrée aux conflits régionaux. Pour le président de la République, « le rapprochement entre les Etats-Unis et l'URSS contribue à la cessation des combats (mais) reste insuffisant pour ramener une paix durable », d'autant que plusieurs points de la planète « échappent à l'embellie diplomatique », notamment l'Afrique au-marquée par « la conséquence dire, insupportable apartheid ». Formant des vœux pour une paix durable entre l'Iran et l'Irak, il évoque « le sort des populations kurdes ».

« Au Proche-Orient », dit Mitterrand, « le soulèvement de la jeunesse palestinienne et les décisions du roi Hussein montrent que le statu quo ne protège plus ceux qui s'en prévalent et qu'il est de plus en plus meurtrier pour ceux qui le subissent. » Il s'en tient aux termes de son discours devant la Knesset : « Israël a le droit de vivre dans des frontières sûres et reconnues ; le peuple palestinien a le droit de disposer d'une patrie »

et d'assumer lui-même son destin. » Mitterrand souligne que « la conférence internationale est le seul cadre où les vrais partenaires puissent se retrouver. » Il relance l'idée d'un comité préparatoire en suggérant « qu'une concertation diplomatique s'engage entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, en liaison avec le secrétaire général de l'ONU ». Pour le Cambodge, Paris demeure prêt à inviter les parties concernées à se rencontrer en France.

Mitterrand traite enfin du « fossé qui ne cesse de s'élargir entre pays développés et pays en développement ». Il rappelle sa proposition, avancée en mai dernier au sommet des pays capitalistes à Toronto, « d'assouplir sensiblement les conditions de remboursement (de leurs dettes) imposées aux plus pauvres » et qualifie d'« audacieuse » la garantie par les Etats-Unis d'une partie du capital des emprunts commerciaux du

Mexique. Le président de la République souhaite la création d'un fonds auprès du FMI, chargé de garantir le paiement des intérêts servis sur certaines créances commerciales converties en obligations. Il suggère une « approche nouvelle » de la coopération Nord-Sud, « inspirée par le projet Eureka de l'Europe, avec, à côté de l'impulsion gouvernementale (on trouve) des initiatives prises librement par des entreprises et des universités ».

Concluant sur la nécessité de définir « les droits de l'humanité », Mitterrand souhaite « fonder l'éthique du troisième millénaire » dans sa dernière phase, où il se pose en porte-parole de l'Europe : « Je rêve du jour où (celle-ci), telle qu'elle cherche à se construire, pourra parler d'une seule voix. »

NOUVEL OBSERVATEUR



L'ÉDITORIAL DE JEAN DANIEL

Les fantômes de Munich

L'indifférence du monde devant l'annexion des gaz contre les Kurdes a un précédent célèbre : la lâcheté des Occidentaux devant l'Allemagne en 1938

ce n'est pas une question à mille francs. Encore moins, on va le voir, une imitation des jeux télévisés. Je demande simplement qu'on lise avec attention la citation qui va suivre, en essayant, à chaque phrase, d'en deviner l'auteur et la date :

« Il est horrible, fantastique et incroyable qu'ici nous creusions des tranchées et essayions des masques à gaz, à cause d'une querelle dans un pays lointain entre des gens dont nous ne savons rien... Quelle que soit notre sympathie pour une petite nation opposée à un grand et puissant voisin, nous ne pouvons nous engager à être entraînés dans la guerre en toutes circonstances pour le seul compte de cette nation. Si nous devons nous battre, il faut que ce soit pour des causes plus vastes. » Si vous n'avez pas déjà la réponse, la voici : c'est un extrait du discours que Neville Chamberlain, Premier ministre de Grande-Bretagne, a prononcé le 27 septembre 1938, deux jours avant les accords de Munich, il y a exactement cinquante ans.

Tout est stupéfiant dans ce texte, à commencer par l'expression « *pays lointain* », s'agissant de la Tchécoslovaquie par rapport à l'Angleterre. Certes, le monde n'était pas un. La distance existait. L'aventure, c'était la porte à côté. Reste que des écrits de la même époque, et pas seulement ceux de Kessel ou de Cendrars — un roman de Luc Durtain était intitulé « le Globe sous le bras » —, témoignent que M. Chamberlain avait une conception bien intéressée de l'éloignement. Donc le 29 septembre 1938, sur la proposition de Neville Chamberlain, Hitler, Mussolini, Edouard Daladier, alors président du Conseil français, et Chamberlain se rencontrent à Munich pour décider du sort d'une nation dont les représentants sont absents : la Tchécoslovaquie. Une autre puissance est absente, elle s'en souviendra et le fera même payer cher : c'est l'Union soviétique. Le dépècement du petit pays le plus moderne par l'économie, libéral par tradition, cultivé par héritage, est décidé. C'est pour maints historiens, surtout américains (1), l'origine d'un des plus grands cataclysmes de l'Histoire.

Les Anglais et les Français n'arrivaient pas à se persuader qu'il convenait de résister à Hitler.

En 1936, pendant la guerre d'Espagne, banc d'essai pour les armées nazies, ils avaient pratiqué la politique dite de non-intervention. La même année, ils avaient accepté la remilitarisation de la Rhénanie et, le 15 mars 1938, les démocraties européennes acceptaient le fait accompli de l'Anschluss, qui aboutissait à l'annexion pure et simple de l'Autriche. Quelques mois plus tard, Hitler est persuadé qu'il obtiendra sans coup férir le territoire des Sudètes, région industrielle de la Tchécoslovaquie mais dont la germanité est proclamée par le Führer. Deux traités, l'un avec la France, l'autre avec l'URSS, protégeaient pourtant la Tchécoslovaquie contre toute agression. Paris incite Prague à faire des concessions à l'Allemagne (2).

Le professeur Zbynek Zeman, chargé du cours d'histoire européenne à Oxford, vient d'extraire de ses travaux un intéressant résumé à l'intention de notre confrère britannique « The Guardian ». Il soutient que l'extraordinaire succès de l'ambition germaniste hitlérienne n'est pas seulement le produit d'un rêve wagnérien depuis toujours tapi dans l'âme teutonne. Cette ambition s'est appuyée, selon lui, sur la volonté des leaders nationaux et socialistes allemands, antérieurs à Hitler, et qui arrivaient de Bohême et de Moravie où les Tchèques assuraient leur domination industrielle et culturelle. Laquelle s'étendait jusqu'à l'Autriche : « *Au tournant du siècle, avec près de 2,6 millions d'habitants, Vienne était décrite comme la plus grande ville tchèque du monde. En 1913, le conseil de la cité se sentit obligé de manifester son désir de préserver le caractère allemand de Vienne. C'est la même année que le jeune Hitler quitta la ville par haine de son caractère cosmopolite.* » A Paris, on ignore et l'étendue de l'ambition hitlérienne et son enracinement. Si on incite Prague à faire des concessions, ce n'est pas seulement parce que la Grande-Bretagne répugne à toute résistance. C'est parce que l'inconscient politique de la nation française est pacifiste. On vit sur le fameux slogan des survivants de la boucherie de 1914-1918, résumé par Anatole France : « *Aucun des maux que la guerre prétend guérir n'est pire que la guerre elle-même.* » (C'est ce que diront, à une virgule près, les Verts en Allemagne en 1982, dans une situation il est vrai différente.) La droite, avec quelques exceptions, est pacifiste ; quand la Pologne sera

menacée, elle ne voudra pas « mourir pour Danzig ». Le philosophe Alain et le romancier Jean Giono, qui avaient célébré les vertus du Front populaire, ne voulaient de la guerre à aucun prix. En 1937, le prix Nobel de littérature avait été attribué à Roger Martin du Gard dont la fresque, « les Thibault », se terminait par « l'Été 14 » — un cri contre toutes les guerres.

Quand Chamberlain et Daladier reviennent de Munich, le premier a des illusions, le second n'en a aucune : non seulement on a capitulé mais on n'a pas évité la guerre. Blum lâche son mot devenu fameux. Il est partagé « entre un lâche soulagement et la honte ». A ce moment-là, les expressions *munichois* et *antimunichois*, qui devaient passer dans le langage courant, ont d'abord signifié pacifiste et belliciste, avant de désigner, bien plus tard, défaitiste et lucide. Chacun s'accorde aujourd'hui à penser que cette division de la nation a eu des conséquences plus graves que l'affaire Dreyfus et presque aussi importantes que le pétainisme, d'ailleurs déjà contenu dans l'esprit de Munich. C'est que la condamnation ou l'approbation des accords de Munich n'exprime pas seulement une philosophie de la vie (doit-on la sacrifier alors qu'elle est sacrée ?), elle accompagne une option politique (« Plutôt Hitler que le Front populaire »). Moment historique de référence. On va souvent se demander par la suite si l'on est en présence ou non d'une situation dans laquelle les réactions relèvent de l'esprit de Munich. Exemple d'attitude antimunichoise erronée : l'expédition de Suez contre l'Égypte en 1956. Exemple d'attitude antimunichoise justifiée : celle de Kennedy pendant la crise de Cuba, en 1962. Évidemment, en 1968, les Tchécoslovaques, toujours eux, estimeront voir réapparaître à leur détriment l'esprit de Munich lorsque l'Occident assistera impassible à l'invasion de leur territoire par les armées soviétiques.

Après, les notions se sont compliquées. Laisser Pol Pot massacrer les siens au Cambodge en 1976 par millions, était-ce munichois ? Pouvait-on intervenir dans les affaires intérieures d'un pays ? En principe, pour éviter la répétition des erreurs nazies, on avait décidé qu'une telle intervention relèverait du rôle des Nations unies. Mais l'ONU ne saurait s'interposer dans les conflits fratricides. Elle peut en tout cas témoigner. Elle ne l'a pas assez fait à l'époque. Et si aujourd'hui chacun est d'accord pour lui tresser des couronnes, on peut déplorer, et c'est là où je veux en venir, qu'on se taise devant un crime, à savoir l'utilisation par une nation puissante, organisée, membre de la société internationale, de gaz asphyxiants pour éliminer une minorité. On a compris qu'il s'agissait de l'Irak et des Kurdes.

On dira qu'il y a bien d'autres horreurs dans le monde et que chaque année nous apporte son

contingent d'atrocités. On dira que le procès que l'Histoire intentera contre notre époque sera celui d'avoir laissé mourir de faim tant d'enfants que ce crime l'emporte sur tous les génocides depuis que le monde est monde : nous n'avons même pas l'excuse de l'ignorance puisque les images télévisées de l'Afrique blessée à mort accompagnent nos divertissements quotidiens. Sans doute. Quelque chose me dit pourtant qu'il faut faire le départ entre le possible et le souhaitable, et que si, depuis le début des temps, les hommes en guerre se sont inventé des lois, des rites et des interdits, ce n'est pas sans signification pour la protection de l'espèce, et de l'esprit. Il y a transgression de cette loi non écrite lorsqu'on se tait, lorsqu'on ne résiste pas, lorsqu'on est indifférent devant ce qui se passe dans ce « pays lointain » dont on ne comprendrait pas les problèmes. Les Kurdes ne sont pas la Tchécoslovaquie. Les Irakiens ne sont nullement hitlériens. Mais devant l'emploi des gaz, nous rassemblons, nous, de plus en plus, à Neville Chamberlain.

Lora Lewis rapporte dans le « New York Times » que le réputé Institut de Défense stratégique de Londres s'en émeut, pour des raisons, on le pressent, éloignées de toute inspiration humanitaire.

Simplement, les experts jugent que si l'Irak sort vainqueur, à l'intérieur et à l'extérieur de sa région, en utilisant l'arme chimique sans résistance internationale, eh bien, on sera en face de ce qui est si dangereux en histoire : un précédent. On saura désormais ce qu'il convient de faire pour vaincre : compter sur l'esprit munichois des petites et grandes puissances.

En fait, c'est beaucoup plus grave. Munich est bien dépassé. Nos experts londoniens accusent les superpuissances non pas d'indifférence mais de participation. Ce sont elles qui inventent, construisent, vendent et livrent dans une compétition acharnée les armes les plus sophistiquées. Après avoir contribué à former l'arsenal des armes chimiques de l'Irak, après s'être tu devant l'utilisation de ces armes par Bagdad aux dépens de Téhéran, il était clair qu'on encourageait les autorités irakiennes à étendre les ravages des gaz. Et comment interdire à certains Docteur Folamour de rêver à la possibilité de devenir la superpuissance du tiers monde grâce à la peur qu'inspire non plus une menace, comme c'est le cas pour l'armée nucléaire, mais un souvenir.

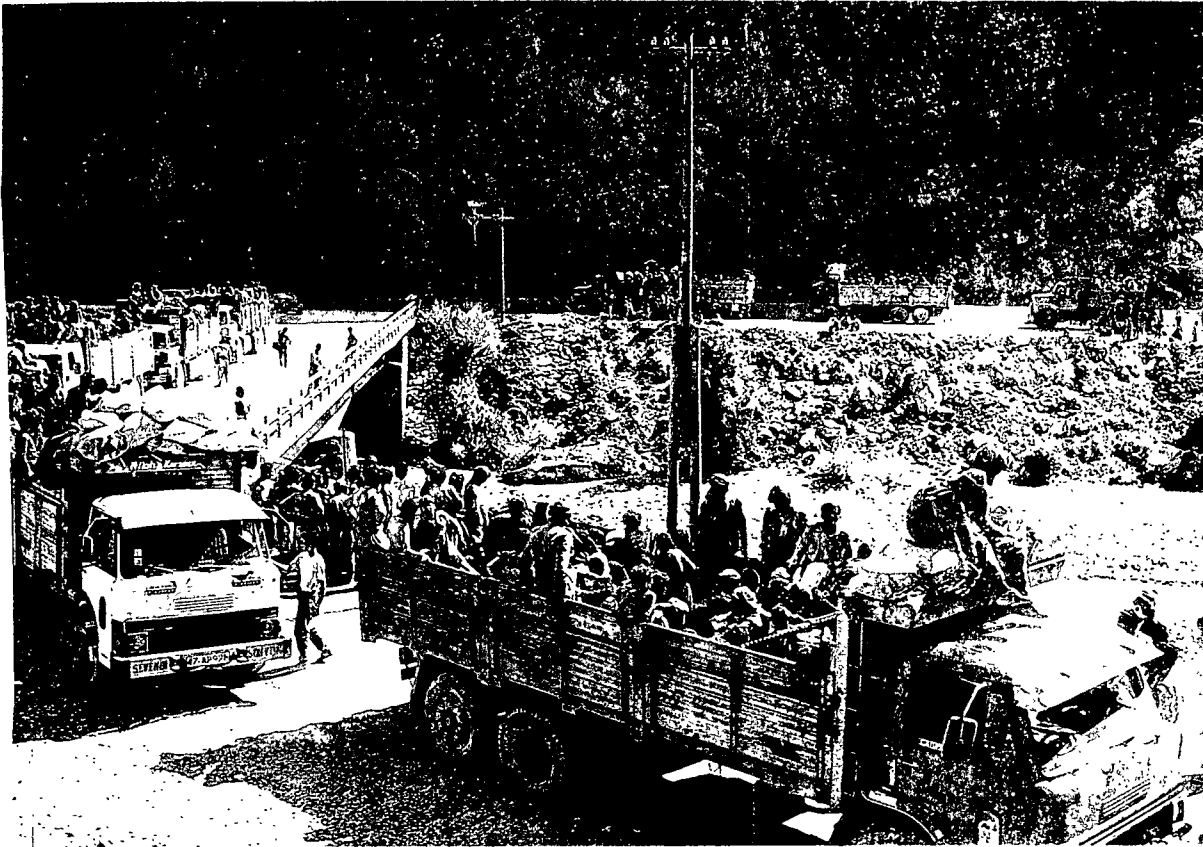
J.D.

(1) Editions du Département français de Princeton citées par Duroselle in « la Décadence, 1932-1939 », Imprimerie nationale.

(2) « Histoire du XX^e siècle », sous la direction de Serge Berstein et Pierre Milza, Hatier (voir aussi le beau livre d'Emmanuel Berl, « la Fin de la III^e République », Gallimard).

17.09.88 LE FIGARO MAGAZINE

L'Irak parachève la paix du Golfe par un génocide



Pourchassés par des patrouilles irakiennes hélicoptérées, les Kurdes se sont glissés de nuit dans les montagnes, puis ont fui vers la Turquie. Réfugiés dans des camps d'altitude où la neige ne tardera pas à tomber, ils refusent de retourner en Irak. Ils ne croient pas à l'amnistie proclamée par Bagdad.

YPÉRITE. Ou « gaz moutarde ». Le mot évoquait 14-18 où, pour la première fois, les poilus français tombaient sous les « nuages de mort » allemands. Soixante-dix ans après la Grande Guerre, ce mot terrible ressurgit. Au Kurdistan, cette fois. Car les images des télévisions occidentales, les parents tendant à bout de bras leurs enfants couverts de plaques aux caméras, les témoignages des réfugiés kurdes laissent cette fois-ci peu de doute : l'aviation irakienne a bien largué des bombes contenant des gaz toxiques : « Les gens ont senti des brûlures dans leurs yeux, puis les larmes ont commencé à couler. Peu de temps après, nous avons tous commencé à tousser, puis à vomir, et un liquide vert sortait de nos entrailles », raconte ce réfugié.



Depuis le 28 août dernier, 120 000 Kurdes se sont réfugiés en Turquie. L'Irak mène une action punitive contre la minorité kurde, accusée d'avoir pris le parti de l'Iran pendant la guerre du Golfe. Mais tandis que le gouvernement irakien s'enferme et dément l'utilisation des gaz chimiques, certains n'hésitent pas à parler de génocide.

Du coup, la communauté internationale hausse le ton. Et le régime de Saddam Hussein risque fort, cette fois, de payer cher son règlement de comptes. Auprès des Américains notamment. Le Sénat vient en effet d'adopter une proposition de loi qui mettrait fin aux prêts consentis à l'Irak pour des achats non militaires et le boycott de ses importations de pétrole. ■

La destruction des villages kurdes en Irak

« Le plus souvent il ne reste pas deux pierres l'une sur l'autre »

Un grand nombre de villages et de hameaux kurdes ont été rasés au bulldozer, sur une large bande de territoire, entre les frontières iranienne et syrienne. C'est ce qu'ont constaté des journalistes en tournée vendredi et samedi dans le Kurdistan irakien.

Cette destruction des villages kurdes dans le nord de l'Irak et le regroupement de la population dans d'autres centres d'habitation s'inscrit, selon un haut responsable irakien, dans le cadre du « programme de regroupement des Kurdes » entrepris « il y a quelques années » par les autorités de Bagdad. Ce programme, a-t-il dit, est « déjà terminé ».

Armes chimiques : manque de preuves

La bande de territoire concernée par le programme de re-

groupement est, selon des estimations officielles, de 100 kilomètres de large, et longe sur 200 kilomètres la frontière turque et sur 100 kilomètres la frontière iranienne.

Les journalistes, invités dans le Kurdistan irakien par les autorités de Bagdad après les accusations concernant l'utilisation d'armes chimiques par l'armée irakienne contre des populations kurdes, n'ont été en mesure ni d'établir leur véracité, ni de prouver qu'elles sont fausses.

Politique de la terre brûlée

Au cours d'une visite de deux jours, fortement encadrés, ils ont traversé la région kurde à deux reprises en hélicoptère : sur leur chemin, la grande majorité des villages kurdes en montagne ou dans les vallées ont été détruits. Le plus souvent, il ne

reste pas deux pierres l'une sur l'autre.

Sur de larges étendues du terrain, on ne voyait que champs et vergers brûlés, les autorités ayant, semble-t-il, pratiqué la politique de la terre brûlée. A certains endroits, des campements alignent des centaines de tentes qui paraissent abriter des civils.

Toute la région montagneuse près des frontières turque et iranienne semblait vidée de sa population. Celle-ci était regroupée dans des villes ou dans de nouveaux complexes résidentiels.

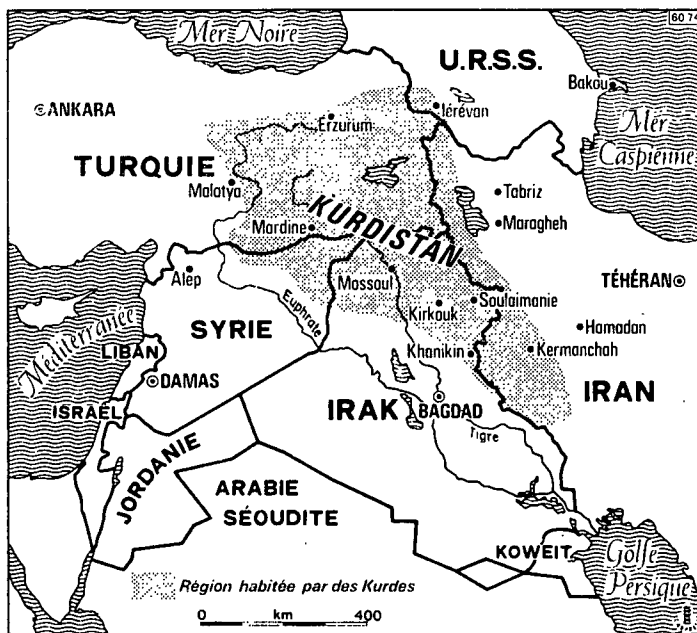
Interrogé, le gouverneur de la province de Dohuk, Namouk Rakuib Sorgi, a affirmé que l'élimination des villages kurdes faisait suite à une « décision générale » prise par Bagdad, « il y a quelques années ».

En deux ans, dans la seule province de Dohuk, plus de 200 villages ont été rasés, a-t-il déclaré. Selon lui, les habitants de ces petits villages, (certains villages plus importants doivent en revanche demeurer indemnes), étaient très contents de pouvoir bénéficier, dans les nouveaux complexes construits à leur intention, de services tels que l'électricité, les hôpitaux et les écoles.

« Les seuls qui ne sont pas en faveur de ce programme sont les terroristes » (N.D.L.R. : les rebelles kurdes), a-t-il dit.

Déportations dès 1980

La destruction des villages rendra presque impossible, d'après les observateurs, le recrutement de rebelles pour soutenir



La population kurde est répartie sur cinq États : l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'U.R.S.S.

KURDISTAN IRAKIEN

Plusieurs villages kurdes totalement détruits

« Le plus souvent, il ne reste pas deux pierres l'une sur l'autre. Le témoignage de journalistes, invités dans le Kurdistan irakien par les autorités de Bagdad est clair : un grand nombre de villages et de hameaux kurdes ont été rasés au bulldozer, sur une large bande de territoire, entre les frontières iranienne et syrienne.



Le long calvaire du peuple kurde : ici, en mars dernier, un villageois grièvement blessé après une attaque irakienne, étreint son enfant

les deux principaux dirigeants autonomistes, Massoud Barzani et Jalal Talabani.

Selon les spécialistes, l'alliance de MM. Barzani et Talabani avec l'Iran dans la guerre contre l'Irak a décidé Bagdad, vers 1985, à accélérer une politique de neutralisation déjà amorcée par le président irakien Saddam Hussein peu après son accession à la tête de l'Etat en 1979. Selon eux, les premières déportations de familles kurdes vers le sud du pays ont commencé vers 1980.

Les nouveaux complexes construits pour les Kurdes seraient « *comme des villes* » et chacun de ces complexes abriterait de 2 000 à 3 000 habitants.

a indiqué M. Sorgi. Les rebelles et réfugiés kurdes rentrant en Irak, aux termes d'une amnistie annoncée le 6 septembre par le président Saddam Hussein, seraient également logés dans ces complexes, a-t-il ajouté.

Le village kurde de Bamarni, à 20 kilomètres à l'ouest d'Amadya, a été détruit à la dynamite après avoir été abandonné par ses habitants. Proche de la frontière turque, avec une population d'environ 2 000 personnes, le village semblait avoir été frappé par un tremblement de terre.

Des maisons effondrées, un verger incendié, une poupée sans bras gisant par terre, des petits pains éparpillés parmi les décombres, mais pas de cratère de bombes, pas d'impacts de balles sur les murs.

Selon un officier de l'armée irakienne, Bamarni avait été attaqué par les « *pechmerga* » (rebelles) qui ont pilonné le village au mortier, faisant ainsi fuir les villageois.

Interrogé en arabe, un soldat irakien a affirmé que le village avait été pris d'assaut par l'armée

19.09.88 LOIRE MATIN

TÉMOIGNAGE

La destruction des villages kurdes en Irak



Le long calvaire du peuple kurde : ici, en mars dernier, un villageois grièvement blessé après une attaque irakienne, étreint son enfant

« Le plus souvent il ne reste pas deux pierres l'une sur l'autre »

Un grand nombre de villages et de hameaux kurdes ont été rasés au bulldozer, sur une large bande de territoire, entre les frontières irakienne et syrienne. C'est ce qu'ont constaté des journalistes en tournée vendredi et samedi dans le Kurdistan irakien.

Cette destruction des villages kurdes dans le nord de l'Irak et le regroupement de la population dans d'autres centres d'habitation s'inscrit, selon un haut responsable irakien, dans le cadre du « programme de regroupement des Kurdes » entrepris « il y a quelques années » par les autorités de Bagdad. Ce programme, a-t-il dit, est « déjà terminé ».

Armes chimiques : manque de preuves

La bande de territoire con-

cernée par le programme de regroupement est, selon des estimations officielles, de 100 kilomètres de large, et longe sur 200 kilomètres la frontière turque et sur 100 kilomètres la frontière irakienne.

Les journalistes, invités dans le Kurdistan irakien par les autorités de Bagdad après les accusations concernant l'utilisation d'armes chimiques par l'armée irakienne contre des populations kurdes, n'ont été en mesure ni d'établir leur véracité, ni de prouver qu'elles sont fausses.

Au cours d'une visite de deux jours, fortement encadrés, ils ont traversé la région kurde à deux reprises en hélicoptère sur leur chemin, la grande majorité des villages kurdes en montagne ou dans les vallées ont été détruits. Le plus souvent, il ne reste pas deux pierres l'une sur l'autre.

Politique de la terre brûlée

Sur de larges étendues du terrain, on ne voyait que champs et vergers brûlés, les autorités ayant, semble-t-il, pratiqué la politique de la terre brûlée. A certains endroits, des campements alignent des centaines de tentes qui paraissent abriter des civils.

Toute la région montagneuse, près des frontières turque et irakienne semblait vidée de sa population. Celle-ci était regroupée dans des villes ou dans de nouveaux complexes résidentiels.

Interrogé, le gouverneur de la province de Dohuk, Namouk Rakuib Sorgi, a affirmé que l'élimination des villages kurdes faisait suite à une « décision générale » prise par Bagdad, « il y a quelques années ».

En deux ans, dans la seule

province de Dohuk, plus de 200 villages ont été rasés, a-t-il déclaré. Selon lui, les habitants de ces petits villages, (certains villages plus importants doivent en revanche demeurer indemnes), étaient très contents de pouvoir bénéficier, dans les nouveaux complexes construits à leur intention, de services tels que l'électricité, les hôpitaux et les écoles.

« Les seuls qui ne sont pas en faveur de ce programme sont les terroristes » (N.D.L.R. : les rebelles kurdes), a-t-il dit.

La destruction des villages rendra presque impossible, d'après les observateurs, le recrutement de rebelles pour soutenir les deux principaux dirigeants autonomistes, Massoud Barzani et Jalal Talabani.

Déportations dès 1980

Selon les spécialistes, l'al-

liance de MM. Barzani et Talabani avec l'Irak dans la guerre contre l'Irak a décidé Bagdad, vers 1985, à accélérer une politique de neutralisation déjà amorcée par le président irakien Saddam Hussein peu après son accession à la tête de l'Etat en 1979. Selon eux, les premières déportations de familles kurdes vers le sud du pays ont commencé vers 1980.

Les nouveaux complexes construits pour les Kurdes seraient « comme des villes » et chacun de ces complexes abriterait de 2 000 à 3 000 habitants, a indiqué M. Sorgi. Les rebelles et réfugiés kurdes rentrant en Irak, aux termes d'une amnistie annoncée le 6 septembre par le président Saddam Hussein, seraient également logés dans ces complexes, a-t-il ajouté.

Le village kurde de Bamarni, à 20 kilomètres à l'ouest d'Am-

dya, a été détruit à la dynamite après avoir été abandonné par ses habitants. Proche de la frontière turque, avec une popula-

tion d'environ 2 000 personnes, le village semblait avoir été frappé par un tremblement de terre.

Des maisons effondrées, un verger incendié, une poupée sans bras gisant par terre, des petits pains éparpillés parmi les décombres, mais pas de cratère de bombes, pas d'impacts de balles sur les murs.

Selon un officier de l'armée irakienne, Bamarni avait été at-

taqué par les « *pechmerga* » (rebelles) qui ont pilonné le village au mortier, faisant ainsi fuir les villageois.

Interrogé en arabe, un soldat irakien a affirmé que le village avait été pris d'assaut par l'armée.

22.09.88 LE SOIR ILLUSTRE



Les Kurdes, nouvelle cible de l'Irak

Moins de six mois après avoir utilisé des gaz toxiques à proximité du front avec l'Irak, l'armée irakienne récidive dans l'horreur : des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants ont trouvé la mort, ces jours-ci, dans le Kurdistan irakien. Plusieurs villages ont été rayés de la carte après avoir été bombardés par l'aviation de Damas et, selon de nombreux témoins, des armes chimiques auraient été à nouveau lancées sur des populations civiles. Des milliers de réfugiés kurdes ont déjà trouvé refuge en Turquie. Il semble que, cette fois, malgré les protestations de la communauté internationale, le régime de Saddam Hussein soit décidé à en finir avec la rébellion kurde. Coûte que coûte.

Le premier ministre turc demande l'aide des Occidentaux

Le gouvernement irakien a informé vendredi 16 septembre le secrétaire général de l'ONU de son opposition à l'envoi en Irak d'une mission d'enquête sur l'éventuelle utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes.

DYARBAKIR

de notre envoyé spécial

« Les pays démocratiques occidentaux sont-ils prêts à prendre en charge la moitié des réfugiés ou, à défaut, d'y contribuer financièrement ? » C'est par ce solennel appel aux pays « champions des droits de l'homme » à prendre leurs responsabilités que M. Ozal a clôturé, vendredi 16 septembre, au cours d'une conférence de presse, sa visite à la « cité des tentes » de Dyarbakir, où sont installés 14 000 réfugiés, kurdes dans leur immense majorité, qui ont fui les bombardements de l'armée irakienne.

En cas de refus de « partager le fardeau », dont M. Ozal a estimé le coût depuis le début de l'arrivée des réfugiés à 20 millions de dollars, la Turquie continuerait d'agir avec des moyens « dont les limites sont connues », mais l'on saurait alors « qui respecte réellement les droits de l'homme ». Précisant que « notre enquête montre que, actuellement, ces gens ne désirent pas rentrer chez eux », il a assuré qu'il n'était pas possible de les y renvoyer contre leur gré.

Le premier ministre turc a expliqué le refus d'Ankara de recevoir une mission d'enquête de l'ONU sur l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak, mission jugée « inutile et inopportune », par son désir de ne pas voir « une action strictement humanitaire prendre des dimensions politiques » : il s'est par contre déclaré prêt à accueillir, aux mêmes

fins d'enquête, une mission du CICR, tout en réaffirmant que les examens pratiqués jusqu'ici ne permettent pas de conclure à l'utilisation d'armes chimiques.

La journée de vendredi a montré que le premier ministre ne manque pas de bonnes raisons, extérieures et intérieures, pour cantonner son action au strict plan humanitaire : non seulement la présence de réfugiés victimes et accusateurs du régime irakien peut compromettre la neutralité maintenue par la Turquie tout au long de la guerre du Golfe ainsi que l'essor attendu des relations commerciales avec l'Irak

s'exprimant en kurde, du camp de réfugiés, des députés du parti au pouvoir servant d'interprètes. C'est une première dans un pays où la mention même d'une langue kurde distincte était, récemment encore, assimilée à une visée séparatiste.

Dans une steppe récemment désertifiée et aspergée d'insecticides, à une dizaine de kilomètres de la ville, « la cité des tentes » aligne sans fin un millier de rudimentaires abris de toile : dans chacun d'eux logent, à même le sol, deux ou trois familles. A l'entrée du camp, un plan indique les principaux services publics installés dans des roulottes : un dispensaire, une mosquée, un



(deuxième partenaire de la Turquie) mais elle peut aussi, en Turquie, tout à la fois relancer la revendication kurde et opposer partisans et adversaires de la relative libéralisation actuellement en cours. Souhaitée par le premier ministre, elle a culminé vendredi avec la diffusion, par la télévision turque, des entretiens de M. Ozal avec les chefs,

commissariat, une banque pour les maigres économies que les réfugiés ont pu emporter. On n'a pas oublié balançoires et toboggans pour les enfants, des milliers, avec leurs mères, à accueillir le convoi de M. Ozal.

« A mort Saddam, vive Barzani ! »

Les échappatoires d'un ministre irakien

Vingt-quatre heures avant que ne soit connu le refus de Bagdad d'accueillir une mission d'enquête internationale, le ministre irakien de la défense, M. Adnan Khairallah, avait laissé planer, jeudi 15 septembre, un doute quant à l'utilisation ou non d'armes chimiques par l'armée irakienne dans ses opérations contre les Kurdes. Il s'est ainsi refusé à répondre par « oui » ou « non », lors d'une conférence de presse, tout en déclarant que si la règle était de « ne pas utiliser »

ces armes, « toute règle a ses exceptions ».

Le ministre s'est en outre rattranché derrière des arguments techniques, estimant que l'usage de gaz dans les régions montagneuses du Kurdistan était « impossible » car il présentait trop de dangers pour les forces gouvernementales engagées dans ces opérations. De plus, a-t-il ajouté, les combattants kurdes étaient trop éparpillés pour rendre efficaces les armes chimiques.

Les banderoles souhaitent la bienvenue et proclament la reconnaissance mais un seul cri jaillit, en kurde : « A mort Saddam Hussein, vive Barzani ! », poussé par des milliers de peshmergas, les combattants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dans la tenue traditionnelle, presque inconnue de ce côté de la frontière où elle semble un uniforme : large pantalon beige retenu par une ceinture de toile et keffieh noué en turban. Des portraits de Mustapha Barzani, le dirigeant historique du Mouvement national kurde en Irak et de son fils, Massoud, l'actuel chef du PDK, sont brandis par la foule qui déborde le

service d'ordre assuré par les peshmergas eux-mêmes, semant un visible désarroi parmi les officiels turcs en cravate.

En privé, et s'exprimant en arabe, les réfugiés ne font pas mystère de leur haine pour « Saddam Hussein, cet infidèle, ce nouvel Hitler », demandant avec insistance qu'Ankara accueille la mission d'enquête de l'ONU, « qui confirmerait l'utilisation par l'Irak de gaz chimiques ».

Les réfugiés kurdes d'Irak se désintéressent-ils des Kurdes de Turquie ? « Notre cause fait uniquement partie du mouvement national irakien : nous réclamons la liberté pour toutes les minorités d'Irak, les Kurdes, mais aussi les Arméniens, les Turkmènes, les chrétiens assyriens. Notre mouvement a toujours été respectueux de l'intégrité de

l'Etat turc. » Cette position traditionnelle du PDK a sans doute joué un grand rôle dans la décision d'Ankara d'ouvrir ses frontières.

L'effacement des officiels atteint néanmoins des sommets lorsqu'un technicien enthousiaste accompagnant le premier ministre s'empare du micro pour s'écrier en kurde : « Vive Barzani, vive Ozal, vive le Parti démocratique du Kurdistan », tandis que M. et M^{me} Ozal font au revoir de la main aux peshmergas.

A Dyrbakir, la plus importante ville kurde de Turquie, la cote d'amour de M. Ozal est au plus haut. Le premier ministre a toutefois tenu à préciser le sens de son action, « inspirée uniquement par le respect des droits de l'homme », et à dénoncer toute interprétation allant dans le sens d'un soutien à des revendications nationalistes kurdes.

Il a appelé à rejeter les propositions séparatistes et proclamé solennellement qu'« il n'y a pas de différence entre les citoyens (...), entre Turcs et Kurdes ». Une autre première dans l'utilisation d'un mot hier encore tabou.

L'arrivée des réfugiés semble bien avoir donné une impulsion nouvelle à la politique de décripation de la question kurde en Turquie même. M. Ozal doit avancer toutefois avec prudence : la moitié de la population du pays s'est déclarée, dans un sondage, inquiète de l'arrivée des Kurdes d'Irak pour la stabilité et l'intégrité de la Turquie. Les heurts rapportés par la presse entre des réfugiés à l'extrême est du pays et les forces de sécurité à propos de l'ordre dans les camps ne sont pas de nature à rassurer l'opinion.

MICHEL FARRÈRE.

L'ECLAIR 13.09.88

« Massacre » à l'arme chimique des Kurdes irakiens

Les nombreux témoignages sur l'utilisation d'armes chimiques de l'Irak contre les Kurdes irakiens suscitent diverses réactions dans le monde

Les nombreux témoignages sur l'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes irakiens ont suscité diverses réactions dans le monde, allant du vote du Sénat américain en faveur de sanctions économiques contre l'Irak à une attitude plus prudente des principaux pays européens.

Quelques dizaines de milliers d'Irakiens ont manifesté dimanche soir à Bagdad contre le vote, vendredi, par le Sénat américain d'un projet de loi interdisant toute nouvelle aide ou tout nouveau crédit à l'Irak, accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre les Kurdes.

Dès avant cette manifestation officielle, les hommes politiques et les principaux quotidiens irakiens s'étaient déchainés contre les Etats-Unis, laissant entendre que les relations irako-américaines pourraient connaître leur plus grave détérioration depuis leur restauration en 1984. Jeudi dernier, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, avait accusé l'Irak d'usage « répugnant et injustifiable » d'armes chimiques contre les Kurdes.

Bagdad a démenti catégoriquement avoir utilisé des armes

chimiques dans sa récente opération militaire contre les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, à l'issue de laquelle quelque 120.000 kurdes se sont réfugiés en Turquie et en Iran.

Selon des témoignages recueillis par diverses organisations humanitaires, les troupes de Bagdad auraient attaqué et tué fin août et début septembre des centaines de membres de la minorité kurde d'Irak (2 à 3 millions de personnes) notamment en ayant recours à des armes chimiques.

Bien que le gouvernement turc n'ait apporté aucune confirmation, ces accusations ont été immédiatement prises au sérieux à Washington où l'on s'inquiète de la prolifération des armes chimiques, notamment dans les pays du Tiers Monde. Le problème kurde avait déjà été à l'origine d'un regain de tension dans les relations américano-irakiennes à la suite de l'accueil réservé à Washington en juin dernier au dirigeant kurde pro-iranien Jalal Talabani.

Contrastant avec l'attitude américaine, les 12 pays de la Communauté Européenne sont

restés discrets, se contentant d'une déclaration vague dans laquelle ils se sont déclarés mercredi dernier « vivement préoccupés » par les informations faisant état de l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak.

Première à réagir, la Grande Bretagne avait dès mardi convoqué l'ambassadeur d'Irak au Foreign Office pour lui faire part de sa « préoccupation ». Mercredi, le président François Mitterrand exprimait son « inquiétude », estimant que les liens d'amitié unissant l'Irak et la France autorisaient cette dernière à faire connaître son sentiment sur « des événements qui mettent en cause les droits de l'homme ».

Mais depuis, les gouvernements européens se sont tus à l'exception de la Grèce et des pays nordiques, qui ont adressé jeudi dernier une demande au secrétaire général de l'ONU Javier Perez de Cuellar pour qu'il ouvre une enquête.

Pour les observateurs, les réticences des gouvernements européens, y compris Londres et Paris, s'expliquent notamment par la crainte de porter atteinte à leurs intérêts économiques futurs en Irak.

19.09.88 LE POINT

KURDES

Gaz de combat : l'alarme américaine

En faisant le procès de Bagdad, Washington veut alerter l'opinion.

De notre correspondant aux Etats-Unis

La semaine dernière, George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, n'a pas mâché ses mots à Washington, devant Saddoun Hammadi, le numéro deux des Affaires étrangères irakien, en qualifiant l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bagdad contre la nation kurde d'« odieuse et répugnante ».

Inquiet du silence de la communauté internationale devant l'utilisation de ces armes, le secrétaire d'Etat américain a décidé de se lancer dans une croisade personnelle. « La facilité avec laquelle certains pays du tiers monde peuvent fabriquer leur gaz moutarde fera tôt ou tard de celui-ci la bombe atomique du pauvre ! »

Le rapport de deux fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis à Ankara — et relatant les dires de... 19 réfugiés kurdes parmi les 60 000 réfugiés actuellement en Turquie — est pourtant mince pour établir avec certi-

tude les pertes endurées par ceux que l'on appelle les peshmergas (ceux qui font face à la mort). Mais les informations glanées par les services de renseignement américains ne laissent planer aucun doute.

Cyanure, phosphore, gaz moutarde, gaz innervant : nul ne sait au juste ce qui a été réellement utilisé. Mais la matérialité des faits est évidente. A un conseiller de l'ambassade de France s'enquérant, la semaine dernière, de la nature réelle de l'opération, un haut fonctionnaire du département d'Etat a eu ce mot : « Il ne s'agit pas pour nous de possibilités, mais de certitudes... »

Aux yeux du Congrès américain, elles ont été jugées assez précises pour que, rapidement, il fasse entendre sa voix. Qualifiant l'action irakienne de génocide, le sénateur Clair-

borne Pell a préparé et fait voter en quelques heures, le 8 septembre, un projet de loi qui, appliqué, ôterait toute facilité de crédit à l'Irak et frapperait d'embargo toute livraison de nature militaire. Le texte va plus loin que ce que désire le département d'Etat, soucieux avant tout de ne pas couper tous les ponts avec Bagdad. Il n'en rejoint pas moins le même objectif : la mise au pilori par la communauté internationale d'armes susceptibles d'être produites à partir d'insecticides. Et c'est la raison pour laquelle le département d'Etat, mardi 13 septembre, a divulgué — de façon fort opportune... — que la Libye du colonel Kadhafi venait elle aussi de se doter d'une usine susceptible de produire des gaz de combat, à soixante-quinze kilomètres de Tripoli. ● JÉRÔME MARCHAND

Bagdad : la conscience tranquille

De notre envoyé spécial en Irak

« Je constate avec plaisir que vous n'avez pas jugé utile d'amener vos masques à gaz. Vous avez bien fait. » Dans la grande salle des conférences de Bagdad, jeudi dernier, sous l'inévitable portrait à la gloire de Saddam Hussein, l'humour noir du général Adnan Kharillah tombe un peu à plat. Mais, ce jour-là, devant une centaine de journalistes internationaux convoqués de toute urgence, le ministre irakien de la Défense reprend vite son sérieux pour repousser les accusations du Sénat américain et d'Amnesty International quant à l'utilisation de gaz de combat contre la population du Kurdistan irakien.

Première confirmation, dans la bouche du ministre irakien : l'Irak possède bel et bien des gaz de combat. Ce n'est pas vraiment une surprise depuis que, en mars, l'armée irakienne en avait fait un usage meurtrier (5 000 morts) contre la ville kurde de Halabja, alors aux mains des Iraniens. Mais le général

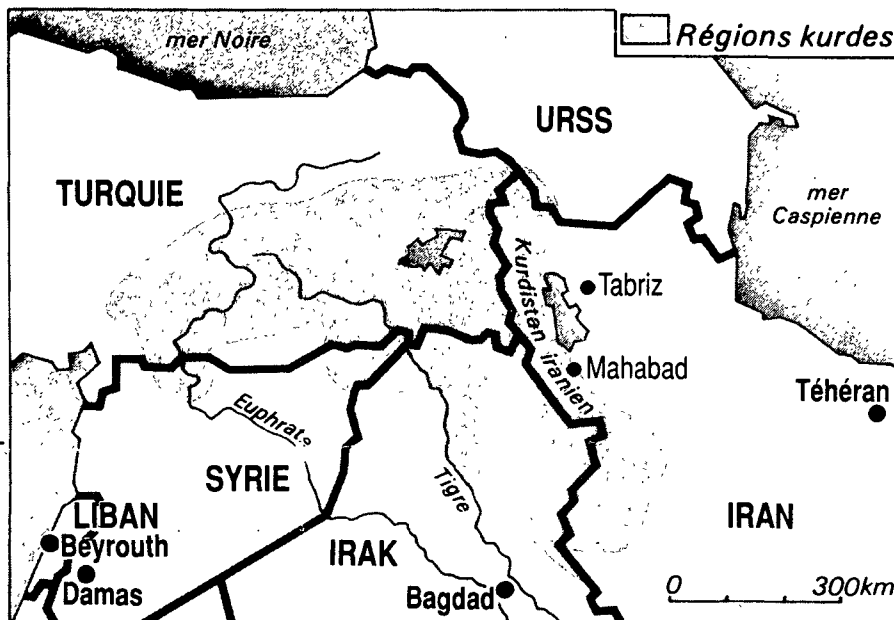
Kharillah va plus loin et affirme tranquillement le droit de chaque pays à juger bon de l'emploi de ces gaz infernaux. « Nous ne sommes pas le seul pays à posséder des armes chimiques ou biologiques interdites, dit-il. Notre principe reste de ne pas les utiliser, même s'il y a toujours des exceptions aux principes. Ces armes doivent être utilisées si la situation le nécessite. » Et de renvoyer sèchement le Sénat américain à ses foyers en ces termes : « Les Etats-Unis ont été les premiers à se servir de telles armes lors de la guerre du Vietnam. Que disaient alors messieurs les sénateurs ? » Voilà pour les « principes », plutôt élastiques, comme on le voit.

Deuxième confirmation : l'Irak a bien déclenché, entre le 27 août et le 5 septembre, une vaste opération militaire pour éliminer toute poche de résistance kurde dans le nord du pays, le long de la frontière avec la Turquie, afin de se ménager un véritable cordon de sécurité. « Nous avons décidé que toute la bande frontalière devait être vidée de ses habi-

tants et de ses villages », explique tranquillement le ministre de la Défense. Visiblement, les opérations ne se sont pas faites dans la dentelle : plus de 100 000 réfugiés kurdes sont passés en Turquie, et la région reste zone interdite. Même si la presse a eu droit à une « visite guidée » dans le Nord, essentiellement destinée à rencontrer quelques bons Kurdes de service racontant leur bonheur de vivre en Irak.

Reste, bien sûr, l'essentiel : y a-t-il eu, ou non, utilisation de gaz chimiques ? L'Irak continue de le nier avec un argument technique qui se veut imparable. Dans les régions montagneuses du Kurdistan irakien, ces gaz lourds seraient restés au fond des vallées, là où doivent précisément circuler les troupes irakiennes pour leurs opérations. Certes. Mais, si certains gaz comme l'ypérite sont effectivement des gaz lourds, d'autres sont beaucoup plus volatils et auraient pu être utilisés contre les Kurdes. ●

DOMINIQUE AUDIBERT



LE MONDE 20.09.88

Incidents entre les autorités turques et les réfugiés kurdes d'Irak

S'ils n'ont pas été en mesure de confirmer ou d'infirmer que l'armée irakienne ait utilisé des gaz de combat contre le Kurdistan, des journalistes étrangers invités dans la région par les autorités de Bagdad ont pu constater qu'un grand nombre de villages et de hameaux kurdes ont été rasés, sur une large bande de territoire, entre les frontières iranienne et syrienne.

Cette destruction des villages kurdes dans le nord de l'Irak et le regroupement de la population dans d'autres centres d'habitation s'inscrit, selon un haut officiel irakien, dans le cadre du « programme de regroupement des Kurdes », entrepris « il y a quelques années » par les autorités de Bagdad. Ce programme, a-t-il dit, est « déjà terminé ». La bande de territoire concernée par le programme de regroupement est, selon des estimations officielles, de 100 kilomètres de large, et longe sur 200 kilomètres la frontière turque et sur 100 kilomètres la frontière iranienne.

DIYARBAKIR

de notre envoyé spécial

Des incidents ont opposé, samedi 17 septembre, aux autorités turques les réfugiés kurdes de deux camps voisins de Yaksekova, dans l'extrême Est du pays. Après une fouille générale et l'interpellation de trois personnes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), en lutte pour l'indépendance du Kurdistan turc, les *peşmergas* (combattants) irakiens se sont emparés du sous-préfet et du maire de la ville présents dans le camp, ne les relâchant qu'après la libération de deux de leurs camarades. Les réfugiés des

deux camps, distants de 20 kilomètres, ont ensuite boycotté les repas en signe de protestation. A la suite de ces incidents, ces deux camps ont été provisoirement fermés à la presse.

Cette inquiétude des autorités sur la présence possible d'éléments du PKK parmi les réfugiés n'avait jusqu'ici pas conduit à des fouilles générales après la remise de leurs armes aux autorités par les *peşmergas*. Les affrontements d'Erzincan, qui ont fait vingt morts dans une région très éloignée de la frontière lors de l'arrivée des réfugiés, « sont sans rapport » avec celle-ci, selon le gouverneur des neuf pro-

vinces soumises à l'état d'urgence. M. Kozakçioğlu nous a répété ce que les *peşmergas* tiennent à souligner, à savoir qu'« il n'y a pas d'accord entre le Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK) et le PKK ». Certains réfugiés du camp de Diyarbakir n'hésitaient pas, dimanche, à évoquer la responsabilité d'« agents irakiens » dans le déclenchement des incidents de Yaksekova.

La « cité des tentes » de Diyarbakir, l'un des quatre camps, est restée ouverte dimanche, malgré une méfiance croissante des autorités devant l'agitation qui s'empare du camp à l'arrivée des journalistes étrangers et qui s'est transformée en manifestation de soutien au PDK et à son dirigeant, M. Massud Barzani, lors de la visite du premier ministre, M. Turgut Ozal, vendredi dernier. Les réfugiés interrogés ont vigoureusement démenti les informations parues dans un journal turc et faisant état d'« avertissements » des autorités à la suite de cette manifestation.

Panique et exode

Par ailleurs, une liste de vingt et un villages du Kurdistan irakien, qui

auraient été bombardés à l'arme chimique dans la région de Zakhō, est vite remise au visiteur, mais les morts et les blessés ayant été « abandonnés sur place », on ne peut rencontrer de victimes dans le camp : c'est la constatation à laquelle était arrivée l'équipe de Médecins du monde, et qui ne préjuge pas de l'utilisation ou non, dans certaines régions de l'Irak, comme ce fut le cas à Halabja, en mars dernier, de l'arme chimique entraînant un mouvement de panique et d'exode.

Aussi bien, le problème essentiel est-il aujourd'hui celui de l'avenir des soixante mille réfugiés à l'approche de l'hiver. « C'est au parti de décider. Nous attendons ses directives et suivrons toute proposition

venant de sa direction et sur laquelle serait d'accord le gouvernement turc. » Pas question de retourner se soumettre au régime irakien : six réfugiés seulement l'auraient fait jusqu'à maintenant. En revanche, selon la presse, deux mille trois cents personnes du camp

d'Uzunsirt, près de Yaksekova, ont gagné l'Iran à leur propre demande. Selon les *peşmergas* de Diyarbakir, « personne n'y a été envoyé contre son gré ».

Ressentiment contre l'Occident

Derrière les professions de foi, on s'inquiète : d'ici moins de deux mois la « cité des tentes » sera invivable pour ses quatorze mille habitants. Des trois cent quatre-vingts douches à la télévision pour suivre les Jeux olympiques de Séoul, les autorités turques ont rapidement fait le nécessaire et même une partie du superflu. Mais les réfugiés eux-mêmes appuient instamment la demande du premier ministre d'une aide internationale, « par n'importe quel moyen » : loin du groupe, certains s'interrogent sur les contingents que

les pays européens seraient prêts à accueillir.

Unis aux autres réfugiés dans leur dénonciation du régime irakien, une croix tatouée sur le poignet, de jeunes chrétiens de rite chaldéen, parmi les cinq cents — dont un prêtre — que compte le camp, souhaitent que l'Occident traduise autrement qu'en paroles sa solidarité en leur accordant le droit d'asile. Une mission de la Croix-Rouge internationale, qui s'est déclarée incompétente pour une enquête sur l'utilisation d'armes chimiques, est arrivée dimanche à Ankara pour étudier avec le Croissant-Rouge turc les possibilités d'aide aux réfugiés.

A défaut de marques d'appréciation du « geste » de la Turquie qu'on aurait souhaitée ici, la participation occidentale au fardeau qui constitue les réfugiés apaise au moins les ressentiments de plus en plus souvent exprimés en Turquie.

L'opinion ne comprend pas que l'Occident semble ignorer les agissements irakiens pour ne s'intéresser qu'au refus par la Turquie de la mission d'enquête de l'ONU. Surtout, elle ressent comme une profonde injustice les commentaires de la presse, en France en particulier, et la proposition de sénateurs américains, selon laquelle les malheurs des Kurdes irakiens seraient les résultats de la non-existence de l'Etat kurde prévu sur le territoire turc dans le cadre d'un démembrement total de l'Anatolie par le traité de Sèvres de 1920.

Elle est prête à voir dans ces propos, tenus « au moment où la Turquie fait de son mieux pour aider les Kurdes », une menace pour l'intégrité de la république, dont le territoire a été défini par le traité de Lausanne qui a rendu caduques, en 1923, après la guerre d'indépendance, les dispositions de celui de Sèvres.

MICHEL FARRÈRE.

21.09.88 JEUNE AFRIQUE

DOCUMENT

Armes chimiques : Ce qu'il faut savoir

PAR HORTENSE CHABRIER ET HAMZA KAIDI

L'usage des gaz à des fins militaires est interdit depuis soixante-trois ans. Mais les Irakiens n'en ont cure, ils bombardent avec ces armes terrifiantes tout ce qui leur résiste : les Iraniens comme les populations civiles kurdes.

Tout d'abord, on perçoit une odeur bizarre. Quelque chose comme un fumet d'ail. Puis vient une impression de brûlure, partout sur la peau. La vue se trouble, les yeux se mettent à cuire, à démanger. Suivent des accès d'éternuements et de toux, souvent accompagnés de nausées et de vomissements. En quelques heures, l'inflammation gagne du terrain. Quand elle atteint les voies respiratoires, causant un œdème des parois internes, le souffle se raccourcit avec une sensation d'écrasement de la poitrine. La peau fonce et devient d'une vilaine couleur violacée. Les aisselles, tous les replis du corps virent presque au noir. De douloureuses cloques apparaissent sur le cou, la poitrine, les cuisses. Des lambeaux de peau commencent à tomber et de grandes lésions décolorent les zones génitales.

Les victimes les moins exposées verront leurs cloques disparaître peu à peu. Mais les effets secondaires seront graves : des problèmes de moelle osseuse ou des troubles gastro-intestinaux les feront souffrir pendant des années. Pour les autres ce sera la mort rapide et muette, sous l'assaut de ces assassins si-

lencieux que sont les gaz toxiques.

De toutes les horreurs perpétrées pendant les huit années de guerre entre l'Iran et l'Irak, aucune ne s'est révélée plus insidieuse que l'usage régulier du gaz moutarde par les Irakiens. C'est ce que souligne l'hebdomadaire américain *Time*, qui a réalisé une enquête approfondie sur la question.

Huit bombes sur Sheikh Othman

De son côté, dans un rapport rendu public le 23 août, le secrétaire général des Nations unies a affirmé que « des armes chimiques avaient été utilisées contre des civils iraniens dans une zone voisine d'un centre urbain dépourvu de protection contre ce type d'attaque ». Il s'agissait de la localité de Sheikh Othman, attaquée tôt le matin, le 2 août dernier, par un avion à hélices qui a largué huit bombes contenant de l'ypérite (gaz moutarde). En dépit d'un protocole international, vieux de soixante-trois ans, qui interdit l'usage des armes chimiques, les preuves existent que, pour combattre les forces iraniennes, les Irakiens ont eu recours, et de plus en plus

fréquemment, au gaz moutarde et probablement au gaz de cyanure ainsi qu'à des poisons qui agissent sur le système nerveux.

Les armes chimiques, que Winston Churchill appelait jadis des « poisons diaboliques », ont lourdement pesé sur la décision soudaine de l'Iran, en juillet dernier, de renoncer à la lutte et d'accepter un cessez-le-feu. L'utilisation des armes chimiques constituera le signe distinctif de cette guerre dans la mémoire du monde. Tous les rapports qui se sont efforcés de prouver l'usage des gaz dans les attaques irakiennes, depuis 1984, et qui ont tenté de décrire les souffrances qu'il a entraînées, sont peu de choses comparés aux atroces descriptions du plus brutal des assauts irakiens, en mars dernier, lors du bombardement chimique du village kurde d'Halabja (voir J.A. n° 1422). Contre toute évidence, l'Irak a refusé, jusqu'en juillet, d'admettre qu'il avait utilisé des poisons chimiques.

Les réactions des milieux diplomatiques au carnage d'Halabja ont été étrangement modérées. La violation irakienne flagrante du Protocole de Genève (qui date de 1925) n'a pas provoqué de protestations bien véhémentes de



*De douloureuses
cloques apparaissent,
la peau part en lambeaux...*

la part des cent cinq nations qui, au fil des années, ont signé ce document qui prévoit l'interdiction totale des armes chimiques. Il n'y a pas eu la moindre tentative de traduire l'Irak devant la Cour internationale de Justice. Il s'agissait pourtant d'un acte excessivement grave, mais le fait est là : l'Irak n'a pas été inquiété.

Un silence inexplicable

Cet insupportable silence, qui ne peut certes pas être imputé à un manque de preuves, est difficile à expliquer. Depuis 1984, six missions successives ont pourtant été dépêchées sur place par les Nations unies. Elles ont fourni des rapports et des documents sans équivoques sur la guerre chimique. La dernière équipe à s'être rendue sur le lieu des combats était constituée de deux médecins. Elle a conclu que l'usage des armes chimiques « s'était non seulement intensifié, mais qu'il était devenu plus fréquent ». On notera que ni Washington ni Moscou n'ont montré le moindre empressement à contrecarrer l'effort de guerre irakien contre l'Iran. La priorité

consistait à trouver une issue à cet interminable conflit. Il n'est pas apparu nécessaire aux deux Grands de susciter des controverses supplémentaires.

Même si Bagdad a échappé à une condamnation officielle, la communauté internationale devra bien un jour regarder la réalité en face. Le tabou qui semble protéger les utilisateurs d'armes chimiques doit être levé.

La fin du conflit avec l'Iran n'a pas, en tout cas, incité le régime de Bagdad à remiser cette arme épouvantable. Le 19 juillet, au lendemain même de l'annonce de l'acceptation par Téhéran de la résolution numéro 598 du Conseil de sécurité, Saddam Hussein a lancé son armée contre les Kurdes, avec l'intention d'en finir, une fois pour toutes, avec les Pechmergas. Les armes chimiques ont, de nouveau, été utilisées.

La répression s'est accentuée à partir du 20 août, dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak. L'organisation Amnesty International est intervenue auprès de la sous-commission des Droits de l'homme des Nations unies, à Genève, pour dénoncer certains cas de violation « particulièrement flagrants des Droits de l'homme par l'Irak ». L'Organisation a révélé qu'en

mars dernier, quelques centaines de personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, ont été touchées par des bombardements de gaz toxiques, et qu'elles se dirigeaient vers Souleïmania (capitale de la province du Kurdistan irakien) dans l'espoir d'y être soignées. Toujours selon Amnesty, elles ont été arrêtées et conduites dans une caserne près de Tanjaro. Toutes auraient été exécutées le 2 avril.

Partis vers une destination inconnue

A la mi-avril, trois cent soixante Kurdes originaires d'un village situé près d'Arbil, victimes, eux aussi, d'un bombardement chimique, ont été transférés dans des hôpitaux pour y recevoir des soins. Les autorités s'y sont opposées. Les Kurdes auraient été conduits dans un centre d'internement, situé dans la même ville. Quelques jours plus tard, ils sont partis vers une destination inconnue. On est sans nouvelles d'eux, depuis lors. Amnesty International, qui est en possession de quarante-huit noms, redoute qu'ils aient tous été exécutés.

Le 26 août, le Conseil de sécurité a

DOCUMENT

adopté une résolution condamnant l'usage des armes chimiques. Mais la résolution ne désigne pas l'Irak et ne fait aucune allusion à d'éventuelles sanctions. Bagdad a-t-il pris ce nouveau silence des instances internationales pour un encouragement ? C'est ce que pensent de nombreux Kurdes. Quoi qu'il en soit, le 28 août, l'armée irakienne a lancé une vaste offensive dans les provinces d'Arbil et de Dahuk. Objectif : boucler la frontière avec la Turquie pour prendre au piège les Pechmegas et empêcher la fuite des civils kurdes vers la Turquie.

Le ratissage a été systématique. Les villages kurdes ont été bombardés par l'artillerie et l'aviation. Les gaz toxiques ont, de nouveau, été utilisés massivement. Près de Zakho, soixante villageois et une vingtaine de Pechmegas ont été pris dans un bombardement chimique.

Un liquide vert sortait de nos entrailles

Un seul d'entre eux en est sorti vivant. Ce rescapé, nommé Saddik Salman, témoigne : « Les gens ont senti des brûlures dans leurs yeux, puis des larmes ont commencé à couler. Peu de temps après nous avons tous commencé à tousser, puis à vomir. Un liquide vert sortait de nos entrailles. »

En une semaine, près de cent vingt mille Kurdes, civils et maquisards, ont pu

Inquiétante prolifération : vingt pays sont aujourd'hui capables de fabriquer des armes chimiques

trouver refuge en Turquie. En dépit de tous leurs efforts, les autorités de ce pays sont débordées. Des milliers de femmes, d'enfants et de vieillards dorment à la belle étoile, faute de tentes et d'abris, dans les camps installés hâtivement à Cukurca, Dagdibi, Yekmal, Genisli et Tasdelen. Fort heureusement la température est clémente la nuit. Mais le jour elle remonte à 40° (à l'ombre).

Quelle que soit la précarité de leur situation, ces réfugiés sont heureux d'avoir pu franchir la frontière avant le bouclage opéré par l'armée irakienne. Le sort de leurs compatriotes qui n'ont pu passer à temps leur inspire en revanche beaucoup d'inquiétude.

Pour la première fois depuis sa création, Amnesty International a lancé un

appel pressant au Conseil de sécurité de l'ONU pour lui demander de tout faire, dans les plus brefs délais, pour empêcher le massacre des Kurdes par les forces irakiennes. Dans son message, l'organisation déclare que « ces massacres font partie d'une politique délibérée du gouvernement irakien, visant à éliminer un grand nombre de civils kurdes, pour les punir de leurs sympathies politiques présumées et exercer des représailles contre les activités des forces d'opposition ». D'après les informations reçues par Amnesty International, l'armée irakienne met en œuvre des moyens considérables, y compris des armes chimiques. Des centaines de villageois kurdes non armés auraient déjà été tués dans le nord de l'Irak, en août et en septembre.

Ceux qui ont échappé au déluge de feu que déversent sur eux l'armée irakienne ne sont pas sauvés pour autant. Ils sont menacés par les épidémies et la famine. En effet, les eaux, la terre et les réserves de nourriture sont polluées par les gaz. Et l'on sait que les effets de l'ypérite sont de très longue durée. D'après des spécialistes belges, les sols contaminés par ces gaz demeurent dangereux durant plus de trente ans.

Les experts estiment que vingt pays disposent actuellement d'armes chimiques (ou sont capables d'en produire). Il n'empêche que, en dehors de l'Irak, seuls les Etats-Unis et l'Union soviétique ont admis avoir constitué des arsenaux chimiques. Bien sûr, ces deux pays ont déjà démontré au Vietnam et en Afghanistan que, le cas échéant, ils n'hésitaient pas à en faire usage. Toutefois, les spécialistes se préoccupent aujourd'hui davantage des possibles réactions, en cas de conflit, de pays tels que la Libye, la Birmanie, Cuba, le Pérou, l'Ethiopie et le Vietnam.

« C'est l'arme des pauvres », explique un militaire

La prolifération des gaz toxiques n'a, en fait, rien d'étonnant. « Les armes chimiques sont les armes des pauvres », explique Etienne Copel, ancien vice-commandant des personnels de l'armée de l'air française. « Elles sont bon marché, simples à utiliser, et très efficaces. » Le problème est que tout pays qui possède une usine de pesticides est capable de produire ces gaz mortels. C'est d'ailleurs ce qu'a fait l'Irak dans son usine de Sa-

Les principaux gaz toxiques

Poisons sanguins : cyanure d'hydrogène, cyanure de chlore.
Effets : une fois inhalés, ils bloquent l'oxygénation du sang, provoquent larmes, étouffement et, à terme, la mort.

Poisons suffocants : chlore, phosgène, chloropicrine.
Effets : Ils se prolongent sur des semaines, provoquant nausées et voies respiratoires. Du fait de l'irrigation sanguine, le plasma envahit les poumons et les victimes meurent noyées.

Poisons vésicants : sulfure de moutarde, nitrogène de moutarde, Lewisite.

Effets : ils se prolongent sur des semaines, provoquant nausées et vomissements avec irritation des yeux et de la peau. Suivent une cécité temporaire et des cloques sur le corps. Les problèmes respiratoires entraînés peuvent être mortels.

Poisons innervants : Tabun, sarin, soman, Vx.
Effets : Sans couleur ni odeur, ces molécules agissent en bloquant le système nerveux. C'est le plus mortel de tous les poisons. Absorbé par la peau, il provoque la salivation, un tremblement, des troubles digestifs, des convulsions et des troubles de la respiration jusqu'à son arrêt total en 15 minutes. ●

**Pendant la
Seconde Guerre
mondiale, Hitler
n'a pas fait usage
des gaz innervants
mis au point
par ses savants**



Le 16 mars 1988, après le bombardement chimique du village kurde d'Halabja par les troupes irakiennes.

marra. Le protocole de Genève, malheureusement, n'interdit pas formellement la production et le stockage des armes, seulement leur utilisation. On peut s'étonner que des dispositions restrictives n'aient pas été adoptées depuis.

L'utilisation des vapeurs mortelles remonte à l'époque de la guerre du Péloponèse (431 à 404 av. J.C.), au cours de laquelle les belligérants mélangèrent du goudron et du sulfure pour produire un gaz suffocant. Vingt-trois siècles plus tard, l'armement chimique voyait le jour, monstrueux enfant de l'industrie chimique moderne. Les grandes nations d'Europe ont alors décidé que de telles armes relevaient de la barbarie et les ont

mises hors-la-loi, lors de la Convention de La Haye en 1899.

Cette interdiction ne devait pas empêcher les Allemands puis les Alliés, d'utiliser des gaz toxiques, avec des effets dévastateurs, au cours de la Première Guerre mondiale. En avril 1915, les soldats allemands installèrent quelque cinq mille cylindres contenant du chlore liquide dans des tranchées en bordure d'un no man's land de sept kilomètres, à proximité de la ville belge d'Ypres. Au moyen d'un puissant tir de barrage, les Allemands firent éclater les cylindres, libérant ainsi les gaz mortels. En un seul après-midi, cinq mille soldats français furent tués et dix mille grave-

ment intoxiqués.

Ensuite, les chimistes allemands ont introduit sur les champs de bataille le gaz moutarde (ypérite) infiniment plus dangereux. A la fin de la guerre, les belligérants avaient fait exploser environ 124 000 tonnes de produits chimiques. Bilan : 91 000 morts, 1,2 million de blessés.

Le jeune caporal allemand Adolf Hitler, aveuglé temporairement par un tir de gaz britannique, ne devait jamais oublier l'expérience. « Mes yeux, écrivait-il, se sont mués en braises ; tout devint obscur autour de moi. » Ce souvenir cuisant explique, peut-être, que les Nazis n'ont jamais utilisé les nouveaux gaz innervants (Tabun), conçus par leurs savants sur les champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale.

C'est précisément ce même effet de dissuasion qui a conduit certains pays à renoncer à la mise au point d'armes chimiques. La France, par exemple, avance que, à défaut d'arsenal chimique, la seule réponse à une attaque par les gaz toxiques serait une réplique nucléaire. Au cours des conversations menées, en 1987, aux Nations unies, sur le désarmement chimique, la France a proposé que chaque pays soit autorisé à constituer un stock de deux mille tonnes, quantité minimale mais suffisante pour décourager toute attaque. Quand, pour la première fois en 1969, les Etats-Unis ont repris la fabrication d'armes chimiques, en décembre dernier, ils se sont justifiés en invoquant l'effet de dissuasion. L'administration Reagan s'est engagée à ne pas faire, la première, usage des armes chimiques. Mais compte tenu

Un remède est-il en vue ?

Les spécialistes du ministère français de la Défense annoncent qu'ils viennent de mettre au point une parade aux effets des gaz toxiques. Le traitement présenté par le pharmacien chimiste Michel Coq n'est pas encore bien pratique, puisqu'il doit être mis en œuvre en deux temps. Avant l'exposition au gaz il faut absorber, sous forme de pilule, une sorte d'antidote. Puis, dès l'apparition des premiers symptômes, un cocktail de trois autres pilules permettant d'attendre les secours médicaux. Encore ce traitement n'est-il efficace que contre les poisons suffocants, les vésicants et certains poisons sanguins.

Dans le cas des poisons innervants, le traitement consiste dans l'injection d'un mélange de trois drogues. Malheureusement, ce médicament-parade ne résoud pas encore les empoisonnements au soman.

Michel Coq précise qu'il ne s'agit là que d'un début encourageant. Son laboratoire a l'espoir de mettre au point un comprimé unique qui, dès l'alerte aux gaz donnée, permettrait de protéger les victimes en attendant l'arrivée des sauveteurs. Ces médicaments pourront fort bien être utilisés lors de catastrophes du type de celles de Seveso ou de Bhopal. •

H. Ch.

de la prolifération des agents chimiques, elle a estimé que les Etats-Unis devaient disposer d'une possibilité de réplique.

Israël qui, on le sait, possède un arsenal chimique, a fait l'acquisition d'un nombre considérable de masques à gaz, suffisant pour équiper l'ensemble de la population du pays (4,2 millions d'habitants). Le corps médical israélien a d'ailleurs mis au point une piqûre qui neutralise les effets des gaz. Raison de cet investissement : la peur d'une attaque syrienne sur les bases et installations militaires du pays. Un institut de recherches militaires, situé au nord de Damas et portant le nom de code de Sers, serait en train de mettre au point une nouvelle tête de fusée pour les missiles sol-sol Scud-B, de fabrication soviétique (portée de 285 km).

La Syrie ne nie pas qu'elle possède un armement chimique, mais affirme qu'il est destiné à contrebalancer la puissance nucléaire israélienne.

URSS : un stock de 150 000 tonnes

En 1986, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont eu de nouveaux entretiens sur la limitation des armes chimiques. L'an dernier, conséquence, sans doute, de la *glasnost* (transparence), les Soviétiques ont admis disposer d'un stock de cinquante mille tonnes d'agents chimiques. Ils ont même accédé, l'été dernier, à une demande d'inspection américaine de leur usine de Shikhany supposée être le plus gros producteur soviétique d'armes chimiques.

Depuis lors, les négociations se sont poursuivies vaille qui vaille. Les Etats-Unis ont accusé l'Union soviétique d'avoir fourni des gaz toxiques au Laos, au Kampuchea et au gouvernement afghan. Allégations que les Soviétiques ont vigoureusement réfutées.

Afin de donner un coup de fouet aux négociations de Genève (qui regroupent les représentants de quarante pays dans le cadre de la Conférence sur le désarmement) en vue d'une interdiction générale des armes chimiques, les Etats-Unis ont, le 28 juillet dernier, fait une révélation « sans précédent ». Ils ont rendu public l'emplacement de leurs cinq usines d'armement chimique : l'arsenal de Rocky Mountain, au Colorado, l'usine des munitions de Newport dans l'Indiana, l'arsenal de Pine Buff dans l'Arkansas, l'usine de Muscle Shoals

Les Nations unies menacent de représailles les pays qui auront recours aux armes chimiques ou bactériologiques

dans l'Alabama et le champ d'essais d'Aberdeen dans le Maryland.

Les Etats-Unis sont, semble-t-il, d'accord pour interdire la mise au point, la fabrication, l'entreposage, la cession et l'utilisation de ces armes. Ils se prononcent pour la destruction des stocks, le démantèlement des usines de production et souhaitent que des inspections régulières aient lieu, sans préavis ni possibilité de refus.

Enfin, le 26 août dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution menaçant de représailles les gouvernements qui seraient tentés d'utiliser des armes chimiques dans les conflits militaires. Le Conseil a condamné d'abord l'emploi de ces armes dans le conflit entre l'Irak et l'Iran et « encoura-

gé le secrétaire général à procéder promptement à des enquêtes sur les allégations portées à son attention, par tout Etat membre, concernant l'emploi éventuel d'armes chimiques bactériologiques, biologiques ou à toxines ». Le Conseil a été jusqu'à avertir que « des mesures appropriées et efficaces seront prises si des armes chimiques venaient à être utilisées à l'avenir, où que ce soit et par qui que ce soit ».

Mais de nombreux problèmes restent en suspens. Qui, par exemple, financera la destruction des stocks, en cas de désarmement ? Comment s'assurer que les stocks seront effectivement détruits et non pas simplement cachés ? Et comment résoudre le problème délicat de la surveillance des usines chimiques où sont fabriqués des produits à double usage, civil et militaire ?

Plus grave encore : les diplomates ne sont pas encore parvenus à s'entendre sur une définition unique des armements chimiques. Le gaz lacrymogène, par exemple, doit-il y être inclus ? Par ailleurs, les nations les plus pauvres se plaignent que les équipements et les substances incriminés sont également utilisés, le plus légalement du monde, dans la fabrication des produits industriels et agricoles. Les interdire reviendrait à les priver de certains engrais, et donc de nourriture. C'est pour cette raison que les pays du Tiers Monde souhaiteraient que le traité soit assorti, pour eux, d'une clause de garantie d'assistance technique et économique. ●

Halabja : mars 1988.



COTIDIEN OU MAIRE 21.09.88

LE POINT

L'inquiétante prolifération des armes chimiques

■ De nombreux parlementaires se sont émus de l'éventualité de l'emploi, récemment, de gaz de combat par l'Irak contre les Kurdes. Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, a posé à ce sujet une question écrite au gouvernement, demandant que la France condamne ces procédés barbares s'il était avéré que les Irakiens avaient fait usage des gaz.

Le drame des Kurdes, pour effroyable qu'il soit, ne fait cependant que mettre en lumière une réalité : dans le monde d'aujourd'hui, l'utilisation des armes chimique et bactériologique est devenue relativement fréquente. Les



L'armée française se protège du risque bactériologique et chimique. Photo Michel Artault. Moba Press.

nord-Vietnamiens les ont employées au Laos, elles ont été utilisées dans la guerre Iran-Irak, la Libye s'en est servi au Tchad. On pourrait multiplier ainsi les exemples. Et cela conduit à une inquiétante constatation : alors qu'au lendemain de la première guerre mondiale, où l'arme chimique, notamment l'ypérite (gaz moutarde) fut massivement employée (faisant près d'un million et demi de gazés) seules deux ou trois nations en disposaient, ce seraient aujourd'hui plus de trente nations qui stockeraient ou fabriqueraient des armes chimiques ou bactériologiques.

Le principe même de ces armements remonte à la plus haute antiquité : de tous temps, on empoisonnait les puits de l'adversaire comme on cherchait à l'enfumer dans ses citadelles, mais il faut toutefois attendre l'ère indus-

trielle pour voir se développer un usage scientifique et massif de ces armes.

Les ravages du chlore, de l'ypérite et du phosgène, au cours du premier conflit mondial, suscitent la réprobation universelle. Aussi, 118 nations signent, à Genève en 1925, un protocole interdisant l'usage d'agents chimiques ou bactériologiques. De fait, ils ne seront pas utilisés pendant la seconde guerre mondiale (à la terrible exception des chambres à gaz) mais l'Allemagne, notamment, en stockera d'importantes quantités qui tomberont aux mains des Soviétiques à la fin de la guerre.

L'URSS prend de ce fait une large avance dans ce domaine, alors qu'en 1969 les Etats décident de renoncer à ce type d'armes. On aboutit ainsi à une seconde convention internationale, en 1972, interdisant la guerre chimique ou bactériologique. Mais elle s'avérera aussi inefficace que celle de 1925. Aussi les USA décident-ils, sous la présidence Carter, de ne pas négliger la menace soviétique, dont on estime qu'elle repose sur un stock d'environ 300 000 tonnes.

Pour ce qui concerne la France, elle se réserve le droit de produire de telles armes et la dernière loi de programmation militaire stipule que la France « ne saurait renoncer définitivement à des catégories d'armement que d'autres nations estiment avoir le droit de posséder », en dépit des conventions internationales. La prolifération des armes chimiques et bactériologiques pose enfin un problème angoissant et insoluble : et si, un jour, des terroristes décidaient de les utiliser ?

Le Parisien 21.9.89

DES KURDES OCCUPENT L'AÉROFLOT A PARIS

Des manifestants d'origine kurde, au nombre de quatre-vingts environ, ont occupé, mardi vers 17 heures, les locaux de l'Aéroflot, 33, avenue des Champs-Élysées à Paris. Après avoir parlementé une première fois avec la police parisienne, une quarantaine de manifestants ont accepté de quitter les lieux ; les autres ont fait savoir qu'ils ne quitteraient les locaux qu'après avoir rencontré la presse.

22.09.88 LE PROGRES

KURDES/ARMES CHIMIQUES

Le Sénat américain accuse l'Irak

« Il existe des preuves accablantes » que l'Irak a employé des armes chimiques pendant trois jours à la fin du mois d'août pour mater la rébellion kurde dans le Nord du pays, selon un rapport d'enquête du Sénat américain publié, hier, à Washington.

Les enquêteurs, qui se fondent sur des témoignages de plusieurs centaines de 65 000 Kurdes qui se sont réfugiés en Turquie, concluent que ces attaques étaient délibérées et visaient à dépeupler les zones kurdes.

« Il n'y a aucun doute que la politique de l'Irak au Kurdistan a les caractéristiques d'un génocide », écrivent MM. Peter Galbraith et Christopher Von Hollen

dans ce rapport remis au président démocrate de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Claiborne Pell.

Au cours d'une conférence de presse, M. Pell a appelé la Chambre des représentants à adopter, comme le Sénat l'a déjà fait, un projet de loi prévoyant des sanctions contre l'Irak. Accusé par le gouvernement américain, ce pays a démenti avoir utilisé des armes chimiques et affirmé respecter les accords internationaux à ce propos.

Le rapport décrit les effets des gaz, tels que racontés par les villageois kurdes. « Les bombes qui sont tombées le 25 août n'ont pas produit de fortes explosions », indique-t-on. « Seul un

faible bruit a été entendu et ensuite un nuage jaunâtre s'est répandu (...) et est devenu un fil brouillard ».

Les oiseaux tombaient du ciel...

« Une mélange d'odeurs de mauvais ail, d'oignons et de pommes pourris s'est répandue dans l'air (...) », poursuit le rapport. Ceux qui étaient très près du point d'impact des bombes sont morts instantanément. Ceux qui n'ont pas été tués sur le coup ont eu des difficultés à respirer et ont commencé à dormir. Les gaz piquaient les yeux, la peau et les poumons des villageois. Beaucoup ont été temporairement aveuglés ».

Certains ont survécu en se précipitant vers des cours d'eau et en immergeant leur tête, ajoute le rapport. « Ceux qui ne pouvaient pas courir, principalement les très vieux et les très jeunes, sont morts ».

Les survivants ont rapporté que du sang et un fluide jaunâtre sortaient de la bouche de certains cadavres et que quelques-uns de ceux-ci semblaient gelés, selon le rapport.

Dans tous les villages bombardés, les animaux domestiques ont péri et des oiseaux « tombaient du ciel », ajoute-t-il.

Les auteurs du rapport indiquent que les attaques chimiques se sont poursuivies les 26 et 27 août.

naux ont certes été signés. Dont le fameux protocole de Genève en 1925. Mais ils comportent tous des lacunes. Soit qu'ils n'aient pas été ratifiés par l'ensemble des puissances, soit qu'ils condamnent l'emploi mais non la fabrication de l'arme chimique, soit qu'ils n'imposent pas avec assez de rigueur les contrôles nécessaires. Tout récemment encore, des diplomates ont pu expliquer avec le plus grand sérieux que Bagdad, en bombardant les Kurdes, ne contre-

venait pas aux dispositions du protocole de Genève : ledit protocole, en effet, interdit l'« emploi à la guerre » des armes chimiques. Or, les Irakiens ne sont pas en guerre avec les Kurdes...

Les initiatives annoncées par la France viseraient donc tout à la fois à interdire l'emploi et la fabrication des armes chimiques, à en détruire les stocks, à instituer les contrôles efficaces, bref, à faire en sorte que tous les pays concernés - ceux qui possè-

27.09.88 OUEST FRANCE

Armes chimiques

« La France prendra les initiatives nécessaires »

L'Elysée a annoncé hier son intention de « prendre les initiatives nécessaires » pour « interdire complètement les armes chimiques » au moment même où M. Reagan proposait à l'O.N.U. la tenue d'une conférence internationale en vue de la prohibition globale de ces mêmes armes.

Cette simultanéité pourrait prêter à sourire dans la mesure où elle rappelle trop ces petites manœuvres où chacun cherche à sortir, avant l'autre, la « bonne idée » susceptible de frapper l'opinion. Dans le cas précis, cependant, cette belle émulation franco-américaine paraît à la fois logique et bienvenue :

- Logique. Des progrès ont été enfin accomplis, et pour la première fois, dans le domaine du désarmement nucléaire ; il est donc normal pour les grandes puissances de s'attaquer maintenant, avec quelque chance de succès, au fléau chimique.

- Bienvenue. L'utilisation à grande échelle de l'arme chimique dans la guerre du Golfe et au Kurdistan montre l'urgence de bannir, avant qu'il ne prolifère, un moyen de destruction, appelé à juste titre « l'arme nucléaire du pauvre ». Plusieurs textes internatio-

dent déjà l'arme chimique et ceux qui peuvent la fabriquer - n'ont d'autre choix que de mettre hors la loi cette « arme de terreur ».

P. L. D.

Sri Lanka : assassinat politique. - M. Lionel Jayatileka, 64 ans, ministre chargé de la Reconstruction, a été assassiné lundi matin alors qu'il se rendait à un office bouddhiste près de Colombo. Les tireurs, au nombre de trois, ont pris la fuite.

23.09.88 NOUVELLE SOLIDARITE

L'Irak et la crise kurde

On redécoupe la carte politique au Proche Orient

par Thierry Lalevée

Le 15 septembre — Y a-t-il un lien entre l'assassinat du président pakistanais Zia ul Haq et la répression militaire brutale lancée dans la même période par le régime irakien contre la minorité kurde ? Apparemment non. Cependant, si l'on y regarde de plus près, et à la lumière des tentatives de Moscou et de Washington de redécouper la carte politique du Moyen Orient, les deux événements apparaissent étroitement liés.

Alors que l'assassinat de Zia avait directement à voir avec le souhait de Moscou de neutraliser le Pakistan et de renforcer sa propre emprise sur le sous-continent indien, l'actuelle crise au Kurdistan répond à des objectifs analogues vis-à-vis du Proche Orient.

La crise actuelle dans le Kurdistan, qui a amené 100 000 Kurdes à s'exiler en Turquie, a déjà eu plusieurs conséquences :

1) Faire du Kurdistan une affaire internationale qui sera traitée au niveau des Nations Unies. Alors que l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon ont demandé le 13 septembre que l'ONU envoie une équipe à l'Irak afin de déterminer l'étendue de l'utilisation des armes chimiques par Bagdad, d'autres pays voudraient voir l'affaire portée directement devant le Conseil de Sécurité.

2) La revendication d'une autonomie kurde à l'intérieur de l'Etat irakien a tendance à diminuer au profit de certaines voix s'élevant en faveur de l'indépendance. En 1987, Amin Noshirwan, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (PUK), prônait le démembrement de l'Etat irakien et la pleine indépendance du Kurdistan. D'autres voix s'y joindront maintenant.

3) Sur le plan régional, la crise a forcé le président syrien Hafez el Assad qui s'était vu damer le pion à la suite de deux initiatives qui l'avaient plutôt écarté de la scène régionale : l'initiative du roi Hussein de Jordanie à l'égard des territoires occupés et le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak. Dans les deux cas, la Syrie a perdu d'importants atouts, et a vu s'installer le long de sa frontière des divisions irakiennes. Il n'était donc pas étonnant que Damas ait accepté de devenir le quartier-général des kurdes irakiens.

Après le sommet Reagan-Gorbachev de mai dernier, on chuchotait dans les coulisses de la politique internationale que la question kurde avait fait partie de leurs négociations secrètes sur les « problèmes régionaux ». Alors que le département d'Etat ne s'était jamais spécialement intéressé aux Kurdes, le président du PUK, Jalal Talaba-

milliers de Kurdes aient été massacrés à cause de leurs jeux géopolitiques. Il leur fallait une crise militaire et politique qui affaiblirait l'Irak tout en favorisant un certain rapprochement entre Washington et Téhéran. Un objectif ultérieur de la crise sera d'écarter Saddam Hussein du pouvoir.

Moscou tire les marrons du feu

Contrairement aux bruyantes dénon-



Quelque 100 000 Kurdes ont fui l'Irak pour s'installer en Turquie. Moscou compte bien pouvoir les manipuler pour déstabiliser le gouvernement de Turgut Ozal.

ni, fut officiellement invité, avec toute honneur, pendant l'été à Washington, malgré les protestations de Bagdad et de d'Ankara. En même temps, Washington s'ouvrait à Téhéran, tout en incitant le gouvernement turc à se rapprocher de l'Iran, et à laisser tomber la politique d'équilibre qu'il entretenait vis-à-vis de Téhéran et de Bagdad.

Face à ces développements, les dirigeants irakiens comprirent que Washington s'appêtait à jouer la « carte kurde ». Alors que le roi Fahd d'Arabie séoudite appelait Saddam Hussein à être prudent et à rechercher une solution acceptable, le président irakien répondit qu'il résoudreait le problème « à sa manière ».

Bagdad a alors décidé que le moment était venu d'infliger le coup de grâce aux Kurdes, alors que son armée était encore pleinement mobilisée. Pour ce faire, il a eu recours à tous les moyens à sa disposition, y compris aux armes chimiques.

Ce faisant, Saddam Hussein plongeait la tête la première dans la piège qui lui avaient tendu les stratèges de la carte kurde. Peu leur importe — à ces mêmes stratèges — que des dizaines de

ciations de Washington à l'égard de Bagdad, Moscou est demeurée silencieuse. Dans l'immédiat, elle pourra profiter de la crise américano-irakienne pour renforcer ses relations avec Bagdad. Si Saddam Hussein venait à tomber, Moscou serait considérée comme le seul allié qui n'ait pas fléchi dans son soutien.

Cependant, ce n'est pas non plus une coïncidence si la plupart des mouvements kurdes se regroupent à Damas, y compris la très active « section kurde » du Parti communiste irakien. Plutôt que de s'engager dans une fuite en avant, le Kremlin préfère rester prudent et maintenir ses relations avec les organisations kurdes, d'autant plus qu'elles pourraient lui être très utiles vis-à-vis d'un objectif convoité : la Turquie. En effet, Ankara a déjà été poussé par le passé à établir de meilleures relations avec Damas dans l'espoir de neutraliser le PKK (Parti ouvrier kurde).

Le problème kurde pourrait servir à terme à faire en Turquie, ce qu'on a fait au Pakistan : neutraliser le pouvoir militaire et politique du pays. Sans doute le gouvernement turc de Turgut Ozal tient compte de ces options.

26.09.88 CAMBIO

INTERNACIONAL

Kurdos: exterminio químico

Trágica situación de la población kurda refugiada en Turquía tras el ataque iraquí con gases letales contra esta etnia

Juan Carlos Gumucio

(enviado especial en Turquía)

LEGARON exhaustos, con las cuatro cosas que les ha dado la vida y el horror de una pesadilla reciente. Pero los millares de kurdos iraquíes que cruzaron la frontera con Turquía huyendo de la implacable campaña desatada por el gobierno de Bagdad el mes pasado seguramente desconocían que su largamente ignorada tragedia provocaría esta vez un terremoto político que amenaza al dictador Saddam Hussein.

En Bagdad, a más de 600 kilómetros de distancia de las carpas que albergan a aproximadamente 100.000 refugiados, los hombres de Hussein preparan ahora todo tipo de ofensiva: una campaña propagandística para tratar de convencer al mundo de que han librado una «guerra limpia» contra la insurgencia kurda del nordeste. El gobierno iraquí está invitando a periodistas de todo el mundo para mostrarles que su lucha contra los «traidores» y los «terroristas» kurdos fue una campaña justa y que jamás empleó su vasto arsenal químico contra sus compatriotas.

Basta un recorrido por los campos de refugiados para poner en duda los argumentos de Bagdad. Sucumben ante el dramático, uniforme testimonio de centenares de kurdos que tienen una palabra para definir su tragedia: «Hiroshima».

FOSFORO Y CIANURO. Los muertos, afirman algunos, pasan de 10.000. «El ejército iraquí ha arrasado aldeas enteras. Nos bombardearon con fósforo y cianuro», dice Servess Berwari, un *peshmerga* del Partido Democrático Kurdo (PDK) que se infiltró en Turquía la semana pasada, poco antes de que el ejército iraquí sellara herméticamente la frontera. Confinado a una carpa del flamante campamento de Uzunsirt, una meseta bajo vigilancia del ejército turco, a pocos kilómetros al este del pueblo de Yuksekova, Berwari jura que una fuerza guerrillera y varios millares de civiles siguen asediados en la zona de Suleimania. Mucha gente en el campamento de Uzunsirt ya los ha dado por muertos.

Los refugiados dicen que los iraquíes utilizaron artillería de campo, cohetes, helicópteros y aviones para el bombar-

deo químico que provocó el desesperado éxodo a Turquía. La sola idea de morir a causa de agentes químicos desató la fuga a través de las estrechas cañadas de las rocosas montañas fronterizas, donde médicos turcos dicen haber registrado casos de inflamación cutánea, vómitos y problemas respiratorios entre muchos de los refugiados.

El gobierno de Ankara, que oficialmente no ha encontrado vestigio alguno de uso de armas químicas y conscientes de cuán delicado resulta el asunto para el futuro de sus relaciones con Bagdad, se ha abstenido de acusar categóricamente a Irak. Pero al primer ministro Turgut Ozal se le atribuye haber condenado la «masacre de inocentes» por tropas iraquíes.

El primer grupo de periodistas extranjeros que alcanzó la aldea fronteriza de Uludere la semana pasada fotografió el rostro y los brazos en llagas de Mohammed Hussein, un kurdo de 40 años que contó su travesía bajo nubes de gases tóxicos que oían «a manzana y ajo».

Los kurdos describen la campaña como un genocidio. Maasoud Barzani, el líder del PDK y enemigo jurado de



Hasta el momento, unos 10.000 kurdos han sido víctimas del terror químico desatado por los iraquíes.



La ciudad de Halabja, arrasada por el gas mostaza en marzo pasado, es el testimonio contemporáneo más escalofriante de la utilización de estas armas

Saddam Hussein, sostiene que por lo menos 1.500 kurdos han sido fulminados por gases tóxicos en los distritos de Zakho, Amadiyah y Sheikhan, bastiones de la guerrilla que con generoso apoyo a Teherán se convirtieron en un formidable *frente interno* a lo largo de la guerra del Golfo.

La ofensiva iraquí comenzó en la última semana de agosto, poco después de entrar en vigor el alto al fuego entre Irán e Irak. Mientras los viejos enemigos del Golfo se trezaban en la mesa de negociaciones de Ginebra, Saddam Hussein inició el largamente esperado ajuste de cuentas con los kurdos que compartieron trincheras con los iraníes.

FALTA DE CREDIBILIDAD. A pesar del alud de testimonios, el gobierno iraquí niega categóricamente haber usado armas químicas contra los kurdos. Actúa en su favor la falta de pruebas avasalladoras en cantidad e intensidad, pero Bagdad tiene un serio problema de credibilidad. Sólo en julio pasado el ministro de Asuntos Exteriores iraquí, Tarek Aziz, admitió que Irak había recurrido a su arsenal químico «en defensa propia» contra Irán, a pesar de las evidencias que expertos de las Naciones Unidas han venido acumulando desde 1984.

Bagdad seguramente habría seguido negando el uso de armas químicas —la «bomba atómica de los países pobres»— si los iraníes no hubieran llevado a periodistas extranjeros al pueblo fronterizo kurdo de Halabja en marzo pasado. Las fotografías de cadáveres ennegrecidos de hombres, mujeres y niños, tendidos en las calles en desesperada posición de fuga, dieron la vuelta al mundo, recreando los horrores de la Primera Guerra Mundial por obra y gracia de Saddam Hussein.

«Lo que falta esta vez es sólo el cuerpo del delito», comentó un diplomático occidental en Hakkari, un somnoliento pueblo kurdo escondido entre las montañas del sudeste turco que sirve de base a investigadores de países escandalizados por la reciente campaña iraquí. Con todo, los informes de la zona han convencido al gobierno de los Estados Unidos, que la semana pasada se convirtió en abanderado de la campaña internacional contra Saddam Hussein. Poco después de que el Senado norteamericano aprobara sanciones económicas contra Irak por el uso de armas químicas contra los kurdos, las calles de Bagdad estallaron en estridentes manifestaciones antinorteamericanas que auguran el final del matrimonio de conveniencia entre Washington y Saddam Hussein.

«Tenemos evidencias contundentes»,

INTERNACIONAL

declaró George Shultz, el secretario de Estado norteamericano. Londres se ha hecho eco de esas acusaciones y diez países miembros de la ONU han solicitado formalmente una investigación de las Naciones Unidas para determinar si, en efecto, Irak ha vuelto a emplear gas mostaza y otros agentes prohibidos específicamente por la Convención de Ginebra de 1925.

Recientemente una comisión de la Cruz Roja Internacional visitó a los refugiados kurdos en el noroeste de Irán y no encontró ningún caso de heridas químicas. A la misma conclusión llegó el doctor francés Bernard Benedetti de la organización *Médicos del Mundo* tras trasladarse al sureste de Turquía.

COMLOT SIONISTA. La cuestión ya ha cobrado dimensiones geopolíticas. El gobierno de Hussein rechaza las acusaciones como parte de un complot americano-israelí contra el mundo árabe y esa posición recibió el espaldarazo de la Liga Árabe, que la semana pasada expresó su total solidaridad con Irak. Bagdad, por su parte, ha anunciado pasos legales contra «la prensa enemiga» que, afirma, obedece sólo a designios «sionistas».

En la óptica iraquí, la tregua en la guerra del Golfo está siendo aprovechada por los Estados Unidos para tratar de debilitar la posición de Bagdad que, tras ocho años de conflicto con Irán, es una formidable potencia militar que provoca escalofríos en Israel.

Pero esas y otras consideraciones políticas resultan nociones remotas e incongruentes entre los kurdos que han encontrado refugio en territorio turco. En las hileras de carpas verdes lo que existe es incertidumbre y desconfianza. El futuro de los refugiados está en manos del gobierno turco, de por sí alarmado por la magnitud que va cobrando su propio «problema kurdo».

Más de 1.000 personas han muerto en Turquía desde que el extremista Partido Kurdo de los Trabajadores, más conocido por sus siglas PKK, inició su violenta campaña separatista en 1984. La llegada de millares de guerrilleros kurdos a Turquía, temen políticos en Ankara, podría infundir bríos a la campaña del PKK o convertir el sudeste del país en un trampolín para incursiones de la guerrilla kurda contra Irak. Ambas posibilidades multiplican los dilemas de Ozal, cuyo gobierno parece estar considerando la cancelación de un «acuerdo de persecución» que permitía a tropas iraquíes y turcas operar libremente en una ancha franja de la frontera.

Por el momento los turcos han tomado la precaución de decomisar las armas a todos los *peshmergas* que seguramente



Desde que se iniciara la represión por parte de Bagdad, unos 100.000 kurdos se han refugiado en Turquía huyendo del ejército iraquí y de sus bombardeos.



pasarán el invierno en tiendas de campaña bajo la constante vigilancia del ejército turco. Irán ha ofrecido asilo a los guerrilleros y sus familiares, pero no se advierte mucho entusiasmo. Los iraníes también tienen un historial de represión contra el pueblo kurdo y la presencia de los *peshmergas* iraquíes podría dar argumentos a Bagdad para acusar a Teherán de inspirar una rebelión kurda contra Bagdad.

La penosa marcha de los kurdos ya no pasa desapercibida, pero su lucha por una patria propia en el Kurdestán histórico parece condenada, otra vez, a enredarse en los hilos de un juego mayor.

12.09.88 PROFIL



IRAN – IRAK

Verlierer des Friedens

Kurden kommen im Friedensplan für den Golf nicht vor. Zehntausende sind vor der irakischen Militäroffensive in die Türkei geflüchtet.

Von Michael WRASE, Van (Türkei), und Otmar LAHODYNSKY

Über steile Saumpfade und nach tagelangen Märschen überqueren sie die gebirgige Grenze zwischen dem Irak und der Osttürkei: kurdische Familien mit ein paar Habseligkeiten auf der Flucht vor den irakischen Truppen, die zur Vernichtungsschlacht gegen kurdische Widerstandskämpfer auszogen. Hunderte Dörfer im nördlichen Irak sind von der großangelegten Militäroperation betroffen. Nach Angaben von Flüchtlingen und kurdischen Rebellen setzen irakische Verbände dabei auch chemische Waffen ein. Ein türkischer Arzt erklärte, er habe an kurdischen Flüchtlingen im Auffanglager von Yuksekova Hautverbrennungen und Augenerkrankungen festgestellt, die auf den Einsatz chemischer Waffen schließen ließen. Schon vorigen März starben in der kurdischen Stadt Halabjah mindestens 4000 Menschen durch Senfgas. Die irakische Armeeführung versuchte die Schuld den Iranern zuzuschreiben, die das Massaker westlichen Reportern zeigten (profil 13/88).

Die Kurden, ein auf die Staaten Türkei, Syrien, Irak, Iran und Sowjetunion verstreutes 20-Millionen-Volk, sind die großen Verlierer des Golfkrieges. Die irakische Armee nutzte im Juli den Waffenstillstand an der Front zum Iran sofort aus, um die im Nordirak operierenden kurdischen Freiheitskämpfer niederzuringen. Die kur-

dischen „Peschmergas“ (zu deutsch: „die dem Tod ins Auge Sehenden“) hatten während des Golfkrieges Gebiete von der Größe Oberösterreichs im nördlichen Irak zu „befreiten Gebieten“ erklärt. Vom Iran mit Waffen und Geld unterstützt, kämpfen sie gegen das irakische Regime Saddam Husseins und für einen eigenen Staat „Kurdistan“.

Die im Iran lebenden fünf Millionen Kurden werden wieder vom Irak gesponsert, da sie unter dem Kurdenführer Ghassemlou das Regime in Teheran bekämpfen.

Doch seit einem Monat geht es vor allem den drei Millionen Kurden im nördlichen Irak mit einer Militäroperation, bei der Artillerie, Kampfhubschrauber und sogar chemische Waffen eingesetzt werden, an den Kragen. Die Zivilbevölkerung leidet am meisten. Zehntausende Kurden machten sich vor den mörderischen Bombardements auf die Flucht in die Türkei.

Nach Angaben türkischer Behörden leben schon fast 100.000 Kurden in eilig aufgebauten Zeltlagern im Hochland von Hakkari. Von türkischen Hilfsorganisationen notdürftig versorgt, drohen den Flüchtlingen dort bald die ersten Schneefälle.



Für die Türkei ist der kurdische Flüchtlingsstrom heikel

Wenn nicht irakische Truppen die wichtigsten Grenzübergänge abgeriegelt hätten, wären noch weitere Zehntausende Kurden in die Türkei geflüchtet. 5000 irakische Kurden haben sich nach Angaben Teherans in den Iran durchgeschlagen.

Ein Sprecher des irakischen Kurdenführers Massoud Barzani erklärte, daß durch Giftgas-Einsätze bei den jüngsten Attacken 500 Kurden getötet und 3000 verwundet worden seien. „Keine Gnade mit den Kurden, die mit dem Iran zusammenarbeiten“, forderte die irakische Nachrichtenagentur INA zu Beginn der Operation.

Der Einsatz von Giftgas wird in Bagdad als „feindliche Propaganda“ demontiert. Kemal Sardar, Funktionär der regimetreuen „Demokratischen Partei Kurdistans“ in Bagdad, erklärte vorige Woche in Wien das Ziel der laufenden Militäroperation: „Die verräterischen Gruppierungen, die während des Krieges mit dem Iran zusammenarbeiteten, müssen bestraft und entworfen werden. Jeder Staat hat das Recht, sein Territorium zu verteidigen.“ Leider seien bei den Kämpfen „viele kurdische Familien zwischen die Fronten geraten“ und daher in die nahe Türkei geflüchtet.

Iraks Staatspräsident Saddam Hussein hat den kurdischen Rebellen vorige Woche eine Generalamnestie angeboten. Davon ausgeschlossen wurden freilich die beiden Kurdenführer Massoud Barzani und Djalal Talabani. Talabani, Chef der „Patriotischen Union Kurdistans“, hatte sich im Gegensatz zu Barzani bis zuletzt gegen eine zu enge Allianz mit dem Khomeini-Regime gewehrt, das von einem eigenen Kurdenstaat so wie der Irak nichts wissen möchte.

Seine Verhandlungen mit Bagdad über eine Neuregelung der nur auf dem Papier stehenden Autonomie der Kurden im Irak waren aber gescheitert. Daher schloß er 1986 in Teheran einen politisch-militärischen Vertrag mit der „demokratischen Partei Kurdistans“, die vom Sohn des legendären Kurdenführers Mullah Mustafa Barzani geleitet wird.

Für die Türkei bedeutet der kurdische Flüchtlingsstrom ein heikles Problem. Bis heute leugnet die Regierung in Ankara überhaupt die Existenz der eigenen Kurden in der Osttürkei, die „Bergtürken“ genannt werden. An den Schulen ist Kurdisch verboten, sogar kurdische Gesänge können Gefängnis bedeuten.

Ein Abkommen zwischen der Türkei und dem Irak erlaubte den Armeen beider Länder, „zur Verfolgung von Terroristen“ die Grenze zu überschreiten. Während des Golfkrieges ist die türkische Armee dreimal bis zu 40 Kilometer weit in den Irak vorgedrungen, um türkische Kurdenführer zu jagen. Umgekehrt bombardierten irakische Kampfflugzeuge noch am 3. August zwei kurdische Dörfer in der Osttürkei, wo sie Rebellenführer vermuteten.

Die kurdischen Flüchtlinge in der Türkei

werden nun von den einheimischen Kurden streng abgeschirmt. Die Lager sind von Armeeeinheiten umstellt.

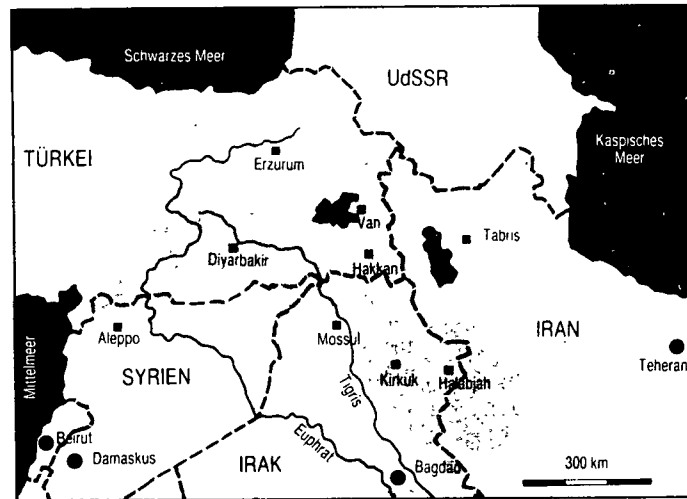
Türkeis Premier Turgut Özal wettete unerwartet scharf gegen den Irak. Er sprach von einem „Massaker an unschuldigen Menschen, bei dem jede mögliche Waffe verwendet wird“. Türkische Parlamentarier protestierten in der Botschaft des Irak in Ankara gegen den Einsatz von chemischen Waffen. Eine Abordnung der türkischen Sozialdemokraten will südlich von Hakkari auf türkischem Territorium Spuren für die „Zerstörung von türkischem Agrarland durch irakische Giftgasschwaden“ gefunden haben.

Die humanitäre Hilfe für kurdische Flüchtlinge nützt Özal bereits aus, um von der Unterdrückung der eigenen kurdischen Bevölkerung, die über zehn Millionen zählen soll, abzulenken.

Daß die Kurden als Hauptverlierer des Golfkrieges dastehen werden, hat der in Wien praktizierende kurdische Arzt Wiriya



In Halabjah starben am 16. März 1988 4000 Kurden durch Senfgasbomben



Kurdisches Siedlungsgebiet: Zwanzig Millionen auf fünf Staaten verteilt

Rawenduzy schon lange prophezeit. In einem neuen Buch über die Kurden¹⁾ erinnert er an die Pläne des irakischen Regimes, Hunderte kurdische Dörfer abzusiedeln „und die Bewohner in Konzentrationslager nahe der jordanischen Grenze zu deportieren“.

¹⁾ Ferdinand Hennerbichler (Hrsg.): „Die für die Freiheit sterben. Geschichte des kurdischen Volkes.“ Edition S. Ebenfalls neu erschienen: Hannes Reichmann, Alexander Foggensteiner: „Der kurdische Knoten. Völkermord im Schatten des Golfkrieges.“ Jugend & Volk-Verlag.

Im langen Konflikt zwischen dem Iran und Irak wurden die Kurden bereits 1975 von beiden Seiten vereint bekämpft. Im Abkommen von Algier kündigte der Schah damals seine Unterstützung für die irakischen Kurdenrebellenauf. Als Gegenleistung akzeptierte Iraks Saddam Hussein die internationale Grenze am Schatt el Arab, dem Zusammenfluß von Euphrat und Tigris und Iraks einziger Zugang zum Meer. Nur fünf Jahre später zerriß der schnauzbärtige Herrscher des Irak diesen Vertrag und startete seinen Feldzug gegen den Iran, der zum acht Jahre dauernden Golfkrieg führen sollte.

Aber auch Khomeini unterstützte die irakischen Kurden immer nur als „islamische Kämpfer des Irak“. Von einem eigenen kurdischen Staat kann der vom Irak mit Kalaschnikow-Gewehren und Panzerfausten versorgte Kurdenführer Abdolrachman Ghassemloo nur träumen. Iranische Politiker machten stets klar, daß dieser Wunsch der Kurden niemals erfüllt werden würde. Der Irak bekämpft dieses Ziel aus handfesten wirtschaftlichen Gründen. In der Nähe der mehrheitlich von Kurden bewohnten Städte Kirkuk und Mossul liegen die wichtigsten Ölfelder des Irak.

Vorige Woche rief die internationale Gefangenenhilfsorganisation amnesty international den UNO-Sicherheitsrat auf, das „Massaker am kurdischen Volk“ zu beenden. Für Kurdenführer Barzani kam auch von den UNO-Friedenstruppen bisher keine Hilfe für die Kurden. Obwohl einige UNO-Beobachter auch in Kirkuk stationiert sind, beschränken sich ihre

Aktivitäten auf die Überwachung des Waffenstillstandes zwischen iranischen und irakischen Truppen. Die Offensive der Iraker gegen die Kurden wird von den Blauhelmen praktisch ignoriert. Daß die Kurden im Friedensplan von UN-Generalsekretär Javier Perez de Cuellar nicht vorkommen, hat nicht nur Kurdenführer Barzani kritisiert. Der spricht inzwischen von einem „Völkermord, dem die UNO-Friedenstruppe tatenlos zusieht“.

6.09.88 "CORRIERE DELLA SERA"

«Sentimmo un odore di pere e mele» raccontano
i sopravvissuti all'offensiva irachena fuggiti in Turchia

Tra i curdi colpiti coi gas

«Abbiamo dovuto abbandonare i nostri feriti. Ora saranno morti»

CUKURCA (Turchia) — Hanno detto di essere fortunati perché sono fuggiti da un paese in guerra e sono sopravvissuti. Sfuggendo alle truppe d'assalto irachene, sono arrivati in una ampia valle rocciosa, affollata di gente che cucina all'aperto. Con sé hanno portato, ancora una volta, la sensazione che una minoranza curda era stata schiacciata per mano di un odiato nemico. Nell'ultima settimana, più di 70 mila curdi sono fuggiti di fronte a una vasta offensiva irachena oltre la catena montagnosa grigio-azzurra lungo la frontiera con la Turchia.

Sono arrivati su muli e cavalli da tiro, con bambini, donne e guerriglieri di un gruppo ribelle curdo, capeggiati da Massoud Barzani, che si batte contro il regime di Bagdad e Saddam Hus-

sein. Cogliendo l'occasione del «cessate il fuoco» con l'Iran proclamato il 20 agosto, l'Irak ha scatenato un'offensiva contro le forze dei ribelli, inviando uomini, mezzi corazzati e aviogetti nella regione settentrionale già sconvolta dalla guerriglia.

Mohamed Saleh Amedi, un medico dei guerriglieri che si autodefiniscono «pesh marga», ovvero «coloro che affrontano la morte», ha dichiarato: «Abbiamo abbandonato i feriti, non potevamo portarli con noi. Ma a quest'ora saranno morti». Il medico afferma che gli iracheni hanno usato armi chimiche per sedare l'annosa rivolta dei curdi, un popolo che vive diviso tra l'Unione Sovietica, la Turchia, l'Iran, l'Irak e la Siria.

Il medico racconta: «Ho visto molte persone ferite da armi chimiche. Avevano bru-

ciature sulla pelle, gole infiammate e irritazione agli occhi tipiche del gas asfissiante». Secondo un recente rapporto delle Nazioni Unite l'Irak ha, nel corso della sua guerra con l'Iran, usato con frequenza armi chimiche messe al bando dal diritto internazionale. I portavoce dei curdi in Europa avevano già accusato che questo tipo di armi veniva usato nelle regioni settentrionali dell'Irak. Un funzionario governativo turco che ha interrogato molti profughi ha detto che essi avevano visto gli aeroplani sganciare dei contenitori color azzurro dai quali si spandeva un gas con l'odore di pera o di mela. I profughi hanno raccontato di aver sentito bruciare gli occhi e di aver provato una sensazione di soffocamento. Il funzionario turco ha detto che alcuni fuggiaschi si erano posti in

salvo ma che altri erano morti.

Altri profughi forniscono resoconti più confusi e di seconda mano sull'impiego di armi chimiche contro i villaggi vicini. Salim Hamid, che indossava la divisa color kaki del «pesh marga», ha dichiarato: «L'unica cosa che temiamo è il gas asfissiante». Sono state le voci dell'impiego di armi chimiche a far fuggire molti curdi.

Bernard Benedetti, un medico francese, ha detto: «La gente che si trova qui abitava nei pressi della frontiera; quando sentì che era in corso un'offensiva, si diede alla fuga». Sopra questo villaggio di frontiera, sparsi nella valle di Kadisheh, vi sono ventimila curdi, comprese alcune centinaia di guerriglieri privi di armi. Il dottor Benedetti, che fa parte dell'organizzazione con sede a Parigi «Medici per il mondo» e l'infermiere turco Mehemet Selim Tunc hanno detto di non aver riscontrato tracce di ferite dovute ad armi chimiche tra i profughi. Questi sono più preoccupati del fatto che lungo un costone sopra il campo di Kadisheh transitano pattuglie di soldati iracheni. Domenica scorsa, un elicottero iracheno ha anche attraversato per pochi minuti la frontiera.

La Turchia ha offerto rifugio temporaneo ai curdi ma l'Iraq ha schierato le sue truppe per bloccare le frontiere, secondo quanto riferiscono gli ufficiali dell'esercito turco. Il dottor Benedetti ha dichiarato: «C'è gente che vorrebbe fuggire e non può».

Secondo alcuni resoconti, le truppe irachene hanno anche varcato la frontiera con la Turchia, sabato, e hanno sparato contro gruppi di profughi, uccidendone almeno uno.

La rivolta curda risale agli anni Venti, quando l'impero ottomano si sfasciò, la Turchia moderna fu costituita e il Kurdistan iracheno, con le sue vaste riserve di petrolio, passò alla Gran Bretagna, sotto un mandato della «Lega delle Nazioni», nel 1923.

Alan Cowell



TEHERAN — La drammatica scena di una madre col figlio uccisi dal gas iracheni

Scarpe computerizzate e attaccapanni per salsicce alla mostra delle bizzarrie

L'«inventore matto» è di scena a Taiwan

TAIPEI — (Ansa-Reuter) Le scarpe computerizzate sono uno dei pezzi forti di una mostra apertasi in questi giorni a Taiwan che riunisce le invenzioni più bizzarre mai ideate. Queste scarpe, a tacco alto, sono munite di mini-computer che misurano la velocità dell'andatura, contano i passi e funzionano anche come un cronometro. Un altro degli oggetti esposti è una cassetta postale computerizzata che sigilla, affranca e indirizza le buste delle lettere.

La mostra costituisce un avvenimento di rilievo per un Paese che figura ai primi posti nel mondo come fabbricante dei più bizzarri e disparati congegni. Tra l'altro, è esposto un attaccapanni di plastica a colori vivaci che è stato progettato anche per appendervi calzini, fazzoletti, salsicce e prosciutti. Da parte sua, la compagnia automobilistica Crab ha messo a punto ciò che essa chiama un «congegno di guida orizzontale», cioè un dispositivo con piccole ruote attaccato al telaio di un'automobile che le consente di spostarsi orizzontalmente per entrare nei parcheggi più ristretti.

C'è poi un copricapo da baseball che sfrutta l'energia solare per azionare un piccolo ventilatore che rinfresca la testa. Altre innovazioni sono rappre-

sentate da decorazioni per alberi di Natale che recano all'interno sistemi di allarme antincendio e da un orologio che contiene un accendino. C'è poi un asciugamano compresso fino a raggiungere le dimensioni di un uovo che, immerso nell'acqua, riprende la sua grandezza normale, e una minimacchina fotografica che ha la forma di un portachiavi a catenella.

Infine, un'invenzione utile per chi lavora in ufficio dove le sigarette sono bandite: un sensore parlante che ammonisce con un fermo «Siete pregati di non fumare» ogni volta che percepisce uno sbuffo di tabacco. Un altro congegno antinquinamento è la cimosa che raccoglie automaticamente la polvere del gesso nelle aule. «La polvere di gesso, che si diffonde nell'aria creando un forte inquinamento e causando irritazioni all'organismo dell'uomo, è un problema da lungo tempo esistente», afferma un opuscolo promozionale. Specialmente gli insegnanti ne sono le vittime dirette, utilizzando la cimosa tradizionale.

Pulire la tavola dopo aver mangiato è uno scherzo se si dispone di un tavolo «di facile manutenzione», la cui superficie è fatta di centinaia di fogli sovrapposti di plastica: quando uno si sporca tutto quello che bisogna fare è

staccarlo e gettarlo via.

La compagnia Zu Rel espone, da parte sua, sedie, materassi e anche cartelle per documenti che «bombarzano» i loro proprietari con onde magnetiche. Questo trattamento può aiutare a curare una varietà di mali, afferma la compagnia, compresi ipertensione, disturbi di stomaco e mal d'orecchi.

Una folla di visitatori circonda quello che può definirsi il gioiello della mostra delle invenzioni: il «bidet professionale», modello 1989. L'inventore, Huang Chuanchim, padre degli accessori da toilette futuristici, è una celebrità a Taiwan ed ha vinto molti premi.

Il suo «bidet» è fatto in modo da colpire chi lo usa con spruzzi di acqua calda e sbuffi di aria che rendono antiquata la carta igienica. Ha poi un coperchio che si chiude automaticamente dopo l'uso.

Il bidet, del costo di mille dollari USA (circa un milione e 400 mila lire italiane), è uno degli oggetti più costosi della mostra. Un addetto alle vendite ha dichiarato che precedenti versioni di questo modello, ora ulteriormente perfezionato, stanno avendo un grosso successo di vendite in Giappone.

Dissidente cinese afferma «Crolla la fede marxista»

PECHINO — La Cina ha bisogno di democrazia, ma nonostante le recenti riforme in campo economico ancora molti ostacoli impediscono l'instaurarsi di organizzazioni politiche o sindacali sganciate dal partito comunista. E' questo il messaggio lanciato dal maggior esponente del dissenso nella Repubblica popolare, lo scienziato Fang Lizhi, che nel corso di un'intervista con quattro giornalisti stranieri ha affermato che l'opposizione al marxismo sta prendendo sempre più piede nel suo Paese.

«Molta gente non accetta il marxismo, anche lavoratori e studenti — ha detto il cinquantaduenne Fang, che l'anno scorso fu espulso dal partito e dalle sue cariche

universitarie perché accusato di fomentare la ribellione studentesca in diverse città —. Anche persone della mia generazione non credono nel marxismo».

Da qui, secondo l'astrofisico Fang, la necessità di aprire

la Cina al pluralismo politico. Come primo passo bisognerebbe introdurre la libertà di espressione e di

stampa, ancora rigidamente limitata in Cina. Ma anche la riforma economica, ha detto

Fang, potrebbe contribuire in modo determinante all'evoluzione in campo politico:

l'emergere di una classe media che non deve il suo benessere allo Stato o al parti-

to, ma all'iniziativa personale, può infatti costituire la base di una nuova classe politica. «Occorre aspettare

finché l'economia privata raggiungerà un ruolo dominante o almeno diventerà un fattore più cospicuo, «ha però avvertito Fang.

Il cammino verso la democrazia è quindi, secondo il dissidente cinese, ancora lungo e accidentato. Lo stesso Zhao Ziyang, attuale capo

del Pcc, che Fang giudica molto aperto sul piano dell'economia, «resta sempre

zitto» quando si tratta di avviare una politica di riforme anche in politica.

“DROIT CONTRE RAISON D'ÉTAT” Le combat d'Olivier Russbach

Le Nouvel Observateur. — Vous avez attaqué en justice des entreprises françaises qui vendent des armes à l'Irak. Pourquoi ?

Olivier Russbach (1). — Nous n'attaquons pas indistinctement toutes les sociétés qui fabriquent ou vendent des armes. Nous partons de la condamnation répétée de l'Irak par le Conseil de Sécurité de l'ONU pour utilisation d'armes chimiques. Cette dénonciation de l'ONU crée un fondement juridique à partir duquel nous pouvons montrer que, dans ce cas précis, ce qui n'est pas acceptable moralement ne l'est pas non plus juridiquement. Et nous invoquons devant les tribunaux nationaux la responsabilité civile des particuliers — individus ou sociétés — qui ne respectent pas les obligations qui découlent d'une condamnation de l'ONU.

N. O. — N'est-ce pas une démarche parfaitement utopique ?

O. Russbach. — A la suite d'une action que nous avons intentée contre une société française, un tribunal d'instance de Paris a qualifié les livraisons d'armes à l'Irak comme « incontestablement contraires à la défense du droit

international humanitaire ». Nous avons engagé d'autres actions. Nous estimons que le droit international n'est pas, comme on le croit généralement, la propriété des Etats — qui en tiennent compte ou non, selon leurs intérêts politiques —, mais qu'il crée bel et bien des obligations concrètes pour les citoyens et les tribunaux nationaux.

Notre association Droit contre Raison d'Etat compte étendre son action dans ce sens, notamment à travers la création d'un fonds de recherche, Droit international 1990. Il s'agit de promouvoir une nouvelle lecture du droit international et d'explorer toutes les possibilités de contestation devant les tribunaux nationaux des violations du droit international. En rappelant en particulier que le tribunal de Nuremberg avait déjà établi que le droit international crée aussi des obligations pour les particuliers.

Propos recueillis par François Schlosser

(1) Avocat, auteur de « la Déraison d'Etat » (la Découverte, 1987), président de l'association Droit contre Raison d'Etat, 45, boulevard Saint-Germain, 75005.

TAGES-ANZEIGER Dienstag, 6. September 1988

HINTERGRUND

Die Kurden — erneut Spielball der Mächte

Am 20. August trat der Waffenstillstand im Golfkrieg in Kraft. Kaum war es soweit, holte die eine Kriegspartei, Irak, wieder zum Vernichtungsschlag gegen jene aus, die sie der Unterstützung der andern Kriegspartei, Irans, bezichtigt: gegen die irakischen Kurden. Angehörige dieser Volksgruppe sollen derzeit zu Zehntausenden in die Türkei und teils auch in den Iran fliehen, ausgerechnet in Länder also, die die Kurden in ihren eigenen Grenzen seit Jahrzehnten verfolgen.

■ VON MARLENE SCHNIEPER

Die Kurden sind die grösste der ethnischen Minderheiten, die nach dem Ersten Weltkrieg auf die im nahöstlichen Raum entstehenden Nationalstaaten aufgeteilt wurden (vgl. Kasten). Keiner dieser Staaten hat bisher den Kurden auch nur begrenzte Autonomie eingeräumt.

In allen Ländern haben die Kurden des-



Irakisch-Kurdistan, März 1988: Im Golfkrieg setzt Saddam Husseins Regime Giftgas gegen die «unsicheren» Kurdendörfer ein. Iran führt Vertreter der Weltpresse zu den Opfern von Halabdscha.

halb den Guerillakampf, den bewaffneten Kampf, den ihre Peschmergas, die «Vorhut des Todes», von den Bergen aus führen, unter teils wechselnden Direktiven und mit wechselnden «Verbündeten» bis heute fortgesetzt.

Das Schicksal, das die Kurdenbewegung mit diesen «Verbündeten» stets wieder riskierte, hat der im Exil lebende iranische Intellektuelle Bahman Nirumand im Sommer vor einem Jahr unserer Zeitung gegenüber mit folgenden Worten umrissen: «Eine ethnische Minderheit in einer strategisch wichtigen Region wie dem Nahen Osten wird immer wie ein Spielball zwischen den rivalisierenden Mächten hin und her geworfen. Im Augenblick zum Beispiel kämpfen die irakischen Kurden – vor allem ihre beiden grossen Organisationen, die irakische Demokratische Partei Kurdistans (DPK-Irak) unter Massud Barsani und die Patriotische Union Kurdistans (PUK) unter Jalal Talabani – auf Khomeinis Seite gegen Saddam Hussein. Die iranischen Kurden dagegen – die DPK-Iran unter Abdolrahman Ghassemlu, aber auch kleinere linke Kurdenorganisationen in meiner Heimat – sind auf irakisches Gelände zurückgedrängt worden und kämpfen von dort aus gegen Khomeini. So kommt es zu der absurden Situation, dass Kurden, irakische und iranische, in vielen Momenten als Gegner gegeneinanderstehen, obwohl sie doch das eine grosse Ziel – Selbstbestimmung im Rahmen demokratisch verfasster Staatswesen – gemeinsam hätten.»

«Und ich bin sicher», fuhr Nirumand fort, «dass – wenn es jemals zu einem Frieden im Golfkrieg kommen sollte – die nationalen Minderheiten wiederum die ersten sein werden, die die Zentralregierungen zu opfern bereit sind, sobald sie ihren eigenen Zwecken nicht mehr dienen. Genauso ist es 1975 bei Abschluss des Vertrages von Algier geschehen, und genauso wird es wieder geschehen.»

Saddams «verbrannte Erde»

Im Vertrag von Algier hatten sich Saddam Hussein und Mohammed Resa Pahlawi, der damalige Schah von Persien, wieder einmal auf friedliche Beilegung des – seit Jahrhunderten schwelenden – Grenzkonflikts am Schatt al-Arab geeinigt. Die beiden Herrscher hatten die Grenze zwischen ihren beiden Staaten in der Mitte der Schifffahrtsrinne festgelegt, Reparationsleistungen waren ausgehandelt worden. Bei dieser Übereinkunft gaben die Vertragspartner die irakischen Kurden unter Mullah Mustafa Barsani, ihrer (1979 verstorbenen) legendären Führerfigur aus dem Barsan-Stamm, sozusagen stillschweigend zum Abschuss frei. Barsani und seine Leute hatten nämlich zuvor – mit eifrigster Förderung durch den Schah und die USA – gegen das verbalsozialistische Baath-Regime gekämpft.

Voraussetzung für den Vertragsabschluss von 1975 war eine Klausel, nach welcher die irakische und die iranische Regierung beschlossen, im Bereich von jeweils 20 Kilometern von ihrer je eige-

nen Grenze weg die kurdische Bevölkerung zu vertreiben. Während der Schah sich vor dieser «letzten Konsequenz» zu scheuen schien, schritt Saddam Hussein zur Tat. Auf einer – illegalen – Rückreise aus seinem bundesdeutschen Exil in den Iran, 1984, hat Bahman Nirumand, selber Sohn eines iranischen Kurden aus Sanandadsch, das irakische «Niemandland» durchquert. «Ich hatte den Begriff der «verbrannten Erde» zuvor oft gehört», erzählt er, «damals habe ich zum erstenmal gesehen, was er bedeutet. Die Landschaft dort im Irak, entlang diesem 20 km breiten Streifen, ist menschenleer. Die Brunnen sind zugestopft, die Flüsse trocken, die Bäume und Pflanzen zerfallen. Kam man nach diesen 20 Kilometern ins irakische Landesinnere, so lebten dort Kurden, zusammengepfercht in Lehmhütten. Und alle paar hundert Meter gab es einen Wachtposten, einen Soldaten des Regimes, der mit einer Maschinenpistole den ganzen Tag da sass, den Lauf auf die Köpfe der Menschen gerichtet.»

Schon während des Golfkriegs dann liess Saddam Hussein Giftgas gegen die «unberechenbaren» Untertanen im Kurdengebiet einsetzen. Die Bilder von Halabdscha gingen um die Welt.

Khomeinis «Abrechnung» von 1979

Die iranischen Kurden mussten ihre eigenen bitteren Lehren ziehen. Wie alle andern iranischen Nationalitäten – Belutschen, Aserbeidschaner, Turkmenen u. a. – hatten zum Beispiel auch sie aktiv auf den Sturz des Schahs hingearbeitet. Doch als sie nach der Revolution vom Februar 1979 ihre Forderung «Demokratie für Iran – (regionale) Autonomie für Kurdistan» erhoben, vergass der Ayatollah Khomeini auch seine diesbezüglichen früheren Beteuerungen und erklärte die iranischen Peschmergas zu Konterrevolutionären. Bereits im August 1979 liess er die KDP Iran wieder bannen, schickte die Phantom-4-Jäger der iranischen Armee ins kurdische Bergland und liess seinen obersten Henker, Ayatollah Khalchali, in den iranischen Kurdenzentren Mohababad, Saqqes und Sanandadsch blutiges Gericht halten. Dort wurden kurdische «Verräter auf Erden» bald zu Dutzenden standrechtlich erschossen. Die Pasdaran, die «Wächter der islamischen Revolution», schlachteten aus Rache gegen vermutete oder tatsächliche Aufständische halbe Dörfer in Iranisch-Kurdistan nieder – auch Frauen, Kinder und Greise.

Ein Volk ohne Staat

Im Nahen Osten leben heute – je nach Schätzung – 20 bis 25 Millionen Kurden. Nach den Arabern und den Türken stellen sie in dieser Region – noch vor den Persern – die drittstärkste Nationalität. Sie sind heute das grösste Volk der Welt ohne eigenen Staat. Nach dem Zusammenbruch des Osmanischen Reiches 1918 wurde von Kurden bewohntes Gebiet fünf verschiedenen Nationalstaaten zugeschlagen: der Türkei, Iran, Irak, Syrien und der Sowjetunion.

Nach einer neueren Zusammenstellung des kurdischen Schriftstellers und Forschers Ismet Cherif Vanly verteilten

sich die Kurden 1983 folgendermassen auf die einzelnen Gebiete:

	Kurden insgesamt	Anteil an der Gesamtbevölkerung
Türkei	11,4 Mio.	24%
Iran	6,6 Mio.	16%
Irak	3,9 Mio.	27%
Syrien	ca. 900 000	9%
UdSSR	ca. 350 000	—
Total	23,15 Mio.	—

Dazu sollen rund 1 Million Kurden in der «Diaspora», vor allem in Staaten des Nahen Ostens und in Westeuropa, leben. (TA)

Quelle: Ismet Cherif Vanly, «Kurdistan und die Kurden», Band 2, pogrom, Reihe bedrohte Völker, 1986.



Die Türkei und die Kurden

Die Türkei will die aus dem Irak fliehenden Kurden jetzt vorerst «internieren». Doch die eigene Politik dieses Landes gegenüber der kurdischen Nationalität ist ein düsteres Kapitel.

■ WERNER VAN GENT, ATHEN

Das Verhältnis der offiziellen Türkei zu den schätzungsweise rund acht bis elf Millionen Kurden in ihrem Gebiet war immer zwiespältig. Auf der einen Seite hat man sie – ganz in der Tradition des Osmanischen Reiches – gerne als Kämpfer eingesetzt. Auf der anderen Seite hat man ihnen aber bis heute jegliches Recht auf Eigenständigkeit abgesprochen.

Atatürks Versprechen

Als im Jahre 1915 im Osten der Türkei mehr als eine Million Armenier vernichtet wurden, setzten die Verbände des Jungtürkenregimes vorrangig kurdische Soldaten ein. Man hatte ihnen zuvor den Besitz der Armenier als Beute versprochen. Später stellte der Gründer der modernen Türkei, Kemal Atatürk, den Kurden sogar eine Art Autonomie in Aussicht. Das war, nachdem mehrere kurdische Scheichs Anfang der zwanziger Jahre mit ihm in den Unabhängigkeitskampf gezogen waren. Doch lange haben die mit

solchen Versprechen verbundenen Hoffnungen nie gedauert.

Nach der Gründung der Republik im Jahre 1923 war jedenfalls in der Türkei keine Rede mehr von einer kurdischen Autonomie. Aufstände der Kurden wurden in der Folge blutig unterdrückt, zum Beispiel als Scheich Said in der osttürkischen Stadt Bitlis im Jahre 1925 die Einlösung früherer Autonomie-Verheissungen forderte.

Sehr viel blutiger ist die letzte grosse Massenerhebung der türkischen Kurden in der Stadt Tunceli (Dersim auf Kurdisch) zwischen 1936 und 1938 niedergeschlagen worden. Schätzungsweise 50 000 Menschen sollen dabei umgekommen sein. In Tunceli sind zum ersten Mal auch Massenumsiedlungen als Disziplinierungsmittel gegen die kurdische Zivilbevölkerung eingesetzt worden.

Nach dem Zweiten Weltkrieg änderte sich die Taktik Ankaras. Statt einen offenen Krieg gegen die Kurden zu führen, ging die Zentralgewalt nun dazu über, jeden Ausdruck der kurdischen Eigenständigkeit zu unterdrücken. Schon das Wort «Kurde» wurde zu einem Tabu, die kurdische Sprache unterband man.

Zwangswise Assimilation

Die 1982 von den türkischen Militärs eingeführte Verfassung verbietet beispielsweise im Artikel über die Meinungsfreiheit, dass Gedanken durch «gesetzlich verbotene Sprachen» verbreitet werden. Das Kurdische ist allein schon deshalb verboten, weil dessen Benützung gleichzeitig als «Propaganda gegen die Integrität der Republik» interpretiert

wird. Nach derselben Logik werden kurdische Namen von den Standesämtern zurückgewiesen.

Jahrelang hoffte man, mit einer rücksichtslosen Assimilation der kurdischen Bevölkerung das Kurdenproblem in den Griff zu bekommen. Eine Zeitlang sah sich das offizielle Ankara durch die Entwicklungen sogar bestätigt. Als Folge der Landflucht bildeten sich zwar grosse kurdische Kolonien in den Städten des Westens, der Ruf nach Autonomie wurde da aber kaum noch gehört.

Späte Einsicht?

Erst als die – illegale – «Arbeiterpartei Kurdistans» (PKK) im Sommer 1984 im Osten des Landes einen blutigen Krieg startete, in dessen Verlauf auch zahlreiche Zivilisten getötet wurden, begann sich erneut eine Wende abzuzeichnen. Der Versuch des Regimes, die Kurden als Milizionäre gegen die Kämpfer der PKK einzusetzen, scheiterte damals kläglich. In Teilen der Öffentlichkeit setzte sich deshalb die Überzeugung durch, dass es auch in der Türkei sehr wohl noch eine «Kurdenfrage» gebe, die sich allein durch die Verneinung der Existenz eines kurdischen Volksteiles keinesfalls lösen lasse.

Für viele militante Kurden kam dieses allmähliche Umdenken aber zu spät. In der Zwischenzeit hatte das Militär nämlich versucht, im Osten mit grauenhafter Repression «Ordnung» zu schaffen. Allein im Vorfeld des Massenprozesses gegen Anhänger der PKK sind im berühmten Gefängnis von Diyarbakir zwischen 1981 und 1984 mindestens 32 Menschen an den Folgen der Folter gestorben.



Irakisch-Kurdistan, August 1979: Revolutionsführer Khomeini lässt Kurden standrechtlich erschiessen, die regionale Autonomie forderten. Oppositionelle fotografieren die Szenen heimlich und lassen die Dokumente als Flugblatt (Bild) zirkulieren.

06.09.88 ELEFTHEROTIPIA

Ιρακινή «φάκα» στα σύνορα για Κούρδους

Γιλμάζ: Αδύνατο
το πέρασμα συνόρων
Μπαρζανί: Δεν
ζήτησα άσυλο
Εξοντώσαμε 7.000

ΑΓΚΥΡΑ, 6

ΤΑ ΙΡΑΚΙΝΑ στρατεύματα, που εξαπέλυσαν προ δεκαήμερου περίπου επίθεση κατά των Κούρδων στις βόρειες περιοχές της χώρας απέκλεισαν όλες τις εξόδους της χώρας, προς την Τουρκία, όπου έχουν καταφύγει δεκάδες χιλιάδες γυναίκοί και παιδιά, για να γλυτώσουν από τα χημικά όπλα.

Αλλά συνεχίζονται οι σφοδρές μάχες.

«Η ανάπτυξη των ιρακινών δυνάμεων έχει καταστήσει αδύνατο το πέρασμα των συνόρων», δήλωσε χτες ο Τούρκος υπουργός Εξωτερικών Μεσούτ Γιλμάζ. Ο ίδιος πρόσθεσε ότι, σύμφωνα με πληροφορίες των μυστικών υπηρεσιών, το Ιράκ σχεδόν τερμάτισε τις στρατιωτικές επιχειρήσεις κατά των Κούρδων.

Εκπρόσωπος όμως των Κούρδων του Ιράκ, δήλωσε στο «Ασοσιέτεντ Πρες» ότι συνεχίζονται οι σφοδρές μάχες μεταξύ των ιρακινών δυνάμεων και των Κούρδων ανταρτών.

Πρόσθεσε μάλιστα ότι οι Κούρδοι αντάρτες έχουν σκοτώσει ή τραυματίσει 7000 Ιρακινούς στρατιώτες. Από την πλευρά των ανταρτών έχουν σκοτωθεί 250 άνδρες και 1900 άμαχοι.

Υπάρχουν ακόμη είπε 5000 τραυματίες μεταξύ των αμάχων, κυρίως από τα χημικά όπλα που χρησιμοποιούν οι Ιρακινοί.

Καλούν τον ΟΗΕ

□ Το Κουρδικό Δημοκρατικό Κόμμα κάλεσε χτες εμπειρογνώμονες του ΟΗΕ, της Διεθνούς Αμνηστίας, και του Ερυθρού Σταυρού, να επισκεφτούν τις βόρειες περιοχές του Ιράκ και να εξετάσουν Κούρδους πρόσφυγες στην Τουρκία, για να διαπιστώσουν τη χρήση χημικών όπλων από το Ιράκ.

Ο εκπρόσωπος των Κούρδων δήλωσε στο «Ασοσιέτεντ Πρες» ότι χημικές βόμβες ρίχτηκαν κυρίως εναντίον χωριών και καταυλισμών Κούρδων.



Με ανακοίνωσή του, ο ηγέτης του Κουρδικού Δημοκρατικού Κόμματος Μασούντ Μπαρζανί διέψευσε τις πληροφορίες, ότι ζήτησε άσυλο στην Τουρκία.

Ο Μπαρζανί τονίζει ότι θα συνεχίσει τον αγώνα κατά του ιρακινού καθεστώτος.

Πάντως, οι Κούρδοι παραδέχονται ότι οι ιρακινές δυνάμεις κατέλαβαν πολλά στρατηγικά σημεία και στρατόπεδά τους.

*Τούρκοι χωροφύλακες φυλάνε τους
αφρολισμένους Κούρδους, που
πέρασαν τα τουρκικά σύνορα έχοντας
εγκαταλείψει τις τάξεις του
ιρακινού στρατού*

07.09.88 MAKEDONIA

Στους Κούρδους, απο το ιρακινο καθεστωσ

ΒΑΓΔΑΤΗ, 7 (Ασφ. Πρέσ).-

Τό Ιρακινο καθεστωσ, μετα τισ σφοδρες στρατιωτικες επιθεσεις με τη χρηση υποχημικων ακομη και χημικων οπλων, που ανελαβε εναντιον των Κουρδων ανταρτων, αλλα και αμαχων, «προσφερει» τωρα αμνηστια στους αναρτες που βρισκονται τωσο μεσα στο Ιρακ, οσο και στο εξωτερικο, προειδοποιωντας τους ομως οτι εχουν στη διαθεση τους μονο 30 μερες για να αποδεχθουν η να απορριψουν την προταση.

Ο αρχηγος του κρατους Σανταμ Χουσειν, στην πρωτη σημαντικη ομιλια που εκφωνησε το τελευταιο διαστημα, η οποια μεταδοθηκε απο την τηλεοραση, ανακοινωσε οτι η επιθετικη ενεργεια κατα των Κουρδων ολοκληρωθηκε. Προηγουμενως η

Μετα τη σφαγη αμνηστια...

τηλεοραση διεκοψε το κανονικο της προγραμμα για να μεταδωσει μια διακηρυξη με την οποια το καθεστωσ υποσχεται «καθε μορφης εγγυησεις» στους Κουρδους που αποδεχονται την αμνηστια. Ωστόσο, στην εκπομπη δεν διεκρινιστηκαν οι εγγυησεις αυτες.

Οι Κουρδοι ανταρτες παντως ανεφεραν οτι συνεχιζονται οι σφοδρες μαχες στο βορειοανατολικο Ιρακ και οτι 60.000 Ιρακινοι στρατιωτες με αρματα μαχης, μαχητικα βομβαρδι-

σικα και ελικοπτερα προελαυνουν στις περιοχες που κατειχαν οι ανταρτες.

Τό κουρδικό δημοκρατικό κόμμα τονισε οτι δεν πιστευει στην αμνηστια αν δεν δοθουν εγγυησεις για την απελευθέρωση των κρατουμενων η και την επανεγκατάσταση των Κουρδων στα χωρια τους, πολλα απο τα οποια θα πρεπει να επανοικοδομηθουν. «Αυτη η αμνηστια ηρθε πολυ αργα» ειπε χαρακτηριστικα εκπρωσωπος του κομματος. «Οταν ο

κοσμος εχασε τα σπιτια του, η τα παιδια του μ' αυτους τους χημικους βομβαρδισμους, για ποιο λογο να αποδεχθει την αμνηστια;».

Συμφωνα με πληροφοριες, απο την αμνηστια εξαιρειται ο Τζαλαλ Ταλαμπανι, ηγετης της πατριωτικης ενωσης του Κουρδισταν, και ο Μασουντ Μπαρζανι, ηγετης του κουρδικου δημοκρατικου κομματος. Εκπρωσωποι των δυο κομματων κατηγγειλαν τους Ιρακινους οτι επανειλημμενα χρησημοποιησαν τα απαγορευμενα χημικα οπλα εναντιον ανυπερασπιστων χωρικων, σκοτωνοντας τουλαχιστον 1.900 αμαχους και τραυματιζοντας 5.000.

Ο Μπαρζανι καλεσε το Συμβουλιο Ασφαλειας του ΟΗΕ να παρει αμεσως μετρα εναντιον του Ιρακ λογω της χρησης χημικων οπλων. Αν δεν παρθουν τετοια μετρα, προειδοποιησε, τότε θα ενθαρρυνθουν κα «αλλα κρατη που δεν μπορουν να επιλυσουν τις διενεξεις τους με πολιτισμενα μετρα».

Τό Σταιιτ Ντηπαρτμεντ αμφισβητησε κατα ποσο τηρουνται τα ανθρωπινα δικαιωματα στο Ιρακ, αλλα απεφυγε να καταγγειλει το καθεστωσ του οτι εχει εξαπολυσει χημικα οπλα εναντιον των Κουρδων, ισχυριζομενο οτι δεν εχει στη διαθεση του τετοια στοιχεια.

Επισης, το Φορειν Οφφισ εξεφρασε «βαθια ανησυχια» στον Ιρακινο πρεσβευτη στο Λονδινο για τον αριθμο των Ιρακινων Κουρδων που καταφευγουν στην Τουρκια. Στο πρεσβευτη ειπωθηκε οτι οι πληροφοριες για τη χρηση υποχημικων οπλων «παραξετουν και αλλες σοβαρες διαστασεις σε μια ηδη σοβαρη υποθεση». Επισης, ζητηθηκαν «βασικες διαβεβαιωσεις οτι τηρουνται τα ανθρωπινα δικαιωματα» στη χωρα.

Ο Τουρκος υπουργος εξωτερικων Μεσοιτ Γιλμαζ παρατηρησε, εξαλλου, «οτι δεν θα εχει αρνητικες επιπτώσεις στις σχεσεις με το Ιρακ» η χορηγηση προσωρινου ασυλου σε 89.000 περιπου Ιρακινους Κουρδους στην Τουρκια. Περιπου 100.000 ειναι οι Κουρδοι που περασαν τα συνορα και καταφευγουν στην Τουρκια. Αρκετοι απ' αυτους εχουν ηδη παει στο Ιρακ.

Τελοσ, η ευρωβουλευτικη ομαδα του ΚΚΕ θα θεσει το ζητημα της καταστασης που επικρατει στο Ιρακινο Κουρδισταν, στη συνοδο του Ευρωκοινοβουλιου που αρχιζει στις 12 Σεπτεμβρη, εκφραζοντας εντονη ανησυχια για την χρηση υποχημικων οπλων κατα του αμαχου πληθυσμου.

να τους δοθει χαρη, αλλα για να κατακτησουν τα εθνικα και δημοκρατικα τους δικαιωματα με την αυτονομια» τονισε ο Μπαρζανι. «Ο αγωνας μας θα συνεχιστει ωπου να επιτευχθουν αυτοι οι στοχοι». Η προσφορα της αμνηστιας, συμπληρωσε ο Μπαρζανι, εχει σαν στοχο να τραβηξει την προσοχη της κοινης γνωμης απο τη χρηση των χημικων οπλων εναντιον των Κουρδων αμαχων.

8.9.88

ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ

Οι Κούρδοι απορριπτουν την αμνηστια

ΧΑΓΗ, 8 (Ασφ. Πρέσ).-

Ο γενικός γραμματέας του ΟΗΕ, Χαβιέρ Πέρες ντε Κουέγιαρ δήλωσε οτι εξετάζει διάφορα μέτρα βοηθειας προς τις δεκαδες χιλιαδες Κουρδων που κατεφυγαν στην Τουρκια προσπαθωντας να ξεφυγουν απο τα χημικα οπλα των Ιρακινων στρατευματων. Παράλληλα, στέλεχος των Κουρδων ανταρτων κατηγγειλε οτι παρα την αμνηστια που προσφερε το καθεστωσ της Βαγδάτης, τα στρατευματα της συνεχιζουν τις επιθεσεις εναντιον ανταρτων αλλα και αμαχων στο Ιρακινο Κουρδισταν.

Η ΕΟΚ, εξάλλου, εξεφρασε ανησυχια για τη στρατιωτικη δρση που ανέλαβε η Βαγδάτη εναντιον του κουρδικου πληθυσμου μετα την καταπαυση του πυρος στον περσοιρακινο πολεμο. Οι 12 εκφραζουν «βαθια ανησυχια για τις πληροφοριες περι χρησης χημικων οπλων ένα-

ντιον των Κουρδων «βαθια ανησυχια για τις πληροφοριες περι χρησης χημικων οπλων εναντιον των Κουρδων» και επιβεβαιωνουν τη θέση τους «καταδικαζοντας οποιαδηποτε χρηση αυτων των οπλων». Η κοινοτητα δηλωνει οτι ειναι ετοιμη να παξει κάποιο ρολο στις προσπάθειες που καταβαλλονται για παροχη βοθθειας στους Κουρδους πρόσφυγες.

«Ελπίζω να βρω την ευκαιρια να κάνω κάτι (για τους Κουρδους πρόσφυγες), να πάρω μετρα στα πλαίσια των περιορισμένων δυνατοτήτων μου» ειπε ο Κουέγιαρ στους δημοσιογράφους ολοκληρωνοντας την 48ωρη επίσκεψη του στην Ολλανδια. Δεν διεκρινισε ομως τι μετρα ειχε κατά νου να πάρει.

«Τό πρόβλημα των Κουρδων με ανησυχει πάρα πολυ» συνεχισε ο γενικός γραμματέας που αναμειχθηκε στις προσπάθειες για την επίτευξη εκεχειριας στον πόλεμο του Περσικού, μιας εκεχειριας που ελασε τα χερια των Ιρακινων οι οποιοι στραφικαν στη συνεχεια εναντιον των Κουρδων. Απο την πε-

ρασμένη δεσμοδα πάνω απο 90.000 Κουρδοι πρόσφυγες περασαν στην Τουρκια.

Ο Μασουντ Μπαρζανι, πρόεδρος του δημοκρατικου κομματος του Κουρδισταν, σε δήλωσή του που δόθηκε στη δημόσια ομιλία στην Κύπρο, διακηρύσσει οτι οι Κουρδοι δεν θ' αποδεχθουν τη γενικη αμνηστια που πρότεινε το καθεστωσ της Βαγδάτης.

«Οι Κουρδοι δεν αγωνιστηκαν για

06.09.88 MEKEDONYA

Με χημικά όπλα πάνε να εξολοθρεύσουν τους Κούρδους!

ΣΥΝΕΧΕΙΑ από τη σελ. 5

στο Ιράν. Μόνο η πτώση της κυβέρνησης σταμάτησε για λίγο την ολοκλήρωση του προγράμματος. Με την ανάληψη καινούργιας το 1974, το 1975 παραιτώθηκε το πρώτο στάδιο.

- Την ίδια χρονιά, άρχισε το δεύτερο σχέδιο το αποκαλούμενο «ζώνες ασφαλείας». Δηλαδή, δημιουργήθηκαν τέτοιες ζώνες σε βάθος 40 χιλιομέτρων, κατά μήκος των συνόρων του Ιράκ με Ιράν, Τουρκία και Συρία, από το ύψος της περιοχής MANDALI στα νότια μέχρι το SHANGUR στα βορειοδυτικά. Οι ιρακινές δυνάμεις Ασφαλείας με τη βία τοποθέτουσαν Κούρδους χωρικούς, που δεν είχαν στον ήλιο μοίρα, σε στρατιωτικά οχήματα και τους μετέφεραν σε «στρατηγικά» ελεγχόμενα χωριά, κοντά στο ARBIL SULAIMANIYA, CHEMCHEMAL, DARBANDIKHAM, ZAKHO, SINJAR και EIN SIFNI.

Δεν είχαν απολύτως τίποτε μαζί τους. Τους έφεραν μόνο με τα ρούχα τους. Τους απαγόρευαν να δουλεύουν. Και τους άφηναν να πεθαίνουν. Εδώσαν μόνο στους άνδρες το δικαίωμα να καταταγούν στον ιρακινό στρατό και να γίνουν γεννιάσσοι του 20ού αιώνα. Και έτσι οι γυναίκες και τα παιδιά έμειναν αιχμάλωτοι στα χέρια των ιρακινών αρχών Ασφαλείας. Τα εγκαταλεημένα χωριά τους τα κατεδάφισαν και τις δεξαμενές τις σφράγισαν και έβαζαν στο νερό δηλητήριο. Όλη η γη του Κουρδιστάν ερημώθηκε. Το σχέδιο αυτό του Σαντάμ Χουσεϊν ολοκληρώθηκε το 1978.

Το τρίτο σχέδιο αφανισμού άρχισε μετά τη διαφωניה στις διαπραγματεύσεις μεταξύ του PATRIOTIC UNION, OF KOYRDISTAN και του Σαντάμ Χουσεϊν, το 1985. Μέσα σε 2 χρόνια το καθεστώς της Βαγδάτης ισοπέδωσε 78 χωριά στην περιοχή SORANI. Οι χωρικοί οδηγήθηκαν σε ερημικές κοντά στα σύνορα του Ιράκ με την Ιορδανία και τη Σαουδική Αραβία. Και το καθεστώς της Βαγδάτης έφερε στα ερημωμένα κουρδικά χωριά Αραβες έποικους, κυρίως σουίτες μουσουλμάνους.

Το τέταρτο στάδιο - σχέδιο αφανισμού, βρίσκεται τώρα σε εξέλιξη. Στις αρχές του χρόνου, 4 ιρακινές μεραρχίες, 4 τάγματα και 3 μηχανοκίνητες ταξιαρχίες επιτέθηκαν στην περιφέρεια GARMIAN. Κατέστρεψαν πάνω από 500 χωριά, λήστεψαν περισσότερα από 4 εκατομμύρια ζώα, κυρίως πρόβατα, κατσίκια και βόδια.

τους είδη, δηλητηρίασαν τις δεξαμενές τους, έφεραν τους χωρικούς σε πόλεις, πήραν τους άνδρες αιχμάλωτους πολέμου και οδήγησαν τις γυναίκες και τα παιδιά σε άγνωστη κατεύθυνση των ερήμων του Νότου. Κατέστρεψαν 22 κωμοπόλεις. Έχουν απομείνει προς καταστροφή οι εξής κωμικές κωμοπόλεις: SANGASAR, KALA DIZE, RANYA, CHEWAR KORNA, KOI SANJAK, CHEMCHEMAL, KALAR, SIAD SADIK και SAR KALA.

ΟΛΟΚΛΗΡΩΤΙΚΗ ΚΑΤΑΣΤΡΟΦΗ

Το 1975 υπήρχαν περίπου 5.000 χωριά στο ιρακινό Κουρδιστάν. Αν αυτά, τα 3.477 έχουν καταστραφεί. Έχουν κλείσει 285 σχολεία. Έχουν καταδοπιστεί 2.247 τζαμιά και εκκλησίες τα 13 των οποίων είχαν αναγερευθεί πριν από 1.000 χρόνια. Αν σήμερα δεν γίνει κάποιος διεθνής έλεγχος στις βάρβαρες αυτές πράξεις της ιρακινής κυβέρνησης, μέχρι το 1990 θα έχει καταστραφεί τελείως το Κουρδιστάν του Ιράκ και θ' απομείνουν μόνο οι πόλεις: KIRKUK, SULAIMAN, ARBIC και DOHUJ.

Περί τους 8.000 άρρενες της φυλής BARZANI, ηλικίας 12-80 ετών, έχουν συλληφθεί από τον ιρακινό στρατό τον Ιούλιο και Αύγουστο του 1983 και κατά πληροφορίες, έχουν συγκεντρωθεί κοντά στα σύνορα του Ιράκ με την Ιορδανία. Από το 1978 πολλοί απ' αυτούς έχουν τοποθετηθεί σε σπίτια που τα ελέγχουν οι δυνάμεις Ασφαλείας του Ιράκ. Αν και ένας μεγάλος αριθμός Οργανισμών Ανθρώπινων Δικαιωμάτων έχει απευθύνει έκκληση στη Βαγδάτη, για να τους πληροφορήσει για την τύχη τους, μέχρι τώρα τα αιτήματά τους έχουν μείνει αναπάντητα. Σήμερα, περισσότεροι από 250.000 Κούρδοι έχουν προσφύγει στο Ιράν. 100.000 έχουν απελαθεί από την ιρακινή κυβέρνηση. Χιλιάδες άλλοι έχουν ζητήσει πολιτικό άσυλο σε πολλές χώρες. Και όσοι έμειναν στο Ιράκ αγνοείται η τύχη τους.

Η πλειονότητα έχει εκτελεστεί και χιλιάδες βασανίζονται από την κυβέρνηση του Ιράκ.

ΟΙ ΝΕΕΣ ΚΑΤΑΣΤΡΟΦΕΣ

Στις 15 Απριλίου 1987 τα κουρδικά χωριά HALADIN, BEREAU, KANITU, AWAZIC SIRWAN KOLJKA και CHINARA που ανήκουν στην επαρχία SULAIMANIXA δέχθηκαν επίθεση με χημικά όπλα, με αποτέλεσμα νεκρούς και τραυματίες. Την επόμενη μέρα δέχθηκαν επίθεση με χημικά όπλα τα

KINASAN, TOTMA, ZENI, KHATI, BALACOKAWA, ALANA και DAR, YASH. Σκοτώθηκαν και τραυματίστηκαν πάνω από 3 χιλιάδες κυρίως γυναίκες και παιδιά. Στο SHEIKHWASAN μόλις υπήρξαν 121 νεκροί, συμπεριλαμβανομένων 76 παιδιών από μιας ημέρας μέχρι 8 χρόνων. Επαναληπτικές επιθέσεις με χημικά όπλα, στις επόμενες 6 μέρες στις επαρχίες SULAXMANIYA, επέφεραν το θάνατο και τον τραυματισμό πολλών ακόμη.

Στις 27 Μαρτίου φέτος, 412 Κούρδοι που τραυματίστηκαν από χημική επίθεση των Ιρακινών, στην επαρχία QARADAGH και που έφθασαν για θεραπεία στο SULAIMANI, συνελήφθησαν όλοι τους από ιρακινές κυβερνητικές δυνάμεις, οδήγηθηκαν σε στρατόπεδο συγκεντρώσεως στο TANJARO, όπου και εκτελέστηκαν.

Στις 14 και 27 Απριλίου 1988, έγιναν επιθέσεις στην περιοχή GARMYAN. Στις 3 Μαΐου στις πόλεις: GORTARA, ASKAR, GARCHIANAN GALNAGAJI, KALASHERA, SARTY, KOYA και CHAMIREZAN. Αποτέλεσμα 112 νεκροί και 844 τραυματίες.

Στις 15 Μαΐου 1988, έγιναν χημικές επιθέσεις στις κωμοπόλεις DOLISIMAKLOY και WARI, με αποτέλεσμα το θάνατο 51 ατόμων και τον τραυματισμό πολλών.

ΑΠΑΘΗΣ Η ΔΙΕΘΝΗΣ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑ

Η Διεθνής Κοινότητα είναι γεγονός ότι παράχθηκε από το έγκλημα στην πόλη HALABJA, όπου οι νεκροί από το χημικό πόλεμο κείτονταν στους δρόμους. Αν και το Συμβούλιο Ασφαλείας του ΟΗΕ κατήγγειλε τη χρήση χημικών όπλων από Ιράκ και Ιράν, το Ιράκ συνεχίζει ανενόχλητα τις χημικές επιθέσεις. Κανένας μέχρι σήμερα δεν έχει παρεμποδίσει τη Βαγδάτη από τη χρήση χημικών όπλων, που αποτελούν τη χαριστική βολή της ολοκληρωτικής καταστροφής των Κούρδων του Ιράκ.

ΕΠΙΣΚΕΨΗ TALABANI ΣΤΗΝ ΑΜΕΡΙΚΗ

Η κατάσταση έχει λάβει τέτοιες επικίνδυνες διαστάσεις για την κουρδική ύπαρξη, ώστε για πρώτη φορά φέτος το καλοκαίρι ο Κούρδος ηγέτης JALAL TALABANI, επισκέφθηκε την Ουάσινγκτον. Πραγματοποίησε μια σειρά επαφών με στελέχη της αμερικανικής κυβέρνησης και του Κογκρέσου. Τον περισσότερο χρόνο

που του δόθηκε και δεξίωση. Τέτοια ήταν η ορνή της ιρακινής κυβέρνησης, ώστε ο υπουργός Εξωτερικών του Ιράκ Ταρίξ ΑΖΙΖ ματαίωσε τη συνάντησή που είχε προγραμματίσει με τον Αμερικανό ομόλογο του Τζόρτζ Σουλτς, στις 9 Ιουνίου. Η Βαγδάτη αποκαλεί τον TALABANI «προδότη και τρομοκράτη». Ο Κούρδος ηγέτης κατήγγειλε στους Αμερικανούς επίσημος και στον ΟΗΕ τα ιρακινά εγκλήματα κατά των Κούρδων. Οι αμερικανικές αρχές εντυπωσιάστηκαν από την εν γένει εμφάνισή του, επειδή κατάφερε με αρίστη πολιτική δεξιοτεχνία ν' αποφύγει κείρια ερωτήματα.

Τόνισε στο Στέιτ Ντιπάρτμεντ τους λόγους της αποτυχίας της συνάντησης που είχε το 1984 με τον Σαντάμ Χουσεϊν και έκτοτε άρχισε ο συστηματικός πόλεμος κατά τον ομοεθνή του. Κατηγορηματικά δήλωσε στους Αμερικανούς, ότι «το Ιράκ είναι ο πρώτος μας και μεγαλύτερος εχθρός». Όταν του έθεσαν το ερώτημα των σχέσεών του με το καθεστώς της Τεχεράνης, απάντησε: «Όταν αντιμετωπίζεις πόλεμο γενεοκτονίας, είναι καθήκον σου να πολεμάς μ' όποιον τρόπο μπορείς». Ο TALABANI ακόμη αντέκρουσε και τις σημειώσιμες εκκενές ερωτήσεις ότι τάχα έχει πάρει μέρος σε απαγωγές και για την απελευθέρωση λάμβανε χροήματα.

Παραδέχτηκε ότι όταν συγκεκριμένοι ξένοι, που συνεργάζονταν στις ελεγχόμενες κουρδικές επαρχίες, συλλομβανόνταν, ανακρινόνταν και απεστέλονταν στις κυβερνήσεις τους και στους Οργανισμούς που εκπροσωπούσαν. Και όλα αυτά για την ασφάλειά τους.

Εν καταλείπει, θα θέλαμε να τονίσουμε ότι ο αγώνας αυτός των Κούρδων για εθνική επιβίωση αγνοείται παντελώς από τη Διεθνή Κοινότητα. Λησμονείται ότι ο κουρδικός λαός δεν διεκδικεί εδάφη, από κανέναν. Το μόνο που θέλει είναι να ελέγξει αυτά που του κληροδότησαν οι πρόγονοί του. Τίποτε περισσότερο. Και είναι αλήθεια ότι παρά τις Συνθήκες και τις Διακηρύξεις περί σεβασμού των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, οι Κούρδοι σήμερα, αντιμετωπίζουν τον εκμηδενισμό και τον αφανισμό, μπροστά στα μάτια των ισχυρών της γης και ολόκληρου του πολιτισμένου κόσμου, με τη συνεργασία του Ιράκ και της Τουρ-

11.09.88 TONIMA



διεθνή / 17

Οι Κούρδοι αγωνίζονται με το όπλο στο χέρι, ξέροντας πως μετά τις τελευταίες συμφωνίες θα καταλήξουν ή στις φυλακές ή στην εξορία

ΤΟ ΒΗΜΑ • Le Monde

Τα θύματα της... ειρήνης

□ ΤΟ ΒΗΜΑ
11 Σεπτεμβρίου 1988

Οι Κούρδοι είναι οι μεγάλοι χαμένοι από τον τερματισμό του πολέμου μεταξύ

ΠΑΡΙΣΙ, Σεπτέμβριος.

ΟΙ ΣΥΝΟΜΙΛΙΕΣ που διεξάγονται στη Γενεύη ίσως οδηγήσουν ή όχι στην ειρήνευση στον Περσικό κόλπο. Αλλά και στη μια και στην άλλη περίπτωση, οι μεγάλοι χαμένοι θα είναι οι Κούρδοι.

Η σημερινή φάση στη μακρά και τραγική ιστορία των Κούρδων άρχισε ουσιαστικά από τη συμφωνία του Αλγερίου που συνήψαν ο Σάχη του Ιράν και ο πρόεδρος Σατμ Χουσεϊν του Ιράκ το 1975 και που έλυνε, για την εποχή εκείνη τουλάχιστον, τα προβλήματα των δύο αυτών «προαιωνίων» εχθρών.

Η συμφωνία αυτή όμως έγινε πίσω από τις πλάτες των εκατομμυρίων Κούρδων που κατοικούν σε εκτεταμένες περιοχές του Ιράκ, του Ιράν, της Τουρκίας αλλά και της Συρίας. Πριν από τη συμφωνία του Αλγερίου, οι Κούρδοι, οργανωμένοι κυρίως στο Δημοκρατικό Κόμμα του Κουρδιστάν υπό τον χαρισματικό ηγέτη τους στρατηγό Μουσταφά Μπαρζάνι, είχαν φθάσει στο απόγειο της ισχύος τους. Εφοδιασμένοι με βαρύ πυροβολικό που τους είχαν παραχωρήσει οι Ιρανοί, οι Κούρδοι κατέβηκαν από τα ορεινά κρησφύγετά τους και πολιορκούσαν τις πετρελαιοπηγές του Κιρκούκ στο Ιράκ.

Η στρατηγική του Μπαρζάνι να εγκαταλείψει τον παραδοσιακό αντάρτικο αγώνα των Κούρδων και να αναμετρηθεί με το καθεστώς της Βαγδάτης σε ανοιχτό πόλεμο κατακρίθηκε έντονα από τους συναγωνιστές του. Και η απόδειξη ότι αυτοί είχαν δίκαιο φάνηκε λίγες ώρες μετά την υπογραφή της συμφωνίας του Αλγερίου για την οποία φυσικά κανείς δεν ρώτησε τον Μπαρζάνι. Στρατιωτικά οχήματα του ιρανικού στρατού άρχισαν αμέσως να μαζεύουν τα κανόνια, τα πυρομαχικά και άλλα στρατιωτικά εφόδια, ακόμη και τα τρόφιμα που χρειαζόνταν οι κούρδοι μαχητές αλλά και οι άμαχοι.

Μεγάλη ήταν τότε η πικρία που εξέφρασε ο Μπαρζάνι λέγοντας: «Φαίνεται ότι οι δύο συμβαλλόμενοι ασχολήθηκαν κυρίως με τα συμφέροντά τους και η συμφωνία

τους σιγήθη σε βάρος μας». Αργότερα, όταν ο Μπαρζάνι είπε τα παράπονά του στον Σάχη, ο τελευταίος του απάντησε ότι «η συμφωνία ήταν ζωτικής σημασίας για το Ιράν», προσθέτοντας: «Το μόνο που μπορώ να κάνω για σας είναι να υποσχεθώ να προστατεύω τους Κούρδους που θα επιλέξουν να καταφύγουν στο Ιράν». Το αποτέλεσμα βέβαια ήταν η άμεση και πλήρης κατάργηση της ανταρσίας των Κούρδων στο Ιράκ. Οι Κούρδοι πρόσφυγες που κατέφυγαν τότε στο Ιράν ήταν πάνω από 250.000.

Θα νόμιζε κανείς ότι η έκβαση αυτή θα σήμαινε και το τέλος του αγώνα των Κούρδων. Αλλά όποιος γνωρίζει την ιστορία τους, γνωρίζει ότι είναι έτοιμοι να συμμαχήσουν ακόμη και με τον διάβολο για να επιτύχουν τους στόχους τους. Από την αρχή της ισλαμικής επανάστασης, οι νέοι ηγέτες του Δημοκρατικού Κόμματος του Κουρδιστάν, Μασούντ και Ιντζίς, γιοί του θρυλικού Μπαρζάνι, καθώς και ο αρχηγός της Πατριωτικής Ένωσης του Κουρδιστάν Τζαλάλ Ταλαμπάνι, πήγαν με το μέρος των Αγιατολάχ της Τεχεράνης. Τελικά οι δύο αυτές κούρδικες παρατάξεις συνήψαν στην ιρανική πρωτεύουσα το 1986 συμφωνία μεταξύ τους, ενώνοντας ουσιαστικά τον κούρδικό αγώνα κατά του Ιράκ υπό την αιγίδα της ισλαμικής επανάστασης του Ιράν.

Αφού συμάχησαν με τους Ιρανοί στον περσο-ιρακινό αγώνα, οι Κούρδοι τώρα καταλαβαίνουν ότι, για άλλη μια φορά, προορίζονται να πληρώσουν το κόστος της ειρήνευσης στην περιοχή. Μετά την κατάπληση του πυρός, οι Ιρακινοί έχουν τώρα στραφεί κατά των Κούρδων με σκοπό την εξόντωση όσων έλαβαν μέρος σε μάχες εναντίον τους. Χωρίς φυσικά να ελπίζουν οι Κούρδοι ότι θα τους υποστηρίξουν πλέον οι Ιρανοί.

Μόνο η Διεθνής Αμνηστία κατήγγειλε ανοικτά το Ιράκ ότι χρησιμοποιεί μέχρι και χημικά όπλα σε στρατιωτικές επιχειρήσεις εναντίον κούρδικών χωριών, προκαλώντας έτσι τον θάνατο εκατοντάδων αμάχων. Η διεθνής αυτή οργάνωση, που εδρεύει στο Λονδίνο,

κατήγγειλε ανοικτά για «αυστηρή, εθελούσια και εσκεμμένη πολιτική» εξάλειψης μεγάλου αριθμού κούρδων

πολιτών στο ορεινό όρειο Ιράκ. Δεκάδες χιλιάδες ιρακινοί στρατιώτες, μεταξύ τους και μονάδες που μέχρι πρόσφατα πολεμούσαν στο μέτωπο με το Ιράν, επιτέθηκαν σε κούρδικα χωριά, χρησιμοποιώντας χημικά όπλα, ελικόπτερα, τανκς και πυροβολικό, κατά τη

Διεθνή Αμνηστία.

Υπολογίζεται ότι 120.000 περίπου Κούρδοι αναγκάστηκαν να εγκαταλείψουν τις εστίες τους και να καταφύγουν προς τα τουρκικά σύνορα. Οι τουρκικές αρχές έδωσαν άσυλο σε 57.000 κούρδους πρόσφυγες και η Διεθνής Αμνη-

στία κάλεσε την τουρκική κυβέρνηση να επιτρέψει την είσοδο και στους υπόλοιπους Κούρδους που έχουν συγκεντρωθεί στα σύνορα.

Εν τω μεταξύ, ο τούρκος πρωθυπουργός Τουργκούτ Οζάλ υποσχέθηκε ότι η κυβέρνησή του θα αναλάβει τις «ανθρωπιστικές ευθύνες» της έναντι των κούρδων προσφύγων, έστω και αν υποστεί «οικονομικές πιέσεις» από το Ιράκ. Οι τουρκικές αρχές όμως έχουν καταστήσει σαφές ότι η χορήγηση ασύ-

λου στους Κούρδους του Ιράκ είναι «προσωρινή».

Από την πλευρά του, το Ιράκ, ενώπιον των διεθνών καταγγελιών για τη χρήση χημικών όπλων κατά της κούρδικης μειονότητας, ανα-

κοίνωσε ότι προσφέρει αμνηστία για τους Κούρδους που κατέφυγαν στο εξωτερικό εφόσον επιστρέψουν στη χώρα εντός 30 ημερών. Επίσης, η κυβέρνησή της Βαγδάτης υποσχέθηκε να απελευθερώσει

τους Κούρδους που κρατούνται σε ιρακινές φυλακές για πολιτικά αδικήματα. Από την αμνηστία εξαιρείται ρητώς ο Ταλαμπάνι.

ΙΡΑΚ - Κούρδοι

αναλύσεις - κόσμος

Σφαγή χω

ρίς

έλεος

ΑΓΚΥΡΑ, Σεπτέμβριος

ΣΦΑΓΗ σε κλίμακα γενοκτονίας και χημικός πόλεμος, που θυμίζει αυτόν που εφαρμόζοντας το σχέδιο «Φοίνιξ» της «Σι Αϊ Εϊ» - εξαπέλυσαν οι Αμερικανοί στο Βιετνάμ. Ετσι συνοψίζει ο διεθνής τύπος ό,τι συμβαίνει σήμερα στο ιρακινό Κουρδιστάν.

Οι Κούρδοι αποτελούν το ένα πέμπτο του συνολικού πληθυσμού του Ιράκ, ο οποίος είναι 17 εκατομμύρια. Το ιρακινό Κουρδιστάν εκτείνεται νότια και δυτικά από ένα «τριεθνές σημείο», στο οποίο συναντώνται τα σύνορα Ιράκ και Τουρκίας. Και περιλαμβάνει τις πετρελαιοπηγές του Κιρκούκ και της Μοσούλης.

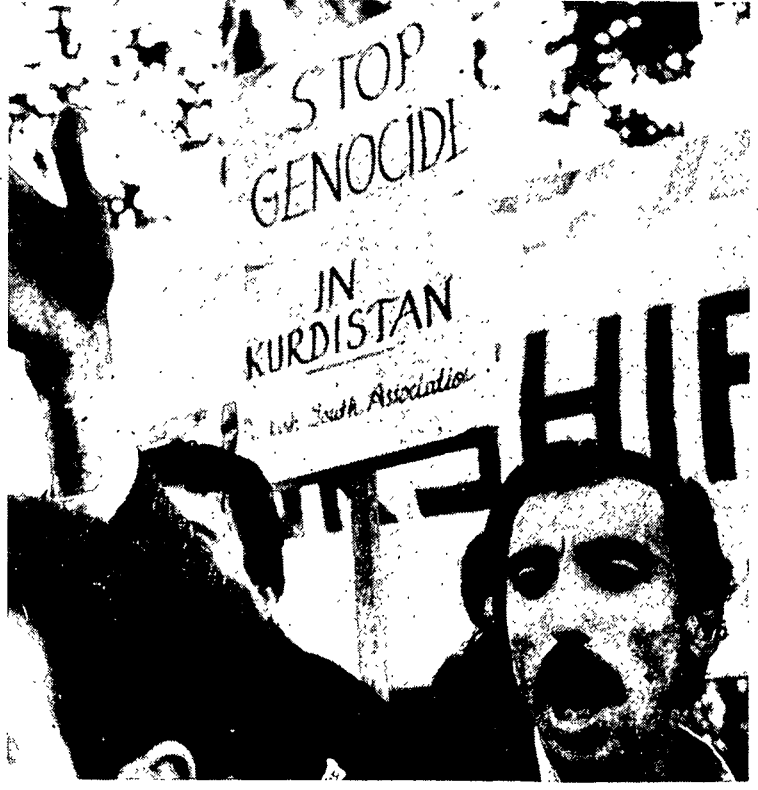
Η αυλαία αυτής της πράξης της κουρδικής τραγωδίας υψώθηκε την επομένη της ημέρας, που η Τεχεράνη δήλωσε ότι δέχεται την αναχώρηση στο θέατρο του περσού ιρακινού πολέμου (18 Ιουλίου 1988).

Αναδιάταξη

Στις 19 Ιουλίου επίλεκτες, εμπειροπόλεμες ιρακινές δυνάμεις, όπως η Εβδομή Στρατιά και η Προεδρική Φρουρά, αποσύρονται από το νότιο μέτωπο, την περιοχή της Βασόρας, για να χρησιμοποιηθούν σε μεγάλες εκκαθαριστικές επιχειρήσεις στη βόρεια ορεινή ζώνη, που δρουν οι «πεσμεργκά», οι αντάρτες του Κουρδικού Δημοκρατικού Κόμματος με αρχηγό το Μασούντ Μπαρζανί και της Πατριωτικής Ένωσης του Κουρδιστάν με αρχηγό τον Τζαλάλ Ταλαμπανί.

Αυτή η αστραπιαία αναδιάταξη των ιρακινών δυνάμεων προδίδει, ότι υπήρχε έτοιμο σχέδιο. Ένα σχέδιο με δύο σκοπούς: Να συντρίψουν και να πετάξουν έξω από τα όρια του Ιράκ τους «πεσμεργκά»

Διαδήλωση Κούρδων έξω από τα γραεία του ΟΗΕ στο Λονδίνο «Σταματήστε τη γενοκτονία στο Κουρδιστάν» γράφει το πλακάτ.



Η Αγκυρα δεν τους αναγνωρίζει ως «πολιτικούς πρόσφυγες»

και να κάμψουν το φρόνημα του κουρδικού λαού, που τόσο χρόνια μάταια αγωνίζεται για την ανεξαρτησία του.

Τις τελευταίες βδομάδες οι

εκαθαριστικές επιχειρήσεις προσέλαβαν μια μορφή απίστευτης αγριότητας. Αεροπλάνα, ελικόπτερα και πυροβολικό σφυροκοπούν τον άμαχο πληθυσμό με βόμβες και βλήματα

δηλητηριοδών αερίων. Ο απεσταλμένος των λονδρέζικων «Σάντι Τάιμς» κάνει λόγο για «μπλίτσκρινγκ» στο ιρακινό Κουρδιστάν.

Τη στιγμή, που εξαπολύθηκε



Οι Κούρδοι από τον πρώτο παγκόσμιο πόλεμο ποτέ δεν έπαψαν τον αγώνα για την αναγνώριση της εθνικής τους ταυτότητας. Σπαρμένοι σε διάφορες χώρες του αραβικού κόσμου και όχι μόνο, ζουν 8 ως 10 εκατομμύρια στην Τουρκία, 5 εκατομμύρια στο Ιράν, 3,5 εκατομμύρια στο Ιράκ, 500.000 στη Συρία και 200.000 στη Σοβιετική Ένωση. Στην Τουρκία κάπου 10.000 Κούρδοι αν-

τάρτες ζουν αποτραβηγμένοι στα βουνά της Ν.Α. χώρας. Στο Ιράν το θεοκρατικό καθεστώς εξαπέλυσε εναντίον τους τους «Φρουρούς της Επανάστασης» (Πασνταράν) και έχει ασκήσει απηνή διωγμό κατά του Δημοκρατικού Κόμματος του Κουρδιστάν. Η Τεχεράνη πάντως υποστηρίζει τους Κούρδους εθνικιστές, τους οποίους και προσεταιρίσθηκε στη σύρραξη με το Ιράκ.

αυτός ο «κεραυνοβόλος πόλεμος» («μπλίτσκρινγκ») εναντίον του κουρδικού πληθυσμού, την είχε διαλέξει το καθεστώς της Βαγδάτης υπολογίζοντας και τις διεθνείς αντιδράσεις. Με την αποτελμάτωση των υπό την αιγίδα των Ηνωμένων Εθνών περσοϊρακινών διαπραγματεύσεων στη Γενεύη, ο διεθνής ορίζοντας φαινόταν και πάλι θολός. Καμιά τρίτη δύναμη δεν έκρινε σκόπιμο να συμβάλει στη φόρτιση της ατμόσφαιρας.

Εκπληξη

Για τη διεθνή κοινή γνώμη ήταν μια ευχάριστη εκπληξη - κι ας ήταν συνάμα ένας πολύ έξυπνος πολιτικός ελιγμός

- το ότι η Τουρκία άνοιξε τα σύνορά της για να περάσουν και να σωθούν οι χιλιάδες Κούρδοι που εγκατέλειψαν τις εστίες και τους άταφους νεκρούς τους στο Ιράκ. Περισσότεροι από 100.000 Ιρακίνοι Κούρδοι είχαν διαβεί τα τουρκικά σύνορα, ως το περασμένο Σαββατοκύριακο. Ανάμεσά τους και πολλοί «πεςμεργκά» με τον οπλισμό τους. Οι Τούρκοι τους εφοδιάζουν με τρόφιμα και φάρμακα και τους εγκαθιστούν σε κατασκηνώσεις μακριά από τα σύνορα ώστε να είναι εκτός βολής για τα ιρακινά αεροπλάνα και ελικόπτερα. Σε μια παραμεθόριο τοποθεσία

δύο Τούρκοι υπουργοί, που είχαν πάει να επιθεωρήσουν ένα μεγάλο προσφυγικό καταυλισμό τις προάλλες, έπεσαν πρηνηδόν, όταν έσκασαν εκεί κοντά δύο οβίδες. Τα βλήματα είχαν εξαπολυθεί από το ιρακινό έδαφος.

Αλλά, όπως είναι γνωστό, ο ανταρτοπόλεμος μαινεται τα τελευταία χρόνια και στο τουρκικό Κουρδιστάν. Και οι Τούρκοι στρατιωτικοί δεν είναι φυσικά ιδιαίτερα ευτυχείς με την παρουσία των τόσων σκληροτράχηλων πολεμιστών, που ήρθαν μαζί με τους άμαχους ομοεθνείς τους πρόσφυγες από το Ιράκ.

Σ' αυτούς τους ξεριζωμέ-

νους η Αγκυρα δεν αναγνωρίζει την ιδιότητα των «πολιτικών φυγάδων»: Τους περιθάλλει απλώς και προσωρινά ώσπου είτε να γυρίσουν στα μέρη τους, είτε να καταφύγουν σε άλλη χώρα.

Ο τουρκικός στρατός που δυνάμει σχετικής συμφωνίας με τη Βαγδάτη έχει το δικαίωμα της «θερμής καταδίωξης» των Κούρδων ανταρτών της Τουρκίας στο ιρακινό έδαφος, τώρα δεν επιτρέπει στις ιρακινές δυνάμεις να διαβούν τα σύνορα για να επιτεθούν στους ξεριζωμένους από το ιρακινό Κουρδιστάν.

Στους ξένους δημοσιογράφους οι ξεριζωμένοι διηγούνται ιστορίες, που θέρνουν οφίκη. Μωρά και νήπια είναι ανάμεσα στους χιλιάδες που εξοντώθηκαν με τις βόμβες των χημικών αερίων, τις βόμβες ναπάλμ και γενικά τις επιθέσεις του ιρακινού στρατού σε κατοικημένες περιοχές.

Με χημικά

«Βομβάρδισαν 18 χωριά με βόμβες χημικών αερίων», λέει ο Σάνταρ Μόι, ένας σαραντάτης αρχηγός της πατριάς Ντοχόκ, που πέρασε τα σύνορα μαζί με 500 αρματομένους άντρες και κάπου 3.000 «φαμελίτες» του. Ο Μόι είναι από το Ζάκο (του ιρακινού Κουρδιστάν) όπου: «Έχουν μείνει άλλες 5.000 οικογένειες, που δεν μπόρεσαν να φύγουν, γιατί ο ιρακινός στρατός τους έκοψε το δρόμο. Φοβόμαστε, πως θα τους έχουν μακελέψει».

Από το Ντοχόκ είναι κι ο Χουσεΐν Καντάρ, που λέει:

«Τ' άφησα όλα: Τις γυναίκες μου, τα ζώα μου, τα παιδιά μου. Όλα. Οι Αραβες θα τα σκοτώσουν».

Ενας άλλος πρόσφυγας θα πει, ότι οι Ιρακίνοι «έξικαναν» 1.300 άμαχους Κούρδους, άντρες και γυναικόπεδα, στο Ντοχόκ, στις 28 Αυγούστου και τους έχωσαν σε ομαδικούς τάφους.

08.09.88

ΠΟΛΙΤΙΚΗ

24 ΩΡΕΣ

ΓΙΑ ΜΙΑ ΑΚΟΜΗ ΦΟΡΑ Ο ΛΑΟΣ ΤΟΥ ΚΟΥΡΔΙΣΤΑΝ ΑΝΤΙΜΕΤΩΠΙΖΕΙ ΤΟΝ ΚΙΝΔΥΝΟ ΤΟΥ ΑΦΑΝΙΣΜΟΥ - Ο ΣΦΑΓΕΑΣ ΑΥΤΗ ΤΗ ΦΟΡΑ ΕΙΝΑΙ Ο ΙΡΑΚΙΝΟΣ ΣΤΡΑΤΟΣ

ΚΟΥΡΔΟΙ

Διεσπαρμένοι σε 5 κράτη παλεύουν για ανεξαρτησία

Του Γ. ΑΠΟΣΤΟΛΙΑΗ

ΓΙΑ ΤΟΝ ΕΛΒΙΕ Περέζ Ντε Κουεγιάρ ίσως αρχίζει μια εποχή νέων προσπαθειών, μετά την επιτυχή παρέμβασή του για τον τερματισμό του πολέμου Ιράν - Ιράκ. Η σφαγή των Κούρδων -για άλλη μία φορά στην μακροαίωνα ιστορία τους-, αυτή τη φορά από το Ιράκ, αποτελεί μια πρόκληση για τον γενικό γραμματέα του ΟΗΕ. Η παρέμβασή του ίσως βοηθήσει τους φτωχούς ορεσίβιους κατοίκους των κουρδικών χωριών να γλιτώσουν τη σφαγή από τις δυνάμεις της Βαγδάτης.

Για τον ηγέτη της Τουρκίας, τον Τουρκοκούν Οζάλ, η διώξη των Κούρδων από το Ιράκ είναι μια ευκαιρία - και συγχρόνως μία πρόκληση. Η είσοδος στην ΕΟΚ απαιτεί την κατάλληλη αντιμετώπι-

ση περιπτώσεων, όπως του διωγμού των Κούρδων. Ίσως, χάρη στην ευρωπαϊκή βλέψη της Αγκυρας, τα τουρκικά σύνορα να ανοίξουν διάπλατα για να υποδεχθούν τους πρόσφυγες.

Κούρδοι, ένας λαός χωρίς πατρίδα. Ένας λαός διεσπαρμένος σε πέντε κράτη, που διώκεται κατά καιρούς από τις κυβερνητικές δυνάμεις, ανάλογα με τα συμφέροντα, ή καλείται να συμμαχήσει μαζί τους εναντίον εξωτερικού εχθρού, με αντάλλαγμα την αυτονομία του, που ποτέ όμως δεν έρχεται...

Στην ιστορία τους, οι Κούρδοι εισέπραξαν πολλές υποσχέσεις: όμως πρακτικά ποτέ δεν κατάφεραν να δημιουργήσουν το δικό τους κράτος. Σχεδόν ποτέ, για την ακρίβεια, αφού κάποτε υπήρξε η Δημοκρατία του Μαχαμπάντ. Οραμα από τότε των ανά τον κόσμο Κούρδων.

Οι Κούρδοι μιλούν μια ινδοευρωπαϊκή γλώσσα, τμήμα της ιρανικής γλωσσικής ομάδας. Αντίθετα,

όμως, με τους Πέρσες ανήκουν στους μουσουλμάνους Σουνίτες. Σύμφωνα με την παράδοση, το πρώτο γραπτό κείμενο στην κουρδική είναι του 7ου αιώνα.

Η χώρα των Κούρδων, το Κουρδιστάν, εκτείνεται σε πέντε κράτη, την Τουρκία, το Ιράκ, το Ιράν, τη Συρία και τη Σοβιετική Ένωση.

Όμως ακόμα και η αναφορά του ονόματος του λαού αυτού έχει απαγορευτεί. Στην Τουρκία, για παράδειγμα, ονομάζονται «ορεινοί Τούρκοι». Ούτε λόγος, φυσικά, για την επίσημη ύπαρξή τους.

Όταν το 1970 το Τουρκικό Εργατικό Κόμμα ενέκρινε ψήφισμα που αναγνώριζε την ύπαρξη του λαού, απαγορεύτηκε η λειτουργία του κόμματος. Κατά καιρούς, οι άνθρωποι του Κουρδιστάν αγωνίστηκαν εναντίον των κυβερνήσεων των χωρών αυτών, χωρίς όμως αποτέλεσμα.

Οι ηγέτες Ιράκ, Ιράν, Τουρκίας τους χρησιμοποίησαν αρκετές φορές εναντίον των εχθρών τους, όμως δεν άφησαν ευκαιριά να πνίξουν τις εξεγέρσεις τους - η Τουρκία το 1925, το 1930 και το 1935, και το Ιράν το 1920 και το 1930.

Μοναδική φορά που οι Κούρδοι πέτυχαν να δημιουργήσουν ένα κράτος χωρίς κανέναν έλεγχο από κάποια κυβέρνηση, ήταν το 1945, με τη Δημοκρατία του Μαχαμπάντ. Βρετανοί και Σοβιετικοί εισέβαλαν στο Ιράν, προσπαθώντας να εμποδίσουν τις φιλοαξονικές τάσεις του σάχη, και οι Κούρδοι βρήκαν μία περίοδο ησυχίας. Τον Δεκέμβριο του 1945 ανακήρυξαν τη Δημοκρατία του Μαχαμπάντ, που όμως άντεξε μόλις ένα χρόνο. Τα στρατεύματα του σάχη διέλυσαν ό,τι οργάνωσαν οι Κούρδοι και εκτέλεσαν τους ηγέτες τους. Μονάχα εκατό περίπου διέφυγαν στη Σοβιετική Ένωση με τον αρχηγό τους Μουσταφά Μπαρζανί.

Οι Κούρδοι είχαν μπει στην τελική ευθεία της πάσης της όποιας αυτονομίας τους. Στον 19ο αιώνα, στην Τουρκία υπήρξαν κάποιες μικρές ελευθερίες στα κουρδικά πριγκιπάτα, κυρίως λόγω του ότι βρισκόνταν σε δυσπρόσιτες περιοχές. Μια σειρά εξεγέρσεων όμως απέτυχαν το 1826, το 1834, το 1853-4 και το 1880.

Η τύχη των Κούρδων του Ιράκ είχε φανεί από πολύ νωρίς. Το 1925, η Κοινωνία των Εθνών έδωσε την περιοχή των Κούρδων στο νεοσυσταθέν κράτος του Ιράκ. Αν και η επανάσταση



Χωριά Κούρδων στο Ιράκ αυτό τον καιρό οι κάτοικοι αυτών των περιοχών σφάζονται από το ιρακινό στρατό.

του 1958 προσδιόρισε ότι το Ιράκ αποτελείται από δύο λαούς, Αραβες και Κούρδους, σύντομα άρχισε ένοπλος αγώνας του κουρδικού λαού. Μεταξύ

του 1961 και του 1968 τέσσερις κυβερνήσεις του Ιράκ έπεσαν, μέχρι που τον Ιούλιο του 1968 πήρε την εξουσία το κόμμα Μπάαθ. Τα κουρδικά χωριά, στα χρόνια που ακολούθησαν, γνώρισαν μεγάλες καταστροφές. Κατά καιρούς, το 1974 και το 1976 έγιναν προσπάθειες συνύπαρξης Κούρδων και κυβέρνησης, χωρίς όμως αποτέλεσμα. Το μόνο που επιτεύχθηκε ήταν η συμφωνία μεταξύ Ιράκ και Τουρκίας για το πέρασμα των συνόρων τους χωρίς προβλήματα όταν κινηγούσαν Κούρδους...

Στη Συρία, οι Κούρδοι το 1976 αριθμούσαν 835.000 περίπου. Σύμφωνα με έρευνες, η παρουσία τους στο χώρο που γεωγραφικά ανήκει στη Συρία ανάγεται στο Μεσαίωνα (Ρενέ Ντισό, «Ιστορική τοπογραφία της Αρχαίας και της Μεσαιωνικής Συρίας»).

Αντίστοιχα, στη Σοβιετική Ένωση, σε απογραφή του 1970 αριθμούνταν 278.463 Κούρδοι στις περιοχές: Αζερμπαϊτζάν,

Αρμενίας, Γεωργίας, Καζακιστάν, Κιργίς, Τουρκμενιστάν. Σύμφωνα με μαρτυρίες Κούρδων, οι ευρισκόμενοι στη Σοβ. Ένωση δεν αντιμετωπίζουν τα προβλήματα των υπολοίπων, εκτός από ελάχιστες εξαιρέσεις.

Ορεινός, γεωργικός και κτηνοτροφικός λαός οι Κούρδοι, κατοικούσαν πάντοτε σε δυσπρόσιτες περιοχές.

Η πολιτιστική άνοιξη τους μπορεί κανείς να πει ότι δεν υπήρξε ακόμα. Η γλώσσα τους, αφενός δύσκολη, είναι απαγορευμένη από τις Αρχές. Στην Τουρκία η χρήση της κουρδικής γλώσσας τιμωρείται...

Ένα από τα μεγάλα προβλήματα των Κούρδων είναι ο αναλφαριθμητισμός. Η απαγόρευση διδασκαλίας της γλώσσας, είχε σαν συνέπεια ακόμα και την έλλειψη ευχέρειας εκδόσεων εφημερίδων και βιβλίων.

Ο σημαντικότερος ίσως εκπρόσωπος της κουρδικής λογοτεχνίας Γιασερ Κεμάλ έγραψε έργα που μεταφράστηκαν σε είκοσι γλώσσες.

Το κουρδικό θέμα επίσης πρόβαλλε με το έργο του ο σκηνοθέτης Γιλμάζ Γκιουνέι. Συνέβαλε και αυτός στο να πάνθουν οι Κούρδοι να είναι κοπάδι...

30.09.88 NOUVEL OBSERVATEUR

Des rescapés kurdes témoignent

“Dites-le au monde !”

Les réfugiés qui ont échappé aux armes chimiques irakiennes se sont confiés à l'envoyé spécial d'A 2, Jacques Merlino

Cevestre, 27 ans, était instructeur militaire dans le Kurdistan irakien. Il porte la tenue traditionnelle des peshmergas, ensemble beige marqué à la taille par une large ceinture et pantalon bouffant. Comme tous les autres peshmergas. Lui a ajouté une chemise blanche et un gilet bien coupé dans un tissu de camouflage. Chef de ce camp de réfugiés, il crie son indignation sur le silence qui entoure les bombardements chimiques dont sont victimes les Kurdes en Irak.

A l'écart, un homme nous écoute. Il ne porte pas la tenue des peshmergas, son visage est défait, ses joues mal rasées, son regard file dans tous les sens comme celui d'un animal traqué. Il serre contre lui un bébé de quelques mois et nous montre sa peau, couverte de cloques rouges. « *C'était le matin, vers 7 heures. Soudain, les avions ont surgi et ils ont jeté quatorze bombes sur le village. Nous nous sommes enfuis sur la colline et nous avons pu sauver nos vies. Mais les gaz ont atteint les petits enfants car ils sont fragiles. Et le mien est devenu comme ça. Je l'ai conduit au médecin du camp qui l'a soigné. Mais il est resté comme ça.* »

Un autre insiste. « *Les avions irakiens ont largué des bombes chimiques. Nous sommes tombés par terre, complètement étourdis. Tout de suite, 40 ou 50 personnes sont mortes. Nous étions un peu plus loin. Nous avons pu nous enfuir. C'était le matin, vers 7 heures 30, dans un petit village près de Serring, la sous-préfecture.* »

Alors qu'arrivaient ces réfugiés, l'ambassadeur de Turquie à Téhéran, M. Volkan Oral, confiait à un journaliste d'« Etelat », l'un des principaux quotidiens iraniens : « *A la demande expresse des Irakiens, nous avons évacué les blessés graves vers des hôpitaux militaires. Et l'accès à ces hôpitaux est totalement interdit.* » Pour ne pas mécontenter leur puissant voisin, les Turcs tentent de dissimuler les traces de ses crimes. Ce qui ne les empêche pas de bien recevoir les réfugiés. Le camp de Yuksekova, à une quarantaine de kilomètres de la frontière irakienne, est remarquablement installé.

Les réfugiés continuent d'affluer. Sur la



Réfugiés kurdes en Turquie

piste défoncée qui mène à la frontière irakienne, nous croisons un convoi de 80 camions bloqués par celui de tête, tombé en panne. Ils sont des milliers qui attendent patiemment. Epuisés sans doute par dix jours de marche en montagne, traumatisés encore par ce qu'ils viennent de subir, ces hommes, ces femmes et ces grappes d'enfants ont conservé la force de se conduire avec une dignité bouleversante. Ceux qui savent écrire glissent dans nos poches des petits morceaux de papier sur lesquels ils ont écrit, en kurde, en arabe, et parfois en anglais, un message dont la conclusion est toujours identique : « *Dites au monde ce que nous venons de subir. Brisez le silence qui nous entoure.* » De ce convoi, jusqu'à la frontière irakienne, nous croiserons sans cesse des files de camions.

La dernière vallée avant l'Irak. La frontière est en haut de cette montagne. On entend le bruit d'une canonnade. Là, en des campements improvisés, encore des centaines et des centaines de réfugiés, les derniers à avoir pu passer. La frontière est maintenant bouclée et 40 000 Kurdes seraient pris dans la nasse, partis trop tard pour trouver refuge en terre turque. Ceux qui ont réussi le passage doivent maintenant faire face à un problème que la Turquie seule ne semble pas en mesure de résoudre. Car les camps qui accueillent des dizaines de milliers de réfugiés, hommes, femmes et enfants, sont en pleine montagne. Dans un mois, il y fera moins 20 degrés la nuit et il y aura deux mètres de neige. Une aide internationale d'urgence s'impose.

JACQUES MERLINO ●

27.09.88 LE PROGRES

ALERTE AUX ARMES CHIMIQUES



Les Instances internationales lancent un cri d'alerte aussi bien les militaires que les populations devant la recrudescence des combats chimiques à travers le monde. Afghanistan, Laos, Iran... Peut-on mettre un terme à la « guerre sale » ? Est-ce vraisemblablement le théâtre de la guerre chimique ? Il est possible de se protéger efficacement ? d'opérations où l'utilisation d'agents toxiques tou-

L'ARTICLE DE MARCEL LEGENDRE

ARMES CHIMIQUES : LA GUERRE SALE

La guerre du Golfe a brisé le tabou de l'utilisation des armes chimiques. Les présidents Reagan et Mitterrand en appellent à la mobilisation contre cette « guerre sale » et demandent l'interdiction de telles armes.

Sur les ruines encore fumantes de la Seconde Guerre mondiale, le maréchal Joukov n'hésitait pas à proclamer que l'emploi massif et simultané des armes atomiques, chimiques, et biologiques, serait caractéristique du prochain conflit...

Triste et réelle prémonition. Après la bombe d'Hiroshima, les armes chimiques ou biologiques sont de plus en plus évoquées dans les conflits modernes.

Il est vrai que l'écrivain Paulsanias révèle que les belligérants des guerres grecques empoisonnaient déjà les points d'eau au moyen de racines d'ellébore dans le but de donner à leurs adversaires des diarrhées tellement fortes qu'ils ne pouvaient plus combattre.

Les vésicants, les suffocants, les hémotoxiques et les neurotoxiques ont remplacé l'ellébore, mais le principe reste le même...

Gaz moutarde

Alors que le monde a encore en mémoire la première agression chimique de l'histoire, en 1915, ayant fait cinq mille morts en quelques heures sur les six kilomètres du saillant d'Ypres — les progrès de la science n'ont pas trouvé de véritables antidotes — l'ypérite, redoutable « gaz moutarde », est malheureusement encore d'actualité.

Utilisé contre les Iraniens, dans les conflits du Sud Est asiatique, en Afghanistan, l'ypérite est l'un des composants de la panoplie de l'horreur de la « guerre sale ».

Si durant le second conflit mondial, des milliers de tonnes de composés organophosphorés, synthétisés par le III^e Reich, suite aux travaux du chimiste, Gerhard Schrader, n'ont pu heureusement voir le jour grâce à une force de dissuasion britannique, les Anglais ayant en effet aussi synthétisé un neurotoxique, le D.F.P., depuis de nombreux points du globe, les observateurs ont concrétisé l'utilisation d'agents chimiques de la pire espèce.

Pluie jaune

Au Viêt-nam, c'est « l'agent orange », mais il ne s'agit que d'un herbicide inoffensif pour l'homme, utilisé comme défoliant, notamment le long de la piste Hô Chi Minh pour débarrasser le Viêt-kong. Plus grave « the yellow rain » — la pluie

jaune — dénoncée par le secrétaire d'Etat américain, Alexander Haig, lors d'un discours prononcé le 13 septembre 1988, devant



L'O.N.U. a pu se rendre compte des dégâts des armes chimiques dans la guerre Iran-Irak

la presse berlinoise. « La communauté internationale s'inquiète d'informations répétées selon lesquelles l'Union soviétique et ses alliés ont utilisé des armes chimiques mortelles au Laos, au Kampuchéa, et en Afghanistan ». Le politicien évoquait alors trois substances de type mycotoxiné.

Le 6 mai 1987, une mission organisée par le Conseil de sécurité des Nations unies confirme : « Les forces irakiennes se sont servies à maintes reprises d'armes chimiques — bombes et très vraisemblablement roquettes — contre les forces iraniennes. Les agents chimiques employés étaient du gaz moutarde (ypérite), et vraisemblablement, en certaines occasions, des agents neurotoxiques. Des civils ont eu à pâtir des effets de ces agents chimiques. Des militaires iraniens ont souffert des effets de l'ypérite et d'un irritant

pulmonaire qui pourrait avoir été du phosgène... ».

La guerre chimique est là, présente, avec toute son horreur, avec les photos des martyrs tétanisés sur place, concrétisés encore par l'afflux de réfugiés, aux témoignages insoutenables, fuyant les terres contaminées, comme récemment au Kurdistan (voir notre journal du

19 septembre).

Trop tard

Globalement, les gaz de combat sont classés en fonction de leurs effets physiologiques.

Les vésicants qui produisent des brûlures graves, et, si on les respire, des lésions pulmonaires pouvant entraîner la mort. Le gaz moutarde, au caractère insidieux, traverse tout textile, s'infiltré à travers l'épiderme, le derme, sans susciter la moindre réaction. Après un temps de latence, apparaissent les premières manifestations (fortes démangeaisons), il est alors trop tard pour enrayer le processus destructeur de son action nécrosante sur les tissus vivants.

Les suffocants, attaquent les poumons, ils provoquent des œdèmes. Les deux principaux sont le chlore et le phosgène.

Les hémotoxiques, comme l'acide cyanhydrique et le chlorure de cyanogène agissent en bloquant la respiration, provoquant ainsi la mort en quelques instants.

Enfin, les neurotoxiques, qui inhibent irréversiblement une « enzyme clé » du système nerveux, l'acétylcholinestérase. Le cerveau est alors plongé dans un état de crise d'épilepsie impressionnante par son intensité et sa durée. Les muscles reçoivent des stimulations anarchiques, les sécrétions deviennent profuses. Les victimes meurent généralement d'asphyxie, ou encore plus tardivement de lésions cérébrales.

Les neurotoxiques les plus connus sont le tabun, le soman et le V.X. Une gouttelette de V.X. de la taille d'une épingle, déposée sur la peau suffit à vous envoyer « ad patres »...

De quoi inquiéter sérieusement les instances internationales qui lancent un cri d'alerte : stop aux chimiques !

MARCEL LEGENDRE ■

LE MONDE 26.09.88

TURQUIE : malgré l'amnistie annoncée par Bagdad

Peu de réfugiés kurdes sont prêts à regagner l'Irak

Les membres d'une mission du Haut Commissariat aux réfugiés qui ont visité, du 9 au 18 septembre, cinq camps de réfugiés kurdes dans le sud de la Turquie n'ont pas constaté, chez ces derniers, de blessures par arme chimique, a indiqué, vendredi 23 septembre, un porte-parole du HCR.

Par ailleurs, un observateur danois de l'ONU en poste dans le nord de l'Irak a affirmé que les forces irakiennes n'avaient pas utilisé de gaz de combat depuis l'instauration du cessez-le-feu. Le capitaine Haunsvig a précisé n'avoir décelé aucune trace de gaz lors d'observations à l'aide d'instruments de détection perfectionnés.

SILOPI

de notre envoyé spécial

« Pas question de rentrer en Irak tant que Saddam Hussein sera au pouvoir. Nous ne rentrerons qu'ensemble et pour continuer la lutte. » Dans les camps de Diyarbakir, Mardin, Silopi, c'est partout le même refus. A Mardin, une consultation des chefs des onze tribus présents dans ce camp de 4 643 réfugiés n'a donné, selon l'adjoint du préfet, qu'un maigre résultat : quatre célibataires et une famille volontaires pour le retour en Irak, autant pour le départ en Iran.

Le député de Mardin, M. Nuredin Yilmaz, longtemps emprisonné pour propagande kurde, s'est entretenu, mardi, avec les 10 000 réfugiés du camp de Silopi, fermé à la presse depuis les affrontements qui ont opposé, selon les autorités, partisans du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK) de M. Massoud Barzani, à ceux du Parti du peuple du Dr Sami Abdel Rahman : il n'a pas trouvé davantage de candidats au départ. Des réfugiés sont arrivés hier encore dans ces deux camps.

Sur les 15 kilomètres de route qui mènent de Silopi au pont sur le Habour, à la frontière turco-irakienne, et au-delà vers les montagnes de Zakho, bombardées le mois dernier, un millier de camions-citernes turcs (ils sont 5 000 chaque jour à passer dans les deux sens) attendent leur tour pour aller s'approvisionner en pétrole et en gaz chez le riche voisin; d'autres trans-

portent les produits d'exportation turcs, en hausse de 154% pour les cinq premiers mois de 1988. On n'a pas vu les 1 000 réfugiés volontaires pour le retour dont la presse annonçait le passage pour aujourd'hui.

Si le chiffre de plus de 40 000 retours avancé par les autorités irakiennes apparaît ici totalement invraisemblable, un millier de retours volontaires semblent néanmoins en cours d'étude. C'est ce qu'a annoncé, mercredi, la télévision en précisant que les deux représentants du CICR en mission en Turquie étaient attendus jeudi à Diyarbakir pour étudier cette éventualité.

Le coût de l'accueil

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a accueilli « avec satisfaction » les déclarations de l'ambassadeur d'Irak en Turquie, selon lesquelles, outre l'application de l'amnistie, toutes facilités seraient accordées aux réfugiés désireux de rentrer. Le porte-parole a toutefois précisé qu'il n'était pas question de forcer quiconque au départ et réitéré sa demande d'aide internationale, soit sous une forme d'accueil direct des réfugiés, soit par une aide financière.

De plus en plus se pose le problème du coût de l'accueil : dans un pays où l'inflation atteint 78% et où la priorité est donnée à une impopulaire politique d'austérité, le problème est politique autant qu'économique. Sur la place de la République, à Mardin, devant la foule massée entre l'église syriaque et la mosquée, M. Suleyman Demirel, le leader de l'opposition populiste conservatrice, a développé, mardi, son thème favori, celui de la hausse des prix - « 1 kilo de blé pour 1 kilo d'engrais de mon temps, deux aujourd'hui... » - et demandé la démission du premier ministre, M. Turgut Ozal, si celui-ci n'obtenait pas la majorité lors du référendum ce dimanche.

Le budget consacré à la « nourriture » dans le camp de Mardin, ouvert il y a une semaine, peut sembler mince - 8 000 francs par jour pour 4 643 personnes. Il est dans la moyenne pour une région d'installation des réfugiés - dans le Sud-Est - qui est l'une des plus défavorisées du pays. Les habitants, unanimes à compatir aux malheurs de leurs hôtes, ont vu avec une surprise teintée d'amertume la rapidité avec laquelle sont réalisés les tra-

voux d'infrastructure (sanitaires, dispensaire, électricité...) en cours d'achèvement alors que certains d'entre eux ont dû attendre des années le même type d'améliorations.

Le préfet est sur place toute la journée tandis que son adjoint, qui a renvoyé femme et enfants dans la belle-famille pour s'installer nuit et jour au camp, discute avec des grossistes, ravis de l'aubaine, le prix de 200 kilos de tomates... Sans être ostensible, la priorité donnée au problème des réfugiés n'en est pas moins perçue par tous.

Les récriminations des réfugiés, inquiets après une nuit de tempête au cours de laquelle plusieurs tentes se sont envolées, et qui n'en peuvent plus d'attendre l'achèvement des douches ou une amélioration de la

qualité des repas, semblent excessives à certains. Dans sa boutique, un jeune parfumeur écoute Oum Kalsoum, la diva égyptienne. Dans la tête de beaucoup de Turcs d'origine arabe, nombreux comme lui à Mardin, le coût économique de l'opération s'accompagne du danger d'une rupture des équilibres locaux : « Et s'ils restent, les Kurdes seront majoritaires : ils feront des problèmes. »

Au niveau national, l'éventualité du maintien des réfugiés en Turquie est loin de faire l'unanimité : déjà au sein du parti au pouvoir, le Parti de la mère patrie (ANAP), certains, issus du courant nationaliste, critiquent la décision du premier ministre. Des villes du centre de l'Anatolie ont d'ores et déjà refusé la venue de réfugiés. Tout en annonçant l'ouverture d'un compte en banque ou d'un centre de dépôt pour les contributions en nature de la population, les autorités locales ne semblent pas désireuses de donner à ces initiatives une publicité qui permettrait d'aller au-delà du nécessaire.

Visiblement, on ne veut pas laisser les réfugiés prendre goût à une situation qu'on affirme provisoire, même si des dispositions semblent déjà prises dans certaines régions, comme Iskenderun, en prévision de l'hiver.

Comble du paradoxe dans un pays auquel on reproche l'impérialisme culturel de l'élément turc : les réfugiés ont, devant nous, demandé avec insistance l'ouverture de cours de turc pour leurs enfants, une demande acceptée par le gouvernement qui a promis l'envoi d'une quarantaine de professeurs. Pour certains hauts fonctionnaires locaux, la décision est une erreur : « Qu'ont-ils à faire du turc, sinon pour s'installer ici ? »

MICHEL FARRÈRE.

6-09-88

המורדים הכורדים: העירקים הרגו ופצעו אלפים בנשק כימי

דורשים חקירה בלתי תלויה • 100.000 אזרחים כורדים ומורדים מצאו מקלט מעבר לגבול מאז החלה ההתקפה העירקית הגדולה על הכורדים, יום לאחר הפסקת האש עם אירן

לאורך הגבול וביקשה מעירק ואירן לנהוג כפחד. הישגים הכורדים בתפרים על סמך המשתרע על חלקים ממזרח עירק ואיראן.

התנועה הכורדית לעצמאות שואפת להקים מדינה כורדית משלה ולשתתף במחוזות במדינת אלה ועל רקע זה פרצו בעבר התנגשויות קשות.

פרשנות / עורך וראי

עיראק מנצלת הזדמנות אכזרית

נשיא עיראק סדאם חסיין, אינו מתכוון להסיל את כל יבול עירק עם פגישי בעקבות הפסקת האש, כפי שהערים במערב הגבול המערבות כלבנו, הגרלת הידוע לאשף, והידועות על חידוש התערבות כמדינה - כל אלה ממוזשים כי פני עיראק הלוזמת לא למנוחה אלא הביטוי היחיד מוחשי לסתנתיה, ודרך מחסונו ושיטת פעילותו של סדאם חסיין סמון חזקא איוהעים הרעגים מכלל סדר ריסון שכנשו עיראק, ידיו של הצבא העיראקי שהיו כבולות במלחמת המפרץ, התרו בשבוע שעבר למחנה כניסת הפסקת האש כוזית האיר אגית לתקפה.

היה כוזד לסדאם חסיין, כי אירן תפקיד את בני מדינה הכורדים בני פון וכי זוהי ההזדמנות להסיל את המדינה, על פי שיטתו האכזרית הידועה. עתה כמו כן היה כוזד לו כי עיר אשור יישים העולם האחד והראשון אהוב לבדוק זדועות על פגיעה כוזית האדם ככורדיסטאן, הרי ניתן להשמיד כפרים כורדיים על יושביהם ולהסיל אלפים בני שאירע בימים האחרונים, על פי הדימויים.

ניקוסיה ועיר. המורדים הכורדיים עצנו איבול כי צבא עירק גרם את סתם ופציעתם של אלפי אזרחים כורדים בנשק כימי רעיל וקרא לעי וך הקידה בלתי תלויה כמורדים שכנס אירע ההתקפות.

הדבר הפלגה המודדת המדוק רסית מסר כשיחה לפנתיה כי 1,900 אזרחים נדרו 5000 נפצעו ער ו כסססמבר, מרכינם מהתקפות נשק כימי על 65 כפרים כורדיים בשמן מוזח עירק.

הדובר החמן חוקרים כוארם, ומארגוני אגנסטי הצלב האדום, לבוא ולבקר ככפרים במחוזות הרוק, מוסול וארכיל, כדי לראות את מה שאירע בעקבות הפעלת נשק כימי.

הא עירא לוחשים לחקד את קוד בנות התקפות הגאווים העילים שנבלשו לסודקיה קודו ל-100.000 אזרחים כורדים ומורדים מצאו מקלט מעבר לגבול מאז החלה ההתקפה העירקית הגדולה על הכורדים, יום לאחר שהפסקת האש עם אירן נכנסה לתוקפה.

הדובר הכורדי אמר כי חידות הצבא העירקי כבשו כניסים כורדיים במחוזות ואבו ורהוק, אולם הקרבות נכשלים במחוזות עכסיה ואחואן. הדובר הסיק מהתנגשות שלטו תר כשך כדי להסיל את בני העם הכורדי. כל עוד מלחמת הגרילה שלטו נכשלת האנו נפצעים בקרבות גלים

ני כמורקה האפר כי הוא משך כמלי וכתו כנהג הכורדים תדה לסודקיה על סקלטה את השליטים הכורדים והאגה להם. אדוקה העוזות כצני ום של עיראק אלפי גלישים כורדים בשמן עירק הגבוהה את אכזרית הכוזן כדקס כצני כרדה כוזית כגבולר זיה - סמון כקוזות ככוננים ככור קרה אגיהה זיגברה את כוזיתיה

אל פגים לעולם לא יסרענו צבא עירק. לוככו נדרנו ככוזות הגרילה 250 לוחמים יסודו הצני נדרנו או נפצעו 7,000 חילים עירקיים, מאז החלה ההתקפות צבא עירק. כראזאני כוזיה לסודקיה כנהג הכורדים הכעוד כראזאני הכוזים כי כיקס כקלס כרד

PARLEMENT EUROPÉEN

14 septembre 1988

B2-663/1
B2-666/1
B2-681/1
B2-703/1
B2-709/1
B2-751/1
B2-695/1

PROPOSITION DE RESOLUTION COMMUNE

déposée par M. HÄNSCH, au nom du groupe socialiste
M. HABSBURG, au nom du groupe du parti populaire européen
M. WELSH, au nom du groupe des démocrates européens
M. CONDESSO, au nom du groupe libéral, démocratique et réformateur
M. CERVETTI, au nom du groupe communiste
MM. TRIDENTE et KUIJPERS, au nom du groupe arc-en-ciel
M. COSTE-FLORET

remplaçant les propositions de résolution déposées par :

M. NEWENS et autres signataires, au nom du groupe socialiste (doc. B2-663/88).
M. AVGERINOS, au nom du groupe socialiste (doc. B2-666/88)
M. BEYER DE RYKE et Mme VEIL, au nom du groupe libéral, démocratique et réformateur (doc. B2-681/88)
M. VON NOSTITZ et autres signataires (doc. B2-703/88)
M. VANDEMEULEBROUCKE et autres signataires, au nom du groupe arc-en-ciel (doc. B2-709/88)
M. CERVETTI et autres signataires, au nom du groupe communiste et apparentés (doc. B2-751/88)
M. AMARAL, au nom du groupe libéral, démocratique et réformateur (doc. B2-695/88)

sur l'offensive irakienne contre les Kurdes

Le Parlement européen,

- A. considérant que, alors qu'un cessez-le-feu est intervenu entre l'Iran et l'Irak, l'armée irakienne procède à l'extermination de la population kurde d'Irak,
- B. considérant que les hostilités déclenchées contre la population kurde ont conduit au massacre de milliers de civils et la destruction de milliers de villages kurdes,
- C. considérant que l'Irak utilise des armes chimiques pour exterminer la population kurde et que cela a entraîné la mort atroce de milliers de civils et n'est pas loin d'atteindre les dimensions d'un génocide,
- D. eu égard à l'exode massif et forcé des Kurdes, qui fuient le Nord de l'Irak pour gagner la Turquie,
- E. scandalisé par l'attitude du gouvernement irakien qui, délibérément, ignore les avertissements et la réprobation manifestés à son endroit par la communauté internationale, laquelle exige qu'il renonce à l'emploi d'armes chimiques,
- F. vu les résultats de l'enquête qui a été menée à la demande des Nations unies,
- G. estimant que de telles pratiques ne peuvent être passées sous silence sans dommage pour l'ordre international,

PE 126.518/1
PE 126.519/1
PE 126.520/1
PE 126.521/1
PE 126.522/1
PE 126.523/1
PE 126.524/1
OR. EN. FR.

L'HUMANITÉ/LUNDI 31 OCTOBRE 1988 -

Le Pr Heyndrickx veut briser le silence

CRI D'ALARME CONTRE LES ARMES CHIMIQUES

LE Pr Heyndrickx, directeur du laboratoire de toxicologie de l'université de Gand, est l'un des rares spécialistes dans le monde des soins aux victimes d'armes chimiques : il a soigné, depuis 1983, les soldats iraniens victimes des bombardements chimiques irakiens. Il a également fait partie de la commission d'enquête de l'ONU qui, au printemps dernier, s'est rendue à Halabja (nord de l'Irak) où trois mille cinq cents Kurdes avaient péri, victimes de gaz toxiques déversés sur la ville par l'aviation irakienne.

S'il parle aujourd'hui, c'est que le même crime s'est reproduit fin août, faisant des milliers de victimes, chassant près de cent mille Kurdes vers la Turquie où ils ont été entassés dans des camps et privés de tout secours international. Cela dans l'indifférence générale.

Le Pr Heyndrickx a de bonnes raisons de se montrer sévère pour la Turquie : depuis deux mois, il se heurte au refus d'Ankara de laisser les équipes médicales internationales accéder aux camps de réfugiés pour examiner les rescapés et les soigner correctement, que

ces équipes soient mandatées par l'ONU, par la Croix-Rouge internationale ou par d'autres organisations. Prétexte avancé : les médecins turcs n'ont trouvé aucune trace d'intoxication chez les réfugiés.

« Pour moi, dit-il, les Turcs trichent : ils savent qu'il y a des intoxiqués et ils les cachent. D'ailleurs, deux médecins turcs qui avaient tenté de parler ont été limogés. Ils adoptent la même attitude que l'Irak, qui a refusé l'entrée sur son territoire de la commission d'enquête de l'ONU dont je faisais partie. Il y a entre les deux pays un accord d'assistance mutuelle contre les Kurdes et, de plus, la Turquie veut sa part du formidable marché de reconstruction de l'Irak, après la guerre. Face à cela, on assiste à une hypocrisie internationale révoltante. Tout le monde se tait. Et la presse, qui fait des tas d'histoires avec trois baleines prises dans les glaces, ne dit rien du massacre de milliers de Kurdes, qui, lui, continue. »

Qui fournit à l'Irak ces armes terribles ? « On sait, dit le professeur, que le corps des bombes est fourni par l'Espa-

gne. Elles sont chargées dans deux usines proches de Samara, en Irak, avec trois sortes de gaz : le cyanure, qui tue immédiatement, les neurotoxiques, qui provoquent une lente agonie, et le gaz moutarde. Le mélange se fait dans l'atmosphère, après explosion des bombes, et les Irakiens sont passés maîtres dans leur maniement et leur dosage. Mais l'Irak ne fabrique pas les produits de base, il les importe : de Belgique, jusqu'à il y a deux ans, de Suisse, jusqu'en décembre 1987, de France et, plus récemment, d'Inde et du Brésil. »

Quand on demande au toxicologue quelles solutions il préconise pour mettre fin à de telles pratiques, il répond : « D'abord, et c'est ce que je viens de dire au secrétaire général de l'ONU, Perez de Cuellar, que la législation oblige les acheteurs à indiquer la finalité des produits phytopharmaceutiques. Mais il faudrait aussi boycotter les pays qui refusent l'entrée chez eux aux enquêteurs de l'ONU et, pourquoi pas, les exclure des organisations internationales. »

Entretien réalisé
par Françoise Germain-Robin

12.09.88 HÜRRIYET

SHP'li Eren'den, Kürtlüğe övgü

Fatih GÜLLAPOĞLU

HEIDELBERG, (Hürriyet)- Federal Almanya'nın Frankfurt Kenti yakınlarındaki Eppelheim kasabasında dün yapılan "Yılmaz Güney'e Özgürlük" panelinde konuşan SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren, "Kürdüm... Özgürlüğümüzü, mutlaka alacağız. Kimse engelleyemez" dedi. Eren'in bu sözleri, panele katılan diğer yazar ve sanatçıların tepkisini çekti.

Beş bin kişinin katıldığı, yaklaşık bin kişinin de dışarıda kaldığı Rhein Neckar salonundaki panelde, konuşmasına "Yılmaz Güney, kendi sanatına ve yiğit Kürt halkına, yurt dışında da sahip çıktı" diye başla-

yan Mehmet Ali Eren, salondaki bir grubun, "Kürtlere özgürlük" sloganı atması üzerine, "Bu özgürlüğü mutlaka alacağız. Bunu kimse engelleyemez. Ağır ağır ilerleyeceğiz, ama özgürlüğümüzü alacağız" şeklinde konuştu. Paneldeki son konuşmayı yapan sinema sanatçısı İlyas Salman, SHP milletvekili Eren'in konuşmasını kasederek, "Ulusların kendi kaderini tayin hakkına inanıyorum. Ama sınıfsal meselelerin kan davası haline getirilmesine karşıyım. Ayrıca Yılmaz Güney'i tabulaştırmak istiyorlar. Yılmaz, kahraman değil, ama iyi bir sinemacı, iyi bir halk adamıydı" dedi.

Bunun üzerine tekrar söz

alan SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren, İlyas Salman'ın bu sözlerini ağır bir şekilde eleştirdikten sonra, "Sevgili Türkiyeliler, bugün Kürtler insan yerini dahi konulmuyor" dedi.

Mehmet Ali Eren'in konuşmasını tamamlamasından ardından, aralarında Türkiye Yazarlar Sendikası İkinci Başkanı Demirtaş Ceyhun ile sinema eleştirmeni senarist Onat Kutlar'ın da bulunduğu konuşmacılardan bazıları, kulise indikten sonra toplantıyı terk etmek istediler. Bu arada, Demirtaş Ceyhun'un, SHP milletvekili

Mehmet Ali Eren'e, "Sen ancak Kürtlerin Alparslan Türkeş'i olursun" dediği duyuldu.

AZINLIK MİLLİYET

SHP'li Mehmet Ali Eren, 19 Ocak 1988 tarihinde de, Meclis'te gündem dışı bir konuşma yaparken, Kürtler için "Azınlık milliyet" niteliğinde bulunarak, "Bunlar ana dillerini konuşamıyorlar. Çocuklarına istedikleri isimleri veremiyorlar" demişti. Meclis'te büyük gürültü koparan bu konuşmada Eren, "Kürt tabusu" nun yıkılması gerektiğini; bu insanların baskı altında bulunduğunu öne sürmüştü. Artan tepkiler üzerine SHP Genel Başkanı Erdal İnönü de konuşma ile ilgili olarak, "Yanlış anlaşılmalı bir konuşma oldu. İfadesinin yanlış olduğunu ben de farkettim. Kendisinden açıklama yapmasını istedim" demişti.



PARTI SOCIALISTE

Paris, le 7 Septembre 1988.

Secrétariat International

COMMUNIQUE DU BUREAU EXECUTIF.

Comme il a déjà été amené à le faire il y a quelques mois, lors du bombardement de la ville de Halabja, le Parti Socialiste rappelle sa ferme condamnation de tout recours aux armes chimiques, prosrites par le Protocole de Genève de 1925.

Il demande instamment aux autorités irakiennes de mettre fin aux opérations armées contre la population des provinces kurdes, qui ont fait de nombreuses victimes et poussé plus de 100.000 personnes à chercher refuge en Turquie. Il rappelle son soutien aux légitimes aspirations des Kurdes au respect de leur identité dans le cadre des Etats existants.

La communauté internationale ne peut accepter que les Kurdes soient les victimes du cessez-le-feu heureusement survenu dans le conflit entre l'Irak et l'Iran.

10, RUE DE SOLFÉRINO - 75333 PARIS CEDEX 07 - TÉL. (1) 45 56 77 00 - TÉLÉCOPIEUR : (1) 47 05 15 78 - TÉLEX : 200174 F

231 BAGDAD IRK 150988 51416 INT EMI
Irak-Kurdes, lead-flt1

moy

Une mission de l'ONU "bienvenue en Irak sous certaines conditions"

BAGDAD, 15 sept (AFP) - L'Irak a rejete une nouvelle fois, jeudi, les "allegations" affirmant que Bagdad a utilise des armes chimiques dans le Kurdistan et annonce qu'une mission d'enquete des Nations-Unies "serait bienvenue" a condition de ne pas enfreindre la souverainete irakienne.

Un peuple, a indique cependant le ministre irakien de la Defense, le general Adnane Khairallah, au cours d'une conference de presse tenue a Bagdad, "a le droit de se defendre "avec tous les moyens a sa portee".

Admettant implicitement que l'Irak avait la capacite de produire des armes chimiques, le general Khairallah, qui est egalement vice-Premier ministre et commandant en chef-adjoint des forces armees, a assure que l'Irak n'entendait pas les utiliser".

"Mais si cela est la regle, chaque regle a ses exceptions", a-t-il ajoute. "De toute facon, nous ne serions pas les premiers a produire des armes chimiques. Et pourquoi, si ces armes sont interdites, tant de pays, y compris des super-puissances, continuent-ils a les produire?".

Repondant aux accusations de la presse internationale selon lesquelles l'armee irakienne a bombarde a l'arme chimique, le mois dernier, des rebelles Kurdes fuyant l'Irak vers la Turquie, le general Khairallah a affirme qu'une telle mesure n'aurait ete "ni necessaire, ni apte techniquement au terrain".

suivra

INSTITUT KURDE

243

IRK

150988 51417 INT

EMI

Irak-Kurdes, lead-flt2

Une mission de l'ONU en Irak ...

BAGDAD - Une mission des Nations-Unies "serait bienvenue a n'importe quel moment, si elle n'etait pas contraire a la paix et a la souverainete irakienne. Mais, etant donne que les Kurdes en question sont Irakiens, et qu'il s'agit donc d'une affaire interne, quel serait le role des Nations-Unies?", s'est interroge le general Khairallah.

Salon le ministre, la grande majorite des Kurdes qui ont fui devant l'offensive des troupes irakiennes, entre le 27 aout et le 5 septembre, l'ont fait par un reflexe de peur.

"Les rebelles vivaient parmi eux et leur ressemblaient, ils ont eu peur que l'armee irakienne ne s'attaque a eux. Mais nous savons que quatre sur cinq des Kurdes qui ont franchi les frontieres turque et iranienne n'avaient rien a voir avec les insurges, c'est pour cette raison que nous leur avons propose une amnistie le 6 septembre", a-t-il affirme.

Jeudi matin, pres de 20.000 Kurdes, selon les chiffres officiels, etaient rentres en Irak aux termes de l'amnistie. Selon le general Khairallah, ils sont tous en bonne sante.

Le senateur americain, M. Claiborne Pell, qui a presente un projet de loi au Senat vendredi dernier demandant des sanctions economiques contre l'Irak, "semble croire qu'il aime mieux les Kurdes que nous, mais il ne pourrait meme pas nommer deux villes de la region", a-t-il affirme.

suivra

267

IRK

150988 51418 INT

EMI

Irak-Kurdes, lead-flt3-der

Une mission de l'ONU en Irak ...

BAGDAD - Selon le ministre, les deux millions de Kurdes vivant dans le nord du pays sont largement satisfaits de l'autonomie dont ils jouissent dans le cadre de la Republique irakienne. Les recentes operations de securite contre les "quelques milliers" de rebelles ont ete menees par des Kurdes loyalistes, a-t-il dit.

Il a defendu les deplacements de plusieurs familles kurdes, en affirmant qu'il s'agissait seulement de mesures de securite prises dans les regions frontalierees en temps de guerre qui avaient egalement frappe des familles arabes.

Outre une plus grande autonomie, les rebelles kurdes revendiquent le retour dans leur region d'origine de plusieurs milliers de familles deportees vers le sud du pays.

Le general Khairallah a reaffirme que les informations sur l'utilisation d'armes chimiques rentrent dans le cadre d'une "campagne de propagande" orchestree par des "cercles sionistes" pour essayer d'affaiblir l'Irak dans les negociations de paix avec l'Iran a Geneve. Les propositions recemment faites en vue de transferer les negociations a New York visent elles aussi, selon le ministre, a faire pression sur l'Irak.

"Il semble que les sionistes n'etaient pas satisfaits de la perspective d'une fin de la guerre, alors ils ont incite l'Iran a se cramponner a ses positions", a-t-il declare.

Les dirigeants irakiens, selon le general Khairallah, n'ont pas encore discute l'avenir des relations irako-americaines depuis la recente declaration du secretaire d'Etat George Shultz qui a affirme detenir des preuves "irrefutables" sur l'utilisation d'armes chimiques.

bb/nas-an

GLGL
 ELU0425 4 I 0135 FRA /AFP-OR82
 France-Irak
 moy

Une trentaine de personnes interpellées devant l'ambassade d'Irak à Paris

PARIS, 21 sept (AFP) - Une trentaine de personnes ont été interpellées mercredi après-midi devant l'ambassade d'Irak à Paris, alors qu'elles essayaient de pénétrer à l'intérieur, armées de bâtons, a-t-on appris mercredi soir auprès de la préfecture de police.

Selon de bonnes sources, non confirmées officiellement, il s'agirait de militants kurdes.

Toutes les personnes interpellées ont été relâchées en début de soirée après vérification d'identité, sur décision du procureur.

Mardi après-midi, une quarantaine de militants kurdes avaient occupé pendant environ une heure les locaux de la compagnie aérienne soviétique Aéroflot, à Paris, pour protester contre le "génocide du peuple kurde".

DF/jms/Dfe
 AFP 212251 SEP 88

GLGL
 ELU0010 4 I 0245 GRB /AFP-PD27
 GB-Irak

Londres adresse une sévère mise en garde à Bagdad à propos de son éventuelle utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes

LONDRES, 22 sept (AFP) - Le Foreign Office a adressé mercredi à Londres une sévère mise en garde au ministre d'Etat irakien aux Affaires étrangères, M. Saadoun Hammadi, à propos de l'éventuelle utilisation d'armes chimiques par l'Irak contre les Kurdes

Si les accusations des Kurdes sont vraies, de tels agissements sont "barbares" et inspirent un "profond sentiment de répulsion", a déclaré le chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe, au ministre irakien, au cours d'une rencontre de 70 minutes qui s'est tenue au Foreign Office à la requête de M. Hammadi, selon un porte-parole.

Sir Geoffrey a également exhorté le gouvernement irakien à accepter l'envoi d'une mission d'enquête de l'ONU en Irak sur cette question, jugeant "inexplicable" l'opposition de Bagdad à un tel projet, a précisé le porte-parole.

De son côté, M. Hammadi a opposé un nouveau démenti aux accusations des Kurdes, et a estimé que l'envoi d'une telle mission constituerait "une immixtion sans précédent" dans les affaires intérieures de son pays.

Le ministre irakien effectue actuellement une tournée des pays membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, afin de leur exposer la position de Bagdad sur les perspectives d'un règlement du conflit Iran-Irak. New York sera la prochaine étape de cette tournée.

RHL/JR tp
 AFP 220149 SEP 88

GLGL

FRA0543 4 I 0240 USA /AFP-JN83

USA-Iran-Irak fit1

L'ambassade d'Irak rejette une enquête sur les armes chimiques

WASHINGTON, 14 sept (AFP) - L'ambassade d'Irak à Washington a rejeté, mercredi, une demande d'enquête des Nations Unies sur l'usage d'armes chimiques contre la population kurde.

La demande d'envoi d'enquêteurs des Nations Unies au Kurdistan irakien, faite lundi par une dizaine de pays à l'ONU, est "une ingérence dans les affaires intérieures irakiennes", a déclaré un porte-parole de l'ambassade.

Il a souligné que 50 à 60 journalistes étrangers étaient déjà sur place et pourraient constater par eux-mêmes si des gaz de combat avaient été utilisés, comme l'affirment les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'organisation humanitaire Amnesty International.

Entretemps, la pression est montée au Congrès pour exiger des sanctions contre l'Irak et le département d'Etat cherche à limiter les dégâts.

Le département d'Etat, qui a demandé à une sous-commission du Sénat de laisser faire le gouvernement dans sa démarche pour obtenir une enquête de l'ONU, s'est opposé à un projet de loi de sanctions contre l'Irak présenté à la Chambre.

Dans une lettre envoyée mardi à la commission des Affaires Étrangères de la Chambre, le département d'Etat qualifie d'excessif le terme de "génocide" utilisé par l'auteur du projet, le représentant Tom Lantos (démocrate-Californie), a indiqué un responsable américain qui a requis l'anonymat.

suivra

AFP 141901 SEP 88

GLGL

FRA0465 3 I 0271 BAH /AFP-JD84

Iran-Irak prév-flt1

Les accusations d'utilisation d'armes chimiques contre l'Irak compliquent les négociations irako-iraniennes

MANAMA, 14 sept (AFP) - Les accusations portées contre l'Irak par plusieurs gouvernements occidentaux, en premier lieu les Etats-Unis, à propos d'une utilisation d'armes chimiques contre sa population kurde, ont compliqué les négociations irako-iraniennes menées sous l'égide de l'ONU et semé le doute sur le calendrier et le lieu des prochaines réunions.

Le Sénat américain a voté un projet de loi sur des sanctions économiques contre l'Irak, alors que la Grande-Bretagne et des organisations humanitaires formulaient des accusations directes, et que la France et la Suisse manifestaient leur "inquiétude".

De plus, dix pays, dont notamment la France, la Grande-Bretagne, le Japon et la RFA, ont demandé au secrétaire général de l'ONU d'organiser une enquête à ce sujet.

À la suite de ces accusations, l'Irak a refusé, mercredi, le transfert des négociations irako-iraniennes au siège des Nations Unies à New York.

Dans un communiqué publié à Genève, la délégation irakienne a indiqué qu'elle ne pouvait accepter le choix de New York pour des négociations "longues et approfondies" pour des raisons politiques et de sécurité liées à la "campagne haineuse menée actuellement contre l'Irak".

La délégation irakienne a indiqué avoir accepté "par respect pour le secrétaire général" (des Nations Unies), la tenue d'une réunion à New York durant la première semaine d'octobre, mais a insisté pour qu'elle soit suivie "peu après" par des négociations directes à Genève.

suivra

AFP 141748 SEP 88

AGENCE FRANCE PRESSE,

GLGL

FRA0828 4 I 0254 USA /AFP-0E82

USA-Irak-Kurdes flt1

"Preuves accablantes" de l'usage d'armes chimiques par l'Irak, selon le Sénat américain

WASHINGTON, 21 sept (AFP) - "Il existe des preuves accablantes" que l'Irak a employé des armes chimiques pendant trois jours à la fin du mois d'août pour mater la rébellion kurde dans le Nord du pays, selon un rapport d'enquête du Sénat américain publié mercredi à Washington.

Les enquêteurs, qui se fondent sur des témoignages de plusieurs centaines de 65.000 Kurdes qui se sont réfugiés en Turquie, concluent que ces attaques étaient délibérées et visaient à dépeupler les zones kurdes.

"Il n'y a aucun doute que la politique de l'Irak au Kurdistan a les caractéristiques d'un génocide", écrivent MM. Peter Galbraith et Christopher von Hollen dans ce rapport remis au président démocrate de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Claiborne Pell.

Au cours d'une conférence de presse, M. Pell a appelé la Chambre des Représentants à adopter, comme le Sénat l'a déjà fait, un projet de loi prévoyant des sanctions contre l'Irak. Accusé par le gouvernement américain, ce pays a démenti avoir utilisé des armes chimiques et affirmé respecter les accords internationaux à ce propos.

Le rapport décrit les effets des gaz, tels que racontés par les villageois kurdes. "Les bombes qui sont tombées le 25 août n'ont pas produit de fortes explosions, indique-t-il. Seul un faible bruit a été entendu et ensuite un nuage jaunâtre s'est répandu (...) et est devenu un fin brouillard."

suivra

AFP 212115 SEP 88

GLGL

FRA0829 4 I 0241 /AFP-0E83

USA-Irak-Kurdes flt2-der

"Preuves accablantes"...

WASHINGTON - "Une mélange d'odeurs de mauvais ail, d'oignons et de pommes pourries s'est répandue dans l'air (...); poursuit le rapport. Ceux qui étaient très près du point d'impact des bombes sont morts instantanément. Ceux qui n'ont pas été tués sur le coup ont eu des difficultés à respirer et ont commencé à vomir. Les gaz piquaient les yeux, la peau et les poumons des villageois. Beaucoup ont été temporairement aveuglés."

Certains ont survécu en se précipitant vers des cours d'eau et en immergeant leur tête, ajoute le rapport. "Ceux qui ne pouvaient pas courir, principalement les très vieux et les très jeunes, sont morts."

Les survivants ont rapporté que du sang et un fluide jaunâtre sortaient de la bouche de certains cadavres et que quelques-uns de ceux-ci semblaient gelés, selon le rapport.

Dans tous les villages bombardés, les animaux domestiques ont péri et des oiseaux "tombaient du ciel", ajoute-t-il.

Les auteurs du rapport indiquent que les attaques chimiques se sont poursuivies les 26 et 27 août. Des milliers de Kurdes ont pu se réfugier en Turquie, mais le 28 août, l'armée irakienne a bloqué une route parallèle à la frontière, prenant au piège les Kurdes, précisent-ils. "Un Kurde irakien qui a pu franchir la route a raconté : Ils (les soldats irakiens) tiraient sur tous ceux qu'ils apercevaient : enfants, femmes, jeunes et vieillards."

PT/mst

AFP 212116 SEP 88

02.09.88 MILLİYET

10 bin sivil öldürüldü



Hakkâri'ye sığınan Peşmergeler, alışverişlerini Irak dinarı ödeyerek yapıyor. Yöre-
de gıda maddesi ateş pahası. (Telefoto: Seyfettin ÖZGEZER/HAKKÂRI/MİL-HA)

• Seyfettin ÖZGEZER

• ÇUKURCA (MİL-HA)

IRAK hükümet kuvvetlerinin Barzani ve Talabani'ye bağlı Peşmergelere karşı başlattığı genel saldırı bütün şiddetiyle sürerken, Çukurca ilçesinin Kadışe Yaylası'na Peşmerge ailelerinden oluşan 4 bin kişi daha sığındı. Kimyasal silah kullanıldığı iddia edilen Irak saldırılarından kaçıp Türkiye'ye sığınan çoğu kadın, çocuk ve ihtiyar sayısı özellikle 40 bine yaklaştı.

20 BİN KİŞİ BEKLİYOR

Sığınan Peşmerge aileleri, Irak hükümet birliklerinin sivil Kürt yerleşim birimlerine daha çok kimyasal silahlar kullanarak saldırdıklarını, "Napalm" bombalarıyla her tarafı yaktıklarını, kadın-çocuk ayrımı yapmadan katliama giriştiklerini öne sürüyorlar. Sığınanların bir kısmının yaralı olduğu görülüyor.

Edinilen bilgilere göre, Peşmerge ailelerinden oluşan 20 bin kişilik bir grup daha Uludere ve Çukurca yakınlarındaki Irak'ın Türk sınır boyunda ülkemize sığınabilmek için bekliyor.

Bu arada Çukurca Belediye Başkanı Macit Firazbeyoğlu yalnızca ilçelerinde 50 bine yakın göçmen olduğunu ileri sürdü. BBC radyosu da dün akşam saat 20.00'deki İngilizce yayınında 100 bin Kürt'ün Türkiye sınırında beklediğini duyurdu.

Türk Hava Kuvvetleri'ne ait jet uçakları ve helikopterler Hakkâri sınırında aralıksız keşif uçuşlarına başladılar. Siirt'in Şırnak ilçesi Jandarma Alayı'ndan gönderilen askeri birlikler dün sınır bölgelerine sevk edildi. Hakkâri sınır bölgelerinde sık aralıklarla çadır karakolları kurulduğu öğrenildi.

Kürt lideri Mesut Barzani, IKDP'nin Sesi Radyosu'nda yaptığı açıklamada, Kuzey Irak'taki Baze, Cemesediya, Rando, Süleykeşan, Boseli, Mezor, Gelipasala bölgelerinde 7 bin Kürt yerleşim biriminin tamamen imha edildiğini, sivil halktan çoğu çocuk ve kadın 10 bin kişinin öldürüldüğünü öne sürdü.

Barzani, verilen kayıplara rağmen Kürt direnişinin sürdüğünü, 2 bin Irak askerinin öldürüldüğünü, 400'ünün esir alındığını söyledi. Mesut Barzani, direniş kanlarının son damlasına kadar sürdüreceklerini belirtti.

YİYECEK SIKINTISI

Peşmergeler ve ailelerinin kalabalık gruplar halinde sığınmaları üzerine yörede gıda sorunu ortaya

çıkı. Özellikle un ve yağ piyasada zor bulunur hale geldi. Çukurca, Uludere, Şemdinli ve Şırnak yörelerinde daha önce 14 bin liradan satılan bir torba unun fiyatı yer yer 40 bin liraya fırladı. Daha önce 3 bin liradan satılan iki kiloluk yağın fiyatı da 10 bin liraya kadar yükseldi. Gıda maddeleri Peşmerge ailelerine Irak dinarı karşılığında satılıyor.

CANVER: "KABUL ETMELİYİZ"

Öte yandan, bölgede incelemelerini bitiren SHP milletvekilleri Cüneyt Canver, Cüneyt Canver, Adnan Ekmen ve Mahmut Alınak, Hakkâri'de bir basın toplantısı düzenlediler. Basın toplantısında özetle şöyle denildi:

"Hükümetin, ülkemize sığınmış Kuzey Irak'ta yaşayan Kürtleri Irak'a geri gönderip, onların soykırma tabii tutulmalarına ve katledilmelerine izin vermeye hakkı yoktur. Çünkü Türkiye, insan haklarına sahip çıkan tüm uluslararası anlaşmalara taraftardır. Hükümet, Irak yönetiminin soykırma çıkararak ülkemize sığınmış tamamına yakını çocuk, kadın ve yaşlılardan oluşan on binlerce sivil halka, başka ülkelerden Türkiye'ye sığınan insanlara yaptığı gibi Türkiye'nin kapılarını açmalı, mültecilik istemlerini kabul etmelidir. İade durumunda on binlerce çocuk, kadın, yaşlı sivilin katlinden ve soykırma uğratılmasından Türkiye, dünya kamuoyu önünde sorumlu duruma düşecektir."

Adana Milletvekili Cüneyt Canver, toplantıda yaptığı konuşmada, bölgede incelemeleri sırasında telefonlarının dinlendiğini de öne sürdü.

İRAN RADYOSU'NUN İDDİASI

● Türkiye'ye sığınan Peşmergelerin sayısı 40 bine ulaştı

● Irak hükümet kuvvetlerinin zehirli gazlı, napalmı genel saldırısı bütün şiddetiyle sürerken, dün de Çukurca'nın Kadışe Yaylası'ndan 4000 kişilik bir grup sığındı

● Hakkâri sınır bölgelerinde Peşmerge ailelerinden oluşan 20 bin kişilik bir grup daha, sığınmak için bekliyor

● Sığınma olayı, bölgede gıda sorunu yarattı, yağ ve un darlığı başgösterdi

Bu arada İran Radyosu, Irak'ın Türkiye sınırına yakın bölgelerde sürdürdüğü askeri operasyonlar sırasında Türk köylerine düşen kimyasal hardal gazı bombalarının etkisiyle bu köylerde yaşayan kişilerde zehirlenmeler görüldüğünü ve yedi kişinin öldüğünü öne sürdü.

YEŞİLLER PARTİSİ: "İLGİ GÖSTERİLSİN"

Yeşiller Partisi Genel Başkanı Celal Ertuğ da dün yaptığı açıklamada, Türkiye'ye sığınan insanların Türk devletine yakışır bir şekilde koruma altına alınmasını istedi. Ertuğ, Bunun hem geleneklerimize hem de insanlık ölçülerine uygun bir karar olacağını belirtti. İNÖNÜ: "HÜKÜMETİ DESTEKLİYORUZ"

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, hükümetin Irak sınırındaki durumda ilgili tavrını insani bir yaklaşım olarak değerlendirdiklerini belirterek, "Şimdi bizim yaklaşımımız eleştirmekten ziyade, desteklemek ve dikkatle incelemektir" dedi.

Türkiye'nin kendi güvenliği ve iç barışını da koruyacağını ifade eden İnönü, "Bunu yaparken, insani açıdan bize sığınmak isteyenlere hayır demek çok zor" diye konuştu.

DYP Genel Başkan Yardımcısı Mehmet Dülger de düzenlediği basın toplantısında, Irak'ın kuzey bölgelerindeki insanlara karşı kimyasal silah kullanılmasını protesto ettiklerini bildirdi.

Iraklıların, Türkiye'ye geçmesine izin verilmesini gerektiğini söyledi.

Sosyalist Parti Genel Sekreteri Yalçın Büyükdaglı da, dün yaptığı açıklamada Türkiye'nin BM İnsan Hakları Sözleşmesi'ne uyarak sınırda bekleyenlere kapıları açması gerektiğini söyledi.

03.09.88 CUMHURİYET

Sığınmalar 'sıkıntıya' yol açtı

ANAP içinde Kürt kavgası



Doğulu milletvekilleri, Özal'a izlediği tutumdan dolayı teşekkür etti.

Hareketçi-Muhafazakâr ittifakı, Iraklı Kürtlere sınırın açılmasına tepki gösterdi.

Başbakan Özal, Nurettin Yılmaz'ın konuşmasını uzun süre alkışlarken ittifak yanlıları sinirlendi.

YARDIM YAĞMURU — Sınır bölgelerinden daha güvenli yerlere nakledilecek olan Iraklı Kürtlere yardım akıyor. Kızı-lay ve Sağlık Bakanlığının yardım ekiplerinden başka Güneydoğu'daki vatandaşlar kendi afalarında topladıkları yiyecek ve giyecekleri bölgeye sevk ediyor. (Fotoğraf: Erdoğan Köseoğlu)

FARUK BİLDİRİCİ

ANKARA — Irak ordusunun Kuzey Irak'ta giriştiği saldırıdan kaçan Kürtlerin Türkiye'ye sığınmalarını ANAP'ta tartışmalar çıkmasına neden oldu. ANAP'ın hareketçi-muhafazakâr ittifak kanadı Kürtlerin Türkiye'ye kabul edilmelerine karşı çıkarken, "Doğulular" diye bilinen kanadı, Başbakan Turgut Özal'a Kürtler konusunda izlediği tutumdan dolayı teşekkür etti. İttifakçıların önde gelen isimlerinden TBMM Adalet Komisyonu Başkanı Alpaslan Pehlivanlı, "Kürtlerin Türkiye'ye alınmasını tasvip etmiyorum. Biz neden Irak topraklarında sıcak takip yapmıştık?" dedi. İttifakçılardan İstanbul milletvekili Ercüment Konukman da Iraklı Kürtlerin ileride Türkiye'ye "büyük problemler" doğuracağını savundu.

Iraklı Kürtler sorunu ANAP kulislerinde de hareketlendirdi. Öncelikle ANAP'ın doğu illerinden gelen milletvekilleri harekete geçerek hükümet yetkilileri ile Kürtlerin Türkiye'ye kabul edilmeleri doğrultusunda görüşmeler yaptılar. Gelişmelerden memnunluk duyan ANAP'ın "Doğulular kanadından" Mardin Milletvekili Nurettin Yılmaz önceki gün ANAP grup toplantısında bir konuşma yaparak, hükümetin kararını desteklediğini belirtti. Yıl-

lıkte ikna etti. Parti içinde de karşı çıkanlar olmasına rağmen Kürtleri Türkiye'ye kabul eden Özal, insancılığını ve demokrat bir kişi olduğunu bir kez daha göstermiştir. Özal'ın bu tavrı doğu illerindeki oy dengesini referandum sırasında ANAP'ın lehine değiştirir."

ANAP'ın hareketçi-muhafazakâr ittifak yanlısı milletvekillerinden TBMM Adalet Komisyonu Başkanı Alpaslan Pehlivanlı, Kürtler konusundaki kişisel görüşünü, "Kürtlerin alınmasını tasvip etmiyorum" diyerek açıkladı. Pehlivanlı, Cumhuriyet muhbirine şunları söyledi:

"Biz neden Irak topraklarında sıcak takip yapmıştık? Vatana ve devlete karşı olanlar oraya kaçtılar diye değil mi? Onlar da şimdi takip ettiklerine göre, -elbette ki insani duygular da önemli- onlar da Irak devletine, Irak vatanına karşı bir harekette bulundular. Sadece kadın ve çocuklar gelmiyor, ellerinde tüfekleri ve bazukalarıyla gelen erkekler de var. Demek ki bunlar Irak devletine ihanet etmişler. Madem ki bu insani bir olaydır. O zaman bunları Irak'a geri gönderemeyiz, ama İran'a gönderebiliriz."

İttifakçılardan Gaziantep Milletvekili Ahmet Günebakan, "Türklerin yardımseverliğini göstermek bakımından bunları kabul etmek gerekir. Ama bunlarla bir-

maz'ın bu konuşmasını Başbakan Turgut Özal uzun süre alkışlarken, hareketçi-muhafazakâr ittifak yanlılarının sinirlendikleri görüldü. Grup toplantısı sonrasında ittifakçı milletvekilleri kendi aralarında yaptıkları sohbetlerde Yılmaz'ın konuşmasını ve hükümetin Kürtleri Türkiye'ye kabul etmesini eleştirdiler.

ANAP içerisinde "sol kanat" olarak adlandırılan ve doğulu milletvekillerinin oluşturduğu grup-tan Nurettin Yılmaz, Nurettin Dilek (Diyarbakır), Kemal Birlik (Sirt), Yaşar Eryılmaz (Ağrı) ise Meclis kulisinde toplanarak durum değerlendirmesi yaptılar. Başbakan Özal'ın tavrını olumlu bulan bu milletvekilleri TBMM Genel Kurul çalışmalarını izleyen Başbakan Özal'ın yanına giderek, "Iraklı Kürtlerin Türkiye'ye kabul edilmesinden" dolayı teşekkür ettiler. Bu görüşme sırasında Başbakan Özal'ın, "Sayıları 50-60 binde kalırsa ben hiçbir yerden yardım almaksızın bunlara bakacağım. Ama sayıları çok artarsa o zaman başka ülkelerden yardım alarız" dediği öğrenildi.

Görüşmeyi sonradan öğrenen bazı doğulu milletvekilleri kendilerine haber vermedikleri için Özal ile görüşen arkadaşlarına sitem ettiler. Doğulu milletvekilleri kendi aralarında yaptıkları değerlendirmelerde şu görüşleri dile getirdiler: "Başbakan, Milli Güvenlik Kurulu toplantısında askerleri güç-

likte anarşist, terörist olanların kabul edilmemesi gerekir" dedi. Günebakan, Barzani ve Talabani gibi Kürt liderlerinin Türkiye'ye kabul edilmemeleri görüşünü savunarak, "Bunlar Türkiye'ye geldikleri zaman bölücülük hareketlerine başlayacaklarından endişe ettiğimiz için karşıyız" biçiminde konuştu.

Hareketçi-muhafazakâr ittifakçılardan İstanbul Milletvekili Ercüment Konukman ise "Bunların barınmak için bir müddet Türkiye'de bulunmaları insancıl bir meseledir. Taraftarız. Ama yüzbinleri bulduğu takdirde ileride Türkiye için büyük problemler doğuracaktır" dedi. "Bazı ayrılmış gücülerin Türkiye'de eylem yaptıkları sonra tekrar oraya kaçtıkları biliniyordu" diyen Konukman, "Aynı hareket Türkiye içinde örgütlenerek büyük kitleler tarafından o devletlere karşı yapılırsa, Türkiye'yi bir sıcak harbin içine çekme ihtimali belirebilir" biçiminde konuştu.

Nurettin Yılmaz'ın grupta yaptığı konuşmayı beğendiğini söyleyen Konukman, "Ama çok iyi hazırlanarak eline verilmiş bir konuşma izlenimi edindim. Yalnız konuşmasında 'ANAP hükümetine' teşekkür etmesini yadırgadım. Kendisi de bir ANAP milletvekili olduğuna göre acaba bunu zuhulen mi söyledi, yoksa başka bir maksadı mı var?" diye sordu.

03.09.88 CUMHURİYET

Kürtlere koruma



ÇAYI AŞIYORLAR — Irak yönetiminin düzenlediği operasyonlardan kaçanlardan büyük bir bölümü, Türkiye ile Irak arasında sınır oluşturan ve yaz aylarında su seviyesi iyice düşen Habur Çayı'nı aşarak Hakkâri'ye sığındı. Önceki günkü sığınma sırasında, çığırüstü hâl bölgesindeki sığınma kolordüsünün komutanı Korgeneral Hulusi Sayın da yereydi. (Fotoğraf: AA)

yi'ni aşarak Hakkâri'ye sığındı. Önceki günkü sığınma sırasında, çığırüstü hâl bölgesindeki sığınma kolordüsünün komutanı Korgeneral Hulusi Sayın da yereydi. (Fotoğraf: AA)

Sayıları 100 bini aşan Iraklı Kürtler iç bölgelere yerleştirilecek

Haber Merkezi — Irak'ın yoğun saldırısı karşısında Türkiye'ye geçişleri dün akşama kadar süren Iraklı Kürtler, sınırdan iç bölgelerdeki çadırli geçici yerleşim merkezlerine yerleştirilecekler. Hükümet, sığınmacıların tedirgin edilmemeleri için bu kararı alırken ilk ikâmete açılacak bölgenin Yüksekova olacağı bildirildi. Irak birliklerinin Türkiye'ye giriş yollarını keserek Kuzey bölgesinde yaşayan 30 bin Kürtü çembere aldığı ve Türk sınırına kadar yaklaştıkları bildiriliyor. "Kürt göçü"nü'nün resmi rakamlara göre 70 bin olarak bildirilmesine rağmen, bu sayının 100 bini aştığı

kaydediliyor. Çoğu hasta ve perişan durumda olan Iraklı Kürtlere, Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışmayı Teşvik Fonu'ndan 3-mil-

Sığınmacılar tedirgin edilmemeleri için sınırdan iç bölgelerde geçici çadırli yerleşim merkezlerine yerleştirilecek. Irak birliklerince Türkiye'ye geçiş yolları kesilen 30 bin Kürtün kuşatma altında olduğu bildiriliyor.

Çoğu hasta ve perişan durumdaki sığınmacılara bölge halkından yardım yağıyor. Bölge halkı kendi arasında sağladığı yardım malzemesini sığınmacılara gönderiyor. Fak-Fun-Fon'dan bölgeye 3 milyar lira gönderildi.

yar lira ayrıldı. Güneydoğu bölgesindeki yurttaşlardan sığınmacılara yiyecek ve giyecek yardımı akmaya başladı.

ABD Dışişleri Bakanlığı, Türkiye'nin Irak harekâtından kaçanlara geçici sığınma hakkı tanımalarını memnuniyetle karşıladığını açıkladı. Kürdistan Demokrat Partisi'nin (KDP) İran'da bulunan üst düzey liderlerinden biri, Tür-

kiye'nin bölgeden kaçanları kapılarını açtığı ve gerekli yardımı yaptığı için teşekkür etti.

Hakkâri'de bulunan Cumhuriyet muhabirleri **Erbil İsmail, Halil Nebiler, Erdoğan Köseoğlu** ve **Mecit Öztunç** ile AA muhabirinin verdikleri bilgiler şöyle:

İran'ın BM ateşkes kararını kabulünden sonra, Irak'ın ülkenin kuzeyinde başlattığı "temizleme

operasyonu" tüm şiddetiyle sürüyor. Irak'ın bu saldırıda seçkin muhafız birlikleriyle İran'a karşı savaşmış deneyimli askerleri kullandığı belirtiliyor. BBC'nin dün TSi 21.00'de verdiği habere göre,

Sayıları 100 bini aşan Iraklı Kürtler iç bölgelere yerleştirilecek

Irak birliklerinin saldırısında sivil Kürt halkının Türkiye'ye geçiş yolları kesildi. BBC muhabiri, Irak sınırından verdiği haberinde, "Türkiye'ye kaçmak isteyen 30 bin Kürt kuşatıldı" dedi. Askerlerin Çukurca'nın karşısındaki Irak tepelerine Irak bayrağını çektiklerini de haber verdi. BBC aynı muhabire atfen verdiği haberinde, Irak askerlerinin Türk sınırına kadar yaklaştığını bildirdi. BBC'nin bir Türk askeri yetkilisine dayanarak verdiği haberde, Iraklı Kürtlerin bulunduğu alanın karşısında Irak tarafında 250 Irak askerinin ortaya çıktığını, ancak Türk askeri birliklerinin alarma geçmesi üzerine Irak birliklerinin çatışmaya girmeyip geri döndüklerini söyledi. BBC, Türkiye'nin bu gelişmeler üzerine sığınakçılara ülkenin iç tarafına çekmeye karar verdiğini de ekledi.

Türkiye'ye, Uludere - Çukurca arasındaki sınır şeridinden 12 noktadan geçiş yapan gruplardan kadın ve çocukların hasta ve zor durumda oldukları görülüyor. Bunların büyükbaş hayvanları sorun olduğundan, satın alınarak kesilmesi ve etlerinin kendilerine verilmesi uygun bulundu.

Bugün naklediliyorlar

Iraklı Kürt mülteciler Kızılay'ın kuracağı çadır kentlerde geçici bir süre iskân edilmek üzere bugün Yüksekova'ya nakledilecek.

Hakkâri Valisi Sabahattin Harput, Iraklı Kürtlerin nakledilebilecekleri yerlerin saptanması için dün Yüksekova ilçesine gitti. Burada, biri ilçenin doğusunda biri de batısında olmak üzere su kenarında iki yer saptandı. İl İmar Müdürlüğü ekipleri tarafından saptanan yerlere kurulacak çadırların yerleşim sistemi kireçle tek tek işaretlendi. Çadır kentlerde mültecilerin gereksinimleri için ilçeden elektrik getirileceği, su bağlantısının yapılacağı, tuvaletler tesis edileceği ve belirli sayıdaki mülteci için ayrı sağlık kabinleri kurulacağı öğrenildi.

Uludere ve çevresindeki Kürt mülteciler için de Mardin'in Silopi ve Cizre ilçeleri arasındaki bazı yerlerin geçici iskân için gözönünde bulundurulduğu belirtildi.

Kızılay'ın bugünden itibaren çadırlarını işaretlenen yerlere kuracağı belirtilirken, Yüksekova'daki iki yere yerleştirilecek Iraklı Kürtlerin nakledilmesine bugün başlanıyor.

Hakkâri il yetkilileri Iraklı Kürt mülteciler için bir günde ortalama 150 milyon lira harcanmakta

olduğunu belirterek, bu paranın hükümet tarafından gönderilen 3 milyar liralık ilk ödenekten karşılandığını bildirdiler.

Yetkililer Iraklı Kürt mültecilerin geçici iskân bölgelerinde en çok iki ay tutulacaklarını söylerken daha sonra ne yapılacağı konusunda kendilerinin de bilgileri olmadığını belirttiler.

Yardım yağıyor

Hakkâri merkezi ve köylerindeki yurttaşlar, Kürt sığınmacılara ulaştırılmak üzere yardım malzemesi topluyor. Çok sayıda yurttaş Hakkâri'deki muhtarlıklara ceketten deterjana, un-şekerden sabun-kadar yardım malzemesi vermek için başvurdu. Bunların bir bölümünün sığınmacılara sevkine izin veriliyor. Bazı yurttaşlar da "Zaten hükümet bu konuda gerekli yardımı yapıyor" yanıtıyla engelleniyor. Diyarbakır'dan da dün bazı TIR'larla bölgeye yardım malzemesi gönderildi. İstanbul'daki bazı yurttaşlar da yapacakları yardım için hükümet yetkililerinden ayrıntılı bir açıklama beklediklerini söylüyorlar.

İran'a gönderiliyorlar

Şemdinli'ye yerleşen gruplardan Şemdinli'nin kuzey doğusundaki sınır köyü Buz'de yaşayanların 700'ü İran'a gönderildi. İran'a gönderilenlere oraya gitmek istemeyenlerin sorulmadığı ve "binin, gidiyorsunuz" denilerek yük kamyonlarıyla sınırın İran tarafına bırakıldıkları öğrenildi.

Çadır ve ilaç

Kızılay'ın Ankara'dan Van ve Diyarbakır'a gönderilen çadır ve seyyar mutfaklarının karayoluyla sınır bölgelerine intikali sürüyor. Yardımlar bugünden itibaren Iraklılara dağıtılacak. Kızılay, Türkiye'ye sığınanlar için 10'ar kişilik 7 bin çadır ve 26 seyyar mutfak gönderdi. Sağlık Bakanlığı da buluşıcı hastalıklara karşı yeterli miktarda aşı ile antibiyotik, 25 bin enjektör ile çeşitli tıbbi malzeme ulaştırdı. Ayrıca, suların dezenfeksiyonu için kireç kaymağı ve laboratuvar malzemesi, 3 bin 500 kutu çocuk maması, 10 bin adet ishal paketi, sıtma ile mücadele için ilaç ve sivrisinek öldürücü de bölgeye gönderildi.

Kimlikleri saptanıyor

Uludere'de bulunan 15 bin kadar Iraklı Kürt mültecinin kimlikleri saptanarak açıklanıyor. Kimlik saptama olayında Iraklı Kürtlerin daha önce PKK ile ilişki ku-

Kürtlere koruma

rup kurmadığı ve Türkiye'ye geçip geçmediği gözönüne alınıyor.

Fak-Fuk-Fon'dan 3 milyar verildi

Irak'tan kaçarak Türkiye'ye sığınan Kürtlere yardım amacıyla ilk aşamada Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışma Fonu'ndan 3 milyar lira gönderildi. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği emrine gönderilen 3 milyar liraya ek olarak yeni kaynakların yaratılmaya çalışıldığı ifade ediliyor. İçişleri Bakanlığı'ndan bir üst düzey yetkili, bölgede PKK ile mücadelenin süreceğini, ancak Irak'tan sığınan mültecilerle PKK militanları arasında bağlantı olmadığını kaydetti.

Iraklı mültecilerle ilgili olarak Kızılay aracılığıyla bölgeye yardım gönderilmesine de devam ediliyor. İçişleri Bakanlığı yetkilileri, bakanlık içinde konuyla ilgili olarak bakanlık ve diğer birimler arasında koordinasyonun sağlanması amacıyla bir haber merkezi oluşturulduğunu söylediler. Yetkililer, bölgeye gönderilen yardımların artırıldığını ve Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışma Fonu'ndan aktarılan 3 milyar liralık ödeneye ek olarak diğer devlet kaynaklarından da para aktarımı yapılacağını belirttiler. Kızılay yetkilileri de bölgeye çadır, battaniye ve diğer barınma eşyalarının gönderildiğini ve gönderilmeye devam edileceğini açıkladılar.

PKK ayrı, gelenler ayrı

Ankara Büromuzun haberine göre, İçişleri Bakanlığı yetkilileri, bölgede PKK unsurunun bulunmasının Irak'tan Türkiye'ye sığınan Kürtlerle bir alakasının bulunmadığını bildirdiler. Bir bakanlık üst düzey yetkilisi, konuyla ilgili olarak Cumhuriyet muhabirinin sorularını yanıtlarken şunları söyledi:

"PKK ile mücadele bölgede sürecektir. Terörist unsurlarla bölgede bulunan güvenlik güçleri mücadele ediyorlar. Ancak PKK ile mücadeleyle Irak'tan gelenler arasında bir bağlantı yok. O ayrı şey, bu ayrı şey. PKK ile mücadele sürecektir. Ancak Iraklı mültecilerin durumu insani bir olay. Bir çarşıda hırsız var diye bütün çarşı hırsız olmaz ki."

İçişleri Bakanlığı yetkilileri, günde ortalama 10 bin Iraklı Kürtün Türkiye'ye geçtiğini söylediler. Yetkililer Irak sınırından Türkiye'ye mülteci akışının devam etti-

ğini belirttiler. Bakanlık yetkilileri, Iraklı mültecilerin geçici iskânlarının da büyük bir sorun olduğunu ifade ederek şunları dile getirdiler:

"70 bin insanın geçici iskânı konusu çok büyük bir olay. 70 bin insanı yedirdik doyurduk da, bir yere de ev mi yapacağız? Çadır-ları sevkettik. Ancak iskân meselesi büyük bir olay. Bu konuda zaman gerekli."

"Türkiye'ye minnettarız"

BBC, Irak Kürdistan Demokratik Partisi'nin sözcüsü ile bir görüşme yaptı. Sözcü, Irak'ın katliamlarının aysbergin sadece su üzerindeki kısmı olduğunu, Saddam rejiminin asıl niyetinin Kürt halkı yerlerinden alarak, ülkenin başka bölgelerine nakletmek ve Araplaştırmak olduğunu öne sürdü. BBC muhabiri sözcüye "Türkiye yüzüne yakın Kürt mülteci-sini kabul etti. Bu konuda ne düşünüyorsunuz?" diye sordu.

Kürdistan Demokratik Partisi Sözcüsü, "Bu davranıştan dolayı Türkiye'ye minnettarız. Türkiye gerçekten demokrasi yolunda olduğunu ispatlamıştır. Türkiye Avrupa Topuluğu'na girmek istemektedir. Bu nedenle demokrasiyi geliştirmeye özen göstermektedir. Son davranışı da bunun bir göstergesidir, kanıttır" diye konuştu.

KDP'nin üst düzey bir yetkilisi, "Türkiye'nin zararına hiçbir hareket yapmadıklarını" belirterek şöyle konuştu:

"Türkiye'ye sığınanların çoğu hasta veya yaralı. Tedavi imkânına kavuşmak için Türkiye'ye gittiler. Sonrası ne olur bilemem. Türkiye bıraksın orada kalmak isterler, ancak İran'a geçmek isterlerse İran yetkilileri bu kişileri kabul edebileceklerini söylüyorlar."

Bir yorum

Belçika'nın en yüksek tirajlı gazetesi "Le Soir", Irak ordusunun kullandığı kimyasal silahlardan kaçan binlerce Iraklı Kürtün, Ankara hükümeti açısından ciddi sorunlar yaratmaya başladığını yazdı. Abed Attar imzalı makalede, Türk makamlarının Irak'tan kaçanların bir kısmını, kendilerine mülteci statüsü tanımaksızın top-karlarına kabul ettikleri kaydedildi.

ABD'nin tavrı

ABD'nin, Kuzey Irak'ta kimyasal silah kullanıldığı yolundaki haberlerden kaygı duyduğu bildirildi.

ABD Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Phyllis Oakley, "Eğer haberler doğruysa, bu, tüm dünyanın kabul ettiği insan haklarını tümüyle ihlal etmektir" dedi.

Sözcü ayrıca, Türk hükümetini "Irak operasyonlarından kaçan Iraklıları ülkeye kabul etmesinden dolayı" kutladı. AA'nın AFP'ye dayanarak verdiği habere göre, sözcü, kimyasal silah kullanımının geçen hafta BM Güvenlik Konseyi'nin 620. sayılı kararıyla kınandığını ve Irak'ın insan hakları konusundaki Amerikan görüşlerini çok yakından tanıdığını ifade etti.

Körfez savaşında Irak'ı destekleyen ABD, şimdiye dek Bağdat'a karşı eleştirilerinde gözle görülür biçimde temkinli davranmıştı.

İngiltere Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü, İngiltere'nin Irak'ın Kuzey Irak'taki Kürtlere kimyasal silah kullanmasından büyük endişe duyduğunu belirtti.

1300 ölü

Kürdistan Demokratik Partisi (KDP) sözcüsü, Batılı haber ajanslarına yaptığı açıklamada, Irak ordusunun 28 ağustosla düzenlediği operasyon sırasında çoğunluğu kadın ve çocuk yaklaşık 1300 kişiyi öldürdüğünü, bu olayı saklamak için de cesetleri toplu mezarlara gömdüğünü iddia etti.

Londra'da işgal

AP'nin haberine göre Iraklı 20 Kürt, BM'nin Londra Bürosu'nu

dün uzun süre işgal etti. BM yetkililerinin verdiği bilgiye göre Irak'ı Kürtlere karşı kimyasal silah kullanmakla suçlayan protestocular BM Genel Sekreteri Perez de Cuellar'dan olaya müdahale etmesini istediler.

Daha sonraki saatlerde bürodan AA'nın Londra muhabeirine bir demec veren BM Enformasyon Merkezi Müdürü Eric Jensen, işgalcilerin üç istekte bulunduğunu söyledi. Bunlar: BM Güvenlik Konseyi'nin Irak'ın kimyasal silah kullanımına son verilmesi için acilen toplanması, BM'nin Kuzey Irak'a ekip göndererek inceleme yapması ve Türkiye'nin sınır kapılarını tamamen açarak, kimyasal silahtan kaçanları içeri alması için uluslararası yardım kuruluşlarının Türk hükümeti nezdinde girişimde bulunması.

Af Örgütü

Uluslararası Af Örgütü, geçen ağustos ayında yüzlerce Iraklı sivili'nin Irak askerleri tarafından "kasten" katledildiğini, binlerce sinin de varlandığını belirtti.

İran'ın önerisi

AP'nin haberine göre İran Meclis Başkanı ve Genelkurmay Başkanı Vekili Haşimi Rafsancani, önceki gün İran televizyonunda yayımlanan bir söyleşide Türkiye'den Irak'ın Kürtlere yönelik saldırılarına son vermesi için bu ülkeye baskı yapmak amacıyla petrol boru hatlarından petrol ihrac etmesine izin vermemesini istedi.

Rafsancani, dün cuma namazında yaptığı konuşmada ise bazı ülkelerin Irak'a etki edebileceklerini öne sürdü. Tahran Radyosu'na göre Rafsancani şöyle dedi: "Dünya ve özellikle Irak'ın başlıca olduğu Arabistan, Kuveyt ve

Türkiye gibi ülkeler bu cinayetleri önlemek isteseler, bu onlar için pek zor bir iş değildir."

Türkiye'nin talebi

İran'ın Ankara Büyükelçisi Manocir Mottaki, ANKA muhabeirine, Dışişleri Genel Sekreteri Nüzhet Kandemir'in İran'daki temasları sırasında, İran'ın 20 bin Kürdü alması yolunda teklif getirdiğini belirtti. Mottaki, hükümetin söz konusu teklife olumlu baktığını kaydederek, "İraklı kardeşlerimiz için imkânlar elverdiği ölçüde elimizden geleni yapacağız" dedi.

Ecevit bölgeye gidiyor

Eski DSP Genel Başkanı Bülent Ecevit, DSP yöneticileriyle birlikte Irak'tan kaçarak Türkiye'ye sığınan Kürtleri ziyaret etmek üzere yarın Uludere'ye gidecek. Ziyarete Bülent Ecevit'le birlikte DSP Genel Sekreteri Selçuk Sönmez ile Rahşan Ecevit'in de katılacağı bildirildi.

SHP'lilerden siyah çelenk

SHP'li 20 milletvekili, Kuzey Irak'ta yaşayan Kürtlere yönelik baskıyı kınamak için Irak'ın Ankara Büyükelçiliği önüne siyah çelenk bıraktılar.

Milletvekillerinin toplu olarak çelenk önünde foto muhabeirlerine görüntü vermeleri sırasında büyükelçilik güvenlik görevlileri de milletvekillerinin fotoğrafını çekmeye başlayınca, durum gerginleşti. SHP Ankara Milletvekili Eşref Erdem'in eylemin anlamını içeren yazılı basın açıklamasını okuduktan sonra SHP'liler arabalarına bindiler. Ancak büyükelçilik gö-

revlileri üzerinde "SHP milletvekilleri" yazılı bant bulunan siyah çelenği parçaladılar. Bunun üzerine milletvekillerinden Ahmet Türk, Salih Sümer, Kamer Genç ve Rıza Yılmaz araçlarından inerek Iraklı görevlilerin üzerine yürüdüler. Bu sırada büyükelçilik binası dışına çıkarak milletvekillerinin fotoğrafını çekmek isteyen bir güvenlik görevlisi, milletvekillerine tartaklandı, fotoğraf çekmesine izin verilmedi.

SHP İstanbul İl Başkanı Ercan Karakaş, hükümetin "Katliamdan kaçan insanlara sınırları açma kararını desteklediklerini" belirterek, "Bunlara karşı, Türkiye'nin insancıl yaklaşımının da ötesinde ortak tarihinden ve kültüründen doğan ulusal sorumluluğu gözardı edilemez" dedi.

SHP'nin Hakkâri'deki heyetinden sonra, aralarında eski Genel Sekreter Fikri Sağlar'ın da bulunduğu, yöre milletvekillerinden oluşan 15 kişilik bir parlamenter heyeti, kiraladıkları uçakla bugün Van'a, oradan da Hakkâri'ye gidecekler.

İstanbul'da protesto

İstanbul Okmeydanı'ndaki Irak Konsoloslugu önünde toplanan Demokratik Mücadelede Kadın Derneği (DEMKAD) üyeleri de protesto gösterisinde bulundular.

Konsolosluk binasının parmaklıklarında üzerindeki "İrak, Kürt halkı üzerindeki katliam ve soykırıma son versin" yazılı döviz asan protestocular, konsolosluk binasına girmek isteyince görevli polislerin müdahalesiyle karşılaştılar ve dağıldılar.

SHP İstanbul mitingi parti içinde de tedirginlik doğurdu

HABER MERKEZİ

Geçtiğimiz pazar günü İstanbul Sultanahmet Meydanı'nda düzenlenen miting, SHP'de huzursuzluk yarattı. Mitingde atılan bazı sloganlar ve taşınan pankartlar sebebiyle SHP hakkında ilçe seçim kuruluna suç duyurusunda bulunulacağı da bildirildi.

Emniyet mensuplarının mitingde çektiği fotoğraf ve video kayıtlarının incelendiği, aşırı sol ve bölücü sloganlarla pankartlar tesbit edildiği belirtildi. Verilen bilgiye göre, bu belgeler Eminönü İlçe Seçim Kurulu'na iletilecek.

PARTİDEN TEPKİ

Sultanahmet mitinginde bir dönemin 1 Mayıs'larda yapılan gösterilerini hatırla-

tan görüntüler, parti içinde de tedirginlik konusu oldu.

SHP Genel Sekreter Yardımcısı Ali Topuz, mitingde aşırı sol slogan atılması ve pankart taşınmasını tasvip etmediğini belirtti. Topuz, mitingde çok küçük bir grubun taşkınlık yaptığını kaydederek, "Bunların SHP ile ilgisi yok. Küçük bir grup oldukları için etkileri de olmadı. Teşkilatımıza talimat verdik. Bundan sonra bu tür gösterilere hiçbir şekilde müsaade edilmeyecek, fırsat verilmeyecek" dedi.

SHP Genel Sekreter Yardımcısı Adnan Keskin de görüşlerini şöyle açıkladı:

"Ben de mitingdeydim. Kürdara azadı diye bir slogan atılmadı. Böyle bir slogan atılsa ben karşı gelirdim. Kürt halkına yönelik soykırım ve sürgün politikasına

Bölücü sloganlar için inceleme

karşı dünya halklarını dayandırmaya çağırıyoruz, pankartı da Irak'a yönelik bir pankarttı. Bölücü bir niteliği olsa bu pankartı indirtirdik."

İNÖNÜ KONUŞMA METNİNİ DEĞİŞTİRDİ

Öte yandan UBA'nın haberine göre SHP Genel Başkanı İnönü, Başbakan Özal'ın "Referandum sonucuna göre başbakanlıktan ve politika-kadan çekilebilirim" sözleri üzerine, bugün televizyonda yayınlanacak konuşma metnini değiştirdi.

İnönü, Özal'ın konuşmasından sonra önceki akşam

Genel Sekreter Deniz Baykal ile bir durum değerlendirmesi yaptıktan sonra dün sabah saatlerinden itibaren Yorum Ajans yöneticileri Mehmet Ural ve Osman Uslu ile genel merkezdeki odasına kapanarak çalıştı.

İnönü'nün televizyondaki çekim programı önceden saat 12.00 olarak belirlenmişken Genel Sayman Fikret Ünlü, TRT Genel Müdürü Cem Duna ile Yüksek Seçim Kurulu Başkanı Muammer Elçin'i arayarak, konuşma metninde yapılacak değişiklik sebebiyle çekimin bir buçuk saat sonraya ertelenmesini sağladı.

21.09.88

TERCÜ-MAN

04.09.88 MILLİYET

Büyükelçi Cevad: "Türkiye'nin kararından

büyük üzüntü duyduk"

MİLLİYET HABER MERKEZİ

IRAN-Irak savaşında uzun yıllar sonra ateşkesin sağlanması sonucu Irak kuvvetlerinin Kürtlere yönelik saldırıları, Türkiye'de de olaylara neden olmaya başladı.

Irak'ın Kürtlere yönelik saldırılarını protesto etmek için İstanbul'daki Irak Konsolosluğu'na pankart asıp bildiri dağıtmak isteyen DEMKAD üyesi kadınlar, polis tarafından silah çekilerek dağıtıldı. Ankara'da ise Irak'ın başlattığı harekâtı protesto etmek üzere Irak'ın Ankara Büyükelçiliği'nin önüne siyah çelenk koymak isteyen SHP'li milletvekilleri ile görevliler arasında olay çıktı.

Öte yandan, Irak'tan kaçan Kürtlerin Türkiye'ye girişine izin verilmesi ve korunması, Türk-Irak ilişkilerinde krize neden oldu. Irak Büyükelçisi **Tanık Abdüljabbar Cevad**, duydukları rahatsızlığı Milliyet'e açıklarken, "Türkiye'nin kararından üzüntü duyuyoruz" dedi.

POLİS SİLAH ÇEKTİ

Yaklaşık 15 kadın dün sabah üstünde "Irak, Kürt halkı üzerindeki katliam ve soykırma son ver" yazılı pankartı Okmeydanı'ndaki Irak Konsolosluğu duvarına asmak istediler. Bu arada bildiri de dağıtmak isteyen kadınlara konsolosluğu korumakla görevli polisler müdahale etti. Silah çeken polisler, kadınların pankart asmasını ve bildiri dağıtmasına izin vermediler. Polisin karşı koyması üzerine kadınlar geri döndüler. DEMKAD üyesi kadınlar dağıtmak istedikleri bildiride, "Tüm dünyada barış günü kutlanırken, Irak hükümetinin kimyasal silah kullanarak katliam yaptığı görüşüne" yer verdiler.

SHP MİLLETVEKİLLERİNİN ÇELENĞİ

Bir parti meclisi üyesi ve yirmi kadar milletvekilinden oluşan SHP grubu, Irak hükümetini protesto etmek amacıyla Irak Büyükelçiliği'nin önüne dün siyah çelenk bırakmak istediler. SHP Ankara Milletvekili **Eşref Erdem**'in başkanlığındaki heyetin sefarete ulaştığı sırada, Irak Büyükelçisi'nin binayı terk ettiği görüldü. SHP milletvekilleri, çelenği büyükelçiliğin önüne bırakırken yaptıkları açıklamada, **Saddam Hüseyin**'i "Eli kanlı ve faşist" olarak nitelediler ve Irak hükümetinin Kuzey Irak'ta giriştiği toplu imha hareketinin insanlık tarihindeki en korkunç olay olduğunu vurguladılar. SHP milletvekilleri, bütün dünya kamuoyunu da Irak hükümetinin bu tavırına karşı tepki göstermeye çağrdılar.

Ancak SHP'li milletvekillerinin, siyah çelenk önünde basın mensuplarına poz verdiği sırada, bir Iraklı görevlinin sefaretin bahçesinden fotoğraf çektiği görüldü. Duruma sinirlenen milletvekilleri, kapıdaki güvenlik görevlilerini uyararak, müdahale etmelerini istediler. Ancak, aynı Iraklının dışarıya çıkarak, fotoğraf çekmeye devam etmesi üzerine, aralarında **Rıza Yılmaz**'ın da bulunduğu bir grup milletvekilini ile Iraklı görevliler arasında tekme tokat kavgası çıktı. Bu arada, bazı Iraklı görevliler de, siyah çelenği yere atarak parçalamaya başladılar. Bunun üzerine, SHP'liler "Biz milletvekiliz" diye bağrdılar ve çelenği parçalayan Iraklıları durdurmaya çalıştılar. Iraklı görevliler, polislerin uyarısıyla içeri girerken, heyet başkanı **Eşref Erdem**, SHP'lileri yatıştırdı.

Irak Büyükelçiliği'ne siyah çelenk koyan SHP milletvekilleri şunlar:

Eşref Erdem (Ankara), **Ömer Çiftçi** (Ankara), **Arif Sağ** (Ankara), **Ahmet Türk** (Mardin), **Rıza Yılmaz** (Ankara), **Sedat Doğan** (Adana), **Orhan Veli Yıldırım** (Tunceli), **Hüsnü Okçuoğlu** (İstanbul), **Mehmet Kahraman** (Diyarbakır), **Salih Sümer** (Diyarbakır).

Erol Güngör (İzmir), **Kâmil Ateşoğulları** (Ankara), **Mehmet Moğoltay** (İstanbul), **Cemal Seymen** (Nevşehir), **Abdülkader Ateş** (Gaziantep), **Yusuf Kenan Sönmez** (İstanbul), **Fuat Atalay** (Diyarbakır), **İbrahim Aksoy** (Malatya), **Birgen Keleş** (İzmir), **Tamer Genç** (Tunceli), **Turgut Atalay** (parti meclisi üyesi).

TÜRK-İRAK İLİŞKİLERİNDE KRİZ

Nur Batur'un haberine göre Türkiye'nin "İnsani yaklaşımla Kuzey Irak'tan kaçan Kürtlere sınırlarını açması ve korunmalarını sağlaması" Türk-Irak ilişkilerinde bir krizin de patlak vermesine yol açtı.

Bağdat yönetimi **Özal** hükümetinin aldığı karardan rahatsız. Saddam yönetimi şimdiye kadar Türkiye'nin kararı karşısında sessiz kalırken, ilk kez Irak'ın Ankara'daki Büyükelçisi **Tanık Abdüljabbar**

"Kürtleri Irak'a verin"

Cevad, duydukları rahatsızlığı Milliyet'e açıkladı.

Büyükelçi **Cevad**, Türkiye'nin kararından üzüntü duyduklarını Milliyet aracılığıyla kamuoyuna açıklarken, "Türkiye'nin topraklarına kabul ettiği ve koruduğu insanlar suçludur. Teröristtir. Bugün silahlarını teslim ederler, yarın yine dışardan silah bulurlar. Ama bu Türkiye'nin kararı" diye konuştu.

Nülüfer Yalçın'ın haberine göre Irak'taki Kürdistan Demokrat Partisi lideri **Mesut Barzani**'nin birkaç bin muharip Peşmergesiyle beraber Türkiye'den siyasi iltica isteminde bulunduğuna ilişkin sorular Dışişleri Bakanlığı tarafından "Bu konuda bir bilgi yok, böyle bir haber ilgili dairelere de gelmedi" şeklinde yanıtlandı. Ancak olayın çok önemli ve çeşitli boyutları olduğunu, bu nedenle böyle bir talebin Türkiye'de "en üst düzeyde ele alınması olabileceği" de tamamen olanak dışı görülmedi.

25.09.88 CUMHURİYET

Kürt sözcü:

Türkiye mültecilere kötü davranıyor

LEFKOŞA (AP) — Mesud Barzani'nin liderliğindeki Kürdistan Demokratik Partisi'nin bir sözcüsü, Türk yetkililerin Kuzey Irak'tan sığınan Kürt mültecilerine, Irak'a geri dönmeye zorlamak için kötü muamele ettiğini ve Irak'ın kimyasal silah kullandığına ilişkin kanıtların saklandığını ileri sürdü. Bir Avrupa başkentinden AP muhabiri ile telefonda konuşan ve adının açıklanmasını istemeyen sözcü, "Anlaşıldığına göre Türk yetkililerin hedefi, halkımızı Irak'a geri dönmeye zorlamaktır" dedi.

Sözcü, Türkiye'ye 120 bin dolayında Kuzey Iraklı Kürt'ün sığındığını söyledi. Sözcü, Ankara hükümetinin mültecilere bakmak için 300 milyon dolara gereksinimi olduğunu belirtti.

Sözcü, Türklerin mültecilere yerli ilaç ve sığınak sağlamadığını, kamplarda yaşam koşullarının çok kötü olduğunu ve birçok çocuğun soğuktan öldüğünü ileri sürdü.

Kürdistan Demokratik Partisi sözcüsü, Türk yetkililerin Irak'ın kimyasal silah saldırılarına ilişkin kanıtları da sakladığını iddia etti. Sözcü, kimyasal silahla yaralananların kamplardan başka yerlere taşındığını da iddialarına ekledi. Bilindiği gibi Türk hükümeti Kuzey Irak'tan gelen mültecilerde kimyasal silah yarısı bulunmadığını açıklamıştı.

Sözcü, tüm dünya uluslarına kimyasal silahlarla yaralananlara yardım edilmesi için çağrıda bulundu.

05.09.88 MILLİYET

● **Dayak yiyen partililer gözaltına alındı**

Polis, SHP'lileri copladı

- Irak Konsolosluğu'na siyah çelenk bırakmak isteyen 60 kişilik SHP heyeti, polis engelleyle karşılaştı. Bir polis, "Çelenği koymayın, amirimizi bekleyin" dedi
- Ellerinde çelenklerle bekleyen SHP heyeti, peş peşe gelen polis ekiplerince sarıldı. Bir anda SHP'lileri sille tokat dövmeye başlayan polislerden bazıları silah çekti
- Polis, dağılmamakta direnen İl Başkanı ve 3 partiliyi kargatulumba ekip arabasının içine attı. SHP'lilerle birlikte gözaltına alınan iki gazeteci de serbest bırakıldı



Peşini bırakmayacağız SHP İstanbul İl Başkanı Ercan Karakaş'ın saldırı sırasında yakası yırtıldı. Karakaş, olaydan sonra "İl sekreterimiz sopa kullanan bir polis tarafından insafsızca dövülmüştür. Bunun peşini bırakmayacağız" dedi.

İSTİHBARAT SERVİSİ

IRAK'ın İstanbul Başkonsolosluğu önüne dün sabah siyah çelenk bırakmak isteyen SHP Kars Milletvekili Vedat Altun, İl Başkanı Ercan Karakaş, ilçe başkanları ve yönetim kurulu üyelerinden oluşan yaklaşık 60 kişilik topluluk, polis tarafından coplanarak dağıldı. Olaylar sırasında bazı polislerin SHP'lilere tabanca çektikleri görüldü. SHP'li yöneticileri sille-tokat dağıtan polis, 4 parti yöneticisini bir süre gözaltına aldı. SHP'liler daha sonra serbest bırakıldı.

Irak'ın kendi sınırları içinde bazı yurttaşlarına kimyasal silah kullanmasını protesto amacıyla, SHP Kars Milletvekili Vedat Altun, İl Başkanı Ercan Karakaş, ilçe başkanları, il ve ilçe yönetim kurulu üyeleri dün sabah Irak Başkonsolosluğu binası önüne gittiler. Konsolosluk kapısı önüne siyah çelenk bırakmak isteyen SHP'liler, polisin engellemesi ile karşılaştılar. Konsoloslukta görevli bir polis memuru, SHP'lilere, "Çelenği ko-

mayın, amirimizi bekleyin" dedi. Ellerinde siyah çelenkle bekleyen SHP'liler bu sırada peşpeşe gelen polis ekipleri tarafından sarıldı. Siyasi Şube, Güvenlik Şubesi ve Şişli Emniyet Amirliği ekip otolarından inen polisler, protestocu SHP'lilere coplarla saldırdı. SHP'li yöneticilere sille-tokat girişip kıyasıya dövmeye başlayan polislerden bazıları da silah çektiler. Konsoloslukta görevli bir bekçinin de otomatik tabancasını doğrultup, "Gelmeyin ateş ederim" diye bağırdığı görüldü.

Polisler, dağılmamak için direnen SHP'lilerden İl Başkanı Ercan Karakaş, İl Sekreteri Cemal Özen, Şişli İlçe Başkanı Cafer Özerkoç, İl Yönetim Kurulu üyesi Mustafa Karaoğuz'u kargatulumba ekip otomobillerine götürdüler. Bu arada polis dayanımı görüntülemek isteyen Hürriyet gazetesi muhabiri Ateş Çelik ile Cumhuriyet gazetesi muhabiri Uğur Saner de gözaltına alındı.

Arkadaşlarının gözaltına alın-

ması ve coplanmasından sonra, SHP Kars Milletvekili Vedat Altun ile diğer partililer Abide-i Hürriyet Caddesi üzerinden Şişli Emniyet Amirliği'ne doğru yürümeye başladılar. Ancak polis, bu yürüyüşe de izin vermeyerek partililerin dağılmak olarak ilerlemesini istedi.

Gözaltındaki SHP'liler, karakolda verdikleri ifade dayak yedikleri için polisten şikâyetçi olduklarını söylediler. Bunun üzerine Cemal Özen, Cafer Özerkoç ve Mustafa Karaoğuz Şişli Etfal Hastanesi'ne polis denetiminde götürülerek rapor almaları sağlandı. Hastanede SHP'lilere dayak yediklerini gösterir geçici rapor verildi.

Olaydan yaklaşık bir saat sonra Şişli Nöbetçi Sulh Ceza Mahkemesi Savcısı Yurdal Bekman tarafından ifadeleri alınan Karakaş, Karaoğuz, Özen ve Özerkoç daha sonra da mahkemeye çıkarıldılar. Savcının serbest bırakılma istemine mahkemenin de uyması

ile serbest bırakılan SHP'liler, dövme olayına karışan Şişli Emniyet Amirliği Ekipler Amiri Başkomiser Sabahattin Yıldız ve iki polis hakkında şikâyetçi oldular. Kars Milletvekili Vedat Altun ifadesinde olayı "Polisin provokasyonu" olarak niteleyip, "Amacımız Irak yönetiminin çocuk ve sivil bedeflere kimyasal silahlarla saldırısını telin etmektir. Polisin amacı ise olayı polisler SHP'lilerin çatışması olarak lanse etmektir. Çelenk benim talimatım üzerine konulmak istendi" dedi.

SHP İstanbul İl Başkanı Er-

can Karakaş da, "Avukat olan İl Sekreteri arkadaşımız insafsızca sopa kullanan bir polis memuru tarafından dövülmüştür. Bunun peşini bırakmayacağız" şeklinde konuştu.

Gözaltına alınan gazeteciler, karakoldan serbest bırakıldılar.

05.09.88 MILLİYET

Talabani, Ankara ile görüşmek istiyor



Talabani

“PKK, Iraklı Kürt'ten silahlı destek alamaz”

• Ahmet SEVER • BRÜKSEL

IRAK Kürdistan Cephesi lideri Celal Talabani, Milliyet'e verdiği özel demeçte, Türk hükümetine teşekkür ettikten sonra, “Türkiye, bütün Kürtlerin kalbini kazanmıştır. Bundan böyle Türkiye'ye karşı girişilen hareketler, Irak Kürtlerini karşısında bulacaktır” dedi.

Şam'dan telefonla görüştüğümü? Celal Talabani, ne kendisinin'ne de Mesut Barzani'nin herhangi bir siyasi iltica isteminde bulunmadıklarını, böyle bir şeyi düşünmediklerini vurguladı ve “Bizim yerimiz Kuzey Irak ve orada hâlâ çarışan insanların arasındadır” dedi.

Talabani, hem kendi grubu, hem de Barzani adına yaptığı açıklamada, Iraklıların hâlâ bombardımanı ve katliamı sürdürdüklerini belirttikten sonra, son durum hakkında şu bilgiyi verdi:

“Pervari, Erbil, Şihan, Raniya bölgelerinde ateş devam ediyor. Oradaki insanların kaçabilecekleri yer de yok. Elimizdeki bütün güçle karşı koymaya çalışıyoruz. Açlık ve susuzluk giderek büyüyor...”

TÜRKİYE'YE DAHA FAZLA GELMEYECEK...

Talabani, Türkiye'ye sığınan Kürtlerin orada çok uzun süre kalmayacaklarını, Türk hükümeti müsaade ettiği kadar oturacaklarını söyledikten sonra, “Başta Suriye ve İran, Türkiye'ye sığınan grupları kabul edebileceklerini belirtti. Ayrıca, Birleşmiş Milletler mülteciler programı çerçevesinde İskandinav ülkeleri, Fransa, İtalya da mülteci kabul edeceğini bize bildirdiler. Türkiye'ye 100 bin civarında vatandaşımız sığındı. Bu rakam daha fazla büyümeyecektir. Bu civarda kalacaktır. Türkiye'nin yasalarına da uyacaklarından emin olabilirsiniz. Şihan'da halen 60 bin kişi sarılmış durumda. Ancak onlar Türkiye'ye gelemezler” şeklinde konuştu.

Talabani Türkiye'ye sığınanların Peşmerge olmadığını, sivil halk olduğunu, tek isteklerinin de hayatta kalmak olduğunu belirtti.

TÜRKİYE'YE MESAJ

“Lütfen Türk hükümetine Kürdistan cephesi adına teşekkürlerimizi iletin” diyen Talabani, Şam'daki Türk Büyükelçiliği'ne bir resmi heyet göndererek bu teşekkürü ve mesajı vereceklerini, ayrıca Türk hükümeti izin verdiği takdirde kendinin veya bir heyetinin Türkiye'ye gelerek resmi yetkililerle görüşmeyi arzuladığını, yardımcı için de ellerinden geleni yapacakla-

● Apo ile yakında görüşeceğini söyleyen Kürt lideri Talabani, “PKK bundan böyle yaklaşımını ve taktiklerini değiştirmek zorundadır” dedi

● “Türkiye bütün Kürtlerin kalbini kazanmıştır” diyen Talabani, “Ankara hükümeti izin verirse ya ben veya bir heyet Türkiye'ye gelerek resmi yetkililerle görüşmeyi arzuluyoruz” şeklinde konuştu

rını söyledi. Talabani, “Lütfen bu mesajımızı hükümete iletin, olumlu karşılırsa hemen harekete geçmek istiyoruz” dedi.

Talabani, Türkiye'nin yaptığı bu dostluk jesti ile bütün Kürt halkının gönlünü kazandığını, bundan böyle Türkiye'ye bakışın değişeceğini de sık sık tekrarladığı mesajında, PKK ile işbirliği konusuna özellikle değindi. Kürt lider “Bizim Apo ile imzaladığımız deklarasyonun silahlı işbirliği ile hiçbir ilişkimiz yoktu. PKK ile bizim gruplarımız arasında savaş çıkması ve birbirimizi vurmamamızı sağlamayı amaçlıyorduk” dedi.

Apo ile yakında görüşeceğini belirten Talabani, “PKK bundan böyle yaklaşımını ve taktiklerini değiştirmek zorundadır” dedi. Bu mesajı ve Türkiye'nin son jesti ile doğan durumu, değişen duyguları kendisine iletteğini vurguladı. “PKK hiçbir Iraklı Kürt'ten silahlı destek alamaz” diyen Talabani, PKK'nın Barzani kuvvetlerinin boşalttıkları ve Türkiye sınırına yakın yerlere yerleşme olasılığı konusunda ise “Saddam her şeyi yapabilir. Ancak Kürtleri soykırıma uğratan Saddam ile böyle bir işbirliğine girecek olan Apo'yu hiçbir Kürt affetmez. PKK böyle bir ihanette bulunamaz” dedi.

TAKTİK DEĞİŞECEK

Talabani, Kuzey Irak'taki savaşın bitmediğini, sadece taktik değişeceğini ve bundan böyle gerilla taktikleriyle şehirlerdeki hedeflerin vurulmasına geçileceğini vurguladı.

“Biz bu saldırıyı bekliyorduk. Zaten son bir yıldır sürekli Batı'da dolaşp yetkilileri uyardım. Dolayısıyla sürpriz olmadı. Ancak öylesine büyük bir güçle ve kimyasal silah kullanarak üzerimize geldiler ki, bugünkü durumun çıkması doğaldı. Mücadele şimdi taktik değişerek Saddam'a karşı daha da büyüyerek sürecektir” diyen Talabani, Şam'daki Türk Büyükelçiliği ile temasa gireceklerini ve Ankara ile görüşme dileklerini tekrarladı.

La nuit kurde

On finira par le savoir : les chambres à gaz des années de la mort sont une invention juive. Les tueries au gaz des villages kurdes par des avions irakiens sont, dit Bagdad, des inventions des ennemis de l'Irak et des sionistes. La Turquie, qui pourtant a offert un asile efficace à cent mille réfugiés kurdes, se pose des questions : les traces de brûlures ont-elles vraiment été causées par des gaz asphyxiants ?

Effarés, prostrés, blessés, les réfugiés restent cependant les témoins de cette horreur qui débuta un 27 juillet de cette année. Des avions survolent doucement des villages kurdes. Des bombes sont lâchées et la douleur, la terreur, la mort saisissent hommes, femmes, enfants, animaux, arbres. Pour rien, presque rien, le crime d'être Kurdes, comme d'autres, à Treblinka, avaient commis le crime d'être juifs.

On massacre un peuple comme on massacre des insectes. Zyklon B, la mort rapide des poux. Un monde indifférent et sans mémoire. Bientôt on se demandera si les Kurdes ont existé. Qui bouge ? Presque personne. Le Sénat américain a protesté. Mais il y a les règles internationales, le commerce, les armes. C'est loin le Kurdistan. Foudroyés, les Kurdes sont pauvres. Sans voix, sans lobby. Quelle idée d'être Kurde !

Les Anglais pourtant ont confirmé l'usage des gaz par Bagdad. Les autres sont plutôt muets. Les gaz sont vraiment paralysants. A moins que je n'aie mal entendu et que je ne comprenne rien à cet Orient si compliqué, ces silences si politiques, ces Kurdes si fabulateurs...

H. S.

06.09.88 CÜMHÜRİYET

30.09.88 PRESSE OCEAN

TRT'NİN İÇİNDEN**MAHMUT T. ÖNGÖREN****Yılmaz Güney**

Güçlü sezgilerin sanatçısı... Yolunu yordamını sezgileriyle buluyor. Tüm filmlerde sezgiler ön planda. Sezgiler, bilincin oluşmasını sağlıyor. Sezginin öne çıkması eleştirilere de yol açıyor. Yöntemi ve biçimi yok diye... Oysa yöntemi ve biçimi onun yüreğinde ve kafasında. Bunu anlayabilmeniz için filmlerine şöyle bir bakmanız bile yeterli... Sezgi yumağından kaynaklanan duyguları ve düşünceleri bu filmlerde hemen yakalamanız olanaklı.

Filmlerine kendinizi kaptırdınız mı, bilincinin varabileceği noktaya erişmeniz de gerçekleşebilir. Hem de onun yöntemini ve biçimini anlamamız...

Ama önce filmleri izlemelisiniz. Ne yazık ki, genç kuşaklar adını çok sık duymalarına karşın bu filmleri izleyemiyorlar. Yasak!

Yasak yıllardır, beri var. Ama onun filmlerini bu yasaklardan ötürü izleyemeyen genç kuşaklar bile onun etkisinin ayırıcında. İşte sezgiye dayalı sanatın ve bu sanatı yaratanın gücü... Böyle güce her zaman saygı duyulur. Bu öyle bir güç ki, sanatın da ötesinde bir "büyü" yaratıyor.

Belki "büyü" sözcüğü yanlış algılanabilir. Ama "büyü", halkın onu derinlemesine anlamasından kaynaklanıyor. Kimi aydınların onu önce uzakta tutmaya çalışması, sonra halkın bu "büyü"den etkilenmesinin derinliğini gördükten sonra ona ilgi duyması da böyle açıklanabilir.

Halkın onu benimsemesi, otoriteyi her dönemde kaygılanırdı. Ya halk onun peşinden gitmeye kalkarsa? Ya başa geçerse? Ya toplumu arkasından sürükleyip düzeni değiştirmeyi başarır ya da en azından düzeni değiştirmeye yönelik çalışmalarını hızlandırır? Bu nedenle önünde hep engeller var. Ölümünden sonra bile... Çünkü ölümünden sonra da yasaklar sürüyor. Yasak bir türlü kalkmıyor.

Yaşamında kendi sineması içinde de ona şiddetle karşı çıkanlar oldu. Ama aynı kişiler onun filmlerini neredeyse ameliyat masasına yatırarak tüm ayrıntılarını incelediler ve en nitelikli filmlerini kopya etmeye kalktılar. Ama boşuna... Gerçi ortaya güzel kopyalar çıkmadı değil... Ne çare ki, sezgileri de kopya etmek olanaklı değil... Sezgileri az çok yakalayabilen kopyacılar ona doğru bir iki adım atabildilerse de, o kadar...

Tüm bunlara karşın, en nitelikli filmlerinde bile eleştirilebilecek yanları yakalamak olanaklı. Hiçbir film bitmiş sayılmaz. Ya bu filmlerin "etkisi?.." İşte "etki", şaşmadan hedefe ulaşıyor her filmde. Bu etkiyi azaltmak olanaksız. Etki kuşaktan kuşağa geçiyor. Bugün de... Yurtdışında da aynı olgu var. Evrensellik bu etkiyi daha da güçlendiriyor. "Duvar"ı "korkunç karamsar" diye eleştiriyorlar, ama "etkilenmedim" diyen çıkıyor.

1978 yılında, "Türkiye'yi kötü gösterir" gerekçesiyle yurtdışına çıkarılması engellenen "Sürü" filmi en sonunda Yunanistan'da izlenebildiğinde "To Vima" gazetesi, "İlerici Türk sinemasının bu filmi izlediğimizde insanların değişik ülkelerde olsalar bile nasıl birbirlerini andırıldığını öğreniyor ve aynı zamanda da iki ülke arasında yüzyıllardan beri sürdürülen düşmanlığın bu film sayesinde nasıl ortadan kalkabileceğini görürüz" diye yazdı.

Aynı film ve diğerleri dünyanın her yerinde gösterilebiliyor. Türkiye dışında... İnsanlar arasındaki ilişkileri geliştiren tüm filmlerini ülkemizde izlememiz için hiçbir yasal engel kalmadı. Ama yasak inatla sürdürülüyor. Çünkü Yılmaz Güney'den korkuyorlar.

Önümüzdeki cuma günü, Yılmaz Güney'in ölüm yıldönümü... Sezgilerindeki gücü, sanatı, aşınmaz etkileri ve dostlukları ile yaşayan Yılmaz Güney'i burada sevgi ve özlemle anıyorum.

Le Mouvement de la paix et les armes chimiques

Lors de sa réunion de rentrée, le Mouvement de la paix a abordé la question des armes chimiques, tristement d'actualité : on sait que l'Irak, après avoir utilisé à maintes reprises les armes chimiques contre l'Iran depuis 1980, a mis cette année un comble à l'honneur en renouvelant ses crimes contre la population civile kurde (5 000 morts et 5 000 blessés le 17 mars 1988).

Une protestation universelle a condamné le génocide. Mais il ne suffit pas d'interdire l'emploi des armes chimiques, il faut aussi en interdire la fabrication et le stockage.

La France, 3^e producteur après l'Union soviétique et les États-Unis est concernée. Notre production longtemps secrète, a été confirmée par l'adoption en avril 1987 de la loi de programmation militaire qui prévoit la poursuite des développements visant à l'industrialisation de munitions chimiques binaires.

Le Mouvement de la paix ne dit pas que la France, qui a

fourni ouvertement des armes dites conventionnelles à l'Irak, et plus secrètement à l'Iran, a aussi livré des armes chimiques à l'un des belligérants. L'Irak, dans les sites de Samarra et d'Al Fallujah a ses propres usines. Mais le mouvement ne comprend pas que le gouvernement socialiste n'ait pas mis un coup d'arrêt à la fabrication et au stockage de telles armes.

Le mouvement regrette également que lors de la 3^e session de l'O.N.U, le représentant officiel de notre pays, M. Morel, ait contribué à l'échec des pourparlers en prônant le maintien des stocks d'armes chimiques pendant 10 ans.

Voilà une politique qui va à l'encontre du processus de désarmement dont une des propriétés reste l'adoption d'une convention internationale interdisant la mise au point, la fabrication et le stockage des armes chimiques, estime le Mouvement de la paix.

06.09.88 MILLİYET

Kurtarılmış bölgelerini kaybedince taktik değiştirdi

Barzani, 'gerilla' ya döndü

KURTARILMIŞ bölgesinin yüzde 90'ını kaybeden Barzani, savaşta taktik değiştirdi. Barzani'nin, bundan sonra, belli bir bölgeyi korumayı amaçlayan cephe savaşı yerine, vur-kaç taktiğini esas alan gerilla savaşına geçmeye karar verdiği öğrenildi. Bu amaçla Barzani'nin Peşmergelerini 20-25 kişilik timlere ayırıp, cephe savaşına geçme emri verdiği belirtiliyor.

Dün öğlen, Şemdinli'nin Alan bölgesindeki 501 nolu sınırdan adamları ile birlikte İran'a geçen Peşmerge komutanı Selim Esat'la Kuzey Irak'taki askeri durumu görüştük. Barzani'nin önemli cephe komutanlarından biri olan ve Ziti mintıkasına bakan Selim Esat önce "Türk ve dünya kamuoyuna iletmenizi istiyorum" diye şu çağrısı yaptı:

"Bütün dünya devletleri kimyasal bomba kullanan Saddam'ın zalimliğini bilsin. Dünyanın hiçbir devletinde kimyasal bomba kullanılır diye bir hüküm yok. Ama Saddam kullanıyor. Saddam'ı erkek gibi savaşmaya çağırıyoruz."

Selim Esat, Çukurca'daki Peşmergelerin aksine sadece Türkiye'ye teşekkür etmiyor. Üstüne basa basa "Hem Türkiye'den hem İran'dan çok memnunuz" diyor. Oysa Çukurca'daki Peşmerge temsilcileri İran'ın kendilerini ikinci kez yalnız bıraktığını söylemiştiler. Selim Esat'a, Çukurca'daki Peşmergelerin ve ailelerin Türkiye'de mi kalmak istediklerini, İran'a gitmeyi mi düşündüklerini ve bu konuda merkezin tutumunun ne ol-

● Şemdinli'nin Alan bölgesinden adamları ile birlikte İran'a geçen Peşmerge komutanı Selim Esat'la Kuzey Irak'taki askeri durumu görüştük. Kürt komutan, "Saddam'ı erkek gibi savaşmaya çağırıyoruz" şeklinde konuştu

• Rafet BALLI • ŞEMDİNLİ



Peşmerge komutanıyla 501 nolu sınır taşından adamlarıyla birlikte Türkiye'ye giren Peşmerge komutanı Selim Esat, arkadaşımız Rafet Ballı ile görüşürken, Saddam Hüseyin'in Kürtlere karşı kimyasal silah kullanmasını kalleslik olarak değerlendirdi ve "Saddam'ı erkek gibi savaşmaya çağırıyoruz" dedi.

(Fotoğraf: İrfan SELVİ)

duğunu sorduğumuzda, cevabı şöyle oldu:

"Biz, Türkiye'nin kabul ettiği ailelerin Türkiye'de kalmasını tercih ederiz."

Askeri durum hakkında ise bir Irak haritası üzerinde tek tek işaretleyerek bilgi verdi. Anlattığına göre; Zaho'dan Şemdinli'nin güneyindeki Mergesor'a kadar olan bölge Saddam'ın kuvvetlerinin denetimine geçti. Bu bölgede halen Peşmergeler de var. Ancak bunlar Barzani'nin emri doğrultusunda

Selim Esat bu sorumuz üzerine, önce uzun uzun düşündü, sonra şu kaçamak cevabını verdi.

"Bu soruya ben cevap veremem. Bunu ancak Mesut Barzani cevaplandırır." Selim Esat'ın neden yenildikleri sorusuna verdiği cevap ise ısrarlı bir şekilde "Bomba-i kimya" oldu. Selim Esat "Mücadeleniz bitti mi?" sorumuza, iki bileğini kelepçelenmiş gibi üst üste koyarak "Ellerimiz bağlanıncaya kadar savaşa devam edeceğiz" diye cevapladı. Ancak, bu cevap onu tatmin etmedi, şunları ekledi: "Ellerimiz bağlansa da hem askeri, hem silahlı mücadeleye devam edeceğiz."

AİLELER BOŞALTILDI

Çukurca ve Şemdinli'de görüştüğümüz çeşitli Peşmerge grupları Saddam denetimine geçen bölgede kadın ve çocuk kalmadığı yolunda bilgi veriyordu. Onlara göre buradaki kadın ve çocukların bir kısmı güneye Erbil yöresine, bir kısmı da İran ve Türkiye'ye kaçtı. Bu yüzden özellikle Şemdinli yöresinde Türkiye'ye sığınanlar azaldı. Peşmergelerin yaptığı diğer bir yorum ise şöyle:

"Kadın ve çocuklarını emniyete alan Peşmergeler artık Saddam kuvvetlerine karşı daha etkili karşı saldırı yapabilecekler." Bu arada dikkati çeken bilgi de şöyle:

"Türkiye üzerinden İran'a geçen Peşmerge grupları ailelerini burada bırakıyorlar, daha sonra İran'ın Zive mintikasından Irak'a geçip Ari dağındaki savaşa katılıyorlar."

da küçük timlere ayrılıp, dağlarda savaşa devam ediyor. Asıl savaş ise İran-İrak-Türkiye üçlü sınırına yakın olan Ari dağında. Ve kontrol hâlâ Barzani'lerin elinde. Celal Talabani'ye ait kuvvetler de buraya yardıma geldi.

Selim Esat'ın cevaplamaktan kaçındığı tek soru şu oldu:

"1975'te de böyle oldu. İran Şah'ı ile Saddam, Cezayir'de anlaşular. İran size yardımcı kesti. Ve sizler yine böyle göç etmek zorunda kaldınız. Bu durumdan nasıl bir ders çıkıyorsunuz?"

12.09.88 MILLİYET

DORT yıl önce Paris'te ölen sinema sanatçısı Yılmaz Güney, önceki gece Kuruçeşme'de çok sayıda sanatçı ile bazı SHP'lilerin de katıldığı yemekte toplandı. SHP MYK üyesi Aydın Güven Gürkan yemekte yaptığı konuşmada "Ben Yılmaz'la özgürlük konusunda yol arkadaşımım. Yılmaz'a ve Nazım Hikmet'e yapılan haksızlıkları kendiliğime yapılan baskı olarak görüyorum" dedi. SHP Adana Milletvekili Cüneyt Canver de televizyonda Yılmaz Güney'in filmlerinin gösterilmesini istedi. Toplantıya katılanlar Yılmaz Güney'in filmlerinin serbestçe gösterilmesini isteyen dilekçeyi imzaladılar. Hale Soygazlı ve Türkân Şoray'ın da imzaladığı dilekçe Kültür ve Turizm Bakanı Mustafa Tınaz Tltiz'e gönderilecek... (Fotoğraf: Mücahit BÜBER)



Yılmaz Güney'i ANMA GECESİ

12.09.88 MILLİYET

Özal'dan yardım çağrısı

● Başbakan, "Eurovision" da sığınan Kürtlerin durumunu anlattı



Komutan dert dinledi Özel Harekât Kolordu Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın (solda) sığınmacı kamplarını tek tek dolaşarak sözcülerin dertleri-

ni dinliyor. Ben de dikkatle tercümanı izliyorum ve günlük sorunları öğrenmek için çaba harcıyorum. (Fotoğraf: Ertuğrul PİRİNÇÇİOĞLU)

● Başbakan, Iraklı Kürtlerin Türkiye'de iskânî ve kalıcı mekânlara kavuşturulması için maddî destek sağlanmasını istedi

ANKARA, ÖZEL

BAŞBAKAN Turgut Özal, Türkiye'ye sığınan Kuzey Iraklı Kürtlerin durumunu "Eurovision" kanalıyla dış dünyaya anlattı. Türkiye'nin "insani" açıdan sınırlarını açtığı Kuzey Iraklı Peşmergelere "geçici iskân" olanağı sağladığını bildiren Özal, çadırlarda barındırılan ailelerin kalıcı mekâna kavuşturulabilmesi için büyük çapta maddî desteğe gerek olduğunu söyledi.

Özal, destek için soruna insani açıdan bakan Batı âleminin de harekete geçmesini istedi.

Başbakan Özal, ayrıca ABD ve Batı Avrupa ülkelerinden göç etmek isteyen Kürtlere zorluk çıkarmamalarını ve bu ülkelere gitmek isteyenlere yardımcı olmalarını istedi.

Özal, şimdilik sınır bölgesinde tutulan ve çadır kentler kurulduktan sonra iç bölgelere kaydırılan Iraklı Kürtlerin bir kısmının İran'a geçebileceklerini anlattı. Ancak büyük çoğunluğun Türkiye'de kalmak isteyeceği inancını dile getirdi.

Özal, Türkiye'de kalacak Kürtlerin eğitimine önem vereceklerini de bildirdi.

20.09.88 CUMHURİYET

Iraklı Kürtlere dayak iddiası

MUSTAFA HANLIGİL
MECİT ÖZTUNÇ

YÜKSEKOVA — Yüksekova Uzunsırt ve Süstü kamplarındaki gerginliğin yatıştırıldığı belirtilirken, "sığınmacılara esir muamelesi yapıldığı ve olaylar sırasında bazılarının çoplarla dövülerek yaralandığı" öne sürüldü.

SHP Hakkâri Milletvekili v. MYK üyesi **Cumhur Keskin**, polis dayak ile yaralanan sığınma-

cıyla görüşüğünü, kamp sakinlerinin korku ve tedirginlik içinde olduklarını belirterek, olayı TBMM'ye götüreceğini söyledi. Olaylar sırasında gözaltına alınan 14 kişinin sığınmacıların liderleri olduğu bildirildi.

SHP Milletvekili **Cumhur Keskin**, "sığınmacılara kötü muamele yapıldığı ve dayak atıldığı" yolundaki iddialar üzerine kamplara giderek incelemelerde bulundu. Keskin, izlenimlerini anlatırken,

sığınmacıların şu anda kimyasal silahlardan kaçtıkları andaki gibi korku içinde olduklarını söyledi.

Olaylar sırasında sığınmacıların polisler tarafından dövüldüğünü öne süren Keskin, "Kampta dövülüp darp edildikleri bildirilen mültecilerle giderek bizzat görüştim. Mustafa Ahmet isimli mülteci, polisler tarafından çopla dövülmüş. Burun kemiğinde yara vardı. Hüseyin Zait, Ramazan Hüseyin, Ganım Hasan, Hasan Reşit

isimli mültecilerde de darp ve dayak izleri vardı" dedi.

Cumhur Keskin, "esir muamelesinin yapıldığını" söylediği sığınmacıların kampına ajan provokatörler sokularak sınır dışı edilmelerine gerekçe hazırlandığını öne sürerek, "Kimsenin buna hakkı yoktur. Yapılması gereken şey, bu ana kadar yapıldığı gibi Türkiye Cumhuriyeti'nin itibarına yaraşır biçimde insani muamele yapılmasıdır" diye konuştu.

15.09.88 MILLİYET

Batı, Kürt sorununu Türkiye'nin aleyhine kurcalıyor

Sevr'i

● Iraklı Kürtlerin sığınmasını bahane eden bazı Batılı gazeteler, 68 yıl önce Türkiye'yi parçalayan Sevr

hortlatma

çabası

Antlaşması'nın yeniden ele alınmasını ve Kürtlere özerklik isteyen yazılar yayınlamaya başladılar

LE FIGARO

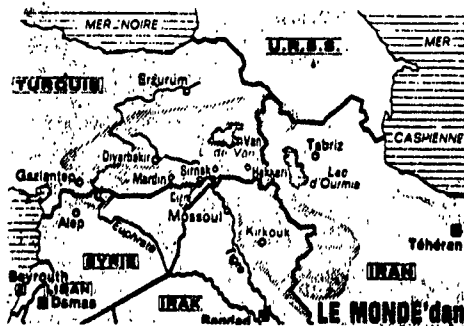


Fransız Enformasyon eski Bakanı Peyrefitte, Le Figaro'ya yazdığı baş yazıda, aski plandan söz etti.

Devrions-nous en venir à souhaiter la rupture des négociations de Genève pour que cesse un massacre de population civile? Ce ne serait pas le premier paradoxe de l'histoire, qui parfois ne concède que des trêves incompatibles. Il arrive que la trêve des uns relance le malheur des autres. Le cessez-le-feu entre Irak et Iran a mis fin au répit dont bénéficiaient les Kurdes d'Irak: Bagdad, libéré de la pression de Téhéran, a retourné ses armes contre

● New York Times'teki başyazıda da, "Sevr ile Kürtlere ayrı bir devlet kurma vaadinde bulunduğu" belirtildi ve şöyle devam edildi: "Ancak Türkiye, o zaman bu antlaşmayı onaylamadı. O zamandan beri Kürtler, bölgede anlaşmazlıklarda bir dama taşı gibi kullanıldılar"

● Fransız Le Figaro gazetesinde eski Enformasyon Bakanı Alain Peyrefitte'in yazdığı başyazıda, Sevr gereği Kürtlere özerklik tanınması gerektiği öne sürüldü ve "Aksi halde, yarın-öbür gün, Avrupa'daki 600 bin Kürt, umutsuzluktan terörizme başvurabilir" dedi



Ölümden kaçan Kuzey Irak Kürtlerine kucagını açan Türkiye'nin insancıl davranışını görmezlikten gelen Avrupa, olayı başka yönler çekmek istiyor. İşte Le Monde gazetesinde çıkan harita. Altında, "Kürt halkının bulunduğu bölge" yazıyor

15.09.88 **MİLLİYET**

“Ateşkes”in Türk komutanı



Iran-İrak ateşkesini denetleyen 15 Türk subayın komutanı Yarbay Metin Yalçın Yavuz (soldan 2.) ve Binbaşı Nurdoğan Aymete (soldan 3.), arkadaşımız Vahap Yazaroğlu'na, “Yurtta sulh, cihanda sulh” ilkesiyle görev yaptıklarını söylediler. HABERİ 7. SAYFADA

14.09.88 **MİLLİYET**

“Özal Kürtleri kullanıyor”

FEDERAL Alman muhalefet parti'lerinin başkanı Bonn'da düzenlediği basın toplantısına katılan SHP milletvekilleri Arif Sağ ve Mehmet Ali Eren, Kuzey Irak'tan kaçan Kürtlerin Başbakan Turgut Özal tarafından “referandum malzemesi” olarak kullanıldığını öne sürdüler. Bölgedeki durum üzerine geniş bilgi veren milletvekilleri, Özal'ın uluslararası örgütlerin yardımlarına “hayır” diyerek, Peşmergelerin sığınmasını kendi politik çıkarları için kullandığını, referandumdan sonra ülkelerine veya İran'a gönderileceklerini iddia ettiler.

09.09.88 **HÜRRIYET**

İngiltere, Bağdat'ı uyardı

Başbakan Thatcher, dün İran'ın Londra Büyükelçisi'ni Dışişleri Bakanlığı'na çağırarak, Peşmergelere karşı tutumu protesto etti.

LONDRA, (Hürriyet)—İrak'ın Kürtlere karşı kimyasal silah kullanması, dünya kamuoyunda giderek daha büyük tepkiler topluyor. İngiltere'de kamuoyunun ısrarla, Kürtlere karşı kimyasal silahlar kullanmaktan vazgeçmesi için Irak'a baskı yapılmasını istemesi sonucu, Margaret Thatcher Hükümeti, uzun süredir koruduğu sessizliği bozarak Bağdat'ı uyardı. BM Genel Sekreteri Javier Perez de Cuellar, Fransa Devlet Başkanı François Mitterrand ve Avrupa Topluluğu (AT), yaptıkları açıklamalarda, durumdan kaygı duyduklarını belirttiler.

İngiltere Dışişleri Bakanlığı'ndan yapılan açıklamaya göre, Irak'ın Londra Büyükelçisi Sadık El Maşad, bakanlığa davet edilerek kendisine, İngiltere'nin Türkiye'ye sığınan Kürt mültecilerin sayısının giderek artmasını kaygıyla karşıladığı bildirildi.

Bu arada ABD'nin de bölgedeki son gelişmelerden endişe duyduğu bildirildi. ABD Dışişleri Bakanlığı'ndan yapılan açıklamada, Bağdat'ın, Kuzey Irak'ta Kürtlere karşı sürdürdüğü operasyonlarda, sivillere takılan tavır konusunda Washington'un endişeli olduğu kaydedildi.

Sevr'i gündeme getirmeye çalışıyorlar

BATI, KÜRT sorununu kurcalıyor

DIŞ HABERLER SERVİSİ

BATI basını, Iraklı Kürtlerin Türkiye'ye sığınmaları vesilesiyle yaptıkları yayın çerçevesinde, “Kürdistan sorunu”na bir Türkiye boyutunu getirme çabasında görünüyor. Son günlerde Avrupa gazeteleri ve dergileri Güneydoğu Anadolu'ya gönderdikleri muhabirlerin ayrıntılı haber ve röportajlarına geniş yer veriyorlar. Çoğu, Irak'ın kimyasal silah kullandığını bir gerçek sayıp, Kürt halkına karşı bir “soykırım” uygulandığını öne sürüyor. Genelde yabancı basın, Türkiye'nin bu insanlara kucak açmasından ve onları barındırmak için harcadığı çabalardan övgü ile söz ediyor.

Ancak, bir kısım gazetelerin, bu olayı fırsat bilip, eski defterleri karıştırmak ve Kürt iddia ve isteklerini, Türkiye'ye karşı dahi kullanmak eğiliminde oldukları görülüyor.

Fransa'nın ünlü gazetelerinden “Le Figaro”da, “Soykırım” başlığı altında çıkan bir yazıda, daha da ileriye gidilerek, Sevr Anlaşması'nı yeniden gündeme getirme çabası var. Başyazıyı yazan, sıradan bir gazeteci değil, De Gaulle döneminde uzun yıllar Enformasyon Bakanı olarak görev yapmış Alain Peyrefitte.

Eski politikacı, Irak'ta Kürtlerin karşılaştığı soykırım tehlikesi karşısında, Avrupa kamuoyunun ilgisizliğinden yakınıyor ve şöyle diyor: “20 milyonu bulan Kürt toplumu, Irak, Türkiye, İran ve Suriye ve Sovyetler Birliği'ne dağılmış bulunuyor. Bu beş devletin hiçbirinde kendi kimlikleri ve özgürlükleri gerçekten tanınmamıştır. Birinci Dünya Savaşı'ndan sonra Sevr Muahedesi ile kendilerine tanınan özerklik ilkesi, yeniden ele alınmamıştır. Aksi halde, yarın öbür gün, Avrupa'daki 600 bin Kürt'ün, umutsuzluktan terörizme başvurmaları beklenebilir.”

“Le Monde” gazetesi, Kürtlerle ilgili bir yazıda, Türkiye'yi de içine alan bir bölgeyi “Kürdistan” olarak gösterirken, “Liberation” gazetesi de, uzun bir röportaja eklediği bir bölümde, Türkiye gibi bugün mültecilere kucak açan bir ülkenin de, kendi topraklarındaki Kürtlerin kimliklerini tanımadığını ve Kürt kelimesinin ağza alınmasının dahi yasak olduğunu yazıyor.

İngiltere'de, “Observer” gazetesi, Türkiye'nin Kürtlerle “problemi” olduğunu öne sürerek, “Türk askerlerinin bir taraftan mültecileri korurken, öte yandan PKK mensuplarını kovaladıklarını” bildiriyor ve Ankara'nın “sözde eşitlik” uyguladığını iddia ediyor.

Gene Londra'da çıkan “Sunday Times”daki bir yazıda da, Türkiye'nin Kürtlere karşı gösterdiği ilginin, “insan haklarına saygı konusundaki kusurlarını örtmeyeceğini” öne sürüyor.

“New York Times”daki bir başyazıda ise, kimyasal silah kullandığı için Irak ağır bir dille suçlanıyor ve yazının bir bölümünde de şöyle deniyor: “Türkiye uzun zaman, Kürtlerin ayrı bir halk oluşturduğunu inkâr ediyor ve bu insanlara “dağ Türkleri” adını veriyor.” Yazıda 1922'de imzalanan bir anlaşma ile Sevr ile, Kürtlere ayrı bir devlet kurma vaadinde bulunduğu hatırlatılıyor ve şöyle deniyor: “Ancak Türkiye o zaman bu anlaşmayı onaylamadı. O zamandan beri, Kürtler, bölgesel anlaşmazlıklarda bir dama taşı gibi kullanıldılar.”

Peyrefitte kimdir?

SEINE-Et-Marne milletvekili olan Alain Peyrefitte, 26 Ağustos 1925'te, Aveyron vilayetinin Najac kentinde dünyaya geldi. Babası öğretmendi.

Peyrefitte, yüksek öğretmen okuluunu, edebiyat ve hukuk fakülteleriyle Fransa'nın ünlü Ulusal İdare Okulu'nu (ENA) bitirdi. Daha sonra Dışişleri Bakanlığı'nda diplomat olarak görev yapan Peyrefitte, 1958 seçimlerinde, o zamanki adı “UNR” olan De Gaulle'cü parti listesinden milletvekili seçilerek siyasal yaşamına başladı. İlk kez, 1962'de Enformasyon Bakanı olduktan sonra, çeşitli defalar kabine üyesi oldu. De Gaulle'cü iktidar sırasında, Millî Eğitim, Kültür ve Adalet Bakanlığı yaptı.

1977'de Fransız Akademisi'ne seçilen Alain Peyrefitte, çeşitli deneme ve romanlar da yazdı. Denemeleri arasında en çok bilinenleri, “Quand La Chine S'Eveilla” (Çin Uyanınca) oldu.

İki süper, Iraklı mültecilere 'değindi'

29.09.88 CUMHURİYET

ABD-SSCB dışişleri bakanları görüşmesinde kimyasal silahlar kapsamında, Kürt mültecilerin durumuna da değinildi. ABD'nin, Irak'tan kaçan Kürtler sorununa önem vermesine rağmen, Kürt mültecileri kabulden yana olmadığı gözleniyor

UFUK GÜLDEMİR

WASHINGTON — ABD ve SSCB dışişleri bakanlarının, ABD başkentindeki buluşmalarında, kimyasal silah "kapsamı" içinde kalmak üzere ve "değirmek" sözcüğünün ölçüleri içinde Kürt sorununu da ele aldığı öne sürüldü. Ancak ABD dışişleri yetkililerinin Kürt mülteci alma konusunda yan çizdikleri de gözleniyor.

Sovyet Dışişleri Bakanı Eduard Şevardnadze geçen hafta sonunu Washington'da geçirdi ve bu süre içinde bir dizi temasta bulundu. Sovyet Dışişleri Bakanı'nın ABD yetkilileri ile görüşmelerinde gündemin en üst maddelerini Kürtlere karşı kimyasal silah kullanılması ve Ortadoğu'da balistik füzelerin giderek yaygınlaşması konuları oluşturdu.

İki süper devletin bu iki konuda "mesafeli bir uyum" içinde olması, görüşmelerden sonra yayımlanan ortak bildiriye de yansdı. Örneğin bildirinin kimyasal silahların kullanılmasına son verilmesi çağrısının yapıldığı parag-

rafında, bu tür silahların sivilere karşı kullanıldığı son vakanın altı özellikle çizildi. ABD dışişleri kaynaklarından edinilen bilgiye göre Shultz ve Şevardnadze, bu konuyu görüşürken binlerce Kürtün yersiz yurtsuz kalmış olmasına da "dokundular." Böylece dolaylı olarak ve insani kaygılarla Kürt konusuna değinilmiş oldu.

Shultz, "Biliyorsunuz, Cenevre'de kimyasal silahların üretilmesinin yasaklanması konusunda müzakereler sürüyor. Halihazırda bu tür silahların gerek İran - Irak savaşı sırasında, gerekse Irak tarafından kendi Kürt nüfusuna karşı kullanılmış olması dolayısıyla çok endişeliyiz" dedi.

SSCB Dışişleri Bakanı Şevardnadze ise Kürt sorununun ne ölçüde kimyasal silah kapsamında ele alındığını irdeleyen bir soruya, "Belirli bölgelere yansması" da dahil olmak üzere kimyasal silah kullanılması sorununu gayet ayrıntılı olarak ele aldıklarını açıkladı.

Görüşmelerden sonra yayımla-

nan ortak bildiriye iki süper gücün Birleşmiş Milletler Genel Sekreteri'nin "kimyasal silah kullanılıp kullanılmadığı yolunda" yaptıracağı araştırmaları desteklediği de vurgulandı. Bu paragraf bkr bakıma ABD ve Sovyetler'in Türkiye'ye mesajı da. Çünkü bundan bir süre önce Ankara böyle bir araştırmaya izin vermeyeceğini açıklamıştı. İki ülkenin bu konuda dayanışmaya girmiş olmasının nedeni, geçen haziranda Washington'da resmen kabul gören Kürt lideri Talabani'ye göre "bir zorunluluk." Talabani bunu şöyle açıklıyor:

"Amerika'da uzun vadeli sıra-

tejik politikalar yoktur, politikaları daha ziyade günlüktür. Kim kriz çıkarırsa onunla ilgilenirler. Bu bakımdan şimdi Sovyetler'de-

ki insan hakları konusunda basırlırken, kendi arka bahçelerindeki insan hakları ihlallerini göz ardı edemezler. Son yıllarda Amerika'nın Kürt konusunda Türkiye'ye yüklenmesinin nedeni budur."

ABD, Kürt konusuyla ilgileniyor, ancak mülteci kabul edecek ölçüde ilgilenmiyor. Bu konu açıldığında ABD dışişleri yetkilileri "mülteci konusunun geleneksel olarak Kızılhaç eliyle yürütüldüğünü" belirterek yan çiziyor. Nitekim dünkü olağan brifingde, ABD Dışişleri Bakanlığı Sözcü

Yardımcısı Phyllis Oakley'e bir Amerikalı gazeteci tarafından şu soru yöneltildi: "ABD kamuoyu tam hazırken mülteci kabul etmemiz uygun olmaz mı?"

ABD Dışişleri Sözcü Yardımcısı Oakley, "Türkiye'nin mülteci kabulünü takdir ettiğimizi daha önce vurgulamıştık. Yine daha önce çeşitli uluslararası yardım çabalarını konuşmuştuk. Söyleyeceklerim bu kadar. Bildiğiniz gibi bizim mülteci kabul politikamızın Kongre'de yapılıyor. Bunun Kürtlere nasıl uygulanacağını bilmiyorum, araştırayım" şeklinde konuştu.

Öte yandan Helsinki İzleme Komitesi de ABD yönetimine Türkiye'ye bu konuda yardımcı olunması için başvuruda bulundu. Komite Başkanı Jeri Labor, Başbakan Özal'a yazdığı 23 Eylül tarihli teşekkür mektubunda, Kürt mülteciler için mali destek ve Amerikan hükümetinden geçici mültecilik hakkı tanınması başvurusunda bulduklarını bildirdi.

Peşmergelerin Güney'e yerleştirilecek



Irak'tan Türkiye'ye sığınan Kürt

mülteciler Güney Anadolu bölgesine yerleştirilecek. Milli Savunma Bakanı Ercan Vuralhan, peşmergelerin Güney Anadolu'ya yerleştirilmeleri ile ilgili projenin Milli Güvenlik Kurulu'nda değerlendirildiğini, MGK'nın bu konuda aldığı tavsiye kararı uyarınca İçişleri Bakanlığı'nın hazırlık yapacağını söyledi. Bakan, peşmergelerin yerleştirilecekleri kentlerin ise 15-20 gün içinde belli olacağını belirtti. Diyarbakır'da iskân edilen Iraklılar, Diyarbakır Valisi Cengiz Bulut'tan kerite inebilmek için izin istediler. Hakkâri'nin Yüksekova ilçesine bağlı Uzunsirt Köyü yakınlarında kurulan geçici barınma merkezinde 16 Eylülde görevlileri engelleme ve yemek boykotu yaptıkları gerekçesiyle gözaltına alınan 12 Iraklı dün akşam tutuklandı. Sığınmacılardan ülkelerine dönmek isteyenlerin dönme işlemlerinin ise Kızılhaç'ın Irak hükümetinden isteği garantilere yanıt vermediği için henüz gerçekleşmediği bildiriliyor. Öte yandan, Iraklı Kürtlerin gitmek istedikleri saptanan bir dizi ülkenin Ankara Büyükelçisi dün Dışişleri Bakanlığı'na çağrılarak bu konuda girişim yapıldı. (Fotoğraf: Erdoğan Köseoğlu)